Année 1958. — N° 2. Le Numéro : 100 francs. 19 Janvier 1958.

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

## AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE

**ABONNEMENTS :** METROPOLE ET FRANCE D'OUTRE-MER : **800 fr.**; ETRANGER : **1.200 fr.**
*(Compte chèque postal :* **9063.13, Paris.**)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations | DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e | POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 20 FRANCS

## SESSION DE 1957

### Séances des 17, 18 et 19 Décembre 1957.

SOMMAIRE

**ETUDE SEMESTRIELLE DE LA CONJONCTURE** (1)

*(Question dont le Conseil économique a été saisi par la loi du 20 mars 1951 [art. 4, alinéa 2].)*

I. — Etat de la conjoncture économique à la fin du deuxième semestre 1957.
II. — Prévisions pour le premier semestre 1958 et politique économique à suivre.
III. — Avis sur l'ensemble.
IV. — Annexes statistiques.

## I. — ETAT DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE A LA FIN DU DEUXIEME SEMESTRE 1957

**Rapport présenté, au nom du Conseil économique, par M. Jacques Dumontier.**

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE. — LE RYTHME D'EXPANSION DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE NE S'EST PAS RALENTI D'UNE FAÇON GÉNÉRALE AU COURS DU DEUXIÈME SEMESTRE.

Chapitre Ier. — *Le mouvement général d'accroissement de la production et des disponibilités nationales au cours de l'année 1957.*

I. — Les facteurs de l'expansion.

A. — Les ressources en hommes.

1° La situation de l'emploi au 1er janvier 1957.

2° L'évolution de l'emploi dans les premiers mois de 1957.

B. — Les importations.

II. — Le volume de la production et les disponibilités nationales.

A. — Le volume de la production intérieure.

1° La production agricole.

*a*) La production céréalière.

*b*) La production animale.

*c*) Les mauvaises récoltes dues à des causes accidentelles.

2° La production industrielle.

*a*) Les industries de base.

*b*) Les industries de biens de consommation.

*c*) Les industries de biens d'équipement.

3° L'activité du bâtiment.

B. — Les disponibilités nationales et leur répartition.

1° Les exportations.

2° Les disponibilités intérieures.

(1) Le compte rendu analytique des débats consacrés à cette question figure au *Bulletin du Conseil économique* nos 29, 30 et 31 des 18, 19 et 20 décembre 1957.

Chapitre II. — *L'évolution récente de l'activité économique.*

I. — Les facteurs de l'expansion.

A. — Le relâchement des tensions sur le marché du travail.

B. — Les importations.

II. — L'évolution de l'activité économique au cours des dernières semaines.

DEUXIÈME PARTIE. — DANS LE CLIMAT D'INFLATION ET DE SPÉCULATION QUI A RÉGNÉ AU COURS DES DERNIERS MOIS S'EST ÉTABLIE UNE DÉTÉRIORATION CROISSANTE DES ÉQUILIBRES FONDAMENTAUX DE L'ÉCONOMIE, QUI MET L'AVENIR DE CELLE-CI EN PÉRIL.

Chapitre Ier. — *L'évolution des prix et des salaires.*

I. — L'évolution récente des prix et des salaires.

*a*) Les prix.

*b*) Les salaires.

II. — L'évolution du pouvoir d'achat depuis le 1er janvier 1957.

Chapitre II. — *Les déséquilibres financiers.*

I. — Le déséquilibre des finances extérieures.

A. — L'évolution du déficit du commerce extérieur avec l'étranger.

B. — L'évolution des finances extérieures.

II. — Le déséquilibre financier intérieur.

A. — L'évolution des moyens traditionnels de financement.

B. — Le financement de l'impasse de la trésorerie.

1° Le montant de l'impasse.

2° Les moyens de financement.

3° L'évolution des crédits aux entreprises.

CONCLUSION.

ANNEXE. — LE TOURNANT CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE S'INSCRIT DANS UNE HÉSITATION DES ÉCONOMIES MONDIALES.

I. — *Evolution de la conjoncture américaine au deuxième semestre 1957.*

I. — Le ralentissement économique.

II. — Le revirement de la politique économique.

II. — *Evolution conjoncturelle en Allemagne occidentale.*

III. — *La conjoncture internationale en décembre 1957.*

A la fin de l'année 1957, si l'économie française n'apparaît pas totalement satisfaisante, elle présente par contre des facilités à l'analyse. Une dichotomie, qui n'emprunte rien à la nécessité de l'exposition, oppose un rythme d'expansion qui ne s'est pas ralenti aux déséquilibres monétaires qui se sont accentués.

A qui regardera dans l'avenir les indices de production, le deuxième semestre de 1957 apparaîtra comme une extrapolation des tendances précédentes. A qui s'intéressera aux indices de prix, par contre, une rupture apparaîtra très nette; les cadences précédentes sont accélérées.

Dans les pays étrangers, par contre, le tournant de la conjoncture a déjà été pris, et différemment. Aussi donnera-t-on en annexe un schéma rapide de l'évolution économique mondiale.

# PREMIERE PARTIE

## LE RYTHME D'EXPANSION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE NE S'EST PAS RALENTI D'UNE FAÇON GENERALE AU COURS DU DEUXIEME SEMESTRE

Les premiers chiffres disponibles sur l'évolution de la production au cours des derniers mois montrent qu'il n'y a pas eu de rupture dans le rythme de l'expansion depuis le début du second semestre. Dans l'ensemble, l'expansion reste générale et une augmentation sensible de la production restera l'une des caractéristiques fondamentales de cette année 1957.

Cependant, depuis quelques semaines, certains facteurs moins favorables ont fait leur apparition; ils risquent de se traduire par un ralentissement du mouvement d'expansion, continu depuis plusieurs années.

C'est pourquoi, après avoir étudié l'accroissement de la production au cours de l'année 1957, et plus particulièrement au cours des premiers mois du deuxième semestre, il sera nécessaire de corriger cette tendance générale par l'examen des phénomènes conjoncturels les plus récents qui semblent moins favorables.

### CHAPITRE Ier

### LE MOUVEMENT GENERAL D'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION ET DES DISPONIBILITES NATIONALES AU COURS DE L'ANNEE 1957

D'après les résultats de la comptabilité nationale, la production intérieure brute avait progressé de 1954 à 1955 de 8 p. 100 en volume. L'année dernière, l'augmentation de la production sur l'année précédente avait été de 5,5 p. 100. Pour 1957, il apparaît qu'elle devrait être de 6,5 p. 100 par rapport à 1956. Ainsi, en quatre ans, la production française se sera, en volume, accrue de 25 p. 100 au moins.

Cependant, au début de cette année, deux goulots d'étranglement paraissaient devoir limiter l'expansion de l'activité économique dans les mois suivants. La pénurie de main-d'œuvre était très vive, à un moment cependant où l'évolution saisonnière se traduit normalement par un accroissement du chômage. La diminution considérable des réserves en devises posait le problème du financement des achats à l'étranger, notamment des matières premières et des produits énergétiques, tout au moins pour les derniers mois de l'année.

En fait, ces deux facteurs fondamentaux de l'expansion de l'économie française, les ressources en main-d'œuvre et les importations n'ont pas constitué des goulots d'étranglement tels que les progrès de notre économie en aient été réellement affectés, bien que le premier ait probablement atténué les possibilités de production dans certains secteurs, notamment dans le bâtiment.

Ceux-ci se sont donc poursuivis à un rythme voisin de celui de l'année précédente. Cependant, ce progrès par rapport à 1956 provient plus de la production agricole que de la production industrielle dont l'expansion a été, comme on le verra, légèrement inférieure à celle de l'an passé. Par ailleurs, parmi les biens industriels eux-mêmes, la production de biens d'équipement s'est accrue semble-t-il plus vite que celle de biens de consommation. Les exportations, sans atteindre les objectifs souhaitables, ont augmenté dans une proportion plus grande que l'année précédente.

## I. — Les facteurs de l'expansion.

### A. — Les ressources en hommes

La conjoncture de l'emploi a été dominée au cours des deux dernières années par une très légère augmentation des effectifs de la population active, mais cette stabilité a été corrigée par une modification de la répartition de cette population entre les principaux secteurs de l'économie. C'est ce que montre une analyse de la situation de l'emploi au 1er janvier 1957 par rapport au milieu de l'année 1954. Cette analyse reste valable pour l'année 1957.

#### 1° *La situation de l'emploi au 1er janvier 1957.*

Au cours des trois dernières années, le mouvement naturel de la population active marque une très légère diminution (1). La population en âge d'être active ayant baissé, si l'on admet que les taux d'activité sont restés les mêmes à chaque âge, la population active devrait avoir diminué de 1954 au 1er janvier 1957 de 32.000 personnes sur un total approximatif de 19,5 millions, soit de 0,2 p. 100.

Mais ce calcul ne donne qu'une idée fausse de l'évolution de la population active totale; en effet, il suppose que les taux d'activité sont restés les mêmes depuis trois ans, ce qui est faux. Entre, notamment, en ligne de compte le mouvement spontané de prolongation de la scolarité, auquel nous assistons à l'heure actuelle, et qui se traduit par une diminution des taux d'activité des tranches d'âge les plus jeunes de la population active, celles comprises entre quatorze et vingt ans. Un nombre toujours plus élevé de jeunes poursuivent en effet chaque année leurs études et retardent ainsi leur entrée dans la vie professionnelle.

De plus, dans cette étude de l'évolution de la population active depuis trois ans, il faut signaler l'augmentation importante des effectifs du contingent, la durée du service militaire ayant été portée de fait, pendant cette période, de dix-huit à trente mois. Cette prolongation du service militaire a dû, sans doute, se traduire par une réduction d'environ 200.000 travailleurs du total de la population active.

Ainsi, à un moment où la production augmentait à un rythme particulièrement rapide, et où, de ce fait, de nouveaux besoins en main-d'œuvre apparaissaient, la population active disponible tendait à diminuer dans des proportions sensibles.

Ce mouvement naturel de la population dut être compensé par l'embauchage, en premier lieu, des travailleurs en chômage, en second lieu par le recours à l'immigration et sans doute par un accroissement du taux de l'activité féminine et une prolongation de la durée de la vie active.

Au recensement de 1954, il y avait 330.000 personnes environ qui avaient déclaré « être sans emploi et en rechercher un ». Dans l'ensemble, compte tenu du fait que la statistique des chômeurs secourus, pas plus que celle des demandeurs d'emploi, ne donne exactement le nombre des personnes sans emploi et en recherchant un, il apparaît, si l'on applique les coefficients traditionnellement employés, que le chiffre des travailleurs sans emploi n'était plus que d'environ 150.000 en janvier 1957. Ainsi, en deux ans et demi, le nombre des personnes « sans emploi et en recherchant un » aurait diminué de 180.000.

Cette source d'emploi n'a cependant pas été suffisante et il a fallu faire appel à l'immigration. C'est ainsi qu'en trois ans environ, 100.000 travailleurs étrangers ont été introduits en France par l'office national d'immigration. Si l'on admet que 60 p. 100 d'entre eux sont restés en France, il y aurait environ 60.000 travailleurs étrangers de plus dans la population active. Il faut y ajouter environ 40.000 travailleurs nord-africains, si l'on en croit l'enquête du ministère du travail sur la main-d'œuvre nord-africaine.

Enfin, il faut tenir compte d'un probable accroissement de l'activité féminine, notamment à la suite de la réalisation de certaines opérations de décentralisation. Et, il est certain qu'il y a eu un léger recul de l'âge moyen de départ à la retraite.

(1) Les statisticiens et les démographes ne sont pas d'accord entre eux pour définir ce qu'est la population active. La définition du recensement de 1954 est la plus simple: « toute personne qui a déclaré exercer une profession ».

Le bilan s'établit ainsi, en milliers:

| | | | |
|---|---|---|---|
| Diminution du chômage ... | + 180 | Mouvement naturel ..... | — 30 |
| Immigration .. | + 60 | Service militaire ..... | — 200 |
| Nord-Africains. | + 40 | | |
| Prolongation de la vie active. | pour mémoire. | Augmentation de la scolarité ..... | pour mémoire. |
| Mise au travail des femmes. | pour mémoire. | | |

Dans l'ensemble, les accroissements d'effectifs ainsi réalisés paraissent un peu plus forts que les diminutions. Le solde positif, qui est difficilement chiffrable, se situe entre 100.000 et 200.000. Pratiquement, la population ayant un emploi est au même niveau au 1er janvier 1957 qu'en 1954. Ce n'est donc pas par un accroissement des effectifs que l'expansion de la production a été réalisée au cours des dernières années.

Mais c'est par une modification de la répartition des travailleurs entre les principaux secteurs de l'économie que cette expansion a pu être réalisée. D'après les calculs approximatifs effectués par la commission de l'agriculture et du plan, la population active agricole aurait diminué au cours des dernières années d'environ 80.000 personnes par an, dont 50.000 hommes. En deux ans et demi, de mai 1954, date du recensement démographique, au 1er janvier 1957, 200.000 travailleurs seraient ainsi passé du secteur agricole aux autres secteurs de l'économie.

En contrepartie, les effectifs se sont sensiblement accrus dans l'industrie, où si l'on en croit les indices d'effectifs du ministère du travail, le nombre des salariés serait passé de 5.400.000 environ à 5.600.000, cet accroissement des effectifs profitant essentiellement au secteur des industries mécaniques et électriques (+ 150.000 salariés) et au secteur du bâtiment et des travaux publics (+ 60.000 salariés).

Le secteur industriel qui a connu la plus forte expansion au cours des dernières années, aurait ainsi augmenté ses effectifs de 4 à 5 p. 100 et la branche « Industries mécaniques et électriques » qui a été constamment « en flèche », aurait accru le nombre de ses employés d'environ 10 p. 100, bien que globalement l'effectif total de la population active reste à peu près stable.

Le secteur tertiaire et notamment le commerce, a également accru ses effectifs. L'enquête du ministère du travail montre que les effectifs de salariés ont augmenté dans ce secteur de 6 à 7 p. 100. La diminution de non-salariés ne compense pas cette augmentation.

La productivité marginale des travailleurs étant à l'heure actuelle beaucoup plus forte dans le secteur industriel (et tout particulièrement dans les industries mécaniques et électriques) que dans le secteur agricole (ce qui ne veut dire que la productivité n'augmente pas dans le secteur agricole, bien au contraire: depuis six ans, elle y a plus augmenté que dans l'industrie), ce transfert de travailleurs d'une branche à l'autre a permis un accroissement de la productivité très sensible et a ainsi servi d'assise à l'expansion de l'économie française

#### 2° *L'évolution de l'emploi dans les neuf premiers mois de 1957.*

Les caractéristiques de l'évolution de l'emploi dans les neuf premiers mois de 1957 n'ont pas été différentes de celles que nous venons de définir pour les années précédentes.

Le mouvement naturel de la population active conduisait à une nouvelle diminution du volume de celle-ci. La population active devrait baisser de 20.000 personnes environ, dans l'hypothèse où les taux d'activité seraient restés constants au cours de l'année. La prolongation spontanée de la scolarité, qui a dû porter cette année sur un effectif encore plus important que l'année dernière, a dû accentuer cette tendance à la baisse.

Les besoins en main-d'œuvre de l'industrie continuant à s'accroître, le nombre des chômeurs a de nouveau diminué d'environ 40 à 50 p. 100, cette réduction devenant cependant de moins en moins forte de mois en mois. Alors qu'elle avait été de 47 p. 100 en janvier, elle n'était plus en effet que de 35 p. 100 au 1er octobre. A cette date, il n'y avait plus que 13.560 chômeurs secourus, alors que deux ans auparavant à la même date, il y en avait 38.000, soit près du triple. L'évolu-

tion du nombre des demandes d'emploi a été parallèle à celle du nombre des chômeurs secourus, la baisse étant cependant moins forte puisqu'elle ne dépasse pas 30 p. 100. Par contre, les offres d'emploi sont en moins forte augmentation en 1957 que les années précédentes ainsi que le montre le tableau suivant;

TABLEAU N° 1

| | 1956 | | | | 1957 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1er janvier. | 1er avril. | 1er juillet. | 1er octobre. | 1er janvier. | 1er avril. | 1er juillet. | 1er octobre. |
| Chômeurs secourus | 44.017 | 44.750 | 28.570 | 21.240 | 23.130 | 23.530 | 16.574 | 13.560 |
| Demandes d'emploi | 144.980 | 144.160 | 93.700 | 83.800 | 97.400 | 92.234 | 67.681 | 67.416 |
| Offres d'emploi | 19.580 | 35.690 | 54.300 | 57.900 | 40.450 | 57.833 | 64.071 | 53.363 |

Parallèlement à ce mouvement de réduction du chômage, le nombre des travailleurs étrangers introduits par l'office d'immigration devrait être de plus de 100.000.

En définitive, la population active employée a dû augmenter plus sensiblement en 1957 qu au cours des années précédentes; les accroissements d'effectifs ainsi décrits n'ont pas été compensés par une augmentation nouvelle des effectifs militaires et paraissent très supérieurs aux effets de la prolongation spontanée de la scolarité et du mouvement naturel de la population active sur le total des effectifs au travail.

L'exode rural s'étant très certainement poursuivi cette année à un rythme à peu près analogue à celui des années précédentes, cet accroissement a profité essentiellement au secteur industriel, dont les effectifs se sont accrus plus rapidement que les années précédentes.

C'est ce que confirme l'examen des résultats de l'enquête trimestrielle du ministère du travail pour cette année:

TABLEAU N° 3

*Accroissement des effectifs dans les industries de transformation* (1).

(D'après l'enquête du ministère du travail.)

| | 1er JANVIER | 1er AVRIL | 1er JUILLET | 1er OCTOBRE |
|---|---|---|---|---|
| | P. 100. | P. 100. | P. 100. | P. 100. |
| 1956-1955 | + 0,7 | + 0,9 | + 1,2 | + 1,5 |
| 1957-1956 | + 2,7 | + 2,7 | + 3,3 | + 3,8 |

(1) Non compris le bâtiment.

La pénurie de main-d'œuvre est restée forte dans l'ensemble en 1957, mais les besoins les plus urgents de l'économie ont cependant pu être satisfaits grâce notamment à l'immigration et aux migrations de la main-d'œuvre française vers les secteurs en forte expansion, de sorte que le mouvement général d'expansion de l'économie française n'a pas été stoppé ni même ralenti.

## B. — LES IMPORTATIONS

Au cours du premier semestre, les importations ont continué à se développer à un rythme très rapide, supérieur encore à celui de 1956, qui avait pourtant déjà été très élevé. Au cours du second semestre, un effort de diminution des importations a été réalisé.

Dans l'ensemble, malgré ces restrictions du deuxième semestre, l'économie française a été abondamment approvisionnée, notamment en produits énergétiques et matières premières nécessaires à l'expansion de son industrie.

Le tableau n° 5 donne les résultats globaux des importations pour les onze premiers mois de 1957.

TABLEAU N° 5

| | ONZE premiers mois de 1956. | ONZE premiers mois de 1957. | ACCROISSEMENT (en pourcentage). |
|---|---|---|---|
| Total des importations | 1.806 | 2.054 | + 14 |
| Dont: | | | |
| De l'étranger | 1.382 | 1.573 | + 14 |
| De l'Union française | 423 | 481 | + 14 |

L'accroissement des importations en 1957 par rapport à l'année 1956 sest fait aussi bien sur des produits en provenance de l'Union française que sur des produits de provenance de l'étranger (14 p. 100).

L'analyse de la composition des importations de l'etranger montre une diminution des importations de produits agricoles qui s'expliquent par le fait que l'année dernière, des importations exceptionnelles avaient dû être faites pour compenser les effets du gel et que cette année, on a renoncé à toute importation de choc dans le dessein de faire baisser les prix intérieurs.

Les importations de biens de consommation ont continué à progresser pendant les premiers mois de l'année, bien qu'à un rythme nettement plus faible que l'ensemble des importations de l'étranger.

Les postes d'augmentation les plus importants sont ceux des matières premières et des biens d'équipement, ainsi que le montre le tableau n° 6.

TABLEAU N° 6

| | DIX premiers mois de 1956 (en milliards). | DIX premiers mois de 1957 (en milliards). | ACCROISSEMENT (en pourcentage). |
|---|---|---|---|
| Alimentation | 154,8 | 129,2 | — 15 |
| Matières premières et demi-produits | 834,6 | 1.012 | + 21 |
| Dont: | | | |
| Energie | 290,1 | 373,2 | + 29 |
| Produits finis | 226,3 | 288,8 | + 28 |
| Dont: | | | |
| Biens d'équipement | 158,3 | 215,5 | + 36 |
| Biens de consommation | 68 | 73,3 | + 8 |

Mais ces résultats sont donnés en valeur, ils sont donc majorés par le fait de la hausse des prix et des frets. Celle-ci a été particulièrement sensible pour les importations de produits pétroliers et de charbon, tout au moins pour ces dernières, en ce qui concerne les frets, et pendant la première moitié de l'année.

Il est donc nécessaire, pour avoir une vue exacte de l'approvisionnement de la France en produits énergétiques, en matières premières et en biens d'équipement, de comparer les statistiques douanières en quantités pour les neuf premiers mois de 1957 et les mois correspondants de 1956.

Les tableaux nos 7 et 8 donnent les résultats de ces comparaisons: les importations de produits pétroliers n'ont été que très légèrement inférieures à celles de 1956, malgré les effets de la crise de Suez au début de l'année, les restrictions apportées à la consommation au début de l'année et la diminution spontanée de la consommation de l'essence dans les derniers mois.

Par contre, les importations de combustibles minéraux solides ont été supérieures de 20 p. 100 en volume à celles de l'année dernière, celles de minerais et matériaux de près de 30 p. 100. Pour les fontes, fers et aciers, la progression est également très sensible et il en est de même pour les matières premières textiles. Enfin, des pourcentages d'accroissement de 20 et 40 p. 100 se retrouvent pour les biens d'équipement, machines et appareils et matériel de transport.

Il apparaît donc que, pour les trois premiers trimestres, l'économie française a pu acheter à l'étranger les biens qui étaient nécessaires à son expansion. Sans doute le retour aux contingentements et l'extension récente de l'opération 20 p. 100 aux matières premières limitent-ils pour le second semestre le volume des importations. Mais la progression dans les dix mois déjà écoulés a été telle que les restrictions récentes n'ont pu affecter les stocks disponibles des entreprises au point de constituer un réel goulot d'étranglement au mouvement de la production avant la fin de 1957. Certes, dans certains cas (caoutchouc, certains fers), il y a même eu un rationnement. Cependant, ce n'est, semble-t-il, que dans des cas particuliers qu'un pareil goulot a pu se présenter.

TABLEAU N° 7

*Importations de l'étranger.*

(1.000 tonnes.)

| | 1957 (10 mois.) | 1956 (10 mois.) |
|---|---|---|
| Produits minéraux: | | |
| Houilles crues, agglomérés, lignites | 18.769 | 15.752 |
| Produits pétroliers | 21.637 | 22.514 |
| Autres produits minéraux, minerais, matériaux | 4.977 | 3.928 |
| Produits des industries chimiques et annexes: | | |
| Produits chimiques | 199,4 | 201,9 |
| Produits parachimiques | 511 | 515,1 |
| Matières premières plastiques, résines, cellulose, caoutchouc naturel ou synthétique | 190,7 | 163,9 |
| Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages de ces matières | 81,4 | 79,5 |
| Bois, charbons de bois et ouvrages en bois: ameublement, légère vannerie | 833,1 | 797,8 |
| Matières servant à la fabrication du papier et à ses applications | 995,7 | 995,8 |
| Matières textiles, dont: matières premières textiles | 587,7 | 536,3 |
| Métaux communs et ouvrages en ces métaux: | | |
| Dont: | | |
| Fontes, fers et aciers | 1.577,1 | 1.362,1 |
| Métaux communs non ferreux | 219,6 | 193,9 |
| Machines et appareils, matériel électrique: | | |
| Machines et appareils | 199,3 | 169 |
| Construction électrique | 23,7 | 20,6 |
| Matériel de transport | 113,3 | 80 |

TABLEAU N° 8

*Principales importations de matières premières de la zone franc.*

(1.000 tonnes.)

| | 1957 (10 mois.) | 1956 (10 mois.) |
|---|---|---|
| Produits minéraux, minerais, matériaux | 2.174,9 | 1.952 |
| Bois, charbons de bois et ouvrages en bois, lièges, vanneries | 453,9 | 369,2 |

## II. — Le volume de la production et les disponibilités nationales.

L'évolution de l'emploi, comme celle des importations, n'ayant pas freiné en fait l'expansion de l'économie au cours des derniers mois, la production nationale a pu continuer à augmenter. Les disponibilités intérieures se sont également accrues, mais à un rythme encore plus rapide, dans la mesure où le déficit du commerce extérieur a encore augmenté cette année.

### A. — Le volume de la production intérieure

#### 1° *La production agricole.*

En 1957, la situation de l'agriculture a été caractérisée par la reprise de l'expansion de la production de blé, la stagnation de la production de viande et de mauvaises récoltes dues à des causes accidentelles pour le vin et certains fruits et légumes.

*a)* La production céréalière.

La récolte de blé s'établit aux environs de 110 millions de quintaux, soit le double de celle de 1956. La production de blé est supérieure cette année à la dernière récolte normale, celle de 1955. Le même mouvement de progression se retrouve dans les rendements, qui, avec une moyenne de 23 quintaux à l'hectare, dépassent très largement ceux des années antérieures, sauf toutefois celui exceptionnellement bon de 1954.

En général, les blés récoltés à la fin de juillet et au début d'août sont d'assez bonne qualité et d'un poids spécifique élevé; ceux qui les ont précédés ou suivis sont beaucoup moins bons. Dans l'ensemble, la récolte de 1957 se caractérise donc par une très grande irrégularité de la qualité, le poids spécifique moyen se situant aux alentours de 75.

Fait important, en raison de la pénurie précédente, l'utilisation accrue de moissonneuses-batteuses a permis une collecte rapidement engrangée.

En ce qui concerne les céréales secondaires, la production est inférieure à la récolte de 1956, qui ne s'expliquait que par les conditions exceptionnelles de la production agricole au cours de cette année. En effet, les surfaces atteintes par le gel n'avaient pas pu toujours être réensemencées en blé et les agriculteurs avaient eu recours dans ces cas à l'orge et à l'avoine.

Cependant, alors que la production d'orge reste très supérieure cette année à la moyenne des années 1951-1955, la production d'avoine est inférieure à celle des années antérieures à 1956. Cette évolution s'explique non par une diminution des rendements, qui sont au contraire en augmentation, mais par une réduction très sensible des surfaces cultivées en avoine.

La dernière récolte de maïs est bonne, bien qu'un peu inférieure à celle de l'année dernière. Par contre, celle de riz est supérieure, bien que l'on ait constaté une proportion assez élevée de graines avortées sur les riz semés tardivement.

Dans l'ensemble, augmentations et diminutions de production se compensent et la production céréalière en 1957 sera en volume à peu près égale à celle de 1956, ainsi que le montre le tableau suivant:

TABLEAU N° 8 *bis*

(En millions de quintaux.)

| | ANNÉE 1956 | ANNÉE 1957 (Evaluation au 1er novembre 1957.) |
|---|---|---|
| Blé | 56,8 | 110,2 |
| Méteil | 0,5 | 0,3 |
| Seigle | 4,7 | 4,7 |
| Orge | 64 | 36,8 |
| Avoine | 46 | 27,4 |
| Mélange de céréales | 2,3 | 1,5 |
| Maïs | 17,4 | 14,2 |
| Sarrasin | 0,7 | 0,6 |
| Totaux | 192,4 | 195,4 |

*b)* La production animale.

Dans l'ensemble, les conditions atmosphériques de cette année ont été favorables aux cultures fourragères, sauf en avril. Il n'y a jamais eu de difficulté à nourrir le bétail. En juin, les travaux de fenaison ont été gênés par de mauvaises conditions atmosphériques et le foin récolté a été souvent de qualité médiocre. Mais la repousse a été bonne et les pâturages ont permis dans l'ensemble d'assurer le bon entretien des animaux. A l'heure actuelle, les réserves d'hiver semblent largement suffisantes pour que le problème de la nourriture des animaux au cours de l'hiver prochain ne se pose pas.

Mais si l'alimentation du bétail paraît satisfaisante, la situation sanitaire du cheptel n'est pas aussi bonne. Au 1er octobre, plus de 50.000 exploitations étaient atteintes par la fièvre aphteuse et le nombre des animaux malades et contaminés était de 1.135.000.

Quoi qu'il en soit, la production laitière a continué à augmenter. D'après les estimations du ministère de l'agriculture, elle avait été de 180 millions d'hectolitres pour 1956, elle devrait être cette année de 200 millions. Cette prévision a été faite sur la base des résultats du premier semestre de l'année, mais elle semble confirmée par les derniers renseignements disponibles. En septembre, la production laitière était en baisse saisonnière par rapport à celle du mois d'août mais elle restait supérieure à celle de l'an dernier à la même époque (1).

Par contre, la production de viande continuait à stagner. D'après les calculs de M. Klatzmann (2), cette production était de 1.310.000 tonnes au premier semestre 1957, contre 1.270.000 tonnes au deuxième semestre 1956, ainsi que le montre le tableau suivant:

TABLEAU N° 9

*Production de viande en 1956-1957.*

(En milliers de tonnes.)

| | DEUXIÈME semestre 1956. | PREMIER semestre 1957. |
|---|---|---|
| Bœuf | 480 | 470 |
| Veau | 185 | 185 |
| Mouton | 55 | 55 |
| Porc | 510 | 555 |
| Cheval | 40 | 45 |
| Totaux | 1.270 | 1.310 |

Les deux faits marquants de l'évolution récente du marché de la viande paraissent donc être la diminution continue des abattages de gros bovins et la forte augmentation des abattages de porcs. Encore qu'elle permette la reconstitution du gros cheptel, cette situation ne laisse pas de poser des problèmes de prix, car elle entraîne une tension croissante sur le marché de la viande et le remplacement de la viande de bœuf par celle de porc ne peut être complet.

(1) On sait que la production laitière est très mal connue dans l'absolu. Les chiffres indiqués n'ont de sens que par leur variation relative.

(2) Etudes et Conjoncture de décembre 1957.

*c)* Les mauvaises récoltes dues à des causes accidentelles.

Si l'agriculture n'a pas connu cette année une crise aussi grave que celle de l'année dernière, les conditions atmosphériques n'ont pas été cependant également favorables pour tous les produits.

Il en est ainsi en premier lieu pour le vin. Peut-être les gelées très rigoureuses de l'hiver 1956 ont-elle pu encore avoir quelque action défavorable sur la production de cette année. Mais ce sont surtout les gelées des mois d'avril et de mai de cette année qu'il faut incriminer, et aussi, dans la région du Midi méditerranéen, la coulure assez généralisée due aux mauvaises conditions atmosphériques à l'époque de la floraison.

Au 1er novembre, la récolte était estimée à 32,1 millions d'hectolitres, soit à peine plus de la moitié d'une récolte normale. Ce déficit est plus ou moins important selon les régions, ainsi que le montre le tableau suivant:

TABLEAU N° 10

(En millions d'hectolitres.)

| | ANNÉE 1955 | ANNÉE 1957 (Évaluation au 11 novembre 1957.) | RAPPORT en pourcentage 1957/1955. |
|---|---|---|---|
| Midi méditerranéen | 29.278 | 18.912 | 65 |
| Bassin de la Garonne | 12.890 | 4.614 | 35 |
| Val de Loire | 3.979 | 1.668,5 | 42 |
| Bourgogne et vallée du Rhône | 4.022 | 1.918 | 48 |
| Charentes | 3.409 | 2.000 | 59 |
| Alsace | 912 | 593,8 | 65 |
| Champagne | 553 | 140,5 | 25 |
| Autres départements | 6.014 | 2.273,3 | 38 |
| Totaux | 61.057 | 32.125 | 53 |

Une telle situation est d'autant plus désastreuse que la récolte de l'année dernière avait déjà été mauvaise — 53 millions d'hectolitres — et que l'on avait néanmoins procédé récemment à une distillation de 5 millions de quintaux.

Cette succession de deux mauvaises récoltes, jointe à une distillation peu opportune, se traduira par une insuffisance des disponibilités en vin dans les derniers mois de l'année et en 1958 à laquelle il sera particulièrement difficile de remédier. En effet, non seulement nous n'avons plus de devises pour importer du vin de l'étranger, mais, de toutes façons, les pays étrangers, et notamment l'Espagne, ont eu eux aussi une très mauvaise récolte et n'ont que très peu de vin à exporter.

Certains fruits et légumes ont eux aussi souffert des conditions atmosphériques. La récolte de raisin de table a été médiocre, celle de pommes à cidre a été particulièrement mauvaise.

⁂

Daans l'ensemble, la production nette finale de produits agricoles et alimentaires pour l'année 1957 devrait avoir augmenté d'au moins 3 p. 100 environ en volume, par rapport à l'année dernière, ayant ainsi presque atteint les deux niveaux de 1954 et 1955, qui se situaient environ à 25 p. 100 au-dessus de la moyenne 1934-1938.

### 2° *La production industrielle.*

Alors que l'année dernière, pour les dix premiers mois de l'année, l'indice de la production industrielle avait augmenté de 10 p. 100, cette année, pour la même période, il a augmenté d'un peu plus de 8 p. 100. Le rythme d'expansion paraît donc avoir été un peu plus faible qu'en 1956, il reste cependant considérable et très supérieur à celui des pays étrangers.

Cette progression paraît avoir été continue jusqu'au mois d'octobre, ainsi que le montre le tableau n° 11. Une augmentation de production plus sensible apparaît pour le mois de février, mais elle tient à ce que la production avait été particulièrement faible en 1956, par suite des effets du froid sur l'activité de certaines usines. C'est pourquoi on a donné la série des indices corrigés des variations saisonnières qui élimine les incidents de l'année de référence.

TABLEAU N° 11

*Indice de la production industrielle sans bâtiment.*

(Base 100 en 1952.)

| | JANVIER | FÉVRIER | MARS | AVRIL | MAI | JUIN | JUILLET | AOUT | SEPTEMBRE | OCTOBRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1956 | 134 | 129 | 133 | 141 | 148 | 140 | 135 | 92 | 136 | 144 |
| 1957 | 145 | 148 | 146 | 150 | 156 | 154 | 140 | 99 | 149 | 152 |
| Pourcentage d'accroissement 1957-1956 | + 8,2 | + 14,7 | + 9,8 | + 6,4 | + 5,4 | + 10 | + 3,7 | + 7,6 | + 9,6 | + 5,5 |
| 1957, corrigé des variations saisonnières (calculées par l'I. N. S. E. E.) | 141 | 142 | 140 | 145 | 143 | 148 | 150 | (1) | 153 | 150 |

(1) Il n'y a pas de calcul de variations saisonnières pour le mois d'août en raison de l'allongement des vacances payées.

Pour l'ensemble de l'année 1957 et la totalité des branches, y compris celles qui ne sont pas incluses dans l'indice de la production industrielle que nous venons d'étudier, l'augmentation de la production industrielle devrait être de 9 p. 100.

Cette évolution favorable a correspondu à un haut niveau d'activité des industries de base et de l'industrie des biens de consommation mais à un accroissement encore plus considérable de la production de biens d'équipement.

*a*) Les industries de base.

Les industries de base ont pu fournir à l'économie française les matières premières et les demi-produits qui ont été nécessaires à son expansion. Il ne s'est pas produit non plus dans ce domaine de goulot d'étranglement.

L'indice de la production d'énergie établi par l'I. N. S. E. E. montre une progression de 4 p. 100 pour les sept premiers mois de l'année. Ce chiffre est inférieur de moitié à celui de l'année dernière, la progression ne paraît donc pas considérable. En premier lieu, cette différence s'explique par le fait que, l'année dernière, la consommation domestique a été particulièrement élevée, l'hiver ayant été très rigoureux, et que, cette année, les produits pétroliers ont été rationnés. Mais il ne semble pas que cette explication soit suffisante.

La crise de Suez et les craintes qu'elle a engendrées au sujet de l'approvisionnement en produits énergétiques ont incontestablement incité les entreprises à mieux utiliser l'énergie dont elles disposaient, de sorte qu'en 1957 les économies d'énergie ont dû être sensibles, sans qu'il soit possible de chiffrer le gain ainsi réalisé.

Quoi qu'il en soit, les disponibilités ont pu satisfaire aisément la demande. Dans les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, l'extraction nette a été légèrement supérieure à celle de l'année dernière pour les neuf premiers mois de l'année. Bien qu'elle demeure inférieure à celle de la période correspondante de 1955, la situation est considérée comme étant redevenue normale dans ce bassin, compte tenu de la stabilité relative des effectifs au fond et du niveau du rendement.

En ce qui concerne les produits pétroliers, l'activité des raffineries a été très inférieure à celle de 1956 pendant les premiers mois de l'année, au moment où les restrictions ont été les plus fortes. Depuis juillet, la production s'est de nouveau accrue, mais elle reste encore légèrement inférieure au niveau de l'année dernière. Cette réduction relative n'a pas gêné, semble-t-il, la progression de la production, puisque les stocks sont restés de façon constante à un niveau très élevé au cours de cette année.

Enfin, en ce qui concerne les demi-produits, il faut signaler que l'activité de la sidérurgie a été très élevée pendant toute cette année. L'indice de l'I. N. S. E. E. montre, pour les sept premiers mois de l'année, une progression de 7 p. 100 sur la période correspondante de l'année dernière. Ce haut niveau d'activité est confirmé par les derniers résultats disponibles.

*b*) Les industries de biens de consommation.

L'étude détaillée des éléments composants de l'indice de la production industrielle montre une progression générale des principales productions de biens de consommation (voir tableau n° 12).

TABLEAU N° 12

| | POURCENTAGE d'accroissement. 7 mois 1957. / 7 mois 1956. |
|---|---|
| Industrie automobile | (1) + 14 |
| Industrie textile | + 11,5 |
| Dont : | |
| Tissus de coton | + 16 |
| Tissus de laine | (2) + 11 |
| Cuirs | + 8,3 |
| Papiers et cartons | + 8 |
| Presse et édition | + 14 |

(1) Neuf mois.
(2) Six mois seulement.

La production s'est développée très rapidement dans l'industrie automobile, contredisant les prévisions pessimistes qui avaient été faites au moment de la crise de Suez.

Dans le textile, le très vif mouvement de reprise d'activité qui avait été observé à la fin de l'année dernière s'est trouvé confirmé pendant tout le premier semestre. Dans le secteur de la laine, l'expansion est générale, sauf pour la filature de laine cardée, qui souffre d'une certaine désaffection de la mode. Dans la bonneterie, toutes les branches sont prospères.

La progression est également sensible dans un secteur qui a connu une longue dépression : l'industrie du cuir. Enfin, dans le secteur des papiers et cartons, le rythme de l'expansion se poursuit très régulièrement depuis la fin de l'année dernière. Il en est de même pour la presse et l'édition.

*c*) Les industries de biens d'équipement.

L'activité des industries de biens d'équipement a été particulièrement élevée cette année ; en effet, la formation brute de capital fixe des entreprises a progressé de 11 p. 100 en volume, chiffre supérieur à celui de l'année dernière (9,5 p. 100) et cette augmentation s'explique beaucoup plus par des investissements en matériel que par des investissements en bâtiments industriels.

Des augmentations de production de 20 p. 100 ont pu être réalisées au cours des trois premiers trimestres de 1957 par rapport à la période correspondante de 1956 dans les secteurs en pointe des industries mécaniques et électriques, la construction électrique et les tracteurs et motoculteurs pour l'agriculture.

### 3° *L'activité du bâtiment.*

Au premier semestre, 121.000 logements ont été construits. D'après les renseignements disponibles sur le troisième trimestre, il semble que le nombre de logements terminés pour l'ensemble de l'année 1957 devrait s'élever aux environs de 260.000-270.000 logements. La progression est sensible par rapport à l'année dernière, où 236.000 logements seulement avaient été terminés, et à 1955, où il y en avait eu 210.000.

En fait, l'activité du secteur du bâtiment et des travaux publics paraît être, aux variations saisonnières près, pratiquement stationnaire depuis le début de l'année.

L'I. N. S. E. E. calcule maintenant un indice sur base 100 en 1952, corrigé des *variations saisonnières*, qui est à cet égard significatif.

TABLEAU N° 13

| ANNÉES | JANVIER | FÉVRIER | MARS | AVRIL | MAI | JUIN | JUILLET | AOUT | SEPTEMBRE | OCTOBRE | NOVEMBRE | DÉCEMBRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1956..... | 114 | 64 | 118 | 110 | 112 | 112 | 112 | 104 | 108 | 107 | 113 | 114 |
| 1957..... | 114 | 118 | 117 | 113 | 116 | 117 | 117 | 111 | 115 | 110 | » | » |

La légère progression par rapport à l'année précédente a été permise par l'immigration de main-d'œuvre qui a porté sur 50.000 travailleurs environ dans ce secteur (le chiffre d'octobre a été influencé par la grippe).

Cette tendance au plafonnement risque de persister car le nombre des permis de construire semble s'être stabilisé, il devrait être le même pour 1957 que pour 1956, soit 350.000 environ. De plus, les mises en chantier ont légèrement diminué de 1956 à 1957; pour l'ensemble de l'année, elles devraient être de 310.000 logements contre 320.000.

## B. — LES DISPONIBILITÉS NATIONALES ET LEUR RÉPARTITION

Du volume ainsi accru de la production intérieure, une part plus grande que l'année dernière est allée aux exportations. En effet, celles-ci, qui avaient diminué l'année dernière, se sont accrues de 9 p. 100 cette année, soit un chiffre supérieur à la progression de la production intérieure.

En ce qui concerne les disponibilités laissées à l'économie française, leur répartition entre les divers emplois, consommation et investissement, ne s'est pas fondamentalement modifiée. Il faut noter toutefois que les investissements ont progressé plus sensiblement que la consommation.

### 1° *Les exportations.*

En valeur, la progression des exportations au cours des dix premiers mois de l'année a été la suivante:

TABLEAU N° 14

| | DIX premiers mois de 1956 (milliards). | DIX premiers mois de 1957 (milliards). | ACCROISSEMENT en pourcentage. |
|---|---|---|---|
| Total des exportations..... | 1.332 | 1.521,3 | + 14,2 |
| Dont: | | | |
| Avec l'étranger..... | 907 | 992,5 | + 9,4 |
| Avec l'Union française..... | 425 | 528,8 | + 24,4 |

Dans l'ensemble, en valeur, les exportations se sont accrues de plus de 14 p. 100. Mais la progression a été beaucoup plus forte dans les échanges avec l'Union française, où elle atteint 25 p. 100 environ, que dans ceux avec l'étranger.

Dans les échanges avec l'étranger, le progrès des exportations est dû à deux facteurs: la reprise des exportations alimentaires, qui avaient été particulièrement faibles à la suite des effets du gel de 1956, et l'augmentation importante des exportations de produits finis (voir tableau n° 15).

TABLEAU N° 15

*Evolution de la composition des exportations vers l'étranger.*

| | DIX premiers mois de 1956 (milliards). | DIX premiers mois de 1957 (milliards). | ACCROISSEMENT en pourcentage. |
|---|---|---|---|
| Alimentation humaine..... | 108,2 | 132,2 | + 22 |
| Matières premières et demi-produits (or inclus)..... | 528,2 | 538,6 | + 2 |
| Produits finis..... | 270,5 | 319,5 | + 18,1 |
| Dont: | | | |
| Biens d'équipement..... | 124 | 148,7 | + 20 |
| Biens de consommation..... | 146,5 | 173,8 | + 18,6 |

A cet égard, la situation des exportations en 1957 est favorable dans la mesure où les exportations qui ont le plus augmenté sont celles de produits alimentaires et de produits finis qui devraient constituer les gros contingents d'exportations des années à venir.

Cette situation contraste heureusement avec la stagnation des exportations de matières premières et de demi-produits.

Mais cette situation ne doit pas faire illusion.

Pendant les premiers mois de l'année, la progression des exportations, si elle a été sensible, n'a pas été considérable. Les résultats des derniers mois n'ont pas été entièrement favorables. C'est ainsi que, pour le mois d'août, les exportations ont été plus faibles que l'année dernière. Il en est de même en septembre si l'on calcule les exportations au cours du dollar à 350 francs et non au cours à 420 pour les produits qui bénéficient de la subvention. Ainsi calculées, les exportations de septembre ne seraient en effet que de 82,6 milliards. L'opération 20 p. 100 s'est traduite par un très grand trouble sur les marchés extérieurs où les acheteurs étrangers n'ont pas toujours très bien compris le sens exact des mesures prises. Il est probable que les résultats de ces deux mauvais mois ne seront pas entièrement corrigés par ceux du dernier trimestre, qui devraient être nettement plus satisfaisants, si l'on en croit les chiffres d'octobre.

Quoi qu'il en soit, même si les progrès sont sensibles pour l'ensemble de l'année, il n'en reste pas moins que les exportations restent très inférieures au niveau qu'elles devraient atteindre, étant donné le volume d'importations de matières premières qui est nécessaire à l'économie française pour maintenir son rythme d'expansion. Par conséquent, si des efforts couronnés de succès ont été effectués dans des domaines particuliers, notamment dans l'industrie automobile, ces efforts restent dans l'ensemble beaucoup trop timides et, de plus, interviennent bien tardivement.

### 2° *Les disponibilités intérieures.*

Le tableau n° 16 donne une comparaison de l'évolution des disponibilités intérieures en volume, par grands groupes d'emploi de 1955 à 1957, les évaluations pour cette dernière année étant le résultat de l'extrapolation des tendances actuelles à l'ensemble de l'année.

TABLEAU N° 16

| | VALEUR en 1954. (Milliards de francs.) | ACCROISSEMENT en volume (pourcentage). 1955/1954 | 1956/1955 | 1957/1956 |
|---|---|---|---|---|
| Consommation privée | 9.960 | + 8,5 | + 5 | + 5,5 |
| Achats courants de l'administration | 810 | — 7,5 | + 30 | + 9,5 |
| Constructions privées | 580 | + 12 | — 4,5 | + 3 |
| Constructions administratives | 300 | + 13,5 | + 3 | » |
| Investissements industriels et commerciaux | 1.690 | + 12,5 | + 9,5 | + 11 |
| Stocks | 150 | — 3,5 | + 92,5 | » |
| Exportations | 1.840 | + 8 | — 4,5 | + 9 |
| Total des ressources utilisées | 15.330 | + 8 | + 5,5 | + 6,5 |

Il ressort de ce tableau que la progression de la consommation des ménages a été analogue cette année à celle de l'année dernière. Mais elle reste inférieure à l'augmentation de la consommation réalisée en 1955 et surtout il importe de noter l'évolution du rapport entre l'augmentation de la consommation des ménages et le total des ressources disponibles. En 1955, la consommation avait augmenté plus vite que les ressources disponibles, en 1956 elle avait augmenté un peu moins vite. En 1957, le décalage est devenu encore plus important.

Le progrès des investissements est l'un des éléments les plus favorables de ce tableau. Nous avons déjà signalé cette progression dans l'étude de l'évolution de l'activité des industries de biens d'équipement et de celle du bâtiment. Elle contraste avec la stagnation des investissements des administrations, qui avaient fortement augmenté au cours des années précédentes et notamment en 1955.

⁂

Dans l'ensemble, l'examen de ce tableau, comme l'étude de l'évolution de la production au cours de l'année 1957, ne donne pas une idée défavorable des résultats de cette année.

L'accroissement de la production a été important, les exportations ont progressé, l'évolution de l'emploi des disponibilités intérieures n'a pas été défavorable à l'avenir de l'économie française.

Mais ces conclusions sont valables pour l'ensemble de l'année 1957. Le problème est de savoir si dans les tous derniers mois, les tendances fondamentales de l'évolution en 1957 ne se sont pas quelque peu modifiées, sans que la physionomie générale de l'année en soit affectée. C'est ce que nous examinerons dans le chapitre II.

De plus, et surtout, cette analyse relativement favorable de l'économie française au cours de cette année ne s'applique qu'à une étude de l'économie en quantités physiques. Le coût de cette expansion n'a pas été calculé, tant dans le domaine des prix intérieurs que dans celui des échanges extérieurs. C'est cet aspect très défavorable de l'économie française, en 1957, que nous étudierons dans la seconde partie de ce rapport

## CHAPITRE II

## L'EVOLUTION RECENTE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Ainsi que nous l'avons indiqué dans le chapitre Ier de ce rapport, l'évolution de l'activité économique au cours des trois derniers mois de 1957 ne changera pas le sens des résultats obtenus cette année, même si cette évolution est moins favorable que celle des derniers mois.

En effet, un retournement complet de la conjoncture n'est pas prévisible d'ici la fin de l'année. Les commandes ont été nombreuses au cours des derniers mois et les carnets restent garnis. De plus, le mouvement d'affaires qu'entraînent habituellement les fêtes de fin d'année soutiendra l'activité de l'économie dans les prochaines semaines.

Mais le problème, qui se pose, est de savoir si les premiers signes d'un ralentissement de l'expansion ne se font pas sentir, signes qui pourraient annoncer un retournement de la conjoncture dès les premiers mois de 1958.

Ce sont des indications de cette nature que nous nous efforcerons de rechercher en reprenant dans cet esprit, pour la période du dernier trimestre, l'étude des facteurs de l'expansion et des modalités de cette expansion.

### I. — Les facteurs de l'expansion.

L'examen de l'évolution de l'emploi au cours des dernières semaines montre un relâchement assez net de la tension sur le marché du travail, l'insuffisance de main-d'œuvre ne paraissant plus représenter à l'heure actuelle un goulot d'étranglement à l'essor de la production. Par contre, les restrictions d'importations qui ne semblent pas avoir gêné l'expansion de l'activité économique pour l'ensemble du deuxième semestre paraissent devenir peu à peu plus gênantes.

#### A. — Le relachement des tensions sur le marché du travail.

Il y a quelques mois encore une pénurie de main-d'œuvre très vive régnait dans la région parisienne. Les entreprises se disputaient entre elles la main-d'œuvre disponible et allaient même, dans certains cas, jusqu'à débaucher les ouvriers dont elles avaient besoin dans des branches où le taux des salaires était plus bas que dans leur propre secteur.

Depuis quelques semaines de telles pratiques ne paraissent plus se produire. Les entreprises trouvent aisément à recruter dans la région parisienne des manœuvres ou des ouvriers spécialisés. Il en est de même pour les employés. En ce qui concerne les ouvriers qualifiés, la tension reste encore forte, mais elle s'est quelque peu atténuée.

Dans l'état actuel de nos connaissances sur cette évolution récente, il est difficile de savoir si ce relâchement de la tension sur le marché du travail est dû à la seule diminution de l'activité de certains secteurs de l'économie : l'aéronautique et le bâtiment, ou si elle est la conséquence d'un ralentissement général de l'activité.

Les facteurs « spécifiques » de l'atténuation de l'état de pénurie de l'emploi, que nous connaissions depuis plusieurs années, sont aisément décelables. Ils s'expliquent d'une façon générale par la réduction des dépenses budgétaires. Celle-ci a porté notamment sur les fabrications de l'industrie aéronautique et sur les prêts à la construction. Il est résulté de ces compressions de crédit une diminution de l'activité dans ces deux secteurs.

L'industrie aéronautique a été ainsi amenée à licencier une partie de ses effectifs tant dans la région parisienne que dans l'Ouest et le Sud-Ouest. Ces réductions d'effectifs ont porté non seulement sur les manœuvres et les ouvriers spécialisés, mais aussi sur les ouvriers qualifiés. Ceux-ci ont trouvé aisément à se replacer dans d'autres industries à Paris.

L'activité de la construction ne paraît pas s'être ralentie d'une façon sensible jusqu'à maintenant, tout au moins en ce qui concerne les chantiers en cours de travaux. Mais les lancements sont sans doute moins importants et le comportement des entreprises est incontestablement plus réservé. Ceci a entraîné une diminution sensible des tensions sur le marché du travail du bâtiment. A l'heure actuelle, il existe un petit nombre d'ouvriers du bâtiment qui sont disponibles et les organisations professionnelles sont beaucoup moins favorables à la poursuite de la politique d'immigration suivie depuis deux ans, qu'elles ne l'étaient il y a quelques mois.

A côté de ces facteurs spécifiques y-a-t-il des facteurs plus généraux qui expliquent l'évolution actuelle de l'emploi ? Il n'est pas possible de le préciser dès maintenant.

Quoi qu'il en soit, il faut signaler que la diminution de la pénurie de main-d'œuvre reste faible: la baisse saisonnière du chômage a été moins forte depuis quelques mois qu'elle ne l'a été au cours des dernières années. Mais le chômage avait atteint semble-t-il depuis quelque temps un chiffre minimum qu'il était bien difficile de comprimer à nouveau. En effet, le chiffre des chômeurs secourus n'était plus au 1er août que de 6.300.

Depuis un mois, nous nous trouvons à une période où le chômage a tendance à augmenter saisonnièrement. Cette montée saisonnière paraît plus rapide que l'année dernière où elle s'était produite avec un mois de décalage. Mais elle est en pourcentage moins forte que celle observée en 1955, à un moment cependant où la pénurie d'emploi commençait à s'étendre.

Le mouvement de progression des demandes d'emploi paraît, par contre, plus net. Il est très nettement supérieur à celui de 1956 et un peu plus fort que celui de 1955.

La diminution des offres d'emploi suit la même évolution. Mais il faut noter que les réductions d'offres d'emploi correspondent très souvent à des annulations de demandes d'introduction pour des travailleurs étrangers.

Ainsi, si le sens de l'évolution générale vers une diminution des tensions sur le marché du travail paraît très net, les réductions d'effectifs effectivement réalisées restent très faibles.

### B. — Les importations

Nous avons vu dans le chapitre Ier que, compte tenu des très fortes importations de matières premières et de demi-produits qui avaient été réalisées dans les huit premiers mois de 1957, les programmes de réduction des importations pour les derniers mois de l'année ne devaient pas avoir dans leur ensemble de conséquences graves pour l'approvisionnement de l'industrie.

Mais si cette conclusion est valable globalement, il n'en est pas moins certain que des difficultés peuvent apparaître pour certains secteurs ou certaines entreprises.

Il semble notamment que les stocks constitués au cours des derniers mois soient très inégaux selon les entreprises et que certaines d'entre elles se trouvent à l'heure actuelle gênées par l'insuffisance de leurs réserves en matières premières et demi-produits.

Mais surtout, la politique de diminution des autorisations d'importations que l'office des changes a dû mettre en œuvre risque d'empêcher certaines importations peu importantes en elles-mêmes, mais qui commandent l'activité de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel de ses ateliers. Ces pénuries de produits secondaires dont les entreprises ne possèdent pas de stocks ou l'impossibilité d'importer certains bien d'équipement à la date prévue peuvent incontestablement gêner la marche de certaines industries.

Ces gênes ne paraissent pas générales. Les premiers résultats de l'enquête sur les chefs d'entreprise montrent que le pourcentage des entreprises limitées dans leur production par l'insuffisance de leur approvisionnement n'a pas changé depuis le mois de mai pour l'ensemble de l'économie. Ces insuffisances paraissent plus fortes dans l'industrie textile, mais elles se seraient atténuées dans l'industrie des métaux.

## II. — L'évolution de l'activité économique au cours des dernières semaines.

Nous avons été amenés à préciser au cours de l'étude de l'évolution des facteurs de production les secteurs où le ralentissement de l'activité était certain: le bâtiment et l'industrie aéronautique. Nous avons indiqué que, d'une façon générale, il était impossible de savoir dès maintenant si le ralentissement de l'expansion ne se généraliserait pas à toutes les branches de l'industrie.

Les données statistiques nécessaires manquent, en effet, à cet égard. En particulier, l'indice de la production industrielle au mois d'octobre (+ 5,5 p. 100 au-dessus de celui de 1957) risque d'être peu significatif, considéré isolément, non seulement en raison des grèves dont une a arrêté pendant vingt-quatre heures la fourniture d'électricité, mais aussi en raison de l'absentéisme entraîné par l'épidémie de grippe. Toutefois, des informations partielles peuvent être données, qui donneraient l'impression d'un très léger ralentissement de l'expansion, cependant encore notable.

*La consommation de l'électricité a ainsi évolué par rapport à l'année dernière depuis le début d'octobre:*

Tableau n° 17

| Semaines se terminant le: | Pourcentage 1957/1956 |
|---|---|
| 3 octobre | + 9,7 |
| 10 octobre | + 7 |
| 17 octobre | (1) — 1,6 |
| 24 octobre | + 8,8 |
| 31 octobre | (3) + 8,3 |
| 7 novembre | (2) — 2,3 |
| 14 novembre | (2) + 1,8 |
| 21 novembre | + 7,2 |
| 28 novembre | + 6,5 |
| 5 décembre | + 9,6 |
| 12 décembre | + 10,3 |
| 19 décembre | + 11 |

(1) Grève de 24 heures.
(2) Un jour ouvrable de moins.
(3) Un jour ouvrable de plus.

La consommation d'électricité a continué à progresser au cours du mois d'octobre, sous réserve de la semaine du 17 octobre qui a été affectée par une grève d'Electricité de France.

Les chiffres de novembre n'indiquent pas une tendance différente. Les baisses de consommation par rapport à l'année dernière ou les réductions de la production qui sont observées sont dues à la grève, en ce qui concerne la première semaine, au 11 novembre en ce qui concerne la seconde semaine. La progression sur l'année dernière a repris au cours de la troisième semaine de novembre.

Pour le tonnage chargé par la S. N. C. F., l'évolution est la suivante:

Tableau n° 18

| Semaines se terminant le: | Pourcentage |
|---|---|
| 4 octobre | + 5,7 |
| 11 octobre | + 3,6 |
| 18 octobre | (1) + 3,4 |
| 25 octobre | (2) — 9,8 |
| 31 octobre | + 12,1 |
| 7 novembre | + 3,5 |
| 14 novembre | (3) — 5,2 |
| 21 novembre | + 6 |
| 28 novembre | + 2,5 |
| 6 décembre | + 2,3 |
| 13 décembre | — 0,6 |

(1) La grève d'E. D. F. a ralenti le trafic.
(2) Grève de la S. N. C. F. de 24 heures.
(3) Un jour férié de plus que l'année dernière, où le 11 novembre était un dimanche.

Peu de précisions sont disponibles sur l'évolution récente des carnets de commande.

D'une façon générale, il semble que les entreprises soient dans l'expectative à l'heure actuelle, ne sachant ni quelles seront les conditions d'approvisionnement en matières premières dans les prochains mois, ni quels seront les prix auxquels elles seront autorisées à vendre. Dans ces conditions, les commandes en carnets seront exécutées normalement d'ici la fin de l'année, mais les entreprises hésitent à entreprendre la réalisation de nouveaux programmes pour les prochains mois.

Cette crainte de l'avenir est renforcée dans l'esprit des chefs d'entreprise par la conception qu'ils se font de l'évolution de la demande au cours des derniers mois.

Alors qu'au mois de mai, 60 p. 100 des chefs d'entreprise répondaient à l'enquête de l'I. N. S. E. E. que la demande progressait et 15 p. 100 seulement qu'elle diminuait, au mois de novembre, 40 p. 100 seulement des réponses considèrent que la demande continue à augmenter et 31 p. 100 estiment qu'elle est stable. Ces appréciations pessimistes se trouvent particulièrement dans les réponses de l'industrie des métaux.

## DEUXIEME PARTIE

# DANS LE CLIMAT D'INFLATION ET DE SPECULATION QUI A REGNE AU COURS DES DERNIERS MOIS S'EST ETABLIE UNE DETERIORATION CROISSANTE DES EQUILIBRES FONDAMENTAUX DE L'ECONOMIE QUI MET L'AVENIR DE CELLE-CI EN PERIL

L'analyse de l'évolution de l'économie au cours de l'année 1957 sous le seul aspect de la production et des disponibilités nationales ne permet pas de mettre en évidence les tensions qui se sont produites dans l'économie française au cours de cette année, tensions qui sont si fortes qu'elles mettent l'avenir de l'économie française en péril.

La hausse des prix s'est développée à un rythme croissant au cours des derniers mois, risquant de déclencher un nouveau « cycle infernal » des salaires et des prix.

Le haut niveau de la production intérieure n'a pu être assuré qu'au prix de l'épuisement de toutes nos ressources en devises et d'une partie de l'encaisse-or de la Banque de France.

Les moyens traditionnels de financement ont manqué à l'économie française pour couvrir l'impasse du budget et il a fallu que le gouvernement demande par deux fois des avances à la Banque de France pour un montant total de 500 milliards et que les crédits accordés aux entreprises soient limités.

Ce sont ces déséquilibres qui seront étudiés dans le cours de cette partie du rapport, d'une part sur le plan des prix et des salaires, d'autre part sur le plan financier, tant extérieur qu'intérieur.

### CHAPITRE Ier

### L'EVOLUTION DES PRIX ET DES SALAIRES

Nous examinerons en premier lieu l'évolution des prix et des salaires depuis le début du second semestre. Nous chercherons ensuite à déterminer quelle a été l'évolution du pouvoir d'achat des salariés depuis le 1er janvier 1957, en comparant l'évolution des salaires à celle des prix, telle qu'on peut la connaître d'après les indices officiels, et aux budgets-type des organisations syndicales et familiales et de l'institut d'observation économique.

#### I. — L'évolution récente des prix et des salaires.

*a*) Les prix.

Dans son rapport de conjoncture du mois de juillet, le Conseil économique remarquait que l'évolution des prix au cours du premier semestre de 1957 avait été caractérisée par une détente sur les prix agricoles et alimentaires par rapport à l'année dernière, compensée par une hausse continue des prix des produits industriels et des services. Dans l'ensemble, le niveau général des prix tel qu'il est mesuré pour cette période par l'indice des 250 articles était resté à peu près stable, la hausse n'avait été en effet que de 0,5 p. 100 de la fin du mois de décembre 1956 à la fin du mois de juin 1957 (1). Mais il ne faut pas oublier que ce résultat n'avait été atteint que grâce à une extension du champ des détaxations et des subventions sur certains produits figurant dans l'indice.

Depuis le mois de juillet, un processus de hausse des prix beaucoup plus rapide s'est déclenché. Le premier effet de cette hausse rapide a été, avec la cote 150, le dépassement, fin juillet, du plafond de 149,1 de l'indice des 213 articles, plafond qui avait tenu depuis le commencement de 1952 et qui constituait à la fois un garde fou et un objectif pour la politique économique depuis le début de 1956. Conformément à la loi, le salaire minimum interprofessionnel garanti a été augmenté de 5,9 p. 100.

(1) Voir notes ci-contre.

Par ailleurs, les dispositions législatives relatives à l'échelle mobile venaient d'être changées et, en application des nouvelles mesures, un autre seuil fut institué. Il fut rattaché à un nouvel indice dit des 179 articles dont la base 100 fut fixée à la fin juillet. Le S.M.I.G. doit augmenter chaque fois que l'indice a accusé un gain de 2 p. 100 deux mois de suite.

Par ailleurs, et indépendamment de tout rattachement à une clause d'indexation, l'I.N.S.E.E. rendait publics les calculs auxquels il avait procédé pour élargir la base de l'indice des 213 articles. Il publia donc un indice des 250 articles qui eut pour base 100 la période 1er juillet 1956-30 juin 1957 et dont la mesure permettait donc ainsi de remonter un an en arrière, mois par mois.

En quatre mois, de fin juin à fin octobre, l'indice des 250 articles a augmenté de 5,5 p. 100, soit un rythme moyen d'augmentation compris entre 1 et 1,5 p. 100 par mois.

Cet accroissement ne correspond pas à un mouvement saisonnier des prix à cette époque de l'année. Ainsi que le montre le tableau n° 20, le décalage entre le niveau des prix de 1956 et celui de 1957 ne fait que s'accroître de mois en mois depuis juillet. A cette date, l'indice des 250 articles n'était supérieur que de 3,4 p. 100 à celui de l'année précédente. A la fin d'octobre, la différence était de près de 7 p. 100.

Au rythme poursuivi pendant ces quatre mois, l'augmentation annuelle du niveau des prix de détail serait de 15 à 20 p. 100. Cependant il est juste d'observer que les budgets-types des syndicats n'ont augmenté pendant ce temps que de 2,1 à 2,4 p. 100 (1). Aussi la hausse des 250 articles est-elle probablement trop forte, pour les raisons mêmes, mais jouant en sens exactement inverse, pour lesquelles l'indice des 250 articles est peu monté au 1er semestre (2) : l'abandon du blocage de prix à forte pondération.

La hausse de l'indice a été encore plus forte en novembre que les mois précédents; il a atteint 108,8 points, soit une augmentation de 2,4 p. 100 par rapport à octobre.

Cette détérioration des prix se retrouve dans l'évolution de l'indice des 179 articles, sur lequel le S.M.I.G. est indexé. A la fin septembre, cet indice était près d'atteindre le niveau à partir duquel l'échelle mobile doit jouer. A la fin d'octobre, il a dépassé ce niveau et atteint 103,22; et en novembre il s'établit à 105,44. L'échelle mobile jouera donc à la date du 1er janvier, conformément aux dispositions de la loi du 17 septembre dernier.

Cette évolution défavorable du niveau des prix s'explique principalement par la hausse très rapide des prix alimentaires qui ont monté en moyenne de 2 p. 100 par mois depuis la fin du mois de juin, les principaux facteurs de cette augmentation des prix alimentaires étant les fruits et légumes, la viande, les œufs et produits laitiers, ainsi que le montre le tableau n° 19.

On enregistre d'autre part une très forte hausse du prix du vin. A l'effet de l'insuffisance des récoltes est venue s'ajouter la suppression de la détaxation.

Certains de ces mouvements s'expliquent par le fait que cette année il n'a pas été possible de procéder à des importations pour peser sur le niveau des prix, à des périodes de

(1) Cependant le budget-type de la C. G. T. a augmenté de 4,7 p. 100 de juillet à novembre.

(2) L'indice des 250 articles avait moins monté même que celui des 213, en fonction duquel les mesures de baisse ou de blocage étaient prises, puisque fin juin le dernier était à 119,0.

hausse particulièrement vives. Il en est ainsi pour les œufs et les fruits et légumes. Pour les œufs, notamment, la production française est insuffisante et il aurait été nécessaire de procéder à des importations pour la seule satisfaction des besoins du marché, et sans volonté de peser sur des cours considérés comme anormalement élevés.

D'autres hausses s'expliquent par l'application de nouveaux texte législatifs sur le niveau des prix agricoles.

Ces mouvements de hausse rapide des prix alimentaires n'ont pas été compensés, mais au contraire renforcés par la poussée continue des prix des produits manufacturés. La hausse de ces prix a été légèrement plus forte pendant les quatre derniers mois que pendant les quatre mois précédents. Les augmentations de prix ont été particulièrement importantes en juillet et août pour le chauffage et l'éclairage; elles s'expliquent notamment par la suppression de la subvention au prix du gaz décidée en juillet.

Les services ont continué à augmenter dans les mêmes proportions qu'au cours des mois précédents sans que sur les quatre mois cette progression s'accentue. Il faut noter toutefois qu'il y a eu un assez fort décrochage en hausse du niveau des prix de ces services en juillet, tant en ce qui concerne le logement que les transports et le poste « loisirs ».

TABLEAU N° 19

*Evolution en pourcentage d'un mois sur l'autre de l'indice des 250 articles.*

| | JUILLET / JUIN | AOUT / JUILLET | SEPTEMBRE / AOUT | OCTOBRE / SEPTEMBRE | NOVEMBRE / OCTOBRE |
|---|---|---|---|---|---|
| Indice d'ensemble | + 1,5 | + 1,2 | + 1,2 | + 1,5 | + 2,4 |
| Aliments | + 1,8 | + 1,3 | + 1,8 | + 2,1 | + 2,7 |
| Dont: | | | | | |
| Produits à base de farine | » | + 0,4 | + 0,5 | + 1 | + 1 |
| Viandes et poissons | + 2,2 | + 0,5 | + 2,5 | + 0,4 | + 2,9 |
| Dont: | | | | | |
| Viandes de boucherie | + 3,9 | — 0,3 | + 3,3 | » | + 1,1 |
| Œufs, lait, corps gras | + 0,7 | + 5,5 | + 2,7 | + 5 | + 3,8 |
| Légumes et fruits | + 4,4 | — 1,1 | + 0,7 | + 3,7 | + 3,3 |
| Produits divers d'épicerie | » | + 0,5 | + 0,5 | + 0,9 | + 3 |
| Boissons et stimulants | + 2,2 | + 3,9 | + 1,2 | + 2,7 | + 7,3 |
| Dont: | | | | | |
| Vin rouge | + 4,2 | + 7,3 | + 2 | + 5 | + 13,2 |
| Habitation | + 1,4 | + 1,3 | + 1,1 | + 0,4 | + 2,1 |
| Dont: | | | | | |
| Logement | + 2 | » | + 0,8 | + 0,2 | » |
| Chauffage, éclairage | + 2 | + 4,8 | + 1,3 | + 0,2 | + 7,1 |
| Equipement, articles de ménage | + 0,4 | — 0,1 | + 1,4 | + 0,9 | + 0,4 |
| Hygiène et soins | » | + 0,1 | + 0,5 | + 0,1 | + 0,1 |
| Transports | + 2,2 | + 0,7 | + 0,2 | + 0,4 | + 0,2 |
| Habillement et linge | » | + 0,3 | + 1 | + 0,9 | + 0,2 |
| Distractions et divers | + 2,3 | » | » | + 3,8 | + 0,4 |
| Groupements divers: | | | | | |
| Aliments et boissons | + 2 | + 1,7 | + 1,8 | + 2,2 | + 3,6 |
| Produits manufacturés | + 0,7 | + 0,2 | + 0,8 | + 0,7 | + 0,2 |
| Services | + 1,7 | » | + 0,4 | + 1,3 | + 0,2 |

TABLEAU N° 20

*Evolution en pourcentage d'une année sur l'autre de l'indice des 250 articles.*

| | JUILLET | AOUT | SEPTEMBRE | OCTOBRE | NOVEMBRE |
|---|---|---|---|---|---|
| Ensemble | + 3,4 | + 4,5 | + 5,1 | + 6,8 | + 9,1 |
| Dont: | | | | | |
| Aliments et boissons | + 2 | + 4,2 | + 4,5 | + 7,2 | + 11,3 |
| Produits manufacturés | + 4,7 | + 4,8 | + 5 | + 5,5 | + 5,5 |
| Services | + 4,4 | + 4,2 | + 4,5 | + 5,6 | + 5,6 |

TABLEAU N° 21

*Evolution en pourcentage d'un mois sur l'autre de l'indice des 179 articles.*

| AOUT / JUILLET | SEPTEMBRE / AOUT | OCTOBRE / SEPTEMBRE | NOVEMBRE / OCTOBRE |
|---|---|---|---|
| + 1 | + 1 | + 1,2 | + 2,2 |

*b)* Les salaires.

Les résultats de l'enquête du ministère du travail au 1er octobre montrent une progression de l'indice du taux des salaires horaires de 3 p. 100 depuis le 1er juillet. La progression des salaires est donc légèrement supérieure à celle du trimestre précédent.

Il est curieux de constater que le franchissement du seuil de l'échelle mobile et l'élévation du S.M.I.G. n'ait pas entraîné de répercussions immédiates sur le rythme d'augmentation des salaires. Le S.M.I.G. avait cependant été rajusté dans son sens le plus large, c'est-à-dire en englobant les « primes » antérieures qui avaient tenu lieu de réajustement.

Au mois d'octobre, cette hausse se serait maintenue et même légèrement accrue pour atteindre 4,5 p. 100 en 4 mois, selon diverses sources de renseignements, notamment l'enquête de l'I.N.S.E.E. auprès des chefs d'entreprise.

L'examen de l'évolution des taux de salaires par qualification montre cependant un évolution quelque peu différente de celle du trimestre précédent. L'application de la loi sur l'échelle mobile a entraîné une augmentation des taux de salaires des manœuvres plus forte que celle des ouvriers qualifiés.

L'évolution des salaires par zones a été affectée par le même phénomène. Les zones d'abattements les plus élevées comprennent un nombre plus grand de manœuvres que la zone 2,22 p. 100 et la zone 0. De ce fait les salaires devraient avoir été plus augmentés dans les zones à fort abattement que dans celles à faible abattement; mais en fait ceci n'est valable que par rapport à la zone 2,22. Dans la région parisienne, la pénurie de main d'œuvre qui est restée très vive au cours du troisième trimestre a entraîné un nouveau glissement des salaires.

**II. — L'évolution du pouvoir d'achat depuis le 1er janvier 1957.**

Le tableau n° 22 compare l'évolution de l'indice du taux des salaires horaires avec celle des indices officiels des prix et celle des budgets-type des organisations syndicales et de l'Institut d'observation économique.

Pour le premier semestre de 1957, les indications que donnent les indices officiels des prix ne sont significatives que pour un budget-type très précis, les hausses de prix des produits qui y figurent ayant été freinées par la politique de subventions et de taxations poursuivie par le Gouvernement à cette époque.

Les budgets-type des organisations ouvrières ou familiales correspondent à une notion légèrement différente. Ils sont cependant plus convergents entre eux et peuvent servir de mesure à une évolution du pouvoir d'achat.

La comparaison de l'indice du taux des salaires et des budgets-type montre que l'augmentation du coût de la vie a été à peu près parallèle à l'augmentation des salaires, un léger bénéfice restant aux salariés.

Pour le troisième trimestre de 1957, les budgets-type de la C.G.T., de la C.F.T.C., de l'U.N.A.F. et de l'I.O.E. ne montrent qu'une progression de 2 à 2,5 p. 100. Par contre, l'indice des 250 articles a augmenté de 4 p. 100 et celui de F.O. a monté de 6,8 p. 100. Le taux des salaires horaires ayant progressé d'environ 3 p. 100, il ressort des comparaisons que l'on peut faire, que selon les chiffres que l'on prend, la progression des salaires serait un peu au-dessus de celle du coût de la vie ou un peu au-dessous. Dans l'ensemble, prix et salaires se suivent de très près et les augmentations de salaires correspondent à peu près aux augmentations de prix.

Pendant la même période, la productivité du travail a certainement augmenté, bien qu'il soit difficile de la calculer exactement. Si l'on admet pour octobre un accroissement de la production industrielle de 5,5 p. 100 et un augmentation des effectifs de 3,8 p. 100, sans changement important de la durée de travail, cette augmentation ne serait que de 2 p. 100 environ. Mais un tel calcul est purement indicatif.

Depuis le 1er octobre, les budgets-type ont sensiblement augmenté, ainsi que le montre le tableau n° 22.

TABLEAU N° 22

| | 1er JUILLET 1957 / 1er JANVIER 1957 | 1er OCTOBRE 1957 / 1er JUILLET 1957 | 1er NOVEMBRE 1957 / 1er OCTOBRE 1957 | 1er DÉCEMBRE 1957 / 1er NOVEMBRE 1957 |
|---|---|---|---|---|
| Indice du taux des salaires horaires | + 4,3 % | + 3 % | » | » |
| Indices officiels des prix : | | | | |
| Indice des 213 articles (1) | + 0,6 | + 3,1 | + 1,5 | + 2,4 |
| Indice des 250 articles | + 0,5 | + 4 | + 1,5 | + 2,4 |
| Budgets-type : | | | | |
| Budget du manœuvre de l'institut d'observation économique (2) | + 3,9 | + 2,1 | + 2,4 | » |
| Budget de la C. F. T. C. | + 4,2 | + 2,4 | + 3,6 | + 2,6 |
| Budget de la C. G. T.-F. O. | + 4,2 | + 6,8 | + 1,9 | + 2 |
| Budget de la C. G. T. | (2) + 3,6 | (3) + 2,5 | (4) + 2,2 | » |
| Budget d'une famille de quatre personnes (U. N. A. F.) (2) (Indice 1949 = 100.) | + 5,8 | + 2,2 | + 4,9 | » |

(1) Dont le calcul a été poursuivi après le mois de juillet 1957 en appliquant le coefficient de raccord publié par l'I. N. S. E. E. dans le bulletin hebdomadaire du 26 septembre.
(2) Les calculs sont effectués du 15 au 15 et non du 1er au 1er.
(3) 6 octobre 1957. 15 juillet 1957.
(4) 15 novembre. 6 octobre.

## CHAPITRE II

### LES DESEQUILIBRES FINANCIERS

Ces déséquilibres se sont produits tant dans le domaine extérieur que dans le domaine intérieur.

#### I. — Le déséquilibre des finances extérieures.

La crise des finances extérieures qui aura duré toute l'année 1957 a eu pour causes non seulement le haut niveau d'importations qu'exigeait la poursuite de l'expansion économique interne de la France, mais aussi la spéculation qui s'est déclenchée au mois de juin dernier et s'est manifestée par à-coups depuis cette date.

Cette spéculation a eu pour conséquence un accroissement des importations plus grand que celui qui aurait résulté des seuls besoins saisonniers d'approvisionnement de l'économie française. Elle a eu, de plus, des effets propres au marché des devises, en se traduisant notamment par un retard assez grand des rapatriements de devises.

L'analyse du déficit du commerce extérieur ne donne donc pas une vue complète de l'évolution de la situation. Elle n'en est qu'un des facteurs; non seulement parce que le commerce extérieur ne constitue que les trois quarts des éléments de la balance des payements, mais aussi à cause de cette spéculation sur les devises. C'est donc l'évolution des réserves en devises qui permet d'avoir une connaissance d'ensemble.

##### A. — L'évolution du déficit du commerce extérieur avec l'étranger

L'évolution des exportations et des importations a été étudiée dans le premier chapitre de ce rapport. Nous n'examinerons ici que le solde des échanges extérieurs avec l'étranger.

Ce solde a évolué de la façon suivante au cours des neuf premiers mois de l'année 1957 et de la période correspondante de 1956:

Tableau n° 23

| ANNÉES | JANVIER | FÉVRIER | MARS | AVRIL | MAI | JUIN | JUILLET | AOUT | SEPTEMBRE OCTOBRE (1) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1° *Solde en valeur absolue* (en milliards). | | | | | | | | | |
| 1956 ..... | — 11,7 | — 30,7 | — 31,6 | — 28,4 | — 37,4 | — 36,6 | — 35,6 | — 37,8 | — 39,9 |
| 1957 ..... | — 61,2 | — 54,5 | — 51,5 | — 53,8 | — 51,4 | — 49,5 | — 44,7 | — 44,1 | — 30,6 |
| 2° *Pourcentage de couverture* (2). | | | | | | | | | |
| 1956 ..... | 88 | 73 | 76 | 77 | 71 | 73 | 73 | 69 | 68 |
| 1957 ..... | 62 | 63 | 68 | 65 | 67 | 67 | 70 | 65 | 75 |

(1) Les deux mois sont groupés ensemble pour éliminer l'effet de la spéculation de septembre.
(2) Rappelons cependant que l'équilibre est assuré non pas à 100 mais entre 90 et 95 car les importations comprennent des frais de fret et d'assurances, payables en partie en francs.

Pendant les six premiers mois le déficit n'a jamais été inférieur à 50 milliards, c'est-à-dire que nos échanges avec l'étranger n'ont été couverts qu'à concurrence des deux tiers. Cette situation a entraîné l'épuisement complet des ressources en devises que nous avions constituées depuis 1952 et des prêts qui nous avaient été consentis.

Pour arrêter cette hémorragie d'or et de devises, le Gouvernement a pris une série de mesures successives, dont nous avons étudié les effets sur chacun des deux éléments de la balance commerciale dans la première partie du rapport: retour au contingentement en juin, « opération 20 p. 100 » en août, extension de l'opération 20 p. 100 en octobre.

Sur le solde global de la balance, les mesures n'ont eu qu'une incidence très restreinte au cours des mois de juillet et d'août, le déficit n'a que très peu diminué et le pourcentage de couverture des importations par les exportations ne s'est pratiquement pas amélioré. Le reliquat des licences déposées avant le retour au contingentement a pesé sur les importations de ces deux mois; les effets de l'opération 20 p. 100 sur les exportations ont été retardées dans la mesure où la nature exacte de cette opération n'a pas été comprise par les acheteurs étrangers.

Pour septembre, les résultats de la statistique douanière montrent une sensible amélioration et les chiffres d'octobre indiquent un redressement très net de la balance commerciale; le pourcentage de couverture s'établit à plus de 90 p. 100, c'est-à-dire que la balance commerciale est presque équilibrée, compte tenu de ce que les importations sont calculées F.O.B. et les exportations C. A. F.

Il semblait que cette amélioration ait dû continuer au cours des deux prochains mois. Depuis l'extension de l'opération 20 p. 100 aux matières premières et produits énergétiques, des importations spéculatives d'acier ne sont plus probables à moins d'une nouvelle crainte de dévaluation chez les importateurs. Pour les autres produits, l'Etat est maître des importations. En ce qui concerne les exportations, le mouvement saisonnier peut laisser espérer un accroissement sensible pour les deux derniers mois.

Cependant les derniers sondages connus atténuent quelque peu cet optimisme. Il n'en reste pas moins que même dans une bonne conjoncture de fin d'année, le déficit du commerce extérieur pour 1957 atteindra un montant sans précédent; il sera d'environ 450 milliards de francs.

Mais ce déficit commercial, s'il en est l'élément principal, n'est pas le seul élément du déficit de la balance des payements. Il faut y ajouter le déficit du commerce extérieur des pays d'outre-mer avec l'étranger, celui du tourisme, enfin les mouvements de capitaux.

##### B. — L'évolution des finances extérieures

Rappelons rapidement les faits développés dans l'excellent rapport de M. Maurice Byé.

Au 27 juin, les réserves de devises de la France se montaient à 10 millions de dollars, soit moins de 4 milliards de francs. C'est à ce moment que le Gouvernement demanda à la Banque de France de transférer 100 milliards de son encaisse-or au fonds de stabilisation des changes. De plus, un supplément de crédit de 50 millions de dollars fut accordé par l'O. E. C. E. Au 1er juillet, les ressources de la France étaient donc de 350 millions de dollars environ.

Le mois de juillet fut particulièrement mauvais. Dans l'attente d'une dévaluation, un fort mouvement de spéculation contre le franc se développa. Les résultats furent des pertes sensibles sur les règlements en dollars et un très fort déficit à l'U. E. P.: 133 millions de dollars. La spéculation se précipita au début d'août et la première semaine de ce mois connut un déficit record: le déficit à l'U. E. P. en dix jours était de 130 millions de dollars, soit un chiffre égal à celui du mois précédent.

L'opération 20 p. 100 décidée le 10 août, casse ce mouvement de spéculation. Des capitaux furent rapatriés, le tourisme laissa quelques gains, de sorte qu'en définitive le mois d'août se termina par un déficit de quelques millions de dollars sur le marché des règlements en dollars et par un déficit de 47,6 millions de dollars seulement à l'U. E. P.

Le mois de septembre fut relativement satisfaisant en matière de finances extérieures. Le deficit à l'U. E. P. avait tendance à s'amenuiser, il n'était plus que de 29,6 millions de dollars.

La crise ministérielle a remis en question les résultats ainsi acquis. En octobre, pendant les trois premières semaines de la crise, le marché des changes est resté très calme. Mais le mouvement d'accroissement des demandes de licences pour les importations en provenance de la C. E .C. A. qui avait commencé à la fin septembre s'amplifia. Ces importations

n'étaient pas soumises à la taxation de 20 p. 100 ,mais les importateurs craignaient qu'elles le soient prochainement et ils précipitaient leurs achats. Or le Gouvernement français, de par les dispositions du traité de la C. E. C. A. ne pouvait s'opposer à de telles importations. Il fut donc décidé d'étendre l'opération 20 p. 100 à toutes les matières premières à la fin du mois.

Ce mois d'octobre se terminait par un déficit à l'U. E. P. accru par rapport au mois précédent; il était en effet de 38,8 millions de dollars, malgré un nouveau ratissage. Si on se rappelle que pour ce mois le pourcentage de couverture était revenu à l'équilibre, on voit l'effet retardé du commerce sur les devises. Une fois payé ce déficit au 15 novembre, les réserves en devises ne se montaient plus qu'à 20 millions de dollars.

Ainsi donc en quatre mois la France a dû dépenser plus de 900 millions de dollars pour couvrir le déficit de sa balance des payements et les réserves qui lui restent sont insuffisantes pour faire face aux échéances de fin d'année. En effet même si le commerce extérieur s'équilibrait et si la situation mensuelle à l'U. E. P. s'établissait sans déficit, la France ne pourrait payer les 54 millions de dollars qu'elle doit aux Etats-Unis le 31 décembre au titre du payement de sa dette extérieure.

L'année ne pourra donc être terminée sans qu'un emprunt extérieur ait été conclu, au plus tard en décembre.

### II. — Le déséquilibre financier intérieur.

L'effet déflationniste sur la masse monétaire des sorties de devises, la politique de restriction du crédit qui a été mise en œuvre au cours de l'année, enfin la diminution de l'épargne au cours des derniers mois ont empêché le Trésor de financer le déficit des finances publiques par les moyens traditionnels et ont exigé le recours à des avances directes de la Banque de France; dans le cadre de cette évolution, les moyens de financement des entreprises ont été également limités.

#### A. — L'évolution des moyens traditionnels de financement

Au cours des dernières années, les besoins de financement des entreprises, comme ceux de l'Etat, ont pu être aisément couverts à court terme grâce à l'expansion de la masse monétaire. Cette expansion était réalisée, en 1955, par l'excédent du commerce extérieur qui faisait rentrer des devises en France et entraînait la création de monnaie d'un montant équivalent à ces rentrées de devises. En 1956, la création d'un important déséquilibre budgétaire des dépenses d'exploitation de l'Etat (jusque-là assurées par des recettes fiscales ou diverses) s'est substitué au commerce extérieur pour assurer l'expansion monétaire.

En second lieu, une politique relativement large de distribution de crédits à l'économie permettait aux entreprises d'assurer le financement de leurs besoins. L'Etat profitait indirectement de cette aisance monétaire dans la mesure où elle lui permettait de placer plus facilement ses bons du Trésor.

A moyen terme, le développement régulier de l'épargne assurait la couverture des besoins des entreprises pour leurs programmes d'équipement et permettait de consolider la dette de l'Etat soit directement, soit par l'intermédiaire des organismes financiers publics ou semi-publics.

Au cours de l'année 1957, ces facteurs ont disparu.

Il en avait été ainsi, pour les rentrées de devises dès 1956. Au premier semestre de 1956, le poste « or et devises » dans le tableau des contreparties de la masse monétaire avait diminué de 97 milliards. Au second semestre, la perte fut de 197 milliards. Ce mouvement de baisse s'est encore précipité en 1957, puisque pour les dix premiers mois, la réduction est de 213 milliards. Les sorties de devises ont donc eu un effet déflationniste puisqu'elles ont entraîné une contraction de la masse monétaire. Depuis mai, il n'est plus possible de suivre les mouvements du bilan de la Banque de France depuis la disparition du poste « Avances au fonds de stabilisation des changes ». Mais il semble que l'on peut avoir une indication à ce sujet, par l'étude du poste « comptes courants des banques et institutions financières françaises et étrangères » qui figure au passif du bilan de la Banque. La réduction des réserves « or et devises » était sans doute d'une cinquantaine de milliards pendant le troisième trimestre si l'on admet que les comptes courants des banques françaises sont restés stables depuis trois mois (hypothèse vraisemblable, car, semble-t-il à un moment où les restrictions de crédit sont mises en œuvre, les banques n'ont pas intérêt à gonfler leur compte courant à la Banque de France).

Le déficit du commerce extérieur a sans doute eu mécaniquement une conséquence déflationniste dans la mesure où il a permis de satisfaire les demandes de monnaie du Trésor et des entreprises et, tant que la diminution excessive du matelas en devises n'a pas entraîné un effet psychologique inverse, il a réduit les tensions inflationnistes internes que le Gouvernement cherchait à combattre. Mais par ailleurs, cette restriction de monnaie a augmenté les difficultés que rencontre normalement le Trésor pour couvrir l'impasse budgétaire et a réduit les liquidités des banques, comme celles des entreprises (1). Cette influence n'était pas très sensible à un moment où la politique de crédits à l'économie restait assez libérale, mais elle s'est fait sentir beaucoup plus lourdement quand les mesures de restrictions ont été prises dans ce domaine.

Or, des décisions de cette nature ont été prises au cours de l'année. Le taux officiel de l'escompte a été porté de 3 à 4 p. 100 le 11 avril, puis à 5 p. 100 le 12 août. Par ailleurs, les plafonds de réescompte ont été diminués de 20 p. 100 à la fin du mois de juin, ce qui devait réduire de 100 milliards de francs environ les disponibilités des banques. Dans de telles conditions, les moyens traditionnels de financement à court terme risquaient de manquer tant à l'Etat qu'aux entreprises.

Cette situation s'est trouvée aggravée par une évolution peu favorable de l'épargne au cours des derniers mois.

En ce qui concerne l'épargne liquide, le mois de juin fut particulièrement mauvais. Les retraits dans les caisses d'épargne furent très importants. Depuis cette date, le mouvement de retrait ne s'est pas poursuivi, mais la progression des dépôts a été moins forte que les autres années et en octobre, les retraits portent sur des sommes plus élevées que d'habitude.

Les bons du Trésor sur formule placés dans le public restent à peu près stables depuis le mois de mars, alors que l'année dernière ils avaient assez sensiblement progressé. Les bons en comptes courants détenus par d'autres porteurs que les banques sont même en baisse.

Par contre il y a un progrès sensible des dépôts à échéance dans les banques de mars à juillet dernier.

Dans l'ensemble la progression de l'épargne liquide apparaît faible.

Tableau n° 24

(En milliards.)

| | 1956 | | | 1957 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Mars. | Juin. | Septembre. | Mars. | Juin. | Septembre. (P.) |
| Dépôts dans les caisses d'épargne (y compris les intérêts capitalisés). | 1.608 | 1.639 | 1.681 | 1.820 | 1.830 | 1.860 |
| Bons du Trésor à court terme (excédent des souscriptions sur les remboursements) : | | | | | | |
| a) Bons sur formules | 866 | 897 | 913 | 986 | 1.003 | 1.013 |
| b) Bons en comptes courants détenus par d'autres porteurs que les banques | 54 | 52 | 43 | 30 | 24 | 22 |
| Bons à trois ans et cinq ans de la caisse nationale de crédit agricole | 37 | 39 | 41 | 53 | 57 | 59 |
| Dépôts à l'échéance dans les banques | 212 | 219 | 215 | 308 | 319 | 335 |
| Totaux | 2.777 | 2.816 | 2.836 | 3.197 | 3.263 | 3.289 |

(1) Il en aurait été autrement si le bénéfice de la contrepartie des devises avait été directement au Trésor comme tel était le cas avant la création du fonds de stabilisation des échanges, car le Trésor eût été fortement soulagé.

L'évolution récente des émissions de valeurs mobilières n'est guère plus favorable. Sans doute, celles-ci ont-elles été assez fortes au premier trimestre de l'année, ainsi que le montre le tableau n° 25. Elles sont par contre plus faibles que celles de l'année dernière au deuxième trimestre. Enfin et surtout, alors que l'année dernière de juillet à septembre les émissions de valeurs étaient d'un montant de 392 milliards, cette année pour les mêmes mois le chiffre n'est que de 117 milliards. Sans doute, cette différence s'explique-t-elle par le fait que l'année dernière le Trésor a placé un grand emprunt qui a rapporté 320 milliards. Mais si une telle opération n'a pas été réalisée cette année, c'est que le Gouvernemct a considéré qu'une nouvelle opération de ce genre ne pourrait être réussie dans l'état actuel de l'épargne française et de la confiance en la monnaie.

TABLEAU N° 25

*Emissions de valeurs mobilières (souscriptions en numéraire).*

(En milliards.)

| | 1956 | | | 1957 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Premier trimestre. | Deuxième trimestre. | Troisième trimestre. | Premier trimestre. | Deuxième trimestre. | Troisième trimestre. (P.) |
| I. — Actions et parts S. A. R. L. | 22 | 35 | 40 | 58 | 37 | 78 |
| II. — Obligations et emprunts : | | | | | | |
| Sociétés privées | 25 | 10 | 11 | 5 | 14 | 20 |
| Sociétés nationalisées | 53 | 1 | 1 | 70 | 5 | 19 |
| Crédit national, Crédit foncier et Caisse nationale de crédit agricole | 14 | 15 | 20 | 39 | 25 | » |
| III. — Trésor public et collectivités locales | 1 | 104 | 320 | 46 | 62 | » |
| Total général | 115 | 165 | 392 | 218 | 143 | 117 |

Dans ces conditions, le financement des besoins de l'Etat comme de ceux des entreprises, devenait beaucoup plus difficile.

B. — LE FINANCEMENT DE L'IMPASSE DE LA TRÉSORERIE

Ainsi que l'a déclaré M. Félix Gaillard dans une récente audition devant la commission des finances de l'Assemblée nationale, en matière budgétaire « le grand changement ne réside pas dans les dépenses inattendues ou dans des recettes beaucoup moins élevées que ce qu'on était en droit d'attendre, il consiste uniquement dans le fait que le financement de l'impasse n'est plus assuré par les moyens dont nous disposions traditionnellement depuis des années ».

1° *Le montant de l'impasse.*

Compte tenu des modifications de crédits et des évaluations nouvelles de recettes, ainsi que des différents textes d'ouverture ou d'annulation de crédits intervenus en cours d'année, le budget de 1957 se présente actuellement de la façon suivante :

TABLEAU N° 26

(En milliards.)

| | LOI de finances. | SITUATION actuelle. |
|---|---|---|
| I. — *Charges.* | | |
| A. — Charges budgétaires. | | |
| Dépenses ordinaires civiles | 2.408 | 2.594 |
| Dépenses civiles en capital : | | |
| B. R. E. | 464 | 435 |
| Dommages de guerre | 231 | 220 |
| Dépenses militaires | 1.362 | 1.364 |
| Totaux (charges budgétaires) | 4.465 | 4.613 |
| B. — Charges de trésorerie. | | |
| Comptes spéciaux | 80 | 144 |
| H. L. M. | 120 | 145 |
| Fonds de développement économique et social. | 205 | 177 |
| Totaux (charges de trésorerie) | 405 | 466 |
| Totaux (charges | 4.870 | 5.079 |
| II. — *Ressources* | 3.820 | 4.130 |
| Impasse | 1.050 | (1) 949 |

(1) Sur ce chiffre, 48 milliards correspondent à la réévaluation des avoirs en francs de divers organismes internationaux, qui ne donnent lieu à aucun décaissement effectif. L'impasse réelle se situe donc à 901 milliards.

L'augmentation des recettes a été plus forte que celle des dépenses de sorte que le montant de l'impasse budgétaire a légèrement diminué par rapport à celle admise par la loi de finances. En apparence, cette diminution est de 100 milliards, en réalité elle est de 150 milliards, si l'on considère que la dépense de 48 milliards correspondant à la réévaluation des avoirs en francs des divers organismes internationaux ne donne pas lieu à un décaissement effectif. En définitive l'impasse de 1957 devrait être à peu près égale à celle de 1956 qui était de 920 milliards.

Mais le chiffre de l'impasse ainsi calculé ne correspond pas aux besoins de financement des dépenses de gestion de l'Etat tels que nous les définissons habituellement dans le rapport de conjoncture du conseil. Selon cette définition, les besoins nets de financement de l'Etat devraient être pour 1957 de 600 milliards contre 518 en 1956. L'excédent, soit 300 à 350 milliards correspond au fait que le Trésor s'intercale dans le circuit qui va de l'épargne aux investissements de la production, mais ne correspond pas à des besoins propres de l'Etat.

Enfin l'impasse budgétaire ne correspond pas exactement à l'impasse de trésorerie, pour diverses raisons, notamment par le fait du chevauchement des exercices dans la gestion de la trésorerie. C'est cette impasse de trésorerie qu'il importe de suivre pour étudier les moyens dont l'Etat s'est servi pour couvrir ses dépenses.

TABLEAU N° 27

(En milliards.)

| | 1956 | 1957 |
|---|---|---|
| 1er trimestre | 207 | 193 |
| 2e trimestre | 154 | 137 |

Le troisième trimestre était meilleur en 1957, mais le mois d'octobre, très mauvais a perdu l'avance acquise sur l'année précédente.

Pour l'ensemble de l'année, l'impasse de trésorerie devrait être de 1.000 milliards, soit un chiffre analogue à celui de l'année dernière. C'est le chiffre qu'il faut prendre pour base de l'étude des moyens employés pour financer les besoins de l'Etat en 1957.

### 2° *Les moyens de financement.*

Les derniers renseignements disponibles sur le mode de couverture de l'impasse s'arrêtent à la fin du mois d'août. A cette date, l'impasse de trésorerie atteignait 677 milliards, chiffre très voisin de celui d'août 1956, 622 milliards.

TABLEAU N° 28
(En milliards.)

| | SITUATION à fin août 1956. | SITUATION à fin août 1957. |
|---|---|---|
| Appel à l'épargne: | | |
| Emprunts à moyen terme | + 177 | + 84 |
| Bons du Trésor sur formules | + 93 | + 79 |
| Apports du marché monétaire: | | |
| Bons du Trésor en comptes courants | + 191 | — 67 |
| Opérations des correspondants | + 177 | + 211 |
| Apports divers | + 10 | + 27 |
| Avances directes de la Banque de France | — 26 | + 343 |
| Totaux | 622 | 677 |

Le tableau n° 28 montre combien les moyens de financement de l'impasse employés cette année ont été différents de ceux de l'année dernière. Au 31 août, le concours de l'épargne avait été nettement inférieur à celui de l'année dernière; 163 milliards contre 270, mais il n'y avait pas de renversement de tendance. Les ressources tirées de l'emprunt à moyen terme étaient diminuées de moitié.

Mais, la différence fondamentale se trouve dans les apports du marché monétaire. Il y a un renversement complet en ce qui concerne les bons du Trésor en comptes courants. Ceux-ci qui avaient fourni 191 milliards au Trésor dans les huit premiers mois de 1956, ont diminué à concurrence de 67 milliards entre le 1er janvier et le 31 août.

En définitive, le poste « Avances directes de la banque de France » qui était en diminution de 26 milliards l'année précédente, a augmenté de 343 milliards cette année. Au 31 août, l'impasse de la trésorerie avait donc été couverte pour 50 p. 100 par des moyens monétaires.

Pour le dernier trimestre, il est difficile de présenter des prévisions sur l'évolution de la trésorerie. Mais ce qu'il est possible de dire dès maintenant, c'est que pour l'ensemble de l'année, le concours direct de la Banque de France sous la forme d'avances atteindra 550 milliards, montant des avances votées par le Parlement.

Les 200 milliards récemment accordés seront-ils dépassés d'ici la fin de l'année ? Il est difficile de le prévoir dès maintenant. Cela dépendra de l'évolution des concours qu'apporteront l'épargne et le marché monétaire au financement de la trésorerie. Quoi qu'il en soit, il est très probable qu'au moins 100 milliards d'avances seront dépensés d'ici la fin de l'année, de sorte que l'on peut affirmer dès maintenant que l'impasse de 1957 sera couverte à concurrence d'au moins 40 p. 100 par des avances directes de la Banque de France.

Il ne faut pas accorder une importance excessive au seul montant des avances à l'Etat. Il est facile à la Banque de France d'en augmenter ou d'en diminuer l'ampleur, suivant sa politique de réescompte des bons du Trésor. C'est plutôt l'ensemble des besoins, c'est-à-dire l'impasse de trésorerie qui a une importance économique. En particulier, l'impasse nette, après déduction des emprunts à long et moyen terme consentis ou obtenus par le Trésor, a une signification monétaire.

### 3° *L'évolution des crédits aux entreprises.*

Au cours du premier semestre, les crédits à l'économie ont continué à s'accroître à un rythme analogue à celui de l'année précédente, ainsi que le montre le tableau n° 29.

Par contre depuis le mois de juillet, il apparaît que cette progression doit être à peu près stoppée. Les mesures de restriction ont été, en effet, assez sévères et il semble qu'elle ont compensé les conséquences des avances de la Banque de France à l'Etat, qui viennent accroître les dépôts des banques pour environ 40 p. 100 du montant de ces avances.

La situation de trésorerie des entreprises était déjà atteinte par l'évolution du commerce extérieur qui au lieu de faire rentrer l'argent dans la trésorerie des entreprises, en fait sortir pour payer les importations. Les conséquences de la politique du crédit viennent renforcer le premier effet de dégonflement des liquidités des entreprises.

Pour le moment, la situation ne semble pas critique, mais elle risque de le devenir rapidement, dans la mesure du développement de l'activité économique dans les prochains mois.

TABLEAU N° 29

*Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties au cours du premier semestre des années 1956 et 1957.*
(En milliards.)

| | 1956 | 1957 |
|---|---|---|
| Masse monétaire: | | |
| Billets et monnaie divisionnaire | + 105 | + 94 |
| Monnaie scripturale | + 158 | + 30 |
| Totaux | + 263 | + 124 |
| Plus dépôts à terme | + 19 | + 115 |
| Contreparties: | | |
| Trésor | + 116 | + 200 |
| Economie | + 225 | + 240 |
| Or et devises | — 97 | — 213 |
| Ajustement | — 38 | + 12 |
| Totaux | + 282 | + 239 |

TABLEAU N° 29 *bis*

*Evolution pendant le troisième trimestre de la masse monétaire et de ses contreparties.*
(En milliards.)

| | 1956 | 1957 |
|---|---|---|
| Masse monétaire: | | |
| Billets et monnaie divisionnaire | + 91 | + 99 |
| Monnaie scripturale | + 53 | + 82 |
| Totaux | + 144 | + 181 |
| Plus dépôts à terme | — 4 | — 14 |
| Contreparties: | | |
| Trésor | + 91 | + 248 |
| Economie | + 138 | + 11 |
| Or et devises | — 60 | — 63 |
| Ajustement | — 29 | — 29 |
| Totaux | + 140 | + 167 |

En ce domaine aussi, il faut distinguer l'apparence et la réalité. Si les trésoreries des entreprises sont gênées, c'est en raison d'une politique monétaire d'ensemble qui, pour atteindre son but, tend précisément à les gêner. Aussi la notion de « critique » ne peut être précisée qu'en fonction du niveau des prix et de l'expansion.

La difficulté du marché monétaire peut ne pas signifier autre chose que l'impossibilité d'assurer à la fois le maintien du premier et la continuation de la seconde.

## CONCLUSION

La conclusion de ce rapport ne saurait être qu'une transition vers les prévisions et les recommandations que vous fera mon excellent collègue et ami, M. Malterre. La situation économique française en décembre 1957 est en effet à la fois l'aboutissement d'une évolution et une plate-forme pour une nouvelle cadence de marche. Seul le premier aspect est de mon ressort.

C'est incontestablement un mouvement qui a continué sur sa lancée. Quatre années d'expansion continue ont réussi à faire admettre la possibilité même de l'expansion et ses conséquences heureuses à l'augmentation du niveau de vie. Mais elles ont du même coup enraciné la croyance que les taux obtenus étaient possibles sur une longue période.

Mais les conditions de cette expansion sont de plus en plus rigoureuses. Au commencement de 1956, ce fut l'acceptation du déficit commercial. Au milieu de 1957, ce fut l'acceptation de la hausse des prix. A la fin de l'année, ce semble devoir être une discipline économique plus grande.

Certes, des conditions climatériques exceptionnelles furent pour beaucoup dans ces difficultés; l'effet combiné de l'effort d'investissement et de charges militaires importantes ne sont pas non plus étrangères à la fois à l'ampleur de l'expansion et à ses conséquences monétaires.

Mais les autres pays se sont lassés plus vite que nous de l'expansion. Peut-être pour certains parce qu'ayant moins souffert, ils ressentent moins violemment que nous ce désir d'amélioration que le souvenir de l'avant guerre nous faisait considérer peut-être avec un peu d'excès comme un retour à la normale. Peut-être d'autres se sont-ils lassés plus vite que nous d'un haut degré d'emploi donnant de l'effet à la pression des salaires.

⁂

On a beaucoup travaillé pour l'avenir pendant ces quatre années. Si la situation en Algérie ne venait noircir le tableau, le bilan serait très nettement positif: 1.200.000 Français de plus, une production accrue de 25 p. 100 sont un actif incontestable.

Mais l'expansion de 1953 à 1957 a apporté autre chose encore. Elle a fortement changé la structure de l'économie française. Des secteurs entiers se sont développés; de larges migrations ont eu lieu. Un certain ordre social même s'est dégagé de cette progression: la justice est plus facile à assurer dans l'expansion, et la répartition des revenus plus facile.

Ce sont tous ces avantages qu'il faut avoir présents à l'esprit pour apprécier les options que nous apporte l'année nouvelle. Justement inquiets des déséquilibres monétaires, craignant les disciplines qu'ils imposent, certains esprits sont tentés de mésestimer l'apport économique et moral de l'expansion.

Comme la République paraissait belle sous l'Empire, la « pause » économique apparaît supprimer bien des difficultés actuelles. Au moment où M. Malterre va vous exposer les difficultés de la marche en avant, il était de mon devoir de rassembler les résultats obtenus jusqu'ici et d'en jeter le poids dans la balance de votre appréciation.

⁂

Cependant, à la fin de cette période quadriennale d'expansion, une rupture s'est produite dans l'équilibre monétaire et une tension plus forte que d'habitude a affecté le niveau des prix. Pourquoi cette opposition avec la continuation régulière de l'expansion industrielle ?

L'analyse du crédit, toujours un peu sévère, permet d'en saisir un aspect. Au milieu de 1957, l'épargne ne s'est plus constituée et le circuit monétaire ne s'est plus refermé sur lui-même: les restrictions de crédits à l'économie ont alors atteint directement le Trésor qu'il a fallu alimenter par ailleurs.

La cassure du milieu de l'année 1957 est certes due à une accumulation de tensions inflationnistes, notamment dans certains prix et à l'excès de liquidité par rapport aux prix. Mais ces tensions n'ont pas, par elles-mêmes, engendré la rupture. En tout cas, le moment eût pu être autre.

La rupture d'équilibre est plutôt due à l'effet psychologique du déficit du commerce extérieur. Mécaniquement celui-ci est déflationniste, puisqu'il permet de résorber les liquidités excessives en francs par l'office des changes et augmente la consommation. Mais le jour où il apparaît que, faute de ressources, cet équilibre ne pourra plus être maintenu, le déficit extérieur, par la crainte de la dévaluation, engendre la méfiance et l'épargne ne joue plus son rôle compensateur.

Les recommandations d'une assemblée comme la nôtre, par la publicité même dont elles sont assorties, comme d'ailleurs d'autres voix autorisées, notamment en période de crise ministérielle, ont à ce moment un double effet: en signalant les dangers d'inflation, on rend service à qui doit prendre des mesures courageuses, mais du même coup on risque de rompre un équilibre monétaire précaire. C'est une telle prise de conscience des dangers qui a amené les phénomènes du milieu de l'année et la lente dégradation des prix. Puissent-elles, en contre-partie, permettre à l'opinion de prendre les mesures nécessaires pour retrouver, dans d'autres conditions, un autre équilibre.

# ANNEXE

## LE TOURNANT CRITIQUE DE L'ECONOMIE FRANÇAISE S'INSCRIT DANS UNE HESITATION DES ECONOMIES MONDIALES

**Il n'y a pas que la France à s'interroger sur le proche avenir. L'économie des principaux pays étrangers est hésitante.**

**On ne peut s'attacher en détail à telle ou telle économie nationale. Cependant, avant de dresser un rapide panorama d'ensemble, il convient d'examiner l'économie des États-Unis et celle de l'Allemagne, parce que ces deux Etats ont à l'heure actuelle une position dominante.**

### I. — Evolution de la conjoncture américaine au 2e semestre 1957.

Pour décrire l'évolution de la conjoncture américaine depuis juin-juillet 1957, date du précédent rapport de conjoncture, il semble que l'on doive distinguer deux périodes commandées par l'attitude adoptée par la Réserve fédérale en matière de politique du crédit:

— une période de stagnation, prolongeant le plafonnement de l'économie qui dure depuis l'été 1956, et qui a abouti à un ralentissement très net de la conjoncture en septembre et en octobre;

— une période de réaction de la politique économique à partir de novembre qui se traduit par l'abaissement du taux d'escompte et la revision de la politique de dépenses militaires Il est trop tôt encore pour en prévoir les effets, mais il est certain que le climat psychologique n'est plus le même qu'il y a quelques semaines.

#### I. — Le ralentissement économique

Il s'est inscrit dans de nombreux indices:

Le rythme de *l'expansion économique réelle* a diminué de moitié.

Les *marges de capacité* de production inemployées apparaissent dans divers secteurs industriels. (Le taux de marche de la sidérurgie est actuellement de 77 p. 100 de la capacité théorique mais l'on s'attend à ce qu'il s'abaisse à 70 p. 100 au cours du premier semestre 1958.)

Le *taux de chômage* s'accroît lentement: il est passé de 2,5 p. 100 de la main-d'œuvre totale en 1953, à 3,8 p. 100 en 1956 et 4,3 p. 100 en septembre 1957. Si l'on en croit certaines estimations, le nombre de chômeurs atteindrait 4 millions en février et 5 millions l'été prochain contre 3 millions l'été précédent.

L'indice de la production industrielle qui avait stagné aux environs de 144-5 au cours du deuxième semestre 1957, s'est contracté en octobre à 142 (1947-49 = 100). L'activité a décliné surtout dans le secteur des biens durables (de 167 en décembre 1956 à 157 en octobre 1957) et dans les mines (de 133 en mars à 128 en octobre 1957).

Le nombre des *wagons chargés* s'établissait à la fin d'octobre à 14 p. 100 au-dessous de la cadence de l'année dernière.

Les *nouvelles commandes de machines-outils* en septembre se sont réduites à 63 p. 100 au-dessous du niveau de septembre 1956 et l'ensemble de ces commandes pour les neuf premiers mois retarde de 40 p. 100 sur la période correspondante de 1956.

Les *investissements* prévus pour 1958 seront inférieurs de 5 à 10 p. 100 à ceux de 37 milliards de dollars enregistrés en 1957.

Cependant ces anticipations sont antérieures à la baisse du taux d'escompte et il n'est pas encore possible de prévoir comment le revirement de la politique de crédit retentira sur l'effort d'investissement privé. Surtout si la Réserve fédérale intensifie sa nouvelle politique, il est probable que bien des plans d'expansion abandonnés hier seront repris demain.

La politique de *stockage* prévue pour l'année prochaine se soldera par une réduction d'un milliard de dollars dans le niveau des stocks.

Le *revenu personnel* s'était abaissé de 300 millions en septembre et d'un milliard en octobre (chiffre annuel). C'est cette dernière baisse qui a décidé la réserve fédérale à réagir enfin.

Enfin un dernier indice inquiétant a été la *baisse du commerce de détail* en octobre (2 p. 100) qui dépasse celle du revenu personnel, semblant refléter des inquiétudes pour l'avenir chez les consommateurs.

Venant à la suite de cette série d'indices défavorables, il convient de mettre en vedette un élément favorable de la conjoncture américaine présente: la reprise du *logement*, après les mesures de desserrement du crédit hypothécaire prises au début de l'année, qui est essentiellement due à la hausse des coûts de construction.

Il faut aussi indiquer que la campagne de ventes des nouveaux modèles d'autos ne semble pas s'annoncer d'une manière très satisfaisante. On note une certaine résistance des consommateurs aux prix élevés des voitures, et les distributeurs devront accorder des réductions plus élevées cette année sous forme de soultes d'échanges (trade-ins).

Les responsabilités de l'administration et de la réserve fédérale dans le ralentissement actuel sont nettement ressenties par le monde des affaires et les économistes, et il est intéressant de citer l'opinion de l'un d'entre eux, parmi les plus connus et qui peut être considéré comme un modéré: le professeur Sumner Slichter, de Havard. « Les autorités de la réserve fédérale ont adopté une nouvelle conception de leurs responsabilités et de leurs attributions. Elles ont assumé la responsabilité de déterminer le rythme de croissances maximum à accorder à l'industrie et à l'emploi. Cette responsabilité ne leur avait jamais été confiée auparavant et elles ne devraient s'en charger que si le congrès les y autorisait expressément. Il n'y a guère de doute que si l'on obligeait le public à choisir entre un taux de croissance maximum à long terme et un niveau de prix stables, il choisirait le premier. Aussi, en prenant sur elle de décider à quelle cadence l'économie se développera, la réserve fédérale impose-t-elle au public une politique qui n'a pas reçu la sanction de l'opinion publique. »

#### II. — Le revirement de la politique économique

Il s'est opéré sous la pression d'une double réalité:

— la détérioration évidente de la conjoncture américaine en grande partie parce que le resserrement du crédit avait duré deux à trois mois de trop, et n'avait pas été assez sélectif;

— l'effet du premier et surtout du second satellite artificiel russe qui a provoqué une commotion en profondeur dans les milieux dirigeants suffisante pour que soit reconsidérée la politique d'économies budgétaires à tout prix.

Ces deux faits récents ont provoqué les contremesures suivantes:

— abaissement de 3,5 à 3 p. 100 du taux d'escompte le 15 novembre. La politique d'« open market » qui avait été neutre jusqu'au 15 novembre, va sans doute également changer dans le même sens.

Les taux d'intérêt ont déjà commencé leur rajustement à la baisse. Le rendement des bons du Trésor est en train de se réduire et les taux des prêts commerciaux ont baissé d'un demi pour cent environ. La réserve fédérale a choisi l'arme plus spectaculaire d'une baisse du taux d'escompte, plutôt que des opérations d'« open market » pour mieux indiquer son changement de politique et tirer le maximum d'effet psychologique de son initiative.

On indique dans la presse que si la situation l'exige, la réserve fédérale pourrait rabaisser les encaisses légales des banques. Une telle mesure n'est nullement improbable car il est beaucoup plus facile de restreindre une économie en expansion que de relancer une économie en perte de vitesse.

D'après les idées généralement reçues aux Etats-Unis, il faut théoriquement 6 à 9 mois pour que des mesures de desserrement du crédit exercent à plein leur action sur l'économie intérieure. Or d'après tous les témoignages concordants des économistes, les 6 mois à venir devaient voir une intensification du ralentissement de la conjoncture. Il est donc peu probable que la mesure prise le 15 novembre par la réserve fédérale soit suffisante à elle seule pour obtenir la relance, mais elle inaugure un changement radical de direction après les sept relèvements successifs du taux d'escompte qui s'étaient déroulés en deux ans et demi.

— *augmentation des crédits militaires* pour 1958-1959 à 41 milliards de dollars, soit 5 milliards de plus que les crédits 1957-1958 et 2 milliards de plus que le rythme réel des dépenses militaires.

On doit remarquer que jusqu'ici la revision de l'effort militaire n'est pas très spectaculaire, en grande partie parce que tous les savants et ingénieurs disponibles pour les armes nouvelles sont en fait occupés à plein depuis deux ans environ.

Si l'on en croit le témoignage de Werner Von Braun, expert n° 1 des missiles, un simple relèvement des crédits militaires n'opérerait pas un grand progrès dans le perfectionnement des armes militaires modernes.

Du point de vue économique proprement dit on peut dire que :

1° Le relèvement de 2 milliards des crédits militaires est un bien faible appoint (le manque à gagner de 1957 est estimé à 12 milliards si l'économie avait poursuivi son expansion moyenne des trois dernières années) ;

2° L'effet multiplicateur des armements modernes paraît être très inférieur à celui des armements conventionnels qui nécessitaient une grande dépense de matières premières (acier, métaux, produits chimiques) et de main-d'œuvre.

Aujourd'hui, même un programme accéléré de fusées et d'armes ultra-modernes, n'apporterait qu'une contribution relativement modeste à l'emploi des ressources (matières premières et main-d'œuvre). De hauts salaires payés à un petit nombre de chercheurs et d'ingénieurs hautement qualifiés, ne remplacent pas l'effet de salaires moyens distribués à des milliers d'ouvriers dans les secteurs de base appelés à contribution pour les programmes d'armement conventionnels.

Au total, si l'on tient compte de ces divers éléments, la stagnation ou même la très légère récession de 1 p. 100 prévue par les experts pour le premier semestre 1958 paraît probable, mais elle sera très vraisemblablement suivie d'une légère reprise en fin d'année.

### II. — Evolution conjoncturelle en Allemagne occidentale.

La situation conjoncturelle de l'Allemagne occidentale demeure caractérisée par un ralentissement de l'expansion et l'incertitude au sujet de l'avenir : selon la dernière enquête effectuée en septembre par l'institut I. F. O. de Munich, les prévisions des industriels au sujet de l'évolution des affaires au cours des six prochains mois sont moins optimistes qu'en 1956 à la même époque, sauf pour la production de l'industrie chimique. L'indice de la production industrielle n'a augmenté, par rapport aux mois correspondants de 1956, que de 2,2 p. 100 en août et de 3,4 p. 100 en septembre (contre respectivement en 1956 + 7,5 et 6,3 p. 100). Mais, pour la première fois (en juillet), les indices des biens d'investissements et de matières premières ont reculé presque au niveau de l'année précédente. Depuis le mois de juin, l'extraction de charbon est inférieure de 6 - 7 p. 100 à celle de 1956 : l'activité du bâtiment est en régression de 15 p. 100 ; seule la production de l'énergie et des biens de consommation est en nette progression.

Cette évolution est due à l'effet combiné de plusieurs facteurs. Les mesures déflationnistes prises en 1955-1956 continuent à exercer leur effet : accroissement du taux d'escompte, allongement de délais pour les permis de construire, etc... Ces répercussions de la conjoncture internationale n'ont pas eu jusqu'à présent un effet très prononcé sur l'évolution conjoncturelle en Allemagne ; elles se reflètent uniquement par un large ralentissement de taux de croissance des commandes étrangères dans certaines branches industrielles. L'incertitude préélectorale, la réduction de la semaine légale de travail (actuellement 45 heures et moins pour près de 60 p. 100 de salariés) avec une diminution de la semaine effective (de 48 heures 4' en mai 1956 à 46 heures 2' en mai 1957), l'augmentation des salaires et des retraites ont eu leurs effets.

Si le nombre de chômeurs a atteint un nouveau minimum : 365.000 en août, 368.000 en octobre, soit un taux de 1,9 p. 100, le nombre total de salariés : 18.965.000 fin septembre, n'a progressé en un an que de 2 p. 100 contre 4,6 p. 100 pour la période annuelle précédente, ce qui explique pour autant le ralentissement.

Si la menace d'inflation par surinvestissement a disparu, en revanche l'Allemagne continue à redouter l'inflation « importée » et craint les effets de la hausse des salaires. Les excédents de la balance commerciale continuent à s'accumuler au rythme de 300 millions de DM par mois contre 250 millions de DM en 1956. A la suite de spéculations sur la dévaluation de la livre et du franc et sur la réévaluation du mark, les avoirs en or et en devises ont atteint un maximum de 24,5 milliards de DM au 7 octobre contre 17,9 milliards fin décembre 1956.

Un léger affaiblissement des « excédents de la balance commerciale » a pu résulter, d'une part, des facteurs nommés ci-dessus et, d'autre part, d'un accroissement des importations à la suite des facilités plus grandes en matière de crédit et des tendances de reprise de l'activité économique. Mais la diminution des excédents de la balance des payements résultera, probablement, surtout de la détérioration de la balance des mouvements de capitaux, des prestations non rémunérées par suite des versements plus élevés au titre des réparations (Israël, etc.), ainsi que des dépenses plus élevées en devises pour la défense nationale. En dernier lieu, ce sont le reflux de capitaux spéculatifs et l'évolution défavorable des termes d'échange qui ont influé sur la diminution des excédents de la balance des payements.

De plus, l'effet est la hausse des salaires : celle des salaires horaires a été de 7 p. 100 en 1955, de 9 p. 100 en 1956 et probablement autant en 1957 ; mais, par suite de la réduction de la durée du travail, le gain horaire hebdomadaire n'a augmenté de 1956 à 1957 que de 5 à 6 p. 100 et, compte tenu d'une élévation de l'indice du coût de la vie de 3 p. 100 environ, le gain réel semble avoir été de 2 à 3 p. 100.

D'où, une nouvelle vague de revendications sociales déclenchée en octobre par les syndicats de la métallurgie qui demandent la réduction de la semaine légale de travail à 44 heures (ce qui implique 43 heures pour les mineurs de fond) avec une augmentation des salaires de 10 à 12 p. 100 (dans le textile, cette revendication est de 17 p. 100).

D'après certaines informations, la productivité aurait augmenté de 7 à 8 p. 100 en 1956 et 1957 dans l'industrie.

En raison de nouvelles hausses : 8 p. 100 du charbon, ou de celles envisagées pour l'acier, les transports ferroviaires (de l'ordre de 10 p. 100 en février 1958), et du gonflement des dépenses budgétaires qui ont réduit les avoirs fédéraux tenus en réserve de 7 milliards de DM entre février et septembre, en raison aussi de l'accumulation des excédents de la balance de payements de près de 6 milliards de DM pendant la même période, l'inquiétude a été vive. Cependant, le dernier rapport de la banque d'émission est plus optimiste : les opérations de l' « Open Market » et, d'autre part, le relèvement à deux reprises des réserves nominales des banques ont permis de résorber environ 4 milliards de DM, tandis que la vitesse de la circulation monétaire diminuait et que l'épargne s'accroissait plus rapidement, ce qui s'est traduit au mois d'août, pour la première fois depuis un an, par une accélération sensible du montant des crédits à moyen et à long terme alors que le volume des crédits à court terme demeurait stationnaire.

Pour terminer, il convient de signaler que différents indices, en particulier dans le domaine des biens d'investissement et du bâtiment, permettent d'espérer une reprise de l'activité économique qui avait été en septembre ralentie par une très forte épidémie de grippe.

## CHAPITRE III

## LA CONJONCTURE INTERNATIONALE EN DECEMBRE 1957

Malgré les mesures de défense prises dans la plupart des pays, ou à cause d'elles, les facteurs déflationnistes se sont renforcés en cours d'année et la situation de haute conjoncture, tout en diminuant à certains égards, s'est dégradée lentement. Ce n'est pas encore une crise véritable, mais celle-ci risquerait d'être prochaine si une nouvelle politique n'était pas adoptée, en partie sous la pression des événements internationaux.

1° La détérioration progressive de la situation économique s'est manifestée au cours de 1957 aussi bien sur le plan physique de la production que dans le domaine financier.

*a) D'une part, en effet, le ralentissement du rythme d'expansion* est devenu plus sensible. On dispose, actuellement, de données mondiales (1) relatives à l'indice général de la production industrielle pour le premier semestre 1957 : par rapport à la période correspondante de 1956, l'augmentation n'est plus

(1) U. R. S. S., pays satellites et Chine exclus.

que de 4 p. 100, au lieu de 5,5 et 9,5 p. 100 au cours des exercices précédents. Le rythme du progrès a donc diminué de moitié. A un pour cent près, l'évolution est la même en Europe occidentale. Pour des motifs différents (mais les résultats sont seuls envisagés ici), dans les pays de l'Est, des difficultés sont également rencontrées et les plans doivent être révisés. En Union soviétique, une certaine tendance au fléchissement de l'expansion se manifeste également, peut-être par des motifs temporaires (décentralisation); toutefois, ce ralentissement s'effectue à un niveau supérieur (8 à 10 p. 100 d'escomptes en 1957 au lieu de 11 en 1956, 12 en 1955 et 14 en 1954). La plupart des pays sous-développés du « tiers-monde », très touchés par la forte baisse de cours des matières premières, sont contraints de ralentir leur activité économique; le plan d'équipement de l'Inde, par exemple, risque de ne pas être réalisé dans les délais prévus. Aux Etats-Unis, enfin, économie dominante dans le monde occidental, le rythme du progrès a d'abord fléchi et se maintient à présent en palier, au même niveau que l'an dernier, malgré une poussée démographique de près de 2 p. 100 par an.

Il semble que ce ralentissement de l'expansion soit, en partie, la conséquence et, en partie, la cause des difficultés économiques de l'heure, dans une mesure variable selon les pays: une étude d'ensemble conduit à négliger ces traits spécifiques.

La *conséquence*, tout d'abord, en ce sens que la production a dû faire face à la fois à une demande fortement accrue de biens de consommation (demande apparue d'ailleurs la première) et à un autre besoin, également très énergique, de biens d'équipement. En effet, la formation de capital, en économie de marché, n'a pas progressé selon un rythme continu; pendant la récession européenne de 1952-1953 et celle des Etats-Unis en 1953-1954, les investissements ont été réduits; ils ont recommencé, d'une manière très vigoureuse, lors de la reprise. Cet afflux, en période d'expansion, venant en concurrence avec une demande grossie par ailleurs, les effets habituels d'un climat de haute conjoncture — suremploi, augmentation des prix intérieurs, déficit de la balance des payements, etc., sont apparus après un certain délai, l'offre de biens physiques étant inférieure à la demande effective. Par suite de l'expansion discontinue, il s'est produit un décalage, plus ou moins long, entre les investissements (même productifs) et le supplément de production qu'ils ont permis ou permettront prochainement d'obtenir, alors que les revenus distribués à l'occasion de cet investissement ont contribué à renforcer la pression immédiate de la demande.

Pour diminuer la tension croissante, les pouvoirs publics ont dû prendre des mesures déflationnistes, adaptées aux conditions particulières de chaque pays. Ces mesures de tous ordres ont ajouté leurs effets à ceux découlant de la réduction des marges bénéficiaires, de la moindre propension à investir des entrepreneurs constatant l'évolution de la conjoncture, de la diminution du pouvoir d'achat de certaines classes sociales, etc.; et c'est sous l'influence de ces multiples facteurs que l'élan de la production a été ralenti, voire stoppé. Un choix a été fait: les pouvoirs publics ont préféré prendre le risque d'une récession immédiate légère, plutôt que d'avoir à faire face, plus tard, à une dépression plus profonde provoquée par les excès de l'inflation.

Mais le ralentissement de l'expansion s'est avéré à son tour, dans certains pays, une *cause* du renforcement des difficultés économiques actuelles; la raison profonde de l'inflation consistant dans l'excès de la demande effective par rapport à la somme des produits et services disponibles, tout ce qui réduit cette somme accroît par là même le mal. Sous cet angle, l'avantage acquis à titre momentané ne peut que remettre à plus tard la solution de fond.

*b*) Les questions monétaires et financières, d'autre part, ont soulevé de nouvelles difficultés, dont la physionomie est également particulière dans chaque cas. Un aperçu général est néanmoins possible.

Les plus graves de ces difficultés ont trait aux variations des balances des payements. Dans la plupart des pays européens, l'accroissement rapide de la demande intérieure — en partie favorisée par l'augmentation des revenus — a entraîné un développement des importations, parfois somptuaires (automobiles, biens durables divers, alimentation de luxe), plus souvent utiles (matières premières, textiles, combustibles, etc.). Dans les régions du monde insuffisamment développées et productrices de matières premières, la baisse des cours a entraîné une détérioration des « terms of trade » et un appauvrissement général. Il a été calculé que les pays exportateurs de matières premières avaient dû perdre dans l'année, par suite de l'effondrement des prix, 3,5 milliards de dollars et peut-être 4: soit une somme excédant l'ensemble de l'aide occidentale aux régions en voie de développement. L'U. R. S. S. cherche à profiter de ces circonstances pour proposer ses bons offices et ses crédits : le 10 novembre, elle vient de consentir à l'Inde un prêt de 45 millions de livres.

Ces difficultés financières du « tiers-mond » comme de l'Europe ont eu la même conséquence; la réduction rapide du stock d'or et de devises fortes; le « dollar gap », en particulier, s'est accru d'une manière inquiétante entre l'Europe et les Etats-Unis. Des mesures de sauvegarde ont dû être prises pour conserver les dernières disponibilités, mais, par ce fait même, c'était renoncer, dans la même proportion, aux effets déflationnistes du déficit de la balance des payements. De plus, réduction des achats et développement des ventes tendent au même but: « exporter son chômage » chez les voisins, ce qui accroît et généralise de proche en proche la menace de crise. Une exception importante est celle de l'Allemagne, principale créditrice au sein de l'U. E. P., alors que la France est devenue le plus important débiteur. Ces disparités entre pays à monnaie forte et pays à monnaie faible sont devenues si accusées qu'elles risquent de paralyser les échanges internationaux et, par voie de conséquence, de réduire encore davantage l'activité économique.

Dans le domaine des prix, d'autre part, des changements sont également intervenus. Le fait le plus évident aux yeux des gouvernements et de l'opinion publique est l'augmentation du coût de la vie. Augmentation assez modérée dans l'ensemble (même si l'on admet que les indices officiels ne reflètent pas fidèlement la réalité). Dans certains cas, en France notamment, aux facteurs physiques de majoration du coût de la vie s'ajoutent des facteurs psychologiques que vient aggraver à son tour l'effet d'une distribution mal conçue.

Les prix de gros nationaux, après une vive poussée en 1956 qui a relancé la hausse du coût de la vie, n'ont plus, sauf exception, que progressé lentement en 1957; ils semblent même avoir atteint un palier et leur fléchissement est peut-être proche, car eux-mêmes sont influencés en partie par le cours mondial des matières premières. L'indice *Moody's* qui était encore de 441 en début d'année, est tombé à 384 au début de novembre, alors qu'en juin 1950, avant les événements de Corée, il était à 396. Evolution déflationniste favorable, certes, pour l'Occident transformateur de matières premières, mais les inconvénients l'emportent largement, car cette diminution des cours est fatale aux pays producteurs. Ceux-ci, généralement peu développés et en voie d'industrialisation, doivent acquérir le matériel nécessaire à leur équipement à des prix en hausse: le phénomène des « ciseaux » joue à leur encontre. Le taux des frets, lui aussi, est en forte diminution.

La hausse des salaires — à la fois cause et conséquence des fluctuations du niveau des prix, en liaison avec d'autres facteurs — est malaisée à définir dans l'ensemble. C'est dans le cadre de chaque pays qu'elle doit être appréciée. L'augmentation a été forte en Allemagne et en Italie, par exemple, en 1957, et dépasse celle du coût de la vie et de la productivité. Aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en France, il semble — approximativement — y avoir un équilibre de mouvement avec les indices officiels des prix, mais la question prête à controverse (il faut tenir compte de la durée du travail, des avantages sociaux, etc...) .

D'autres traits sont plus difficilement mesurables encore et leur importance n'est cependant pas moindre. Il est certain qu'en 1957, dans l'ensemble, la productivité des entreprises n'a pas crû au même rythme que dans les quelques années précédentes; aux Etats-Unis, notamment, c'est surtout le secteur tertiaire qui s'est développé, secteur où l'amélioration de la productivité est lente. Il est sûr également qu'il y a une réduction des marges bénéficiaires dans la plupart des pays; c'est ainsi (toujours aux Etats-Unis) que la hausse des prix du matériel d'équipement a été de 10 à 12 p. 100 plus élevée qu'il n'apparaît d'après l'indice général des prix de gros. De là résultent de nouvelles difficultés pour les entrepreneurs. Et, d'une manière générale, le mouvement d'expansion dans la plupart des pays a incité consommateurs et producteurs à recourir davantage au crédit.

Devant ces manifestations diverses d'un climat de haute conjoncture, encore plus nettes en 1957 qu'en 1956, les pouvoirs publics — qui n'ont pas oublié la grande leçon de 1929 — ont donc renforcé les mesures destinées à éviter l'emballement de l'économie. Ils ont utilisé, notamment, l'arme monétaire et fiscale, contractant le volume des prêts, effectuant des ponctions sur le pouvoir d'achat afin de réduire la demande, limitant le volume de la Dette publique.

Les résultats escomptés n'ont pas été entièrement atteints. Les restrictions ont été gênantes, en particulier pour les petites et moyennes entreprises. Surtout, elles n'ont pas été sélectives, en général, de sorte qu'elles ont frappé parfois les activités les plus utiles. Tout ceci, de même que le ralentissement

des programmes d'investissements, ou de certaines branches consommatrices, a eu son contre-coup sur les industries de base. Par exemple, sur la construction, ou sur la sidérurgie qui, aux Etats-Unis, ne marchait plus en octobre qu'à 80 p. 100 de sa capacité de production (90 p. 100 en avril). Le marché de l'emploi marque une légère détente — annonciatrice, ou non, d'un chômage prochain ? Les profits diminuant et les perspectives d'expansion à court terme devenant de plus en plus aléatoires, les Bourses sont en baisse. En France, en raison des difficultés financières, une certaine tension se fait sentir sur les cours de l'or.

2° On peut estimer que des mesures aussi timides seraient insuffisantes pour relancer réellement l'activité économique là où il en est besoin (dans certains pays, en pleine inflation, ce serait prématuré). *De par son mouvement propre*, la situation, déjà peu brillante, semblerait appelée à se dégrader encore au cours des prochains mois. En effet, de nouvelles hausses de salaires sont inévitables devant la montée des prix; des nouveaux impôts le sont aussi, dans certains pays: c'est le cas de la France. Les marges bénéficiaires seront plus réduites; l'activité économique, quelque peu « essoufflée », n'aura plus, sauf exception, le ressort nécessaire pour absorber ces facteurs de hausse par un accroissement suffisant de la productivité.

Si, en 1953-1954, la stagnation américaine n'a pas eu de répercussions en Europe, c'est parce que celle-ci, à ce moment, commençait une période d'expansion (au début d'un cycle, tout va bien) et qu'au surplus d'abondantes commandes « off shore » et autres méthodes d'aide à l'étranger jouaient à plein, remédiant à la pénurie mondiale de dollars. La situation est différente, à présent, et en ce qui concerne l'Europe, notamment, qui n'a plus de liberté de manœuvre en raison de l'abaissement de ses réserves de change (sauf quelques exceptions) et reçoit moins de dollars des Etats-Unis, la récession américaine aurait une fâcheuse répercussion. Enfin, toujours en ne tenant compte que du mouvement propre de l'économie, les experts considèrent comme probable une nouvelle contraction des échanges commerciaux internationaux en 1958, les pays étant contraints de déterminer davantage le montant de leurs importations en fonction de celui de leurs exportations.

Seulement, le climat politique international s'est modifié ces derniers temps dans un sens tel que les conditions économiques *pourraient* repartir sur des bases nouvelles. Le lancement des « satellites » soviétiques a créé, outre-Atlantique, un choc politique dont les incidences ne sont pas encore mesurables, quoique un point soit déjà acquis; l'augmentation des dépenses militaires et para-militaires. Modérée encore, il est assez probable qu'après un certain délai cette augmentation sera renforcée, les Américains prenant conscience qu'ils se sont dangereusement laissés distancer. Mais, dans ce cadre de la revision des conceptions stratégiques fondamentales, en fonction de l'antagonisme Est-Ouest qui domine de plus en plus le monde moderne, l'Amérique voudra peut-être aller plus loin et renforcer, dans tous les domaines, la cohésion des pays du pacte Atlantique. Des idées sont déjà émises et discutées, en ce qui concerne le long terme, telle que la « communauté des cerveaux ». Il n'est pas exclu qu'à plus court terme, la conviction gagne les milieux dirigeants qu'une économie prospère, tant en Europe qu'aux U. S. A., serait encore un des meilleurs piliers de la défense occidentale et que, par suite, il faut s'entendre pour « relancer la machine ». Dans ce cas, la conception de la Federal Reserve Bank serait donc assouplie, fut-ce au prix d'une légère inflation, pour que puisse être reprise une politique d'achat des matières premières à des cours rémunérateurs, de redistribution des dollars en Europe, d'ouverture de nouveaux débouchés sur le territoire américain.

Cependant, l'évolution de l'économie mondiale ne dépend pas seulement des décisions américaines. Elle est en outre dictée par l'effort qu'ont subi toutes les structures internes, notamment, celles des prix, à la suite de l'expansion récente. La lutte entre les monétaristes qui veulent à tout prix arrêter l'inflation et les expansionnistes qui ne veulent pas abandonner la croissance du niveau de vie, est, sinon arbitrée, du moins appréciée par des autorités internationales qui, par préjugé ou par sympathie pour certains pays feignent de croire que les marchés sont parfaits. L'on risque alors d'imposer ou de recommander des remèdes brutaux de déflation que l'expérience anglaise, puis américaine ne rendent guère encourageants.

# II. — PREVISIONS POUR LE PREMIER SEMESTRE 1958 ET POLITIQUE ECONOMIQUE A SUIVRE

**Rapport présenté, au nom du Conseil économique, par M. André Maiterre.**

SOMMAIRE

CHAPITRE Ier. — *Réalisation des prévisions du Conseil sur l'évolution économique au cours du deuxième semestre 1957.*

I. — Evolution de la politique économique de la France depuis le mois de juillet.

II. — Réalisation des prévisions du Conseil sur le deuxième semestre 1957.

CHAPITRE II. — *Analyse des principaux facteurs de l'évolution économique à la fin du deuxième semestre de l'année 1957.*

I. — Les perspectives d'évolution des prix.

A. — Les facteurs de hausse des prix.

1° Les facteurs mécaniques.

2° Facteurs psychologiques.

B. — L'action du Gouvernement.

II. — Perspectives en matière de finances publiques et de crédit.

A. — Perspectives budgétaires.

B. — Perspectives en matière de crédit.

III. — Perspectives en matière d'importations.

CHAPITRE III. — *La politique économique à suivre au cours du premier semestre 1958.*

I. — Mesures générales de lutte contre l'inflation.

A. — Budget.

B. — Les restrictions de crédit.

II. — Les actions spécifiques en matière de commerce extérieur et de prix.

A. — Les actions spécifiques en matière de commerce extérieur.

B. — Les actions spécifiques en matière de prix.

III. — Les actions psychologiques.

## CHAPITRE Ier

## REALISATION DES PREVISIONS DU CONSEIL SUR L'EVOLUTION ECONOMIQUE AU COURS DU DEUXIEME SEMESTRE 1957

Dans son rapport du mois de juin, le Conseil avait estimé qu'il ne lui était pas possible de présenter comme il l'avait fait les fois précédentes, d'une part ses prévisions pour le second semestre de l'année, d'autre part les grandes lignes de la politique économique à suivre.

Le Conseil avait déclaré que, dans l'état de déséquilibre où se trouvait l'économie française, des mesures immédiates devaient être prises pour corriger les tendances actuelles de son développement. Les prévisions de l'évolution économique pour le deuxième semestre étaient directement fonction de ces mesures.

Dans le domaine du commerce extérieur, il ne s'était pas rallié au principe d'une dévaluation du franc, mesure d'ordre général, mais il avait suggéré un certain nombre de moyens « spécifiques », à savoir :

— le contrôle des importations par le retour aux contingents, afin que priorité soit donnée aux approvisionnements en produits énergétiques et en matières premières indispensables à l'économie française ;

— l'application stricte de la réglementation en matière de contrôle des changes ;

— la limitation rigoureuse des dépenses de tourisme des Français à l'étranger ;

— la généralisation de la taxe compensatrice sur les produits importés autres que les matières premières ;

— la réforme du système d'aide à l'exportation dans le sens d'une meilleure discrimination et d'une plus grande efficacité selon les besoins techniques des branches ;

— le développement des contrats entre l'industrie et l'agriculture, d'une part, et le Gouvernement, d'autre part, tendant à donner la priorité aux exportations sur les besoins du marché intérieur.

L'effet de ces mesures devait accentuer le déséquilibre intérieur entre l'offre et la demande. C'est pourquoi le Conseil avait estimé que, parallèlement à ces mesures, une compression modérée de la demande intérieure devait être réalisée par des mesures antiinflationnistes visant à réduire le déficit budgétaire et par un contrôle du crédit enrayant les tendances spéculatives.

Dans la perspective de l'application de cette politique, le Conseil avait estimé que l'évolution de l'économie pourrait être la suivante :

« 1° Le rythme de l'expansion ne serait pas brisé, mais seulement ralenti. Ce ralentissement serait moins grand si un prêt extérieur permettait de ne pas avoir recours à des mesures de déflation brutales.

« 2° Le déficit du commerce extérieur devrait être plus faible au deuxième semestre qu'au premier, si les entraînements spéculatifs ont été découragés au préalable.

« Mais cette amélioration de la balance commerciale s'explique pour partie par des facteurs saisonniers, les exportations étant naturellement plus fortes au deuxième semestre qu'au premier et les importations étant plus faibles.

« En fait, l'efficacité des mesures prises par le Gouvernement pour redresser la balance commerciale ne pourra être appréciée pleinement qu'au premier semestre 1958.

« 3° La tendance à l'augmentation continue des prix industriels se poursuivra au deuxième semestre, de nombreux facteurs de hausse étant dès maintenant acquis et la baisse des cours des matières premières sur les marchés internationaux ne suffisant pas à les compenser. La majorité des prix de revient, y compris celle des prix agricoles, en seront fatalement affectés. »

Avant de rechercher si ces prévisions ont été réalisées, il importe de déterminer dans quelle mesure la politique gouvernementale a suivi les recommandations du Conseil économique.

### I. — Evolution de la politique économique de la France depuis le mois de juillet.

Au cours des quatre premiers mois, le Gouvernement s'est efforcé de diminuer la pression de la demande intérieure et de limiter le déficit du commerce extérieur. Mais certaines de ces mesures sont intervenues avec un mois de retard par rapport à la date que le Conseil avait prévue. Leurs effets ont été en grande partie annulés par la crise de défiance à l'égard du franc qui s'est développée depuis quelques mois.

La crise ministérielle, quelle que soit l'appréciation que l'on peut porter sur ses causes politiques, n'a pas été étrangère à cet état de choses.

En fait, tout s'est passé dans les deux derniers mois comme si la France n'allait pas vers un épuisement rapide de ses dernières ressources mobilisables en or et en devises. A un moment où nous n'avions aucun prêt extérieur, une telle politique était particulièrement dangereuse.

L'analyse de la situation des finances publiques, à laquelle M. Dumontier a procédé dans son rapport, a montré que l'impasse budgétaire, qui était évaluée à l'origine à 1.200 milliards pour l'année 1957, a été réduite à 950 milliards environ. Par ailleurs, des mesures de restriction dans la distribution du crédit ont été prises: le taux d'escompte a été augmenté de deux points et les plafonds de réescompte ont été abaissés.

Ces mesures auraient eu incontestablement une conséquence déflationniste si leur effet n'avait pas été compensé par les avances de la Banque de France à l'Etat; les 350 premiers milliards d'avances ont été consommés plus rapidement qu'il n'avait été prévu et il a fallu que la Banque accorde 200 milliards supplémentaires au cours du mois d'octobre.

En effet, la trésorerie n'a pas pu couvrir le déficit du budget avec les moyens qu'elle emploie traditionnellement. Les sorties de devises ont diminué les liquidités des banques. A ce premier facteur est venu s'ajouter un second: la politique de restriction des crédits de la Banque de France. Dans ces conditions, les banques n'ont pu apporter le concours qu'elles prêtent habituellement au Trésor. Certains correspondants qui confient leurs fonds à la trésorerie ont vu leurs dépôts diminuer. Enfin, les dépôts dans les caisses d'épargne ont évolué de façon assez défavorable, et il n'a pas été jugé possible de placer un emprunt d'Etat à long terme dans les conditions actuelles du marché. C'est pour ces raisons qu'il a fallu recourir à des avances de la Banque de France.

Ainsi, l'impasse pour 1957 n'est pas supérieure à celle de 1956, mais c'est son mode de financement qui a été particulièrement malsain. Par le canal des dépenses budgétaires, le Trésor a remis à la disposition de l'économie les sommes qui lui auraient manqué par l'effet de la politique suivie en matière de crédit.

Dans le domaine du commerce extérieur, le Gouvernement avait adopté un ensemble de décisions cherchant à réaliser un compromis entre la dévaluation du franc et la politique de mesures spécifiques suggérées par le Conseil.

Ces dernières s'inspiraient des recommandations du Conseil pour autant que « l'opération 20 p. 100 », telle qu'elle avait été faite le 10 août, réalisait la généralisation de la taxe compensatrice sur les produits importés autres que les matières premières et l'énergie, ainsi qu'une réforme du système d'aide à l'exportation.

Mais, en fait, cette opération différait de ce que le Conseil avait suggéré dans la mesure où le taux de la taxe imposée aux importations était plus fort que celui de l'ancienne taxe compensatrice et où la réforme du système d'aide à l'exportation n'avait pas été effectuée « dans le sens d'une meilleure discrimination et d'une plus grande efficacité selon les besoins techniques des branches », mais dans le sens de l'unification des systèmes existants.

Enfin et surtout, « l'opération 20 p. 100 » a dû être étendue à toutes les importations et toutes les exportations, mesure que le Conseil avait exclue.

Il faut noter, par ailleurs, que le Gouvernement n'a pratiquement pas suivi la recommandation du Conseil économique concernant la limitation des dépenses de tourisme des Français à l'étranger. A cet égard, les décisions du 10 août étaient trop tardives et leur effet a été, semble-t-il, assez limité, ce qui s'est traduit par un déficit de la balance touristique.

### II. — Réalisation des prévisions du Conseil sur le deuxième trimestre 1957.

La pression sur la demande interne a été moins forte que celle qui avait été prévue dans le cadre de la politique préconisée par le Conseil. Dans ces conditions, la production industrielle a continué à augmenter au cours du troisième trimestre, au même rythme que pendant les trois mois précédents. L'indice (sans bâtiment) est supérieur de 7,2 p. 100 à celui de l'année dernière pour la même période. Pour le second trimestre, la progression de l'indice d'une année sur l'autre était de 6,8 p. 100.

Quatre facteurs expliquent notamment cette évolution plus favorable. Ainsi que nous venons de le voir, les restrictions de crédit n'ont pas produit l'effet attendu, car elles ont été compensées par des avances de la Banque de France, de sorte qu'une grande aisance monétaire a continué à régner. En outre, les économies budgétaires prévues n'ont pas toutes été réalisées.

De plus, dans ces premiers mois du second semestre, l'effet restrictif des diminutions des importations sur le niveau de la production ne s'est pas manifestée. En effet, les entreprises ont pu utiliser les stocks qu'elles avaient constitués avant le retour au contingentement. Par ailleurs, pour les mois de juillet et d'août, les importations ont été supérieures aux prévisions faites au mois de juin, car le reliquat des demandes de licences déposées avant la suspension de la libération des échanges a été utilisé pendant cette période.

Enfin, le mouvement de hausse rapide des prix, au cours de ces derniers mois, a favorisé l'expansion de la production dans un climat d'inflation.

Par contre, les prévisions du Conseil en matière de déficit global du commerce extérieur paraissent se réaliser pleinement. Le Conseil avait admis pour le second semestre que le déficit total de la balance des payements serait compris entre 100 et 150 milliards.

L'examen de la situation des finances extérieures au 15 novembre permet de conclure, semble-t-il, que le déficit total du semestre sera certainement supérieur à 100 milliards et probablement inférieur à 150 milliards, si aucune crise nouvelle ne se produit.

Au 15 novembre, une fois réglé le déficit d'octobre à l'U. E. P., les réserves en devises ont atteint 20 millions de dollars, ce qui représente à l'ancien taux de change 7 milliards de francs et au nouveau taux un peu plus de 8 milliards. C'est dire qu'à cette date la presque totalité des 100 milliards d'or remis au fonds de stabilisation des changes a été dépensée.

Cependant, il faudra encore faire face au déficit de novembre et de décembre, et ajouter aux sorties de devises nécessaires pour payer le déficit commercial, les devises destinées à d'autres opérations, notamment au payement des échéances de la dette extérieure, qui entraîneront une sortie de 54 millions de dollars au 31 décembre.

En tout état de cause, la situation actuelle de l'économie et les prévisions que l'on peut faire sur son développement ultérieur justifient l'avertissement du Conseil estimant que l'efficacité des mesures prises par le Gouvernement pour redresser la balance commerciale ne pourra être appréciée pleinement qu'au premier trimestre 1958. En effet, à l'heure actuelle, le problème des importations des prochains mois demeure l'élément fondamental de l'évolution économique de l'année 1958. Comment l'économie française sera-t-elle réapprovisionnée à ce moment en matières premières ? Tel est le problème le plus important à résoudre.

Dans le domaine des prix, les prévisions du Conseil paraissent s'être également réalisées. La tendance à l'augmentation continue des prix industriels s'est poursuivie, malgré la baisse des cours des matières premières sur les marchés internationaux.

Depuis le mois de juillet, l'indice des 250 articles et celui des 179 ont augmenté de façon parallèle, au rythme de 1 à 1,5 p. 100 par mois. Cette évolution risque de se précipiter dans les semaines à venir, ne serait-ce que sous l'effet de l'extension de l'opération 20 p. 100 aux matières premières et produits énergétiques. Les nouveaux impôts viendront de plus s'ajouter à ces facteurs de hausse des prix. En fait, d'une manière générale, il n'a pas été tenu assez compte de la fragilité des prix français sur laquelle le Conseil avait insisté. La forte hausse acquise représente un facteur inflationniste très important qu'il n'est plus possible d'éliminer.

## CHAPITRE II

## ANALYSE DES PRINCIPAUX FACTEURS DE L'EVOLUTION ECONOMIQUE A LA FIN DU DEUXIEME SEMESTRE DE L'ANNEE 1957.

Jamais la coupure entre deux années civiles n'aura été aussi nette en matière économique qu'elle le sera probablement à la fin de décembre 1957. Le passage d'un exercice budgétaire à l'autre n'est pas la seule raison de cette coupure, encore que les modalités du budget de 1958 auront une influence profonde sur l'évolution de l'économie dans les premiers mois de l'année prochaine. Mais deux autres facteurs joueront un rôle essentiel: la politique des prix que le Gouvernement est en train de définir, mais dont les effets ne se feront pratiquement sentir que dans le premier trimestre de 1958; le programme d'importations pour le semestre prochain, dont le ministère des finances et des affaires économiques arrête actuellement les grandes lignes.

L'évolution de la production, comme celle des revenus en 1958, est directement commandée par les décisions prises dans les domaines: prix, finances publiques et crédit, comme dans celui des importations.

Toutes ces mesures ne sont pas encore adoptées. Certaines d'entre elles sont liées à des négociations internationales. Il en est ainsi du programme d'importations qui dépend du montant des crédits extérieurs qui nous seront accordés. D'autres dépendent des votes du Parlement. C'est le cas du budget de 1958.

Il n'est donc pas possible d'étudier en détail les facteurs qui commanderont l'évolution de l'économie en 1958. Mais des perspectives générales peuvent être dégagées, plusieurs hypothèses étant faites dans les domaines où les décisions ne sont pas encore arrêtées.

C'est ce que nous ferons en examinant successivement les perspectives en matière de prix, de finances publiques, de crédit, de commerce extérieur, et enfin celles ayant trait à l'évolution de la production.

C'est à partir des résultats de cette étude que nous pourrons, dans le chapitre III établir des prévisions sur l'évolution économique au cours du premier semestre de 1958 et définir la politique à suivre.

### I. — Les perspectives d'évolution des prix.

En cette fin d'année 1957, de nombreux facteurs de hausse des prix sont acquis, dont les effets seront sensibles dans les prochains mois. Il n'est pas possible de mesurer de façon précise quelle sera la hausse du niveau général des prix au premier semestre 1958; celle-ci dépend, en effet, d'une part de facteurs psychologiques que l'on ne peut prévoir dès maintenant, d'autre part, des modalités de la politique gouvernementale en ce domaine.

Mais par contre, il est possible d'examiner dès maintenant les facteurs de hausse des prix, tant mécaniques que psychologiques et les possibilités d'action du Gouvernement.

#### A. — Les facteurs de hausse des prix

##### 1° *Les facteurs mécaniques.*

Les hausses des prix sont d'une nature différente selon qu'il s'agit des produits alimentaires ou des produits industriels et des services. Elles paraissent plus graves pour les premiers que pour les seconds.

##### *a*) Prix alimentaires.

Dans le domaine de l'alimentation, la cause première de la hausse des prix est l'insuffisance de certaines productions agricoles. Ceci est particulièrement vrai pour le vin; la récolte de cette année sera à peine supérieure à la moitié d'une récolte normale.

Or, la production de l'année dernière avait déjà été déficitaire. D'après certaines estimations, compte tenu du stock de report, nos disponibilités en vin atteindraient 68 millions d'hectolitres au total y compris la production algérienne, pour des besoins de l'ordre de 75 millions. Cette situation de la production s'est traduite par une forte poussée des prix à la production, qui ont doublé depuis un an; cette augmentation se répercute peu à peu aux divers stades de la distribution. Depuis le mois de juillet, la hausse des prix de détail est de plus de 15 p. 100.

Les disponibilités en vin ne pourront être augmentées très sensiblement dans les prochains mois. En effet, les possibilités d'importation sont limitées non seulement par l'insuffisance de nos ressources en devises, mais aussi par le fait que les pays étrangers producteurs de vin ont eu, eux aussi, de mauvaises récoltes.

Une situation analogue se retrouve pour certains fruits et légumes dont la production a été déficitaire cette année: raisins de table, carottes, lentilles.

En ce qui concerne les œufs, l'insuffisance chronique de notre production est ordinairement comblée par des importations: cette année, l'épuisement des réserves en devises a empêché de telles importations et les prix ont augmenté d'environ 80 p. 100 par rapport à 1955. Ainsi la seconde cause importante de la hausse des prix agricoles est cet arrêt des importations commandé par la situation des finances extérieures.

Un troisième facteur important est constitué par l'incidence de certains textes législatifs ou réglementaires adoptés au cours de l'été. L'application de la loi Laborbe provoquera au 1er décembre une hausse de 10 p. 100 du prix indicatif du lait et une hausse de 50 francs par kilo de beurre. La mise en œuvre du décret du 18 septembre dernier sur les prix d'objectif a entraîné au début du mois de décembre la nécessité d'établir un nouveau barème. Celui-ci entérine les hausses récentes intervenues au stade du détail, parallèlement aux majorations des prix de gros. Ces derniers ont été relevés en application des prix d'objectif et des prix de campagne plus rémunérateurs établis au profit des éleveurs pour stimuler leur production. Ces textes peuvent entraîner de nouvelles augmentations de prix dans les prochains mois, pour autant que les indices sur lesquels sont indexés les prix d'intervention augmenteraient très fortement. Ce risque ne paraît pas très grand pour la viande dans la mesure où les cours de décembre sont sensiblement supérieurs aux prix d'intervention actuels. Il faudrait que ceux-ci augmentent considérablement pour qu'ils rattrapent ces cours.

Enfin, dernier facteur de hausse des prix alimentaires, l'opération 20 p. 100 a eu une répercussion directe sur les prix du café torréfié et sur ceux du chocolat.

##### *b*) Prix des produits industriels et des services.

Depuis plusieurs mois, les prix des produits industriels et des services avaient tendance à monter, selon un rythme lent, ainsi que M. Dumontier l'avait exposé dans son rapport du mois de juillet dernier. La situation s'est trouvée brusquement aggravée par les conséquences de l'opération 20 p. 100. A la date du 10 août, les matières premières et les produits énergétiques avaient été exclus du champ d'application de cette opération. De ce fait, la répercussion du décret du 10 août sur le niveau des prix industriels et des services était relativement faible. La mesure de généralisation qui a été faite récemment, a par contre, une incidence profonde sur le niveau des prix de la plupart des produits industriels. En effet, cette mesure a pesé sur les matières premières indispensables à l'industrie: le charbon, l'acier, les produits pétroliers, les matières textiles, certains produits chimiques, et métaux non ferreux.

Pour quelques cas, la baisse des matières premières sur le marché international compense les effets de la taxe de 20 p. 100 qui frappe les importations de ces produits depuis le 28 octobre. Le jute, la laine et le cuivre sont dans cette situation. Encore faut-il noter que, si les cours de ces matières premières venaient à monter dans les prochains mois, la compensation qui se poursuit à l'heure actuelle serait détruite. C'est donc là un avantage relatif et peut-être temporaire.

Pour les autres produits, le problème de la répercussion de la hausse du prix des importations se pose: c'est le cas des industries du coton et de la soie.

C'est aussi le cas des produits pétroliers. Une décision vient d'être prise en ce domaine qui aboutit à une hausse sensible de l'ensemble de ces produits (plus spécialement du fuel), utilisés par l'industrie.

Pour le charbon et l'acier, des hausses importantes ont dû être également consenties. Elles ont même été plus fortes que celles qui auraient résulté d'une simple répercussion de la hausse des matières premières. En effet, pour le charbon, à côté d'une hausse de 18 à 19 p. 100 sur les charbons importés — conséquence directe de l'opération 20 p. 100 — une hausse de 6,50 p. 100 sur le charbon national a été accordée, s'expliquant par la hausse du prix de revient des charbonnages à la suite des récentes augmentations de salaires. En ce qui concerne l'acier, l'augmentation due à l'opération 20 p. 100 était de l'ordre de 3,5 p. 100; la hausse des charbons tant allemands que français de l'ordre de 1,5 p. 100, l'ensemble représentant un peu moins de 5 p. 100; le relèvement des salaires alors en instance, et qui devait suivre à bref délai, a représenté 1,25 p. 100 environ.

Dans le domaine du bois et du cuir, des répercussions plus larges que celles résultant du renchérissement des importations sont également observées. En fait, les prix intérieurs du bois et des cuirs suivent les prix à l'exportation et ces prix se sont alignés sur les nouveaux cours des produits importés depuis le 20 octobre.

Toutes ces hausses se répercutent nécessairement sur les prix des produits industriels en général et en premier lieu sur les prix de l'électricité et du gaz, le prix de ce dernier devant augmenter probablement de 2 à 8 p. 100, tant du fait de l'augmentation des prix du charbon que par suite des hausses de salaires devant être accordées au personnel du Gaz de France.

Il est difficile de chiffrer les augmentations du prix de revient qui résultent de l'opération 20 p. 100 pour les produits finis. A titre indicatif, nous donnons les chiffres suivants: les prix des industries énergétiques et électriques seraient affectés dans une proportion qui va de 1 à 5 p. 100; ceux du ciment seraient augmentés de 4 p. 100; pour les textiles, les menaces de hausse seraient de 6.5 p. 100 pour les tissus de coton, et de 4 p. 100 pour les articles confectionnés en coton.

Mais l'opération 20 p. 100 n'est pas la seule cause de la hausse des prix industriels. Depuis plusieurs mois, la plupart des éléments des prix de revient de ces produits, comme de ceux des services, ont augmenté et dans de nombreux secteurs, le blocage des prix n'était plus effectif. Il y avait ainsi un contentieux à régler, de nombreuses demandes de dérogation étant restées en suspens.

Il faut tenir compte également de la répercussion sur les prix des impôts nouveaux. Le taux de la T. V. A., notamment, doit être relevé pour un certain nombre de produits.

Enfin, à l'ensemble de ces facteurs de hausse risquent de s'ajouter ceux qui résultent du relèvement du S. M. I. G. Il est acquis dès maintenant que le S. M. I. G. devra être augmenté à la fin de l'année. En fonction des nouvelles dispositions sur la loi de l' « échelle mobile », la hausse devrait être de 4 p. 100 environ.

Ce chiffre ne tient pas compte des répercussions des nouvelles hausses récemment décidées et de la suppression de nombreuses détaxations et subventions. En fait, à la suite de ces très fortes montées de prix, une augmentation de 7 à 8 p. 100 du S. M. I. G. pourrait se produire par rapport au niveau actuel de celui-ci. Dans cette hypothèse, les répercussions sur l'ensemble des salaires seraient très sérieuses. Une augmentation de 3 à 4 p. 100 du S. M. I. G. correspond à peu près à la hausse actuelle de l'ensemble de la masse des salaires. Par contre, une hausse de 7 à 8 p. 100 entraînerait des revendications nouvelles de l'ensemble des salariés. Il est possible selon certaines organisations syndicales ouvrières que des demandes pressantes d'augmentation de salaires précèdent la hausse du S. M. I. G.

M. Bour a insisté par ailleurs sur un aspect plus général de ce problème des salaires. Les entreprises à haute productivité, a-t-il déclaré, sont amenées à donner de hauts salaires. Par un phénomène d'osmose, cette politique entraîne des augmentations de salaires de la même importance dans des entreprises dont l'accroissement de la productivité est plus faible. Celles-ci ont alors tendance à répartir sur les prix une partie de ces augmentations.

Cette analyse des facteurs mécaniques de la hausse des prix montre combien ces facteurs sont nombreux et combien profonde est l'incidence sur le niveau général des prix. Mais à ces facteurs mécaniques, il faut ajouter des facteurs psychologiques.

### 2° *Facteurs psychologiques.*

Pour le moment, aucun signe d'emballement de la demande n'est signalé. On peut craindre cependant un tel mouvement dans les prochains mois. La perspective d'une réduction sensible des importations et de ce fait le risque d'une stagnation ou même d'une diminution de la production nationale, et d'une pénurie relative de certains produits, ou bien la crainte d'une forte augmentation des prix ou d'une nouvelle dévaluation, peuvent déclencher un mouvement de panique chez les consommateurs, qui cherchent à se couvrir soit contre les dangers de la pénurie, soit contre les effets des hausses des prix. Le niveau des prix pourrait être gravement affecté par une telle crise de confiance, qui engendrerait un mouvement spéculatif de hausse des prix extrêmement dangereux pour l'avenir de la monnaie. Il convient également de remarquer que la généralisation des clauses d'échelle mobile en privant l'économie de ses possibilités d'adaptation constitue un péril supplémentaire dans le domaine des prix.

Les perspectives apparaissent donc en cette fin d'année 1957 particulièrement mauvaise. Il importe d'étudier maintenant quels sont les moyens d'action dont le Gouvernement peut disposer en ce domaine.

## B. — L'action du gouvernement

Au cours de l'année 1956 et dans les premiers mois de 1957, le Gouvernement s'est efforcé de lutter contre la hausse des prix par la voie des détaxations, par des subventions de produits et services d'usage courant et par des importations de choc. La nécessité de réduire l'impasse budgétaire à 600 milliards non seulement interdit toute mesure nouvelle en ce domaine, mais remet en cause des détaxations et les subventions accordées précédemment; l'épuisement de nos ressources en devises limite considérablement les possibilités d'importations destinées à maintenir le niveau des prix.

La politique de détaxation et de subvention appliquée au premier semestre de 1957 coûte au budget environ 100 milliards par an. Le Gouvernement a estimé qu'il est impossible de maintenir une telle politique. C'est dans cet esprit qu'il a *supprimé* la détaxation du vin et la subvention au gaz, ce qui représente en année pleine une économie de 20 à 25 milliards, et que le 3 décembre, la plupart des détaxations ont été *supprimées*. De nombreuses subventions ont été soit diminuées, soit également *supprimées*. Ces décisions se traduiront par des augmentations de certains prix alimentaires (pain, porc, huile) et les tarifs de cinéma.

La politique de rigueur budgétaire empêche donc le Gouvernement de maintenir le niveau des prix par des moyens artificiels. La politique de réduction des importations enlève également aux pouvoirs publics un autre moyen d'action. Nous avons vu dans l'analyse des facteurs de hausse des prix le rôle qu'a joué l'arrêt des importations au cours des derniers mois, notamment en ce qui concerne les produits pour lesquels la production nationale est insuffisante. Sans doute, ne peut-il être question d'envisager une politique d'importations qui ruinerait les efforts actuellement entrepris pour établir un équilibre des prix plus satisfaisant pour l'avenir de la production agricole française. Il est certain cependant que si, dans les prochains mois, le Gouvernement pouvait disposer de devises pour procéder à quelques importations, le niveau des prix dans tel ou tel secteur de l'alimentation pourrait être diminué au profit des consommateurs, sans que cela nuise aux intérêts légitimes de la production. Le montant des devises nécessaires serait d'ailleurs assez faible, semble-t-il, pour des opérations efficaces. Mais ces actions dépendent de l'aide extérieure qui nous sera accordée, et de toutes façons, elles seront nécessairement limitées.

Dans de telles conditions, les moyens d'action du Gouvernement apparaissent réduits à la réglementation des prix et au contrôle. C'est ainsi que le vin vient d'être taxé et que la fixation de marges de distribution est envisagée pour certains fruits et légumes: oranges, pommes, poires, choux, endives et laitues.

Mais dans ce domaine, le Gouvernement a été obligé d'autoriser d'importantes augmentations et de modifier sa législation des prix, tant pour régler le contentieux en cours que pour tenir compte des répercussions de l'opération 20 p. 100.

C'est ainsi que le 3 décembre, il a été décidé que les prix de soixante catégories de produits échapperaient au blocage général pour être placés sous le régime de la liberté contrôlée. Sont touchés par ces mesures: dix-huit denrées alimentaires — dont la viande de cheval, le vinaigre d'alcool, le malt, la bière — quinze produits chimiques, quinze produits métallurgiques — dont les automobiles et les profilés et laminés — enfin douze services. Pour certains d'entre eux, ces majorations seront importantes. Elles atteindront 10 à 15 p. 100.

De nouvelles décisions doivent intervenir qui définiront le mode de répercussion au détail de la hausse des prix de revient due à l'opération 20 p. 100, un abattement de 2 p. 100 intervenant à chaque stade de la production.

Tant dans le domaine budgétaire et dans celui des importations que dans le domaine de la réglementation des prix, l'action du Gouvernement entraîne des hausses considérables. Il faut ajouter en effet à celles que nous venons d'énumérer la hausse de certains tarifs de la S. N. C. F. et de la R. A. T. P. et de ceux de l'E. D. F.

Sans doute ces hausses étant autorisées, un nouveau blocage des prix sera institué et le Gouvernement mettra en œuvre des moyens accrus pour faire respecter ce blocage. Ces moyens seront-ils suffisants ? Outre que le nombre des agents mis à la disposition des services de contrôle sera assez faible, un problème plus général se pose de savoir s'il serait possible d'imposer un blocage des prix alors que la demande continuerait à augmenter. Le vrai problème à résoudre n'est-il pas celui d'une limitation de la demande interne et de son adaptation aux besoins.

Le problème des prix ne peut pas être envisagé de façon autonome. Les *perspectives* en cette matière doivent être replacées dans le cadre de l'évolution prévisible de la demande et de la production. C'est ce que nous ferons en examinant les perspectives des finances publiques et du crédit, de même que le programme d'importations.

## II. — Perspectives en matière de finances publiques et de crédit.

Le niveau de la demande comme celui de la production, dépendra pour une large part en 1958 de la politique suivie par le Gouvernement en matière budgétaire et de celle adoptée par les autorités monétaires dans le domaine du crédit. Ces deux politiques sont d'ailleurs étroitement liées entre elles, les décisions prises pour le crédit dépendant largement du montant de l'impasse budgétaire et la politique du crédit ayant également une influence profonde sur l'exécution du budget.

Au moment de la rédaction de ce rapport, toutes les décisions ne sont pas prises en ces deux domaines. En particulier, le projet de budget n'est pas encore définitivement mis au point.

Cependant, des perspectives générales peuvent être dès maintenant dégagées, les grandes lignes de la politique qui sera suivie étant connues dans l'un comme dans l'autre domaine.

### A. — Perspectives budgétaires

Le principe de la politique budgétaire du Gouvernement est d'établir en 1958 un plafond des dépenses publiques à 5.300 milliards et de limiter le montant de l'impasse budgétaire à 600 milliards. Ces deux chiffres, que le ministre des finances a fixés, ne sont pas le résultat de calculs sur les limites de la pression budgétaire par rapport au revenu national, ni même sur les moyens de financement de la Trésorerie. En fait, ces décisions ont été prises parce que le Gouvernement considère qu'elles représentent l'effort maximum qui peut être actuellement tenté pour limiter les dépenses publiques.

Ce plafond de 5.300 milliards ne représente pas une diminution des dépenses de l'Etat par rapport à celles de 1957, mais au contraire une progression de 221 milliards sur les chiffres de dépenses de l'Etat pour cette année, tels qu'ils apparaissent dans le collectif récemment déposé devant le bureau de l'Assemblée nationale. La structure de ce budget 1958 ne sera d'ailleurs pas fondamentalement différente de celle du budget de 1957. La répartition des grandes masses budgétaires ne peut être modifiée, dans la mesure où le financement des opérations d'Algérie demandera des sommes d'un montant analogue à celles de cette année et où les crédits de fonctionnement des services civils ne pourront être sensiblement réduits. En fait, le Gouvernement a estimé que la plupart des chapitres du budget devraient faire l'objet d'abattements importants, de sorte que proportionnellement les masses devraient rester les mêmes. Cependant, les investissements seraient plus diminués que les autres postes dans une mesure qu'il n'est d'ailleurs pas possible de déterminer, les projets du Gouvernement n'étant pas encore définitivement arrêtés. Il est néanmoins certain que dans l'ensemble, le volume des investissements sera sensiblement inférieur à celui qui aurait été normalement décidé, si des compressions budgétaires aussi fortes n'avaient été considérées comme indispensables.

Ces restrictions devraient entraîner un ralentissement d'activité dans le secteur du bâtiment et dans certaines fabrications des industries mécaniques et électriques, notamment dans l'aéronautique et les fabrications d'armement. D'autres secteurs seront touchés par des restrictions de crédit dans la réalisation de certains grands programmes comme le plan Maspetiol d'équipement de l'Algérie et le programme du Sahara.

Envisagé sous l'angle des dépenses publiques, le budget de 1958 n'aura pas en effet de déflation globale; son action déflationniste sera limitée à certains secteurs.

Cet effet de déflation globale résultera par contre de l'augmentation des recettes fiscales. Si l'on admet que l'impasse ne dépassera pas 600 milliards en 1958, le montant des recettes devrait être de 4.700 milliards, soit un chiffre supérieur de près de 600 milliards à celui de 1957, tel qu'il est évalué par le collectif. Cette augmentation des recettes s'explique en majeure partie par le rendement des impôts votés au cours de l'année et de ceux que le Gouvernement demande actuellement au Parlement.

D'après M. Pellenc, la charge fiscale supplémentaire résultant des projets fiscaux de 1957 sera, en 1958, de 437 milliards, qui se décomposent ainsi :

(En milliards de francs.)

| | LOI du 26 juin 1957. | PROJET gouvernemental. | PROJET de loi de finances. | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| Impôts sur les sociétés..... | 49 | 51 | » | 125 |
| Dont imposition des décotes ..... | » | » | 25 | |
| Timbre et enregistrement... | 20 | 4 | » | 24 |
| Essence ..... ..... | 175 | » | » | 175 |
| Majoration T. V. A. et T. P. S. | 41 | 21 | » | 62 |
| Tarifs postaux (1)..... | 51 | » | » | 51 |
| Totaux..... .. | 336 | 76 | 25 | 437 |

(1) Notons toutefois qu'il n'est pas d'usage de considérer les tarifs postaux comme un impôt, mais comme la rémunération d'un service.

Globalement, cette augmentation des recettes doit permettre une diminution d'égale importance de la pression de la demande. Mais on peut se demander si tous ces impôts auront un tel effet déflationniste ou si au contraire certains, dont l'incidence sera répercutée sur les prix, ne viendront pas gonfler le niveau de ceux-ci, accentuant ainsi les tensions inflationnistes existantes.

Quoi qu'il en soit, dans le cadre du budget de 1958, l'impasse devrait se trouver réduite à 600 milliards. Le problème est de savoir comment cette impasse sera couverte. On ne peut que présenter des hypothèses dans ce domaine, en admettant, en premier lieu, que pour le premier semestre de 1958, l'impasse à couvrir sera d'à peu près la moitié de l'impasse totale, soit 300 milliards.

La couverture de ce déficit sera d'autant plus difficile à assurer qu'une politique très rigoureuse de restriction du crédit sera mise en place. Dans la mesure, en effet, où les banques auront des trésoreries très serrées, elles ne pourront pas souscrire au delà des planchers de bons du Trésor qu'elles sont tenues d'avoir, et ces planchers eux-mêmes porteront sur une masse de dépôts plus restreinte. De même, les entreprises qui emploient une partie de leurs fonds en bons du Trésor ne renouvelleront pas ces bons pour pouvoir faire face à leurs besoins de trésorerie.

Le Trésor ne pourra pas compter sur certains de ses correspondants en 1958, et notamment sur la caisse des dépôts, qui devra assurer la consolidation des prêts à la construction pour des montants encore plus élevés qu'en 1957.

Si la nation a confiance dans la monnaie, les difficultés de la trésorerie seront moindres dans la mesure où les renouvellement de bons du Trésor ne seront pas limités par la crainte du public de voir son épargne ainsi placée perdre de sa valeur. De même, un emprunt à long terme pourra être placé et couvrir une partie des besoins de l'Etat. Enfin, les fonds dont dispose le Trésor par l'intermédiaire des caisses d'épargne seront plus importants.

Mais, même dans ce cas, il sera très difficile au Trésor de couvrir ses besoins. Il faut signaler toutefois que ceux-ci seront plus facilement couverts si le Trésor ne dépense pas la totalité des avances que la Banque de France lui a accordées, d'ici le 31 décembre. Dans la mesure où la trésorerie pourrait *démarrer* en 1958 avec 100 milliards d'avances non encore utilisées, l'équilibre serait évidemment plus aisé à réaliser.

Un éventuel prêt extérieur dont la contrevaleur serait directement affectée au Trésor aiderait aussi considérablement celui-ci à couvrir l'impasse.

### B. — Perspectives en matière de crédit

Par deux fois au cours de l'été, la Banque de France a abaissé de 10 p. 100 les plafonds de réescompte. Elle a décidé de diminuer à nouveau ces plafonds de 15 p. 100 à la date du 1er décembre. Les grandes lignes de la politique du crédit pour le premier semestre de 1958 sont ainsi définies.

Jusqu'à maintenant, l'application de cette politique ne semble pas avoir beaucoup gêné ni les entreprises, ni les banques. A la fin du mois de novembre, le marché monétaire ne s'est

tendu que très modérément, malgré la préparation de l'échéance mensuelle. Les ressources mobilisables des banques ont suffi à couvrir leurs besoins, sans qu'il ait été nécessaire pour elles de recourir à « l'enfer », où le taux de réescompte est de 7 p. 100. Cette situation contraste avec celle que les banques ont connue il y a quelques mois, où non seulement elles devaient aller en « enfer », mais aussi, pour certaines d'entre elles, au « superenfer » dont le taux est de 10 p. 100.

Plusieurs phénomènes peuvent expliquer cet état de liquidité du système bancaire; il faut signaler, en particulier, l'effet qu'ont eu ces dernières semaines les rentrées importantes de billets qui se poursuivent à un rythme double de la normale. Il faut voir là les conséquences des rumeurs de blocage des billets de 10.000 francs qui se sont répandues il y a quelques temps.

Dans les mois à venir, il est certain que les liquidités des banques vont être considérablement restreintes et que les excédents existants à l'heure actuelle seront très rapidement utilisés. La diminution des plafonds de réescompte doit amputer en effet de 90 milliards les ressources mobilisables par les banques au taux officiel de l'escompte, soit 5 p. 100.

Sans doute les banques profiteront-elles des effets indirects des avances de l'Etat, dont 40 p. 100 environ reviennent chez elle en dépôts bancaires. Dans la perspective d'une aide extérieure, les banques disposeraient aussi, indirectement, de liquidités supplémentaires sur la contrevaleur de cette aide.

Dans l'ensemble, cependant, les liquidités des banques seront très resserrées et les entreprises auront de très grandes difficultés à obtenir des crédits. Ces restrictions auront un effet direct sur les programmes de production de ces entreprises, qui ne pourront pas lancer de nouveaux investissements ou de nouvelles fabrications et qui hésiteront à le faire dans la crainte de ne pouvoir être relayées par les banques en cas de difficulté.

### III. — Perspectives en matière d'importations.

Le niveau des importations en 1958 dépendra de deux facteurs: le niveau des exportations et l'importance de l'aide extérieure qui nous sera apportée.

Dans son rapport sur les échanges extérieurs, M. Byé a examiné les prévisions d'exportations pour 1958. Se fondant sur les calculs du service des études économiques et financières, il a chiffré ces possibilités d'exportations à 1.350 milliards, en admettant une pleine utilisation des capacités de production française. Ce chiffre, qui est exprimé en francs 1954, représente une augmentation de 12 p. 100 de 1957 à 1958, suivant une augmentation de 12 p. 100 de 1956 à 1957.

Ces exportations seraient ainsi réparties entre les principaux secteurs de l'économie par rapport aux années précédentes:

*Exportations effectives et prévisions 1955-1958 en francs 1954.*

| | EN VALEUR ABSOLUE (milliards de francs). | | | | EN POURCENTAGE | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1955 | 1956 | 1957 | 1958 | 1957/1958 | 1958/1957 | 1958/1955 |
| Groupe 0. — Produits agricoles | 84,2 | 51,6 | 86 | 105 | + 58 | + 20 | + 25 |
| Groupe 1. — Produits alimentaires | 100,4 | 95,5 | 91 | 90 | — 6 | — 1 | — 10 |
| Groupe 2. — Energie | 100,6 | 76,5 | 70 | 77 | — 8,5 | + 10 | — 23 |
| Groupe 3. — Métaux, total | 445,8 | 464,4 | 551 | 633 | + 18 | + 15 | + 42 |
| dont: | | | | | | | |
| Métaux | 269,1 | 276,2 | 314 | 338 | + 14 | + 7 | + 26 |
| Mécanique | 176,7 | 187,2 | 237 | 293 | + 26 | + 24 | + 66 |
| Groupe 4. — Chimie | 101 | 101,5 | 116 | 130 | + 14 | + 12 | + 29 |
| Groupe 5. — Textile | 188,8 | 188,2 | 201 | 210 | + 6 | + 4 | + 11 |
| Groupe 6. — Divers | 94,7 | 88 | 89 | 105 | + 1 | + 18 | + 11 |
| Totaux | 1.115,5 | 1.068,3 | 1.204 | 1.350 | + 12 | + 12 | + 21 |

Source: rapport de M. Byé sur les échanges extérieurs.

Mais M. Byé a fait remarquer que ces hypothèses avaient été établies dans l'hypothèse d'une aide uniforme de 15 p. 100, d'une taxe de transfert de 15 p. 100 sur l'ensemble des importations et d'une exception à cette règle portant sur les importation de matières premières et de produits alimentaires. L'opération 20 p. 100 change ces perspectives.

M. Byé a considéré que la hausse des prix internes, conséquence de la généralisation de l'opération 20 p. 100 et des autres facteurs de hausse des prix, absorberait le gain résultant de la substitution d'une aide de 20 p. 100 à l'aide uniforme de 15 p. 100 qui avait été prévue. Dans ces conditions, les prévisions n'auraient pas à être modifiées. Mais si toutes les formes d'aide existant avant le 10 août devaient être supprimées, les exportations de l'industrie mécanique et de l'industrie textile seraient probablement moindres. M. Byé a estimé que dans cette hypothèse, le total des exportations pour 1958, en francs 1954, ne serait plus que de 1.222 milliards, soit un chiffre à peine supérieur à celui de 1957.

Le second facteur, dont dépend le niveau des importations au premier semestre de 1958, est le montant du prêt extérieur qui pourrait être éventuellement obtenu par le gouvernement français. Il n'est pas possible d'analyser l'incidence de ce prêt sur le niveau des importations, dans l'ignorance où l'on se trouve de son montant et de ses conditions.

### *Perspectives en matière de production.*

Contrairement à la tradition des précédents rapports, ce n'est qu'en dernier lieu que sont traitées les perspectives d'évolution de la production au cours du premier semestre de l'année 1958. En effet, cette évolution sera dans une très large mesure la conséquence des perspectives indiquées précédemment dans le domaine de l'évolution des prix, dans celui des finances publiques et du crédit, enfin et surtout dans celui du commerce extérieur.

Ce qui frappe l'observateur en cette fin d'année 1957, c'est la très grande incertitude, mêlée d'inquiétude, qui règne dans tous les milieux, sur ce que sera l'année 1958.

Il est très difficile, lorsqu'on interroge un industriel ou un commerçant, d'obtenir une réponse nette quant à l'évolution future de la production. On ne peut donc pas dire que la tendance actuelle soit à l'optimisme ou au pessimisme. La caractéristique psychologique de la période actuelle est l'incertitude, reposant notamment sur l'absence de données précises sur les possibilités d'approvisionnement en matières premières et en énergie, et également sur l'évolution de la demande à la suite des décisions gouvernementales.

Il convient donc, avant de faire des prévisions, de procéder à une analyse aussi exhaustive que possible des divers éléments qui conditionnent la production. Une première question se pose: comment évoluera la demande ? Dans la situation présente, elle est encore supérieure à l'offre. Le marché français est un marché d'acheteurs où il est facile de trouver, en règle générale, des clients pour écouler la production. Dans certains secteurs, il existe un déséquilibre considérable entre l'offre et la demande, notamment en ce qui concerne certains produits alimentaires; ce qui se traduit par des élévations importantes de prix.

Toutefois, l'impression dominante est que cette situation de tension extrême ne peut durer. Il est hors de doute que plusieurs facteurs peuvent contribuer à diminuer la demande interne et à la ramener progressivement au niveau de l'offre.

La politique gouvernementale, si elle est appliquée, devrait se traduire par des économies budgétaires importantes qui auront un effet direct sur l'économie.

C'est un fait que la réduction des crédits militaires, survenue dans le cadre des décisions prises en août 1957, s'est traduite sur le plan pratique par une annulation de certaines commandes passées aux industries de l'aéronautique, ce qui a provoqué, par suite de licenciement ou des départs volontaires, une détente immédiate sur le marché du travail. Il est donc incontestable que la réalisation des économies, qu'elle porte sur des dépenses de fonctionnement des administrations civiles ou militaires, ou sur les investissements financés sur fonds publics, aura une répercussion très nette et très rapide sur l'évolution générale de la producton. Il faut souligner qu'au cas où l'impasse serait ramenée effectivement à 600 milliards, ce serait le chiffre le plus bas que nous ayons connu depuis 1953 en francs nominaux.

Il faudrait même remonter à des années plus anciennes si l'on évaluait le montant de cette impasse en francs constants, c'est-à-dire en tenant compte de l'évolution des prix. Par ailleurs, et contrairement à ce qui s'est passé lors des premières mesures de restrictions des crédits, adoptées par le conseil national du crédit au mois de juillet 1957, la nouvelle réduction du plafond de 15 p. 100 ainsi que les mesures annexes, si elles sont appliquées immédiatement par les banques, se traduiront par une diminution sensible des possibilités financières des entreprises.

Ce phénomène irait donc dans le même sens que la réduction des crédits budgétaires. Il faut toutefois remarquer, et c'est bien pour cette raison qu'il existe une telle incertitude dans les esprits, que l'on n'est jamais certain en France que les mesures décidées seront appliquées et qu'il ne faut pas négliger l'influence inflationniste de l'avance de 200 milliards accordée récemment par la Banque de France à l'Etat.

Enfin, en matière de crédit, il existe un certain nombre de soupapes de sûreté qui peuvent atténuer la rigueur des mesures envisagées. C'est ainsi qu'il convient de rappeler que les effets tirés sur l'étranger sont hors plafond, ce qui est une manière, du reste, d'orienter l'activité des entreprises vers le marché extérieur au détriment du marché intérieur, ainsi que les crédits à moyen terme qui ne sont pas plafonnés.

De cet ensemble d'observations, il est possible de tirer la conclusion suivante : que l'application réelle des mesures gouvernementales devrait entraîner une stabilisation, voire même une diminution de la demande interne de nature à rendre les affaires plus malaisées et à faire du marché actuel qui, comme nous l'avons dit plus haut, est un marché d'acheteurs, un marché de vendeurs où jouerait réellement la concurrence.

Cette diminution de la demande interne ne constitue du reste pas une fin en soi, mais un moyen d'orienter les entreprises vers le marché extérieur. A cet égard, il convient de noter que la plupart des grands pays industriels ont connu, eux aussi, une période d'inflation. Celle-ci a entraîné de la part des gouvernements responsables des réactions sous forme de mesures déflationnistes, qui se sont traduites dans certains de ces pays et plus particulièrement en Angleterre depuis deux ans, et, plus récemment, aux Etats-Unis, par une diminution de la demande. Si les mesures qui viennent d'être prises par le Gouvernement américain, ayant au contraire pour objet de relancer les affaires, ne portaient pas leur fruit, il serait à craindre que les entreprises françaises aient quelques difficultés à développer le chiffre de leurs exportations. Ces observations vont donc dans le même sens que les précédentes.

La seconde inquiétude qui existe dans les milieux industriels est la crainte que les entreprises ne puissent, faute de devises, s'approvisionner d'une manière normale en matières premières et en énergie. A cet égard, il convient de remarquer qu'il existe dans l'ensemble, des stocks plus importants qu'à l'ordinaire, mais que ceci n'est vrai, ni dans toutes les branches d'activité, ni dans toutes les entreprises. Des inquiétudes sont particulièrement vives, comme il a été dit précédemment, dans les industries textiles et particulièrement dans celles du coton.

Par contre, l'expérience de la crise de Suez a mis en lumière les facultés d'adaptation de l'industrie française, dont les techniciens à la suite de l'occupation ont une très grande expérience des économies qu'il est possible de réaliser aussi bien dans le domaine des matières premières que dans celui des produits énergétiques.

Il est également possible dans certains cas, par exemple, dans celui des industries textiles, de substituer dans une certaine mesure aux matières premières, telles que le coton ou la laine, les textiles artificiels d'origine française.

Il ne faut donc pas s'exagérer les conséquences qu'auraient sur le rythme de la production industrielle des diminutions sensibles d'approvisionnement en matières premières et en énergie.

Toutefois, ces modifications apportées aux méthodes traditionnelles de production se traduiraient vraisemblablement, dans la plupart des cas, par des hausses du prix de revient. Dans les conditions actuelles, il est difficile, comme il a été dit au chapitre du commerce extérieur, de faire des prévisions certaines sur le niveau des approvisionnements, puisque ceux-ci dépendront de deux facteurs indépendants de notre volonté.

Le premier de ces facteurs est constitué par les prêts dont pourrait bénéficier la France, qui d'après les chiffres qui ont été mis en avant, se situeraient entre 300 millions et 500 millions de dollars.

Le deuxième de ces facteurs étant le montant des exportations, il est vraisemblable qu'au cas où la France ne bénéficierait d'aucun concours extérieur, la nécessité d'équilibrer immédiatement sa balance du commerce extérieur et de ramener les importations au niveau des exportations, entraînerait un ralentissement de l'activité, surtout sensible dans le domaine de l'industrie.

Il est très difficile de dire s'il s'agirait d'une stabilisation au niveau actuel ou d'une véritable récession. Les répercussions seraient évidemment très différentes selon les branches d'activité, certaines étant étroitement tributaires de l'étranger : ce qui est le cas des industries du textile, des métaux non ferreux, de l'industrie du papier et du carton ; d'autres, au contraire, utilisent surtout, soit des ressources nationales, soit des produits venant de la zone franc.

Autrement dit, la production industrielle ne peut continuer à croître au taux de 10 p. 100, les prix ne peuvent continuer à monter que dans la mesure où l'on dispose des devises nécessaires pour acheter à l'étranger les matières premières destinées à alimenter cette expansion.

Or, cette hypothèse est à peu près hors de question, à moins, toutefois, que disposant de devises étrangères, sous forme de prêts, nous les utilisions uniquement à maintenir la situation actuelle sans essayer de revenir à un état d'équilibre.

Enfin, il ne faut pas se dissimuler qu'il existe des risques d'accidents graves de l'économie, accidents qui seraient provoqués par une hausse rapide et continue des prix, qui en se poursuivant entraînerait à son tour une augmentation rapide des salaires de nature à provoquer de nouvelles montées des prix. Des ajustements monétaires deviendraient inévitables pour sauver de l'asphyxie l'économie française, en lui permettant, au moins provisoirement, d'exporter pour pouvoir importer un minimum de matières premières.

L'histoire monétaire de ces 40 dernières années montre que rien n'est plus dangereux que des dévaluations en cascades. La situation actuelle doit donc être considérée comme très sérieuse, car plus l'on tardera à prendre des mesures de redressement et surtout à les appliquer, plus les risques d'accidents graves, auxquels nous faisions allusion plus haut, seront grands.

*Production agricole.*

Il n'est pas possible de présenter dès maintenant des prévisions pour la campagne 1957-1958 dans le domaine de la production végétale. L'évolution des conditions atmosphériques joue un rôle prédominant et le niveau de la production, comme sa qualité, dépendront de la rigueur de l'hiver, comme de son humidité. Cependant quelques indications peuvent être données sur les ensemencements déjà effectués et les conditions dans lesquelles ils ont été réalisés. En ce qui concerne le blé, les superficies ensemencées semblent devoir être à peu près égales à celles des années précédentes (à l'exception de l'année 1956 où les ensemencements avaient été faits très en retard). Il n'y a donc pas de tendance nette à la diminution des superficies en blé. Pour les céréales secondaires, les indications sur les ensemencements d'hiver ne sont pas très significatives. Toutefois, il faut noter que la régression des surfaces semées en avoine se poursuit. L'ensemble de ces travaux paraît avoir été effectué dans de bonnes conditions et l'évolution des premiers semis paraît très favorable.

Dans le domaine de la production animale, les perspectives d'alimentation du bétail sont satisfaisantes. Sauf cas exceptionnel, les réserves, tant de fourrages artificiels que de fourrages naturels, sont importantes et suffiront à alimenter le bétail dans le courant du prochain hiver.

La production laitière est très satisfaisante et devrait poursuivre son mouvement de progression, sous réserve des fluctuations saisonnières.

Mais les prévisions de production de viande restent assez pessimistes. Si l'on peut espérer une nette amélioration des fournitures en porc et en mouton, par contre la situation ne devrait que très peu s'améliorer pour le bœuf et la pénurie restera très forte pour le veau.

Cette insuffisance de la production de viande doit retenir l'attention. Celle-ci doit satisfaire une demande croissante, à un moment où l'insuffisance des capitaux, la disparition d'un certain nombre d'exploitations familiales, ainsi que l'évolution du genre de vie à la campagne sont de nature à freiner ce développement de la production et à compromettre la réalisation des objectifs fixés à long terme.

## CONCLUSIONS

Il ressort donc de l'étude des perspectives de l'évolution économique du premier semestre de l'année 1958, que la plupart des facteurs militent en faveur d'un ralentissement de l'activité. Il est en effet impossible, dans les conditions actuelles, d'accroître la production industrielle au rythme de l'année précédente, d'accepter une hausse des prix à la cadence de 1 p. 100 à 1,5 p. 100 par mois et de rétablir l'équilibre de la balance des comptes.

## CHAPITRE III

## LA POLITIQUE ECONOMIQUE A SUIVRE AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 1958

Dans le second chapitre de ce rapport, la commission de la conjoncture économique et du revenu national a établi les prévisions sur l'évolution de l'économie française au cours du premier semestre 1958, en fonction des tendances actuelles et des décisions prises ou envisagées par le Gouvernement.

Le but de ce chapitre est de définir les grandes lignes d'une politique de nature à rétablir un équilibre durable de l'économie française. Le Conseil économique se propose, outre cet objectif qui doit être atteint dans un bref délai, de ne pas mettre ne cause les perspectives d'avenir de l'économie française telles qu'elles ont été à plusieurs reprises définies par ledit conseil, à la fois dans le cadre métropolitain et dans celui de l'Union française.

Dans son rapport du mois de juillet dernier, le Conseil économique déclarait que le ralentissement de l'équilibre intérieur et extérieur de l'économie française supposait non seulement l'adoption de certaines mesures spécifiques, notamment dans le domaine du commerce extérieur, mais des mesures générales tendant à réduire la pression de la demande intérieure afin de consolider la monnaie.

Depuis cette date, la situation de l'économie française s'est aggravée: les prix augmentent à un rythme sans cesse croissant et le problème de l'approvisionnement de l'industrie en matières premières d'origine étrangère se pose avec acuité pour les premiers mois de 1958.

Mais si la crise de l'économie française est plus grave en décembre qu'elle ne l'était au mois de juillet, sa nature n'est pas différente. La raison profonde du déséquilibre actuel de la France reste toujours la même: l'excès de la demande interne par rapport à l'offre. Et, parmi les causes de cet état de choses, la situation mauvaise des finances publiques joue un rôle prédominant.

Aussi les grandes lignes de la politique économique à suivre dans le prochain semestre ne sont pas différentes de celles que le Conseil avait préconisées il y a six mois. Mais la rigueur avec laquelle la politique recommandée sera appliquée devra être beaucoup plus grande: le redressement économique nécessaire ne peut être assuré sans recourir à des mesures générales de lutte contre l'inflation. Des actions spécifiques doivent être entreprises, tant dans le domaine du commerce extérieur que dans celui des prix, pour stimuler les exportations et réduire les importations dans le premier cas, pour contenir les tensions inflationnistes dans le second. Enfin, il est nécessaire d'avoir le concours actif des forces vives du pays pour mener à bien le redressement économique de la France.

### I. — Mesures générales de lutte contre l'inflation.

La situation des finances publiques a joué, comme il a été dit plus haut, un rôle de premier plan, aussi bien dans l'apparition d'un déséquilibre interne entre le développement de la demande et celle de l'offre que dans le déséquilibre externe provenant de l'écart grandissant entre le montant de nos importations et celui de nos exportations.

Il est, en effet, évident que dans la mesure où le gonflement de la demande interne ne rencontrait pas une contrepartie suffisante sur le marché intérieur, il était nécessaire de recourir aux importations étrangères.

#### A. — Budget.

En fait, c'est essentiellement par le canal du budget que s'est effectuée la distribution de revenus, n'ayant pas de contrepartie dans un accroissement de la production.

Mais si l'on analyse d'une manière plus approfondie l'action des finances publiques, on s'aperçoit que la pression inflationniste s'est exercée dans une triple direction.

1° *L'augmentation du montant des dépenses* de l'Etat, ainsi qu'il a été souligné au chapitre 2, exerce une influence directe sur la demande interne.

2° *De plus, l'augmentation* de ces dépenses a contribué à accroître *l'ampleur* de l'impasse. A cet égard, un certain nombre de chiffres sont significatifs. C'est ainsi que, si des mesures d'économies n'avaient pas été prises, le déficit des finances publiques — qui est passé successivement de 660 milliards en 1954 à 1.000 milliards entre 1955 et 1956 — aurait atteint 1.250 milliards en 1957 et 1.700 milliards en 1958.

3° *Dans ces conditions*, il n'est pas extraordinaire que les moyens utilisés pour couvrir cette impasse aient eu de plus en plus un caractère inflationniste. Le Conseil économique a insisté sur ce point dans le deuxième chapitre.

Cette analyse amène donc à conseiller une triple action dans le domaine budgétaire:

— Réduction par priorité des dépenses publiques;

— Diminution du montant de l'impasse à un chiffre tel que celle-ci puisse être financée par l'épargne;

— Utilisation de moyens non inflationnistes pour le financement de l'impasse.

1° *Réduction par priorité des dépenses publiques.*

Théoriquement, la réduction de l'impasse peut être assurée, soit par la limitation du montant des dépenses publiques, soit par l'augmentation des recettes. Dans la situation présente, il est préférable de recourir aux économies budgétaires. En effet, étant donné la structure actuelle de la fiscalité, l'accroissement des impôts a une répercussion sur le niveau des prix. Ceci est vrai non seulement pour les taxes à la consommation, mais aussi pour certains impôts directs.

L'expérience des pays étrangers montre que si le Gouvernement veut que les décisions qu'il a prises de limiter le montant des dépenses à 5.300 milliards soient effectives, les économies devront porter sur un très grand nombre de chapitres.

Le Conseil n'est pas compétent pour déterminer les postes du budget sur lesquels des économies doivent être faites. Cependant, il a le devoir de rappeler certains principes fondamentaux.

Le Gouvernement doit, en effet, faire un choix difficile en ce qui concerne aussi bien la suppression des détaxations et des subventions, qui avaient pour objet de stabiliser l'indice des 213 articles que les réductions d'investissements. Il est hors de doute, dans le premier cas, que la suppression des détaxations et des subventions permettrait de réaliser soit des recettes nouvelles, soit des économies budgétaires d'environ 100 milliards.

Mais alors, la répercussion de ces décisions sur le niveau des prix sera immédiate et au moins égale au montant de la taxe établie ou de la subvention supprimée et la hausse du coût de la vie, conséquence de ces mesures, portera sur des produits alimentaires de grande consommation ou de produits industriels d'usage courant.

On a pu ainsi estimer que l'indice des 179 articles augmenterait de 2 p. 100 dans l'hypothèse où la totalité des détaxations et des subventions créées par le Gouvernement de M. Guy Mollet, serait supprimée. Dans l'état présent des décisions prises par l'actuel gouvernement, l'élévation de l'indice est de 1,5 p. 100.

Il y a là un très grand danger de renforcer le mouvement de hausse des prix déjà alimenté par de nombreux autres facteurs, qui ont été examinés en détail dans le chapitre II du présent rapport: mesures législatives en faveur des prix agricoles, conséquences sur le niveau des prix de l'insuffisance de certaines récoltes, effets de l'opération 20 p. 100, etc.

Une décision générale de suppression des détaxations et des subventions est donc de nature à exercer une incidence telle sur les prix et les salaires, qu'elle met en cause l'instabilité de la monnaie.

Dans le cas des investissements, les choix sont aussi difficiles à effectuer. En effet, il est indéniable que le développement futur de l'économie française est conditionné par le montant des investissements et que l'importance du financement sur fonds publics est considérable. Il est non moins incontestable qu'un investissement, à moins qu'il soit financé par une épargne nouvelle, a toujours un effet inflationniste, car il existe un décalage entre le moment où les nouveaux revenus sont distribués par l'intermédiaire des entreprises de biens d'équipement et le moment où une production nouvelle apparaît sur le marché. C'est pour cette raison que tous les gouvernements étrangers, qui ont eu à faire face à de fortes pressions inflationnistes, se sont toujours résolus à effectuer des diminutions d'investissements.

Il est toutefois du devoir du conseil économique d'attirer l'attention du Gouvernement français sur un certain nombre de priorités à sauvegarder; parmi celles-ci figurent en premier lieu les dépenses qui ont pour objet de développer le potentiel énergétique de la France, car il est de notoriété publique que notre pays est dangereusement tributaire de l'étranger dans ce domaine.

Il faut également attribuer une priorité à tout ce qui a trait à l'équipement et à la recherche scientifique, car c'est en fonction du nombre et de la qualité de nos techniciens et de nos savants que notre pays pourra retrouver dans le concert des nations la place qui doit être la sienne. Il serait également imprudent de ralentir l'effort de vulgarisation agricole qui commence à porter ses fruits.

Par une modernisation non seulement de l'équipement mais également de l'état d'esprit des exploitants, l'agriculture française doit jouer un rôle important à la fois dans le retour à l'équilibre interne, en mettant sur le marché français des quantités de produits alimentaires suffisantes pour faire face aux besoins nouveaux, et aussi dans le domaine du commerce extérieur par l'accroissement des exportations et les diminutions des importations.

Il faut également souligner que le conseil économique a toujours eu un très vif souci de la construction de logements nouveaux destinés à remplacer tous ceux qui ont été détruits ou sont devenus vétustes, ainsi qu'à faire face à l'accroissement de notre population.

Priorité, toutefois, ne veut pas dire laissez-aller et, dans la période que nous traversons, un contrôle très strict doit s'exercer sur tous les crédits.

L'effet de cette politique d'économies doit se traduire par une diminution de l'impasse.

### 2° *Diminution du montant de l'impasse.*

Une discussion s'est établie pour savoir si cette notion d'impasse avait une signification économique. Certains prétendent qu'il faut faire une distinction entre les dépenses de fonctionnement des administrations, qui doivent être couvertes par des recettes permanentes, c'est-à-dire par l'impôt, et les investissements sur fonds publics qui devraient être couverts par l'emprunt.

Cette distinction est parfaitement valable dans une période normale, mais la France est dans une période critique. Il faut donc considérer que dans l'état de tension inflationniste extrême où se trouve le pays, les investissements ont également un caractère inflationniste dans la mesure où ils dépassent le montant de l'épargne créée et susceptible d'être mobilisée.

Il est donc sage de prendre en considération l'écart entre la totalité des dépenses publiques, qu'elles soient de fonctionnement ou d'équipement, et le montant des recettes permanentes d'origine fiscale.

Le Gouvernement s'est proposé de ramener le montant de l'impasse à 600 milliards, soit une diminution de plus du tiers de l'impasse actuelle qui, en fin d'année, atteindra 950 milliards.

### 3° *Utilisation des moyens non inflationnistes pour le financement de l'impasse.*

Il convient de remarquer dans le cas où un emprunt étranger serait obtenu, que l'on ignore si la contrepartie serait inscrite au crédit du Trésor, ce qui faciliterait la couverture de l'impasse.

Quoi qu'il en soit, il ne faut pas se dissimuler que le chiffre de 600 milliards correspondrait à un excédent du budget ordinaire, si cette distinction existait dans notre système budgétaire actuel, ce qui montre bien l'ampleur de l'effort à réaliser.

Diminuer l'impasse ne constitue pas un but en soi, mais essentiellement un moyen de n'avoir recours qu'à des ressources aussi peu inflationnistes que possible. A cet égard, il serait souhaitable, si le climat psychologique le permettrait, qu'un emprunt à long terme puisse relayer le marché monétaire.

## B. — Les restrictions de crédit

Quand les premières restrictions de crédit ont été décidées en juillet et en août, elles ont suscité une émotion légitime dans le monde des affaires, et notamment dans celui des petites et moyennes entreprises, qui ont craint d'être pénalisées et de supporter plus lourdement les effets de cette politique de contrôle du crédit.

Jusqu'à maintenant, les restrictions n'ont pas eu les conséquences que l'on avait pu craindre. Nous avons expliqué les causes d'une telle situation dans le chapitre II de ce rapport. Par contre, dans les prochains mois, les effets des restrictions nouvelles devraient être beaucoup plus sensibles si les mesures sont appliquées avec rigueur par les banques.

Le but de la politique de restrictions de crédit est de limiter la création de nouveaux dépôts dans les banques provenant des 200 milliards d'avances nouvelles consenties par l'institut d'émission à l'Etat. Il est à remarquer que, dans la mesure où lesdites restrictions de crédit seront effectives, cette politique de sévérité rendra plus malaisée la souscription des bons du Trésor par les banques, et de ce fait, la diminution de l'impasse deviendra encore plus impérieuse à moins que le Trésor ne se résolve à un nouveau recours à l'institut d'émission.

Certains pourront s'étonner que les conséquences de la diminution du plafond de réescompte accordé par la Banque de France aux différentes banques n'ait pas un effet automatique sur les concours que prêtent ces dernières à l'économie. Il faut se souvenir que le système de contrôle du crédit comporte un certain nombre de soupapes de sûreté; c'est ainsi que si les plafonds sont dépassés par les banques, celles-ci vont dans ce qu'il est convenu d'appeler l'« enfer », en payant un taux d'intérêt plus élevé que la normale. Un « super-enfer » est même prévu. Il va de soi que ce renchérissement du crédit peut freiner le désir des banques de satisfaire leur clientèle en diminuant leurs profits. Cette considération jouera peut-être moins que dans le passé en raison des mesures fiscales adoptées par le Parlement et qui ont pour effet d'absorber la plus grande partie des bénéfices réalisés par les établissements bancaires. Il est donc possible que plutôt que de réduire sensiblement l'aide à l'économie, ceux-ci préfèrent aller en « enfer » voire même en « super-enfer ». Par ailleurs, il ne faut pas oublier que les effets tirés sur l'étranger sont hors plafond et qu'il en est de même des crédits à moyen terme; il n'est donc pas évident que cette nouvelle réduction de plafonds ait une incidence aussi brutale que certains pourraient le craindre ou le désirer. Il est toutefois indispensable que cette action, même si elle doit être limitée, exerce une influence déflationniste réelle.

Il est également nécessaire de dire quelques mots de ce qu'il est convenu d'appeler la sélectivité du crédit, en faisant une distinction entre le crédit à court terme, qui en principe est destiné à financer les crédits de circulation, et les crédits à moyen terme qui ont pour objet de permettre certains investissements.

Le crédit à moyen terme étant effectué par l'intermédiaire du crédit national, une certaine sélectivité est assurée, qui n'est pas seulement fonction de la solvabilité des entreprises. Il est également certain qu'en matière de crédit d'escompte l'institut d'émission a refusé du papier au réescompte, à plusieurs reprises, lorsqu'il a eu l'impression qu'une spéculation destinée à constituer des stocks anormalement élevés avait lieu dans une branche d'activité.

Le difficile, du reste, en ce qui concerne la sélectivité, est de trouver, en dehors des critères de solvabilité que les banques connaissent fort bien, des critères économiques suffisamment précis pour pouvoir être utilisés par les directeurs d'agences de nos grands établissements de crédit. Il y a dans ce domaine tout un travail de formation professionnelle et d'enseignement économique à réaliser. Les efforts déjà effectués depuis plusieurs années devraient commencer à porter leurs fruits.

En conclusion, il faut affirmer que le contrôle du crédit, dans les conditions inflationnistes actuelles, est une nécessité et que les mesures restrictives devront se garder, dans leur application, d'un double écueil: l'écueil inflationniste qui est le plus immédiat, mais aussi, éventuellement, l'écueil déflationniste, afin d'éviter une récession de notre économie.

## II. — Les actions spécifiques en matière de commerce extérieur et de prix.

Les mesures générales que le Conseil préconise pour rétablir l'équilibre de l'offre et de la demande ne peuvent suffire à elles seules à assurer le redressement rapide de l'économie française. Elles sont incomplètes, dans la mesure notamment où elles ne permettent pas de rétablir rapidement l'équilibre de la balance commerciale et de contrôler la poussée des prix, tant que leur stabilisation ne sera pas réalisée par l'ajustement de la demande à l'offre.

Deux actions spécifiques doivent donc être entreprises dans ces deux derniers domaines.

## A. — Les actions spécifiques en matière de commerce extérieur

Les actions spécifiques à entreprendre dans le domaine du commerce extérieur ont été définies par M. Byé dans son rapport sur le commerce extérieur adopté par le Conseil le 27 novembre dernier. Il n'est donc pas nécessaire de revenir sur ce sujet.

A l'effet de ces actions spécifiques pourrait s'ajouter celui d'un prêt extérieur. Les négociations à cet égard sont assez avancées. Sans doute ce prêt permettra de reconstituer la trésorerie en devises, mais la pire des erreurs serait de considérer un tel emprunt comme une solution aux problèmes actuels de l'économie. Ainsi que nous l'avons déjà indiqué dans le cours de ce rapport, le redressement de l'économie ne dépend que de notre seule volonté.

Ce serait donc une faute de penser que si cette aide extérieure nous était refusée, tout espoir de redressement serait interdit

à la France. L'effort serait plus grand, les sacrifices à supporter plus lourds, mais le fait de se trouver devant la réalité brutale serait de nature à stimuler la volonté de renouveau du pays.

Il est donc hors de question comme le soulignait le Conseil économique dans son dernier avis de conjoncture, d'accepter des conditions de nature à mettre en cause l'avenir économique de notre pays.

B. — Les actions spécifiques en matière de prix

Sans doute, une stabilisation durable des prix ne pourra-t-elle résulter que du rétablissement d'un équilibre entre l'offre et la demande. Les tensions qui existent à l'heure actuelle sur les prix ne sont, en effet, qu'une conséquence de ce déséquilibre.

Mais ce rétablissement demande un certain délai. Il dépend de la mise en œuvre de la politique de déflation budgétaire et de restriction des crédits, dont les effets ne peuvent être immédiats. Dans l'intervalle, cependant, il n'est pas possible de renoncer à toute mesure artificielle pour contenir les mouvements excessifs de hausse des prix. Dans le cas contraire, les efforts pour parvenir à un nouvel équilibre de l'offre et de la demande seraient détruits et le déséquilibre ne ferait que s'accentuer. En effet, une hausse supplémentaire des prix entraînerait nécessairement une augmentation supplémentaire des salaires et, de ce fait, une nouvelle pression de la demande. Une nouvelle phase du cycle « prix-salaires » serait ainsi engagée. Par ses effets sur les prix à l'exportation, elle conduirait rapidement à une dévaluation monétaire ou à l'asphyxie de l'économie française, la hausse des prix intérieurs rendant impossibles certaines exportations et empêchant de ce fait les importations nécessaires. Il ne resterait plus alors qu'à laisser la récession se développer ou à recourir à une nouvelle opération monétaire.

Il est donc indispensable que le Gouvernement dispose de mécanismes artificiels d'intervention afin de maintenir les prix au palier qu'il a déterminé. Les moyens à employer à cette fin sont d'une très grande diversité. Ils vont de la persuasion à la contrainte. Le Gouvernement a demandé à M. le président du Conseil économique de bien vouloir mener une action en vue de la baisse des prix de certains articles, en accord avec les professionnels et en liaison avec les organisations syndicales et familiales. C'est là une entreprise qui doit être poursuivie. Dans d'autres cas, il faut recourir à la contrainte, c'est-à-dire à la taxation, seul moyen d'éviter les mouvements erratiques des prix. Les importations sont aussi un moyen d'intervention indispensable notamment pour les produits dont la production est insuffisante en France.

Certains membres de la commission ont estimé qu'une telle politique de taxation des prix était dangereuse pour l'avenir de l'économie française, dans la mesure où elle obligeait les entreprises à comprimer leurs prix de revient, notamment par une baisse de la qualité de leurs produits. Il semblait préférable à ces commissaires de maintenir sans doute des taxations pour les produits d'usage courant, mais de libérer progressivement les prix des autres produits et notamment de ceux de luxe.

Incontestablement, à long terme, c'est dans cette voie qu'il faudra s'orienter. Des mesures artificielles ne peuvent être que temporaires. Mais dans l'immédiat, une telle politique ne peut recevoir qu'une application assez restreinte, car le problème des prix est aussi d'ordre psychologique. Si l'opinion publique a l'impression que le Gouvernement laisse monter les prix, les consommateurs précipiteront leurs achats et accroîtront ainsi par leur action les tensions existantes, déclenchant une nouvelle vague de hausse des prix.

Dans cette étude sur les problèmes des prix, le Conseil doit rappeler en conclusion la nécessité de mettre en œuvre, à long terme, la politique de diminution des prix de revient de nature à se répercuter sur les prix de vente, qu'il a préconisée dans son avis du mois de juillet dernier. Cette compression doit être réalisée tant à l'échelon de la production qu'à celui de la distribution. Dans le partage des gains de la productivité, la part du consommateur ne devra plus être négligée.

### III. — Les actions psychologiques.

A plusieurs reprises dans ce rapport, l'accent a été mis sur l'importance des réactions psychologiques. L'histoire économique est remplie d'exemples de renversements de tendances dus à un changement d'état d'esprit. Le terme « confiance », bien que l'on en ait quelque peu abusé, n'a pas perdu toute signification économique. Que la confiance puisse jouer un rôle important dans la période actuelle, cela est incontestable. L'un des éléments fondamentaux des difficultés auxquelles la France doit faire face provient du fait qu'elle ne possède plus de devises étrangères et que l'encaisse or de la Banque de France est réduite au strict minimum. Mais, c'est un fait également bien connu que, s'il est difficile de chiffrer les avoirs en or et en devises appartenant à des ressortissants français, ces avoirs existent néanmoins. Le rétablissement de la confiance, s'il ne suffisait pas à résoudre seul les problèmes qui sont le lot de notre époque, en faciliterait toutefois grandement la solution. C'est ainsi que dans le domaine des prix, il suffirait que l'ensemble des Français, disposant de liquidités, croient en la future stabilité de la monnaie pour que la tension sur les prix soit largement diminuée. La confiance ne doit pas être uniquement celle des classes possédantes, mais également celle de la nation tout entière. Pour réussir une politique économique et sociale, il faut pouvoir gouverner avec l'appui des forces vives du pays.

Sur quel point doit alors porter l'action psychologique ?

En premier lieu, il faut faire saisir à tous les Français la gravité de la crise. Beaucoup la comprennent, mais certains ne s'expliquent pas pour quelles raisons, alors que la production ne cesse de s'accroître, la France se trouve dans une situation aussi périlleuse. Cet état d'esprit tient, dans une certaine mesure, au fait que l'on n'a jamais expliqué aux Français, même bien informés des choses économiques, que les indices de production industrielle étaient plus élevés que l'indice réel d'augmentation de l'ensemble de la production pour deux raisons : la première est que l'agriculture n'a pas suivi l'industrie dans son essor. La seconde que l'indice de la production industrielle ne tient pas compte de toutes les branches d'activité de l'industrie et, de ce fait, donne « un son de cloche » généralement trop optimiste. Les Français sont ainsi convaincus que l'expansion se poursuit au rythme de 10 p. 100 par an, ce qui est une erreur. La moyenne des quatre dernières années n'est que de 6 p. 100 environ.

En second lieu, il faut tenir compte du fait que le Français se méfie de l'Etat, qu'il considère comme une entité différente de la nation. Il ne réalise pas qu'en définitive il fait partie intégrante de cet Etat et qu'il en est solidaire. L'anomalie qui choque tellement les étrangers, de voir un Etat pauvre dans un pays riche, ne choque nullement les Français et constitue presque une constante de l'histoire de France.

En troisième lieu, cette méfiance des Français envers les pouvoirs publics se double dangereusement d'une méfiance envers les catégories sociales autres que celles à laquelle ils appartiennent, ce dont l'explication pourrait être trouvée dans le sentiment très vif de la justice qui est inné dans le cœur de chaque Français. Néanmoins, le Conseil économique a joué un rôle bienfaisant, qu'il peut encore accentuer dans l'avenir, en faisant comprendre aux dirigeants de chaque catégorie quelles sont les difficultés de la catégorie voisine. Mais la principale cause du manque de confiance provient essentiellement du fait que les Français ont quelque peine à croire à l'efficacité des sacrifices qui leur sont demandés. Doit-on conclure de cette situation que la confiance appartient au domaine du passé ? Nous ne le croyons pas. En effet, quoi qu'on en dise, surtout à l'étranger, lorsqu'il a eu l'impression d'être dirigé, le pays a toujours répondu aux appels qui lui ont été faits. Certes, il n'a pas manifesté un très grand enthousiasme lorsqu'il s'est agi de supporter des charges fiscales nouvelles, mais existe-t-il une nation où les impôts nouveaux soient accueillis avec enthousiasme ? Personne ne conteste qu'en définitive les impôts nouveaux, comme les impôts anciens seront payés.

En conclusion, si l'on veut bien admettre que l'économie ne constitue pas une science exacte, mais tout au plus un art, la façon d'appliquer les mesures préconisées par le Conseil économique a autant d'importance que les mesures elles-mêmes. Le rôle de notre Assemblée est de faire admettre aussi bien par les dirigeants de la France que par le pays lui-même, qu'il n'existe pas de solution magique, que les fruits d'une politique ne peuvent s'apprécier au bout d'un mois et que sans la continuité, quelles que soient les qualités intrinsèques d'une action, celle-ci est condamnée à l'échec si elle n'a pas le temps pour allié.

# III. — AVIS FORMULE PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE AU COURS DE SA SEANCE DU 19 DECEMBRE 1957 SUR LA CONJONCTURE ECONOMIQUE AU DEUXIEME SEMESTRE 1957, PREVISIONS POUR LE PREMIER SEMESTRE 1958 ET POLITIQUE ECONOMIQUE A SUIVRE

Le Conseil économique,

Vu l'article 4, alinéa 2, de la loi du 20 mars 1951, l'invitant à donner son avis sur l'évolution semestrielle de la conjoncture économique,

Après avoir entendu les rapports présentés par MM. Jacques Dumontier et André Malterre au nom de la commission de la conjoncture économique et du revenu national,

Emet l'avis (1) :

## I. — Sur l'évolution de l'économie française au cours du deuxième semestre de 1957

A. — *Le rythme d'expansion de l'activité économique ne s'est pas ralenti d'une façon générale au cours du deuxième semestre.*

1° Les premiers chiffres disponibles sur l'évolution de la production jusqu'au mois d'octobre montrent qu'il n'y a pas eu de rupture dans l'expansion depuis le début du second semestre.

Pour l'ensemble de l'année, l'accroissement de la production nationale sera comparable à celui des trois dernières années; ainsi, en quatre ans, la production française aura augmenté en volume d'environ 25 p. 100.

*a*) Les deux facteurs dont on pouvait craindre l'insuffisance, les ressources en main-d'œuvre et les importations, n'ont pas entravé d'une manière notable la progression de la production industrielle.

Sans doute, les effectifs totaux de la population active n'ont ils que très peu augmenté, malgré le recours à l'immigration, et la tension sur le marché du travail est restée très forte jusqu'à ces derniers mois.

Mais la répartition de la population active entre les principaux secteurs de l'économie s'est quelque peu modifiée, notamment par une migration de la main-d'œuvre d'origine rurale, et les besoins des secteurs industriels, qui connaissent à l'heure actuelle la plus forte expansion, ont pu être satisfaits.

Malgré les restrictions apportées aux importations depuis le mois de juillet, l'économie française a disposé des produits énergétiques et des matières premières nécessaires à son expansion industrielle. Les gênes ne paraissent pas avoir été très fortes en ce domaine.

*b*) Dans ces conditions, pour l'ensemble de l'année 1957, la production nationale aura probablement augmenté d'environ 6,5 p. 100 par rapport à 1956.

Pour les dix premiers mois de l'année, l'indice de la production industrielle a augmenté de 8 p. 100 par rapport à l'année dernière.

Cette évolution favorable a correspondu à un haut niveau d'activité des industries de base et des industries de biens de consommation, mais à un accroissement encore plus considérable de la production de biens d'équipement, remarque étant faite que celle-ci comprend également la production d'équipements militaires.

En ce qui concerne le bâtiment, il apparaît que le nombre des logements terminés sera supérieur cette année à celui de 1956. Cependant, l'activité de ce secteur semble plafonner et le nombre des mises en chantier a légèrement diminué de 1956 à 1957, en raison notamment de la hausse des prix et des restrictions de crédit.

La situation de l'agriculture a été caractérisée cette année par une reprise de la production de blé à un niveau analogue à ceux des années 1954 et 1955. Par contre, la production de viande est restée inférieure aux besoins et la récolte de vin est à peine supérieure à la moitié de la récolte normale. La production de fruits a été également réduite du fait des gelées de printemps.

*c*) De cette production nationale accrue, la France a exporté un plus grand nombre de produits que les autres années. Cependant, les résultats en ce domaine sont insuffisants et il ne semble pas que l'opération dite 20 p. 100 ait entraîné un mouvement sensible d'accroissements des exportations vers l'étranger.

*d*) Les disponibilités intérieures se sont trouvées augmentées par le fait tant des progrès de la production que de l'accroissement du déficit de la balance commerciale. Elles devraient atteindre pour l'année 1957 un montant supérieur d'environ 6,5 p. 100 à celui de l'année précédente. Les investissements ont progressé de 10 p. 100 contre 9 p. 100 l'an dernier et la consommation privée, prise dans son ensemble, a augmenté de 5,5 p. 100, soit un chiffre analogue à celui de l'an dernier.

2° Mais la question se pose de savoir si les premiers signes d'un ralentissement de l'expansion n'apparaissent pas en cette fin d'année 1957, qui seraient les signes avant-coureurs d'un retournement de la conjoncture dans les premiers mois de 1958.

*a*) Dans le domaine de l'emploi, le relâchement de la tension est assez nette; il a pour causes essentielles la perspective d'une diminution de l'activité du bâtiment et la réduction des commandes militaires dans le secteur de l'aéronautique, qui a eu une répercussion non seulement sur les usines de construction aéronautique, mais aussi sur les entreprises travaillant pour leur compte.

*b*) Les effets des restrictions d'importation, décidées depuis juillet, commencent à exercer une influence. Mais les gênes qui résultent de cette insuffisance des approvisionnements restent très limitées.

*c*) D'une façon générale, les indices d'activité ne paraissent pas révéler un ralentissement sensible de l'activité économique. L'indice de la production industrielle d'octobre montre une progression moins forte que celle des mois précédents, mais cette production a été affectée par les conflits sociaux et par un état sanitaire moins satisfaisant que l'année précédente à la même époque.

Pour le mois de novembre, les indices rapides ne montrent pas de changement de tendance notable par rapport à ceux des mois précédents.

B. — *Mais la détérioration croissante des équilibres fondamentaux a atteint un degré tel qu'elle met en péril l'économie française.*

1° La situation des finances publiques.

*a*) Pour l'ensemble de l'année, l'impasse budgétaire s'élèvera à 950 milliards environ, soit un chiffre analogue à celui de l'année dernière.

*b*) Etant donné la stagnation de l'épargne disponible, les moyens de financement de cette impasse ont été très différents Les concours traditionnels que le Trésor trouve auprès des banques ont été moindres cette année que l'année précédente et il n'a pas bénéficié d'un emprunt à long terme comme celui qui avait été souscrit l'année dernière. Il a été nécessaire de recourir à des avances directes de la Banque de France, dont le montant voté par le Parlement représente près de 60 p. 100 de l'impasse totale.

La situation des finances publiques et de l'épargne disponible a déterminé des mesures restrictives de crédit qui se sont traduites par une stabilisation des crédits à l'économie.

(1) Le résultat a été acquis au scrutin public par 128 voix contre 16 et 16 abstentions (voir les résultats du scrutin en annexe, scrutin n° 6).

2° L'équilibre de la balance des payements.

*a*) Le déficit de la balance commerciale avec l'étranger n'a que très peu diminué aux mois de juillet et d'août. Pour septembre et pour octobre, les résultats montrent une amélioration.

Quoi qu'il en soit, le déficit du commerce extérieur pour l'ensemble de l'année atteindra un montant sans précédent; il sera sans doute supérieur à 450 milliards de francs.

*b*) Malgré cette relative amélioration de la situation du commerce extérieur dans les derniers mois, la France a dépensé depuis le début de juillet la contre-valeur en devises de près de 100 milliards de francs.

*c*) Au 15 décembre, après le règlement de notre dette de novembre à l'U. E. P., les réserves officielles ne sont plus que de 20 à 25 millions de dollars, compte non tenu des dollars versés à un compte spécial de la Banque de France à la suite de la dernière opération dite de « ratissage ».

*d*) Le déficit de la balance commerciale a exercé un effet mécanique de déflation, mais depuis plusieurs mois, dans la mesure où il a fait craindre une dévaluation, il nuit à la formation de l'épargne et à sa mobilisation et contribue à créer un climat psychologique d'inflation.

3° L'évolution des prix et des salaires.

*a*) Depuis le mois de juillet, l'indice des 250 articles a augmenté de 1 à 1,5 p. 100 par mois; à ce rythme, s'il se maintenait, l'accroissement du niveau des prix serait de 15 à 20 p. 100 en un an.

L'indice montre que l'augmentation des prix a été particulièrement forte pour les prix alimentaires; celle-ci a été de 2 p. 100 par mois en moyenne depuis cinq mois. La hausse du vin est la plus importante. Mais d'autres prix ont également monté, et notamment ceux des fruits et légumes, des viandes, des œufs et des produits laitiers.

La poussée continue des prix des produits manufacturés et des services, qui est observée depuis plusieurs mois, s'est poursuivie et a même été, pour les produits industriels tout au moins, plus forte au cours du deuxième semestre de cette année qu'au premier.

*b*) Selon les résultats de l'enquête du ministère du travail, entre le 1er juillet et le 1er octobre, le taux des salaires horaires aurait augmenté d'environ 1 p. 100 par mois dans l'industrie et le commerce.

*c*) Si l'on se réfère aux résultats de cette enquête d'une part, aux indices de prix de détail et aux budgets établis par les organisations syndicales et familiales, d'autre part, les uns et les autres ont suivi, dans l'ensemble, une évolution analogue jusqu'au 1er octobre.

Mais il faut noter que cette évolution moyenne du pouvoir d'achat des salaires directs, compte non tenu de l'agriculture et de la fonction publique, a comporté notamment une sensible réduction du pouvoir d'achat du S. M. I. G. et s'est accompagnée de celle du pouvoir d'achat des prestations familiales, restées pratiquement inchangées depuis trois ans. (1)

Depuis le 1er octobre, à défaut de renseignements officiels précis sur l'évolution des salaires, on ne peut méconnaître que, sous la pression des prix, un décalage se soit établi entre l'augmentation des prix et celle des salaires (2). L'ampleur de ce décalage s'accentuera à la suite des dernières mesures sur les prix décidées par le Gouvernement (3).

⁂

D'une façon générale, cette évolution de l'économie correspond aux prévisions que le Conseil avait présentées au mois de juillet dernier. Il en est ainsi, notamment, dans le domaine des prix et dans celui du commerce extérieur. Par contre, l'augmentation de la production a été plus importante que celle qui était attendue, mais cette différence entre la prévision et la réalité tient au fait que la pression de la demande interne globale a été plus forte que celle prévue par le Conseil, à la fois pour des raisons mécaniques et pour des raisons psychologiques tenant notamment à des achats spéculatifs et de couverture.

(1) Cet alinéa a été inclus dans l'avis à la suite de l'adoption à main levée d'un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T. Le texte proposé par la commission était le suivant: « Mais il faut noter que la progression des revenus salariaux n'a porté que sur les salaires directs et exclut les prestations familiales qui sont restées inchangées. »

(2) Ce texte a été inclus dans l'avis à la suite de l'adoption à main levée d'un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. F. T. C., modifié en cours de séance. Le texte présenté par la commission était le suivant: « Depuis cette date, à défaut de renseignements précis sur l'évolution des salaires, il semble que, sous la pression des prix, un décalage se soit établi entre l'augmentation des prix et celle des salaires. »

(3) Un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T., a été rejeté au scrutin public par 97 voix contre 47 et 4 abstentions (voir les résultats du scrutin en annexe, scrutin n° 1).

Cet amendement tendait à inclure dans l'avis la phrase suivante: « En définitive, il y aura eu incontestablement en 1957, discordance entre l'augmentation de la productivité, de la production et des disponibilités intérieures, d'une part et, d'autre part, l'évolution du pouvoir d'achat des salariés, ce qui implique notamment l'augmentation d'autres consommations ou d'autres revenus que ceux des salariés. »

## II. — Sur les perspectives de l'évolution économique au premier semestre de 1958 et la politique économique a suivre

A. — *Les traits fondamentaux de la conjoncture économique à la fin du deuxième semestre de 1957 sont les suivants:*

1° L'économie française connaît depuis quelques mois un état d'inflation si fort qu'une nouvelle « course » entre les prix et les salaires se trouve dès maintenant engagée, les seconds s'efforçant de rattraper les premiers et les revenus fixes et les prestations familiales accumulant des retards de plus en plus accentués. A cet égard, la situation présente certaines analogies avec celle que nous avons connue il y a une dizaine d'années. Elle est de nature à mettre en danger la nouvelle parité monétaire, si un remède prompt n'y est pas apporté;

2° Les finances publiques restent caractérisées par la progression des dépenses, malgré les économies réalisées et par l'ampleur de l'impasse, qui se situe aux environs de 950 milliards et n'a pu être couverte que par 550 milliards d'avances de la Banque de France à l'Etat;

3° Le problème de la couverture des importations de l'étranger reste posé, notamment pour les premiers mois de 1958 où il sera nécessaire d'assurer l'approvisionnement de l'économie française en matières premières et en produits énergétiques. Il faudra de plus faire face aux obligations qui découlent des accords commerciaux.

⁂

L'économie française ne peut continuer à supporter cet état d'inflation. Le Gouvernement ne peut plus y faire face de la même façon qu'au cours des dernières années où le déséquilibre du commerce extérieur compensait le déséquilibre interne. Une telle éventualité est exclue, car la France ne pourra pas obtenir de l'étranger une aide extérieure suffisante pour suivre une telle politique.

Il est regrettable que les dispositions pour faire face à ce péril aient été prises si tardivement et qu'elles n'aient été appliquées que plus tardivement encore.

Il convient du reste de souligner qu'un concours extérieur, de quelque importance qu'il soit, n'apporte pas par lui-même de solution durable, et ne nous dispense pas de réaliser par nos propres moyens le rétablissement de l'équilibre interne. Celui-ci, en définitive, dépend de nos seuls efforts, donc d'une politique de stricte discipline nationale (1).

B. — *Le rétablissement de l'équilibre économique, tant interne qu'externe de la France, ne peut être assuré sans recourir à des mesures générales de lutte contre l'inflation:*

1° Les dépenses et les recettes du budget en 1958 doivent être fixées de sorte que l'impasse soit limitée à un montant tel que l'on puisse la couvrir par des moyens non inflationnistes. Le chiffre de 600 milliards apparaît à cet égard comme un maximum, bien qu'il soit inférieur à celui atteint pendant les dernières années en francs nominaux et encore plus en francs constants.

Mais, dans l'application de cette politique de déflation budgétaire, qui doit permettre une diminution de 350 milliards du montant de l'impasse par rapport à 1957, trois principes doivent être pris en considération:

*a*) Il ne suffit pas de limiter le montant de l'impasse. Il faut également mettre fin au cours de la période actuelle à l'augmentation des dépenses publiques, car, trop souvent, les augmentations d'impôts, dans le cadre du système fiscal actuel, ont une répercussion sur le niveau des prix (2).

(1) Les mots « donc d'une politique de stricte discipline nationale » ont été ajoutés à la suite de l'adoption à main levée d'un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T.-F. O.

(2) Le Conseil a rejeté au scrutin public, par 92 voix contre 57 et 5 abstentions, un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. F. T. C. (voir les résultats du scrutin en annexe, scrutin n° 2).

Cet amendement tendait à remplacer le texte présenté par la commission par le texte suivant: « Il ne suffit pas de limiter le montant de l'impasse. Il faut également mettre fin au cours de la période actuelle à l'augmentation des dépenses publiques non indispensables tant du point de vue économique que social; une réforme de notre système fiscal doit permettre la couverture des dépenses nouvelles sans répercussion sur le niveau des prix. »

*b*) La suppression de détaxations et de subventions, qui avaient pour but de stabiliser l'indice des 213 articles, présente l'avantage de réduire l'impasse budgétaire, mais l'inconvénient d'entraîner une élévation non négligeable du coût de la vie. Il semble prudent, dans la ligne de l'avis adopté précédemment par le Conseil économique, d'éviter que des mesures trop générales stimulent la tendance déjà trop marquée à la hausse des prix (1).

*c*) Dans le programme d'économies budgétaires qu'il est indispensable de réaliser, les dépenses d'investissements qui ont pour objet l'accroissement du potentiel énergétique du pays, l'enseignement et la recherche scientifique, la vulgarisation agricole, l'équipement des marchés agricoles et l'habitat doivent bénéficier d'une priorité; ce qui n'empêche pas un contrôle très strict de ces crédits (1) (2).

2° Des restrictions de crédit sont devenues inévitables, par suite des nouvelles avances consenties par la Banque de France à l'Etat. Il convient, en effet, de neutraliser les revenus ainsi distribués.

Toutefois, cette politique devra être appliquée d'une part de manière à ne pas pénaliser les petites et moyennes entreprises, ni les entreprises à forme artisanale, d'autre part, de façon sélective selon les priorités ci-dessus indiquées et de manière à stimuler les exportations.

3° L'effort de rétablissement de l'équilibre intérieur est inéluctable et devra être poursuivi avec rigueur, quelle que soit l'importance de l'aide extérieure qui pourra nous être accordée (3).

C. — *Les actions ayant trait au commerce extérieur, recommandées par le conseil économique dans son avis du 27 novembre dernier, doivent être rapidement appliquées* (4).

D. — La stabilisation durable du niveau des prix ne peut résulter que d'un équilibre général entre l'offre et la demande et de l'adaptation de la production aux besoins de la consommation, respectent les priorités dans les besoins (5).

(1) Le Conseil a rejeté au scrutin public, par 96 voix contre 52 et 9 abstentions, un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T. (voir les résultats du scrutin en annexe, scrutin n° 3).

Cet amendement tendait à remplacer le texte présenté par la commission pour les alinéas *b* et *c*, par le texte suivant:

« *b*) La suppression des détaxations et des subventions, qui avaient pour but de stabiliser l'indice des 213 articles, présente l'avantage de réduire l'impasse budgétaire, mais l'inconvénient d'entraîner une élévation sensible du coût de la vie; de telles mesures stimulent la tendance déjà trop marquée à la hausse des prix. Par contre, il convient de réduire les autres subventions et détaxations, et notamment de revenir sur la détaxation indiscriminée des investissements.

« *c*) Dans le programme d'économies budgétaires qu'il est indispensable de réaliser, les dépenses de fonctionnement et d'investissement d'intérêt économique général et d'intérêt social, celles notamment qui ont pour objet l'accroissement du potentiel énergétique du pays, l'enseignement et la recherche scientifique, la vulgarisation agricole, l'habitat et la santé publique doivent être mises hors de cause (ce qui n'exclut pas un strict contrôle des dépenses). »

(2) Le Conseil a rejeté au scrutin public, par 99 voix contre 37 et 16 abstentions, un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T. (voir les résultats du scrutin en annexe, scrutin n° 4).

Cet amendement tendait à ajouter la phrase suivante:

« A propos des économies budgétaires se pose le problème des dépenses improductives de caractère militaire, de celles notamment liées à la situation actuelle en Algérie, dépenses qui ont également un effet sensible sur la situation des échanges extérieurs. Si ce problème, essentiellement politique, n'est pas de la compétence du Conseil économique, celui-ci n'en a pas moins le devoir d'indiquer avec force que la continuation de ces dépenses exigerait une rigueur économique et financière accrue dans d'autres domaines. »

(3) Ce texte a été inclus dans l'avis à la suite de l'adoption à main levée d'un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T. - F. O.

Le texte proposé par la commission était le suivant:

« 3° La rigueur avec laquelle cette politique devra être appliquée dépendra du montant de l'aide extérieure qui sera accordée à la France. Si l'économie française ne reçoit aucune aide, l'effort de rétablissement de l'équilibre interne devra être beaucoup plus rapide et la politique de déflation plus brutale, mais dans un cas comme dans l'autre, cet effort est inéluctable. »

(4) Le Conseil a rejeté au scrutin public par 94 voix contre 51 et 2 abstentions, un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T. (voir les résultats du scrutin en annexe, scrutin n° 5).

Cet amendement tendait à remplacer le texte proposé par la commission par le texte suivant:

« C. — Les actions recommandées par le conseil économique dans son avis du 27 novembre dernier, en vue de résoudre le problème des échanges extérieurs doivent être rapidement appliquées. »

(5) Les mots « respectant les priorités dans les besoins » ont été ajoutés à la suite de l'adoption à main levée d'un amendement présenté par le groupe de l'U. N. A. F. et modifié en séance, sur la proposition du rapporteur.

Les mesures de lutte contre l'inflation préconisées dans cet avis doivent, en comprimant la demande interne, faciliter le retour à un équilibre, compte tenu moins de la préoccupation d'agir uniformément sur la demande que de restreindre certaines demandes.

Mais il est nécessaire, dans la période intermédiaire, d'assurer au Gouvernement des moyens d'intervention, allant de la persuasion à la contrainte, pour éviter une hausse rapide des prix, qui, à partir d'une certain rythme d'augmentation, se traduit par le cycle: « prix, salaires, dévaluation monétaire ».

Il ne s'agit pas d'une politique permanente, mais de mesures temporaires.

A long terme, il faut rappeler la nécessité de mettre en œuvre une politique de diminution des prix de revient, notamment par suite du progrès technique, qui devrait se répercuter sur les prix de vente, tant à l'échelon de la production qu'à celui de la distribution (1).

E. — Si les mesures préconisées sont appliquées et l'effort de discipline nationale consenti, il est possible d'espérer que:

1° La poussée des prix pourrait être freinée et une stabilisation envisagée dans un avenir assez proche. De plus, la nouvelle récolte devrait permettre, sauf accident, un meilleur approvisionnement, ce qui serait un facteur de stabilisation des prix.

2° L'équilibre de notre balance commerciale tende à se rétablir, notamment par la progression des exportations, à un niveau permettant d'assurer l'approvisionnement en matières premières indispensables à notre économie. Ces approvisionnements seront plus abondants si une aide extérieure nous est accordée.

Une amélioration pourrait, de plus, être obtenue par un développement de la production et une meilleure utilisation industrielle de matières premières d'origine agricole (2).

3° Dans cette hypothèse, le niveau de la production nationale continuerait à augmenter bien que le rythme de progression serait nécessairement inférieur à celui que nous avons connu depuis trois ans. Dans l'hypothèse inverse, il faudrait admettre un arrêt provisoire, voire même une diminution de notre production nationale, notamment de la production industrielle.

Dans le domaine de la production agricole, l'insuffisance, notamment de la production de viande, doit retenir l'attention. Celle-ci doit satisfaire une demande croissante, à un moment où l'insuffisance de capitaux, la disparition d'un certain nombre d'exploitations, employant essentiellement de la main-d'œuvre familiale, ainsi que l'évolution, d'ailleurs souhaitable, du genre de vie à la campagne vers un mieux-être et une réduction du temps de travail, sont de nature à freiner le développement des productions exigeant surtout de la main-d'œuvre et, qui sont en général les plus indispensables aux besoins intérieurs du pays comme aux nécessités des exportations (3).

F. — Le succès des mesures préconisées dépend pour beaucoup du climat psychologique et social dans lequel elles seront appliquées. Ce climat est à l'heure actuelle particulièrement mauvais dans la mesure où les pouvoirs publics n'ont pas fait prendre conscience aux Français de l'importance pour notre avenir du rétablissement de l'équilibre économique, et où les Français ne croient plus à la possibilité de ce redressement.

Il est indispensable qu'un effort soit fait pour associer la nation à cette œuvre de salut national.

G. — Si le climat psychologique ne devenait pas meilleur, il faudrait craindre qu'un danger de dévaluation nouvelle apparaisse, dans des conditions encore plus mauvaises que la dernière fois, entraînant ainsi une grave crise sociale.

(1) Le Conseil a rejeté à main levée un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T. tendant à remplacer le texte proposé par la commission par la rédaction suivante:

« A long terme, il faut rappeler la nécessité de développer une politique de progrès techniques, d'investissements productifs et par conséquent de diminution partielle des prix de revient, politique qui devrait se répercuter sur les prix de vente tant à l'échelon de la production qu'à celui de la distribution. »

(2) Cet alinéa a été ajouté à la suite de l'adoption à main levée d'un amendement présenté par le groupe de l'agriculture.

(3) Cet alinéa résulte de l'adoption à main levée d'un amendement présenté par le groupe de l'agriculture.

Le texte proposé par la commission était le suivant:

« Dans le domaine de la production agricole, l'insuffisance de la production de viande doit retenir l'attention. Celle-ci doit satisfaire une demande croissante, à un moment où l'insuffisance de capitaux, la disparition d'un certain nombre d'exploitations employant essentiellement de la main-d'œuvre familiale, ainsi que l'évolution du genre de vie à la campagne sont de nature à freiner le développement de la production et à compromettre la réalisation des objectifs fixés à long terme. »

# ANNEXES

## SCRUTIN N° 1

*sur un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T., tendant à ajouter, avant le dernier alinéa de la 3e partie du point B du chapitre I du projet d'avis, un alinéa supplémentaire tendant à rapprocher « l'évolution de la productivité, de la production et des disponibilités intérieures de celle de l'évolution du pouvoir d'achat des salariés ».*

Nombre des votants..... 148

Ont voté pour..... 47

Ont voté contre..... 97

Se sont abstenus..... 4

Le Conseil économique n'a pas adopté.

**Ont voté pour** (47).

Groupe des travailleurs:

C. G. T. — MM. Bouchaud, Brard, Duret, Fürst, Mme Joannès, Laudet, Le Brun, Leroy (André), Marion, Montjauvis, Paul, Racamond, Subreville.

C. F. T. C. — MM. Bouladoux, Braun, Espéret, Levard, Liénart, Mayoud, Paillieux, Quirin, Reynaud, Mlle Tribolati, MM. Vandenbussche, Vansieleghem, Willame.

C. G. T.-F. O. — MM. Babau, Beyaert, Bomal, Bothereau, Charlot, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lafond, Neumeyer, Peeters, Richard.

Groupe des coopératives. — M. Gaussel.

Groupe de l'Agriculture. — MM. Blaise (C. G T.-F. O.), Carroué (C. G. T.), Haniquaut (C. F. T. C.).

Groupe de l'Union française. — MM. Coulibaly (F. O.), Pongault (C. F. T. C.), Diallo (C. G. T.-U. G. T. A. N.).

Groupe de la pensée française. — M. Philip.

**Ont voté contre** (97).

Groupe des travailleurs:

C. G C. — MM. Gondouin, Hervouet, Le Ferme, Malterre.

Groupe des travailleurs intellectuels. — M. Wolff.

Groupe des entreprises privées:

Entreprises industrielles. — MM. Auberger, Cagniard, Charvet, Defond, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Mayolle, Meunier, Rogliano, Trocmé.

Entreprises commerciales. — MM. Ansieau, Barlangue, Chauchard, Deleau (Gustave), Demmerlé, Goudaert, Laguionie, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM Bour, Ferlet, Le Hénaff, Luffalla, Verret

Groupe de l'artisanat. — MM. Boulland, Canonville, Chareille, Chopin, Colomer, Dallant, Lecœur, Levieux, Ressicaud, Séné.

Groupe des coopératives. — MM. Antoni, Benoist, Harasse, de Laulanié, Martin, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe de l'agriculture. — MM. d'Andlau, Barré, Bidau, Bohuon, Bonjean, Bouchard, Chatras, Chauvin, Chégut, Collet, Deleau (Jean), Desbarats, du Douet de Graville, Ferré, Forget, Gauthier, Génin, Guellati, Guy-Charon, Hadengue, Havard, Lacaille, Lepicard, Milhau, Nové-Josserand, Prault, Robin, Tardy, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe de l'Union française — MM Bernard, Bicheron (C. G. C.), Bouruet-Aubertot, Graëve, Jourdain, Poilay, Serrure

Groupe de la pensée française. — MM. Byé, Dumontier, Soula.

Groupe des activités diverses. — MM. Compeyrot, Guillant, Montfajon, Ramarony.

Groupe des classes moyennes. — MM. Millot, Tisserand.

Groupe des sinistrés. — M. Barat.

**Se sont abstenus** (4).

Groupe de la pensée française. — MM. Branger, Philip, Sauvy.

Groupe de l'habitat. — M. Robert.

## SCRUTIN N° 2

*sur un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. F. T. C., tendant à modifier l'alinéa a de la première partie du point B du chapitre II du projet d'avis.*

Nombre de votants..... 154

Ont voté pour..... 57

Ont voté contre..... 92

Se sont abstenus..... 5

Le Conseil économique n'a pas adopté.

**Ont voté pour** (57).

Groupe des travailleurs:

C. G. T. — MM. Bouchaud, Brard, Duret, Fürst, Mme Joannès, MM. Laudet, Le Brun, Leroy (André), Marion, Monjauvis, Paul, Racamond, Subreville.

C. F. T. C. — MM. Bouladoux, Braun, Espéret, Levard, Liénart, Mayoud, Paillieux, Quirin, Reynaud, Mlle Tribolati, MM. Vandenbussche, Vansieleghem, Willame.

C. G. T.-F. O. — MM. Babau, Beyaert, Bomal, Bothereau, Charlot, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lafond, Neumeyer, Peeters, Richard.

Groupe des coopératives. — MM. Brot, Gaussel.

Groupe de l'agriculture. — MM. Blaise (F. O.), Carroué (C. G. T.), Haniquaut (C. F. T. C.).

Groupe de l'Union française. — MM. Coulibaly (F. O.), Pongault (C. F. T. C.), Diallo (C. G. T.-U. G. T. A. N.).

Groupe de la pensée française. — M. Philip.

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Leroy (Louis), de Loynes, Mabit, Noddings, Mme Picard, M. Vinot.

Groupe de l'habitat. — M. Robert.

**Ont voté contre** (92).

Groupe des travailleurs:

C. G. C. — MM. Gondouin, Hervouet, Le Ferme, Malterre.

Groupe des travailleurs intellectuels. — M. Wolff.

Groupe des entreprises privées:

Entreprises industrielles. — MM. Auberger, Cagniard, Charvet, Defond, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Mayolle, Meunier, Rogliano, Trocmé.

Entreprises commerciales. — MM. Ansieau, Barlangue, Chauchard, Deleau (Gustave), Demmerlé, Goudaert, Laguionie, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll.

Groupe de l'artisanat. — MM. Boulland, Canonville, Chareille, Chopin, Colomer, Dallant, Lecœur, Levieux, Ressicaud, Séné.

Groupe des coopératives. — MM. Antoni, Benoist, Harasse, de Laulanié, Martin, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe de l'agriculture. — MM. d'Andlau, Barré, Bidau, Bohuon, Bonjean, Bouchard, Chatras, Chauvin, Chégut, Collet, Deleau (Jean), Desbarats, du Douet de Graville, Ferré, Forget, Gauthier, Génin, Guellati, Guy-Charon, Hadengue, Havard, Lacaille, Lepicard, Milhau, Nové-Josserand, Prault, Robin, Tardy, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe de l'Union française. — MM. Bernard, Bicheron (C. G. C.), Bouruet-Aubertot, Delavignette, Graëve, Jourdain, Poilay, Serrure.

Groupe de la pensée française. — MM. Dumontier, Soula.

Groupe des activités diverses. — MM. Compeyrot, Guillant, Montfajon, Ramarony.

Groupe des classes moyennes. — MM. Millot, Tisserand.

Groupe des sinistrés. — M. Barat.

**Se sont abstenus** (5).

Groupe de la pensée française. — MM. Branger, Byé, May, Sauvy.

Groupe des sinistrés. — M. Aroud.

**Rectification de vote.**

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Bour, Le Hénaff, Verret, n'ayant « pas pris part au vote », déclarent avoir voulu voter « pour ».

M. Ferlet, qui « n'a pas pris part au vote », déclare avoir voulu voter « contre ».

**SCRUTIN N° 3**

*sur un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T., tendant à modifier la rédaction des points b et c du chapitre II du projet d'avis.*

Nombre de votants..... 157

Ont voté pour..... 52
Ont voté contre..... 96
Se sont abstenus..... 9

Le Conseil économique n'a pas adopté.

**Ont voté pour (52).**

Groupe des travailleurs:

C. G. T. — MM. Bouchaud, Brard, Duret, Fürst, Mme Joannès, MM. Laudet, Le Brun, Leroy (André), Marion, Montjauvis, Paul, Racamond, Subreville.

C. F. T. C. — MM. Bouladoux, Braun, Espéret, Levart, Liénart, Mayoud, Paillieux, Quirin, Reynaud, Mlle Tribolati, MM. Vandenbussche, Vansieleghem, Willame.

C. G. T.-F. O. — MM. Babau, Beyaert, Bomal, Bothereau, Charlot, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lafond, Neumeyer, Peeters.

Groupe des coopératives. — MM. Brot, Gaussel.

Groupe de l'agriculture. — MM. Blaise (F. O.), Carroué (C. G. T.), Haniquaut (C. F. T. C.).

Groupe de l'Union française. — MM. Coulibaly (F. O.), Pongault (C. F. T. C.), Diallo (C. G. T.-U. G. T. A. N.).

Groupe de la pensée française. — MM. Branger, Byé, May, Philip, Sauvy.

Groupe des activités diverses. — M. Ramarony.

**Ont voté contre (96).**

Groupe des travailleurs:

C. G. C. — MM. Gondouin, Hervouet, Le Ferme, Malterre.

Groupe des travailleurs intellectuels. — M. Wolff.

Groupe des entreprises privées:

Entreprises industrielles. — MM. Auberger, Cagniard, Charvet, Defond, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Mayolle, Meunier, Pisson, Rogliano, Trocmé.

Entreprises commerciales. — MM. Ansieau, Barlangue, Chauchard, Deleau (Gustave), Demmerlé, Goudaert, Laguionie, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Bour, Ferlet, Le Hénaff, Verret.

Groupe de l'artisanat. — MM. Boulland, Canonville, Chareille, Chopin, Colomer, Dallant, Lecœur, Levieux, Ressicaud, Séné.

Groupe des coopératives. — MM. Antoni, Benoist, Harasse, de Laulanié, Martin, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe de l'agriculture. — MM. d'Andlau, Barré, Bidau, Bohuon, Bonjean, Bouchard, Chatras, Chauvin, Chégut, Collet, Deleau (Jean), Desbarats, du Douet de Graville, Ferré, Forget, Gauthier, Génin, Guellati, Guy-Charon, Hadengue, Havard, Lacaille, Lepicard, Milhau, Nové-Josserand, Prault, Robin, Tardy, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe de l'Union française. — MM. Bernard, Bicheron (C. G. C.), Bouruet-Aubertot, Delavignette, Graëve, Jourdain, Poilay, Serrure.

Groupe de la pensée française. — MM. Dumontier, Soula.

Groupe des activités diverses. — MM. Compeyrot, Guillant, Montfajon.

Groupe des classes moyennes. — MM. Millot, Tisserand.

Groupe des sinistrés. — M. Barat.

**Se sont abstenus (9).**

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Leroy (Louis), de Loynes, Mabit, Noddings, Mme Picard, M. Vinot.

Groupe des sinistrés. — M. Aroud.

---

**SCRUTIN N° 4**

*sur un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T. tendant à compléter le texte de la première partie du point B du chapitre II du projet d'avis.*

Nombre de votants..... 152

Ont voté pour..... 37
Ont voté contre..... 99
Se sont abstenus..... 16

Le Conseil économique n'a pas adopté.

**Ont voté pour (37).**

Groupe des travailleurs:

C. G. T. — MM. Bouchaud, Brard, Duret, Fürst, Mme Joannès, MM. Laudet, Le Brun, Leroy (André), Marion, Montjauvis, Paul, Racamond, Subreville.

C. F. T. C. — MM. Bouladoux, Braun, Espéret, Levard, Liénart, Mayoud, Paillieux, Quirin, Reynaud, Mlle Tribolati, MM. Vandenbussche, Vansieleghem, Willame.

Groupe des coopératives. — M. Gaussel.

Groupe de l'agriculture. — MM. Carroué (C. G. T.), Haniquaut (C. F. T. C.).

Groupe de l'Union française. — MM. Pongault (C. F. T. C.), Diallo (C. G. T.-U. G. T. A. N.).

Groupe de la pensée française — MM. Branger, Byé, May, Philip, Sauvy.

Groupe de l'habitat — M. Robert.

**Ont voté contre (99).**

Groupe des travailleurs:

C. G. C. — MM. Gondouin, Hervouet, Le Ferme, Malterre.

Groupe des travailleurs intellectuels. — M. Wolff.

Groupe des entreprises privées:

Entreprises industrielles. — MM. Auberger, Cagniard, Charvet, Defond, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Mayolle, Meunier, Pisson, Rogliano, Trocmé.

Entreprises commerciales. — MM. Ansieau, Barlangue, Chauchard, Deleau (Gustave), Demmerlé, Goudaert, Laguionie, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Bour, Ferlet, Le Hénaff, Verret.

Groupe de l'artisanat. — MM. Boulland, Canonville, Chareille, Chopin, Colomer, Dallant, Lecœur, Levieux, Ressicaud, Séné.

Groupe des coopératives. — MM. Antoni, Benoist, Harasse, de Laulanié, Martin, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe de l'agriculture. — MM. d'Andlau, Barré, Bidau, Bohuon, Bonjean, Bouchard, Chatras, Chauvin, Chégut, Collet, Deleau (Jean), Desbarats, du Douet de Graville, Ferré, Forget, Gauthier, Génin, Guellati, Guy-Charon, Hadengue, Havard, Lacaille, Lepicard, Milhau, Nové-Josserand, Prault, Robin, Tardy, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe de l'Union française. — MM. Bernard, Bicheron (C. G. C.), Bouruet-Aubertot, Delavignette, Graëve, Jourdain, Poilay, Serrure.

Groupe de la pensée française — M. Soula.

Groupe des associations familiales. — MM. Leroy (Louis), de Loynes, Vinot.

Groupe des activités diverses. — MM. Compeyrot, Guillant, Montfajon, Ramarony.

Groupe des classes moyennes. — MM. Millot, Tisserand.

Groupe des sinistrés. — M. Barat.

**Se sont abstenus (16).**

Groupe des travailleurs:

C. G. T.-F. O. — MM. Babau, Beyaert, Bomal, Bothereau, Charlot, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lafond, Neumeyer, Peeters.

Groupe de l'agriculture. — M. Blaise (F. O.).

Groupe de l'Union française. — M. Coulibaly (F. O.).

Groupe de la pensée française. — M. Dumontier.

Groupe des sinistrés. — M. Aroud.

**SCRUTIN N° 5**

*sur un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T. tendant à modifier le point C (relatif aux actions ayant trait aux échanges extérieurs) du chapitre II du projet d'avis.*

Nombre de votants..... 147

Ont voté pour..... 51
Ont voté contre..... 94
Se sont abstenus..... 2

Le Conseil économique n'a pas adopté.

**Ont voté pour** (51).

Groupe des travailleurs:

C. G. T. — MM. Bouchaud, Brard, Duret, Fürst, Mme Joannès, MM. Laudet, Le Brun, Leroy (André), Marion, Montjauvis, Paul, Racamond, Subreville.

C. F. T. C. — MM. Bouladoux, Braun, Espéret, Levard, Liénart, Mayoud, Paillieux, Quirin, Reynaud, Mlle Tribolati, MM. Vandenbussche, Vansieleghem, Willame.

C. G. T.-F. O. — MM. Babau, Beyaert, Bomal, Bothereau, Charlot, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lafond, Neumeyer, Peeters.

Groupe de l'agriculture. — MM. Blaise (F. O.), Carroué (C. G. T.), Haniquaut (C. F. T. C.).

Groupe de l'Union française. — MM. Coulibaly (F. O.), Pongault (C. F. T. C.), Diallo (C. G. T.-U. G. T. A. N.).

Groupe de la pensée française. — MM. Branger, Byé, Philip, Sauvy.

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Noddings, Vinot.

**Ont voté contre** (94).

Groupe des travailleurs C. G. C. — MM. Gondouin, Hervouet, Le Ferme, Malterre.

Groupe des travailleurs intellectuels. — M. Wolff.

Groupe des entreprises privées:

Entreprises industrielles. — MM. Auberger, Cagniard, Charvet, Defond, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Mayolle, Meunier, Pisson, Rogliano, Trocmé.

Entreprises commerciales. — MM. Ansieau, Barlangue, Chauchard, Deleau (Gustave), Demmerlé, Goudaert, Laguionie, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll.

Groupe de l'artisanat. — MM. Boulland, Canonville, Chareille, Chopin, Colomer, Dallant, Lecœur, Levieux, Ressicaud, Séné.

Groupe des coopératives. — MM. Antoni, Benoist, Harasse, de Laulanié, Martin, Schatz, Vieux-Cambuzat.

Groupe de l'agriculture. — MM. d'Andlau, Barré, Bidau, Bohuon, Bonjean, Bouchard, Chatras, Chauvin. Chégut, Collet, Deleau (Jean), Desbarats, du Douet de Graville, Ferré, Forget, Gauthier, Génin, Guellati, Guy-Charon, Hadengue, Havard, Lacaille, Lepicard, Lequertier, Milhau, Nové-Josserand, Prault, Robin, Rousse, Tardy, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe de l'Union française. — MM. Bernard, Bicheron (C. G. C.), Bouruet-Aubertot, Delavignette, Graëve, Jourdain, Poilay, Serrure.

Groupe de la pensée française. — MM. Dumontier, Soula.

Groupe des activités diverses. — MM. Compeyrot, Gaillant, Montfajon.

Groupe des classes moyennes. — MM. Millot, Tisserand.

Groupe des sinistrés. — M. Barat.

**Se sont abstenus** (2).

Groupe des associations familiales. — M. de Loynes.

Groupe des sinistrés. — M. Aroud.

**SCRUTIN N° 6**

*sur l'ensemble du projet d'avis.*

Nombre de votants..... 160

Ont voté pour..... 128
Ont voté contre..... 16
Se sont abstenus..... 16

Le Conseil économique a adopté.

**Ont voté pour** (128).

Groupe des travailleurs:

C. G. T.-F. O. — MM. Babau, Beyaert, Bomal, Bothereau, Charlot, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lafond, Neumeyer, Peeters, Richard.

C. G. C. — MM. Gondouin, Hervouet, Le Ferme, Malterre.

Groupe des travailleurs intellectuels. — M. Wolff.

Groupe des entreprises privées:

Entreprises industrielles: MM. Auberger, Cagniard, Charvet, Defond, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Mayolle, Meunier, Pisson, Rogliano, Trocmé.

Entreprises commerciales. — MM. Ansieau, Barlangue, Chauchard, Deleau (Gustave), Demmerlé, Goudaert, Laguionie, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Bour, Ferlet, Le Hénaff, Lutfalla, Verret.

Groupe de l'artisanat. — MM. Boulland, Canonville, Chareille, Chopin, Colomer, Dallant, Lecœur, Levieux, Ressicaud, Séné.

Groupe des coopératives. — MM. Antoni, Benoist, Gaussel, Harasse, de Laulanié, Martin, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe de l'agriculture. — MM. d'Andlau, Barré, Bidau, Bohuon, Blaise (F. O.), Bonjean, Bouchard, Chatras, Chauvin, Chégut, Collet, Deleau (Jean), Desbarats, du Douet de Graville, Ferré, Forget, Gauthier, Génin, Guellati, Guy-Charon, Hadengue, Havard, Lacaille, Lepicard, Lequertier, Milhau, Nové-Josserand, Prault, Robin, Rousse, Tardy, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe de l'Union française. — MM. Bernard, Bicheron (C. G. C.), Bouruet-Aubertot, Coulibaly (F. O.), Delavignette, Graëve, Jourdain, Poilay, Serrure.

Groupe de la pensée française. — MM. Branger, Byé, Dumontier, May, Philip, Soula.

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Leroy (Louis), de Loynes, Mabit, Noddings, Mme Picard.

Groupe des activités diverses. — MM. Compeyrot, Guillant, Montfajon, Ramarony.

Groupe des classes moyennes. — MM. Millot, Tisserand.

Groupe des sinistrés. — MM. Aroud, Barat.

**Ont voté contre** (16).

Groupe des travailleurs:

C. G. T. — MM. Bouchaud, Brard, Duret, Furst, Mme Joannès, Laudet, Le Brun, Leroy (André), Marion, Montjauvis, Paul, Racamond, Subreville.

Groupe de l'agriculture. — M. Carroué (C. G. T.).

Groupe de l'Union française. — M. Diallo (C. G. T.-U. G. T. A. N.).

Groupe des associations familiales. — M. Vinot.

**Se sont abstenus** (16).

Groupe des travailleurs:

C. F. T. C. — MM. Bouladoux. Braun, Espéret, Levard, Liénart, Mayoud, Paillieux, Quirin, Reynaud, Mlle Tribolati, MM. Vandenbussche, Vansieleghem, Willame.

Groupe de l'agriculture. — M. Haniquaut (C. F. T. C.).

Groupe de l'Union française. — M. Pongault (C. F. T. C.).

Groupe de la pensée française. — M. Sauvy.

# ANNEXES STATISTIQUES

## A. — PRESENTATION PAR DIVISION ECONOMIQUE

*N. B.* — Les résultats présentés sont généralement des moyennes mensuelles par trimestre.
(Les chiffres entre parenthèses ont un caractère provisoire.)

SOMMAIRE


**I. — Population.**

Pages.

A. — Données démographiques:
- 1° Population totale de la France ..... 46
- 2° Mouvement naturel de la population ..... 46
- 3° Immigration ..... 46
- 4° Répartition de la population par groupes d'âge ..... 47

B. — Population active:
- 1° Résultats du recensement de 1954 ..... 47
- 2° Résultats de l'enquête par sondage sur l'emploi effectuée par l'I. N. S. E. E. en février 1956 ..... 48
- 3° Evolution de la répartition de la population occupée par secteurs d'activités collectives de 1951 à 1956.. 49

**II. — Activité et production.**

I. — Production agricole:
- A. — Production végétale ..... 50
  - 1° Volume de la production ..... 50
  - 2° Rendements à l'hectare ..... 50
- B. — Production animale ..... 50
  - 1° Production annuelle ..... 50
  - 2° Etat du cheptel ..... 50
- C. — Indices d'ensemble de la production agricole finale. 51

II. — Pêches maritimes..... 51

III. — Production industrielle:
- A. — Indices annuels de la production industrielle .... 51
- B. — Energie ..... 52
  - 1° Indices d'ensemble ..... 52
  - 2° Production totale d'énergie ..... 52
- C. — Production des mines et carrières ..... 52
  - 1° Indices d'ensemble ..... 52
  - 2° Productions totales des mines et carrières. 53
- D. — Production et transformation des métaux ..... 53
  - 1. Production des métaux ..... 53
    - 1° Indices d'ensemble ..... 53
    - 2° Productions totales de métaux ferreux et autres ..... 53
  - 2. Transformation des métaux ..... 54
    - 1° Indices d'ensemble ..... 54
    - 2° Productions totales des fonderies autonomes, de véhicules automobiles et de machines agricoles ..... 54
- E. — Industrie du verre ..... 54
- F. — Céramique et fabrication de matériaux de construction ..... 54
- G. — Bâtiment et travaux publics..... 54
- H. — Caoutchouc ..... 55
- I. — Industries chimiques ..... 55
  - 1° Indices d'ensemble ..... 55
  - 2° Productions totales d'engrais ..... 55
- J. — Industrie textile..... 55
  - 1° Indices d'ensemble ..... 55
  - 2° Productions totales de laine et coton ..... 56
- K. — Corps gras ..... 56
- L. — Cuirs ..... 56
- M. — Papiers et cartons ..... 56
- N. — Presse-édition ..... 56
- O. — Tabacs et allumettes ..... 56
- P. — Indications sur l'industrie cinématographique .... 57
- Q. — Estimation du niveau d'ensemble de la production industrielle ..... 57

IV. — Activité:
- 1° Résultats de l'enquête trimestrielle du ministère du travail ..... 58
  - A. — Evolution d'ensemble toutes activités .. 59
  - B. — Evolution récente par secteur ou branche d'activité ..... 59
    - 1° Effectifs ..... 59
    - 2° Durée hebdomadaire du travail (heures) ..... 59
    - 3° Activité ..... 60
- 2° Résultats de l'enquête par sondage de l'emploi de l'I. N. S. E. E. de février 1956 ..... 60
- 3° Données récentes sur l'emploi et le chômage ..... 61
  - a) Données d'ensemble ..... 61
  - b) Chômage partiel..... 61
  - c) Chômage partiel indemnisé..... 62
  - d) Conflits de travail..... 62
- 4° Activité générale. — Indices rapides ..... 62

V. — Productivité..... 63

Pages.

VI. — Echanges extérieurs en nature:

A. — Résultats globaux ..... 63
1° Evolution d'ensemble des importations et des exportations ..... 63
2° Indices du volume ..... 64
a) Indices bruts depuis 1913 ..... 64
b) Indices bruts depuis 1938 ..... 64
c) Indices corrigés ..... 64
3° Répartition des échanges extérieurs selon l'origine ou la destination ..... 65

B. — Echanges agricoles en nature ..... 66
1° Part des divers produits agricoles dans le commerce extérieur avec l'étranger ..... 66
1. Importations de l'étranger de produits agricoles ..... 66
2. Exportations vers l'étranger de produits agricoles et des industries alimentaires ..... 66
2° Echanges de produits végétaux ..... 67
1. Céréales ..... 67
2. Plantes sarclées ..... 68
3. Oléagineux ..... 68
4. Légumes secs ..... 68
5. Légumes frais ..... 68
6. Fruits ..... 69
7. Plantes industrielles ..... 69
8. Vin ..... 69
3° Echanges de produits animaux ..... 70
1. Lait et produits laitiers ..... 70
2. Viande ..... 70

C. — Echanges industriels en nature ..... 71
1° Part des divers produits industriels dans le commerce extérieur avec l'étranger ..... 71
1. Importations de l'étranger de produits de l'industrie ..... 71
2. Exportations vers l'étranger de produits de l'industrie ..... 71
2° Energie ..... 71
1. Charbon ..... 71
2. Electricité ..... 71
3. Pétrole et produits pétroliers ..... 72
3° Production et transformation des métaux ..... 72
1. Exportations totales de minerai de fer et bauxite ..... 72
2. Importations et exportations totales de métaux non ferreux ..... 72
3. Sidérurgie ..... 73
4. Importations et exportations totales d'ouvrages en métaux et machines. 73
4° Caoutchouc ..... 74
5° Engrais ..... 74
6° Produits chimiques ..... 74
7° Produits textiles ..... 75
8° Cuirs et peaux ..... 75
9° Papiers et cartons ..... 76

VII. — Distribution. — Commerce:

A. — Importance et répartition des entreprises commerciales ..... 76
1° Nombre d'établissements de commerce ..... 76
2° Etablissements du commerce de détail en 1954 ..... 77

B. — Indices du chiffre d'affaires ..... 77

C. — Evolution du commerce extérieur ..... 78

VIII. — Transports:

A. — Evolution comparée des transports de marchandises ..... 78

B. — Trafic par mode de transport ..... 79
1° Fer (S. N. C. F.) ..... 79
2° Voies navigables ..... 80
3° Mer ..... 80
4° Air ..... 81

C. — Routes ..... 81
1° Parc routier au 1er janvier 1956 ..... 81
2° Livraison de carburants à la clientèle civile et métropolitaine ..... 81

Pages.

III. — Finances. — Crédit. — Monnaie. Finances extérieures.

I. — Finances publiques:

A. — Budget de l'Etat et trésorerie ..... 82
1° Situations budgétaires de 1955 à 1957 ..... 82
2° Evolution des recettes de l'Etat ..... 82
1. Ensemble ..... 82
2. Rendement mensuel des impôts indirects et des tabacs ..... 83
3. Recouvrements annuels des impôts indirects et du monopole des tabacs. 83
4. Produit du prélèvement sur les salaires ..... 83
3° Dette publique ..... 83

B. — Collectivités locales ..... 83

II. — Services publics:

A. — S. N. C. F. ..... 84
B. — Postes, télégraphes, téléphones ..... 84

III. — Services sociaux:

A. — Evolution du bilan du régime général de la sécurité sociale ..... 85
B. — Etablissements hospitaliers ..... 85

IV. — Crédit. — Banque. — Monnaie:

A. — Evolution d'ensemble des disponibilités monétaires et de leur contrepartie ..... 85
1. Disponibilités monétaires et dépôts à terme. 85
2. Contrepartie ..... 86
3. Mouvement des disponibilités monétaires ..... 86

B. — Epargne ..... 87
1. Epargne totale ..... 87
2. Epargne liquide ..... 87
3. Epargne nette investie en valeurs mobilières. 88
4. Actions et obligations ..... 89

C. — Crédit ..... 89
1. Répartition des crédits selon leur objet économique ..... 89
2. Financement des entreprises ..... 89
3. Répartition par branches des crédits identifiés en 1955 et 1956 ..... 90
a) Evolution des utilisations de crédits à moyen et long terme identifiés ..... 90
b) Evolution des utilisations de crédits à court terme identifiés ..... 90

D. — Banque de France ..... 91
E. — Crédit agricole ..... 92
F. — Franc ..... 93
1. Définition du franc ..... 93
2. Pouvoir d'achat du franc ..... 93

V. — Investissements et reconstruction:

A. — Ressources privées d'origine métropolitaine consacrées au financement d'investissements dans la métropole et dans les pays d'outre-mer ..... 94
1. Ensemble ..... 94
2. Prêts des organismes spécialisés ..... 94
3. Emissions sur le marché financier métropolitain ..... 94
4. Dépenses effectuées sur fonds publics ..... 95
5. Répartition des crédits à moyen terme mobilisables selon le secteur économique ..... 95

B. — Volume des investissements effectués dans la métropole ..... 96
1° Volume total des investissements bruts en capital fixe ..... 96
a) Formation brute de capital fixe ..... 96
b) Progression des investissements productifs en 1956 ..... 96
2° Financement des investissements dans la métropole ..... 96

C. — Investissements dans les pays d'outre-mer ..... 97
a) Afrique du Nord ..... 97
1. Algérie ..... 97
2. Tunisie et Maroc ..... 97
b) Territoires d'outre-mer ..... 97
c) Départements d'outre-mer ..... 97

D. — Logement. — Urbanisme et reconstruction ..... 98
1° Investissements correspondant à la construction de logements et réparations d'immeubles ..... 98
2° Part de l'Etat ..... 98
3° Constructions privées ..... 98
a) Prêts du Crédit foncier ..... 98
b) Primes à la construction ..... 99
c) Permis de construire ..... 99

Pages.

VI. — Marché monétaire :
A. — Marché monétaire (données d'ensemble) ..... 100
B. — Devises ..... 101
C. — Valeurs mobilières ..... 102
D. — Marché financier (taux) ..... 102

VII. — Finances extérieures :
A. — Balance commerciale ..... 103
1° Résultats globaux ..... 103
a) Pourcentages de couverture des importations par les exportations ..... 103
b) Part de l'étranger et de l'U. F. O. M. ... 103
c) Evolutions annuelles ..... 103
2° Répartition des échanges extérieurs par zone. 104
3° Valeur des échanges par groupes d'utilisation 105
4° Commerce extérieur de la France avec les principaux pays étrangers ..... 106
B. — Echanges extérieurs des pays d'outre-mer de l'Union française ..... 107
1. Valeur globale ..... 107
2. Répartition des échanges ..... 107
3. Valeur des échanges par groupes de pays .... 107
C. — Indices des valeurs moyennes et taux de l'échange 108
D. — Balance des payements ..... 109
1. Evolution d'ensemble ..... 109
2. Evolution de la balance des payements avec les différentes zones ..... 109
3. Evolution des différents postes de la balance. 110
a) Règlements commerciaux ..... 110
b) Règlements non commerciaux ..... 110
4. Position de la zone franc à l'U. E. P. ..... 111
5. Balance du tourisme ..... 111

IV. — Prix. — Coût de la vie.

I. — Prix :
A. — Prix de gros ..... 112
1° Indices des prix de gros ..... 112
a) Indices d'ensemble des 488 articles .... 112
b) Indices annuels des prix des produits de la pêche ..... 113
c) Indices des prix de gros agricoles, à la production ..... 113
2° Prix de gros de quelques produits ..... 114
B. — Indices des prix de détail ..... 114
1. Indices des prix de détail ..... 115
a) A Paris ..... 115
b) En province ..... 116
2. Indices des prix des véhicules à moteur .... 116
3. Indices des prix de détail des appareils d'équipement ménager ..... 117
4. Indices des prix des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles .... 117
5. Indices des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques ..... 118
6. Indices des prix de détail des objets manufacturés ..... 118
7. Indices des prix des chambres d'hôtel ..... 118
8. Indices annuels des prix des repas dans les établissements de tourisme ..... 119
9. Indice du coût de la construction ..... 119

Pages.

II. — Coût de la vie :
A. — Indices de l'I. N. S. E. E. (rappel) ..... 119
1° Indice d'ensemble des prix à la consommation à Paris ..... 119
2° Indice d'ensemble des prix à la consommation en province ..... 119
B. — Budgets types établis par les organisations syndicales et l'institut d'observation économique ..... 120
1° Budget type d'un célibataire à Paris .. ..... 120
2° Budget type d'une famille ..... 120

V. — Salaires. — Revenus.

I. — Salaires :
A. — Résultats de l'enquête du ministère du travail .... 121
1° Indices moyens annuels ..... 121
2° Evolution trimestrielle de l'indice général... 121
3° Evolution trimestrielle des indices taux des salaires horaires masculins et féminins.... 121
4° Indices par secteurs d'activités collectives. 122
5° Indices des salaires horaires par sexe et qualification ..... 122
6° Ecart moyen des salaires des femmes par rapport à ceux des hommes ..... 123
7° Variations des taux de salaires moyens pour chaque catégorie professionnelle par rapport aux taux moyens des salaires des manœuvres ordinaires (salaires masculins) ..... 123
8° Abattements moyens des salaires de province par rapport à ceux de Paris depuis le 1er janvier 1952 ..... 123
B. — Indices des salaires horaires établis par les syndicats professionnels ..... 123
1° Indices des salaires horaires par activité collective ..... 123
2° Indices des salaires horaires par profession. 124
3° Indices des salaires horaires par qualification individuelle ..... 124
4° Charges sociales ..... 125
C. — Indices totaux des salaires établis par la direction des prix ..... 125
D. — Revenus mensuels nets des salariés ..... 125
Indices des salaires mensuels ..... 125
E. — Salaires agricoles ..... 126
1° Nombre de salariés ..... 126
2° Revenu global des salariés agricoles ..... 127

II. — Autres revenus :
A. — Evolution du revenu de l'agriculture ..... 128
1. Evolution globale ..... 128
2. Recettes de l'agriculture ..... 129
3. Dépenses de l'agriculture ..... 130
B. — Bénéfices industriels et commerciaux ..... 131

VI. — Comptabilité nationale.

1. Produit national (francs courants) ..... 132
2. Produit national (francs constants) ..... 132
3. Revenu national et revenu disponible ..... 133
4. Dépense nationale ..... 133
5. Evolution du revenu national de 1901 à 1953 ..... 134

# I. — POPULATION

## A. — DONNEES DEMOGRAPHIQUES

### 1° Population totale de la France.

La population totale de la France, telle qu'elle est mesurée par les recensements, était de 41.900.000 personnes en 1936, de 40.135.000 personnes en 1949 et de 42.900.000 personnes en 1954 (y compris pour ces deux dernières années les militaires du contingent hors métropole, les fonctionnaires civils et militaires de carrière et leur famille en zone d'occupation). Sur la base de ces évaluations, l'évolution annuelle de la population totale de la France peut être calculée.

*Evolution de la population totale de la France de 1946 à 1956*

(En milliers.)

| ANNEES | POPULATION au 1er janvier. | POPULATION moyenne de l'année. | ANNEES | POPULATION au 1er janvier. | POPULATION moyenne de l'année. |
|---|---|---|---|---|---|
| 1946 | 40.125 | 40.282 | 1952 | 42.201 | 42.360 |
| 1947 | 40.438 | 40.644 | 1953 | 42.518 | 42.652 |
| 1948 | 40.851 | 41.044 | 1954 | 42.785 | 42.951 |
| 1949 | 41.238 | 41.400 | 1955 | 43.115 | 43.273 |
| 1950 | 41.562 | 41.736 | 1956 | 43.441 | » |
| 1951 | 41.910 | 42.055 | 1957 | 43.787 | » |

Source: I. N. S. E. E.

### 2° Mouvement naturel de la population.

| DÉSIGNATION | 1934-1938 | 1949 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 1er trimestre. | 1957 2e trimestre. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Taux (pour 1.000 habitants): | | | | | | | |
| Nuptialité | 137 | 163 | 146 | 144 | 135 | 104 | 156 |
| Natalité | 154 | 209 | 188 | 185 | 183 | 190 | 186 |
| Mortalité: | | | | | | | |
| Générale | 156 | 137 | 120 | 121 | 123 | 134 | 109 |
| Infantile (pous 1.000 nés vivants) | 67 | 56 | 36,6 | 34,2 | 31,7 | 35,2 | 29,8 |
| Nombres absolus (en milliers): | | | | | | | |
| Nombre de naissances | 696 | 865 | 807 | 802,3 | 804 | 206 | 204,3 |
| Nombre de décès | 642 | 568 | 515 | 523 | 535 | 144,4 | 119,3 |
| Excédent de naissances sur les décès | — 6 | + 297 | + 291,9 | + 279,6 | + 262 | + 61,6 | + 85 |

Source: Institut national d'études démographiques.

### 3° Immigration.

(En milliers.)

| DÉSIGNATION | 1946 | 1949 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|
| Immigration contrôlée (office national d'immigration): | | | | | |
| Travailleurs non saisonniers | 30 | 59 | 12 | 19 | 60 |
| Membres de leur famille | » | 27 | 4 | 5 | 5 |
| | 30 | 86 | 16 | 24 | 65 |
| Algériens (immigration nette) | 23 | 7 | 25 | 28 | 20 |

Source: Institut national d'études démographiques.

**4° Répartition de la population par groupes d'âge.**

| ANNÉES | A. — POPULATION (en milliers) | | | | B. — RÉPARTITION (en pourcentage) | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Total. | Jeunes (0—19 ans). | Adultes (20—64 ans). | Vieux (65 ans et plus). | Total. | Jeunes. | Adultes. | Vieux. |
| 1901 (a) (b)... | 38.451 | 13.313 | 21.983 | 3.155 | 100 | 34,6 | 57,2 | 8,2 |
| 1921 (b)..... | 38.797 | 12.271 | 23.013 | 3.513 | 100 | 31,6 | 59,3 | 9,1 |
| 1936 (b)..... | 41.183 | 12.446 | 24.679 | 4.058 | 100 | 30,2 | 59,9 | 9,9 |
| 1949 (c)..... | 40.150 | 11.847 | 23.860 | 4.443 | 100 | 29,5 | 59,4 | 11,1 |
| 1955 (c)..... | 43.115 | 13.328 | 24.798 | 4.989 | 100 | 30,9 | 57,5 | 11,6 |
| 1956 (c)..... | 43.441 | 13.525 | 24.884 | 5.032 | 100 | 31,1 | 57,3 | 11,6 |
| 1957 (c)..... | 43.787 | 13.705 | 25.005 | 5.077 | 100 | 31,3 | 57,1 | 11,6 |

(a) 87 départements. — (b) Au recensement. — (c) Au 1er janvier.
Source: I. N. S. E. E.

## B. — POPULATION ACTIVE

La population active et sa répartition par secteur d'activité collective et par catégories sociales ont été calculées à l'aide des résultats du sondage au 1/2 sur le recensement de 1954. Ces données sont mises à jour par les résultats de l'enquête par sondage sur l'emploi de février 1956.

**1° Résultats du recensement de 1954.**

(Exploitation par sondage de l'I. N. S. E. E.)

*Population active par sexe et catégorie socio-professionnelle* (en milliers).

| DÉSIGNATION | HOMMES | FEMMES | ENSEMBLE |
|---|---|---|---|
| 1. Agriculteurs | 2.342 | 1.642 | 3.984 |
| 2. Salariés agricoles | 984 | 169 | 1.153 |
| 3. Patrons de l'industrie et du commerce | 1.443 | 858 | 2.301 |
| 4. Professions libérales et cadres supérieurs | 483 | 74 | 557 |
| 5. Cadres moyens | 714 | 430 | 1.144 |
| 6. Employés | 985 | 1.096 | 2.081 |
| 7. Ouvriers: | | | |
| Qualifiés et contremaîtres | 334 | 23 | 357 |
| Apprentis | 169 | 44 | 213 |
| Manœuvres | 865 | 228 | 1.093 |
| Autres | 3.627 | 1.164 | 4.791 |
| | 4.995 | 1.459 | 6.454 |
| 8. Personnel de service | 199 | 809 | 1.008 |
| 9. Artistes | 30 | 16 | 46 |
| 10. Clergé | 58 | 119 | 177 |
| 11. Armée et police | 299 | 5 | 304 |
| Total | 12.537 | 6.682 | 19.220 |
| 12. Militaires du contingent | 300 | * | 300 |
| Population active totale | 12.837 | 6.682 | 19.520 |

*N. B.* — Population active: personnes ayant déclaré exercer une profession et personnes sans travail cherchant un emploi. Ont échappé, en fait, une part de celles qui ne travaillent que quelques heures par semaine, femmes de ménage occupées partiellement, conjoints d'agriculteurs, artisans ou commerçants. En 1946, étaient classés « aides familiaux », donc actifs, les épouses d'agriculteurs et enfants de plus de 14 ans n'ayant pas déclaré une profession ou poursuivant leurs études. En 1954, ont été classées actives seulement les personnes s'étant déclarées comme telles.

Source: Recensement I. N. S. E. E.

**2° Résultats de l'enquête par sondage sur l'emploi effectuée par l'I. N. S. E. E. en février 1956.**

a) *Répartition de la population âgée de quatorze ans et plus suivant l'activité au cours de la semaine précédant l'enquête, par sexe et lieu de résidence* (février 1956).

| DÉSIGNATION | LIEU DE RÉSIDENCE | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Région de Paris (1). | | | Province. | | | Ensemble | | |
| | Hommes. | Femmes. | Ensemble. | Hommes. | Femmes. | Ensemble. | Hommes. | Femmes. | Ensemble. |
| Population active occupée: | | | | | | | | | |
| Ne cherchant pas d'autre emploi | 82,1 | 44,9 | 61,9 | 80,6 | 38,1 | 58 | 80,8 | 39,2 | 58,6 |
| Cherchant un autre emploi | 1,8 | 1,2 | 1,5 | 1,2 | 0,5 | 0,8 | 1,3 | 0,6 | 0,9 |
| Population sans emploi cherchant du travail: | | | | | | | | | |
| Ne percevant pas l'allocation de chômage | 0,9 | 1,4 | 1,2 | 0,9 | 1,2 | 1 | 0,9 | 1,2 | 1,1 |
| Percevant l'allocation de chômage | 0,3 | 0,1 | 0,2 | 0,2 | 0,1 | 0,1 | 0,2 | 0,1 | 0,1 |
| Population non active | 14,9 | 52,4 | 35,2 | 17,1 | 60,1 | 40,1 | 16,8 | 58,9 | 39,3 |
| Ensemble (2) | 100 (2,3) | 100 (2,7) | 100 (5,0) | 100 (12,9) | 100 (14,7) | 100 (27,6) | 100 (15,2) | 100 (17,4) | 100 (32,6) |

(1) Agglomération de Paris et zone suburbaine.

(2) Entre parenthèses: nombres absolus en millions.

b) *Répartition de la population occupée suivant la branche d'activités collectives, par sexe et lieu de résidence.* (Février 1956.)

| BRANCHES D'ACTIVITÉS COLLECTIVES | LIEU DE RÉSIDENCE | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Région de Paris (1). | | | Province. | | | Ensemble. | | |
| | Hommes. | Femmes. | Ensemble. | Hommes. | Femmes. | Ensemble. | Hommes. | Femmes. | Ensemble. |
| Agriculture, forêts, pêche | 0,9 | 0,9 | 0,9 | 34,8 | 35,3 | 35 | 29,5 | 29,1 | 29,4 |
| Industrie | 51,4 | 36,7 | 45,6 | 38 | 22,7 | 32,6 | 40,1 | 25,2 | 34,7 |
| Dont: | | | | | | | | | |
| Energie | 2,3 | 0,5 | 1,6 | 2,8 | 0,5 | 2 | 2,7 | 0,4 | 1,9 |
| Sidérurgie, travail des métaux | 25,5 | 11,3 | 19,9 | 10,5 | 3,2 | 7,9 | 12,8 | 4,7 | 9,9 |
| Bâtiment et travaux publics | 8,5 | 1,3 | 5,7 | 11,6 | 1,3 | 8 | 11,1 | 1,3 | 7,6 |
| Textiles, habillement | 2,6 | 11,1 | 5,9 | 4,1 | 11,7 | 6,7 | 3,9 | 11,6 | 6,6 |
| Autres industries | 12,5 | 12,5 | 12,5 | 9 | 6 | 8 | 9,6 | 7,2 | 8,7 |
| Transports | 12,9 | 2,5 | 8,8 | 6 | 2,4 | 4,8 | 7,1 | 2,4 | 5,4 |
| Commerce | 14,9 | 20,4 | 17,1 | 10,3 | 17,7 | 12,9 | 11 | 18,2 | 13,6 |
| Professions administratives et libérales | 16,5 | 25,7 | 20,1 | 9,8 | 12 | 10,6 | 10,8 | 14,5 | 12,1 |
| Services domestiques et hygiène | 2 | 11,9 | 5,9 | 0,8 | 9,8 | 3,9 | 1 | 10,2 | 4,3 |
| Non déclarée | 1,4 | 1,9 | 1,6 | 0,3 | 0,1 | 0,2 | 0,5 | 0,4 | 0,5 |
| Ensemble (2) | 100 (1,9) | 100 (1,3) | 100 (3,2) | 100 (10,5) | 100 (5,7) | 100 (16,2) | 100 (12,4) | 100 (7,0) | 100 (19,4) |

(1) Agglomération de Paris et zone sururbaine.

(2) Entre parenthèses: nombres absolus en millions.

c) *Répartition de la population occupée suivant le groupe socio-professionnel par branche d'activités collectives.*

(Février 1956.)

| BRANCHES D'ACTIVITÉS COLLECTIVES | GROUPE SOCIO-PROFESSIONNEL | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Agriculteurs exploitants. | Salariés agricoles | Patrons de l'industrie et du commerce. | Professions libérales et cadres supérieurs. | Cadres moyens. | Employés. | Ouvriers | Personnel de service | Autres catégories. | Ensemble. |
| Agriculture, forêts, pêche | 78,4 | 19,6 | 0,2 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 1 | 0,3 | 0,2 | 100 (5,7) |
| Industrie | » | » | 15 | 2,8 | 5,8 | 7,8 | 67,6 | 1 | » | 100 (6,8) |
| Dont: | | | | | | | | | | |
| Energie | » | » | » | 5,4 | 9,7 | 11,9 | 71,4 | 1,6 | » | 100 (0,4) |
| Sidérurgie et travail des métaux | » | » | 10,4 | 3,9 | 7,7 | 9,3 | 67,7 | 0,9 | 0,1 | 100 (1,9) |
| Bâtiment, travaux publics | » | » | 16,8 | 2,2 | 3,4 | 4,5 | 72,7 | 0,4 | » | 100 (1,5) |
| Textiles, habillement | » | » | 20,4 | 1,1 | 3,6 | 4,2 | 69,8 | 0,9 | » | 100 (1,3) |
| Autres industries | » | 0,1 | 17,7 | 2,8 | 6,7 | 10,8 | 60,6 | 1,2 | 0,1 | 100 (1,7) |
| Transports | » | » | 3,8 | 3,4 | 10,3 | 55,2 | 43,1 | 4 | 0,2 | 100 (1,0) |
| Commerces | » | 0,4 | 53,3 | 1,6 | 4,4 | 21,9 | 14,6 | 3,6 | 0,2 | 100 (2,6) |
| Professions administratives et libérales | » | 0,2 | 2,2 | 14,2 | 25 | 22,4 | 14,3 | 7,9 | 13,8 | 100 (2,4) |
| Services domestiques, hygiène | » | 0,5 | 11,1 | » | » | 0,2 | 9,9 | 76,6 | 1,7 | 100 (0,8) |
| Non déclarée | » | » | 2,2 | 4,4 | 14,4 | 27,6 | 43,4 | 6 | 2 | 100 (0,1) |
| Ensemble (1) | 23,1 | 5,8 | 13,5 | 3,1 | 6,3 | 10,5 | 30,5 | 5,4 | 1,9 | 100 (19,4) |

(1) Entre parenthèses: nombres absolus en millions.

3° **Evolution de la répartition de la population occupée par secteurs d'activités collectives de 1951 à 1956.**

| BRANCHES D'ACTIVITÉS COLLECTIVES | DÉCEMBRE 1951 | OCTOBRE 1952 | JUIN 1953 | OCTOBRE 1954 | MARS 1955 | FÉVRIER 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Agriculture, forêts, pêche (01 à 05) | 31,8 | 31,6 | 31,5 | 29,5 | 28,9 | 29,4 |
| Industrie (06 à 61) | 35,1 | 34,7 | 34,9 | 37 | 34,9 | 34,7 |
| Dont: | | | | | | |
| Bâtiment, travaux publics (33 et 34) | 5,4 | 6,3 | 6,3 | 6,4 | 6,8 | 7,6 |
| Textiles, habillement, travail des étoffes, cuirs et peaux (47 à 52) | 8,7 | 7,7 | 7,5 | 7,3 | 7 | 6,6 |
| Transports (62 à 68) | 4,8 | 5,3 | 5,1 | 5 | 4,7 | 5,4 |
| Commerce (69 à 81) | 12,8 | 13 | 13,4 | 12,9 | 13,9 | 13,6 |
| Professions administratives et libérales (82 à 88 et 91 à 99) | 9,4 | 10,1 | 9,8 | 11,1 | 11,8 | 12,1 |
| Services domestiques, hygiène (89, 90) | 4,7 | 4,5 | 4,1 | 3,9 | 5 | 4,3 |
| Non déclarée | 1,3 | 0,8 | 1,2 | 0,6 | 0,8 | 0,5 |
| Ensemble (1) | 100 (20,1) | 100 (19,6) | 100 (18,9) | 100 (20,0) | 100 (20,2) | 100 (19,4) |

(1) Entre parenthèses: nombres absolus en millions.

# II. — ACTIVITE ET PRODUCTION

## I. — PRODUCTION AGRICOLE

### A. — Production végétale.

1° *Volume de la production* (en millions de quintaux).

| PRODUITS | MOYENNE 1930-1939. | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 1er nov. |
|---|---|---|---|---|---|
| Blé | 80,5 | 105,7 | 103,6 | 56,8 | 110,2 |
| Céréales secondaires: | | | | | |
| Seigle | 7,9 | 5,2 | 4,4 | 4,7 | 4,7 |
| Orge | 11,04 | 25,2 | 26,7 | 64,1 | 36,8 |
| Avoine | 47,5 | 35,7 | 36,4 | 46 | 27,1 |
| Maïs | 5,35 | 9,6 | 10,9 | 17,4 | 14,2 |
| Plantes sarclées: | | | | | |
| Pommes de terre (plein champ) | 156 | 159 | 137,5 | 168,5 | 139,5 |
| Betteraves industrielles | 91,1 | 116,6 | 109,7 | 108,8 | 106,3 |
| Riz | » | 0,52 | 0,81 | 0,9 | 1 |
| Oléagineux | (1) 0,133 | 1,08 | 1,3 | 1 | 1,8 |
| Légumes secs (2) | 2,5 | 2,3 | 2,4 | 2,3 | 2,2 |
| Plantes industrielles (1.000 quintaux): | | | | | |
| Houblon | 22,47 | 19,6 | 19,8 | 16,3 | 16,3 |
| Chanvre | 38,4 | 17,6 | 24,4 | 26,1 | 25,6 |
| Lin | 180 | 341 | 453,5 | 387,1 | 291,2 |
| Production fourragère: | | | | | |
| Prairies artificielles et temporaires, fourrages annuels, prés annuels | 354 | 405 | 554,6 | 394,6 | 424,3 |
| Cultures maraîchères (3) (légumes frais de plein champ) | » | » | 19,6 | » | » |
| Cultures fruitières: | | | | | |
| Pommes et poires à cidre | 332,1 | 35 | 36,8 | 36 | 7,1 |
| Pommes de table | 2,44 | 4,4 | 4,4 | 5,2 | 1,7 |
| Poires de table | 0,46 | 1,48 | 1,88 | 1,73 | 1,22 |
| Pêches | 0,57 | 1,37 | 1,55 | 1,72 | 2,62 |
| Prunes | 0,5 | 1,36 | 1,18 | 0,93 | 0,50 |
| Raisin de table | » | 2,42 | 2,55 | 2,10 | 1,56 |
| Vin (en millions d'hectolitres) | 58,9 | 61,1 | 61,1 | » | 32,1 |

(1) Moyenne 1934-1938.
(2) Haricots, lentilles, pois, fèves, féveroles, autres légumes secs de plein champ.
(3) Evaluation.

Source: Ministère de l'agriculture.

2° *Rendements à l'hectare.*

| PRODUITS | MOYENNE 1930 - 1939 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 1er nov. |
|---|---|---|---|---|---|
| Blé | 15,4 | 23,5 | 22,8 | 20,7 | 23,6 |
| Céréales secondaires: | | | | | |
| Seigle | 11,6 | 12,7 | 11,4 | 12,7 | 12,9 |
| Orge | 14,7 | 20,5 | 20,3 | 28 | 22,2 |
| Avoine | 14,3 | 16,6 | 17,5 | 20,2 | 16,5 |
| Maïs | 15,8 | 23,2 | 24 | 26,6 | 26,1 |
| Plantes sarclées: | | | | | |
| Pommes de terre (plein champ) | 111 | 166 | 146,6 | 176,1 | 155,9 |
| Betteraves industrielles | 287 | 307 | 293 | 289,8 | 311,4 |
| Riz | » | 26,7 | 41,3 | » | » |
| Oléagineux | » | 12,3 | 13,8 | 13,1 | 13,6 |
| Légumes secs | 9,9 | 10,4 | 10,6 | 11,2 | 11,2 |
| Plantes industrielles: | | | | | |
| Houblon | 10,1 | 13,7 | 13,8 | 12 | 12 |
| Chanvre | 11,3 | 10,8 | 13,6 | 13,2 | 15,4 |
| Lin | 6,6 | 7,5 | 7,9 | 6,8 | 6,3 |
| Production fourragère: | | | | | |
| Prairies artificielles et temporaires, fourrages annuels, prés annuels | 34,5 | 43,7 | 40,7 | (41,9) | » |

Source: Ministère de l'agriculture.

### B. — Production animale.

1° *Production annuelle.*

| DÉSIGNATION | AVANT GUERRE (moyenne). | 1949 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|
| 1. Lait (millions d'hectolitres) | 138 (Moyenne 1937-1938.) | 132,5 | 178 | 180 |
| 2. Viande (millions de tonnes) | 1,7 | 1,86 | 2,54 | 2,6 |
| Bœufs | 0,60 | 0,68 | 1,02 | 0,97 |
| Veaux | 0,27 | 0,29 | 0,37 | 0,36 |
| Moutons | 0,1 | 0,07 | 0,11 | 0,1 |
| Porcs | 0,68 | 0,77 | 0,95 | 1,1 |

Source: Ministère de l'agriculture (évaluation au 1er octobre).

2° *Etat du cheptel.*
(Moyenne en millions de têtes.)

| DÉSIGNATION | 1934-1938 | 1949 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|
| Chevaux | 2,77 | 2,41 | 2,17 | 2,1 |
| Bovins | 15,7 | 15,43 | 17,57 | 8,36 |
| Ovins | 9,75 | 7,48 | 8,22 | 7,73 |
| Porcins | 7,08 | 6,76 | 7,73 | » |

Source. Ministère de l'agriculture (évaluation au 1er octobre).

### C. — Indices d'ensemble de la production agricole finale.

(Ensemble des produits allant aux consommateurs ou à l'industrie.)

Bases { Moyenne 1934-1938 = 100 (pour tous les produits sauf le vin et les fruits).
{ Moyenne 1936-1939 = 100 (pour le vin et les fruits).

| DÉSIGNATION | PRODUCTION végétale (sans le vin). | PRODUCTION de vin. | PRODUCTION végétale totale | PRODUCTION animale (non compris poisson). | PRODUCTION totale (y compris poisson). |
|---|---|---|---|---|---|
| Campagne 1951-1952 (récolte 1951) | 95 à 100 | 88 à 93 | 92 à 97 | 107 à 112 | 100 à 105 |
| Campagne 1952-1953 (récolte 1952) | 105 à 110 | 88 à 93 | 102 à 107 | 110 à 115 | 105 à 110 |
| Campagne 1953-1954 (récolte 1953) | 113 à 117 | 98 à 103 | 109 à 113 | 120 à 125 | 115 à 120 |
| Campagne 1954-1955 (récolte 1954) | 120 à 125 | 100 à 105 | 115 à 120 | 130 à 135 | 122 à 127 |
| Campagne 1955-1956 (récolte 1955) | 118 à 123 | 100 à 105 | 113 à 118 | 130 à 135 | 121 à 126 |
| Campagne 1956-1957 (récolte 1956) | » | » | » | » | (121-126) |

Source. I. N. S. E. E.

## II. — PÊCHES MARITIMES

| DÉSIGNATION | 1938 | 1949 | 1955 | 1956 | 1957 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | P |
| a) Production totale métropolitaine (1 000 tonnes): | | | | | |
| Poissons frais | 312 | 273 | 344 | 350 | 313 |
| Morue salée | 71 | 47 | 67 | 62 | » |
| Huîtres et coquillages (évaluation) (1) | 60 | » | 97 | 109 | 61 |
| b) Indications de valeurs: | | | | | |
| Vente du poisson frais (en milliards de francs) | » | 22,5 | 38 | 41 | 36,7 |

(1) Surtaxes comprises.
Source: Ministère de la marine marchande.

## III. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

### A. — Indices annuels de la production industrielle.

(Base 100 en 1952. — Moyennes mensuelles.)

| DÉSIGNATION | 1938 | 1949 | 1950 | 1951 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ensemble avec bâtiment | 75 | 84 | 88 | 99 | 101 | 119 | 119 | 130 |
| Ensemble sans bâtiment | 75 | 83 | 88 | 99 | 101 | 111 | 121 | 134 |
| 1. Energie | » | 83 | 86 | 94 | 99 | 105 | 110 | 116 |
| Electricité | 52 | 74 | 81 | 94 | 102 | 112 | 122 | 132 |
| Gaz | 54 | 95 | 95 | 99 | 104 | 106 | 112 | 127 |
| Pétrole et carburants | 32 | 53 | 67 | 86 | 105 | 112 | 120 | 132 |
| Combustibles minéraux solides | 83 | 92 | 92 | 96 | 95 | 98 | 100 | 100 |
| 2. Mines et carrières | » | 85 | 85 | 92 | 97 | 100 | 106 | 107 |
| Extraction de minerais métalliques | 75 | 77 | 74 | 87 | 103 | 105 | 120 | 125 |
| Extraction et préparation de minéraux divers | 60 | 86 | 92 | 97 | 101 | 116 | 125 | 134 |
| Extraction de matériaux de construction | 72 | 58 | 63 | 77 | 79 | 96 | 113 | 117 |
| 3. Production et transformation des métaux: | | | | | | | | |
| Production des métaux | 56 | 79 | 78 | 90 | 92 | 98 | 117 | 124 |
| Transformation des métaux | 65 | 81 | 84 | 97 | 96 | 108 | 123 | (138) |
| 4. Verre | 80 | 97 | 104 | 121 | 100 | 112 | 120 | 139 |
| 5. Céramique et fabrication de matériaux de construction | 74 | 86 | 86 | 97 | 99 | 108 | 124 | 128 |
| 6. Bâtiment et travaux publics | (65) | 89 | 89 | 95 | 101 | 104 | 110 | 110 |
| 7. Caoutchouc | 57 | 80 | 88 | 104 | 101 | 114 | 122 | 134 |
| 8. Industries chimiques | 67 | 82 | 99 | 106 | 107 | 124 | 149 | 163 |
| 9. Industries textiles | 104 | 95 | 107 | 110 | 106 | 113 | 110 | 119 |
| 10. Corps gras | 189 | 110 | 92 | 128 | 113 | 119 | 128 | 133 |
| 11. Cuirs et peaux | 127 | 85 | 97 | 96 | 100 | 107 | 103 | 103 |
| 12. Papiers et cartons | 94 | 93 | 106 | 124 | 115 | 133 | 116 | 139 |
| 13. Presse et édition | 88 | 88 | 86 | 106 | 104 | 107 | 134 | 155 |
| 14. Tabacs et allumettes | 78 | 88 | 93 | 102 | 101 | 107 | 107 | 111 |

Source: I. N. S. E. E.

*Evolution trimestrielle récente.*

Indices d'ensemble.

1952 = 100 (moyennes mensuelles) (1).

| DÉSIGNATION | I | II | III | IV | ANNÉE |
|---|---|---|---|---|---|
| 1. Ensemble (avec bâtiment) : | | | | | |
| 1955 | 117 | 124 | 108 | 128 | 119 |
| 1956 | 125 | 138 | 118 | 140 | 130 |
| 1957 | (140) | (148) | (125) | (1) (150) | » |
| 2. Ensemble (sans bâtiment) : | | | | | |
| 1955 | 121 | 126 | 108 | 131 | 124 |
| 1956 | 132 | 143 | 120 | 145 | 134 |
| 1957 | (146) | (153) | (127) | (1) (156) | » |
| Dont : | | | | | |
| Energie : | | | | | |
| 1955 | 114 | 108 | 101 | 116 | 110 |
| 1956 | 122 | 113 | 107 | 122 | 116 |
| 1957 | (124) | (119) | (113) | (2) (123) | » |
| Mines et carrières : | | | | | |
| 1955 | 105 | 108 | 100 | 108 | 106 |
| 1956 | 105 | 112 | 103 | 112 | 107 |
| 1957 | (113) | (116) | (108) | (2) (110) | » |

(1) Moyenne octobre-novembre.
(2) Octobre.

*N. B.* — Les indices provisoires pour 1957 ne sont pas comparables aux indices des années 1955 et 1956.

Source : I. N. S. E. E.

B. — **Energie.**

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

| DÉSIGNATION | I | II | III | IV | ANNÉE |
|---|---|---|---|---|---|
| 1. Combustibles minéraux solides (ensemble) : | | | | | |
| 1955 | 104 | 100 | 92 | 102 | 100 |
| 1956 | 104 | 100 | 94 | 105 | 100 |
| 1957 | (106) | (105) | (98) | (104) | » |
| 2. Electricité (ensemble) : | | | | | |
| 1955 | 127 | 118 | 112 | 132 | 122 |
| 1956 | 138 | 127 | 119 | 144 | 132 |
| 1957 | (146) | (137) | (127) | (151) | » |
| 3. Gaz (ensemble), gaz naturel et d'usine : | | | | | |
| 1955 | 128 | 104 | 91 | 127 | 112 |
| 1956 | 153 | 117 | 99 | 142 | 127 |
| 1957 | (158) | (138) | (122) | (164) | » |
| 4. Pétrole et carburants (ensemble) : | | | | | |
| 1955 | 113 | 117 | 124 | 129 | 120 |
| 1956 | 131 | 131 | 130 | 124 | 132 |
| 1957 | (110) | (122) | (131) | (140) | » |
| 5. Production métropolitaine de pétrole brut : | | | | | |
| 1955 | 179 | 235 | 273 | 317 | 251 |
| 1956 | 319 | 313 | 369 | 409 | 361 |
| 1957 | (426) | (419) | (394) | » | » |
| 6. Pétrole traité dans les raffineries : | | | | | |
| 1955 | 111 | 114 | 120 | 128 | 117 |
| 1956 | 125 | 125 | 134 | 114 | 125 |
| 1957 | (100) | (111) | (122) | » | » |

(1) Moyenne octobre-novembre.

*N. B.* — Les indices provisoires pour 1957 ne sont pas comparables aux indices des années 1955 et 1956.

Source : I. N. S. E. E.

2° *Production totale d'énergie.*

(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

| DÉSIGNATION | 1938 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Houille et lignite (1.000 tonnes) : production nette = vente de houille crue aux tiers + consommation des mines + variation des stocks | 3.063 | 4.780 | 4.544 | 4.693 | 4.782 | 4.782 |
| Cokes (1.000 tonnes) : production totale disponible de semi-coke, coke de four, coke de gaz | 806 | 899 | 834 | 850 | 947 | 1.063 |
| Pétrole (1.000 tonnes) : | | | | | | |
| Production métropolitaine de brut | 6 | 29,1 | 30,6 | 42,4 | 72,9 | 105,1 |
| Pétrole traité dans les raffineries | 582 | 1.791 | 1.887 | 1.987 | 2.091 | 2.233 |
| Electricité (millions de kWh) : | | | | | | |
| Production totale | 1.733 | 3.400 | 3.450 | 3.797 | 4.130 | 4.485 |
| Centrales thermiques : 5.000 kWh (puissance installée). Centrales hydrauliques : 1.000 kWh (puissance installée). | | | | | | |
| Statistique partielle | 1.548 | 3.208 | 3.243 | 3.567 | 3.882 | 4.229 |
| Gaz (millions de m³) : | | | | | | |
| Gaz d'usine (production totale disponible) | 149 | 207 | 207 | 216 | 209 | 225,6 |
| Gaz naturels | » | 22,2 | 20,4 | 21,6 | 23,2 | 26,6 |

Source : Ministère de l'industrie et du commerce.

C. — **Production de mines et carrières.**

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

| DÉSIGNATION | I | II | III | IV | ANNÉE |
|---|---|---|---|---|---|
| 1. Extraction de minerais métalliques (ensemble) : | | | | | |
| 1955 | 119 | 122 | 113 | 126 | 120 |
| 1956 | 125 | 131 | 120 | 129 | 125 |
| 1957 | (141) | (139) | (134) | (145) | » |
| Dont : | | | | | |
| Minerai de fer : | | | | | |
| 1955 | 123 | 124 | 116 | 130 | 124 |
| 1956 | 130 | 136 | 124 | 132 | 129 |
| 1957 | (146) | (143) | (1) (135) | » | » |
| Bauxite : | | | | | |
| 1955 | 131 | 153 | 117 | 133 | 134 |
| 1956 | 117 | 139 | 116 | 157 | 131 |
| 1957 | (135) | (160) | (1) (127) | » | » |
| 2. Extraction de matériaux de construction (ensemble) : | | | | | |
| 1955 | 89 | 125 | 120 | 116 | 113 |
| 1956 | 85 | 136 | 130 | 119 | 117 |
| 1957 | (113) | (142) | (128) | (124) | » |
| 3. Extraction et préparation de minéraux divers (ensemble) : | | | | | |
| 1955 | 129 | 128 | 114 | 129 | 125 |
| 1956 | 132 | 141 | 121 | 144 | 134 |
| 1957 | (147) | (150) | (127) | (150) | » |

(1) Moyenne octobre-novembre.

*N. B.* — Les indices provisoires pour 1957 ne sont pas comparables aux indices des années 1955 et 1956.

Source : I. N. S. E. E.

2° *Productions totales des mines et carrières.*

(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

| DÉSIGNATION | 1938 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1. Extractions de minerais métalliques: | | | | | | |
| Minerai de fer (production totale de minerai marchand) | 2.574 | 3.393 | 3.531 | 3.632 | 4.193 | 4.390 |
| Bauxite | 54 | 93 | 97 | 106 | 125 | 93 |
| 2. Extraction de matériaux de construction: | | | | | | |
| Ardoises de couverture | 10,9 | 13,1 | 12 | 11,6 | 10,1 | 10,6 |
| Pierres à bâtir (1) | 127 | 131 | 150 | 150 | 159 | 153 |
| Sables et graviers d'alluvions | 1.244 | 2.537 | 2.563 | 2.740 | 3.295 | 3.623 |
| Matériaux de viabilité | 1.109 | 1.826 | 1.954 | 1.980 | 2.240 | 2.320 |

(1) Calcaires (pierres de taille, moellons, enrochements, cales et meulières à bâtir).

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

## D. — Production et transformation des métaux.

### 1. Production des métaux

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

| DÉSIGNATION | I | II | III | IV | ANNÉE |
|---|---|---|---|---|---|
| I. Production des métaux (ensemble): | | | | | |
| 1955 | 115 | 121 | 109 | 122 | 117 |
| 1956 | 120 | 130 | 119 | 130 | 124 |
| 1957 | (134) | (136) | (130) | (140) | » |
| Dont: | | | | | |
| 1. Sidérurgie (ensemble): | | | | | |
| 1955 | 114 | 117 | 105 | 120 | 114 |
| 1956 | 118 | 125 | 112 | 127 | 120 |
| 1957 | (131) | (128) | (120) | » | » |
| Fonte: | | | | | |
| 1955 | 110 | 114 | 106 | 119 | 112 |
| 1956 | 116 | 120 | 112 | 122 | 116 |
| 1957 | (122) | (120) | (119) | » | » |
| Acier: | | | | | |
| 1955 | 118 | 119 | 107 | 121 | 116 |
| 1956 | 121 | 127 | 115 | 130 | 123 |
| 1957 | (131) | (126) | (1) (124) | » | » |
| Produits finis laminés: | | | | | |
| 1955 | 115 | 118 | 102 | 120 | 114 |
| 1956 | 119 | 126 | 109 | 128 | 120 |
| 1957 | (137) | (134) | (1) (118) | » | » |

| DÉSIGNATION | I | II | III | IV | ANNÉE |
|---|---|---|---|---|---|
| 2. Métallurgie des métaux non ferreux (ensemble): | | | | | |
| 1955 | 119 | 137 | 127 | 129 | 128 |
| 1956 | 128 | 151 | 146 | 143 | 142 |
| 1957 | (145) | (168) | (154) | » | » |
| Dont: | | | | | |
| Aluminium: | | | | | |
| 1955 | 115 | 135 | 132 | 129 | 127 |
| 1956 | 133 | 144 | 151 | 155 | 144 |
| 1957 | (152) | (158) | (150) | » | » |
| Cuivre: | | | | | |
| 1955 | 120 | 114 | 97 | 132 | 115 |
| 1956 | 128 | 112 | 82 | 126 | 112 |
| 1957 | (113) | (106) | (25) | » | » |
| Plomb: | | | | | |
| 1955 | 133 | 133 | 105 | 130 | 127 |
| 1956 | 140 | 132 | 102 | 124 | 127 |
| 1957 | (1) (134) | (135) | (120) | » | » |
| Zinc: | | | | | |
| 1955 | 158 | 158 | 133 | 141 | 147 |
| 1956 | 144 | 157 | 146 | 138 | 146 |
| 1957 | (167) | (175) | (159) | » | » |

(1) Moyenne octobre-novembre.

*N. B.* — Les indices provisoires pour 1957 ne sont pas comparables aux indices des années 1955 et 1956.

Source: I. N. S. E. E.

2° *Productions totales de métaux ferreux et autres.*

(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

| DÉSIGNATION | 1938 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1. Sidérurgie: | | | | | | |
| Fonte (production totale de fonte brute) (1) | 501 | 814 | 722 | 737 | 913 | 957 |
| Acier (production totale d'acier brut) | 518 | 906 | 833 | 886 | 1.019 | 1.117 |
| Produits finis (2) | 343 | 617 | 581 | 606 | 739 | 777 |
| 2. Métallurgie de métaux non ferreux: | | | | | | |
| Aluminium (production totale 1re et 2e fusion) | 4,233 | 10,554 | 11,352 | 12,258 | 13,418 | 15,173 |
| Cuivre (production de cuivre électrolytique en cathodes et production de cuivre affiné 2e fusion) (3) | 1,772 | 1,987 | 1,741 | 2,313 | 2,287 | 2,224 |
| Zinc (production totale 1re et 2e fusion) | 6,568 | 7,786 | 8,041 | 11,312 | 11,147 | 11,385 |
| Plomb (production totale de plomb doux, 1re et 2e fusion) (4) | 4,723 | 5,936 | 6,148 | 6,849 | 7,716 | 7,135 |

(1) Fonte de moulage, fonte d'affinage, spiegel, ferro-manganèse, autres fontes.
(2) Productions totales de laminés à chaud et tôles minces laminées à froid.
(3) La production est une transformation d'une partie du métal importé et de vieilles matières.
(4) Le plomb antimonieux est fabriqué à partir de plomb de première et deuxième fusion, soit de déchets ou d'alliages.

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

2. Transformation des métaux

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

| DÉSIGNATION | I | II | III | IV | ANNÉE |
|---|---|---|---|---|---|
| II. — Transformation des métaux (ensemble) : | | | | | |
| 1955 | 122 | 131 | 109 | 138 | 123 |
| 1956 | 140 | 156 | 124 | 154 | 142 |
| 1957 | (152) | (165) | (131) | (1) (113) | » |
| Dont : | | | | | |
| Première transformation (métaux ferreux et autres) : | | | | | |
| 1955 | 127 | 135 | 112 | 138 | 128 |
| 1956 | 132 | 148 | 115 | 150 | 136 |
| 1957 | (152) | (160) | (124) | » | » |
| Fonderie (métaux ferreux et autres) : | | | | | |
| 1955 | 109 | 113 | 97 | 115 | 109 |
| 1956 | 116 | 120 | 99 | 125 | 113 |
| 1957 | (129) | (135) | (99) | » | » |
| Construction automobile : | | | | | |
| 1955 | 140 | 158 | 120 | 149 | 141 |
| 1956 | 162 | 178 | 130 | 165 | 156 |
| 1957 | (170) | (190) | (141) | » | » |
| Construction aéronautique : | | | | | |
| 1955 | 113 | 84 | 59 | 131 | 97 |
| 1956 | 178 | 212 | 147 | 169 | 175 |
| 1957 | (171) | (137) | (137) | » | » |
| Construction électrique : | | | | | |
| 1955 | 133 | 149 | 119 | 164 | 142 |
| 1956 | 150 | 168 | 146 | 195 | 164 |
| 1957 | (184) | (199) | (166) | » | » |

(1) Moyenne octobre-novembre.

*N. B.* — Les indices provisoires pour 1957 ne sont pas comparables aux indices des années 1955 et 1956.

Source : I. N. S. E. E.

2° *Productions totales des fonderies autonomes de véhicules automobiles et de machines agricoles.*

(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

| DÉSIGNATION | 1938 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Productions totales des fonderies autonomes de fonte et d'acier (1.000 tonnes) | 78 | 108 | 91 | 101 | 119 | 124 |
| Automobiles (1.000) : | | | | | | |
| Voitures particulières | 15,2 (1) | 30,8 | 30,7 | 36,4 | 46,1 | 54 |
| Véhicules utilitaires (camions et camionnettes) | 3,3 | 9,7 | 10,4 | 13,1 | 13,9 | 14,5 |
| Machines agricoles (pièces) : | | | | | | |
| Tracteurs | 145 (2) | 2.086 | 2.354 | 2.387 | 5.352 | 6.557 |
| Motoculteurs et mototreuils | 36 | 396 | 492 | 352 | 902 | 1.224 |

(1) Moyenne du 1er octobre 1937 au 10 septembre 1938.
(2) Tracteurs à roues et à chenilles.

Source : Ministère de l'industrie et du commerce.

E. — **Industrie du verre.**

| | I | II | III | IV | ANNÉE |
|---|---|---|---|---|---|
| Indices 1952 = 100 (moyenne mensuelle) : | | | | | |
| 1955 | 119 | 124 | 114 | 127 | 121 |
| 1956 | 135 | 135 | 128 | 157 | 139 |
| 1957 | (162) | (160) | (144) | (1) (163) | » |

(1) Octobre.
Source : I. N. S. E. E.

F. — **Céramique et fabrication de matériaux de construction.**

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

| | I | II | III | IV | ANNÉE |
|---|---|---|---|---|---|
| Ensemble : | | | | | |
| 1955 | 109 | 125 | 119 | 130 | 121 |
| 1956 | 113 | 137 | 125 | 137 | 128 |
| 1957 | (136) | (150) | (133) | (1) (149) | » |

(1) Octobre.
Source : I. N. S. E. E.

2° *Productions totales* (1.000 tonnes).

(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

| | 1938 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Ciment | 296 | 720 | 754 | 781 | 881 | 933 |
| Briques et tuiles | 346 | 390 | 378 | 417 | 481,5 | 483 |

Source : Ministère de l'industrie et du commerce.

G. — **Bâtiment et travaux publics.**

| | I | II | III | IV | ANNÉE |
|---|---|---|---|---|---|
| Indices 1952 = 100 (moyenne mensuelle) : | | | | | |
| 1955 | 98 | 113 | 108 | 114 | 110 |
| 1956 | 92 | 117 | 107 | 115 | 110 |
| 1957 | (1) (112) | (120) | (114) | (1) (118) | » |

(1) Moyenne octobre-novembre.

*N. B.* — Les indices provisoires pour 1957 ne sont pas comparables aux indices des années 1955 et 1956.

Source : I. N. S. E. E.

### II. — Caoutchouc.

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

| | I | II | III | IV | ANNÉE |
|---|---|---|---|---|---|
| **Ensemble:** | | | | | |
| 1955 | 123 | 128 | 100 | 134 | 122 |
| 1956 | 136 | 144 | 112 | 148 | 134 |
| 1957 | (152) | (159) | (118) | (1) (150) | » |

(1) Octobre.
Source: I. N. S. E. E.

2° *Productions totales* (1.000 tonnes).
(Moyennes mensuelles.) — (Evolutions annuelles.)

| | 1938 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Productions totales de pneumatiques et bandages | 6,7 | 13,4 | 12,2 | 14,5 | 15,6 | 17,1 |

*N. B.* — Les indices provisoires pour 1957 ne sont pas comparables aux indices des années 1955 et 1956.
Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

### I. — Industries chimiques.

1° *Indices* (base 100 en 1952).
(Moyenne mensuelle.)

| DÉSIGNATION | I | II | III | IV | ANNÉE |
|---|---|---|---|---|---|
| Industries chimiques (ensemble): | | | | | |
| 1955 | 145 | 159 | 137 | 159 | 149 |
| 1956 | 156 | 171 | 153 | 174 | 163 |
| 1957 | (179) | (189) | (159) | (4) (211) | » |
| Dont: | | | | | |
| Produits chimiques minéraux (1): | | | | | |
| 1955 | 131 | 142 | 125 | 137 | 133 |
| 1956 | 137 | 146 | 132 | 144 | 140 |
| 1957 | (149) | (157) | (143) | » | » |
| Produits chimiques organiques (2): | | | | | |
| 1955 | 206 | 229 | 194 | 232 | |
| 1956 | 240 | 260 | 234 | 258 | 215 |
| 1957 | (279) | (273) | (280) | » | 248 |
| | | | | | » |
| Industries parachimiques (3): | | | | | |
| 1955 | 120 | 133 | 112 | 135 | 125 |
| 1956 | 122 | 141 | 127 | 149 | 133 |
| 1957 | (147) | (153) | (136) | » | » |

(1) Acide sulfurique, carbonate de soude, carbure de calcium, engrais phosphatés, engrais azotés, phosphate trisodique, chlore gazeux, oxygène comprimé, acétylène dissous.
(2) Organiques de synthèse, matière plastique, colorants, goudrons et benzols.
(3) Lessives, abrasifs (carborundum), peintures et vernis, surfaces sensibles.
(4) Octobre.

*N. B.* — Les indices provisoires pour 1957 ne sont pas comparables aux indices des années 1955 et 1956.

2° *Productions totales d'engrais.*
(Moyennes mensuelles en milliers de tonnes.)
(Evolutions annuelles.)

| PRODUITS | 1938 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Engrais azotés (1) | 14,7 | 23,7 | 23,1 | 26,5 | 31,9 | 34 |
| Engrais phosphatés (2) | 312 | 302 | 354 | 417 | 459 | 508 |

(1) Production totale d'engrais azotés de synthèse (sulfate d'ammoniaque, nitrates de chaux, de soude, d'ammoniaque, ammonitrates), de cyanamite calcique et de sulfate d'ammoniaque de récupération (évalués en tonnes d'azote).
(2) Production totale de superphosphates, phosphates moulus, scories de déphosphoration et engrais composés.
Source: Ministère de l'industrie et du commerce

### J. — Industrie textile (ensemble).

1° *Indices* 1952 = 100.

| DÉSIGNATION | I | II | III | IV | ANNÉE |
|---|---|---|---|---|---|
| Industrie textile (ensemble): | | | | | |
| 1955 | 116 | 114 | 93 | 117 | 110 |
| 1956 | 116 | 128 | 100 | 134 | 119 |
| 1957 | (136) | (145) | (111) | (1) (136) | » |
| Dont: | | | | | |
| Jute: | | | | | |
| 1955 | 125 | 124 | 103 | 132 | 121 |
| 1956 | 128 | 128 | 97 | 130 | 121 |
| 1957 | (124) | (119) | (96) | » | » |
| Tissus de lin et chanvre: | | | | | |
| 1955 | 88 | 79 | 60 | 79 | 77 |
| 1956 | 82 | 95 | 79 | 109 | 91 |
| 1957 | (109) | (107) | (80) | » | » |
| Coton (filés de coton): | | | | | |
| 1955 | 117 | 108 | 80 | 108 | 103 |
| 1956 | 109 | 117 | 90 | 124 | 110 |
| 1957 | (129) | (130) | (100) | » | » |
| Coton (tissus de coton): | | | | | |
| 1955 | 117 | 107 | 78 | 101 | 101 |
| 1956 | 101 | 112 | 91 | 117 | 103 |
| 1957 | (126) | (126) | (97) | » | » |
| Laine (filés de laine): | | | | | |
| 1955 | 113 | 119 | 105 | 129 | 117 |
| 1956 | 124 | 142 | 108 | 145 | 129 |
| 1957 | (1) (144) | (157) | (117) | » | » |
| Laine (tissus de laine): | | | | | |
| 1955 | 97 | 95 | 88 | 103 | 96 |
| 1956 | 100 | 110 | 89 | 114 | 103 |
| 1957 | (114) | (124) | (94) | » | » |
| Fibranne: | | | | | |
| 1955 | 174 | 185 | 138 | 165 | 166 |
| 1956 | 159 | 174 | 124 | 187 | 160 |
| 1957 | (186) | (211) | (147) | » | » |
| Rayonne: | | | | | |
| 1955 | 138 | 141 | 110 | 141 | 133 |
| 1956 | 139 | 145 | 100 | 138 | 130 |
| 1957 | (139) | (157) | (117) | » | » |
| Fibres et fils synthétiques: | | | | | |
| 1955 | 313 | 346 | 296 | 398 | 339 |
| 1956 | 438 | 474 | 356 | 540 | 449 |
| 1957 | (586) | (680) | (470) | » | » |

(1) Moyenne octobre.

*N. B.* — Les indices provisoires pour 1957 ne sont pas comparables aux indices des années 1955 et 1956.

2° *Productions totales de laine et coton* (1.000 tonnes).
(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

| DÉSIGNATION | 1938 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1. Laine : | | | | | | |
| Laine peignée | 5,25 | 4,7 | 6 | 6,2 | 6,1 | 7,1 |
| Filés (filés purs et mélangés pour tissage, bonneterie et mercerie) | 9,8 | 9,2 | 10 | 10,7 | 10,7 | 11,8 |
| Tissus (tissus bruts) (1) | 6,65 | 6,1 | 5,7 | 6 | 5,8 | 6,25 |
| 2. Coton : | | | | | | |
| Filés (production totale de filés de cotons purs ou mélangés fibranne) | 20,8 | 21,4 | 22,5 | 24,6 | 22,1 | 23,4 |
| Tissus (production totale de tissus de cotons purs ou mélangés fibranne) | 13,2 | 12,5 | 13,3 | 14,5 | 12,5 | 12,7 |

| | 1938 | 1952 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|
| (1) Tissus finis pour le secteur civil pour l'habillement (1.000 m) | 10.235 | 8.759 | 7.572 | 7.815 |

Source : Ministère de l'industrie et du commerce.

K. — **Corps gras** (ensemble).

| | I | II | III | IV | ANNÉE |
|---|---|---|---|---|---|
| Indices 1952 = 100 (moyennes mensuelles) : | | | | | |
| 1955 | 118 | 136 | 119 | 136 | 128 |
| 1956 | 128 | 136 | 120 | 149 | 133 |
| 1957 | (140) | (135) | (117) | (1) (148) | » |

(1) Octobre.

*N. B.* — Les indices provisoires pour 1957 ne sont pas comparables aux indices des années 1955 et 1956.

Source : I. N. S. E. E.

L. — **Cuirs.**

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

| | I | II | III | IV | ANNÉE |
|---|---|---|---|---|---|
| Cuirs (ensemble) : | | | | | |
| 1955 | 110 | 105 | 88 | 110 | 103 |
| 1956 | 105 | 107 | 92 | 111 | 103 |
| 1957 | (115) | (118) | (100) | (1) (123) | » |

(1) Octobre.

*N. B.* — Les indices provisoires pour 1957 ne sont pas comparables aux indices des années 1955 et 1956.

Source : I. N. S. E. E.

2° *Productions totales* (1.000 tonnes).
(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

| | 1938 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Cuirs et peaux finies de bovins | 5,3 | 3,5 | 3,25 | 3,5 | 3,2 | 3,1 |

*N. B.* — Les indices provisoires pour 1957 ne sont pas comparables aux indices des années 1955 et 1956.

Source : Ministère de l'industrie et du commerce.

M. — **Papiers-cartons.**

1° *Indices* 1952 = 100.

| DÉSIGNATION | I | II | III | IV | ANNÉE |
|---|---|---|---|---|---|
| Papiers et cartons (ensemble) : | | | | | |
| 1955 | 149 | 152 | 126 | 156 | 146 |
| 1956 | 161 | 172 | 134 | 170 | 159 |
| 1957 | (177) | (186) | (146) | (1) (160) | » |
| Dont : | | | | | |
| Papier journal, impression et écriture : | | | | | |
| 1955 | 140 | 140 | 117 | 145 | 136 |
| 1956 | 147 | 157 | 120 | 154 | 143 |
| 1957 | (160) | (161) | (124) | » | » |

(1) Octobre.

*N. B.* — Les indices provisoires pour 1957 ne sont pas comparables aux indices des années 1955 et 1956.

Source : I. N. S. E. E.

2° *Productions totales* (1.000 tonnes).
(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

| DÉSIGNATION | 1938 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Pâtes à papier (production totale évaluée en 1.000 tonnes de pâtes sèches) (1) | 28,9 | 43 | 48,7 | 56,3 | 61,2 | 67 |
| Papier d'impression et d'écriture | 48,7 | 49,2 | 54,5 | 62,1 | 67,1 | 70,7 |
| Papier paille et d'emballage | 26,6 | 29 | 35,6 | 39,8 | 45 | 50,4 |

(1) Production totale de pâtes mécaniques et mi-chimiques de pâtes au bisulfite, de pâte Kraft à la soude et autres pâtes chimiques.

Source : Ministère de l'industrie et du commerce.

N. — **Presse-édition.**

| | I | II | III | IV | ANNÉE |
|---|---|---|---|---|---|
| Indices 1952 = 100 (moyenne mensuelle) : | | | | | |
| 1955 | 129 | 138 | 126 | 144 | 134 |
| 1956 | 153 | 153 | 145 | 170 | 155 |
| 1957 | (180) | (172) | (150) | (1) (148) | » |

(1) Octobre.

*N. B.* — Les indices provisoires pour 1957 ne sont pas comparables aux indices des années 1955 et 1956.

Source : I. N. S. E. E.

O. — **Tabacs et allumettes.**

| | I | II | III | IV | ANNÉE |
|---|---|---|---|---|---|
| Indices 1952 = 100 (moyenne mensuelle) : | | | | | |
| 1955 | 119 | 117 | 78 | 114 | 107 |
| 1956 | 115 | 124 | 90 | 127 | 114 |
| 1957 (1) | (132) | (135) | (94) | (1) (128) | » |

(1) Octobre.

*N. B.* — Les indices provisoires pour 1957 ne sont pas comparables aux indices des années 1955 et 1956.

Source : I. N. S. E. E.

P. — **Indications sur l'industrie cinématographique.**
(Long métrage = 1.300 mètres.)

| DÉSIGNATION | 1949 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | P |
| 1. Production de films | 108 | 96 | 111 | 96 | 110 | 129 | 140 à 142 |
| 2. Visa de censure: | | | | | | | |
| Français | 96 | 108 | 111 | 96 | 106 | 133 | » |
| Américains (total) | 336 | 312 | 324 | 468 | (1) | » | » |
| Autres (total) | 192 | 288 | 372 | 156 | (1) | » | » |
| Total visas | 624 | 708 | 804 | 720 | 660 | 352 | » |
| 3. Visas d'exportation (2) | 1.020 | 1.440 | 1.488 | 1.572 | (3) | » | » |
| 4. Nombre de spectateurs (millions | 385 | 356 | 356 | 383 | 395 | 394-400 | 415 à 420 |

(1) Total visas américains et autres: 554.
(2) Visas délivrés pour les films exportés vers l'étranger (films de long métrage, plus de 1.300 mètres).
(3) Visas longs et courts métrages: 2.555.
Sources: Ministère de l'industrie et du commerce et Centre national du cinéma.

Q. — **Estimation du niveau d'ensemble de la production industrielle.**

L'indice mensuel de la production industrielle ne couvre pas les branches: industries alimentaires, industries du bois et de l'ameublement, habillement et travail des étoffes, dont l'activité est difficile à saisir au rythme mensuel ou n'est connu qu'avec retard.

Pour les *industries alimentaires*, un indice a cependant été calculé sur la base de mesures en volume de la production, à l'exception de certaines productions pour lesquelles il a fallu se contenter d'évaluation (laiteries, conserves de poissons...).

L'indice des *industries de l'habillement* et du *travail des étoffes* est calculé d'après les approvisionnements en tissus et les consommations apparentes.

*L'activité des industries du bois et de l'ameublement* est particulièrement difficile à apprécier, par insuffisance des informations. L'indice correspondant est obtenu à partir de la consommation apparente de bois ou des livraisons de contreplaqués et les consommations d'électricité haute tension.

*Un indice d'ensemble* est enfin calculé pour ces trois branches.
(1952 = 100.)

| DÉSIGNATION | PONDÉRATION | 1949 | 1950 | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Industries alimentaires | 70 | 95 | 109 | 109 | 100 | 110 | 110 | 116 | 117 |
| Habillement et travail des étoffes | 61 | 96 | 106 | 112 | 100 | 108 | 108 | 103 | 110 |
| Bois et ameublement | 35 | 91 | 95 | 100 | 100 | 102 | 109 | 115 | 120 |
| Ensemble | 166 | 95 | 105 | 108 | 100 | 105 | 109 | 111 | 115 |

A partir de cet indice d'ensemble des trois branches ci-dessus et de l'indice mensuel de la production industrielle (vingt branches), l'indice complet de la production industrielle a été calculé par l'institut national de la statistique et des études économiques (vingt-trois branches).

*Indice complet de la production industrielle.*
(1952 = 100.)

| DÉSIGNATION | 1949 | 1950 | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Indices d'ensemble: industries alimentaires, habillement et travail des étoffes, bois et ameublement (trois branches compris) | 85 | 91 | 100 | 100 | 101 | 110 | 118 | 128 |

Source: I. N. S. E. E.

## IV. — ACTIVITE

### 1° Résultats de l'enquête trimestrielle du ministère du travail (1).

A. — Evolution d'ensemble (toutes activités).

| DÉSIGNATION | 1956 | | | | 1957 | | | | ANNÉES (moyenne) | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | I — 1er janvier. | II — 1er avril. | III — 1er juillet. | IV — 1er octobre. | I — 1er janvier. | II — 1er avril. | III — 1er juillet. | IV — 1er octobre. | 1949 | 1952 | 1954 | 1955 | 1956 |
| 1. Effectifs (indices 1954 = 100) | 100,9 | 101,8 | 102,5 | 103 | 103,2 | 104,1 | 105,1 | 106,2 | 97,2 | 100,2 | 100 | 101 | 102,3 |
| 2. Durée hebdomadaire du travail (heures) | 45,3 | 45,5 | 45,9 | 46 | 45,8 | 45,9 | 46,1 | 46,1 | 44,6 | 44,9 | 45,2 | 45,4 | 45,7 |
| 3. Niveau de l'activité (indices 1954 = 100) | 101,2 | 102,6 | 104 | 104,8 | 104,5 | 105,7 | 107,6 | 108,1 | 96,8 | 99,5 | 100 | 101,3 | 103,6 |

(1) Enquête trimestrielle effectuée par voie de questionnaires aux employeurs et portant sur des établissements de plus de dix salariés, représentant environ 58 p. 100 de l'effectif du personnel travaillant dans les secteurs professionnels considérés. Ceux-ci comprennent l'ensemble des activités, à l'exclusion de l'agriculture, du gaz et des services publics (pour lesquels aucune donnée valable n'a pu être recueillie sur un rythme trimestriel), la C. F., les houillères et la R. A. T. P. sont comprises dans l'enquête. Les travailleurs isolés et le personnel domestique sont de même exclus. Sont d'autre part considérés les effectifs et la durée du travail des ouvriers de plus de dix-huit ans, payés à l'heure.

B. — Evolution récente par secteur ou branche d'activité

*N. B.* — Les observations données ci-après concernent, autant que possible, ceux des secteurs de production dont les résultats ont été exposés précédemment (production industrielle) et, en outre, les transports et les activités commerciales et libérales.

(Indice 1954 = 100).

1° *Effectifs.*

| DÉSIGNATION | I (Premier jour du trimestre.) | II | III | IV | MOYENNE annuelle. |
|---|---|---|---|---|---|
| 1. Energie: | | | | | |
| Combustibles minéraux solides: | | | | | |
| 1956 | 94,8 | 94,5 | 93 | 92,3 | 93,5 |
| 1957 | 93,5 | 93,3 | 93,2 | 93,3 | » |
| Eau, gaz, électricité: | | | | | |
| 1956 | 98,5 | 98,5 | 99,1 | 99,7 | 99,1 |
| 1957 | 99,5 | 100 | 100,6 | 101,2 | » |
| Pétrole et carburants liquides: | | | | | |
| 1956 | 102,6 | 103,2 | 103,5 | 103,2 | 103,2 |
| 1957 | 103,1 | 102,4 | 103,5 | 102,5 | » |
| Ensemble: | | | | | |
| 1956 | 96,4 | 96,3 | 95,5 | 95,2 | 95,8 |
| 1957 | 95,9 | 95,9 | 96,1 | 96,2 | » |
| 2. Industrie d'équipement: | | | | | |
| Extraction de minerais divers: | | | | | |
| 1956 | 97,4 | 97,8 | 97,4 | 96,1 | 97,2 |
| 1957 | 97,3 | 97 | 97,8 | 95,7 | » |
| Céramique, matériaux de construction, verre: | | | | | |
| 1956 | 103,3 | 104,1 | 104,3 | 103,4 | 103,8 |
| 1957 | 103,5 | 104,5 | 105,9 | 105,9 | » |
| Production de métaux: | | | | | |
| 1956 | 103,2 | 103,9 | 104,1 | 104,8 | 104,4 |
| 1957 | 106,6 | 106,8 | 107,5 | 108,5 | » |
| Industries mécaniques et électriques: | | | | | |
| 1956 | 105,1 | 106,2 | 106,1 | 106,8 | 106,5 |
| 1957 | 108,4 | 109,7 | 110,5 | 111,7 | » |
| Bâtiment et travaux publics: | | | | | |
| 1956 | 104,1 | 106,3 | 107,5 | 107,2 | 106,5 |
| 1957 | 105,7 | 109 | 111,1 | 111,3 | » |

| DÉSIGNATION | I (Premier jour du trimestre.) | II | III | IV | MOYENNE annuelle. |
|---|---|---|---|---|---|
| 3. Industries de consommation: | | | | | |
| Industrie chimique et caoutchouc: | | | | | |
| 1956 | 102,3 | 103,3 | 103,3 | 103,3 | 103,3 |
| 1957 | 104,1 | 104,9 | 104,9 | 105,4 | » |
| Industrie textile: | | | | | |
| 1956 | 92,8 | 92,8 | 92,5 | 92,8 | 92,9 |
| 1957 | 93,9 | 94,7 | 94,7 | 95 | » |
| Cuirs et peaux: | | | | | |
| 1956 | 97,3 | 97,4 | 95,5 | 95,5 | 96,4 |
| 1957 | 96,7 | 98 | 97,8 | 98,3 | » |
| Papiers et cartons: | | | | | |
| 1956 | 100,2 | 101,2 | 101,6 | 102,3 | 101,7 |
| 1957 | 102,8 | 104 | 104,6 | 105 | » |
| Industries agricoles et alimentaires: | | | | | |
| 1956 | 99 | 100,1 | 107,1 | 110,5 | 105,2 |
| 1957 | 107,1 | 105,2 | 111,7 | 116,5 | » |
| Industrie du bois et ameublement: | | | | | |
| 1956 | 101 | 100,5 | 99,6 | 99,6 | 100,2 |
| 1957 | 100,9 | 101,5 | 101,8 | 102,5 | » |
| Habillement, travail des étoffes: | | | | | |
| 1956 | 94,3 | 95,9 | 95,7 | 96,6 | 96 |
| 1957 | 96,9 | 99 | 99,4 | 100,6 | » |
| 4. Industries de transformation (bâtiment inclus): | | | | | |
| Ensemble: | | | | | |
| 1956 | 101,3 | 102,4 | 103 | 103,6 | 102,9 |
| 1957 | 103,9 | 105,2 | 106,5 | 107,5 | » |
| 5. Transports: | | | | | |
| S. N. C. F.: | | | | | |
| 1956 | 94,7 | 93,7 | 93,8 | 93,8 | 93,9 |
| 1957 | 94,1 | 93,5 | 93,9 | 93,8 | » |
| Ensemble: | | | | | |
| 1956 | 97 | 96,6 | 97,3 | 97,1 | 97 |
| 1957 | 97,3 | 97,1 | 97,8 | 97,9 | » |
| 6. Activités commerciales et libérales: | | | | | |
| 1956 | 102,5 | 103,5 | 104,8 | 105,4 | 104,4 |
| 1957 | 105,4 | 105,8 | 108,1 | 108,2 | » |

Source: Ministère du travail.

2° *Durée hebdomadaire du travail* (heures).

| DÉSIGNATION | I (Premier jour du trimestre.) | II | III | IV | MOYENNE annuelle. |
|---|---|---|---|---|---|
| 1. Energie: | | | | | |
| Combustibles minéraux solides: | | | | | |
| 1956 | 47,1 | 47,1 | 47,1 | 47,1 | 47,1 |
| 1957 | 47,1 | 47,1 | 47,1 | 47,1 | » |
| Eau, gaz, électricité: | | | | | |
| 1956 | 48 | 48 | 48 | 48 | 48 |
| 1957 | 48 | 48 | 48 | 48 | » |
| Pétrole et carburants liquides: | | | | | |
| 1956 | 46,8 | 47,2 | 47,1 | 46,8 | 47 |
| 1957 | 47,3 | 46,9 | 47,5 | 47 | » |
| Ensemble: | | | | | |
| 1956 | 47,3 | 47,4 | 47,4 | 47,3 | 47,4 |
| 1957 | 47,4 | 47,4 | 47,4 | 47,4 | » |
| 2. Industrie d'équipement: | | | | | |
| Extraction de minerais divers: | | | | | |
| 1956 | 47,1 | 47,6 | 49 | 48,6 | 48,1 |
| 1957 | 47,2 | 48,2 | 49,1 | 49 | » |
| Céramique, matériaux de construction, verre: | | | | | |
| 1956 | 46 | 46 | 46,4 | 46,4 | 46,3 |
| 1957 | 46,5 | 46,6 | 46,8 | 46,9 | » |
| Production de métaux: | | | | | |
| 1956 | 48,4 | 48,7 | 49 | 48,9 | 48,8 |
| 1957 | 48,6 | 48,6 | 48,7 | 48,7 | » |
| Industries mécaniques et électriques: | | | | | |
| 1956 | 46,9 | 46,9 | 47,1 | 47,2 | 47,1 |
| 1957 | 47,1 | 47,3 | 47,4 | 47,3 | » |
| Bâtiment et travaux publics: | | | | | |
| 1956 | 47,1 | 48,4 | 49,5 | 49,3 | 48,6 |
| 1957 | 47,5 | 48,8 | 49,5 | 49,5 | » |
| 3. Industries de consommation: | | | | | |
| Industrie chimique et caoutchouc: | | | | | |
| 1956 | 45 | 44,9 | 45,3 | 45,2 | 45,2 |
| 1957 | 45,4 | 45,4 | 45,4 | 45,3 | » |
| Industrie textile: | | | | | |
| 1956 | 42,5 | 42,4 | 43,2 | 45,3 | 43 |
| 1957 | 43,7 | 43,8 | 43,9 | 43,9 | » |
| Cuirs et peaux: | | | | | |
| 1956 | 42,6 | 42,5 | 42,4 | 42,7 | 42,6 |
| 1957 | 43 | 43,3 | 43,4 | 43,4 | » |
| Papiers et cartons: | | | | | |
| 1956 | 45,6 | 45,7 | 45,7 | 45,7 | 45,7 |
| 1957 | 45,9 | 45,9 | 45,9 | » | » |
| Industries agricoles et alimentaires: | | | | | |
| 1956 | 45,1 | 45,2 | 46 | 46,6 | 45,9 |
| 1957 | 46,8 | 45,1 | 46,2 | 46,5 | » |
| Industrie du bois et ameublement: | | | | | |
| 1956 | 46,3 | 46,1 | 46,7 | 46,8 | 46,5 |
| 1957 | 46,6 | 46,9 | 47,1 | 47,1 | » |
| Habillement, travail des étoffes: | | | | | |
| 1956 | 40,2 | 41,7 | 41,4 | 41,8 | 41,5 |
| 1957 | 41,6 | 42 | 42,1 | 42,1 | » |
| 4. Industries de transformation (bâtiment inclus): | | | | | |
| Ensemble: | | | | | |
| 1956 | 45,4 | 45,7 | 46,2 | 46,3 | 46 |
| 1957 | 46 | 46,2 | 46,5 | 46,5 | » |
| 5. Transports: | | | | | |
| S. N. C. F.: | | | | | |
| 1956 | 48 | 48 | 48 | 48 | 48 |
| 1957 | 48 | 48 | 48 | 48 | » |
| Ensemble: | | | | | |
| 1956 | 47,5 | 47,6 | 47,6 | 47,7 | 47,6 |
| 1957 | 47,6 | 47,6 | 47,7 | 47,7 | » |
| 6. Activités commerciales et libérales: | | | | | |
| 1956 | 43,7 | 43,7 | 43,7 | 43,8 | 43,8 |
| 1957 | 44 | 43,8 | 43,8 | 43,9 | » |

Source: Ministère du travail.

3° *Activité.*

(Indices 1954 = 100.)

| DÉSIGNATION | I (Premier jour du trimestre.) | II | III | IV | MOYENNE annuelle |
|---|---|---|---|---|---|
| 1. Energie: | | | | | |
| Combustibles minéraux solides: | | | | | |
| 1956 | 94,8 | 94,5 | 93 | 92,3 | 93,5 |
| 1957 | 93,5 | 93,3 | 93,2 | 93,3 | » |
| Eau, gaz, électricité: | | | | | |
| 1956 | 98,5 | 98,5 | 99,1 | 99,7 | 99,1 |
| 1957 | 99,5 | 100 | 100,6 | 101,2 | » |
| Pétrole et carburants liquides: | | | | | |
| 1956 | 102,2 | 103,6 | 103,7 | 102,8 | 103,3 |
| 1957 | 103,7 | 102,2 | 101,6 | 102,5 | » |
| Ensemble: | | | | | |
| 1956 | 96,4 | 96,3 | 95,5 | 95,2 | 95,8 |
| 1957 | 95,9 | 95,9 | 96 | 96,2 | » |
| 2. Industrie d'équipement: | | | | | |
| Extraction de minerais divers: | | | | | |
| 1956 | 97,2 | 98,6 | 101,1 | 99 | 99 |
| 1957 | 97,3 | 99 | 101,7 | 99,3 | » |
| Céramique, matériaux de construction, verre: | | | | | |
| 1956 | 103,7 | 104,5 | 105,7 | 104,7 | 104,8 |
| 1957 | 105,1 | 106,3 | 108,2 | 108,4 | » |
| Production de métaux: | | | | | |
| 1956 | 106,3 | 107,6 | 108,6 | 109 | 108,4 |
| 1957 | 110,2 | 110,4 | 111,4 | 112,4 | » |
| Industries mécaniques et électriques: | | | | | |
| 1956 | 106,5 | 107,6 | 107,9 | 108,8 | 108,2 |
| 1957 | 110,2 | 112 | 113,2 | 114,2 | » |
| Bâtiment et travaux publics | | | | | |
| 1956 | 102,5 | 107,7 | 111,4 | 110,5 | 108,4 |
| 1957 | 105,1 | 111,3 | 115,1 | 115,3 | » |
| 3. Industries de consommation: | | | | | |
| Industrie chimique et caoutchouc: | | | | | |
| 1956 | 102,5 | 103,3 | 104,2 | 104 | 103,8 |
| 1957 | 105,2 | 106,1 | 106,1 | 106,3 | » |
| Industrie textile: | | | | | |
| 1956 | 95 | 92,8 | 94,3 | 94,7 | 94,2 |
| 1957 | 96,8 | 97,8 | 98 | 98,3 | » |
| Cuirs et peaux: | | | | | |
| 1956 | 99,6 | 99,5 | 97,3 | 98 | 98,7 |
| 1957 | 100 | 102 | 102 | 102,5 | » |
| Papiers et cartons: | | | | | |
| 1956 | 101,8 | 103 | 103,4 | 104,1 | 103,5 |
| 1957 | 105,1 | 106,3 | 106,9 | 107,5 | » |
| Industries agricoles et alimentaires: | | | | | |
| 1956 | 98,8 | 100,1 | 109 | 113,9 | 107 |
| 1957 | 110,8 | 105 | 111,2 | 119,9 | » |
| Industrie du bois et ameublement: | | | | | |
| 1956 | 102,5 | 101,6 | 102 | 102,2 | 102,2 |
| 1957 | 103,1 | 104,4 | 105,2 | 105,9 | » |
| Habillement, travail des étoffes: | | | | | |
| 1956 | 93,2 | 98,3 | 97,3 | 99,2 | 97,7 |
| 1957 | 99 | 102,2 | 102,8 | 104 | » |
| 4. Industries de transformation (bâtiment inclus): | | | | | |
| Ensemble: | | | | | |
| 1956 | 101,7 | 103,5 | 105,3 | 106,1 | 104,7 |
| 1957 | 105,7 | 107,5 | 109,6 | 110,6 | » |
| 5. Transports: | | | | | |
| S. N. C. F.: | | | | | |
| 1956 | 94,7 | 93,7 | 93,8 | 93,8 | 93,9 |
| 1957 | 94,1 | 93,5 | 93,9 | 93,8 | » |
| Ensemble: | | | | | |
| 1956 | 97,1 | 96,8 | 97,7 | 97,6 | 97,4 |
| 1957 | 97,7 | 97,5 | 98,3 | 98,4 | » |
| 6. Activités commerciales et libérales. | | | | | |
| 1956 | 102,8 | 103,8 | 105,1 | 105,9 | 104,8 |
| 1957 | 106,2 | 106,1 | 108,6 | 109 | » |

2° **Résultats de l'enquête par sondage de l'emploi de l'I. N. S. E. E. de février 1956.**

*Durée hebdomadaire moyenne de travail de l'ensemble des ouvriers et employés occupés par branche d'activités collectives, sexe et lieu de résidence.*

| LIEU DE RÉSIDENCE / Branches d'activités collectives. | RÉGION DE PARIS (1) | | | PROVINCE | | | ENSEMBLE | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Hommes | Femmes | Ensemble | Hommes | Femmes | Ensemble | Hommes | Femmes | Ensemble |
| Agriculture (salariés) | 57,6 | 56,0 | 57,0 | 48,6 | 42,5 | 46,1 | 48,7 | 42,5 | 46,2 |
| Energie | 47,2 | 45,0 | 46,9 | 45,3 | 42,2 | 45,0 | 45,4 | 42,6 | 45,2 |
| Industrie | 44,4 | 40,2 | 42,6 | 40,8 | 37,2 | 39,8 | 41,4 | 39,5 | 40,9 |
| Transports | 48,9 | 41,2 | 47,9 | 44,1 | 44,1 | 44,1 | 45,5 | 43,5 | 45,1 |
| Commerces | 49,3 | 40,7 | 45,2 | 46,5 | 47,0 | 46,7 | 47,2 | 39,9 | 44,2 |
| Professions administratives et libérales | 43,2 | 40,2 | 41,4 | 40,4 | 37,5 | 39,0 | 40,9 | 38,3 | 39,6 |
| Services domestiques, hygiène | 47,6 | 40,5 | 42,1 | 37,9 | 30,2 | 32,4 | 40,6 | 33,5 | 35,9 |
| Non déclarés | 45,5 | 41,1 | 42,7 | 31,5 | 45,0 | 32,5 | 38,5 | 41,8 | 39,3 |
| Ensemble (non compris les salariés agricoles). | 45,6 | 40,4 | 43,6 | 41,9 | 39,1 | 41,1 | 42,7 | 39,5 | 41,7 |

(1) Agglomération de Paris et zone suburbaine.

### 3° Données récentes sur l'emploi et le chômage.

a) *Données d'ensemble.*

| DÉSIGNATION | 1956 | | | | 1957 | | | | ANNÉES | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | I — 1er janvier | II — 1er avril | III — 1er juillet | IV — 1er octobre | I — 1er janvier | II — 1er avril | III — 1er juin. | IV — 1er octobre. | 1938 | 1949 | 1952 | 1954 | 1955 | 1956 |
| *Chômeurs secourus.* | | | | | | | | | | | | | | |
| Total France entière (1.000) (1).. | 44 | 44,8 | 28,6 | 21,2 | 23,1 | 23,5 | 18,5 | 13,6 | 373,6 | 39,7 | 37,8 | 62,6 | 52 | 32,5 |
| Dont: | | | | | | | | | | | | | | |
| Hommes de moins de 60 ans aptes au travail..... | 18,5 6,5 | 18,5 | 8,9 | 5,7 | 6,5 | 7,2 | 4,9 | 3,5 | » | » | » | » | 24,3 | 11,7 |
| Fonds de chômage couverts..... | 741 | 828 | 648 | 544 | 498 | 478 | 411 | 361 | » | » | 435 | 857 | 794 | 8 |
| Demandes d'emploi non satisfaites: nombre (1.000) (2)..... | 145 | 144,16 | 93,7 | 83,8 | 97,4 | 92,2 | 75 | 67,4 | 402 | 80,5 | 132 | 183,9 | 158,6 | 112,3 |
| Offres d'emploi non satisfaites (1.000) ..... | 19,6 | 35,7 | 54,3 | 57,9 | 40,5 | 57,8 | 64 | 53,3 | » | » | » | » | 19,8 | 42,4 |

(1) Cette statistique ne donne pas l'ensemble des personnes en chômage, les fonds de chômage n'existant pas partout et un certain nombre de ces personnes ne s'inscrivant pas à ces fonds.

(2) Les statistiques des demandes d'emploi proviennent des relevés effectués dans les bureaux de main-d'œuvre. Elles ne sauraient apporter une estimation exacte du nombre des personnes réellement en chômage; elles comprennent, en effet, des personnes ayant un emploi et en recherchant un autre, d'autres personnes, effectivement en chômage, n'ayant pas recours aux offres de placement. Toutefois les enquêteurs par sondage sur l'emploi de l'I. N. S. E. E. semblent faire apparaître la validité relative d'une évaluation du nombre des chômeurs complets à une fois et demie celui des demandeurs d'emploi.

Sources: I. N. S. E. E., Ministère du travail.

b) *Chômage partiel, évaluation des effectifs ouvriers occupés moins de quarante heures par semaine selon l'activité au cours de l'année 1956.*

| BRANCHES D'ACTIVITÉ | ENSEMBLE | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1er avril 1956. | 1er juillet 1956 | 1er octobre 1956 | 1er janvier 1957. | 1er avril 1957 | 1er juillet 1957. |
| Extraction de minerais divers ..... | 300 | 400 | » | » | » | » |
| Production des métaux ..... | » | 200 | 400 | » | 200 | » |
| Première transformation des métaux ..... | 900 | 200 | 200 | » | » | 200 |
| Mécanique générale ..... | 300 | 300 | 900 | » | » | 600 |
| Construction de machines ..... | » | » | 2.000 | 3.500 | 500 | 500 |
| Construction électrique ..... | » | 200 | » | 300 | » | 300 |
| Verre, céramique, matériaux de construction ..... | 100 | 1.000 | 500 | » | » | 200 |
| Bâtiment et travaux publics ..... | 2.700 | 2.000 | 3.800 | 4.700 | » | 2.000 |
| Industrie chimique, caoutchouc ..... | 1.500 | 1.600 | 1.400 | 1.400 | 1.600 | 1.400 |
| Industries agricoles et alimentaires ..... | 7.600 | 7.200 | 2.700 | 3.400 | 12.300 | 7.900 |
| Industrie textile ..... | 21.500 | 15.500 | 11.200 | 7.600 | 7.600 | 7.600 |
| Habillement et travail des étoffes ..... | 12.300 | 11.600 | 10.600 | 12.700 | 3.900 | 6.000 |
| Cuirs et peaux ..... | 7.400 | 8.000 | 5.900 | 3.600 | 4.600 | 2.000 |
| Industrie du bois, ameublement ..... | 1.800 | 500 | 700 | 2.200 | 800 | 300 |
| Papier, carton ..... | 200 | 1.000 | 700 | 800 | 1.000 | 1.100 |
| Industrie polygraphique ..... | 13.900 | 13.000 | 13.300 | 16.200 | 11.700 | 17.000 |
| Industries diverses ..... | 3.800 | 700 | 1.700 | 1.000 | 800 | 500 |
| Transports (sauf S. N. C. F. et R. A. T. P.) ..... | 600 | » | 200 | 400 | 200 | » |
| Commerces agricoles et alimentaires ..... | 1.200 | 900 | 300 | 500 | 900 | 100 |
| Commerces non alimentaires ..... | 1.200 | 900 | 1.800 | 2.100 | 1.800 | 1.900 |
| Spectacles ..... | 400 | 300 | 400 | 200 | 500 | » |
| Hygiène ..... | 13.600 | 11.000 | 15.600 | 21.000 | 12.500 | 11.500 |
| Professions libérales ..... | 1.700 | 500 | 700 | 1.400 | 1.100 | 900 |
| Industries de transformation (y compris le bâtiment) | 77.000 | 63.000 | 56.000 | 57.100 | 18.000 | 47.600 |
| Toutes activités ..... | 96.000 | 80.000 | 75.000 | 85.000 | 65.000 | 62.000 |

Source: Ministère du travail, enquête trimestrielle.

c) *Chômage partiel indemnisé.*

| | I — (Janvier.) | II — (Avril.) | III — (Juillet.) | IV — (Octobre.) |
|---|---|---|---|---|
| Nombre de journées indemnisées (1) (1.000): | | | | |
| Ensemble: | | | | |
| 1956 | 222,8 | 99,6 | 30 | 37,4 |
| 1957 | 87 | 49 | 41,6 | |
| Dont: | | | | |
| Textiles et annexes: | | | | |
| 1956 | 122,2 | 52,4 | 9,4 | 11,8 |
| 1957 | 25 | 14,8 | 38,7 | |
| Habillement et travail des étoffes: | | | | |
| 1956 | 44 | 10,4 | 7,6 | » |
| 1957 | 13,5 | 5,9 | 18,3 | |
| Chaussures: | | | | |
| 1956 | 18 | 21,4 | 10,8 | 13,1 |
| 1957 | 10,3 | 9,4 | 15,9 | |

(1) Sur la base d'une journée pour huit heures indemnisées. La statistique ne remonte pas au delà de janvier 1952.

d) *Conflits de travail.*

| | I — (Janvier.) | II — (Avril.) | III — (Juillet.) | IV — (Octobre.) |
|---|---|---|---|---|
| Nombre de journées perdues (1.000): | | | | |
| 1956 | 41,7 | 102,2 | 193,2 | 210,9 |
| 1957 | 168,8 | 650,8 | 546,5 (1) | 821,1 (1) |

(1) Chiffres provisoires.

*N. B.* — Moyenne mensuelle: 1949 = 594. — 1955 = 256,5.

Sources: Ministère du travail, I. N. S. E. E.

4° **Activités générales** (indices rapides).

Divers indices permettent de mesurer, en ordre de grandeur, l'ensemble de l'activité. Parmi ceux-ci, trois peuvent être, en particulier, retenus pour une vue d'ensemble rapide:

L'indice d'ensemble de la production industrielle;

L'indice total des recettes, calculé à prix constants, de la Société nationale des chemins de fer français (auquel on peut ajouter l'évolution des tonnages chargés);

La consommation d'électricité;

Voici les données correspondantes:

| DÉSIGNATION | 1957 | | | | ANNÉES | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | I | II | III | IV | 1938 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 |
| 1952 = 100 (Moyennes mensuelles.) | | | | | | | | | |
| 1. Indices d'ensemble de la production industrielle (sans bâtiment) (indices provisoires) | 146 | 153 | 127 | (1) (156) | 75 | 111 | 120 | 134 | » |
| 2. Trafic S. N. C. F. (1938 = 100): | | | | | | | | | |
| (Indice total des recettes S. N. C. F. calculé à prix constant) (voir N. B.) | 164 | 160 | 154 | 151 | 128 | 128 | 138 | 149 | » |
| Tonnages chargés et entrés chargés | 605 | 582 | 560 | 635 | » | » | » | » | » |
| (Moyenne journalière des transports commerciaux (1.000 tonnes) (1938 = 100) | » | » | » | » | 362 | 464 | 525 | 569 | » |
| 3. Indices de la production totale d'électricité (1952 = 100) (indices provisoires) | 146 | 137 | 127 | 151 | » | » | 122 | 132 | » |

(1) Moyenne octobre-novembre.

*N. B.* — Cet indice est le quotient, multiplié par 100, des recettes de la période considérée par les recettes de la période correspondante de 1938, ramené au taux de la période considérée. Les indices mensuels ne sont donc pas comparables entre eux.

Source: I. N. S. E. E.

## V. — PRODUCTIVITE

*Evolution récente de la productivité en France de 1949 à 1956.*

| PONDÉRATION | DÉSIGNATION | 1950 | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1. Production brute: | | | | | | | |
| 64 | Consommation des ménages | 107 | 112 | 115 | 120 | 126 | 137 | 143 |
| 5,5 | Consommation des administrations | 107 | 122 | 174 | 197 | 185 | 173 | 223 |
| 18,5 | Formation brute de capital: | | | | | | | |
| | Stocks inclus | 100 | 97 | 98 | 93 | 101 | 113 | 123 |
| | Stocks exclus | (101) | (107) | (101) | (101) | (113) | (127) | (136) |
| 12 | Exportations (1) | 131 | 156 | 148 | 152 | 173 | 188 | 180 |
| 100 | Ensemble production brute | 107,5 | 113,5 | 117 | 120 | 127 | 137,5 | 145 |
| | 2. Facteurs de production: | | | | | | | |
| 12 | Travail dans l'agriculture et les pêcheries | 98 | 96 | 94 | 92 | 90 | 88 | 86 |
| 60,5 | Travail dans l'industrie et les services | 101,3 | 101,2 | 101,1 | 102,7 | 101,3 | 105,6 | 106 |
| 5,5 | Travail des fonctionnaires civils | 98 | 98,5 | 98,5 | 99 | 100 | 102 | 105 |
| 10,5 | Amortissement | 102 | 104,5 | 106,5 | 108 | 109,5 | 111,5 | 114 |
| 11,5 | Importations | 104 | 122 | 127 | 126 | 136 | 152 | 177 |
| 100 | Ensemble des facteurs | 101 | 105 | 105,5 | 104,5 | 107,5 | 109 | 112,5 |
| | 3. Productivité globale des facteurs | 106 | 108 | 111 | 115 | 118 | 126 | 129 |
| | Progrès de productivité par rapport à l'année précédente (pourcentage) | 6 | 2 | 2,5 | 3,5 | 3 | 6,5 | 2,5 |

(1) Y compris solde des utilisations de services.
Source: I. N. S. E. E.

## VI. — ECHANGES EXTERIEURS EN NATURE

### A. — Résultats globaux.

Les échanges sont observés ici en nature. Les valeurs ne sont données que pour l'ensemble et à titre complémentaire, les finances extérieures et la balance des comptes faisant l'objet d'une étude particulière (III, 7°).

Commerce spécial, c'est-à-dire importations mises sur le marché intérieur ou livrées à des usines métropolitaines pour transformation et exportations des marchandises nationales ou nationalisées et des produits fabriqués dans des usines métropolitaines avec des matières premières importées.

Les statistiques douanières se rapportent, à partir de janvier 1956, au mois calendaire ordinaire.

Auparavant, elles étaient arrêtées le 20 du mois pour les exportations et au 25 pour les importations, ce qui donnait aux mois douaniers la longueur du mois précédent.

D'autre part, entre le mouvement des marchandises et leur enregistrement, des délais variables et différents selon les cas peuvent être observés pour les importations et les exportations.

Enfin, des variations accidentelles telles que retards d'horaire dus au mauvais temps peuvent affecter considérablement les relevés douaniers pour un mois donné.

Ces considérations expliquent l'intérêt de n'employer que des chiffres trimestriels, beaucoup moins affectés par les causes d'erreurs signalées ci-dessus que des chiffres mensuels.

#### 1° Evolution d'ensemble des importations et des exportations (or inclus)

1. *Evolutions annuelles* (Moyennes mensuelles).

| DÉSIGNATION | 1928 | 1929 | 1938 | 1949 | 1950 | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Quantités (1.000 tonnes): | | | | | | | | | | | |
| Importations | 4.111 | 4.925 | 3.952 | 3.859 | 3.257 | 4.054 | 4.365 | 4.082 | 4.380 | 4.879 | 5.685 |
| Exportations | 3.427 | 3.525 | 2.249 | 2.268 | 2.858 | 3.324 | 3.116 | 3.403 | 3.760 | 4.753 | 4.000 |
| Valeurs (milliards de francs): | | | | | | | | | | | |
| Importations | 4,45 | 4,85 | 3,84 | 77,19 | 89,39 | 133,64 | 132,64 | 121,52 | 126,84 | 138,04 | 164,70 |
| Exportations | 4,28 | 4,18 | 2,55 | 65,33 | 89,39 | 123,24 | 116,04 | 117,24 | 129,03 | 141,32 | 135,22 |

Source: Ministère des finances.

2. *Evolutions trimestrielles (or inclus).*

(Moyennes mensuelles.)

| DÉSIGNATION | I | II | III | IV |
|---|---|---|---|---|
| A. — Quantités (1.000 tonnes) : | | | | |
| Importations : | | | | |
| 1956 | 5.056 | 5.835 | 6.024 | 5.824 |
| 1957 | 6.017 | 6.173 | 5.940 | (1) 5.159 |
| Exportations : | | | | |
| 1956 | 3.872 | 4.150 | 4.001 | 3.975 |
| 1957 | 4.057 | 3.921 | 3.821 | (1) 3.438 |
| B. — Valeurs (milliards de francs) : | | | | |
| Importations : | | | | |
| 1956 | 149,14 | 171,36 | 159,88 | 175,45 |
| 1957 | 198,96 | 198,81 | 172,42 | (1) 167,1 |
| Exportations : | | | | |
| 1956 | 127,38 | 139,10 | 128,40 | 148,16 |
| 1957 | 156,76 | 153,22 | 140,87 | (1) 169,3 |

(1) Octobre.

Source : Ministère des finances.

2° Les indices du volume

*Définition.*

Les indices du *volume du commerce extérieur*, calculés dans presque tous les pays publiant des indices de ce commerce, sont caractérisés par la comparaison des valeurs échangées, ces valeurs étant calculées à prix constant.

En effet, un indice ne tenant compte que du tonnage de l'ensemble des marchandises échangées donnerait une part prépondérante et injustifiée aux matières pondéreuses et de prix relativement faible.

Un indice basé sur les valeurs n'aurait de sens que si les prix étaient stables, afin que ne soient pas masquées par le mouvement des prix, des variations dues à l'évolution des quantités échangées.

Les indices du volume calculés par l'I. N. S. E. E. sont des moyennes arithmétiques pondérées des indices de quantité relatifs aux différentes marchandises, les coefficients de pondération étant proportionnels aux valeurs échangées pendant l'année de base. La base 1949 a été adoptée, 1949 étant la première des années d'après guerre marquée par une stabilité relative de l'économie et plus spécialement des prix.

Le nombre des marchandises ou de groupements de marchandises utilisées dans le calcul est largement supérieur à celui retenu pour les anciens indices : 274 à l'importation, 338 à l'exportation, contre 131 et 101 auparavant.

*A partir de 1951, pour accorder les indices base 100 en 1949 à ceux de base 1938*, il faut multiplier les indices des exportations (base 100 en 1949) par 1,21 pour obtenir les indices à base 1938, ceux des importations restant identiques. Une nouvelle série a été calculée de 1946 à 1950 pour tenir compte des variations du nombre et de la valeur des marchandises utilisées pour le calcul des indices (voir ci-après).

Pour la période antérieure à 1938, on obtiendra des indices à base 1938 en multipliant les indices à bases 1913 par 0,934 pour les importations et 1,105 pour les exportations (voir Bulletin de la statistique générale de décembre 1945 pour ces séries).

Enfin, les nouveaux indices publiés sur la base 100 en 1949 tiennent compte, désormais, de la valeur de la totalité des marchandises dont ils prétendent représenter les variations de volume et ne sont donc plus calculés avec une « couverture » incomplète comme les précédents.

Evolution des indices du volume du commerce extérieur depuis 1913 (or inclus)

(Valeurs échangées à prix constants.)

a) *Indices bruts* (1913 = 100) *de* 1913 *à* 1942.

| ANNÉES | IMPORTATIONS | EXPORTATIONS |
|---|---|---|
| 1913 | 100 | 100 |
| 1919 | 121 | 45 |
| 1920 | 114 | 86 |
| 1921 | 82 | 83 |
| 1922 | 108 | 86 |
| 1923 | 109 | 103 |
| 1924 | 115 | 119 |
| 1925 | 106 | 124 |
| 1926 | 111 | 134 |
| 1927 | 109 | 136 |
| 1928 | 116 | 148 |
| 1929 | 133 | 147 |
| 1930 | 143 | 132 |
| 1931 | 141 | 112 |
| 1932 | 118 | 86 |
| 1933 | 123 | 88 |
| 1934 | 106 | 91 |
| 1935 | 103 | 81,5 |
| 1936 | 113 | 78 |
| 1937 | 120 | 84 |
| 1938 | 107 | 90,5 |
| 1939 | 94 | 87,5 |
| 1940 | » | 40 |
| 1941 | 30 | 30 |
| 1942 | 24 | 45 |

*N. B.* — Indice très approximatif de 1940 à 1945 (occupation).

Sources : Statistique générale de la France, I. N. S. E. E.

b) *Indices bruts* (1938 = 100) *de* 1938 *à* 1945.

| ANNÉES | IMPORTATIONS | EXPORTATIONS |
|---|---|---|
| 1938 | 100 | 100 |
| 1939 | 87,6 | 99,1 |
| 1940 | 64 | 44,5 |
| 1941 | 28,3 | 34,9 |
| 1942 | 22,8 | 50,2 |
| 1943 | 2,1 | 46,3 |
| 1944 | 5,8 | 26,7 |
| 1945 | 86,4 | 15,3 |

*N. B.* — Indice très approximatif de 1940 à 1945 (occupation).

c) *Indices corrigés* (1938 = 100) *de* 1946 *à* 1956.

| ANNÉES | IMPORTATIONS | EXPORTATIONS |
|---|---|---|
| 1946 | 109 | 40 |
| 1947 | 116 | 70 |
| 1948 | 98 | 82 |
| 1949 | 101 | 118 |
| 1950 | 105 | 164 |
| 1951 | 123 | 195 |
| 1952 | 125 | 172 |
| 1953 | 126 | 182 |
| 1954 | 132 | 206 |
| 1955 | 112 | 225 |
| 1956 | 166 | 202 |

Source : I. N. S. E. E.

3° Répartition des échanges extérieurs par produits et selon l'origine ou la destination
(Indices du volume du commerce extérieur) (or exclu).

| DÉSIGNATION | PONDÉRATION de l'indice. | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 1er trimestre. | 1957 2e trimestre. | 1957 3e trimestre. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Indices base 100 en 1938 | | | | | | | | |
| Exportations | | 186 | 161 | 169 | 196 | 226 | 202 | 231 | 225 | 199 |
| Importations | | 118 | 116 | 117 | 126 | 144 | 166 | 189 | 190 | 161 |
| | | INDICES BASE 100 EN 1949 | | | | | | INDICES BASE 100 EN 1956 | | |
| *Exportations.* | | | | | | | | Pondération de l'indice. | 1er trimestre 1957 | 2e trimestre 1957. | 3e trimestre 1957. |
| Alimentation, boissons, tabacs: | | | | | | | | | | | |
| Etranger | 723 | 178 | 119 | 124 | 246 | 371 | 291 | 853 | 111 | 116 | 118 |
| Zone franc | 619 | 154 | 158 | 171 | 191 | 166 | 179 | 577 | 125 | 103 | 101 |
| Ensemble | 1.342 | 169 | 138 | 143 | 218 | 277 | 239 | 1.430 | 117 | 111 | 111 |
| Produits bruts: | | | | | | | | | | | |
| Etranger | 752 | 131 | 128 | 139 | 169 | 193 | 189 | 867 | 108 | 96 | 84 |
| Zone franc | 100 | 155 | 140 | 143 | 120 | 143 | 140 | 81 | 105 | 118 | 103 |
| Ensemble | 852 | 132 | 131 | 141 | 165 | 187 | 183 | 948 | 108 | 97 | 86 |
| Energie, lubrifiants: | | | | | | | | | | | |
| Etranger | 515 | 143 | 171 | 177 | 182 | 234 | 160 | 481 | 85 | 77 | 79 |
| Zone franc | 109 | 170 | 224 | 288 | 270 | 306 | 327 | 219 | 80 | 83 | 92 |
| Ensemble | 624 | 147 | 179 | 196 | 196 | 247 | 190 | 700 | 83 | 79 | 83 |
| Produits manufacturés: | | | | | | | | | | | |
| Etranger | 3.835 | 181 | 137 | 148 | 175 | 213 | 204 | 4.522 | 111 | 113 | 94 |
| Zone franc | 3.347 | 134 | 123 | 123 | 125 | 113 | 95 | 2.400 | 130 | 121 | 106 |
| Ensemble | 7.182 | 160 | 130 | 135 | 149 | 166 | 154 | 6.922 | 118 | 116 | 99 |
| Comprenant: | | | | | | | | | | | |
| Demi-produits: | | | | | | | | | | | |
| Etranger | » | » | » | » | » | » | 239 | 2.445 | 105 | 99 | 92 |
| Zone franc | » | » | » | » | » | » | 103 | 571 | 134 | 127 | 112 |
| Ensemble | » | » | » | » | » | » | 199 | 3.016 | 110 | 105 | 96 |
| Produits finis: | | | | | | | | | | | |
| Equipement: | | | | | | | | | | | |
| Etranger | 613 | 177 | 173 | 163 | 173 | 216 | 252 | 956 | 126 | 135 | 92 |
| Zone franc | 792 | 124 | 108 | 83 | 83 | 75 | 89 | 546 | 128 | 127 | 111 |
| Ensemble | 1.405 | 147 | 136 | 118 | 122 | 133 | 160 | 1.502 | 126 | 132 | 99 |
| Consommation: | | | | | | | | | | | |
| Etranger | » | » | » | » | » | » | 134 | 1.121 | 112 | 123 | 102 |
| Zone franc | » | » | » | » | » | » | 95 | 1.283 | 129 | 115 | 103 |
| Ensemble | » | » | » | » | » | » | 111 | 2.404 | 121 | 119 | 103 |
| Total des exportations: | | | | | | | | | | | |
| Etranger | 5.825 | 169 | 131 | 149 | 182 | 234 | 211 | 6.723 | 109 | 109 | 95 |
| Zone franc | 4.175 | 138 | 141 | 133 | 141 | 127 | 114 | 3.277 | 125 | 115 | 105 |
| Ensemble | 10.000 | 156 | 135 | 142 | 165 | 190 | 170 | 10.000 | 114 | 111 | 98 |
| *Importations.* | | | | | | | | | | | |
| Alimentation, boissons, tabacs: | | | | | | | | | | | |
| Etranger | 1.000 | 112 | 120 | 112 | 84 | 100 | 170 | 997 | 100 | 87 | 54 |
| Zone franc | 1.702 | 108 | 119 | 125 | 143 | 153 | 143 | 1.461 | 112 | 119 | 94 |
| Ensemble | 2.702 | 111 | 120 | 120 | 122 | 133 | 153 | 2.458 | 107 | 106 | 78 |
| Produits bruts: | | | | | | | | | | | |
| Etranger | 2.340 | 109 | 93 | 107 | 118 | 134 | 138 | 2.086 | 126 | 116 | 95 |
| Zone franc | 814 | 108 | 113 | 120 | 134 | 128 | 150 | 746 | 100 | 128 | 104 |
| Ensemble | 3.154 | 109 | 99 | 111 | 122 | 133 | 141 | 2.832 | 119 | 119 | 97 |
| Energie, lubrifiants: | | | | | | | | | | | |
| Etranger | 2.030 | 115 | 127 | 119 | 128 | 139 | 156 | 1.788 | 107 | 108 | 107 |
| Zone franc | 5 | 45 | 112 | 140 | 169 | 163 | 104 | 7 | 65 | 139 | 197 |
| Ensemble | 2.035 | 115 | 128 | 120 | 129 | 139 | 155 | 1.795 | 107 | 108 | 108 |
| Produits manufacturés: | | | | | | | | | | | |
| Etranger | 2.020 | 135 | 120 | 116 | 134 | 178 | 216 | 2.752 | 120 | 125 | 107 |
| Zone franc | 89 | 130 | 153 | 177 | 199 | 203 | 216 | 163 | 95 | 97 | 95 |
| Ensemble | 2.109 | 135 | 124 | 120 | 137 | 179 | 216 | 2.915 | 119 | 124 | 107 |
| Comprenant: | | | | | | | | | | | |
| Demi-produits: | | | | | | | | | | | |
| Etranger | » | » | » | » | » | » | 220 | 1.323 | 122 | 130 | 107 |
| Zone franc | » | » | » | » | » | » | » | 148 | 93 | 98 | 96 |
| Ensemble | » | » | » | » | » | » | » | 1.471 | 119 | 127 | 106 |
| Produits finis: | | | | | | | | | | | |
| Etranger | 836 | 115 | 115 | 109 | 103 | 123 | 188 | 998 | 127 | 127 | 127 |
| Equipement, consommation: | | | | | | | | | | | |
| Etranger | » | » | » | » | » | » | 301 | 431 | 107 | 118 | 82 |
| Total des importations: | | | | | | | | | | | |
| Etranger | 7.390 | 121 | 116 | 114 | 122 | 143 | 172 | 7.623 | 116 | 114 | 97 |
| Zone franc | 2.610 | 109 | 116 | 123 | 139 | 147 | 149 | 2.377 | 107 | 120 | 97 |
| Ensemble | 10.000 | 118 | 116 | 117 | 126 | 144 | 166 | 10.000 | 114 | 115 | 97 |

Source: I. N. S. E. E.

**B. — Echanges agricoles en nature.**

*N. B.* — Les observations données ci-après se rapportent, chaque fois qu'il est possible, aux produits analysés au paragraphe 1° (résultats agricoles) afin de permettre le calcul, ultérieurement, des disponibilités nationales. Elles sont relatives au commerce spécial.

1° PART DES DIVERS PRODUITS AGRICOLES DANS LE COMMERCE EXTÉRIEUR AVEC L'ÉTRANGER

1. *Importations de l'étranger de produits de l'agriculture pour l'année 1956.*

| DÉSIGNATION | VALEURS (Milliards de francs.) | POURCENTAGE du total des importations (1). |
|---|---|---|
| Produits de l'agriculture et des industries alimentaires | 235,3 | 15,5 |
| Dont: | | |
| Céréales, produits de minoterie et préparations à base de céréales | 50,7 | 3,8 |
| Fruits et légumes (conserves comprises) et pommes de terre | 38,7 | 2,6 |
| Café, cacao, thé et épices | 23,5 | 1,6 |
| Produits laitiers et œufs | 19,7 | 1,3 |
| Graines et fruits oléagineux | 15,5 | 1 |
| Viandes (y compris conserves) | 11,4 | 0,7 |
| Tabacs | 10 | 0,7 |
| Sucres et sucreries | 3,5 | 0,2 |
| Boissons | 2,1 | 0,2 |
| *N. B.* — Poissons, crustacés (y compris conserves) | 0,4 | 0,6 |

(1) Pour l'année 1956, le total des importations de l'étranger atteint 1.514,2 milliards de francs.
Source: Ministère des finances.

2. *Exportations vers l'étranger des produits de l'agriculture et des industries alimentaires pour l'année 1956.*

| DÉSIGNATION | VALEURS (Milliards de francs.) | POURCENTAGE du total des exportations (1). |
|---|---|---|
| Produits de l'agriculture et des industries alimentaires | 151,6 | 13,8 |
| Dont: | | |
| Boissons | 50,6 | 4,5 |
| Céréales, produits de minoterie et préparations à base de céréales | 36,1 | 3,3 |
| Fruits, légumes (y compris conserves) et pommes de terre | 17,1 | 1,6 |
| Sucres et sucreries | 12,6 | 1,1 |
| Viandes (y compris conserves) | 6,6 | 0,6 |
| Corps gras (graisses et huiles) | 5,1 | 0,5 |
| Semences, plantes et produits horticoles | 4,4 | 0,4 |
| Produits laitiers et œufs | 3,3 | 0,3 |
| Animaux vivants | 2,1 | 0,2 |
| Tourteaux | 1,9 | 0,2 |
| Poissons, crustacés (y compris conserves) | 2,9 | 0,3 |

(1) Pour l'année 1956, le total des exportations vers l'étranger atteint 1.100,9 milliards de francs.
Source: Ministère des finances.

## 2° Echange de produits végétaux

### 1. *Céréales.*

| DÉSIGNATION | 1938 | 1949 | 1952 | 1955 | 1956 | 1956 (8 mois.) | 1957 (8 mois.) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *a*) Blé (1.000 quintaux). | | | | | | | |
| Importations: | | | | | | | |
| Etranger | 2.011 | 3.745 | 6.628 | 3,2 | 13.416,7 | 6.548 | 5.330,3 |
| U. F. O. M. | 2.708 | 2.185 | 1.021 | 2.312 | 1.846,8 | 1.165 | 948,1 |
| Total | 4.719 | 5.930 | 7.649 | 2.315,2 | 15.263,5 | 7.713 | 6.278,4 |
| Exportations: | | | | | | | |
| Etranger | 718 | 755 | 1.108 | 22.456 | 8.201 | 8.263 | 2.084,8 |
| U. F. O. M. | 7 | 1.986 | 46 | 187 | 546,1 | 546 | 575,1 |
| Total | 725 | 2.741 | 1.154 | 22.643 | 8.747,1 | 8.809 | 2.659,9 |
| *b*) Céréales secondaires (1.000 quintaux). | | | | | | | |
| *Seigle.* | | | | | | | |
| Importations: | | | | | | | |
| Etranger | » | 615 | 1 | 10,3 | 184,4 | 176,2 | » |
| U. F. O. M. | » | 3 | » | » | 6,9 | 1,3 | » |
| Total | » | 618 | 1 | 10,3 | 188,3 | 177,5 | » |
| Exportations: | | | | | | | |
| Etranger | » | » | 5 | 12 | » | » | » |
| *Orge.* | | | | | | | |
| Importations: | | | | | | | |
| Etranger | 298 | 618 | 174 | 23 | 1.455 | 1.443,6 | 7,6 |
| U. F. O. M. | 439 | 2.638 | 1.879 | 93 | 1.384 | 1.384 | 0,008 |
| Total | 737 | 3.256 | 2.053 | 116 | 2.839 | 2.827,6 | 7,608 |
| Exportations: | | | | | | | |
| Etranger | » | 58 | 195 | 403 | 4.201 | 128,1 | 13.763 |
| U. F. O. M. | » | » | » | 55 | 5,7 | 1,6 | 7,7 |
| Total | » | 58 | 195 | 458 | 4.206,7 | 129,7 | 13.770,7 |
| *Avoine.* | | | | | | | |
| Importations: | | | | | | | |
| Etranger | » | 1.505 | 12 | 1,4 | 291,7 | 291,7 | 2,8 |
| U. F. O. M. | » | 128 | 129 | 7,8 | 21,6 | 7,9 | » |
| Total | » | 1.633 | 141 | 9,2 | 313,3 | 299,6 | 2,8 |
| Exportations: | | | | | | | |
| Etranger | 2,7 | 0,4 | 25 | 439 | 77,9 | 18,3 | 519,7 |
| U. F. O. M. | » | 0,9 | » | 2,9 | 1,3 | 0,8 | 1,8 |
| Total | 2,7 | 1,3 | 25 | 441,9 | 79,2 | 19,1 | 521,5 |
| *Maïs.* | | | | | | | |
| Importations: | | | | | | | |
| Etranger | 265 | 2.999 | 4.240 | 1.780 | 2.615,8 | 1.474,7 | 977 |
| U. F. O. M. | 6.816 | 1.648 | 580 | 1.149 | 1.518,9 | 1.091 | 385,5 |
| Total | 7.081 | 4.647 | 4.820 | 2.929 | 4.134,7 | 2.565,7 | 1.362,5 |
| Exportations: | | | | | | | |
| U. F. O. M. | » | Etr.: 10<br>6,8 | 10 | 1 | » | » | Etr.: 2,6<br>5,7 |
| | | | | | | | 8,13 |
| *Riz.* | | | | | | | |
| Importations: | | | | | | | |
| Etranger | 229 | 215 | 250 | 49 | 268,8 | 149,2 | 51,05 |
| U. F. O. M. | 5.405 | 211 | 84 | 740 | 513,2 | 428,9 | 665,3 |
| Total | 5.634 | 426 | 314 | 789 | 782 | 578,1 | 716,35 |
| Exportations: | | | | | | | |
| Etranger | » | » | » | 11,6 | 0,2 | 0,1 | 0,3 |
| U. F. O. M. | » | 0,2 | 26 | 6,7 | 25,8 | 6,5 | 14,7 |
| Total | » | 0,2 | 26 | 18,3 | 26,1 | 6,6 | 15 |

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

2. *Plantes sarclées.*

| DÉSIGNATION | 1938 | 1949 | 1952 | 1955 | 1956 | 1956 (8 mois.) | 1957 (8 mois.) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *Pommes de terre* (1.000 quintaux). | | | | | | | |
| Importations: | | | | | | | |
| Etranger | 791 | 952 | 1.274 | 1.121 | 1.128 | 552,6 | 628,5 |
| U. F. O. M. | 756 | 423 | 809 | 788 | 769,4 | 768,7 | 711 |
| Total | 1.547 | 1.375 | 2.083 | 1.909 | 1.897,4 | 1.321,3 | 1.339,5 |
| Exportations: | | | | | | | |
| Etranger | 133 | 1.653 | 419 | 1.301 | 593,8 | 448,5 | 252,8 |
| U. F. O. M. | 764 | 1.275 | 1.155 | 1.905 | 2.068,6 | 721 | 968,7 |
| Total | 897 | 2.928 | 1.574 | 3.206 | 2.662,4 | 1.169,5 | 1.221,5 |

3. *Oléagineux.*

| DÉSIGNATION | 1949 | 1952 | 1955 | 1956 | 1956 (8 mois.) | 1957 (8 mois.) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| *Total graines et fruits oléagineux* (1.000 quintaux) (1). | | | | | | |
| Importations: | | | | | | |
| Etranger | 2.133 | 1.414 | 4.312 | 2.782 | 1.834,6 | 2.562,9 |
| U. F. O. M. | 4.646 | 3.783 | 4.062 | 5.128 | 4.104,6 | 3.829,1 |
| Total | 6.779 | 5.197 | 8.374 | 7.910 | 5.939,2 | 6.392 |
| Exportations: | | | | | | |
| Etranger | 3,5 | 276 | 41,8 | 45 | 28,8 | 82 |
| U. F. O. M. | 4,3 | 27 | 5,4 | 31,8 | 8,8 | 81,4 |
| Total | 7,8 | 303 | 47,2 | 76,8 | 37,6 | 163,4 |

(1) Arachides, principalement, et coprah, noix, soja, graines de colza, tournesol, œillette, etc.
Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

4. *Légumes secs* (1.000 quintaux).

| DÉSIGNATION | 1938 | 1949 | 1952 | 1955 | 1956 | 1956 (8 mois.) | 1957 (8 mois.) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Importations: | | | | | | | |
| Etranger | 475 | 124 | 78 | 97 | 140 | 88,3 | 165,2 |
| U. F. O. M. | 805 | 502 | 764 | 768 | 836 | 515,5 | 174,9 |
| Total | 1.280 | 626 | 842 | 865 | 976 | 603,8 | 340,1 |
| Exportations: | | | | | | | |
| Etranger | 231 | 154 | 19 | 30 | 78,6 | 42 | 9,4 |
| U. F. O. M. | 77 | 63 | 47 | 79 | 95,4 | 42,7 | 57,2 |
| Total | 308 | 217 | 66 | 109 | 174 | 84,7 | 66,6 |

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

5. *Légumes frais* (1.000 quintaux).

| DÉSIGNATION | 1938 | 1949 | 1952 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|
| Importations: | | | | | |
| Etranger | 563 | 611 | 520 | 506 | 892,6 |
| U. F. O. M. | 963 | 812 | 1.287 | 1.566 | 2.093 |
| Total | 1.526 | 1.423 | 1.807 | 2.072 | 2.985,6 |
| Exportations: | | | | | |
| Etranger | 552 | 504 | 695 | 900 | 400 |
| U. F. O. M. | » | 57 | 99 | 89 | 64 |
| Total | 552 | 561 | 794 | 989 | 464 |

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

6. *Fruits* (1.000 quintaux).

| DÉSIGNATION | 1938 | 1949 | 1952 | 1955 | 1956 | 1956 (8 mois). | 1957 (8 mois). |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *Fruits à pépins* (1). | | | | | | | |
| Importations: | | | | | | | |
| Etranger | (2) 547 | 426 | 313 | 380 | 599 | 534,1 | 357 |
| Exportations: | | | | | | | |
| Etranger | 1.359 | 391 | 240 | 1.425 | 107,5 | 11,1 | 22,2 |
| U. F. O. M. | 26 | 74 | 113 | 116 | 97 | 35 | 35,4 |
| Total | 1.385 | 465 | 353 | 1.541 | 204,5 | 46,1 | 57,6 |
| *Fruits à noyaux.* | | | | | | | |
| Importations: | | | | | | | |
| Etranger | 67 | 22,2 | 82 | 89 | 74,4 | 70,3 | 12 |
| U. F. O. M. | 106 | 28,9 | 62 | 27,5 | 119,6 | 119,6 | 97 |
| Total | 173 | 51,1 | 144 | 116,5 | 194 | 189,9 | 109 |
| Exportations: | | | | | | | |
| Etranger | 140 | 112 | 15 | 118 | 36 | 12,1 | 263,4 |
| U. F. O. M. | » | 1,5 | 2 | 4,5 | 2,5 | 1,7 | 2,9 |
| Total | 140 | 113,5 | 17 | 122,5 | 38,5 | 13,8 | 266,3 |
| *Raisins frais.* | | | | | | | |
| Importations: | | | | | | | |
| Etranger | » | 47,3 | 35 | 25 | 47 | 7,2 | 10,7 |
| U. F. O. M. | 128 | 62,6 | 35 | 35 | 57 | 56,2 | 53,8 |
| Total | 128 | 109,9 | 70 | 60 | 104 | 63,4 | 64,5 |
| Exportations: | | | | | | | |
| Etranger | 129 | 128 | 291 | 392 | 235 | 41,5 | 3,9 |
| U. F. O. M. | » | 4,3 | 2 | 3 | 1,8 | 0,3 | 0,4 |
| Total | 129 | 132,3 | 293 | 395 | 236,8 | 41,8 | 4,3 |

(1) Pommes, poires et coings.
(2) Pommes et poires fraîches.
Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

7. *Plantes industrielles* (1.000 quintaux).

| DÉSIGNATION | 1938 | 1949 | 1952 | 1955 | 1956 | 1956 (8 mois). | 1957 (8 mois). |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *Houblon.* | | | | | | | |
| Importations: | | | | | | | |
| Etranger | » | 6,6 | 5,5 | 5,7 | 8,5 | 6,3 | 8,2 |
| Exportations: | | | | | | | |
| Etranger | » | 15,1 | 11 | 4,9 | 2,8 | 2,08 | 0,8 |
| U. F. O. M. | » | 1,8 | 1 | 0,9 | 0,8 | 0,3 | 0,4 |
| Total | » | 16 9 | 12 | 5,8 | 3,6 | 2,38 | 0,12 |

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

8. *Vin* (1.000 hectolitres).

| DÉSIGNATION | 1938 | 1949 | 1952 | 1955 | 1956 | 1956 (8 mois). | 1957 (8 mois). |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *Vins de raisin frais et moûts de raisin.* | | | | | | | |
| Importations: | | | | | | | |
| Etranger | 173 | 1.269 | 72 | 106 | 116 | 744,3 | 72,6 |
| U. F. O. M. | 16.153 | 9.033 | 11.686 | 18.578 | 14.413 | 9.686,1 | 18.286,5 |
| Total | 16.326 | 10.302 | 11.758 | 18.684 | 14.529 | 10.430,4 | 18.359,1 |
| Exportations: | | | | | | | |
| Etranger | 761 | 475 | 811 | 1.512 | 2.045 | 1.267,6 | 909,6 |
| U. F. O. M. | 271 | 268 | 668 | 166 | 844 | 707,8 | 127,5 |
| Total | 1.032 | 743 | 1.469 | 1.678 | 2.889 | 1.975,4 | 1.037,1 |

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

### 3° Echanges de produits animaux

1. *Lait et produits laitiers* (1.000 quintaux).

| DÉSIGNATION | 1938 | 1949 | 1952 | 1955 | 1956 | 1956 (8 mois.) | 1957 (8 mois.) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *Laits concentrés.* | | | | | | | |
| Importations: | | | | | | | |
| Etranger | 24 | 164 | 39,2 | 36,5 | 66,5 | 56 | 31,5 |
| Exportations: | | | | | | | |
| Etranger | » | » | » | » | » | » | 9,5 |
| U. F. O. M. | 53,2 | 117,5 | 177,4 | (1) 160,9 | (2) 145,6 | 84,4 | 143,3 |
| Total | 77,2 | 281,5 | 216,6 | 197,4 | 212,1 | 140,4 | 152,8 |
| *Fromages.* | | | | | | | |
| Importations: | | | | | | | |
| Etranger | 142 | 91 | 165 | 92,3 | 122,6 | 73 | 65,5 |
| U. F. O. M. | » | 0,87 | 2,7 | 0,9 | 1,1 | 0,9 | 0,6 |
| Total | 142 | 92 | 167,7 | 93,2 | 123,7 | 73,9 | 66,1 |
| Exportations: | | | | | | | |
| Etranger | 46 | 62 | 36,5 | 42,7 | 44,5 | 28,8 | 39,7 |
| U. F. O. M. | 74 | 103 | 142,6 | 150,6 | 158 | 98,4 | 124,9 |
| Total | 120 | 165 | 179,1 | 195,3 | 202,5 | 127,2 | 164,6 |
| *Beurre.* | | | | | | | |
| Importations: | | | | | | | |
| Etranger | 6 | 253 | 150 | 71,9 | 171,4 | 114,8 | 5,3 |
| U. F. O. M. | » | 9,5 | 0,56 | » | » | » | » |
| Total | 6 | 262,5 | 150,56 | 71,9 | 171,4 | 114,8 | 5,3 |
| Exportations: | | | | | | | |
| Etranger | » | 0,1 | 0,7 | 89 | 24,5 | 11 | 26,5 |
| U. F. O. M. | 25 | 31,6 | 11,6 | 30,3 | 23 | 13,8 | 24,7 |
| Total | 25 | 31,7 | 12,3 | 119,3 | 47,5 | 24,8 | 51,2 |

(1) Exportations de lait non concentré. 76,7.
(2) Exportations totales de lait non concentré: 100.
Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

2. *Viande (fraîche ou congelée)* (1) (1.000 *quintaux*).

| DÉSIGNATION | 1938 | 1949 | 1952 | 1955 | 1956 | 1956 (8 mois.) | 1957 (8 mois.) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | (2) | (2) (3) | (3) | |
| Importations: | | | | | | | |
| Etranger | 84 | 22,6 | 223 | 341 | 394 | 223,9 | 469 |
| U. F. O. M. | 125 | 45,1 | 56 | 11 | 27 | 24,5 | 8,4 |
| Total | 209 | 67,7 | 279 | 352 | 421 | 248,4 | 477,4 |
| Exportations: | | | | | | | |
| Etranger | 5 | 88 | 24 | 522 | 185 | 155,7 | 42,1 |
| U. F. O. M. | » | 9,8 | 21 | 31 | 32 | 18,7 | 41 |
| Total | 5 | 97,8 | 45 | 553 | 217 | 174,4 | 83,1 |

(1) Volailles exclues.
(2) Animaux vivants (à l'exception des poissons, crustacés et mollusques) (1.000 quintaux):
1955. — Importations: étranger, 100; U. F. O. M., 78. Exportations: étranger, 598; U. F. O. M., 72.
1956. — Importations: étranger, 572; U. F. O. M., 141. Exportations: étranger, 99; U. F. O. M., 52.
(3) Abats comestibles inclus.
Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

## C. — Echanges industriels en nature.

### 1° Part des divers produits industriels dans le commerce extérieur avec l'étranger

1. *Importations de l'étranger de produits de l'industrie.*

(Pour l'année 1956.)

| DÉSIGNATION | VALEURS (Milliards de francs.) | POURCENTAGE des importations (1). |
|---|---|---|
| Produits de l'industrie | 1.278,9 | 84,5 |
| Dont: | | |
| Energie | 346,5 | 22,9 |
| Combustibles minéraux solides et produits de leur distillation | 131,9 | 8,7 |
| Produits pétroliers | 214,3 | 14,2 |
| Industrie métallurgique | 310,7 | 20,5 |
| Industrie textile | 214,9 | 14,2 |
| Industries chimiques et parachimiques | 76,3 | 5,1 |
| Pâtes, papiers et leurs applications | 62,5 | 4,1 |
| Matériel de transport | 39,2 | 2,6 |
| Caoutchouc et ouvrages | 36,7 | 2,4 |
| Cuirs et peaux | 33,6 | 2,2 |
| Bois et ouvrages | 28,5 | 1,9 |
| Industries électriques | 25,7 | 1,7 |
| Industrie céramique | 6,7 | 0,4 |
| Industrie du verre | 2,7 | 0,2 |
| Chaussures | 2 | 0,1 |

(1) Pour 1956, le total des importations de l'étranger atteint 1.514,2 milliards de francs.

Source: Ministère des finances.

2. *Exportations vers l'étranger de produits de l'industrie.*

(Pour l'année 1956.)

| DÉSIGNATION | VALEURS (Milliards de francs.) | POURCENTAGE des exportations (1). |
|---|---|---|
| Produits de l'industrie (ensemble) | 949,3 | 86,2 |
| Dont: | | |
| Industrie métallurgique | 334 | 30,3 |
| Industrie textile | 159,9 | 14,5 |
| Industries chimiques et parachimiques | 91,2 | 8,3 |
| Matériel de transport | 86,5 | 7,9 |
| Automobiles, tracteurs et cycles | 51 | 4,6 |
| Navigation maritime et fluviale | 26,2 | 2,4 |
| Chemins de fer | 8,5 | 0,8 |
| Navigation aérienne | 0,8 | 0,1 |
| Combustibles minéraux solides et produits de leur distillation | 40,6 | 3,7 |
| Produits pétroliers | 33 | 3 |
| Bois et ouvrages | 27,3 | 21,5 |
| Industrie électrique (machines et matériel) | 24,2 | 21,2 |
| Cuirs, peaux, pelleteries et ouvrages (sauf chaussures) | 23,5 | 21,1 |
| Pâtes, papiers et leurs applications | 21,1 | 1,9 |
| Caoutchouc et ouvrages | 9,7 | 0,9 |
| Industrie du verre | 9,2 | 0,8 |
| Industrie céramique | 4,9 | 0,4 |
| Chaussures | 1,1 | 0,1 |

(1) Pour l'année 1956, le total des exportations vers l'étranger atteint 1.100,9 milliards de francs.

Source: Ministère des finances.

### 2° Energie

1. *Charbon.*

Importations et exportations totales de combustibles minéraux solides.
(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

| DÉSIGNATION | 1938 | 1949 | 1952 | 1955 | 1956 | 1957 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | 1er trimestre. | 2e trimestre. | 3e trimestre. | 4e trimestre. |
| Combustibles minéraux solides (ensemble): | | | | | | | | | |
| Importations (2) | 1.842 | 1.752 | 1.549 | 1.388 | 1.900 | 2.249 | 2.179,6 | 2.062 | » |
| Exportations (1) | 96,3 | 195 | 141,4 | 526,9 | 206 | 168,8 | 191 | 191,4 | » |
| Houille et lignite : | | | | | | | | | |
| Importations (2) | 1.278 | 1.329 | 1.112 | 938 | 1.427,6 | 1.608,7 | 1.637,5 | 1.538,5 | » |
| Coke et semi-coke: | | | | | | | | | |
| Importations (2) | 197 | 422 | 426 | 448 | 436 | 464 | 468 | 4.537 (juillet) 429 (août) | » |

(1) Sarre exclue.
(2) Y compris livraison de la Sarre.

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

2. *Electricité.*

(Millions de kWh.) (Moyennes mensuelles.)

| DÉSIGNATION | 1938 | 1949 | 1952 | 1955 | 1956 | 1957 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | 1er trimestre. | 2e trimestre. | 3e trimestre. | 4e trimestre. |
| Importations | 34,5 | 85,4 | 53,2 | 60 | 80,7 | 54,5 | 65,6 | 112,7 | » |
| Exportations | 10 | 22,7 | 52,6 | 65 | 70,1 | 88,8 | 30 | 24 | » |

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

3. *Pétrole et produits pétroliers.*

Importations et exportations totales de pétrole et produits pétroliers.
(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

| DÉSIGNATION | 1938 | 1949 | 1952 | 1955 | 1956 | 1957 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | 1er trimestre. | 2e trimestre. | 3e trimestre. | 4e trimestre. |
| Pétrole brut: | | | | | | | | | |
| Importations | 580 | 983 | 1.768 | 2.061 | 2.084,3 | 1.739,3 | 1.918,4 | 2.125,1 | » |
| Essences: | | | | | | | | | |
| Importations | 57,8 | 16,6 | 15,8 | 41,7 | 44,3 | 90,1 | 51,2 | 49,8 | » |
| Exportations | 18,1 | 40,8 | 123,2 | 105,1 | 101,3 | 76,7 | 78 | 77,7 | » |
| Gas oil: | | | | | | | | | |
| Importations | 6,9 | 6,1 | 11 | 0,55 | 9,1 | 141,1 | 105,6 | 31 | » |
| Exportations | 14 | 67,3 | 141,7 | 136,2 | 133,5 | 76,7 | 80,3 | 88,5 | » |
| Fuel oil: | | | | | | | | | |
| Importations | 33,2 | 23,6 | 20,2 | 24,8 | 38,8 | 107,1 | 96,3 | 68,3 | » |
| Exportations | 8,6 | 67,5 | 287,6 | 190,6 | 166,7 | 119,7 | 135,5 | 460,2 | » |

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

3e PRODUCTION ET TRANSFORMATION DES MÉTAUX

1. *Exportations totales de minerai de fer et de bauxite.*
(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

| DÉSIGNATION | 1938 | 1949 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | 1er trimestre. | 2e trimestre. | 3e trimestre. | 4e trimestre. |
| Minerai de fer | 814 | 592 | 764 | 837 | 935 | 1.107 | 1.135,2 | 1.234,8 | 1.113,5 | 1.160,2 | » |
| Bauxite | 24,3 | 15,9 | 28,2 | 23,1 | 26,5 | 29,2 | 27,1 | 32,6 | 24,8 | 25,2 | » |

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

2. *Importations et exportations totales de métaux non ferreux.*
(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

| DÉSIGNATION | 1938 | 1949 | 1952 | 1955 | 1956 | 1957 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | 1er trimestre. | 2e trimestre. | 3e trimestre. | 4e trimestre. |
| Aluminium: | | | | | | | | | |
| Exportations | 1,17 | 1,16 | 0,84 | 2,56 | 1,28 | 0,90 | 0,64 | 1,7 | » |
| Cuivre (1): | | | | | | | | | |
| Importations | 10 | 12,1 | 12,3 | 14,6 | 14,8 | 15,5 | 14,6 | 16,4 | » |
| Exportations | 0,99 | 0,08 | 0,05 | 0,41 | 0,28 | 0,10 | 0,17 | 0,62 | » |
| Plomb: | | | | | | | | | |
| Importations | 4 | 2,1 | 4,5 | 5,2 | 5,3 | 5 | 5 | 2,6 | » |
| Exportations | 0,25 | 1,71 | 0,54 | 1,2 | 0,62 | 0,24 | 0,28 | 1,7 | » |
| Zinc: | | | | | | | | | |
| Importations | 2,85 | 4,19 | 3,76 | 2,04 | 1,62 | 1,51 | 1,73 | 2,1 (juil.) | » |
| Exportations | 0,373 | 0,064 | 0,066 | 0,053 | 0,015 | 0,036 | 0,004 | 1,4 (août) | » |

(1) Y compris cuivre non raffiné, limailles et vieux métaux de cuivre utilisés pour la production.
Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

3 *Sidérurgie.*

Importations et exportations totales de produits sidérurgiques.
(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

| DÉSIGNATION | 1938 | 1949 | 1952 | 1955 | 1956 | 1957 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | 1er trimestre. | 2e trimestre. | 3e trimestre. | 4e trimestre. |
| Ensemble (fonte, acier, produits finis): | | | | | | | | | |
| Importations | 6,2 | 16,4 | 9,2 | 100,3 | 135,4 | 115,3 | 137,8 | 169,5 (juil.)<br>160,8 (août) | » |
| Exportations | 173 | 163 | 218 | 466 | 405,2 | 450,3 | 390,2 | 367,7 (juil.)<br>360,1 (août) | » |
| Fonte (fonte brute et ferro-alliages): | | | | | | | | | |
| Importations | 2,78 | 1,25 | 1,62 | 12,62 | 11,60 | 18,5 | 18 | 19,5 (juil.)<br>21 (août) | » |
| Exportations | 45,1 | 17,1 | 28,7 | 42,9 | 31 | 25,8 | 24,2 | 29,8 (juil.)<br>30,4 (août) | » |
| Acier (lingots et demi-produits fer-acier): | | | | | | | | | |
| Importations | 0,08 | 1,08 | 3,87 | 20,67 | 18,8 | 20 | 18,5 | 30,5 (juil.)<br>23 (août) | » |
| Exportations | 15,2 | 14,1 | 15 | 43,5 | 31 | 33,10 | 29 | 30,4 (juil.)<br>23,2 (août) | » |
| Produits finis (laminés à chaud et tôles minces laminées à froid): | | | | | | | | | |
| Importations | 2,2 | 12,9 | 2,9 | 46,3 | 49,4 | 59,7 | 59,1 | 49,8 (juil.)<br>54,9 (août) | » |
| Exportations | 75 | 117 | 167 | 324,5 | 297 | 318,8 | 283,6 | 279,2 (juil.)<br>262 (août) | » |
| Ferrailles et déchets: | | | | | | | | | |
| Importations | 1,2 | 1,2 | 0,8 | 30,7 | 55,5 | 47,3 | 42,2 | 69,5 (juil.)<br>61,9 (août) | » |
| Exportations | 37,4 | 15,1 | 7,1 | 55,1 | 47 | 72,6 | 53,4 | 28,2 (juil.)<br>44,5 (août) | » |

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

4. *Importations et exportations totales d'ouvrages en métaux et machines.*
(Moyennes mensuelles.)

| DÉSIGNATION | 1938 | 1949 | 1952 | 1955 | 1956 | 1957 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | 1er trimestre. | 2e trimestre. | 3e trimestre. | 4e trimestre. |
| Fonderie (1.000 tonnes): | | | | | | | | | |
| Importations (1) | 0,219 | 0,116 | 0,165 | 1,03 | 1,4 | 1,5 | 1,5 | 0,77 | » |
| Exportations (2) | 7,91 | 16,48 | 18,7 | 28,2 | 21,4 | 20,6 | 19,2 | 23 | » |
| Machines agricoles (pièces): | | | | | | | | | |
| Tracteurs (3): | | | | | | | | | |
| Importations | » | 1.014 | 783 | 753 | 2.097 | 2.503 | 2.930 | 2.087 | » |
| Exportations | » | 219 | 350 | 438 | 483 | 543 | 329 | 409 | » |
| Motoculteurs: | | | | | | | | | |
| Importations | » | 61 | 89 | 65 | 224 | 336 | 471 | 313 | » |
| Exportations | » | 18 | 7 | 28 | 25 | 36 | 74 | 181 | » |
| Automobiles (pièces): | | | | | | | | | |
| Voitures particulières: | | | | | | | | | |
| Importations | » | 119 | 648 | 836 | 822 | 619 | 857 | 546 | » |
| Exportations | » | 6.896 | 6.896 | 11.070 | 12.620 | 15.319 | 20.835 | 16.657 | » |
| Véhicules utilitaires (camions et camionnettes): | | | | | | | | | |
| Importations | 66 | 12 | 54 | 48 | 91 | 93 | 86 | 87 | » |
| Exportations | 200 | 1.669 | 1.701 | 2.170 | 1.894 | 2.866 | 2.728 | 1.688 | » |

(1) Chauffage, sanitaire, poteries; principalement et, très faiblement, tuyaux de fonte et fonte mécanique.
(2) Tuyaux de fonte surtout et, très faiblement, chauffage, sanitaire, poteries.
(3) Tous tracteurs agricoles et autres à roues et, très faiblement, à chenilles.
Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

4° Caoutchouc

*Importations et exportations totales de pneumatiques et bandages.*
(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

| DÉSIGNATION | 1938 | 1949 | 1952 | 1955 | 1956 | 1957 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | 1er trimestre. | 2e trimestre. | 3e trimestre. | 4e trimestre. |
| Importations | 0,31 | 0,35 | 0,65 | 0,63 | 0,96 | 1,3 | 0,94 | 0,40 | » |
| Exportations | 0,83 | 1,75 | 2,4 | 3,36 | 3 | 3,6 | 3,5 | 3 | » |

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

5° Engrais

(1.000 tonnes.) (Moyenne mensuelle.)

| DÉSIGNATION | 1938 | 1949 | 1952 | 1955 | 1956 | 1957 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | 1er trimestre. | 2e trimestre. | 3e trimestre. | 4e trimestre. |
| *Importations.* | | | | | | | | | |
| *a*) Nitrate de soude naturel | 9,6 | 8,4 | 5,19 | 8,70 | 7,49 | 8,68 | 6,4 | 14,70 | » |
| *b*) Nitrate de soude synthétique | 7,4 | 0,7 | » | » | » | » | » | » | » |
| *c*) Superphosphate | 6,2 | » | » | 2,5 | 3,88 | 4,66 | 3,14 | 8,77 | » |
| *d*) Scories de déphosphoration | » | » | » | » | 23,3 | 18,7 | 21 | 27,6 | » |
| *Exportations.* | | | | | | | | | |
| 1. Superphosphate | 3,4 | 13,6 | 5,6 | 1,86 | 1,32 | 4,3 | 0,40 | 2,5 | » |
| 2. Scories de déphosphoration | 23,2 | 24,8 | 25,2 | 25,2 | 24 | 32,9 | 16 | 34,5 | » |
| 3. Engrais composés | 3,9 | 5,3 | 6,5 | 6,3 | 2,57 | 6,7 | 6,7 | 7,23 | » |

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

6° Produits chimiques

(1.000 quintaux.)

| DÉSIGNATION | 1952 | 1955 | 1956 | 1956 (8 mois.) | 1957 (8 mois.) |
|---|---|---|---|---|---|
| Produits chimiques inorganiques. | | | | | |
| Importations: | | | | | |
| Etranger | 1.277 | 1.467 | 1.442,5 | 912,8 | 1.023 |
| Zone franc | 13 | 13,8 | 8,5 | 5,4 | 8,1 |
| Exportations: | | | | | |
| Etranger | 4.271,8 | 5.331,5 | 5.171,6 | 3.410 | 3.101 |
| Zone franc | 1.024,7 | 1.021 | 950,7 | 612 | 858 |
| Produits chimiques organiques: | | | | | |
| Importations: | | | | | |
| Etranger | 472,8 | 735 | 1.017 | 646 | 719 |
| Exportations: | | | | | |
| Etranger | 74,2 | 417,8 | 430,8 | 258,9 | 317,9 |
| Zone franc | 48,3 | 66,4 | 67,8 | 43,3 | 56,4 |

Source: Ministère des affaires économiques et financières.

7° PRODUITS TEXTILES

(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

| DÉSIGNATION | 1938 | 1949 | 1952 | 1955 | 1956 | 1957 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | 1er trimestre. | 2e trimestre. | 3e trimestre. | 4e trimestre |
| Laine: | | | | | | | | | |
| Laine brute (1): | | | | | | | | | |
| Importations | 10,4 | 9,4 | 8,1 | 10,7 | 12 | 13,2 | 14,3 | 10,7 | » |
| Laine peignée: | | | | | | | | | |
| Importations | 0,067 | 0,009 | 0,15 | 0,22 | 0,24 | 0,25 | 0,15 | 0,54 | » |
| Exportations | 1,87 | 1,02 | 1,47 | 1,66 | 1,72 | 2,10 | 1,81 | 1,50 | » |
| Filés: | | | | | | | | | |
| Importations | 0,017 | 0,021 | 0,018 | 0,035 | 0,015 | 0,056 | 0,025 | 0,015 (juil.)<br>0,018 (août | » |
| Exportations | 0,92 | 1,23 | 0,8 | 1,79 | 1,81 | 1,34 | 1,72 | 1,83 (juil.)<br>1,20 (août | » |
| Tissus (2): | | | | | | | | | |
| Importations | 0,06 | 0,025 | 0,08 | 0,22 | 0,36 | 0,50 | 0,54 | 0,12 (août | » |
| Exportations | 0,28 | 0,77 | 0,55 | 0,10 | 0,40 | 0,13 | 0,35 | 0,17 (août | » |
| Coton: | | | | | | | | | |
| Coton brut: | | | | | | | | | |
| Importations | 23,2 | 21,6 | 27,5 | 22,3 | 23,6 | 36,3 | 31,2 | 22,3 | » |
| Filés: | | | | | | | | | |
| Importations | 0,04 | 0,55 | 0,3 | 0,04 | 0,046 | 0,13 | 0,095 | 0,013 (août | » |
| Exportations | 0,77 | 0,44 | 0,62 | 0,48 | 0,35 | 0,10 | 0,32 | 0,20 (août | » |
| Tissus: | | | | | | | | | |
| Importations (2) | 0,054 | 0,63 | 0,70 | 0,18 | 0,18 | 0,30 | 0,31 | 0,37 (août | » |
| Exportations | 3,72 | 4,42 | 4,68 | 3,37 | 2,74 | 3,20 | 2,70 | 2,37 (août | » |

(1) Laine brute, blousses, déchets et effilochés.
(2) Statistiques nouvelles depuis 1952 (tapis exclus).

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

8° CUIRS ET PEAUX

1. *Cuirs bruts de bovins.*

(Tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

| DÉSIGNATION | 1938 | 1952 | 1955 | 1956 | 1957 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | 1er trimestre. | 2e trimestre. | 3e trimestre. | 4e trimestre. |
| Importations | 3.172 | 1.371 | 1.332 | 1.722 | 2.281 | 2.102 | 2.085 (août) | » |
| Exportations | 2.150 | 763 | 2.152 | 1.826 | 2.016 | 1.491 | 1.185 (août) | » |

Source. Ministère de l'industrie et du commerce.

2. *Cuirs bruts de veaux.*

(Tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

| DÉSIGNATION | 1938 | 1952 | 1955 | 1956 | 1957 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | 1er trimestre. | 2e trimestre. | 3e trimestre. | 4e trimestre. |
| Importations | 970 | 246 | 263 | 541 | 639 | 619 | 729 (août) | » |
| Exportations | 1.875 | 375 | 597 | 375 | 356 | 408 | 309 (août) | » |

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

3. *Cuirs finis de bovins.*

(Tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

| DÉSIGNATION | 1938 | 1949 | 1952 | 1955 | 1956 | 1957 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | 1er trimestre. | 2e trimestre. | 3e trimestre. | 4e trimestre. |
| Importations | 87 | 10 | 23 | 29 | 44 | 87 | 52 | 27 (août) | » |
| Exportations | 123 | 99 | 264 | 338 | 279 | 312 | 330 | 281 (août) | » |

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

9° Papiers-cartons

(Moyennes mensuelles.)

| DÉSIGNATION | 1938 | 1949 | 1952 | 1955 | 1956 | 1957 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | 1er trimestre. | 2e trimestre. | 3e trimestre. | 4e trimestre. |
| Importation de pâtes à papier (1.000 tonnes pâtes sèches) | 33 | 34,3 | 35,2 | 52,6 | 53,79 | 57,08 | 56 | 30,36 (août) | » |

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

## VII. — DISTRIBUTION. — COMMERCE

### A. — Importance et répartition des entreprises commerciales.

1. Nombre d'établissements de commerce

| BRANCHES | NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS | | VARIATION | |
|---|---|---|---|---|
| | 1950 | 1954 | Nombre. | P. 100. |
| Commerces agricoles | 39.700 | 38.200 | — 1.500 | — 3,8 |
| Commerces alimentaires | 445.000 | 418.300 | — 26.700 | — 6 |
| Commerces non alimentaires | 270.100 | 280.500 | + 10.400 | + 3,8 |
| Entreprises à commerces multiples | 7.200 | 7.200 | » | » |
| Commerces non sédentaires | 96.400 | 97.800 | + 1.400 | + 1 |
| Total | 858.400 | 842.000 | — 16.400 | — 1,9 |

Source: Commissariat du plan.

**2. Etablissements du commerce de détail en 1954**

(Répartition selon les salariés.)

| DÉSIGNATION | NOMBRE total d'établissements (En milliers.) | RÉPARTITION EN P 100 suivant le nombre de salariés. | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | 0 | 1 ou 2 | 3 à 10 | Plus de 10 |
| *Commerces alimentaires.* | | | | | |
| Alimentation générale.... | 214,7 (1) | 71 | 26,5 | 2,2 | 0,3 |
| Boulangerie, pâtisserie.... | 61,3 | 31 | 55 | 13,5 | 0,5 |
| Boucherie ..... | 51,4 | 48 | 45,5 | 5,8 | 0,7 |
| Charcuterie ..... | 15,7 | 40 | 47 | 12,4 | 0,6 |
| Crémerie ..... | 11,7 (2) | 62. | 30 | 7,3 | 0,7 |
| Poissonnerie, huîtres .... | 6 | 73 | 21,5 | 5,4 | 0,1 |
| Autres ..... | 12,2 | 59,5 | 30 | 9,5 | 1 |
| Non sédentaires..... | 39,9 | 88 | 11,5 | 0.5 | 0 |
| Total..... | 412,9 | 62 | 32,6 | 5,1 | 0,3 |
| *Commerces non alimentaires.* | | | | | |
| Grands magasins..... | 0,35(3) | /// | /// | 27 | 73 |
| Textiles, habillement..... | 74,1 (4) | 60 | 28,5 | 10 | 1,5 |
| Chaussures ..... | 13,4 (5) | 57,5 | 28.5 | 12,4 | 1.6 |
| Ameublement ..... | 5,6 (6) | 40 | 39 | 18 | 3 |
| Droguerie, quincaillerie... | 28,6 (7) | 60,5 | 26 | 11 | 2,5 |
| Librairie, papeterie, journaux ..... | 16,5 | 60 | 30 | 9 | 1 |
| Electricité, radio..... | 5,5 | 50 | 34 | 14 | 2 |
| Horlogerie, bijouterie..... | 6 | 55 | 34 | 10,5 | 0,5 |
| Maroquinerie ..... | 6,4 | 63 | 28 | 8,5 | 0,5 |
| Combustibles et carburants ..... | 19,3 (8) | 48 | 40,5 | 10 | 1,5 |
| Pharmacie ..... | 14,2 | 21 | 52,5 | 25 | 1,5 |
| Jouets, articles de sports. | 3.2 | 62 | 30 | 7,5 | 0,5 |
| Cycles ..... | 2,8 | 63 | 29,5 | 6,9 | 0,6 |
| Autres ..... | 38,6 (9) | 56 | 29 | 12 | 3 |
| Non sédentaires..... | 56,1 | 92 | 7,5 | 0,5 | 0 |
| Total..... | 290,6 | 62,5 | 26,6 | 9,4 | 1,5 |

(1) Dont 32,5 pour les sociétés à succursales multiples et les coopératives de consommation et 50,1 pour les commerces associés à des débits de boisson.

(2) Dont 0,6 pour les sociétés à succursales multiples.

(3) Y compris les magasins « à prix unique ».

(4) Dont: vêtements confectionnés, 9,0; tissus, 13,2; chemiserie, lingerie, etc., 20,3; mercerie, 10,9; non spécifiés, 18,3.

(5) Dont 1,7 pour les sociétés à succursales multiples.

(6) Non compris les marchands de meubles d'occasion.

(7) Y compris les commerces de vaisselle et verrerie.

(8) Dont 2,6 pour les commerces associés à un débit de boissons.

(9) Dont: bazars, 6,9; meubles d'occasion, antiquités, etc., 6,9; fleurs, 4,4; bois, 2,9; parfumerie, 2,3; photo, optique, 1,5.

Source: I. N. S. E. E. (Fichier des établissements — 1954).

**B. — Indices du chiffre d'affaires.**

(Chiffre d'affaires moyen quotidien.)

(1950 = 100.) (Moyennes mensuelles.)

| DÉSIGNATION | I | II | III | IV | ANNÉE |
|---|---|---|---|---|---|
| 1. *Commerces alimentaires* (1). | | | | | |
| Succursalistes: | | | | | |
| 1955 ..... | 180 | 190 | 187 | 197 | 188 |
| 1956 ..... | 202 | 207 | 205 | 233 | 211 |
| 1957 ..... | 218 | 235 | (3) 216 | » | » |
| Coopératives de consommation: | | | | | |
| 1955 ..... | 216 | 210 | 226 | 262 | 228 |
| 1956 ..... | 257 | 238 | 253 | 303 | 263 |
| 1957 ..... | 272 | 271 | (3) 230 | » | » |
| Détaillants indépendants: | | | | | |
| 1955 ..... | 151 | 160 | 154 | 172 | 159 |
| 1956 ..... | 166 | 167 | 166 | 195 | 173 |
| 1957 ..... | 164 | 178 | (3) 191 | » | » |
| Grossistes: | | | | | |
| 1955 ..... | 120 | 131 | 144 | 139 | 133 |
| 1956 ..... | 136 | 142 | 157 | 181 | 154 |
| 1957 ..... | 138 | 158 | (3) 93 | » | » |
| 2. *Commerces non alimentaires.* (Indice du chiffre d'affaires moyen quotidien.) | | | | | |
| Commerces multiples: | | | | | |
| Grands magasins (1): | | | | | |
| Paris: | | | | | |
| 1955 ..... | 180 | 181 | 160 | 274 | 199 |
| 1956 ..... | 206 | 203 | 189 | 318 | 229 |
| 1957 ..... | 234 | 210 | (3) 207 | » | » |
| Province: | | | | | |
| 1955 ..... | 162 | 191 | 191 | 258 | 200 |
| 1956 ..... | 203 | 219 | 228 | 310 | 240 |
| 1957 ..... | 209 | 260 | (3) 167 | » | » |
| Autres commerces (2): | | | | | |
| Textiles, habillement: | | | | | |
| 1955 ..... | 110 | 139 | 104 | 174 | 132 |
| 1956 ..... | 117 | 141 | 120 | 199 | 142 |
| 1957 (2) ..... | 128 | 174 | (4) 147 | » | » |
| Chaussures: | | | | | |
| 1955 ..... | 97 | 166 | 120 | 172 | 139 |
| 1956 ..... | 119 | 170 | 136 | 201 | 156 |
| 1957 ..... | 126 | 200 | (4) 141 | » | » |
| Droguerie, quincaillerie: | | | | | |
| 1955 ..... | 157 | 179 | 171 | 202 | 178 |
| 1956 ..... | 169 | 194 | 202 | 226 | 198 |
| 1957 ..... | 205 | 228 | (4) 242 | » | » |
| Ameublement: | | | | | |
| 1955 ..... | 169 | 189 | 192 | 239 | 197 |
| 1956 ..... | 195 | 236 | 257 | 277 | 215 |
| 1957 ..... | 219 | 308 | (4) 242 | » | » |

(1) Source: Ministère de l'industrie et du commerce.
(2) Source: I. N. S. E. E.
(3) Moyenne juillet-août.
(4) Juillet.

### C. — Evolution du commerce intérieur (1).

(Moyennes mensuelles.)

| DÉSIGNATION | 1957 I | 1957 II | 1957 III | 1957 IV | 1938 | 1949 | 1952 | 1955 | 1956 (P) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1. Création de fonds (France entière) | 4.807 | 4.273 | (2) 3.500 | » | » | » | 4.690 | 3.159 | 3.727 |
| Actes de constitution de sociétés (Seine) | 440 | 380 | 324 | » | 294 | 650 | 484 | 348 | 369 |
| 2. Dissolution et radiation (1): | | | | | | | | | |
| Radiation de fonds (France entière) | 5.318 | 3.253 | (2) 2.637 | » | » | » | 3.380 | 3.664 | 3.793 |
| Actes de dissolution de sociétés (Seine) | 325 | 289 | 280 | » | 147 | 247 | 228 | 244 | 234 |
| 3. Liquidations judiciaires (déclarées) | 301 | 284 | 199 | » | 145 | 98 | 125 | 216 | 260 |
| Dont: | | | | | | | | | |
| Commerces agricoles et alimentaires | 53 | 52 | 21 | » | 38 | » | 22 | 26 | 35 |
| 4. Faillites (déclarées) | 347 | 306 | 207 | » | 405 | 283 | 369 | 394 | 320 |
| Dont: | | | | | | | | | |
| Commerces agricoles et alimentaires | 45 | 31 | 24 | » | 70 | 58 | 66 | 53 | 44 |

(1) Intermédiaires exclus. — (2) Moyenne juillet-août.
Source: I. N. S. E. E.

## VIII. — TRANSPORTS

### A. — Evolution comparée des transports de marchandises.

(Fer, eau, route.)

Unités: tonnage chargé = million de tonnes. — Tonnage kilométrique = milliards de kilomètres. — Distances = kilomètres.

| MODES DE TRANSPORT | 1929 | 1938 | 1949 | 1950 | 1951 | 1952 | 1953 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Fer: | | | | | | | |
| Tonnage chargé | 222,7 | 132,3 | 160,6 | 151,7 | 176,6 | 174 | 163 |
| Tonnage kilométrique | 41,8 | 26,5 | 41 | 38,9 | 45,4 | 44 | 40,3 |
| Parcours moyen d'une tonne | 188 | 200 | 256 | 257 | 257 | 254 | 248 |
| Eau: | | | | | | | |
| Tonnage chargé | 50 | 45 | 39 | 43 | 49 | 50,1 | 50,8 |
| Tonnage kilométrique | 6,8 | 8,3 | 6 | 6,7 | 7,5 | 7,7 | 7,8 |
| Parcours moyen d'une tonne | 136 | 183 | 155 | 156 | 153 | 152 | 153 |
| Route (1): | | | | | | | |
| Tonnage chargé | 51,1 | 67,7 | 86,8 | 94,3 | 107,9 | 108 | 117 |
| Tonnage kilométrique | 3,5 | 5,4 | 8,4 | 9,2 | 10,5 | 10,5 | 11,5 |
| Parcours moyen d'une tonne | 69 | 80 | 96,5 | 96 | 97 | 97 | 98 |
| Total: fer + eau + route: | | | | | | | |
| Tonnage chargé | 323,8 | 245 | 285,9 | 285,8 | 328,7 | 332 | 330,8 |
| Tonnage kilométrique | 52,1 | 40,2 | 55,4 | 54,8 | 63,4 | 62,2 | 59,6 |
| Parcours moyen d'une tonne | 161 | 164 | 194 | 189 | 190 | 187 | 180 |
| Parts respectives des divers modes de transport dans le total du trafic (tonnage kilométrique p. 100): | | | | | | | |
| Fer | 80,2 | 65,9 | 74 | 71 | 71,6 | 70,7 | 67,6 |
| Eau | 13,1 | 20,6 | 10,8 | 12,2 | 11,8 | 12,4 | 13,1 |
| Route | 6,7 | 13,5 | 15,2 | 16,8 | 16,6 | 16,9 | 19,3 |

(1) Compte tenu des réserves qui s'imposent en ce qui concerne l'évaluation du trafic routier.
Source: Commissariat général du plan.

**B. — Trafic par mode de transport.**

1. Fer (S. N. C. F.)

*Evolution du trafic et de la productivité de la S. N. C. F.* (Moyennes mensuelles.)

| DESIGNATION | 1957 | | | | 1929 | 1938 | 1949 | 1952 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | I | II | III | IV | | | | | | |
| **A. — *Trafic.*** | | | | | | | | | | |
| Trafic voyageurs/kilomètres (millions de voyageurs/kilomètres) | 2.163 | 2.786 | 3.810 (1) | » | 2.350 | 1.837 | 2.456 | 2.390 | 2.320 | 2.570 |
| Trafic marchandises/kilomètres (millions de kilomètres) | 4.471 | 4.430 | (4.253) | » | 3.480 | 2.210 | 3.420 | 3.675 | 3.908 | 4.185 |
| Tonnages chargés et entrés chargés (moyenne journalière des transports commerciaux) (1.000 tonnes) | 605 | 582 | 562 | » | » | 362 | » | 471 | 525 | 569 |
| B. — *Productivité* (indices 1929=100). | | | | | | | | | | |
| Du travail | » | » | » | » | 100 | 83 | » | » | 154 | » |
| De la consommation d'énergie | » | » | » | » | 100 | 87 | » | » | 176 | » |

(1) Moyenne juillet-août.

Sources: I. N. S. E. E. (évolution du trafic). Commissariat du plan (évolution de la productivité).

*Evolution du parc de matériel à marchandises et du chargement moyen par wagon.*

Evolution du parc du matériel roulant de la S. N. C. F. (1).

| CATEGORIES DE MATERIEL | 1929 | 1938 | 1946 | 1950 | 1952 | 1955 | 1956 (provisoire). |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Locomotives à vapeur | 19.800 | 15.200 | 13.800 | 12.300 | 10.460 | 8.550 | 7.900 |
| Locomotives et automotrices électriques | 790 | 1.120 | 1.180 | 1.251 | 1.360 | 1.540 | 1.650 |
| Locomotives diesel | » | 7 | 16 | 110 | 155 | 216 | 290 |
| Autorails | 64 | 664 | 618 | 718 | 780 | 960 | 1.010 |
| Voitures à voyageurs (y compris remorques d'autorails et d'automotrices électriques) | 35.200 | 30.800 | 18.000 | 17.900 | 16.800 | 15.500 | 15.400 |
| Wagons et fourgons | 521.000 | 485.000 | 329.000 | 409.000 | 579.000 | 352.000 | 345.000 |

(1) Effectif en exploitation, moyenne annuelle.

Source: Commissariat général au plan.

## 2. Voies navigables

### 1. *Trafic kilométrique total.*

(Millions de tonnes-kilomètres.) (Moyennes mensuelles.)

| DÉSIGNATION | 1957 I | 1957 II | 1957 III | 1957 IV | 1929 | 1938 | 1949 (Moyennes mensuelles.) | 1952 (Moyennes mensuelles.) | 1955 (Moyennes mensuelles.) | 1956 | 1957 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1. Trafic kilométrique total (millions de tonnes-kilomètres) | 722,4 | 876,4 | 876,6 | » | 567 | 629 | 521 | 640 | 737 | 762,4 | » |

Source : I. N. S. E. E.

### 2. *Composition de la flotte fluviale à la fin de 1954.*

| TYPES DE BATEAUX | UNITÉS Navigation intérieure Rhin inclus. | UNITÉS Rhin. | TONNAGES Navigation intérieure Rhin inclus. | TONNAGES Rhin. |
|---|---|---|---|---|
| Bateaux de transport : | | | | |
| Marchandises générales : | | | | |
| Tractionnées | 6.572 | 196 | 2.351.247 | 242.638 |
| Automoteurs | 3.157 | 153 | 1.106.717 | 124.367 |
| Citernes : | | | | |
| Tractionnées | 201 | 11 | 104.257 | 12.686 |
| Automoteurs | 636 | 2 | 237.901 | 1.528 |
| Remorqueurs | 435 | 79 | » | » |
| Total (dont 3.104 bateaux bois) | 10.941 | | 3.800.122 | 381.219 |
| Tonnage équivalent en péniches | » | » | 5.144.740 | 507.144 |

Source : Commissariat général du plan.

## 3. Mer

### 1. *Evolution du trafic.* (Moyennes mensuelles.)

| DÉSIGNATION | 1957 I | 1957 II | 1957 III | 1957 IV | 1938 | 1949 | 1952 | 1955 | 1956 | 1957 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Voyageurs (grande navigation) (1.000) : | | | | | | | | | | |
| Débarquements | 8,26 | 18,91 | 24 (1) | » | 16,9 | 16,4 | 21,6 | 21,4 | 19,4 | » |
| Embarquements | 8,82 | 16,62 | 28,49 (1) | » | 18,6 | 22,4 | 23,1 | 22,2 | 21,6 | » |
| Marchandises (toutes) (1.000 tonnes) : | | | | | | | | | | |
| Débarquements | 4.811 | 4.943 | 4.696 (1) | » | 2.989 | 3.006 | 3.538 | 3.856 | 4.673 | » |
| Embarquements | 1.789 | 1.869 | 1.921 (1) | » | 1.050 | 1.266 | 1.860 | 2.255 | 2.093 | » |

(1) Moyenne juillet-août. — Source : I. N. S. E. E.

### 2. *Flotte marchande.* (Evolution en tonnage.)

(Les chiffres placés entre parenthèses sont ceux du nombre de navires.)

*Navires de plus de 100 tonneaux de jauge brute.*

| ANNÉES | PÉTROLIERS | NAVIRES à passagers | AUTRES cargos | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| | (1.000) | (1.000) | (1.000) | (1.000) |
| 1er janvier : | | | | |
| 1929 | 1.300 | 170 | 1.600 | 3.870 |
| 1938 | 1.210 | 260 | 1.220 | 2.690 |
| 1939 (1/9) | 1.166 | 323 | 1.244 | 2.734 |
| | (146) | (72) | (452) | (670) |
| 1945 (1/8) | 365 | 102 | 375 | 842 |
| 1946 | Pas de statistiques (Cf. août 1945). | | | |
| 1947 | 421 | 176 | 859 | 1.456 |
| 1948 | 457 | 276 | 1.267 | 2.000 |
| 1949 | 569 | 434 | 1.421 | 2.424 |
| | (4) | (67) | (417) | (585) |
| 1950 | 608 | 538 | 1.562 | 2.708 |
| 1951 | 709 | 612 | 1.645 | 2.966 |
| 1952 | 739 | 711 | 1.723 | 3.173 |
| 1953 | 784 | 849 | 1.760 | 3.395 |
| 1954 | 873 | 869 | 1.803 | 3.545 |
| 1955 | 860 | 998 | 1.714 | 3.572 |
| | (89) | (119) | (520) | (728) |
| 1956 | 800 | 1.195 | 1.714 | 3.709 |
| | (82) | (127) | (510) | (719) |
| 1957 | 729 | 1.276 | 1.762 | 3.767 |
| | (73) | (132) | (520) | (725) |
| En construction et reconstruction (commandes). | | | | |
| 1957 (1/1) : | | | | |
| France | 12,5 (1) | 111 (6) | 154,6 (29) | 278,1 (36) |
| Etranger | » | 139,5 (8) | 15,8 (10) | 155,3 (18) |
| Total | 12,5 (1) | 250,5 (14) | 170,4 (39) | 433,4 (54) |

Sources : Ministère de la marine marchande, I. N. S. E. E.

4° Air

1. *Evolution du trafic.* (Moyennes mensuelles.)

| TRANSPORTEURS FRANÇAIS | 1957 | | | | 1938 | 1949 | 1952 | 1955 | 1956 | 1957 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | I | II | III | IV | | | | | | |
| Passagers (millions voyageurs) | 245,2 | 338,7 | » | » | 6,1 | 110 | 179 | 266 | 299,7 | » |
| Poste (Air France) (millions tonnes-kilomètre) | 1.335 | 1.365 | » | » | 95,4 | 941 | 1.578 | 1.563 | 1.330 | » |
| Fret (sans la poste) (milliers de tonnes-kilomètre) | 6.345 | 6.280 | » | » | 85,3 | 4.251 | 6.792 | 6.962 | 5.647 | » |

Source: I. N. S. E. E.

C. — **Routes** (indications).

Les indications suivantes peuvent être apportées:

1° Parc routier au 1er janvier 1956

*Voitures particulières et commerciales.*

3.351.307, dont 56 p. 100 construites depuis 1950 et 28 p. 100 de 5 CV au moins.

*Véhicules utilitaires.*

1.795.434, dont 40,5 p. 100 construits depuis 1950.

Dont:

| | |
|---|---|
| Cars et autobus (surtout 30 à 40 places et plus) | 32[illegible].999 |
| Camions, camionnettes, véhicules spéciaux | 1.206.308 |
| Remorques et semi-remorques | 153.016 |
| Tracteurs agricoles, forestiers | 325.576 |
| Tracteurs routiers | 17.635 |

Source: I. N. S. E. E.

2° Livraison de carburants a la clientèle civile et métropolitaine

(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

| DÉSIGNATION | I | II | III | IV |
|---|---|---|---|---|
| 1955: | | | | |
| 1. Essence auto | 177 | 236 | 250 | 249 |
| Supercarburant | 97 | 137 | 161 | 145 |
| 2. Gas oil (livraison au marché intérieur) | 110 | 124 | 133 | 134 |
| 1956: | | | | |
| 1. Essence auto | 188 | 256 | 302 | 283,6 |
| Supercarburant | 117 | 126 | 158 | 90,5 |
| 2. Gas oil (livraison au marché intérieur) | 118 | 136 | 131,5 | 132,6 |
| 1957: | | | | |
| 1. Essence auto | 260,3 | 292 | 290,4 | » |
| Supercarburant | 4,5 | 111,5 | 120,3 | » |
| 2. Gas oil | 108,2 | 125,3 | 131,7 | » |

Moyennes mensuelles:

| Années. | Essence auto. | Supercarburant. | Gas oil. |
|---|---|---|---|
| 1938 | 225 (avec le super) | » | 253 |
| 1949 | 148 | » | 63 |
| 1952 | 205 | 57 | 85 |
| 1953 | 216 | 77 | 101 |
| 1954 | 237 | 108 | 110 |
| 1955 | 223 | 130 | 121,4 |
| 1956 | 251,2 | 123 | 129,7 |

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

# III. — FINANCES — CREDIT — MONNAIE — FINANCES EXTERIEURES

## I. — FINANCES PUBLIQUES

### A. — Budget de l'Etat et trésorerie.

1° Situations budgétaires de 1955 a 1957

(En milliards de francs.)

| NATURE DES CHARGES ET DES RESSOURCES | 1955 — SITUATION définitive des crédits ouverts. | 1956 — LOI de finances. | 1956 — RESULTATS en décembre 1956. | 1957 — LOI de finances rectifiée. | 1957 — SITUATION fin novembre. |
|---|---|---|---|---|---|
| I. — *Opérations budgétaires.* | | | | | |
| Budget ordinaire (1) | 1.927 | 2.171 | 2.253 | 2.408 | 2.594 |
| Budget civil en capital | 660 | 625 | 649 | 695 | 653 |
| Budget militaire (normal) | 1.008 | 963 | 969 | 1.362 (2) | 1.364 |
| Provision | » | » | » | » | » |
| Total | 3.595 | 3.759 | 3.871 | 4.465 | 4.613 |
| Recettes ordinaires et extraordinaires (y compris aide américaine) | 3.217 | 3.374 | 3.530 | 3.820 | 4.130 |
| Déficit des opérations budgétaires | 378 | 385 | 341 | 645 | 483 |
| II. — *Opérations propres du Trésor.* | | | | | |
| Découvert des comptes spéciaux | 70 | 90 | 93 | 80 | 144 |
| Fonds de développement et H. L. M. | 307 | 307 | 307 | 325 | 322 |
| Total | 377 | 397 | 400 | 405 | 466 |
| Total des charges de la trésorerie | 755 | 782 | 741 | 1.056 | 949 |
| Dépenses spéciales d'Algérie | 48 | 200 | 315 | (3) | » |
| Ressources y affectées | » | » | — 22 | » | » |
| Total des charges du Trésor | 808 | 982 | 1.034 | 1.050 | 949 |

(1) Compte tenu des décrets d'avances intervenus depuis le vote de la loi de finances ainsi que de la situation définitive du budget annexe des P. T. T. Compte tenu également du projet de loi relatif au deuxième plan d'énergie atomique.

(2) Dépenses d'Algérie comprises.

(3) Voir dépenses militaires.

Source: Ministère des finances.

2° Evolution des recettes de l'Etat

1. *Ensemble.*

(En milliards de francs.)

| DÉSIGNATION | 1953 (3) | 1954 (3) | 1955 (3) | 1956 (3) | 1957 — SITUATION à fin novembre. |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | P |
| Impôts directs (revenus) | 955 | 951 | 975 | 1.148 | » |
| Impôts sur la fortune (2) | 151 | 150 | 160 | 206 | » |
| Impôts indirects | 1.490 | 1.576 | 1.641 | 1.768 | » |
| Total des ressources fiscales | 2.596 | 2.677 | 2.776 | 3.122 | 3.688 |
| Autres ressources budgétaires | 380 | 516 | 569 | (1) 707 | 442 |
| Aide américaine | 127 | 163 | 105 | 49 | » |
| Total général | 3.103 | 3.356 | 3.450 | 3.878 | 4.130 |

(1) Y compris les recettes affectées au financement des dépenses en Algérie.

(2) Enregistrement, successions, timbres, opérations de baux, impôts de solidarité.

(3) Période complémentaire comprise.

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

**2. *Rendement mensuel des impôts indirects et des tabacs.***

Produits budgétaires.
(En milliards de francs.)

| DESIGNATION | RESULTATS |
|---|---|
| | Dix premiers mois. |
| **Taxes sur le chiffre d'affaires:** | |
| **Total:** | |
| 1956 | 942.465 |
| 1957 | 1.062.231 |
| **Dont:** | |
| **Taxes sur la valeur ajoutée:** | |
| 1956 | 923.785 |
| 1957 | 1.051.102 |
| **Anciennes taxes:** | |
| 1956 | 16.834 |
| 1957 | 9.445 |
| **Taxes uniques:** | |
| **Taxe sur les vins et cidres:** | |
| 1956 | 24.995 |
| 1957 | 11.919 |
| **Taxe sur les viandes:** | |
| 1956 | 43.077 |
| 1957 | 33.714 |
| **Taxe sur les thés et cafés:** | |
| 1956 | 18.338 |
| 1957 | 18.036 |
| **Impôts indirects et poudres à feu:** | |
| 1956 | 47.893 |
| 1957 | 59.285 |
| **Total général:** | |
| 1956 | 1.076.768 |
| 1957 | 1.201.138 |
| **Taxes locales:** | |
| **Total (1):** | |
| 1956 | 844.265 |
| 1957 | 1.039.660 |
| **Tabacs:** | |
| 1956 | 167.339 |
| 1957 | 164.221 |

(1) Non compris les ressources affectées à des dépenses diverses: 35 milliards en 1956.

Source: Ministère des finances.

**3. *Recouvrements annuels des impôts indirects et du monopole des tabacs.***

(En milliards de francs.)

| DESIGNATION | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|
| Enregistrement et timbres | 147 | 148 | 150 | 187 |
| Taxes uniques | » | 92,9 | 100,3 | 105,1 |
| Taxes sur le chiffre d'affaires | 1.091 | 1.153 | 1.161 | 1.209 |
| Tabacs | 198 | 213 | 203 | 229,5 |

Source: Ministère des finances.

**4. *Produit du prélèvement sur les salaires.***

(En milliards de francs.)

| 1949 | 1950 | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 107,5 | 135 | 165 | 207 | 211 | 228 | 251 | 283 |

(Taxe de 5 p. 100 versée par les employeurs et versement forfaitaire de 3 p. 100 sur les pensions servies.)

Source: Ministère des finances.

3° DETTE PUBLIQUE

(Etat, caisse autonome d'amortissement, P. T. T.)

*Montant* (fin d'année).

(En milliards de francs.)

| DESIGNATION | 1938 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 (31 juillet). |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Dette intérieure | 414 | 4.177 | 4.529 | 4.840 | 5.541 | 5.947 |
| (Non exigible) | (390) | (3.791) | (4.056) | (4.245) | (4.812) | (5.150) |
| (Instituts d'émission) | (36,2) | (880) | (815) | (704) | (633) | (1.957) |
| Dette extérieure | 6,8 | 1.240 | 1.120 | 1.027 | 954 | (97) |

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

B. — **Collectivités locales** (établissements publics compris).

*Situation financière à la clôture de l'exercice.*

(En milliards de francs.)

| DESIGNATION | 1948 | 1949 | 1950 | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *Départements.* | | | | | | | |
| Recettes | » | 168,0 | 189,3 | 217,0 | 305,0 | 340,1 | 385,6 |
| Dépenses | » | 155,7 | 174,4 | 233,3 | 290,8 | 330,1 | 374,3 |
| Disponibilités au 31 décembre | 3,3 | 15,6 | 30,5 | 44,2 | 58,4 | 68,4 | 79,7 |
| *Communes.* | | | | | | | |
| Recettes | » | 464,6 | 601,9 | 713,7 | 920,8 | 1.029,6 | 1.189,7 |
| Dépenses | » | 425,2 | 539,2 | 690,0 | 899,2 | 974,7 | 1.104,5 |
| Disponibilités au 31 décembre | 36,9 | 76,3 | 139,0 | 152,7 | 194,3 | 249,2 | 334,4 |

Source: Ministère des finances.

## II. — SERVICES PUBLICS

### A. — Société nationale des chemins de fer français.

*Evolution trimestrielle.*

| RECETTES (en milliards de francs). | I | II | III | IV |
|---|---|---|---|---|
| | (Moyennes mensuelles.) | | | |
| Voyageurs: | | | | |
| 1956 | 8,2 | 10,2 | 14,2 | 10,33 |
| 1957 | 8,84 | 12 | (15,53) | » |
| Marchandises (2): | | | | |
| 1956 | 23 | 24 | 22,7 | 27,2 |
| 1957 | 26,33 | 26,10 | (25,10) | » |
| Total (1): | | | | |
| 1956 | 33,3 | 35,8 | 38,5 | 39,6 |
| 1957 | 37 | 40 | (42) | » |

| INDICES DES RECETTES A PRIX CONSTANT (3) (1938 = 100) | I | II | III | IV |
|---|---|---|---|---|
| | (Moyennes mensuelles.) | | | |
| Voyageurs: | | | | |
| 1956 | 149 | 132 | 130 | 161 |
| 1957 | 160 | 152 | (141) | » |
| Marchandises (2): | | | | |
| 1956 | 150 | 153 | 153 | 157 |
| 1957 | 166 | 164 | (163) | » |
| Total (1): | | | | |
| 1956 | 150 | 146 | 143 | 158 |
| 1957 | 164 | 160 | 154 | » |

*Evolution annuelle.*

| | 1938 | 1949 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Voyageurs | 0,344 | 5,8 | 8,6 | 8,7 | 2,6 | 9,9 | 10,70 |
| Marchandises | 0,840 | 15,6 | 19,5 | 21,0 | 21,2 | 22,7 | 24,40 |
| Total (1) | 1,237 | 22,2 | 32,4 | 31,1 | 32,1 | 34,1 | 36,8 |

| | 1949 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Voyageurs | 133 | 133 | 122 | 126 | 130 | 143 |
| Marchandises | 144 | 156 | 131 | 129 | 142 | 153 |
| Total | 141 | 150 | 128 | 128 | 138 | 149 |

(1) L'indication totale des recettes ne couvre pas exactement les chiffres « voyageurs » et « marchandises ». Elle comprend les recettes voyageurs, marchandises, bagages et consigne, colis postaux, petits colis.

(2) Marchandises détail et wagons.

(3) Cet indice est le quotient (multiplié par 100) des recettes de la période considérée par les recettes de la période correspondante de 1938 ramenées aux taux de la période considérée. Les indices mensuels successifs ne sont donc pas comparables entre eux et la comparaison doit se faire seulement par rapport à 1938.

Sources: S. N. C. F., I. N. S. E. E.

### B. — Postes, télégraphes et téléphones.

RECETTES TOTALES

*Postes, télégraphes, téléphones, services financiers.*

(Mois cumulés.) (En milliards de francs.)

| ANNÉES | I | II | III | IV |
|---|---|---|---|---|
| | (Fin de trimestre.) | | | (Année entière.) |
| 1956 | 52,8 | 98,3 | 155,3 | 216,6 |
| 1957 | 56,7 | 108,3 | 178,2 | » |

*N. B.* — Année 1951 = 85,9. — Année 1952 = 143. — Année 1953 = 150,2. — Année 1954 = 183,2. — Année 1955 = 202,3.

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

## III. — SERVICES SOCIAUX

### A. — Evolution du bilan du régime général de la sécurité sociale.

(Y compris le régime des fonctionnaires et celui des étudiants, non compris les professions agricoles.)

(En milliards de francs.)

| DÉSIGNATION | 1938 | 1947 | 1948 | 1949 | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 P. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I. — *Recettes.* | | | | | | | | | | |
| Assurances sociales | » | 108,2 | 172,8 | 216,8 | 300,3 | 384,3 | 413,7 | 441,4 | 474,1 | 580,3 |
| Accidents du travail | » | 16,7 | 29,5 | 33,6 | 43,5 | 54,1 | 59,6 | 63,6 | 78,1 | 91,5 |
| Prestations familiales: | | | | | | | | | | |
| 1° Salariés | » | 65,1 | 124,9 | 192,6 | 275,3 | 371,8 | 402,1 | 434,5 | 470,6 | 540,3 |
| 2° Employeurs et travailleurs indépendants | » | 5,7 | 5,1 | 8,6 | 18,1 | 21,4 | 24,8 | 29,9 | 31,6 | 33,5 |
| Action sanitaire et sociale (1) | » | 11,7 | 11,0 | 12,4 | Ventilée. | | | | | |
| Ensemble | » | 207,4 | 343,3 | 464,0 | 637,2 | 831,6 | 900,2 | 969,4 | 1.054,4 | 1.245,6 |
| II. — *Dépenses.* | | | | | | | | | | |
| Assurances sociales | 2,6 | 93,4 | 145,6 | 208,8 | 343,6 | 416,5 | 451,8 | 488,9 | 531,3 | 612,1 |
| Accidents du travail | » | 10,8 | 22,4 | 33,7 | 41,4 | 52,3 | 60,2 | 66,8 | 84,8 | 97,9 |
| Prestations familiales: | | | | | | | | | | |
| 1° Salariés | » | 65,1 | 134,8 | 185,2 | 265,7 | 330,8 | 360,5 | 405,2 | 445,8 | 491,6 |
| 2° Employeurs et travailleurs indépendants | » | 8,1 | 10,5 | 9,7 | 18,4 | 21,9 | 24,2 | 27,8 | 30,4 | 32,5 |
| Action sanitaire et sociale | » | 3,3 | 9,8 | 13,9 | Ventilée. | | | | | |
| Ensemble (1) | 2,6 | 180,7 | 323,1 | 451,3 | 672,1 | 821,5 | 896,7 | 986,7 | 1.092,3 | 1.234,1 |
| Patrimoine | » | 105,5 | 134,9 | 138,8 | 121,4 | 135,9 | 137,3 | 132 | » | |

(1) Contrôle médical exclu.

Sources: Ministère du travail, I. N. S. E. E.

### B. — Etablissements hospitaliers.

Résultats à la clôture de l'exercice (1).

(En milliards de francs.)

1. Recettes et dépenses

| | 1949 | 1950 | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Recettes | 95 | 115 | 150 | 176 | 195,5 | 161 |
| Dépenses | 87 | 101 | 138 | 163 | 180 | 171,3 |
| Solde | + 8 | + 14 | + 12 | + 13 | + 15,5 | + 10,3 |

2. Situation

(Compte tenu des restes à recouvrer et à payer.)

(En milliards de francs.)

| 1949 | 1950 | 1951 | 1952 | 1953 |
|---|---|---|---|---|
| + 9,6 | + 13,4 | + 11 | + 16 | + 26 |

Dette en capital.

| 1949 | 1950 | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 |
|---|---|---|---|---|---|
| 4,4 | 6 | 8,7 | 12 | 16 | 3,3 |

(1) Année civile plus période complémentaire de l'exercice (31 mars).

Source: Ministère des finances.

## IV. — CREDIT. — BANQUE. — MONNAIE

### A. — Evolution d'ensemble des disponibilités monétaires et de leur contrepartie.

1. Disponibilités monétaires et dépôts a terme

(En milliards de francs.)

| ANNÉES | MONTANT (Fin de trimestre.) I | II | III | IV |
|---|---|---|---|---|
| *Billets en circulation.* | | | | |
| 1954 | 2.327 | 2.374 | 2.444 | 2.551 |
| 1955 | 2.623 | 2.676 | 2.781 | 2.910 |
| 1956 | 2.962 | 3.015 | 3.042 | 3.114 |
| 1957 | 3.116 | 3.206 | (3.303) | |
| *Monnaies divisionnaires.* | | | | |
| 1954 | 28 | 28 | 28 | 32 |
| 1955 | 39 | 46 | 51 | 57 |
| 1956 | 59 | 61 | 65 | 67 |
| 1957 | 66 | 69 | (71) | |
| *Dépôts à vue (1).* | | | | |
| 1954 | 2.337 | 2.384 | 2.468 | 2.715 |
| 1955 | 2.712 | 2.783 | 2.881 | 3.059 |
| 1956 | 3.106 | 3.217 | 3.242 | 3.404 |
| 1957 | 3.338 | 3.434 | (3.516) | |
| *Total.* | | | | |
| 1954 | 4.692 | 4.786 | 4.949 | 5.298 |
| 1955 | 5.335 | 5.459 | 5.662 | 5.969 |
| 1956 | 6.068 | 6.232 | 6.376 | 6.885 |
| 1957 | 6.520 | 6.709 | (6.890) | |
| *Plus dépôts à terme.* | | | | |
| 1954 | 147 | 151 | 160 | 167 |
| 1955 | 172 | 179 | 190 | 200 |
| 1956 | 212 | 219 | 215 | 232 |
| 1957 | 308 | 347 | (333) | |
| *Ensemble: disponibilités monétaires et dépôts à terme.* | | | | |
| 1954 | 4.839 | 4.937 | 5.100 | 5.465 |
| 1955 | 5.507 | 5.638 | 5.852 | 6.169 |
| 1956 | 6.280 | 6.451 | 6.591 | 6.817 |
| 1957 | 6.828 | 7.056 | (7.223) | |

(1) Comptes courants créditeurs des particuliers et des entreprises à la Banque de France. — Dépôts à vue dans les banques. — Dépôts ou comptes courants postaux. — Dépôts de fonds particuliers au Trésor.

Source: Conseil national du crédit.

2. Contre-partie des disponibilités monétaires et dépôts à terme

(En milliards de francs.)

| ANNÉES | MONTANT (Fin de trimestre.) I | II | III | IV |
|---|---|---|---|---|
| | *Créances sur le Trésor public* (1). | | | |
| 1954 | 2.120 | 2.112 | 2.103 | 2.230 |
| 1955 | 2.131 | 2.165 | 2.203 | 2.228 |
| 1956 | 2.317 | 2.344 | 2.435 | 2.414 |
| 1957 | 2.469 | 2.670 | 2.918 | |
| | *Crédits à l'économie.* | | | |
| 1954 | 2.459 | 2.542 | 2.677 | 2.852 |
| 1955 | 2.927 | 2.930 | 2.999 | 3.299 |
| 1956 | 3.346 | 3.534 | 3.662 | 4.024 |
| 1957 | 4.105 | 4.254 | 4.265 | |
| | *Or et devises.* | | | |
| 1954 | 259 | 282 | 308 | 394 |
| 1955 | 482 | 561 | 675 | 695 |
| 1956 | 660 | 598 | 542 | 401 (2) |
| 1957 | 342 | 313 (2) | 312 (2) | |
| | *Ajustement.* | | | |
| 1954 | + 1 | + 1 | + 12 | — 11 |
| 1955 | — 33 | — 18 | — 25 | — 53 |
| 1956 | — 42 | — 15 | — 48 | — 22 |
| 1957 | — 86 | — 181 | — 272 | |
| | *Total.* | | | |
| 1954 | 4.839 | 4.937 | 5.100 | 5.465 |
| 1955 | 5.507 | 5.638 | 5.852 | 6.169 |
| 1956 | 6.281 | 6.451 | 6 591 | 6.817 |
| 1957 | 6.828 | av: 6.938 | | |

(1) Créances de la Banque de France. — Portefeuille d'effets publics de la Banque de France et des banques, créances d'entreprises ou de particuliers (avoirs aux chèques postaux et au Trésor, monnaie divisionnaire en circulation).

(2) Net en déduisant les comptes courants du fonds de stabilisation des changes et des banques et institutions financières étrangères comptées dans le passif:

| Or et devises. | Décembre 1956. | Juin 1957. | Septembre 1957. |
|---|---|---|---|
| Actif | 401 | 313 | 312 |
| Passif | 28 | 170 | 232 |
| Net | 373 | 143 | 80 |

Source: Conseil national du crédit.

N. B. — *Evolution des comptes courants créditeurs et disponibilités monétaires.*

a) *L'évolution* des comptes créditeurs doit être rapprochée des variations des dépôts à vue dans les banques, comparées à celles des règlements effectués en compensation à Paris. Un « *indice de la vitesse de rotation des dépôts* » ou coefficient d'échange des avoirs en compte rend compte de ces variations selon la formule suivante:

$$\text{Indice de vitesse de rotation des dépôts} = \frac{\text{Indice des règlements en compensation à Paris.}}{\text{Indice des dépôts en banques.}}$$

Cet indice est calculé sur la base 1 en 1938 (coefficient 0,57), obtenu par le rapport:

$$\frac{\text{33 (moyenne mensuelle des compensations.)}}{\text{58 (dépôts au 31 décembre 1938.)}}$$

Sur cette base, l'évolution de l'indice de la vitesse de rotation des dépôts en banque est la suivante:

(1938 = 1.)

1,95

| ANNÉES | TRIMESTRES I | II | III | IV | ANNÉE |
|---|---|---|---|---|---|
| 1952 | 2,24 | 2,18 | 2,14 | 2,14 | 2,17 |
| 1953 | 2,08 | 2,15 | 2,07 | 2,11 | 2,10 |
| 1954 | 2,07 | 2,07 | 2,15 | 2,13 | 2,10 |
| 1955 | 2,01 | 1,94 | 1,92 | 1,91 | 1,94 |
| 1956 | 1,9 | 1,93 | 2,12 | 2,41 | 2,09 |
| 1957 | 2,78 | 2,96 | 3,06(1) | » | » |

(1) Août.

3. Mouvement des disponibilités monétaires

(Evolution depuis 1938.)

| ANNÉES | PRIX DE GROS (Indice.) (1). | DISPONIBILITÉS MONÉTAIRES Milliards de francs courants (2) et (5). | Milliards de francs 1938 d'après l'indice des prix de gros | INDICE de la production industrielle (sans bâtiment) (1). |
|---|---|---|---|---|
| 1938 | 100 | 192 | (100) 192 | (3) 100 |
| 1945 | 459 | 1.013 | 221 | (3) 42 |
| 1948 | 1.945 | 2.165 | 111 | 114 |
| 1949 (4) | (4) 1.899 | 2.704 | 142 | 124 |
| 1950 | 2.160 | 3.120 | 144 | 134 |
| 1951 | 2.761 | 3.678 | 133 | 145 |
| 1952 | 2.597 | 4.159 | 160 | 148 |
| 1953 | 2.539 | 4.630 | 182 | 147 |
| 1954 | 2.490 | 5.298 | 213 | 165 |
| 1955 | 2.539 | 5.969 | 235 | 179 |
| 1956 | 2.739 | 6.885 | 252 | 197 |

(1) Indice moyen du dernier trimestre de chaque année.
(2) Fin décembre de chaque année.
(3) Moyenne annuelle.
(4) A partir de 1949, nouvel indice (base 100 = 1949) ramené à la base 100 = 1938.
(5) Dépôts à terme exclus.

*Rapport au produit national brut* (évolutions annuelles).

| PRODUITS | 1938 | 1949 | 1952 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Produit national brut | 435 (2) | 8.400 (3) | 14.140 (3) | 15.430 (4) | 16.800 (4) | 18.200 (4) |
| Disponibilités monétaires (1) | 162 | 2.408 | 3.900 | 4.858 | 5.596 (4) | 6.236 |
| Rapport: Disponibilités monétaires / Produits national brut | 2,39 | 3,49 | 3,63 | 3,18 (4) | 3,03 (4) | 2,91 (4) |

*N. B.* — Hausse du rapport: la même quantité de monnaies permet d'alimenter un volume de transactions établies à un niveau de prix plus élevé. Baisse du rapport: une fraction plus importante de la monnaie est conservée inactive dans les encaisses.

(1) Moyenne des douze mois
(2) Source: Commission des comptes de la nation.
(3) Rapport sur les comptes de la nation de 1949 à 1955.
(4) Chiffres provisoires ou évaluations.

Source: Conseil national du crédit.

*Proportion dans la masse monétaire des billets et des dépôts à vue.*

(En pourcentage.)

| DÉSIGNATION | 31 DÉCEMBRE 1955. | 31 DÉCEMBRE 1956. | 30 SEPTEMBRE 1957. |
|---|---|---|---|
| Billets et monnaies divisionnaires | 48.8 | 48,3 | 49 |
| Dépôts à vue | 51,2 | 51,7 | 51 |

Source: Conseil national du crédit.

## B. — Epargne.

### 1. Epargne totale

(Variations annuelles respectives des différentes formes recensables de l'épargne.)
(En milliards de francs.).

| DÉSIGNATION | 1949 | 1950 | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Epargne liquide directe: | | | | | | | | |
| Valeurs du Trésor à court terme détenues par les particuliers et les entreprises (variations): | | | | | | | | |
| Bons sur formules (1) | + 30 | + 57 | + 80 | + 77 | + 98 | + 137 | + 139 | + 107 |
| Bons en compte courant (2) | | | | — 1 | — 6 | + 29 | + 10 | — 32 |
| Détenues par d'autres porteurs que des banques (3). | | | | | | | | |
| Epargne liquide collectée: | | | | | | | | |
| Augmentation des dépôts dans les caisses d'épargne | + 90 | + 124 | + 74 | + 124 | + 188 | + 220 | + 285 | + 216 |
| Dépôts à échéance dans les banques (augmentation) | + 20 | + 22 | + 24 | + 19 | + 37 | + 31 | + 32 | + 32 |
| Total épargne liquide | + 140 | + 203 | + 178 | + 219 | + 317 | + 427 | + 477 | + 336 |
| Epargne investie par l'intermédiaire des compagnies d'assurances (4). | + 37 | + 57 | + 56 | + 61 | + 57 | + 75 | + 89 | 102 |
| Epargne investie directement par le public sur le marché financier en valeurs mobilières | + 121 | + 104 | + 86 | + 283 | + 229 | + 335 | + 275 | 634 |
| Epargne totale | + 298 | + 344 | + 320 | + 563 | + 603 | + 837 (5) | + 841 (5) | + 1.072 |

(1) Il s'agit des bons délivrés au public: bons de la reconstruction et bons de la défense nationale pour les montants restant en circulation; bons du Trésor à un an, à deux ans et bons à intérêt progressif, qui continuent seuls à être émis.

(2) S. N. C. F., compagnies d'assurances, sociétés de capitalisation, mutuelles.

(3) Epargne investie par l'intermédiaire des compagnies d'assurances vie exclue (connue seulement par année).

(4) Evaluée d'après l'augmentation des réserves mathématiques.

(5) Non compris la part des émissions des bons à trois ans et à cinq ans de la caisse nationale du crédit agricole souscrites par le public. Son accroissement en 1954 et 1955 est respectivement de 8, 10 et 13 milliards de francs.

Source: Conseil national du crédit.

### 2. Epargne liquide (montant) (total fin de période).

(A l'exclusion de l'épargne investie par l'intermédiaire des compagnies d'assurances sur la vie.) (Fin de période.)
(En milliards de francs.)

| DESIGNATION | 1949 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 (mars). | 1957 (juin). | 1957 (septembre). |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | P. | P. |
| Directe: | | | | | | | | |
| Valeurs du Trésor à court terme détenues par les particuliers et les entreprises: | | | | | | | | |
| Bons sur formules et bons défense nationale | 243 | 548 | 685 | 825 | 932 | 986 | 1.004 | 1.014 |
| Bons en comptes courants (non banquiers) | | 37 | 74 | 69 | 27 | 30 | 24 | 22 |
| Bons à 3 et 5 ans de la Caisse nationale de crédit agricole | | 19 | 27 | 37 | 50 | 53 | 57 | 59 |
| Collectée: | | | | | | | | |
| Dépôt dans les caisses d'épargne (intérêts capitalisés inclus) | 500 | 1.010 | 1.230 | 1.507 | 1.720 | 1.820 | 1.830 | 1.860 |
| Dépôts à échéance dans les banques | 34 | 136 | 467 | 200 | 232 | 308 | 347 | 333 |
| Total | 777 | 1.750 | 2.183 | 2.638 | 2.961 | 3.197 | 3.262 | 3.288 |

Source: Conseil national du crédit.

3. Epargne nette investie en valeurs mobilières (Evolutions annuelles.)

Cette épargne est obtenue en déduisant de l'épargne apparente investie sur le marché financier les amortissements divers sur titres antérieurement émis et les souscriptions effectuées par les organismes collecteurs d'épargne qui ne font qu'investir sur le marché des épargnes monétaires.

Cette épargne peut être ainsi appréciée:

A. — *Epargne apparente investie sur le marché financier.*
(En milliards de francs.)

| DÉSIGNATION | 1949 | 1950 | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *Valeurs à revenu fixe et indexé.* | | | | | | | | |
| Secteur public et semi-public. | | | | | | | | |
| 1. Etat | 108 | 31 | » | 228 | 43 | 110 | 85 | 423 |
| 2. Collectivités locales et emprunts de sinistrés | 0,7 | 25 | 7 | 2 | 12 | 10 | 14 | 2 |
| 3. Entreprises nationalisées | 14,3 | 15,5 | 24 | 31 | 62 | 70 | 49 | 90 |
| 4. Caisse nationale de crédit agricole | » | 3,5 | 12 | 8 | 38 | 72 | 64 | 60 |
| 5. Crédit foncier | 4 | (Argent frais.) 8 | (1) | (1) | (1) | (1) | (1) | (1) |
| Totaux | 127 | 83,00 | 43 | 269 | 155 | 262 | 201 | 575 |
| Secteur privé. | | | | | | | | |
| Obligations industrielles | 9,8 | 10,7 | 11 | 7 | 24 | 44 | 84 | 74 |
| Totaux des valeurs à revenu fixe | 136,8 | 93,70 | 54 | 276 | 179 | 306 | 296 | 649 |
| *Valeurs à revenu variable.* | | | | | | | | |
| Actions (souscription directe de l'Etat exclue) | 41 | 31 | 44 | 67 | 54 | 82 | 110 | 120 |
| Parts de sociétés à responsabilité limitée | 9 | 9,7 | 6 | 7 | 12 | 11 | 12 | 13 |
| Totaux | 50 | 40,7 | 50 | 74 | 66 | 93 | 122 | 133 |
| Emissions de valeurs étrangères sur le marché français | » | » | » | » | » | » | — 4 | + 7 |
| Total de l'épargne apparente investie en valeurs mobilières | 187 | 135 | 104 | 350 | 251 | 399 | 422 | 789 |

(1) Inclus dans la rubrique n° 4.
Source: Conseil national du crédit.

B. — *Epargne nette investie.*
(En milliards de francs.)

| DÉSIGNATION | 1949 | 1950 | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Epargne apparente | 187 | 135 | 104 | 350 | 251 | 399 | 422 | 789 |
| A déduire: | | | | | | | | |
| Amortissements réguliers sur titres antérieurement émis | 13 | 12 | 13 | 15 | 17 | 31 | 66 | 82 |
| Indemnités payées aux porteurs français de valeurs étrangères réquisitionnées (évaluation) | 8 | 1 | | | | | | |
| Apports de capitaux des compagnies d'assurances, soit sous forme d'achats en Bourse, soit sous forme de souscriptions à des émissions placées dans le public | | | | | | 15 | 52 | 55 |
| Achats et souscriptions de titres par la caisse des dépôts et consignations | 45 | 18 | 5 | 52 | 5 | 18 | 29 | 18 |
| | 66 | 31 | 18 | 67 | 22 | 64 | 147 | 145 |
| Totaux | 121 | 104 | 86 | 283 | 229 | 335 | 275 | 644 |

Source: Conseil national du crédit.

4. Actions et obligations

*Souscriptions nouvelles du public en numéraire.* (En milliards de francs.)

| DÉSIGNATION | 1956 I | 1956 II | 1956 III | 1956 IV | 1957 I | 1957 II | 1957 III | 1957 IV | 1938 | 1949 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | (Montant par trimestre.) | | | | | | | | (Montant par année.) | | | | | | |
| Actions émises contre espèces (1) | 18,1 | 31,2 | 35 | 30,3 | 51,5 | 28,7 | » | » | 1,5 | 39 | 66 | 50,5 | 78,3 | 106,8 | 114,5 |
| Obligations | 91 | 27,1 | 32,8 | 73,6 | 108,2 | 44,1 | » | » | 1,3 | 28,1 | 49 | 122,5 | 192,8 | 200,2 | 224,7 |
| dont: | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sociétés privées (obligations) (2) | 25,2 | 9,6 | 11,2 | 28,3 | 5,2 | 14,3 | » | » | 0,5 | 9,8 | 7 | 24,4 | 43,8 | 88,2 | 74,4 |
| Total (actions et obligations) (3) | 109,1 | 58,3 | 67,8 | 104 | 159,8 | 72,9 | » | » | 2,8 | 67,1 | 115 | 173 | 271,2 | 30,7 | 339,2 |
| + Collectivités locales et groupements de sinistrés | 0,69 | 0,07 | » | » | » | 0,025 | » | » | 1,63 | » | 2 | 11,7 | 9,6 | 14,3 (4) | 1,5 |
| + Emprunts du Trésor à long et à moyen terme | » | 103 | 320 | » | 46,4 | 62 | » | » | 7,5 | » | 217 | 44 | 107,5 | 85,4 | 423,1 |
| + Sociétés à responsabilité limitée (versements approximatifs en espèces) (5) | 3,3 | 2,9 | 2,7 | 4,5 | 5,6 | 6 | » | » | » | » | 7,4 | 12,4 | 11,1 | 11,6 | 13,4 |
| Total de l'épargne apparente investie sur le marché financier | 113,1 | 164,3 | 390,5 | 108,5 | 211,8 | 141 | » | » | » | » | 341 | 243 | 399 | 418 | 787 |

(1) Appels de fonds sur actions partiellement libérées antérieurement à la période, exclus. Sont seuls considérés les versements au titre d'actions émises au cours de la période.
(2) Toutes sociétés non nationalisées ou dont le capital n'est pas détenu en majorité par l'Etat.
(3) Appels de fonds sur actions antérieures partiellement libérées, exclus.
(4) Compte tenu de petits emprunts locaux n'ayant pas été publiés au cours de l'année.
(5) A l'exclusion des apports et incorporations de réserves.
Sources: Crédit lyonnais, I. N. S. E. E.

## C. — Crédit.

1. Répartition des crédits selon leur objet économique

(En milliards de francs.)

| DÉSIGNATION | EN-COURS 31 décembre 1955. | 31 mars 1956. | 30 juin 1956. | 30 septembre 1956. | 31 décembre 1956. | 31 mars 1957. | 30 juin 1957. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *France métropolitaine* (1). | | | | | | | |
| 1. Financement de la construction de logements | 898 | 969 | 1.054 | 1.155 | 1.250 | 1.328 | 1.436 |
| 2. Financement des ventes à crédit | 137 | 117 | 165 | 169 | 166 | 173 | 182 |
| 3. Financement des entreprises | 4.468 | 4.479 | 4.647 | 4.819 | 5.203 | 5.258 | 4.790 |
| Total: | | | | | | | |
| *a*) Sur ressources monétaires | 2.360 | 2.300 | 2.366 | 2.409 | 2.670 | 2.645 | 2.701 |
| *b*) Sur ressources non monétaires | 2.108 | 2.179 | 2.281 | 2.410 | 2.533 | 2.615 | 2.089 |
| *Sarre.* | | | | | | | |
| (Crédits recensés par le service central des risques) | 78 | 80 | 84 | 88 | 97 | 98 | 106 |
| Total général | 5.581 | 5.675 | 5.950 | 6.231 | 6.716 | 6.857 | 6.514 |

(1) Et part, non recensée par le service central des risques, des crédits à l'économie.
Source: Conseil national du crédit.

2. Financement des entreprises

*Evolution des crédits en 1955 et 1956.* (En milliards de francs.)

| DÉSIGNATION | EN-COURS 31 décembre 1955. | 31 mars 1956. | 30 juin 1956. | 30 septembre 1956. | 31 décembre 1956. | 31 mars 1957. | 30 juin 1957. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *a*) Crédits identifiés: | | | | | | | |
| Long et moyen terme | 2.071 | 2.114 | 2.156 | 2.278 | 2.389 | 2.444 | 1.870 |
| Court terme | 1.866 | 1.825 | 1.919 | 1.942 | 2.136 | 2.191 | 2.250 |
| Total | 3.937 | 3.939 | 4.075 | 4.220 | 4.525 | 4.635 | 4.120 |
| *b*) Crédits non identifiés | 531 | 540 | 572 | 599 | 678 | 623 | 670 |
| (Pour balance): | | | | | | | |
| Ensemble du financement des entreprises (total de la rubrique correspondante du tableau A) | 4.468 | 4.479 | 4.647 | 4.819 | 5.203 | 5.258 | 4.790 |

Source: Conseil national du crédit.

3. Répartition par branches des crédits identifiés en 1955 et 1956

a) *Evolution des utilisations de crédits à moyen et long terme identifiés.*

(En milliards de francs.)

| DÉSIGNATION | EN-COURS | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 31 décembre 1955. | 31 mars 1956. | 30 juin 1956. | 30 septembre 1956. | 31 décembre 1956. | 31 mars 1957. | 30 juin 1957. |
| I. — Selon la qualification des crédits. | | | | | | | |
| Crédits bancaires à moyen terme | 503 | 502 | 502 | 551 | 593 | 599 | 623 |
| Prêts directs des organismes spécialisés | 1.568 | 1.612 | 1.654 | 1.727 | 1.796 | 1.845 | 1.247 |
| Total | 2.071 | 2.114 | 2.156 | 2.278 | 2.389 | 2.444 | 1.870 |
| II. — Selon les branches d'activité. | | | | | | | |
| a) Industrie et commerce: | | | | | | | |
| Charbon, énergie, transports | 1.329 | 1.347 | 1.365 | 1.440 | 1 502 | 1.512 | 875 |
| (dont prêts directs du fonds de développement) | (1.059) | (1.078) | (1.098) | (1.141) | (1.182) | (1.194) | (560) |
| Bâtiment, travaux publics | 93 | 94 | 98 | 101 | 108 | 114 | 122 |
| (dont prêts directs du fonds de développement) | (61) | (61) | (61) | (62) | (64) | (66) | (66) |
| Sidérurgie, minerais et métaux, constructions mécaniques | 314 | 316 | 316 | 324 | 340 | 354 | 369 |
| Textiles | 19 | 20 | 21 | 21 | 21 | 21 | 29 |
| Cuir, papier, bois | 15 | 15 | 15 | 16 | 18 | 20 | 21 |
| Produits chimiques | 55 | 55 | 60 | 67 | 72 | 74 | 81 |
| Industries et commerces alimentaires | 18 | 19 | 21 | 22 | 23 | 25 | 27 |
| Commerces non spécialisés et commerces divers | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 9 | 8 |
| Activités diverses | 24 | 29 | 26 | 33 | 35 | 37 | 39 |
| Total | 1.875 | 1.903 | 1.930 | 2.032 | 2.127 | 2.166 | 1.565 |
| b) Agriculture | 196 | 211 | 226 | 246 | 262 | 278 | 305 |
| Total | 2.071 | 2.114 | 2.156 | 2.278 | 2.389 | 2.444 | 1.870 |

Source: Conseil national du crédit.

b) *Evolution des utilisations de crédits à court terme identifiés.*

(En milliards de francs.)

| DÉSIGNATION | EN-COURS | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 31 décembre 1955. | 31 mars 1956. | 30 juin 1956. | 30 septembre 1956. | 31 décembre 1956. | 31 mars 1957. | 30 juin 1957. |
| I. — Selon la qualification des crédits. | | | | | | | |
| Escomptes d'effets commerciaux | 953 | 927 | 1.011 | 971 | 1.127 | 1.119 | 1.166 |
| Caisse des marchés (C. T.) | 56 | 44 | 48 | 52 | 86 | 89 | 94 |
| Autres crédits mobilisés (C. T.) | 440 | 395 | 385 | 401 | 433 | 447 | 465 |
| Crédits non mobilisables (C. T.) | 417 | 459 | 475 | 518 | 490 | 536 | 525 |
| Total | 1.866 | 1.826 | 1.919 | 1.942 | 2.136 | 2.191 | 2.250 |
| II. — Selon les branches d'activité. | | | | | | | |
| a) Industrie et commerce: | | | | | | | |
| Charbon, énergie, transports | 145 | 127 | 157 | 158 | 166 | 170 | 177 |
| Bâtiment, travaux publics | 113 | 111 | 135 | 140 | 147 | 147 | 159 |
| Sidérurgie, minerais et métaux, constructions mécaniques | 469 | 454 | 508 | 498 | 570 | 573 | 620 |
| Textiles | 198 | 209 | 212 | 218 | 233 | 265 | 274 |
| Cuir, papier, bois | 112 | 117 | 123 | 124 | 139 | 149 | 147 |
| Produits chimiques | 141 | 141 | 152 | 151 | 167 | 181 | 190 |
| Industries et commerces alimentaires | 183 | 181 | 178 | 177 | 206 | 219 | 217 |
| Commerces non spécialisés et commerces divers | 103 | 108 | 107 | 102 | 110 | 125 | 121 |
| Activités diverses | 83 | 79 | 92 | 96 | 103 | 106 | 121 |
| Correction d'échéances reportées (1) | 50 | 60 | 60 | 60 | 40 | » | » |
| Total | 1.597 | 1.587 | 1.724 | 1.724 | 1.881 | 1.935 | 2.016 |
| b) Agriculture (production agricole et stockage des céréales) | 269 | 238 | 195 | 218 | 255 | 256 | 234 |
| Total | 1.866 | 1.825 | 1.919 | 1.942 | 2.136 | 2.191 | 2.250 |

(1) Correction devant être effectuée lorsqu'une échéance de fin de mois, coïncidant avec un jour chômé ou demi-chômé dans les banques, est reportée totalement ou partiellement au début du mois suivant.

Source: Conseil national du crédit.

## D. — Banque de France.

SITUATION MENSUELLE (FIN DE MOIS)

(En milliards de francs.)

| DÉSIGNATION | I | | | II | | | III | | | IV | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Janvier. | Février. | Mars. | Avril. | Mai. | Juin. | Juillet. | Août. | Septemb. | Octobre. | Novemb. | Décemb. |
| **ACTIF** | | | | | | | | | | | | |
| 1° Or, devises (total): | | | | | | | | | | | | |
| 1955 | 416 | 460 | 482 | 519 | 560 | 561 | 621 | 650 | 675 | 693 | 701 | 695 |
| 1956 | 687 | 662 | 660 | 642 | 633 | 599 | 569 | 551 | 542 | 524 | 463 | 461 |
| 1957 | 371 | 364 | 342 | 313 | 313 | 313 | » | » | 312 | » | » | » |
| Encaisse-or: | | | | | | | | | | | | |
| 1955 | 201 | 201 | 201 | 201 | 201 | 201 | 201 | 201 | 201 | 201 | 201 | 301 |
| 1956 | 301 | 301 | 301 | 301 | 301 | 301 | 301 | 301 | 301 | 301 | 301 | 301 |
| 1957 | 301 | 301 | 301 | 301 | 301 | 201 | » | » | 201 | » | » | » |
| Disponibilité à vue à l'étranger et avoirs à l'U.E.P.: | | | | | | | | | | | | |
| 1955 | 60 | 66 | 86 | 122 | 164 | 184 | 200 | 200 | 200 | 200 | 200 | 200 |
| 1956 | 197 | 178 | 178 | 162 | 152 | 145 | 127 | 116 | 106 | 92 | 68 | 49 |
| 1957 | » | » | 23 | » | » | 12 | » | » | 17 | » | » | » |
| Avances au fonds de stabilisation des changes: | | | | | | | | | | | | |
| 1955 | 155 | 193 | 195 | 196 | 198 | 176 | 220 | 249 | 274 | 292 | 300 | 194 |
| 1956 | 189 | 183 | 181 | 179 | 180 | 152 | 141 | 134 | 135 | 131 | 194 | 51 |
| 1957 | » | » | 18 | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 2° Créances sur le Trésor (total): | | | | | | | | | | | | |
| 1955 | 1.083 | 1.080 | 1.071 | 1.045 | 1.042 | 1.112 | 1.075 | 1.093 | 1.088 | 1.033 | 992 | 1.038 |
| 1956 | 1.034 | 1.094 | 1.071 | 1.071 | 1.058 | 1.067 | 1.072 | 1.085 | 1.046 | 1.006 | 990 | 1.031 |
| 1957 | 1.068 | 1.087 | 1.078 | 1.092 | 1.108 | 1.211 | » | » | 1.466 | » | » | » |
| Dont: | | | | | | | | | | | | |
| Prêts et avances provisoires (1): | | | | | | | | | | | | |
| 1955 | 670 | 670 | 670 | 670 | 670 | 670 | 670 | 670 | 670 | 670 | 670 | 670 |
| 1956 | 663 | 663 | 663 | 663 | 663 | 663 | 659 | 659 | 659 | 639 | 642 | 633 |
| 1957 | » | » | 655 | » | » | 655 | » | » | 655 | » | » | » |
| Avances spéciales (2): | | | | | | | | | | | | |
| 1955 | 113 | 140 | 118 | 83 | 120 | 100 | 85 | 100 | 78 | 50 | 39 | 34 |
| 1956 | 60 | 60 | 25 | 29 | 39 | 20 | » | 19 | » | » | » | » |
| 1957 | » | » | » | » | 7 | 160 | » | » | (7) 300 | » | » | » |
| Comptes courants postaux: | | | | | | | | | | | | |
| 1955 | 24 | 25 | 29 | 37 | 31 | 33 | 30 | 41 | 31 | 32 | 36 | 48 |
| 1956 | 32 | 36 | 31 | 34 | 48 | 31 | 35 | 33 | 26 | 40 | 32 | 32 |
| 1957 | » | » | 35 | » | » | 33 | » | » | 49 | » | » | » |
| Effets publics en portefeuille (3): | | | | | | | | | | | | |
| 1955 | 190 | 146 | 123 | 157 | 163 | 202 | 203 | 170 | 197 | 203 | 213 | 217 |
| 1956 | 173 | 196 | 202 | 219 | 191 | 252 | 232 | 236 | 213 | 222 | 188 | 221 |
| 1957 | » | » | 224 | » | » | 190 | » | » | 225 | » | » | » |
| Escompte de traites fiscales (4): | | | | | | | | | | | | |
| 1955 | 31 | 66 | 100 | 62 | 28 | 66 | 51 | 81 | 72 | 44 | » | 76 |
| 1956 | 71 | 161 | 113 | 89 | 84 | 63 | 108 | 107 | 116 | 68 | 94 | 170 |
| 1957 | » | » | 124 | » | » | 137 | » | » | 157 | » | » | » |
| Monnaies divisionnaires: | | | | | | | | | | | | |
| 1955 | 11 | 12 | 12 | 12 | 13 | 14 | 14 | 15 | 15 | 17 | 17 | 17 |
| 1956 | 18 | 17 | 18 | 18 | 18 | 17 | 16 | 17 | 16 | 16 | 16 | 14 |
| 1957 | 14 | 14 | 14 | 14 | 13 | 12 | 12 | 13 | 12 | » | » | » |
| 3° Crédits à l'économie (total): | | | | | | | | | | | | |
| 1955 | 1.118 | 1.059 | 1.138 | 1.170 | 1.085 | 1.087 | 1.131 | 1.035 | 1.085 | 1.155 | 1.124 | 1.222 |
| 1956 | 1.200 | 1.178 | 1.321 | 1.291 | 1.287 | 1.421 | 1.491 | 1.495 | 1.621 | 1.585 | 1.661 | 1.837 |
| 1957 | 1.733 | 1.736 | 1.880 | 1.870 | 1.900 | 1.997 | » | » | 1.881 | » | » | » |
| Effets de commerce escomptés (5): | | | | | | | | | | | | |
| 1955 | 1.050 | 1.032 | 1.071 | 1.084 | 1.023 | 1.005 | 1.051 | 992 | 1.019 | 1.085 | 1.068 | 1.770 |
| 1956 | 1.151 | 1.124 | 1.269 | 1.227 | 1.239 | 1.342 | 1.411 | 1.441 | 1.543 | 1.560 | 1.575 | 1.750 |
| 1957 | » | » | 1.793 | » | » | 1.898 | » | » | 1.789 | » | » | » |
| Avances sur titres: | | | | | | | | | | | | |
| 1955 | 10 | 10 | 10 | 9 | 11 | 11 | 9 | 10 | 11 | 10 | 11 | 9 |
| 1956 | 10 | 10 | 9 | 10 | 10 | 10 | 11 | 10 | 10 | 13 | 13 | 11 |
| 1957 | » | » | 12 | » | » | 12 | » | » | 12 | » | » | » |
| Effets de commerce négociables achetés en France (6): | | | | | | | | | | | | |
| 1955 | 58 | 57 | 57 | 77 | 51 | 71 | 71 | 33 | 55 | 60 | 45 | 43 |
| 1956 | 39 | 44 | 52 | 54 | 38 | 69 | 69 | 44 | 68 | 72 | 73 | 76 |
| 1957 | » | » | 75 | » | » | 87 | » | » | 80 | » | » | » |

(1) Total des rubriques de la situation de la Banque de France: Bons du Trésor négociables à 4 milliards, prêts sans intérêts à l'Etat (50 milliards), avances provisoires extraordinaires du 25 août 1940 au 20 juillet 1944 (426 milliards), et avances provisoires à l'Etat (loi du 23 janvier 1953) maintenues à 195 milliards en 1954.

(2) Loi du 11 juillet 1953: plafond de 240 milliards réduit à 20 milliards tous les trois mois à compter du 16 décembre 1953, soit 220 milliards à cette dernière date et 140 milliards le 16 décembre 1954 (120 milliards le 16 mars 1955, 100 milliards le 16 juin 1955, 80 milliards le 16 septembre 1955 et 60 milliards le 16 décembre 1955).

(3) Additions de la part d'effets publics inclus dans la rubrique: « Effets négociables achetés en France » et de la rubrique: « Avances à 30 jours sur effets publics ».

(4) Compris dans la rubrique : « Effets escomptés sur la France » du portefeuille d'escompte de la Banque de France.

(5) Rubrique « Portefeuille d'escompte » de la situation de la Banque de France, déduction faite de l'escompte direct de traites fiscales incluses dans la sous-rubrique: « Effets escomptés sur la France ».

(6) Part d'effets de commerce inclus dans la rubrique: « Effets négociables achetés en France ».

(7) Plus 50 milliards de bons du Trésor achetés.

| DÉSIGNATION | I | | | II | | | III | | | IV | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septemb. | Octobre | Novemb. | Décemb. |
| PASSIF | | | | | | | | | | | | |
| Engagements à vue (total): | | | | | | | | | | | | |
| 1955 | 2.639 | 2.667 | 2.706 | 2.712 | 2.704 | 2.769 | 2.836 | 2.795 | 2.851 | 2.873 | 2.848 | 2.096 |
| 1956 | 2.952 | 2.964 | 3.052 | 3.019 | 2.998 | 3.104 | 3.158 | 3.162 | 3.197 | 3.147 | 3.147 | 3.277 |
| 1957 | 3.195 | 3.227 | 3.315 | 3.338 | 3.385 | 3.520 | » | » | 3.659 | » | » | » |
| Billets en circulation: | | | | | | | | | | | | |
| 1955 | 2.523 | 2.547 | 2.584 | 2.579 | 2.572 | 2 630 | 2.682 | 2.672 | 2.730 | 2.739 | 2.734 | 2.853 |
| 1956 | 2.816 | 2.841 | 2.903 | 2.886 | 2.862 | 2.954 | 3.007 | 3.006 | 3.042 | 2.988 | 2.991 | 3.114 |
| 1957 | 3.045 | 3.066 | 3.116 | 3.126 | 3.132 | 3.206 | » | » | 3.303 | » | » | » |
| Comptes courants créditeurs: | | | | | | | | | | | | |
| 1955 | 116 | 120 | 122 | 133 | 132 | 139 | 134 | 123 | 121 | 134 | 114 | 143 |
| 1956 | 142 | 123 | 149 | 133 | 136 | 150 | 151 | 156 | 155 | 159 | 156 | 163 |
| 1957 | 150 | 161 | 199 | 212 | 253 | 322 | » | » | 356 | » | » | » |

## E. — Crédit agricole.

(En milliards de francs.)

| DÉSIGNATION | FIN DE TRIMESTRE I | II | III | IV Octobre. |
|---|---|---|---|---|
| **1. *Solde des dépôts.*** | | | | |
| A vue: | | | | |
| 1954 | 152 | 149,4 | 178,5 | 176,4 |
| 1955 | 182 | 178,2 | 215,6 | 212,7 |
| 1956 | 217,6 | 220,6 | 244 | 243,7 |
| 1957 | 255 | 265,8 | 307,5 | 317,6 |
| Fin 1951 = 109,6 | | | | |
| Fin 1952 = 127 | | | | |
| Fin 1953 = 148 | | | | |
| A échéance: | | | | |
| 1954 | 9,9 | 10,4 | 10,8 | 10,2 |
| 1955 | 10,6 | 11,6 | 12 | 10,9 |
| 1956 | 11,9 | 12,5 | 12,7 | 11,8 |
| 1957 | 13 | 14,5 | 14,6 | 17,1 |
| Fin 1951 = 2,6 | | | | |
| Fin 1952 = 5,7 | | | | |
| Fin 1953 = 8,6 | | | | |
| **2. *Bons à 5 ans.*** | | | | |
| Montant, depuis l'origine, des souscriptions: | | | | |
| 1954 | 32,3 | 34,6 | 36,9 | 40,3 |
| 1955 | 43,5 | 46,4 | 49,5 | 53,1 |
| 1956 | 57 | 61 | 65 | 68 |
| 1957 | 72,3 | 76,3 | 79,8 | 80,6 |
| Fin 1951 = 21,4 | | | | |
| Fin 1952 = 24,8 | | | | |
| Fin 1953 = 30,6 | | | | |
| **3. *Bons à 3 ans.*** | | | | |
| Montant, depuis l'origine, des souscriptions: | | | | |
| 1954 | 3,7 | 8,5 | 13,2 | 21 |
| 1955 | 29,6 | 37,5 | 46 | 53,7 |
| 1956 | 65 | 81,4 | 96 | 104,2 |
| 1957 | 115,5 | 129,2 | 147,1 | 156 |
| **4. — *Soldes des prêts.*** | | | | |
| A court terme: | | | | |
| 1954 | 186,9 | 155,4 | 179,2 | 201 |
| 1955 | 188,5 | 162,7 | 191,2 | 209,5 |
| 1956 | 185,7 | 152 | 168,5 | 200 |
| 1957 | 198,3 | 191,4 | 226,8 | 247,2 |
| Fin 1951 = 134 | | | | |
| Fin 1952 = 187 | | | | |
| Fin 1953 = 206 | | | | |

| DÉSIGNATION | FIN DE TRIMESTRE I | II | III | IV Octobre. |
|---|---|---|---|---|
| A moyen terme: | | | | |
| 1954 | 87,8 | 93,1 | 97,4 | 102,8 |
| 1955 | 108 | 115,5 | 123,2 | 137,7 |
| 1956 | 141,9 | 153,6 | 165 | 176,4 |
| 1957 | 187,4 | 208,5 | 228,2 | 234,9 |
| Fin 1951 = 58,6 | | | | |
| Fin 1952 = 72,7 | | | | |
| Fin 1953 = 84,2 | | | | |
| A long terme (individuels): | | | | |
| 1954 | 15 | 15,3 | 17,3 | 19,7 |
| 1955 | 22,3 | 25,3 | 28,1 | 31,6 |
| 1956 | 34,7 | 38,1 | 42 | 46 |
| 1957 | 49 | 52,5 | 55,9 | 57 |
| Fin 1951 = 9,1 | | | | |
| Fin 1952 = 12,4 | | | | |
| Fin 1953 = 14,8 | | | | |
| A long terme (collectifs): | | | | |
| 1954 | 75,3 | 81,7 | 87,9 | 94,2 |
| 1955 | 97,5 | 100,3 | 106,2 | 111,4 |
| 1956 | 115,1 | 120,2 | 125 | 127,5 |
| 1957 | 129,4 | 133,4 | 139 (1) | 140,9 (1) |
| Fin 1951 = 30,8 | | | | |
| Fin 1952 = 47,6 | | | | |
| Fin 1953 = 68,7 | | | | |
| Dont électrification rurale: | | | | |
| 1954 | 22,9 | 24,2 | 24,6 | 24,7 |
| 1955 | 24,5 | 24,3 | 24,1 | 24,2 |
| 1956 | 23,5 | 23,4 | 23,3 | 23 |
| 1957 | 22,8 | 22,8 | » | » |
| Fin 1951 = 9,1 | | | | |
| Fin 1952 = 5,4 | | | | |
| Fin 1953 = 2,2 | | | | |
| Prêts de modernisation et d'équipement de caractéristiques spéciales: | | | | |
| 1954 | 14,9 | 16,1 | 16,6 | 17,2 |
| 1955 | 17,6 | 17,7 | 18,3 | 18,5 |
| 1956 | 18,7 | 19 | 19,7 | 19,7 |
| 1957 | 20,3 | 20,5 | 21 | 21,3 |
| Fin 1951 = 5,65 | | | | |
| Fin 1952 = 9,8 | | | | |
| Fin 1953 = 14 | | | | |

(1) Y compris les prêts d'électrification rurale.

Source : Caisse nationale de crédit agricole.

## F. — Franc.

### 1. Définition du franc

*Evolution depuis 1914.*

| DÉSIGNATION | POIDS D'OR du franc en milligr à 900/1 000. | COURS du dollar. | COURS de la livre sterling. |
|---|---|---|---|
| 1914. — Franc germinal..... | 322.58 | 5,18 | 25,22 |
| 26 juin 1928. — Franc Poincaré..... | 65,5 | 25,52 | 124,24 |
| Février 1934. — Après dévaluation de la livre et du dollar..... | 65,5 | 15 | 77 |
| 1er octobre 1936. — Franc Auriol.... | 43 à 49 | 21,50 | 105 |
| 30 juin 1937. — Franc Bonnet..... | Max. 43 | 25,14 | 124,44 |
| 6 mai 1938. — Daladier..... | — | 36 | 179 |
| 12 novembre 1938. — Franc Reynaud. | 27,5 | 37,50 | 180 |
| 29 février 1940. — 2e franc Reynaud. | 23,34 | 43,80 | 176,38 |
| 1er septembre 1944. — Libération... | — | 49,267 | 200 |
| 26 décembre 1945. — Franc Pleven.. | (8,288) | 119,107 | 480 |
| 26 janvier 1948. — Franc Meyer.... | (4,69) | 214.392 | 864 |
| 17 octobre 1948. — Queuille..... | — | 264 | 1.062 |
| 27 avril 1949. — (Petsche)..... | — | 272 | 1.097 |
| 20 septembre 1949. — Franc Petsche. | (2,87) | 350 | 980 |

### 2. Pouvoir d'achat du franc

Les mouvements du niveau général des prix constituent l'élément d'appréciation le moins contestable, bien qu'imparfait, de l'évolution du pouvoir d'achat du franc.

L'imperfection du calcul est due, en premier lieu, à l'absence d'indices continus des prix de gros ou de détail, depuis 1914, en raison des progrès des procédés statistiques et des modifications intervenues dans l'utilisation des diverses marchandises (changements dans les habitudes, etc.). Elle s'explique encore par le fait que le calcul des indices ne tient compte, pour la période de guerre et d'après guerre, que des prix officiels, inférieurs aux prix moyens effectivement payés par les acheteurs.

Il n'y a donc pas d'indice unique susceptible de fournir une base de conversion générale. Suivant les cas, il y aurait lieu de se référer soit à un indice des prix de gros, soit à un indice des prix de détail, soit encore à un indice industriel ou agricole.

Dans ces conditions, on trouvera ci-après les indices de la valeur du franc et les coefficients de transformation des francs courants, d'une part pour la période 1914-1952 (elle-même divisée en trois sous-périodes 1914-1928, 1928-1938 et 1938 à 1952), sur la base des variations des prix de détail, et d'autre part, pour la période 1938-1952, d'après la moyenne des indices des prix de gros et de détail.

A. *Evolution* 1914-1953 (base. prix de détail).

*N. B.* — Indications *très approximatives*, en raison de l'absence d'indice continu des prix de détail.

| ANNÉES | INDICE des prix de détail (Paris) | INDICE de la valeur du franc | COEFFICIENTS de transformation des francs courants | |
|---|---|---|---|---|
| | | | En francs 1914. | En francs 1952. |
| 1914 (1)..... | 100 | 100 | 1 | 174 |
| 1915 ..... | (2) 120 | 83,3 | 0,833 | 145 |
| 1916 ..... | 135 | 74 | 0,74 | 129 |
| 1917 ..... | 163 | 61.3 | 0,613 | 107 |
| 1918 ..... | 213 | 46,9 | 0,469 | 82 |
| 1919 ..... | 268 | 37,3 | 0,373 | 65 |
| 1920 ..... | 371 | 27 | 0,270 | 47 |
| 1921 ..... | 337 | 29,7 | 0,297 | 52 |
| 1922 ..... | 301 | 33,2 | 0,332 | 58 |
| 1923 ..... | 332 | 30,1 | 0,301 | 52 |
| 1924 ..... | 370 | 26,3 | 0,263 | 46 |
| 1925 ..... | 425 | 23,5 | 0,235 | 41 |
| 1926 ..... | 554 | 18,1 | 0,181 | 31 |
| 1927 ..... | 556 | 18 | 0,180 | 31 |
| 1928 ..... | (549) | (18,2) | (0,182) | 32 |
| ..... | ..... | ..... | ..... | ..... |
| 1928 ..... | (3) 584 | 17,1 | 0.171 | 29,79 |
| 1929 ..... | 621 | 16,1 | 0,161 | 28,01 |
| 1930 ..... | 618 | 16,2 | 0,162 | 28,15 |
| 1931 ..... | 609 | 16,4 | 0,164 | 28,56 |
| 1932 ..... | 546 | 18,3 | 0,183 | 31,86 |
| 1933 ..... | 520 | 19,2 | 0,192 | 33,45 |
| 1934 ..... | 491 | 20,4 | 0,204 | 35,43 |
| 1935 ..... | 440 | 22,7 | 0,227 | 39,54 |
| 1936 ..... | 480 | 20,8 | 0,208 | 36,24 |
| 1937 ..... | 611 | 16,4 | 0,164 | 28,47 |
| 1938 ..... | 706 | 14,2 | 0,142 | 24,64 |
| 1939 ..... | 763 | 13,1 | 0,131 | 22,8 |
| 1940 ..... | 909 | 11 | 0,110 | 19,14 |
| 1941 ..... | 1.062 | 9,4 | 0,094 | 16,38 |
| 1942 ..... | 1 236 | 8,1 | 0,081 | 14,07 |
| 1943 ..... | 1.578 | 6,3 | 0,063 | 11,02 |
| 1944 ..... | 2.013 | 5 | 0,050 | 8,64 |
| 1945 ..... | 2.778 | 3,6 | 0,036 | 6,26 |
| 1946 ..... | 4.553 | 2,2 | 0,022 | 3,82 |
| 1947 ..... | 7.273 | 1,4 | 0,014 | 2.39 |
| 1948 ..... | 11.529 | 0,86 | 0,0086 | 1,51 |
| 1949 ..... | 12.830 | 0,77 | 0,0077 | 1,35 |
| 1950 ..... | 13.730 | 0,72 | 0,0072 | 1,27 |
| 1951 ..... | 16.097 | 0,62 | 0,0062 | 1,08 |
| 1952 ..... | 17.396 | 0.57 | 0,0057 | 1 |
| 1953 ..... | 17.085 | 0,58 | 0,0058 | 1,02 |
| 1954 ..... | 16.958 | 0,59 | 0,0059 | 1,03 |
| 1955 (4)..... | 17.142 | 0,58 | 0,0058 | 1,01 |
| 1956 (4)..... | 17.473 | 0,57 | 0,0057 | 0,99 |

(1) Juillet 1914.
(2) Indice pondéré de 13 articles (Paris).
(3) Indice pondéré des 34 articles (Paris).
(4) Sur la base de l'indice 1949 = 100 multipliée par le coefficient de conversion en base 1938 = soit × 16,76.

B. *Evolution* (1938-1953).

(Base: moyenne des prix de gros et de détail.)

| ANNÉES | INDICE des prix de gros (1). | INDICE des prix de détail (2). | MOYENNE des deux indices | INDICE de la valeur du franc. | COEFFICIENTS de transformation des francs courants en francs 1938 | en francs 1951 | en francs 1952 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1938... | 100 | 100 | 100 | 100 | 1 | 24,65 | 26,21 |
| 1939... | 105 | 108 | 106 | 94,3 | 0,943 | 23,26 | 24,73 |
| 1940... | 139 | 129 | 134 | 74,6 | 0,746 | 18,40 | 19,56 |
| 1941... | 171 | 150 | 161 | 62,1 | 0,621 | 15,31 | 16,28 |
| 1942... | 201 | 175 | 188 | 53,2 | 0,532 | 13,11 | 13,94 |
| 1943... | 234 | 224 | 229 | 43,7 | 0,437 | 10,76 | 11,44 |
| 1944... | 264 | 285 | 275 | 36,4 | 0,364 | 8,96 | 9,53 |
| 1945... | 375 | 393 | 384 | 26 | 0,260 | 6,42 | 6,82 |
| 1946... | 618 | 615 | 617 | 15,5 | 0,155 | 3,81 | 4,05 |
| 1947... | 989 | 1.030 | 1 010 | 9,9 | 0,099 | 2,44 | 2,59 |
| 1948... | 1.712 | 1.632 | 1.672 | 6 | 0,060 | 1,47 | 1,57 |
| 1949... | 1.917 | 1.817 | 1.867 | 5,4 | 0,054 | 1,32 | 1,4 |
| 1950... | 2.166 | 1.945 | 2.056 | 4,9 | 0,049 | 1,20 | 1,27 |
| 1951... | 2.651 | 2.279 | 2.465 | 4,1 | 0,041 | 1 | 1,06 |
| 1952... | 2.778 | 2.464 | 2.621 | 3,8 | 0,038 | 0,94 | 1 |
| 1953... | 2.651 | 2.420 | 2 535 | 3,9 | 0,039 | 0,97 | 1,03 |
| 1954... | 2.605 | 2.402 | 2.504 | 3,9 | 0,039 | 0,97 | 1,03 |
| 1955... | 2.601 | 2.428 | 2.514 | 3,9 | 0,039 | 0,97 | 1,03 |
| 1956... | 2.714 | (3) 2.475 | 2.595 | 3,85 | 0,038 | 0,94 | 0,99 |

(1) Indice général pondéré des prix de gros de 135 marchandises. A partir de 1951, les indices donnés sont le produit de l'indice actuel (319 articles), base 100 en 1949, par le coefficient de conversion 19,17.

(2) Indice des prix de détail à Paris (34 articles).

(3) Indice 1949 = 100 × 16,76.

*N. B.* — Pour retrouver, avec ces indices, la base 100 en juillet 1914, il faut multiplier les indices des prix de gros par 6,40, les indices des prix de détail par 7,6, la moyenne par 6,73.

Pour obtenir le coefficient de transformation des francs courants en francs 1914, il faut diviser par 6,73 les coefficients indiqués pour la conversion en francs 1938 ou les multiplier par 0,148.

## V. — INVESTISSEMENTS ET RECONSTRUCTION

### A. — Ressources privées d'origine métropolitaine consacrées au financement d'investissements dans la métropole et dans les pays d'outre-mer.

1. Ensemble

(En milliards de francs.)

| DÉSIGNATION | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 | RAPPORT 1956/1954 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | P. 100. |
| Fonds publics (1)..... | 873 | 931 | 906 | 944 | 1.102 | + 21,6 |
| Organismes spécialisés et assurances (2).... | 116 | 126 | 217 | 275 | 323 | + 49 |
| Marché financier (3)... | 114 | 164 | 215 | 273 | 275 | + 28 |
| Crédit à moyen terme mobilisable (4): | | | | | | |
| Variation d'encours ..... | 159 | 159 | 148 | 198 | 265 | |
| Evaluation des amortissements.. | 85 | 104 | 134 | 145 | 202 | + 72 |
| Total..... | 1.347 | 1.494 | 1.620 | 1.835 | 2.167 | + 33,8 |
| Pour mémoire: | | | | | | |
| Emission du Trésor et des P. T. T. sur le marché financier.... | 228 | 43 | 110 | 85 | 422 | » |

(1) Y compris charges propres des budgets annexes.

(2) Prêts réalisés par les organismes sur des ressources autres que les avances du fonds de développement, mouvements internes exclus.

(3) Souscriptions en espèces du public effectuées pendant l'année. Ce chiffre ne comprend pas les souscriptions aux emprunts d'Etat, aux emprunts des postes, télégraphes et téléphones et des organismes spécialisés (Crédit national, Crédit foncier, Crédit agricole).

(4) Non compris les crédits à l'exportation.

Source: Fonds de développement économique et social.

2. Prêts des organismes spécialisés

(En milliards de francs.)

| DÉSIGNATION | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 (prévis.) |
|---|---|---|---|---|---|
| Crédit foncier (1) ..... | 22,5 | 28,1 | 29,8 | 28,6 | 26 |
| Crédit national ..... | 10,4 | 8,1 | 14,3 | 21,8 | 25 |
| Caisse nationale de crédit agricole ..... | 4,3 | 8,2 | 18,7 | 35,4 | 55 |
| Caisse des dépôts et consignations (2) ..... | 70,2 | 76,1 | 111,3 | 169,7 | 214 |
| Caisse centrale de crédit hôtelier, commercial et industriel (3) ..... | 1 | 1 | 1,1 | 1,2 | 1,5 |
| Compagnies d'assurances (4). | 7,8 | 14,5 | 11,4 | 17,9 | 2 |
| Total ..... | 116,2 | 136 | 216,6 | 274,8 | 323,5 |

(1) Prêts sur ressources propres aux collectivités et prêts fonciers ordinaires.

(2) Ces chiffres comprennent les prêts directs réalisés par la caisse au profit des collectivités, les prêts obligataires spéciaux autres que ceux qui sont consentis à d'autres établissements spécialisés, et les participations à des sociétés immobilières.

(3) Non compris les prêts accordés en réemploi des remboursements de prêts réalisés antérieurement sur avances de fonds.

(4) Emprunts recensés auprès de compagnies (sauf emprunts d'autres établissements et de budgets annexes).

Source: Fonds de développement économique et social.

3. Emissions sur le marché financier métropolitain

*Versements en espèces. — Souscriptions nouvelles du public* (1).

(En milliards de francs.)

| DÉSIGNATION | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 (9 mois). |
|---|---|---|---|---|---|---|
| *Valeurs à revenu fixe.* | | | | | | |
| Secteur public et semi-public: | | | | | | |
| Emprunts d'Etat et P. T. T..... | 228 | 43 | 110 | 85 | 403 | |
| Collectivités publiques et groupements de sinistrés ..... | 2 | 12 | 10 | 14 | 2 | 108 |
| Entreprises nationales ..... | 31 | 62 | 70 | 49 | 90 | 94 |
| Crédit national, Crédit foncier, Crédit agricole... | 8 | 38 | 72 | 64 | 59 | 64 |
| Secteur privé: | | | | | | |
| Obligations industrielles ..... | 7 | 24 | 44 | 84 | 74 | 39 |
| *Valeurs à revenu variable.* | | | | | | |
| Actions et parts S. A. R. L..... | 74 | 66 | 91 | 122 | 133 | 173 |
| Emissions étrangères.. | » | » | » | 4 | 13 | » |
| Totaux..... | 350 | 245 | 397 | 422 | 774 | 478 |

(1) Non compris les souscriptions de la caisse des dépôts et des compagnies d'assurances.

Sources: Fonds de développement économique et social et Conseil national du crédit.

### 4. Dépenses effectuées sur fonds publics

(Métropole et outre-mer.)

(En milliards de francs courants.)

| DÉSIGNATION | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | PRÉVISION 1956 |
|---|---|---|---|---|---|
| Dépenses directes de l'Etat et subventions (V et VI A) | 177 | 205 | 201 | (1) 202,5 | 290,2 |
| Reconstruction (VII) : | | | | | |
| Dépenses en espèces | 308 | 293,5 | 235,7 | 206 | 172,1 |
| Mobilisation et remboursement des titres | 16 | 25,5 | 33 | 48,2 | 58,3 |
| Prêts du fonds de développement (sauf H. L. M.) | 295 | 298 | 275 | (2) 295,5 | 312,3 |
| Prêts H. L. M. | 51 | 56 | 70 | 72,8 | 100 |
| Dépenses sur ressources affectées | » | » | 39,1 | 54,7 | 72,8 |
| Comptes spéciaux | 23 | 33 | 6 | 5,8 | 13,3 |
| Budgets annexes (charges propres) | 2 | 18,5 | 42,5 | 41,9 | 51,3 |
| Primes à la construction | 0,6 | 1,7 | 3,7 | 7,3 | 14 |
| Dépenses du bureau de recherches de pétrole | » | » | » | 11,7 | 18 |
| Total dépenses d'investissement | 872,6 | 931,2 | 906 | (2) 946,4 | 1.102,3 |
| Total dépenses publiques (3) | 3.586 | 3.855 | 4.011 | 4.201 | 4.760 |
| Pourcentage dépenses d'investissement des dépenses totales | 24,3 | 24,1 | 22,5 | 22,5 | (1) 23 |

(1) Non compris 7 milliards de dépenses perçues en recettes au F. D. E. S. (conversion) et 3,4 milliards de dépenses sur fonds de concours pour travaux d'intérêts militaires.

(2) Dépenses du F. D. E. S., supérieures de 2,4 milliards au chiffre cité plus haut qui comprend pour les opérations de la caisse centrale de la France d'outre-mer les payements effectués par la caisse, et non les versements du fonds.

(3) Dépenses budgétaires, titre VIII inclus sans contraction, charges propres d'équipement des budgets annexes civils, dépenses du F. D. E. S. et excédent des dépenses des autres comptes spéciaux du Trésor.

Source : Fonds de développement économique et social.

### 5. Répartition des crédits a moyen terme mobilisables selon le secteur économique

Variation des en-cours.

a) *Crédits à moyen terme mobilisables.*

(Utilisation en milliards de francs.)

| EN-COURS AU 31 DÉCEMBRE | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 (P.) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Construction | 20 | 67 | 142 | 262 | 445 | 635 |
| Entreprises nationales (secteur non concurrentiel) | 78 | 126 | 181 | 206 | 212 | 252 |
| Secteur concurrentiel de l'industrie et du commerce | 150 | 206 | 231 | 228 | 232 | 261 |
| Agriculture | 32 | 40 | 44 | 50 | 55 | 61 |
| Total | 280 | 439 | 598 | 746 | 944 | 1.209 |

b) *Crédits nouveaux.*

En tenant compte à la fois de la variation des en-cours et de l'estimation des amortissements effectués sur utilisation de crédits anciens, il est possible d'évaluer de façon approximative le volume des nouveaux crédits accordés dans l'année, ce qui donne une vue plus complète de l'importance des investissements financés dans chaque secteur par recours aux crédits à moyen terme mobilisables :

| DÉSIGNATION | 1954 | | | 1955 | | | 1956 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Variation de l'en-cours. | Amortissement. | NOUVEAUX crédits. | Variation de l'en-cours. | Amortissement. | NOUVEAUX crédits. | Variation de l'en-cours. | Amortissement. | NOUVEAUX crédits. |
| Construction | + 120 | 7 | 127 | + 183 | 12 | 195 | + 190 | 40 | 230 |
| Entreprises nationales (secteur non concurrentiel) | + 25 | 39 | 64 | + 6 | 43 | 49 | + 40 | 36 | 76 |
| Secteur concurrentiel de l'industrie et du commerce | — 3 | 78 | 75 | + 4 | 75 | 79 | + 29 | 110 | 139 |
| Agriculture | + 6 | 10 | 16 | + 5 | 15 | 20 | + 6 | 16 | 22 |
| Total | + 148 | 134 | 282 | + 198 | 145 | 343 | + 265 | 202 | 467 |

Source : Fonds de développement économique et social.

B. — **Volume des investissements effectués dans la métropole.**

1. Volume total des investissements bruts en capital fixe (c'est-à-dire compte tenu du financement des stocks) de 1949 a 1955.

a) *Formation brute de capital fixe.*

| ANNÉES | EN MILLIARDS de francs courants. | INDICE des prix (100 en 1952). | EN MILLIARDS de francs constants (prix de 1952) | INDICE du volume (100 en 1949) | PRODUIT national brut (milliards de francs courants). | POURCENTAGE formation capital fixe (produit national brut). |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1949 | 1.462 | 63,5 | 2.296 | 100 | 8.507 | 18,6 |
| 1950 | 1.558 | 67 | 2.323 | 101 | 9.709 | 17,6 |
| 1951 | 2.037 | 83,5 | 2.446 | 107 | 12.228 | 17,2 |
| 1952 | 2.377 | 100 | 2.377 | 104 | 14.140 | 16,8 |
| 1953 | 2.375 | 99 | 2.397 | 104 | 14.530 | 16,4 |
| 1954 | 2.571 | 99 | 2.603 | 113 | 15.430 | 16,7 |
| 1955 | 2.924 | 101 | 2.900 | 127 | 16.800 | 17,4 |
| 1956 | 3.361 | 107,5 | 3.124 | 136 | 18.400 | 18,4 |
| Variation 1956-1955 | + 14,9 p. 100 | + 6,5 p. 100 | + 7,7 p. 100 | » | » | » |

Sources: Commission des comptes de la nation et F. D. E. S.

b) *Progression des investissements productifs en 1956.*
(En milliards de francs.) (Prix de 1952.)

| ANNÉES | INVESTISSEMENTS administratifs | CONSTRUCTION de logements et réparation d'immeubles. | INVESTISSEMENTS productifs. | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 1949 | 202 | 337 | 1.757 | 2.296 |
| 1950 | 210 | 362 | 1.751 | 2.323 |
| 1951 | 214 | 463 | 1.769 | 2.446 |
| 1952 | 250 | 522 | 1.605 | 2.377 |
| 1953 | 262 | 552 | 1.583 | 2.397 |
| 1954 | 299 | 659 | 1.645 | 2.603 |
| 1955 | 343 | 760 | 1.797 | 2.900 |
| 1956 (prévisions) | 354 | 780 | 1.990 | 3.124 |
| Variation 1956-1955 (pourcentage) | + 3 | + 2,5 | + 10,7 | + 7,7 |
| Variation 1956-1954 (pourcentage) | + 18 | + 18,3 | + 21 | + 20 |

Source: Fonds de développement économique et social.

2. Financement des investissements dans la métropole
(En milliards de francs courants.)

| DESIGNATION | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 (prévisions). | VARIATION 1956/1954. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | P. 100. |
| Fonds publics | 713 | 750 | 748 | 757 | 917 | + 22,7 |
| Organismes spécialisés et assurances (1) | 110 | 130 | 205 | 263 | 315 | + 53,6 |
| Marché financier (2) | 109 | 154 | 210 | 261 | 262 | + 25 |
| Crédit à moyen terme mobilisable (3): | | | | | | |
| Variation d'encours | 159 | 159 | 148 | 198 | 265 | |
| Evaluation amortissements | 85 | 104 | 134 | 145 | 202 | + 65,5 |
| Soldes des autres emplois et ressources | 1.201 | 1.078 | 1.126 | 1.300 | 1.400 | + 23,8 |
| Total | 2.377 | 2.375 | 2.571 | 2.924 | 3.361 | + 30,7 |
| (Formation brute de capital fixe.) | | | | | | |
| *Pourcentage du montant total des investissements.* | P. 100. — | P. 100. — | P. 100. — | P. 100. — | P. 100. — | |
| Fonds publics | 30 | 31,6 | 29,1 | 26 | 27,3 | |
| Organismes spécialisés et assurances | 4,6 | 5,5 | 7,9 | 9 | 9,3 | |
| Marché financier | 4,6 | 6,5 | 8,15 | 8,9 | 7,8 | |
| Crédit à moyen terme mobilisable (variation d'encours, plus amortissements) | 10,2 | 11,1 | 11 | 11,7 | 13,9 | |
| Solde des autres emplois et ressources | 50,6 | 45,3 | 43,85 | 44,4 | 41,7 | |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | |

(1) Montant des prêts consentis à des emprunteurs exerçant leur activité dans la France métropolitaine, réalisés par la caisse des dépôts et consignations, le Crédit national, le Crédit foncier, la Caisse centrale de crédit hôtelier et le Crédit agricole, sur des ressources autres que les avances du fonds de développement; montant des souscriptions des compagnies d'assurances aux emprunts qui leur sont réservés.

(2) Souscriptions nouvelles en espèces, du public, à des émissions de valeurs à revenu fixe indexé ou variable, à l'exception des emprunts de l'Etat, des P. T. T. et des établissements énumérés en note (1); ainsi que les sociétés exerçant leur activité hors de la France métropolitaine, souscription de parts de S. A. R. L.

(3) Non compris les crédits à l'exportation.

Source: Fonds de développement économique et social.

**C. — Investissements dans les pays d'outre-mer (1).**

a) *Afrique du Nord.*

1. Algérie. (En milliards de francs courants.)

| DESIGNATION | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|
| A. — Fonds publics métropolitains | 20,2 | 30,4 | 38,4 | 54,3 | 68,8 |
| B. — Ressources privées mixtes recensées: | | | | | |
| Institutions financières métropolitaines | 4,4 | 6,9 | 8,5 | 9,8 | 8,1 |
| Augmentations de capital et émissions publiées au *Bulletin des annonces légales obligatoires* de la métropole | 0,1 | 0,7 | 1,5 | 1,1 | 1 |
| Financement privé de la recherche pétrolière | 0,7 | 4,5 | 7 | 8 | » |
| C. — Ressources locales: | | | | | |
| Crédits des budgets locaux et bons d'équipement | 20,7 | 15 | 14,8 | 11,3 | Non connu. |
| Ressources de trésorerie | 2,1 | 2,9 | 0,3 | 0,5 | » |
| Prêts des établissements de crédit semi-publics locaux | 4,6 | » | 0,6 | 0,6 | » |
| Crédits bancaires | 11,6 | 3,7 | 2,8 | 4 | » |
| Ressources propres des établissements et collectivités | 7,8 | 10,6 | 7 | 8 | » |
| Total | 46,8 | 32,2 | 25,5 | 27,4 | » |
| D. — Ressources étrangères | 0,3 | » | » | » | » |
| Total des ressources recensées ou évaluées | 81,5 | 74,7 | 80,9 | 100,6 | » |

(1) L'état d'avancement des travaux en matière de comptabilité nationale ne permet pas encore de connaître d'une manière certaine le volume des investissements réalisés dans les pays d'outre-mer.

Source: Fonds de développement économique et social.

2. Tunisie et Maroc. (En milliards de francs courants.)

| DESIGNATION | TUNISIE | | | | | MAROC | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
| A. — Fonds publics métropolitains | 12 | 15,1 | 14,5 | 13 | 9 | 14,6 | 22,2 | 20,9 | 23,8 | 12 |
| Pour mémoire: crédits ouverts | » | » | » | (19,4) | (20,9) | » | » | » | (23,4) | (28) |
| B. — Ressources privées mixtes: | | | | | | | | | | |
| Institutions financières métropolitaines | 1,2 | 0,8 | 1,5 | 2,4 | 0,9 | 3,8 | 5,1 | 4,5 | 4,7 | 0,5 |
| Augmentations de capital et émissions publiées au *Bulletin des annonces légales obligatoires* métropolitain | 1,2 | 1 | » | » | » | 0,9 | 3,4 | 1,1 | 2,4 | » |
| Financement privé de la recherche pétrolière | 1 | 1,6 | 0,9 | » | Non connu | 0,4 | » | 0,1 | » | Non connu. |
| Autres recours des sociétés locales au marché financier métropolitain et local | » | » | » | » | » | 10 | 7,5 | 7 | 6 | » |
| Total B | 3,4 | 3,4 | 2,4 | 2,1 | » | 15,1 | 16 | 12,7 | 13,1 | » |
| C. — Ressources locales: | | | | | | | | | | |
| Crédits des budgets locaux | 2,5 | 2 | 3 | 1,4 | » | 21,5 | 20,9 | 18,5 | 10,2 | » |
| Bons d'équipement | | | | 0,5 | | | | | 2,8 | |
| Ressources de trésorerie | 1,1 | » | » | » | » | 1 | 1 | 2,1 | 0,5 | » |
| Prêts des établissements de crédit semi-publics locaux | » | 2 | 2 | 0,8 | » | 9 | 1,3 | 3,6 | 1,9 | » |
| Crédits bancaires | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | » | » | 4,8 | » | » | » |
| Ressources propres des établissements et collectivités | » | 0,2 | » | » | » | 7,3 | 5,3 | 11,4 | 7,6 | » |
| Total | 3,8 | 4,4 | 5,2 | 2,9 | » | 38,8 | 33,3 | 35,6 | 25 | » |
| D. — Ressources étrangères | 0,9 | 1,4 | 1,1 | 1,6 | » | » | 2,4 | 1 | » | » |
| Total ressources recensées ou évaluées | 20,1 | 24,3 | 23,2 | 19,9 | » | 68,5 | 73,9 | 70,2 | 59,9 | » |

Source: F. D. E. S.

b) *Territoires d'outre-mer.* (En milliards de francs.)

| | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|
| Fonds publics effectivement utilisés localement pour le financement des investissements | 86 (2) | 68,5 | 68,5 | 72,4 | 80 |

Source: F. D. E. S.

c) *Départements d'outre-mer.* (En milliards de francs.)

| | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|
| Total des fonds publics utilisés | 6,8 | 6,8 | 8,3 | 8,8 |

Source: F. D. E. S.

## D. — Logement. — Urbanisme et reconstruction.

### 1. Investissements correspondant a la construction de logements et réparations d'immeubles

(Evolution globale.) (En milliards de francs courants.)

| DÉSIGNATION | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|
| Montant global des investissements | 415 | 446 | 650 | 760 | 780 |

Source: Commission des investissements.

### 2. Ensemble de la construction

*(Part de l'Etat relative au financement de l'ensemble de la construction.)*

(En milliards de francs.)

| DÉSIGNATION | 1955 | | | 1956 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Autorisations de programme. | Crédits de payement. | Dépenses effectives. | Autorisations de programme. | Crédits de payement. | Dépenses prévisibles. |
| B. — Aide à la construction privée: | | | | | | |
| Prime à la construction | 9 | 11 | 7,3 | 10,1 | 16,5 | 14 |
| Logements de fonctionnaires (VI A) | 2 | 2 | » | 2 | 1 | 1 |
| Total B | 11 | 13 | 7,3 | 12,1 | 17,5 | 15 |
| C. — Prêts aux organismes H. L. M. de la métropole (3) | 130 | 107 | 71 | (4)130 | 107 | 95,5 |
| D. — Reconstruction: | | | | | | |
| Règlement en espèces d'indemnités pour reconstruction d'immeubles d'habitation dans la métropole | 104 | 92,6 | 67,7 | 109,6 | (2) 68,1 | 68,1 |
| Travaux d'Etat et avances aux associations syndicales (1) | 28,8 | 33,85 | 44 | 34,2 | 19,9 | 39 |
| Mobilisation et remboursement de titres pour immeubles d'habitation | » | 11,5 | 11,5 | » | 10,3 | 10,3 |
| Total D | 132,8 | 137,95 | 123,2 | 143,8 | (2) 98,3 | 117,4 |
| Total général | 292,15 | 267,5 | 209,2 | 305,1 | (2) 231,5 | 241,2 |

(1) Sauf frais d'entretien, d'amélioration et de gestion des constructions provisoires et frais d'évaluation des dommages mobiliers.
(2) Compte tenu de 15 milliards de crédits supplémentaires.
(3) La ventilation entre la métropole et l'Algérie n'a pu être faite que pour les dépenses effectives imprévisibles.
(4) Autorisations effectivement réparties à la date du 1er décembre 1956.
Source: Fonds d'expansion économique et sociale.

### 3. Constructions privées

a) *Prêts du Crédit foncier.*

Nature des prêts accordés et des constructions correspondantes.
(Ensemble des constructions.)

| DÉSIGNATION | ANNÉES | | | | | 1957 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 | 1er trimestre | 2e trimestre. |
| Nombre des prêts accordés (en milliers) | 28,4 | 31,0 | 58,5 | 55,5 | 54,2 | 12,7 | 11,2 |
| Montant total des prêts accordés (en milliards de francs) | 72 | 93 | 185 | 217 | 233 | 63 | 52 |
| Montant total des devis soumis (1) (en milliards de francs) | 132 | 160 | 285 | 314 | 337 | 89 | 74 |
| Nombre de logements créés (en milliers) | 36,7 | 48,9 | 107,3 | 126,4 | 128,6 | 33,8 | 28,1 |
| Nombre total de pièces créées (2) (3) (en milliers) | 142,5 | 185,5 | 408,3 | 485,6 | 495,6 | 129,7 | 107,9 |
| Surface habitable totale créée (3) (en millions de mètres carrés) | 3,12 | 3,86 | 7,66 | 8,91 | 9,10 | 2,35 | 1,92 |

Nota. — Les résultats détaillés correspondant aux années 1951 à 1953 ont été publiés en supplément trimestriel au *Bulletin mensuel de statistique.*

(1) Devis ne comprenant pas le prix d'acquisition du terrain ni les frais de viabilité.
(2) Les cuisines familiales sont comptées comme pièces.
(3) Y compris celles correspondant à des constructions ne donnant pas lieu à création de logements (agrandissement...).
Sources: Crédit foncier, I. N. S. E. E.

b) *Primes à la construction.*

| DÉSIGNATION | 1950 | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 (P.) | 1957 (9 mois). |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nombre de logements ayant fait l'objet d'une décision provisoire de prime (1) | 11.155 | 66.530 | 70.994 | 109.285 | 178.203 | 197.332 | 211.340 | 122.400 |
| Dont primes à 1.000 francs | » | » | » | 22.042 | 76.059 | 92.968 | 108.600 | (2) 62.100 |
| Nombre de logements ayant fait l'objet d'une décision définitive de prime (1) | 106 | 6.039 | 20.346 | 30.808 | 52.806 | 82.834 | 107.700 | 92.400 |
| Dont primes à 1.000 francs | » | » | » | 91 | 6.381 | 27.513 | 46.800 | (2) 46.800 |

(1) Ces chiffres s'entendent annulations non déduites.
(2) Le pourcentage de primes à 1.000 F a été plus fort en 1956 et 1957 que pendant les années antérieures.
Source: Fonds de développement économique et social.

c) *Permis de construire.*
(Moyenne mensuelle.)

| DÉSIGNATION | UNITE | 1954 | 1955 | 1956 | | | | 1957 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | 1er trim | 2e trim. | 3e trim. (P) | 4e trim. (P) | 1er trim. | 2e trim. |
| *Nombre de logements autorisés.* | | | | | | | | | |
| France entière | Logement. | 69.767 | 73.192 | 82.166 | 92.295 | 96.800 | 92.493 | 76.984 | 69.189 |
| Dont: reconstructions | — | 10.389 | 7.573 | 4.963 | 5.335 | 4.843 | 4.351 | 3.615 | 2.143 |
| Dont: constructions neuves | — | 59.378 | 65.619 | 77.203 | 86.960 | 81.957 | 88.139 | 73.369 | 66.746 |
| Seine (ensemble du département) | — | 7.663 | 10.815 | 15.184 | 12.257 | 11.996 | 9.325 | 10.756 | 10.792 |
| Seine-et-Oise (ensemble du département) | — | 6.367 | 6.671 | 7.003 | 6.287 | 5.506 | 8.324 | 6.811 | 8.816 |
| *Dimensions moyennes.* | | | | | | | | | |
| Nombre moyen de pièces d'habitation par logement (*a*) (*b*) | Pièce. | » | » | 3,6 | 3,7 | 3,6 | 3,6 | 3,6 | 3,6 |
| Surface habitable par logement (*a*) (*c*) | m² | » | » | 65 | 66 | 64 | 63 | 66 | 66 |
| *Répartition des logements autorisés selon le nombre de pièces d'habitation* (a) (b). | | | | | | | | | |
| Logements d'une pièce | Pourcentage. | » | » | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 4 |
| Logements de deux pièces | — | » | » | 13 | 11 | 13 | 14 | 12 | 11 |
| Logements de trois pièces | — | » | » | 32 | 32 | 33 | 34 | 32 | 30 |
| Logements de quatre pièces | — | » | » | 32 | 33 | 33 | 32 | 33 | 35 |
| Logements de cinq pièces | — | » | » | 15 | 16 | 14 | 13 | 16 | 16 |
| Logements de six pièces et plus | — | » | » | 5 | 5 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| Ensemble | — | » | » | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| *Répartition des logements autorisés selon la catégorie d'agglomération.* | | | | | | | | | |
| Agglomération et zone suburbaine de Paris | Pourcentage. | » | » | 26 | 18 | 19 | 18 | 22 | 20 |
| Agglomération de 200.000 à 999.999 habitants | — | » | » | 16 | 15 | 14 | 14 | 13 | 14 |
| Agglomération de 100.000 à 199.999 habitants | — | » | » | 5 | 8 | 8 | 7 | 7 | 8 |
| Agglomération de 50.000 à 99.999 habitants | — | » | » | 7 | 8 | 10 | 8 | 10 | 8 |
| Agglomération de 20.000 à 49.999 habitants | — | » | » | 11 | 12 | 10 | 13 | 10 | 11 |
| Agglomération de 10.000 à 19.999 habitants | — | » | » | 6 | 7 | 7 | 7 | 6 | 6 |
| Agglomération de 5.000 à 9.999 habitants | — | » | » | 7 | 7 | 7 | 8 | 7 | 7 |
| Agglomération de 2.000 à 4.999 habitants | — | » | » | 5 | 6 | 7 | 6 | 6 | 6 |
| Unités rurales (*d*) | — | » | » | 17 | 19 | 18 | 19 | 19 | 20 |
| Ensemble | — | » | » | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

(*a*) La France entière (sauf Seine jusqu'au deuxième trimestre 1956 inclus).
(*b*) Pièce principale ayant plus de 6 m², y compris éventuellement la cuisine lorsque celle-ci a une surface habitable supérieure à 12 m². Les pièces annexes (salle de bains, w.-c., couloir, buanderie, etc.) ne sont pas comptées comme pièces d'habitation.
(*c*) Surface de plancher construite, sous déduction de l'espace occupé par les murs, cloisons, emmarchements et trémies d'escalier, gaines, embrasures de portes et fenêtres n'excédant pas 0,30 m de profondeur.
(*d*) Communes de moins de 2.000 habitants agglomérées au chef-lieu, non comprises dans une agglomération urbaine.
Sources: Ministère du logement et de la reconstruction, I. N. S. E. E.

## VI. — MARCHE MONETAIRE

### A. — Marché monétaire. (Données d'ensemble.)

(Moyennes mensuelles.)

| DÉSIGNATION | 1956 | | | | 1957 | | | | 1938 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | I | II | III | IV | I | II | III | IV octobre | | | | | | |
| | (Moyennes mensuelles.) | | | | | | | | | | | | | |
| **A. — *Banque de France.*** | | | | | | | | | | | | | | |
| Taux d'escompte de la Banque de France (1): | | | | | | | | | | | | | | |
| 1956 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 4 | 5 | 5 | 2,66 | 4 | 3,83 | 3,25 | 3 | 3 |
| 1957 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Avances sur titres (2): | | | | | | | | | | | | | | |
| 1956 | 4,5 | 4,5 | 4,5 | 4,5 | 4,5 | 6 | 7 | 7 | 3,7 | 4,5 | 4,5 | 5,5 | 4,5 | 5,5 |
| 1957 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Avances à trente jours (3): | | | | | | | | | | | | | | |
| 1956 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 2,66 | 3,5 | 3,5 | 3,25 | 3 | 3 |
| 1957 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Argent au jour le jour: | | | | | | | | | | | | | | |
| 1956 | 3,06 | 3,02 | 3 | 3,57 | (7) 3,54 | (7) 4,13 | (7) 5,10 | (7) 8,04 | 2,16 | 3,79 | 4,04 | 3,59 | 3,16 | 3,19 |
| 1957 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| **B. — *Or fin* (francs).** | | | | | | | | | | | | | | |
| 1 gramme d'après le prix du kg | | | | | | | | | | | | | | |
| 1956 | 455,5 | 453 | 478,3 | 459 | 463 | 470 | 503 | 527 | 39,15 | 526 | 482 | 424 | 429 | 460 |
| 1957 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| **C. — *Devises.*** | | | | | | | | | | | | | | |
| Dollar (cours parallèle) (4): | | | | | | | | | | | | | | |
| 1956 | 393 | 390 | 350 | 395 | 399 | 403 | 430 | 451 | 34,95 (cours libre) | 415 | 400 | 369 | 372 | 397 |
| 1957 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Franc suisse (cours parallèle) (5): | | | | | | | | | | | | | | |
| 1956 | 93 | 93 | 97 | 94 | 95 | 96 | 103 | 108 | 7,99 (cours libre) | 96 | 93 | 86 | 88 | 95 |
| 1957 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Livre sterling (cours parallèle) (6): | | | | | | | | | | | | | | |
| 1956 | 1.033,9 | 1.041,2 | 1.068,2 | 1.025 | 1.067 | 1.096,8 | 1.146,6 | 1.165 | 170,9 (cours libre) | 1.010 | 1.044 | 995 | 992,9 | 1.043 |

(1) 3 p. 100 à partir du 11 octobre 1951 et 4 p. 100 à partir du 8 novembre 1951; 3,50 p. 100 (15 septembre 1953); 3,25 p. 100 (4 février 1954); 3 p. 100 (3 décembre 1954).
(2) A partir du 11 octobre 1951 et 4,5 p. 100 à partir du 8 novembre 1951.
(3) 3 p. 100 à partir du 9 octobre 1951 et 3,5 p. 100 à partir du 8 novembre 1951. — *N. B.:* Le taux des bons du Trésor a été abaissé de 0,25 p. 100 le 5 décembre 1954.
(4) Cours libre officiel moyen: 1954-1955-1956: 350.
(5) Cours libre officiel moyen: 1954-1955-1956: 350.
(6) Cours libre officiel moyen: 1954-1955-1956: 980.
(7) Effets publics plus effets privés.

Sources: Banque de France, I. N. S. E. E.

**B. — Ensemble des devises.**

***Cours de l'or et des principales monnaies étrangères.***

(Cours moyen en francs français) (1).

| PAYS | UNITÉS ET DIVISIONS | ANNEE 1938 | QUATRE DERNIERES ANNEES 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | ANNEES 1955 | 1956 | 1957 (août). |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Or: | | | | | | | | |
| | Gramme de fin | 39,15 | 546 | 526 | 482 | 424 | 429 | 460 | 511 |
| | Pièce française de 20 F (5.806 g de fin) | 225,75 | 4.288 | 4.078 | 3.673 | 2.754 | 2.639 | 3.232 | 3.566 |
| Afrique du Sud | 1 livre sud-africaine (20 shillings) | 170,60 | 977,50 | 979 | 979 | 979 | 979 | 981 | 971,50 |
| Allemagne occidentale | 1 deutsche mark (100 pfennigs) | 14,05 | 83,33 | 83,33 | 83,33 | 83,33 | 83,33 | 83,33 | 83,33 |
| Argentine | 1 peso argentin (100 centavos) | 8,98 | 24,70 | 25 | 25,02 | 25,08 | 19,44 | 19,44 | 23,16 |
| Australie | 1 livre australienne (20 shillings) | 136,40 | 782,50 | 782,50 | 782,50 | 782,50 | 783,12 | 784 | 776,50 |
| Autriche | 1 schilling (100 groschen) | 5,05 | 13,46 | 13,46 | 13,46 | 13,46 | 13,46 | 13,46 | 13,46 |
| Belgique-Luxembourg | 1 franc belge (100 centimes): | | | | | | | | |
| | Libre | 1,18 | 7,02 | 7,02 | 7,01 | 7 | 7 | 7 | 7 |
| | Parallèle | » | 7,29 | 7,56 | 7,61 | 7,20 | 7,52 | 7,89 | 8,15 |
| Brésil | 1 cruzeiro (100 centavos) | 2,03 | 18,87 | 18,87 | 9,20 | 8,20 | 5,44 | 5,40 | 5,35 |
| Canada | 1 dollar canadien (100 cents) | 34,76 | 332,14 | 357,49 | 355,60 | 359,50 | 355 | 355,74 | 368,60 |
| Danemark | 1 couronne danoise (100 öre) | 7,60 | 50,67 | 50,67 | 50,67 | 50,67 | 50,67 | 50,67 | 50,67 |
| Egypte | 1 livre égyptienne (100 piastres) | 175,02 | 1.005 | 1.005 | 1.005 | 1.005 | 1.005 | 1.005 | » |
| Espagne | 1 peseta (100 centimos) | » | 8,85 | 8,93 | 9,08 | 9,22 | 9,22 | 9,22 | 10 |
| Etats-Unis | 1 dollar (100 cents): | | | | | | | | |
| | Libre | 34,95 | 349,96 | 349,96 | 349,97 | 349,97 | 349,97 | 349,99 | 349,95 |
| | Parallèle | » | 398 | 415 | 400 | 369 | 372 | 396,30 | 438 |
| Finlande | 1 mark finlandais (100 penni) | 0,79 | 1,52 | 1,52 | 1,52 | 1,52 | 1,52 | 1,52 | 1,81 |
| Grande-Bretagne | 1 livre sterling (20 shillings): | | | | | | | | |
| | Officiel | 170,60 | 980 | 980 | 980 | 980 | 980 | 980 | 980 |
| | Parallèle | » | 964,90 | 1.009,80 | 1.044,10 | 995,2 | 992,09 | 1.043 | 1.159 |
| Grèce | 1 drachme (100 lepta) | 0,31 | 0,023 | 0,023 | 0,012 | (1) 11,67 | 11,59 | 11,70 | 14 |
| Inde | 1 roupie (16 annas = 64 pice) | 12,77 | 73,50 | 73,50 | 73,50 | 73,50 | 73,52 | 73,67 | 72,95 |
| Irak | 1 livre irakienne (5 rials = 20 dirhams) | 170,60 | 979,50 | 979,50 | 979,50 | 979,50 | 979,83 | 982,20 | 982,50 |
| Israël | 1 livre israélienne (1.000 prutot) | » | 350 | 350 | 350 | 194,44 | 194,44 | 194,44 | 233,33 |
| Italie | 1 lire (100 centesimi) | 1,84 | 0,56 | 0,56 | 0,56 | 0,56 | 0,56 | 0,56 | 0,56 |
| Japon | 1 yen (100 sen = 1.000 rin) | 9,92 | 0,98 | 0,98 | 0,98 | 0,98 | 0,98 | 0,98 | 1,16 |
| Mexique | 1 peso mexicain (100 centavos) | 8,15 | 40,48 | 40,50 | 40,57 | (1) 28 | 28 | 28 | 27,97 |
| Norvège | 1 couronne norvégienne (100 öre) | 8,94 | 49 | 49 | 49 | 49 | 49 | 49 | 49 |
| Nouvelle-Zélande | 1 livre néo-zélandaise (20 shillings) | 137 | 973 | 973,50 | 973,50 | 973,50 | 973,79 | 975,65 | 966 |
| Pakistan | 1 roupie (16 annas = 64 pice) | 12,80 | 105,72 | 105,72 | 105,72 | 105,72 | 73,55 | 73,67 | 72,95 |
| Pays-Bas | 1 florin (100 cents) | 19,22 | 92,10 | 92,10 | 92,10 | 87,52 | 92,1 | 92,10 | 92,10 |
| Pologne | 1 zloty (100 groszy) | 6,60 | 87,52 | 87,52 | 87,52 | 92,10 | 87,57 | 87,72 | 105,04 |
| Portugal | 1 escudo (100 centavos) | 1,55 | 12,22 | 12,17 | 12,17 | 12,15 | 12,09 | 12,17 | 12,17 |
| Suède | 1 couronne suédoise (100 öre) | 8,79 | 67,65 | 67,65 | 67,66 | 67,66 | 67,66 | 67,66 | 67,66 |
| Suisse | 1 franc suisse (100 centimes): | | | | | | | | |
| | Libre | 7,99 | 80,82 | 80,13 | 80,35 | 80,32 | 79,99 | 80,04 | 80,04 |
| | Parallèle | » | 92 | 96 | 93 | 86 | 88 | 94,60 | 105 |
| Turquie | 1 livre turque (100 piastres) | 28,07 | 124,38 | 124,38 | 124,38 | 124,38 | 124,54 | 125 | 119,26 |
| Union soviétique | 1 rouble (100 kopecks) | » | 87,50 | 87,50 | 87,50 | 87,50 | 87,50 | 87,50 | 105 |
| Venezuela | 1 bolivar (100 centimos) | 11,10 | 104,70 | 104,72 | 104,72 | 104,72 | 104,73 | 104,82 | 125,87 |
| Yougoslavie | 1 dinar (100 paras) | 0,83 | 7 | 1,17 | 1,17 | 1,17 | 1,17 | 1,17 | 1,17 |

(1) A compter du 14 mai 1954.

*N. B.* — Rappelons qu'à côté du franc métropolitain ayant cours en Algérie, en Tunisie, au Maroc, à la Martinique, à la Guadeloupe et en Guyane, de la piastre indochinoise valant 10 francs métropolitains (à compter du 11 mai 1953) et de la roupie des Etablissements français de l'Inde, rattachée au dollar des Etats-Unis sur la base de 4,762 roupies pour un dollar, soit 1 roupie = 73,50 francs, existent depuis 1949 dans l'Union française: 1° le franc C. F. A. en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo, au Cameroun, à Madagascar, à la Réunion et à Saint-Pierre et Miquelon, valant 2 francs métropolitains; 2° le franc C. F. P. en Nouvelle-Calédonie, et dans les possessions françaises d'Océanie, valant 5,5 francs métropolitains; 3° le franc de Djibouti rattaché au dollar des Etats-Unis sur la base de 214,4 francs pour un dollar, soit 1 franc Djibouti = 1,64 franc métropolitain.

Source: Ministère des finances.

## C. — Valeurs mobilières.

*Indices des cours à la Bourse de Paris.* (Moyennes hebdomadaires.)

(Moyenne 1949 = 100)

| DÉSIGNATION | COEFFICIENT de raccord (*) | 1950 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 1er trim. | 1957 2e trim. | 1957 3e trim. | 1957 4e trim. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1. *Indice de 295 valeurs françaises à revenu variable.* | 11,4 | 90 | 143 | 159 | 214 | 302 | 308 | 330 | 389 | 443 | 398 |
| 185 valeurs métropolitaines | 10,22 | 98 | 155 | 175 | 248 | 364 | 375 | 404 | 479 | 544 | 488 |
| Dont : | | | | | | | | | | | |
| 122 valeurs industrielles (1) | 10,71 | 95 | 151 | 162 | 227 | 333 | 353 | 400 | 483 | 542 | 480 |
| Pétrole, carburants | 19,27 | 89 | 149 | 148 | 312 | 611 | 721 | 884 | 1.153 | 1.270 | 1.081 |
| Industries extractives | 13,79 | 88 | 126 | 137 | 147 | 179 | 191 | 195 | 213 | 247 | 232 |
| Métallurgie | 8,98 | 97 | 170 | 200 | 235 | 361 | 408 | 479 | 581 | 752 | 703 |
| Constructions mécaniques, électriques et navales | 12,64 | 105 | 190 | 195 | 285 | 350 | 291 | 267 | 273 | 309 | 286 |
| Automobiles | 8,50 | 111 | 170 | 169 | 280 | 495 | 420 | 372 | 395 | 435 | 386 |
| Industries chimiques | 5,89 | 82 | 118 | 160 | 169 | 276 | 324 | 353 | 392 | 459 | 429 |
| Textiles | 20,18 | 97 | 140 | 123 | 134 | 141 | 133 | 151 | 165 | 175 | 162 |
| Transports | 11,98 | 92 | 166 | 202 | 233 | 331 | 367 | 383 | 369 | 384 | 353 |
| Grands magasins | 5,97 | 96 | 143 | 188 | 293 | 484 | 647 | 755 | 827 | 846 | 782 |
| Banques | 4,47 | 128 | 205 | 272 | 464 | 643 | 617 | 585 | 654 | 791 | 717 |
| Assurances | 1,91 | 122 | 433 | 656 | 1.284 | 2.155 | 1.758 | 1.716 | 1.711 | 2.022 | 1.999 |
| 90 valeurs outre-mer | 11,91 | 85 | 129 | 142 | 153 | 170 | 140 | 141 | 147 | 172 | 164 |
| Agriculture | 8,08 | 88 | 131 | 131 | 144 | 144 | 100 | 92 | 86 | 94 | 98 |
| Caoutchouc (plantations) | 2,65 | 94 | 168 | 119 | 113 | 155 | 143 | 164 | 158 | 189 | 195 |
| Mines métalliques | 8,46 | 82 | 121 | 149 | 172 | 215 | 199 | 202 | 223 | 272 | 253 |
| Banques et sociétés foncières | 9,54 | 84 | 119 | 141 | 166 | 175 | 135 | 124 | 130 | 149 | 146 |
| Sociétés de portefeuille | 20,14 | 86 | 115 | 118 | 119 | 133 | 97 | 95 | 98 | 125 | 118 |
| 20 valeurs de sociétés françaises exploitant à l'étranger | 15,59 | 77 | 105 | 97 | 105 | 126 | 122 | 120 | 128 | 142 | 138 |
| 2. *Indice de 25 valeurs étrangères* | (4) 6,78 | 97 | 156 | 150 | 173 | 237 | 269 | 270 | 291 | 315 | 290 |
| 3. *Indice de 62 valeurs françaises à revenu fixe et indexé* (2) | » | 99,8 | 111,2 | 113,6 | 116,4 | 127 | 132 | 126,7 | 126,4 | 127,1 | 127,4 |
| Rentes perpétuelles (3) | » | 98,2 | 113,9 | 117,2 | 117,7 | 122,6 | 118,6 | 111,3 | 107,2 | 103 | 101,8 |
| Secteurs ind. public à revenu indexé (7) | » | 99,3 | 137,1 | 142,3 | 153,2 | 188,6 | 128,1 | 231 | 238 | 247,4 | 247,8 |
| Secteur libre (22) | » | 104,1 | 102,8 | 106,1 | 111,4 | 120,9 | 119,5 | 110,2 | 106,6 | 103,3 | 104,7 |

(*) Ces coefficients, multipliés par les indices hebdomadaires base 100 en 1949, permettent d'obtenir des indices base 100 fin 1938 (31/12).

Les coefficients de raccord à la base 100 = moyenne 1938 sont les suivants:

Indice d'ensemble: 13,11; valeurs métropolitaines: 11,96; valeurs étrangères: 6,78; valeurs P. O. M.: 14,41; sociétés françaises à l'étranger: 15,43.

Les indices base 100 = moyenne 1938 doivent être divisés par les coefficients suivants si l'on veut les ramener à la base 100 = 1929;

Indice d'ensemble: 2,43; valeurs étrangères: 1,64; valeurs P. O. M.: 2,25; sociétés françaises à l'étranger: 2,49.

(1) Moyenne des indices en fin de mois

(2) Coefficient de raccord pour les valeurs françaises à revenus fixes: 1,09 (indices 1938 = 100 à diviser par 1,1 pour obtenir un indice des valeurs françaises à revenu fixe sur la base 100 en 1929).

(3) Moyenne des indices en fin de mois.

(4) Coefficient valable à la fois pour obtenir des indices base 100 au 31 décembre 1938 et base 100: moyenne 1938.

Source: I. N. S. E. E.

## D. — Marché financier (taux).

(Moyennes hebdomadaires. — Pourcentages.)

| DÉSIGNATION | 1938 | 1950 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 1er trim. | 1957 2e trim. | 1957 3e trim. | 1957 4e trim. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Valeurs à revenu variable (295) (actions) | 4,29 | 5,08 | 5,47 | 5,45 | 3,96 | 2,99 | 3,38 | 3,24 | 3,02 | 2,72 | 3,05 |
| Valeurs à revenu fixe et indexé (62) | » | » | » | » | » | 4,73 | 4,73 | 5,63 | 5,78 | 5,82 | 5,69 |
| Rentes perpétuelles | » | 6,44 | 5,54 | 5,37 | 5,32 | 5,04 | 5,23 | 5,57 | 5,83 | 6,02 | 5,91 |
| Secteur industriel public à revenu indexé | » | 5,72 | 5,18 | 5,62 | 5,31 | 3,94 | 3,13 | 3,59 | 3,48 | 3,29 | 3,11 |
| Secteur libre (obligations industrielles) | » | 8,49 | 8,12 | 7,90 | 7,33 | 6,47 | 6,70 | 7,40 | 7,98 | 8,24 | 7,92 |
| Obligations émises dans le mois | 6,93 | 7,02 | 6,61 | 6,27 | 6,39 | 5,84 | 5,94 | 6,64 | 6,30 | » | » |
| Taux nominal d'émission des bons du Trésor à 1 an | 3,13 | 2,5 | 2,5 | 2,67 | 3,48 | 3,25 | 3,25 | 3,25 | 3,25 | 3,25 | 3,25 |

Source: I. N. S. E. E.

## VII. — FINANCES EXTERIEURES

### A. — Balance commerciale (or inclus).
(En milliards de francs.)

1. Résultats globaux
(Moyennes mensuelles.)

| DÉSIGNATION | 1949 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 I | 1957 II | 1957 III | 1957 IV (Octobre.) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Balance générale: | | | | | | | | | | |
| Importations | 77,19 | 132,64 | 121,52 | 126,84 | 138,04 | 164,69 | 198,96 | 198,84 | 172,42 | 167,4 |
| Exportations | 65,33 | 118,04 | 117,24 | 126,04 | 141,32 | 135,22 | 156,76 | 133,22 | 140,87 | 169,3 |
| Balance | — 11,86 | — 14,60 | — 4,28 | — 0,80 | + 3,28 | — 29,47 | — 42,18 | — 45,62 | — 31,55 | + 2,3 |
| Balance avec l'étranger: | | | | | | | | | | |
| Importations | 57,14 | 102,63 | 91,08 | 92,57 | 103,98 | 128,18 | 157,12 | 152,89 | 132,15 | 122,7 |
| Exportations | 38,10 | 68,18 | 73,87 | 80,47 | 96,77 | 91,74 | 101,38 | 100,84 | 93,34 | 109,5 |
| Balance | — 19,04 | — 34,45 | — 17,21 | — 12,1 | — 7,21 | — 33,44 | — 55,74 | — 51,55 | — 39,81 | — 13,2 |
| Balance avec l'Union française: | | | | | | | | | | |
| Importations | 20,05 | 30,04 | 30,44 | 34,27 | 34,06 | 38,51 | 41,84 | 46,45 | 40,27 | 44,4 |
| Exportations | 27,23 | 49,86 | 43,37 | 45,56 | 44,55 | 43,48 | 55,40 | 52,38 | 48,53 | 59,8 |
| Balance | + 7,18 | + 19,85 | + 12,93 | + 11,29 | + 10,49 | + 4,97 | + 13,56 | + 5,93 | + 8,26 | + 15,4 |

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

a) *Pourcentages de couverture des importations par les exportations.*
(Moyennes mensuelles.)

| DÉSIGNATION | 1929 | 1938 | 1949 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 I | 1957 II | 1957 III | 1957 IV (Oct.) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Echanges avec l'étranger | 79,4 | 66,1 | 66,7 | 68,4 | 81,1 | 86,9 | 93,1 | 72,7 | 64,5 | 66 | 70 | 89 |
| Echanges avec l'Union française outre-mer | 133,9 | 67,8 | 135,8 | 166,2 | 142,5 | 132,9 | 130,8 | 112,9 | 132,4 | 113 | 121 | 135 |
| Echanges globaux | 89,9 | 66,7 | 84,6 | 89 | 96,5 | 99,4 | 102 | 82 | 78,8 | 78 | 82 | 101 |

b) *Part respective de l'étranger et de l'U. F. O. M. dans les échanges extérieurs de la France métropolitaine.*
(Moyennes mensuelles. — Pourcentages.)

| DÉSIGNATION | 1929 | 1938 | 1949 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 I | 1957 II | 1957 III | 1957 IV (Oct.) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Importations: | | | | | | | | | | | | |
| Pourcentage étranger | 88 | 73,1 | 74 | 74,4 | 75 | 73 | 75,3 | 76,6 | 78,9 | 76,6 | 76,6 | 73,4 |
| Pourcentage Union française outre-mer | 12 | 26,9 | 26 | 22,6 | 25 | 27 | 24,7 | 23,4 | 21 | 23,4 | 23,4 | 26,6 |
| Exportations: | | | | | | | | | | | | |
| Pourcentage étranger | 84,2 | 72,6 | 58,3 | 57,8 | 63 | 63,8 | 68,5 | 67,8 | 64,7 | 65,8 | 65,5 | 64,7 |
| Pourcentage Union française outre-mer | 15,8 | 27,4 | 41,7 | 42,2 | 37 | 36,2 | 31,5 | 32,2 | 35,3 | 34,2 | 34,5 | 35,3 |

c) *Evolutions annuelles.*
(En milliards de francs courants.)

| DÉSIGNATION | 1929 | 1938 | 1949 | 1950 | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Importations: | | | | | | | | | | |
| Etranger | 51 | 34 | 682 | 793 | 1.272 | 1.232 | 1.093 | 1.111 | 1.218 | 1.514 |
| Union française outre-mer | 7 | 12 | 240 | 280 | 335 | 360 | 365 | 411 | 408 | 462 |
| Total | 58 | 46 | 1.922 | 1.073 | 1.607 | 1.592 | 1.458 | 1.522 | 1.656 | 1.976 |
| Exportations: | | | | | | | | | | |
| Etranger | 41 | 22 | 456 | 686 | 933 | 818 | 887 | 965 | 1.161 | 1.101 |
| Union française outre-mer | 9 | 8 | 326 | 387 | 546 | 598 | 520 | 547 | 535 | 522 |
| Total | 50 | 30 | 782 | 1.073 | 1.479 | 1.416 | 1.407 | 1.512 | 1.696 | 1.623 |
| Solde: | | | | | | | | | | |
| Etranger | — 11 | — 12 | — 225 | — 107 | — 339 | — 414 | — 206 | — 146 | — 86 | — 413 |
| Union française outre-mer | + 3 | — 4 | + 86 | + 107 | + 211 | + 238 | + 155 | + 136 | + 126 | + 60 |
| Ensemble | — 8 | — 16 | — 140 | 0 | — 128 | — 176 | — 51 | — 10 | + 40 | — 353 |

Source: Ministère des finances.

2. Répartition des échanges extérieurs par zone (étranger) or exclu
(Moyennes mensuelles.)

a) *Evolution en 1956 et 1957.*
(En milliards de francs.)

| DÉSIGNATION | I | II | III | IV | ANNÉE |
|---|---|---|---|---|---|
| Zone dollar: | | | | | |
| Importations: | | | | | |
| 1956 | 18,3 | 24,4 | 25,8 | 28,1 | 24,2 |
| 1957 | 38,2 | 34,8 | 30,7 | » | » |
| Exportations: | | | | | |
| 1956 | 9,2 | 12,1 | 11,1 | 11,1 | 10,9 |
| 1957 | 13,7 | 13,2 | 14,7 | » | » |
| Soldes: | | | | | |
| 1956 | — 9,1 | — 12,4 | — 14,7 | — 17 | — 13,3 |
| 1957 | — 24,5 | — 21,6 | — 16 | » | » |
| Zone sterling: | | | | | |
| Importations: | | | | | |
| 1956 | 34,4 | 37 | 33,5 | 35,3 | 35,1 |
| 1957 | 40,7 | 43,3 | 36,2 | » | » |
| Exportations: | | | | | |
| 1956 | 15,7 | 16 | 13,2 | 14,4 | 14,8 |
| 1957 | 16 | 16,7 | 13,7 | » | » |
| Soldes: | | | | | |
| 1956 | — 18,7 | — 21 | — 20,3 | — 20,9 | — 20,3 |
| 1957 | — 24,7 | — 26,6 | — 22,5 | » | » |
| Autres zones: | | | | | |
| Importations: | | | | | |
| 1956 | 58 | 64,3 | 62 | 72,5 | 64,2 |
| 1957 | 76,7 | 71,9 | 63,5 | » | » |
| Exportations: | | | | | |
| 1956 | 71 | 63,8 | 59,2 | 69,3 | 63,4 |
| 1957 | 70,1 | 68,7 | 65,5 | » | » |
| Soldes: | | | | | |
| 1956 | + 13 | — 0,5 | — 2,8 | — 3,2 | — 0,8 |
| 1957 | — 6,6 | — 32 | + 2 | » | » |

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

b) *Evolutions annuelles des échanges par zones monétaires.*
(En milliards de francs.)

| DÉSIGNATION | 1956 | 1955 | 1954 | 1953 | 1952 | 1938 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Zone dollar: | | | | | | |
| Importations | 290,4 | 196,8 | 166,1 | 167,7 | 214,5 | 6,89 |
| Exportations | 130,8 | 110,4 | 95,2 | 97 | 76,9 | 2,35 |
| Solde | — 161,6 | — 88,4 | — 70,9 | — 70,7 | — 137,6 | — 4,95 |
| Zone sterling: | | | | | | |
| Importations | 421,2 | 405,6 | 393,8 | 416,4 | 434,6 | 9,29 |
| Exportations | 177,6 | 201,6 | 153 | 142,3 | 152 | 4,34 |
| Solde | — 243,6 | — 214,8 | — 240,8 | — 274,1 | — 282,6 | — 3,95 |
| Dont: | | | | | | |
| Pays de l'O. E. C. E.: | | | | | | |
| Importations | 190,8 | 174 | » | » | » | » |
| Exportations | 120 | 146,4 | » | » | » | » |
| Solde | — 70,8 | — 27,6 | » | » | » | » |
| Importations | 770,4 | 628,8 | » | » | » | » |
| Exportations | 760,8 | 834 | » | » | » | » |
| Solde | — 116 | + 205,2 | » | » | » | » |
| Importations | 579,6 | 464,4 | » | » | » | » |
| Exportations | 585,6 | 603,6 | » | » | » | » |
| Solde | + 6 | + 139,2 | » | » | » | » |

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

3. Valeurs des échanges par groupements d'utilisation
(Moyennes mensuelles.) (En milliards de francs.)

| DÉSIGNATION | 1949 | 1952 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 I | 1957 II | 1957 III | 1957 IV (Octobre). |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *Importations.* | | | | | | | | | |
| Alimentation humaine, boissons, tabacs: | | | | | | | | | |
| Etranger | 7,61 | 12,30 | 8,72 | 3,89 | 16,15 | 15,90 | 14,11 | 9,60 | 10,4 |
| U. F. O. M. | 14,82 | 21,38 | 25,29 | 21,65 | 23,67 | 26,98 | 27,84 | 24,40 | 26,7 |
| Total | 40,96 | 33,68 | 34,01 | 31,54 | 39,82 | 42,88 | 41,95 | 34 | 37,1 |
| Matières premières et demi-produits (or inclus) (total): | | | | | | | | | |
| Etranger | 22,43 | 75,12 | 68,01 | 75,36 | 86,90 | 112,22 | 103,14 | 93 | 86,8 |
| U. F. O. M. | 4,9 | 8,11 | 8,11 | 12,21 | 14,60 | 14,64 | 18,25 | 15,64 | 17,3 |
| Total | 45,86 | 83,23 | 76,12 | 87,57 | 101,50 | 126,86 | 127,39 | 108,64 | 104,1 |
| Dont: | | | | | | | | | |
| Energie, lubrifiants: | | | | | | | | | |
| Etranger | » | » | » | 24,27 | 28,97 | 40,05 | 38,55 | 34,45 | 34,2 |
| U. F. O. M. | » | » | » | 0,15 | 0,11 | 0,08 | 0,19 | 0,28 | 0,07 |
| Total | » | » | » | 24,42 | 29,08 | 40,13 | 38,74 | 34,73 | 34,27 |
| Demi-produits manufacturés: | | | | | | | | | |
| Etranger | » | » | » | 17,87 | 21,44 | 24,76 | 25,90 | 21,72 | 21,8 |
| U. F. O. M. | » | » | » | 2,14 | 2,39 | 3,39 | 2,52 | 2,68 | 1,9 |
| Total | » | » | » | 20,01 | 23,83 | 27,15 | 28,42 | 24,40 | 23,7 |
| Produits manufacturés: | | | | | | | | | |
| Etranger | 8,57 | 15,21 | 15,83 | 18,72 | 23,13 | 29,01 | 29,13 | 29,55 | 25,67 |
| U. F. O. M. | 0,29 | 0,51 | 0,87 | 0,20 | 0,23 | 0,24 | 0,37 | 0,24 | 0,27 |
| Total | 8,86 | 15,72 | 16,70 | 18,92 | 23,36 | 29,25 | 29,50 | 29,79 | 25,94 |
| *Exportations.* | | | | | | | | | |
| Alimentation humaine, boissons, tabacs: | | | | | | | | | |
| Etranger | 4,26 | 5,83 | 9,65 | 14,85 | 11,31 | 2,72 | 12,74 | 12,02 | 10,7 |
| U. F. O. M. | 3,95 | 7,28 | 7,39 | 6,93 | 7,64 | 9,50 | 8,17 | 7,81 | 10,1 |
| Total | 8,21 | 13,11 | 17,04 | 21,78 | 18,95 | 22,22 | 20,91 | 19,83 | 20,8 |
| Matières premières et demi-produits (or inclus) (total): | | | | | | | | | |
| Etranger | 21,02 | 42,03 | 47,65 | 55,19 | 52,93 | 57 | 54,03 | 50,11 | 48,7 |
| U. F. O. M. | 6,3 | 13,68 | 11,37 | 12,15 | 11,60 | 14 | 13,93 | 13,50 | 14,3 |
| Total | 27,32 | 55,71 | 59,02 | 67,34 | 64,53 | 71 | 67,96 | 63,94 | 63 |
| Dont: | | | | | | | | | |
| Energie, lubrifiants: | | | | | | | | | |
| Etranger | » | » | » | 8,61 | 6,38 | 5,96 | 5,37 | 6,12 | 5,5 |
| U. F. O. M. | » | » | » | 2,69 | 2,90 | 2,37 | 2,54 | 3,20 | 3,6 |
| Total | » | » | » | 11,30 | 9,28 | 8,33 | 7,91 | 9,32 | 9,1 |
| Demi-produits manufacturés: | | | | | | | | | |
| Etranger | » | » | » | 33,54 | 32,39 | 35,39 | 34,29 | 31,88 | 36,1 |
| U. F. O. M. | » | » | » | 8,36 | 7,56 | 10,40 | 10 | 9 | 9,6 |
| Total | » | » | » | 41,90 | 39,95 | 45,79 | 44,29 | 40,88 | 45,7 |
| Produits finis manufacturés: | | | | | | | | | |
| Etranger | 12,82 | 20,32 | 23,17 | 26,77 | 27,50 | 32 | 34,07 | 30 | 35,45 |
| U. F. O. M. | 16,78 | 28,91 | 26,80 | 25,49 | 24,24 | 31,92 | 30,28 | 27,23 | 35,24 |
| Total | 29,6 | 49,23 | 49,97 | 52,26 | 51,74 | 63,92 | 64,35 | 57,23 | 70,69 |

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

4. Commerce extérieur de la France avec les principaux pays étrangers (or exclu).

Unité : milliards de francs.

| PAYS | 1948 | 1949 | 1950 | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne : | | | | | | | | | |
| Importations | 36,0 | 68,4 | 69,9 | 102,1 | 116,7 | 110,7 | 120,5 | 152,04 | 200,16 |
| Exportations | 23,4 | 39,9 | 84,3 | 70,0 | 79,9 | 99,5 | 125,1 | 158,32 | 168,12 |
| Grande-Bretagne : | | | | | | | | | |
| Importations | 18,6 | 32,5 | 40,0 | 50,8 | 53,2 | 56,7 | 57,3 | 62,64 | 80,52 |
| Exportations | 31,8 | 70,1 | 98,1 | 120,5 | 75,1 | 74,6 | 84,4 | 123,72 | 97,20 |
| Italie | | | | | | | | | |
| Importations | 11,4 | 17,7 | 37,3 | 47,8 | 33,9 | 22,5 | 27,5 | 36,12 | 49,80 |
| Exportations | 4,6 | 15,7 | 27,9 | 34,9 | 37,6 | 45,3 | 57,5 | 61,92 | 65,28 |
| Pays-Bas : | | | | | | | | | |
| Importations | 16,2 | 22,5 | 24,0 | 32,8 | 33,4 | 31,6 | 34,8 | 48,36 | 54,24 |
| Exportations | 18,2 | 35,5 | 37,3 | 37,5 | 27,6 | 31,6 | 36,7 | 50,28 | 45,60 |
| Suède : | | | | | | | | | |
| Importations | 9,5 | 14,2 | 17,3 | 35,1 | 34,6 | 26,5 | 26,5 | 33,84 | 42,48 |
| Exportations | 13,1 | 16,2 | 24,7 | 29,9 | 22,2 | 25,7 | 31,2 | 31,68 | 24,96 |
| Suisse | | | | | | | | | |
| Importations | 13,8 | 15,4 | 28,7 | 30,8 | 27,4 | 29,1 | 30,2 | 32,28 | 41,52 |
| Exportations | 23,7 | 27,3 | 40,9 | 57,6 | 47,1 | 92,6 | 56,7 | 74,16 | 78,84 |
| U. E. B. L. : | | | | | | | | | |
| Importations | 25,2 | 32,2 | 49,1 | 72,5 | 58,4 | 56,4 | 70,3 | 90,48 | 107,16 |
| Exportations | 31,3 | 45,1 | 68,9 | 85,6 | 79,5 | 85,1 | 102,9 | 117,6 | 124,68 |
| Arabie saoudite et Koweit (1) : | | | | | | | | A. S. : 22,20 K. : 53,76 | A. S. : 22,56 K. : 61,80 |
| Importations | » | 51,5 | 50,6 | 89,7 | 116,3 | 83,1 | 76,5 | | |
| Exportations | » | 0,7 | 0,5 | 1,7 | 2,8 | 2,4 | 1,6 | » | » |
| Irak : | | | | | | | | | |
| Importations | 9,9 | 15,5 | 22,7 | 34,4 | 52,3 | 67,4 | 77,7 | 79,20 | 73,32 |
| Exportations | 1,5 | 0,4 | 0,4 | 0,6 | 1,1 | 2,0 | 1,3 | » | » |
| Malaisie et anciens territoires britanniques d'Asie : | | | | | | | | | |
| Importations | 4,7 | 6,5 | 11,2 | 41,0 | 24,3 | 16,9 | 19,5 | 29,52 | 22,80 |
| Exportations | 0,6 | 1,4 | 2,6 | 5,9 | 2,9 | 2,6 | 3,8 | 3,72 | 5,04 |
| Pakistan et Union indienne (1) : | | | | | | | | | |
| Importations | » | 10,1 | 19,6 | 41,0 | 22,0 | 18,4 | 15,6 | 11,04 | 20,28 |
| Exportations | » | 3,2 | 8,8 | 13,4 | 13,4 | 15,0 | 21,2 | 4 | 21,96 |
| Egypte : | | | | | | | | | |
| Importations | 12,7 | 11,2 | 16,6 | 21,2 | 18,1 | 18,1 | 16,2 | 13,44 | 11,88 |
| Exportations | 6,3 | 11,1 | 19,3 | 24,0 | 17,6 | 20,0 | 20,6 | 22,1 | 8,64 |
| Argentine : | | | | | | | | | |
| Importations | 16,8 | 12,0 | 31,1 | 33,4 | 19,6 | 20,9 | 19,8 | 12,96 | 26,88 |
| Exportations | 6,3 | 55,4 | 33,1 | 36,0 | 12,6 | 6,6 | 15,4 | 22,56 | 11,04 |
| Brésil : | | | | | | | | | |
| Importations | 6,7 | 9,0 | 18,7 | 31,1 | 30,0 | 31,1 | 36,3 | 23,28 | 21,12 |
| Exportations | 4,9 | 5,7 | 17,3 | 31,1 | 25,4 | 36,5 | 27,5 | 25,32 | 11,52 |
| Canada : | | | | | | | | | |
| Importations | 9,3 | 10,4 | 6,8 | 17,9 | 25,1 | 12,2 | 13,7 | 20,88 | 24,12 |
| Exportations | 2,3 | 3,3 | 4,8 | 7,7 | 6,7 | 9,0 | 7,6 | 8,88 | 10,56 |
| Etats-Unis : | | | | | | | | | |
| Importations | 118,7 | 162,7 | 131,5 | 181,5 | 159,6 | 134,8 | 133,3 | 161,76 | 238,20 |
| Exportations | 15,8 | 15,7 | 43,7 | 88,4 | 54,8 | 63,5 | 54,1 | 71,40 | 78,36 |
| Australie et Nouvelle-Zélande : | | | | | | | | A. : 60,72 N.-Z. : 18,96 | A. : 63 N.-Z. : 19,68 |
| Importations | 37,2 | 52,8 | 52,4 | 90,2 | 62,9 | 84,2 | 81,4 | 11,64 | 7,44 |
| Exportations | 2,0 | 5,6 | 11,2 | 18,5 | 9,6 | 10,3 | 920,2 | 1,80 | 1,56 |
| Ensemble des pays étrangers : | | | | | | | | | |
| Importations | 482,1 | 681,1 | 779,0 | 1.222,9 | 1.153,4 | 1.012,5 | 1.064,2 | 1.232,40 | 1.543,44 |
| Exportations | 241,3 | 455,4 | 675,3 | 883,0 | 742,5 | 804,3 | 920,2 | 1.146,36 | 1.101,24 |

(1) Les résultats de 1948 ont été publiés en utilisant un classement par pays différent du classement actuel. C'est pourquoi il n'a pas été possible, pour cette même année, d'isoler les chiffres relatifs au commerce de la France avec ces pays.

Source : I. N. S. E. E.

**B. — Echanges extérieurs des pays d'outre-mer de l'Union française.**

(Afrique du Nord, départements d'outre-mer, territoires d'outre-mer, Etats associés d'Indochine.)

1. Valeur globale

(En milliards de francs métropolitains.)

| DÉSIGNATION | 1938 | 1949 | 1950 | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 (1) (12 mois). |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Francs courants:** | | | | | | | | | |
| Importations | 14,7 | 512,5 | 596 | 826 | 941 | 848 | 879 | 883 | 848,1 |
| Exportations | 15,3 | 314 | 399 | 497 | 520 | 520 | 579 | 532 | 568,2 |
| Solde | + 0,6 | — 198,5 | — 197 | — 329 | — 421 | — 318 | — 300 | — 351 | 219,9 |
| Pourcentage de couverture des importations par les exportations | 104 | 61,4 | 67 | 60 | 55 | 62 | 66 | 60,2 | 69,5 |

(1) Etats associés d'Indochine. — Cambodge: importations, 25; exportations, 18,4. — Viet-Nam: importations, 76; exportations, 15,8. — Laos, importations, néant; exportations, néant.

Sources: Ministère de la France d'outre-mer, I. N. S. E. E.

2. Répartition des échanges extérieurs des pays d'outre-mer de l'Union française entre la France métropolitaine et l'étranger

(En milliards de francs courants.)

| DÉSIGNATION | 1938 | 1949 | 1950 | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 (1) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Avec la France:** | | | | | | | | | |
| Importations | 8,7 | 355 | 424 | 587 | 657 | 587 | 509 | 576 | 543,5 |
| Exportations | 10,6 | 209 | 244 | 294 | 310 | 313 | 354 | 354 | 369 |
| Solde | + 1,9 | — 146 | — 180 | — 293 | — 347 | — 274 | — 245 | — 222 | — 174,5 |
| Pourcentage couverture | 122 | 59 | 58 | 50 | 47 | 53 | 59 | 61 | 68 |
| **Avec l'étranger:** | | | | | | | | | |
| Importations | 5 | 122 | 131 | 183 | 223 | 202 | 216 | 244 | 218 |
| Exportations | 3,9 | 75 | 123 | 153 | 157 | 153 | 169 | 176 | 170 |
| Solde | — 1,1 | — 47 | — 8 | — 30 | — 66 | — 49 | — 47 | — 68 | — 48 |
| Pourcentage couverture | 78 | 61 | 94 | 84 | 71 | 78 | 78 | 72 | 78 |

(1) Etats associés d'Indochine. — Cambodge: importations, 3,2; exportations, 13. — Viet-Nam: importations, 1,8; exportations, 5,2. — Laos: importations, néant; exportations, néant.

Sources: Ministère de la France d'outre-mer, I. N. S. E. E.

3. Valeur des échanges extérieurs des pays d'outre-mer de l'Union française par groupes de pays (1)

(En milliards de francs.)

| DÉSIGNATION | 1938 | 1949 | 1950 | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Afrique du Nord (1):** | | | | | | | | | |
| Importations | 8,7 | 275 | 319 | 427 | 469 | 434,3 | 445 | 481 | 496 |
| Exportations | 8,5 | 170 | 223 | 260 | 281 | 271,7 | 285,2 | 312,5 | 308 |
| Solde | — 0,2 | — 105 | — 96 | — 167 | — 188 | — 162,6 | — 154,8 | 168,5 | — 192 |
| Pourcentage de couverture | 97,7 | 62 | 70 | 61 | 60 | 62,6 | 64,1 | 67 | 62,1 |
| **Départements outre-mer:** | | | | | | | | | |
| Importations | 0,91 | 23,7 | 25,4 | 34,2 | 42,5 | 39,4 | 41,9 | 44,1 | 44,7 |
| Exportations | 0,86 | 18,8 | 18 | 25,2 | 27,7 | 26,5 | 32,7 | 32,9 | 32,9 |
| Solde | + 0,05 | — 4,9 | — 7,4 | — 9 | — 14,8 | — 12,9 | — 9,2 | — 11,2 | — 11,8 |
| Pourcentage de couverture | 106 | 79 | 71 | 74 | 65,1 | 67,2 | 78 | 74,5 | 73,6 |
| **Territoires outre-mer:** | | | | | | | | | |
| Importations | 3,2 | 147 | 178 | 258 | 273 | 240,2 | 269,9 | 275,3 | 277,4 |
| Exportations | 3,1 | 106 | 130 | 165 | 170 | 187,3 | 227,3 | 217,3 | 227,1 |
| Solde | — 0,1 | — 41 | — 48 | — 93 | — 103 | — 52,9 | — 42,5 | — 58 | — 50,3 |
| Pourcentage de couverture | 97 | 72 | 73 | 64 | 62 | 78 | 84,2 | 79,3 | 82 |
| **Etats associés d'Indochine:** | | | | | | | | | |
| Importations | 1,95 | 67 | 74 | 107 | 157 | 134,3 | 121,9 | 92,1 | (2) |
| Exportations | 2,84 | 19,3 | 28 | 47 | 41 | 34,6 | 33,8 | 24,2 | » |
| Solde | + 0,89 | — 47,7 | — 46 | — 60 | — 116 | — 99,7 | — 88,1 | — 67,9 | » |
| Pourcentage de couverture | 146 | 29 | 38 | 44 | 26 | 25,7 | 27,7 | 26,2 | » |

(1) Afrique du Nord: Algérie, Tunisie, Maroc. — Départements d'outre-mer: Réunion, Martinique, Guadeloupe, Guyane. — Territoires d'outre-mer; Afrique noire (Afrique occidentale française, Togo, Cameroun, Afrique équatoriale française, Madagascar, Comores, Saint-Pierre et Miquelon, Côte française des Somalis, Nouvelle-Calédonie, Océanie). — Etats associés d'Indochine: Viet-Nam, Laos, Cambodge.

(2) Etats associés d'Indochine. — Cambodge: importations, 3,2; exportations, 13. — Viet-Nam: importations, 1,8; exportations, 5,2. — Laos: importations, néant; exportations, néant.

Sources: Ministère de la France d'outre-mer, I. N. S. E. E.

### C. — Indices des valeurs moyennes et taux de l'échange.

L'institut national de la statistique et des études économiques calcule un indice du taux de l'échange, appelé aussi parfois « termes de l'échange », par traduction de l'expression anglo-saxonne « terms of trade », constitué par le rapport de l'indice des valeurs moyennes à l'exportation à l'indice des valeurs moyennes à l'importation.

Ces derniers indices sont établis à partir des données élaborées pour le calcul des indices du volume du commerce extérieur et « diffèrent largement de ceux qui pourraient être établis spécialement pour mesurer le niveau des prix à l'importation ou l'exportation ».

Ils sont affectés d'erreurs dues à la rigueur variable des contrôles douaniers et des évaluations douanières de prix, et sont établis à partir de groupes de marchandises dont l'homogénéité est rarement parfaite.

Ces indices des valeurs moyennes à l'importation et à l'exportation ne doivent donc être considérés que comme des « ordres de grandeur » et utilisés avec le « maximum de prudence ». « Il sera judicieux », précise l'I. N. S. E. E., « de ne tenir compte que des tendances se manifestant avec continuité pendant une assez longue période ». Les indices partiels relatifs aux produits fabriqués sont particulièrement approximatifs.

La validité de l'indice du taux de l'échange est donc liée à celle des indices des valeurs moyennes.

Si l'on prend : $t$ = Taux de l'échange,
$Ie$ = Indice des valeurs moyennes à l'exportation,
$Ii$ = Indice des valeurs moyennes à l'importation,

On a : $t = 100 \frac{Ie}{Ii}$

Si $t > 100$, cela veut dire que, depuis l'année de base, le prix moyen de la masse des produits exportés a crû plus rapidement que le prix moyen de la masse des produits importés. Le taux de l'échange s'est amélioré. Il faut en moyenne exporter moins de produits nationaux pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers.

Si $t < 100$, le taux de l'échange se dégrade et la situation devient moins favorable.

Mais il faut toujours, précise l'I. N. S. E. E., rapprocher l'examen des variations du taux de l'échange de celui des variations de la balance commerciale.

En effet, l'amélioration du taux marque la hausse relative des prix nationaux et peut donc rendre déficitaire la balance commerciale ou aggraver le déficit existant en restreignant les exportations.

Inversement, la dégradation du taux, qui peut d'ailleurs résulter d'une dévaluation monétaire, peut faciliter le rétablissement de l'équilibre.

1. *Indices de valeurs moyennes* (1) (or exclu).

| DÉSIGNATION | EXPORTATIONS | | | | | | IMPORTATIONS | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Indice 100 en 1949. | | Indice 1957 = 100 en 1956. | | | | Indice 100 en 1949. | | Indice 1957 = 100 en 1956. | | | |
| | Année 1955. | Année 1956. | 1er trim. | 2e trim. | 3e trim. | 4e trim. | Année 1955. | Année 1956. | 1er trim. | 2e trim. | 3e trim. | 4e trim. |
| **Alimentation, boissons, tabacs:** | | | | | | | | | | | | |
| Etranger | 85 | 83 | 101 | 97 | 90 | » | 129 | 123 | 98 | 101 | 110 | » |
| Zone franc | 103 | 106 | 99 | 103 | 102 | » | 109 | 127 | 102 | 99 | 110 | » |
| Ensemble | 90 | 91 | 100 | 99 | 91 | » | 111 | 125 | 100 | 99 | 110 | » |
| **Produits bruts:** | | | | | | | | | | | | |
| Etranger | 124 | 124 | 114 | 108 | 110 | » | 133 | 136 | 108 | 108 | 109 | » |
| Zone franc | 109 | 118 | 105 | 106 | 108 | » | 124 | 129 | 101 | 101 | 101 | » |
| Ensemble | 122 | 123 | 113 | 108 | 110 | » | 130 | 134 | 106 | 106 | 107 | » |
| **Energie, lubrifiants:** | | | | | | | | | | | | |
| Etranger | 110 | 119 | 110 | 109 | 120 | » | 112 | 120 | 129 | 124 | 111 | » |
| Zone franc | 123 | 124 | 103 | 106 | 120 | » | 223 | 260 | 110 | 121 | 129 | » |
| Ensemble | 113 | 120 | 103 | 108 | 120 | » | 113 | 120 | 129 | 123 | 111 | » |
| **Produits manufacturés:** | | | | | | | | | | | | |
| Etranger | 113 | 118 | 101 | 101 | 109 | » | 123 | 123 | 100 | 98 | 107 | » |
| Zone franc | 137 | 136 | 102 | 105 | 106 | » | 169 | 178 | 105 | 107 | 115 | » |
| Ensemble | 124 | 126 | 101 | 102 | 108 | » | 134 | 135 | 100 | 99 | 107 | » |
| **Indices globaux:** | | | | | | | | | | | | |
| Etranger | 108 | 112 | 103 | 102 | 107 | » | 127 | 129 | 109 | 107 | 109 | » |
| Zone franc | 129 | 135 | 102 | 105 | 106 | » | 116 | 132 | 102 | 100 | 107 | » |
| Ensemble | 111 | 119 | 103 | 103 | 107 | » | 124 | 130 | 107 | 105 | 108 | » |

(1) Il est rappelé que les indices des valeurs moyennes sont des indices à pondérations variables dont les fluctuations peuvent traduire non seulement un mouvement du niveau moyen des prix, mais encore des changements intervenus dans la composition des échanges. Les prix utilisés pour le calcul de ces indices étant, en outre, relatifs à des marchandises dont la comparabilité dans le temps n'est pas toujours parfaite, les résultats donnés ci-dessus doivent être interprétés avec précaution. En particulier, les indices relatifs aux produits manufacturés doivent être considérés comme assez approximatifs.

2. *Termes de l'échange* (or exclu).

| DÉSIGNATION | 1949 = 100. | | 1957 (1956 = 100). | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Année 1955. | Année 1956. | 1er trimestre. | 2e trimestre. | 3e trimestre. | 4e trimestre. |
| Etranger | 85 | 87 | 94 | 94 | 98 | » |
| Zone franc | 111 | 102 | 100 | 105 | 99 | » |
| Ensemble | 92 | 92 | 96 | 98 | 99 | » |

Source : I. N. S. E. E.

## D. — Balance des payements.

### 1. Evolution d'ensemble

*Métropole.* (En millions de dollars, monnaie de compte.)

| DÉSIGNATION | 1938 (1) | 1947 | 1948 | 1949 | 1950 | 1951 | 1952 (2) | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Exportations (métropole) | 640 | 1.040 | 1.082 | 1.567 | 1.880 | 2.496 | 2.024 | 2.155 | 2.545 | 3.150 | 3.279 |
| Importations (métropole) | 870 | 2.492 | 2.510 | 2.035 | 1.958 | 3.267 | 2,643 | 2.494 | 2.724 | 3.065 | 4.088 |
| Solde commercial de la métropole | — 230 | — 1.452 | — 1.428 | — 468 | — 78 | — 771 | — 619 | — 339 | — 179 | + 86 | — 809 |
| Solde des éléments non commerciaux (métropole) | + 207 | — 61 | — 101 | — 71 | — 37 | — 199 | + 28 | + 222 | + 441 | + 517 | + 125 |
| Déficit des P. O. M. | — 60 | — 163 | — 208 | — 167 | — 123 | — 88 | — 68 | — 103 | — 68 | — 1 6 | — 151 |
| Solde des payements courants | — 83 | — 1.676 | — 1.737 | — 706 | — 238 | — 1.058 | — 659 | — 220 | + 194 | + 407 | — 835 |

(1) Les chiffres de la balance des payements pour l'année 1938 sont donnés sous toutes réserves en raison du caractère incomplet et approximatif des statistiques recueillies jusqu'en 1939.

(2) A partir de l'année 1952 la rubrique « déficit des P. O. M. » ne représente plus que le solde des payements courants des pays d'outre-mer. Les sommes inscrites pour les années antérieures comprenaient en outre le solde des opérations en capital qui ne pouvait être ventilé, mais restait d'un ordre de grandeur insignifiant.

*Pays d'outre-mer.* (En millions de dollars.)

| DÉSIGNATION | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Exportations | 365 | 391 | 364 | 483 | 472 | 409 |
| Importations | 456 | 469 | 460 | 540 | 655 | 533 |
| Solde commercial | — 91 | — 78 | — 96 | — 57 | — 183 | — 124 |
| Solde des éléments non commerciaux | + 3 | + 10 | — 7 | — 11 | — 13 | — 27 |
| Solde des payements courants | — 88 | — 68 | — 103 | — 68 | — 196 | — 151 |

Source : Office des changes.

### 2. Evolution de la balance des payements avec les différentes zones

a) *Zone dollar* (y compris le Canada). (En millions de dollars.)

| DÉSIGNATION | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Exportations | 426 | 343 | 378 | 433 | 527 | 632 |
| Importations | 863 | 680 | 632 | 753 | 837 | 1.090 |
| Balance commerciale | — 437 | — 337 | — 254 | — 320 | — 310 | — 458 |
| Solde des éléments non commerciaux | — 86 | + 175 | + 374 | + 503 | + 640 | + 472 |
| Solde des payements courants | — 523 | — 162 | + 120 | + 183 | + 330 | + 14 |

b) *Zone sterling.* (En millions de dollars.)

| DÉSIGNATION | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Exportations | 815 | 600 | 558 | 643 | 804 | 806 |
| Importations | 991 | 828 | 863 | 862 | 959 | 1.081 |
| Balance commerciale | — 176 | — 228 | — 305 | — 219 | — 155 | — 275 |
| Solde des éléments non commerciaux | + 55 | + 31 | + 31 | + 67 | + 112 | + 28 |
| Solde des payements courants | — 121 | — 197 | — 274 | — 152 | — 43 | — 247 |

c) *Pays membres de l'U. E. P. autres que la zone sterling.* (*Métropole — P. O. M.*) (En millions de dollars.)

| DÉSIGNATION | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Exportations | 1.130 | 1.049 | 1.095 | 1.446 | 1.778 | 1.781 |
| Importations | 1.351 | 1.141 | 1.022 | 1.155 | 1.458 | 1.917 |
| Balance commerciale | — 221 | — 92 | + 73 | + 291 | + 320 | — 136 |
| Solde des éléments non commerciaux | — 180 | — 164 | — 178 | — 127 | — 234 | — 376 |
| Solde des payements courants | — 401 | — 256 | — 105 | + 164 | + 86 | — 512 |

d) *Autres pays.* (En millions de dollars.)

| DÉSIGNATION | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Exportations | 490 | 423 | 488 | 506 | 512 | 469 |
| Importations | 518 | 463 | 437 | 484 | 465 | 533 |
| Balance commerciale | — 28 | — 40 | + 51 | + 12 | + 47 | — 64 |
| Solde des éléments non commerciaux | + 15 | — 4 | — 12 | — 11 | — 13 | — 26 |
| Solde des payements courants | — 13 | — 44 | + 39 | + 3 | + 34 | — 90 |

Source : Office des changes.

### 3. Evolution des différents postes de la balance

a) *Règlements commerciaux.*

(En millions de dollars.)

| DÉSIGNATION | 1954 | | | 1955 | | | 1956 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Exportations. | Importations. | Solde. | Exportations. | Importations. | Solde. | Exportations. | Importations. | Solde. |
| *Métropole.* | | | | | | | | | |
| Zone dollar (y compris Canada) | 319 | 579,5 | — 260,5 | 418,5 | 562,1 | — 143,6 | 557,1 | 943,9 | — 386,8 |
| Zone sterling | 516,8 | 745,8 | — 229 | 689,8 | 845,3 | — 155,5 | 704,6 | 978,1 | — 273,5 |
| U. E. P. (moins zone sterling) | 1.256,5 | 961 | + 295,5 | 1.575,9 | 1.254 | + 321,9 | 1.595,8 | 1.700,4 | — 104,6 |
| Autres pays | 452,4 | 437,8 | + 14,6 | 465,8 | 402,3 | + 63,5 | 421,2 | 461,9 | — 13,7 |
| Total | 2.544,7 | 2.724,1 | — 179,4 | 3.150 | 3.063,7 | + 86,3 | 3.278,7 | 4.087,3 | — 808,6 |
| *Pays d'outre-mer.* | | | | | | | | | |
| Zone dollar (y compris Canada) | 113,9 | 173,7 | — 59,8 | 109 | 144,1 | — 35,1 | 74,7 | 145,9 | — 71,2 |
| Zone sterling | 125,9 | 116,1 | + 9,8 | 114,4 | 113,9 | + 0,5 | 101,6 | 103,4 | + 1,8 |
| U. E. P. (moins zone sterling) | 189,8 | 193,9 | — 4,1 | 201,8 | 203,8 | — 2 | 185,4 | 246,5 | — 431,1 |
| Autres pays | 53,3 | 55,9 | — 2,6 | 46,3 | 62,9 | — 16,6 | 47,3 | 67,6 | — 20,3 |
| Total | 482,9 | 539,6 | — 56,7 | 471,5 | 524,7 | — 53,2 | 409 | 533,4 | — 124,3 |
| *Zone franc.* | | | | | | | | | |
| Zone dollar (y compris Canada) | 432,9 | 753,2 | — 320,3 | 527,5 | 706,2 | — 178,7 | 631,8 | 1.089,8 | — 458 |
| Zone sterling | 642,7 | 861,9 | — 219,2 | 804,2 | 959,2 | — 155 | 806,1 | 1.081,5 | — 275,3 |
| U. E. P. (moins zone sterling) | 1.446,3 | 1.154,9 | + 291,4 | 1.777,7 | 1.457,8 | + 319,9 | 1.781,2 | 1.916,9 | — 135,7 |
| Autres pays | 505,7 | 493,7 | + 12 | 512,1 | 465,2 | + 46,9 | 468,5 | 532,5 | — 61,2 |
| Total | 3.027,6 | 3.263,7 | — 236,1 | 3.621,5 | 3.588,4 | — 33,1 | 3.687,7 | 4.620,7 | — 933 |

b) *Règlements non commerciaux.*

(En millions de dollars.)

| DÉSIGNATION | 1952 | | 1953 | | 1954 | | 1955 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Recettes. | Dépenses. | Recettes. | Dépenses. | Recettes. | Dépenses. | Recettes. | Dépenses. |
| Touristes et voyageurs | 136 | 117 | 124 | 137 | 185,1 | 130,8 | 195,3 | 169,2 |
| Transports | 145 | 328 | 120 | 246 | 148,5 | 245,9 | 148,5 | 292,7 |
| Assurances | 21 | 34 | 25 | 38 | 26,7 | 37,4 | 34,7 | 42 |
| Revenus du capital | 101 | 54 | 112 | 61 | 118,7 | 79 | 152,1 | 87,2 |
| Revenus du travail | 6 | 77 | 7 | 88 | 8,7 | 94 | 9,9 | 103,3 |
| Revenus de la propriété intellectuelle | 20 | 41 | 24 | 46 | 25,8 | 55,4 | 33,4 | 70,7 |
| Intérêts des emprunts publics | 8 | 81 | 6 | 88 | 5,6 | 81,7 | 10,2 | 71 |
| Dépenses et recettes de gouvernements étrangers | 309 | 7 | 515 | 7 | 612,4 | 10 | 680,4 | 8,2 |
| Règlement d'opérations nées pendant la période des hostilités | 1 | 17 | 3 | 2 | 6,3 | 1,3 | 0,3 | 2,6 |
| Divers | 230 | 183 | 210 | 218 | 262,8 | 235,2 | 330,9 | 244,7 |
| Totaux | 977 | 939 | 1.146 | 931 | 1.400,6 | 970,7 | 1.595,7 | 1.091,6 |

| DÉSIGNATION | 1956 | | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Recettes. | Dépenses. | Solde. | Solde. | Solde. | Solde. | Solde. |
| Touristes et voyageurs | 154,7 | 232,7 | + 19 | — 13 | + 54,3 | + 26,1 | — 78 |
| Transports | 168,5 | 431 | — 183 | — 126 | — 97,4 | — 144,2 | — 262,5 |
| Assurances | 31,7 | 41,3 | — 13 | — 13 | — 10,7 | — 7,3 | — 9,6 |
| Revenus du capital | 199,3 | 103,6 | + 47 | + 51 | + 39,7 | + 64,9 | + 95,7 |
| Revenus du travail | 11,1 | 130,1 | — 71 | — 81 | — 85,3 | — 93,4 | — 119 |
| Revenus de la propriété intellectuelle | 38,5 | 78,1 | — 21 | — 22 | — 29,6 | — 37,3 | — 39,6 |
| Intérêts des emprunts publics | 19 | 65,3 | — 73 | — 82 | — 76,1 | — 60,8 | — 46,2 |
| Dépenses et recettes de gouvernements étrangers | 556,5 | 8,9 | + 302 | + 508 | + 602,4 | + 672,2 | + 547,6 |
| Règlement d'opérations nées pendant la période des hostilités | 2,2 | 2,4 | — 16 | + 1 | + 5 | — 2,3 | — 0,2 |
| Divers | 337,9 | 328,5 | + 47 | — 8 | + 27,6 | + 86,2 | + 9,4 |
| Totaux | 1.519,5 | 1.421,9 | + 38 | + 215 | + 429,9 | + 504,1 | + 97,6 |

Source : Ministère des finances.

### 4. Position de la zone franc a l'Union européenne des paiements

*Evolution de la position nette cumulatrice à l'Union européenne des paiements.*
(En millions de dollars, unités de compte.)

| DÉSIGNATION | 1956 | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Janvier. | Février. | Mars. | Avril. | Mai. | Juin. | Juillet. |
| Position nette cumulative (en fin de mois).. | — 896,7 | 905,5 | — 957,8 | — 991,2 | — 1.019,5 | — 1.065,7 | — 1.136,7 |
| Utilisation du quota: | | | | | | | |
| Crédit reçu | 84,5 | 82,5 | 80,5 | 78,6 | 76,6 | — 74,6 | — 90,3 |
| Or versé | 416,6 | 425,3 | 477,2 | 511,1 | 539,4 | — 585,6 | — 628,5 |
| Position nette mensuelle | — 55,5 | — 8,1 | — 51,8 | — 39,9 | — 28,3 | — 46,3 | — 70,6 |

| DÉSIGNATION | 1956 | | | | | ANNÉE (Moyenne mensuelle.) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Août. | Septembre. | Octobre. | Novembre. | Décembre. | |
| Position nette cumulative (en fin de mois).. | — 1.294,7 | — 1.284,6 | — 1.363 | — 1.456 | — 1.495 | — 1.195 |
| Utilisation du quota: | | | | | | |
| Crédit reçu | — 105,5 | — 140,4 | — 173 | — 209,3 | — 217,1 | — 217,1 |
| Or versé | — 689,2 | — 732,8 | — 776,6 | — 831,4 | — 860,7 | — 860,1 |
| Position nette mensuelle | — 63,4 | — 79,9 | — 78,4 | — 93 | — 39 | » |

| DÉSIGNATION | 1957 | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Janvier. | Février. | Mars. | Avril. | Mai. | Juin. | Juillet. |
| Position nette cumulative (en fin de mois).. | — 1.565,5 | — 1.563,5 | — 1.747,2 | — 1.855,4 | — 1.934,3 | — 2.040,9 | — 2.173,5 |
| Utilisation du quota: | | | | | | | |
| Crédit reçu | — 247,8 | — 267,8 | — 289,3 | — 314,4 | — 332,1 | — 356,8 | — 384,8 |
| Or versé | — 898,5 | — 964,6 | — 1.034,8 | — 1.116 | — 1.175,2 | — 1.255,1 | — 1.344,7 |
| Position nette mensuelle | — 70,5 | — 88 | — 93,7 | — 108,2 | — 78,9 | — 106,6 | — 132,6 |

| DÉSIGNATION | 1957 | | | | | ANNÉE (Moyenne mensuelle.) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Août. | Septembre. | Octobre. | Novembre. | Décembre. | |
| Position nette cumulative (en fin de mois).. | — 2.221,1 | — 2.250,7 | — 2.289,5 | » | » | » |
| Utilisation du quota: | | | | | | |
| Crédit reçu | — 384,8 | — 384,8 | — 384,5 | » | » | » |
| Or versé | — 1.305,6 | — 1.356,8 | — 1.362,9 | » | » | » |
| Position nette mensuelle | — 47,6 | — 29,6 | — 138,8 | » | » | » |

Sources: O. E. C. E., I. N. S. E. E.

### 5. Balance du tourisme

*Balance officielle en devises (Office des changes).* (En millions de dollars.)

| DÉSIGNATION | 1949 | 1950 | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Recettes (étrangers en France) | 128 | 186 | 188 | 136 | 124 | 185 | 195 | 154,721 |
| Dépenses (Français à l'étranger) | — 22 | — 44 | — 113 | — 116 | — 137 | — 131 | 169,2 | 232,706 |
| Totaux | + 106 | + 142 | + 75 | + 20 | — 13 | + 54 | + 26,1 | — 78 |

*Estimations globales de la direction générale du tourisme.*
Dépenses des touristes étrangers en France (En millions de dollars.)

| DÉSIGNATION | 1949 | 1950 | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Dépenses comptabilisées par l'office des changes | 128 | 186 | 188 | 136 | 174 | 185 | 195 | 154,721 |
| Autres dépenses (1) | 128 | 128 | 160 | 214 | (1) 217 | 200 | 371 | 400 |

(1) Evaluation.

# IV. — PRIX — COUT DE LA VIE

## I. — PRIX

### A. — Prix de gros.

OBSERVATIONS PRÉALABLES

Les indices des prix de gros permettent de mesurer l'évolution du pouvoir d'achat de la monnaie à l'intérieur du circuit de la production et de la distribution.

L'indice publié par l'I. N. S. E. E. sur une base de 100 en 1949 suivait les variations des cours de 319 articles, choisis parmi ceux faisant l'objet des transactions « les plus importantes, les plus constantes ou les plus faciles à observer ». Des aménagements successifs de la liste des articles de référence de l'indice ont porté le niveau de ceux-ci à 373 en janvier 1953 et 488 en janvier 1954.

Un même produit peut figurer dans l'indice à chacun des stades successifs de sa préparation, mais sans qu'il y ait double emploi dans les pondérations (celles-ci étant établies d'après les transactions au dernier stade de vente en gros en 1949).

Les transactions sur les matières premières et les produits demi-finis sont assez bien représentées. Par contre, peu de produits manufacturés ont pu être considérés; ainsi l'indice métallurgique ne concerne que quelques produits finis peu ouvragés, tels que rails, poutrelles et tubes.

L'indice général des prix de gros recouvre trois secteurs essentiels : alimentaire (54 articles), énergétique (58 articles), industriel (207 articles). L'indice des prix des produits alimentaires est basé sur les prix du commerce de gros et ne saurait donc représenter les prix agricoles à la production. Aucune correction saisonnière n'est faite en raison de l'influence des conditions économiques générales, au moins aussi actives que les facteurs saisonniers, malgré l'intérêt reconnu d'un indice tenant compte de ces facteurs.

Les prix retenus sont soit des prix officiels, lorsqu'ils existent, soit, en général, les derniers en cours connus à la fin de chaque mois. Les taxes sont incluses le plus souvent possible.

1. INDICES DES PRIX DE GROS

a) *Indices d'ensemble des 488 articles et ses composants.*

(1949 = 100.)

| DÉSIGNATION | 1957 I (mars) | 1957 II (juin) | 1957 III (sept.) | 1957 IV (déc.)(4) | ANNÉES 1950 | 1952 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | (Moyenne mensuelle.) | | | | |
| 1. *Ensemble* (488 articles) | 143,6 | 146,2 | 150,3 | (160,8) | 108,3 | 144,9 | 135,9 | 135,7 | 141,6 |
| 2. *Indices partiels par branches de production:* | | | | | | | | | |
| A. — Produits alimentaires (112 articles) | 125,7 | 128,8 | 135,7 | (151,3) | 103,2 | 131 | 124,6 | 122,6 | 129,3 |
| B. — Combustibles et énergie (57 articles) | 154,1 | 160,8 | 162,1 | (174 ) | 105,6 | 142,3 | 138,9 | 139,5 | 144,3 |
| C. — Produits industriels (319 articles) : | | | | | | | | | |
| Ensemble | 156,1 | 156,7 | 161,6 | (164,9) | 103,7 | 158,2 | 145,1 | 145,9 | 151,6 |
| Produits métallurgiques | 171,1 | 173,6 | 179,2 | (187,3) | 104,9 | 161,8 | 142,8 | 159,5 | 170,5 |
| Produits chimiques | 137,9 | 135,6 | 136,9 | (139,2) | 104,2 | 148,9 | 138,7 | 136,9 | 137,5 |
| Caoutchouc | 168,6 | 169,3 | 173,2 | (176,1) | 211 | 185 | 148,5 | 171,9 | 171,1 |
| Cuirs | 89,7 | 90,9 | 96,1 | ( 98,1) | 124,8 | 91,2 | 87,2 | 85 | 90,4 |
| Corps gras industriels | 90,7 | 90,3 | 88,9 | ( 95,2) | 97,2 | 93,7 | 88,7 | 85,6 | 87,8 |
| Bois | 230 | 232 | 236 | (243 ) | 104,1 | 219 | 198,9 | 201 | 227 |
| Textiles | 138,7 | 138,5 | 136,8 | (142 ) | 135,7 | 144 | 134,4 | 124,7 | 126 |
| Pâtes à papier et vieux papiers | 177,6 | 178,4 | 193,1 | (198,9) | 110,1 | 222 | 178 | 175,9 | 177,7 |
| 3. *Indices des matières premières industrielles* (73 articles) | 175,2 | 174 | 176,6 | (184,9) | 125,2 | 175,4 | 159,4 | 162,2 | 169,5 |
| 4. *Indices des produits importés* (1) : | | | | | | | | | |
| Ensemble (43 articles) | 145,9 | 148 | 152,6 | (164,8) | 132,5 | 154,1 | 142,6 | 137,2 | 138,4 |
| Matières premières industrielles importées | 150,7 | 148,6 | 148,5 | (158,9) | 145,7 | 158,4 | 142,8 | 141,7 | 142,5 |
| 5. *Indices des fruits et légumes frais à Paris* (sur la base 1938 = 1; le niveau de 1949 est à 19) | 126,2 | 166,5 | 198,4 | (227) | 97,4 | 118,7 | 126,2 | 123,4 | 180 |
| 6. *Indices des prix de gros des salaisons et de la charcuterie* (2) (3) | 120 | 123 | 129 | • | 97,5 | 129,7 | 126,7 | 128 | 125,7 |

(1) (Voir plus loin l'évolution des indices U. S. A. et Grande-Bretagne). Cet indice ne constitue pas un indice des prix à l'importation; les cours ne sont pas, en effet, observés toujours directement au stade de l'importation et, d'autre part, seules les marchandises donnant lieu à des échanges réguliers et stables ont été prises en considération. L'indice a donc la signification limitée d'un indice des prix intérieurs de certains produits importés. Il permet d'observer le sens des tendances, d'autant plus qu'il concerne surtout des matières premières.

(2) Prix départ usine, toutes taxes comprises, relevés le 15 de chaque mois auprès d'un échantillon de producteurs par un syndicat professionnel; livraisons à certaines collectivités (intendance) exclues; coefficients de pondération établis sur évaluation des productions commercialisées en 1953; aux prix en vigueur en 1949.

(3) Evolution des prix du bétail: 1950: 93; 1951: 131,7; 1952: 133,4; 1953: 112. — Evolution des prix du porc sur pied: 1950: 95; 1951: 142,7; 1952: 136; 1953: 120.

(4) Chiffres provisoires.

Source : I. N. S. E. E.

b) *Indices annuels des prix des produits de la pêche.*

(Base 100 en 1949.)

| MARCHÉS | GROUPES | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Débarquement ..... | Morue et poissons saisonniers..... | 102,8 | 110,4 | 101,5 | 116,3 | 122,8 | 137,6 |
| | Poissons frais non saisonniers..... | 116,0 | 128,1 | 118,0 | 136,4 | 136,2 | 148,9 |
| | Crustacés et mollusques..... | 155,2 | 189,5 | 196,2 | 198,0 | 256,5 | 315,9 |
| | Ensemble ..... | 116,6 | 130,4 | 123,8 | 137,6 | 150,8 | 172,6 |
| Marché de gros de Paris. | Poissons frais..... | 119,4 | 127,6 | 119,3 | 136,1 | 135,1 | 144,6 |
| | Crustacés et mollusques..... | 127,1 | 162,7 | 161,7 | 182,4 | 179,2 | 194,9 |
| | Ensemble ..... | 121,1 | 135,6 | 129,0 | 146,7 | 145,0 | 155,9 |
| Ensemble des marchés.. | Poissons frais: | | | | | | |
| | Gros ..... | 114,5 | 125,9 | 121,1 | 129,8 | 132,2 | 144,9 |
| | Détail ..... | 130,9 | 151,8 | 148,3 | 153,0 | 159,8 | 169,9 |

Source: I. N. S. E. E.

c) *Indices des prix de gros agricoles à la production.*

(Base 100 en 1955.)

| DÉSIGNATION | 1949 | 1950 | 1952 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Mars. | Juin. | Septembre. | Décembre. |
| Indice général ..... | 85,9 | 86,2 | 109,6 | 99,5 | 100 | 109,6 | 110,5 | 117,9 | * | * |
| Production d'origine végétale..... | 98,5 | 101,4 | 116,9 | 103,6 | 100 | 116,2 | 118,1 | 131,3 | 122,5 | * |
| Production d'origine animale..... | 80,4 | 79,6 | 106,4 | 97,6 | 100 | 106,8 | 107,3 | 112,3 | * | * |
| Dont: | | | | | | | | | | |
| Bétail sur pied..... | 73,6 | 72,2 | 105,2 | 97,5 | 100 | 105,2 | 110,8 | 117,3 | 121 | * |
| Lait ..... | 98 | 99 | 111,4 | 98,7 | 100 | 108,1 | 103,2 | 109,1 | 113,9 | * |
| Volailles et lapins..... | 74,9 | 74,6 | 102,6 | 97,1 | 100 | 105,9 | 102,5 | 90,3 | 101,7 | * |
| Œufs ..... | 82,3 | 78,9 | 103,2 | 49 | 100 | 114,8 | 103,6 | 114,4 | * | * |

Source: I. N. S. E. E.

2. Prix de gros de quelques produits en 1913, 1938, 1949, 1956

| PRODUITS | PRIX DE GROS (EN FRANCS) | | | | RAPPORTS DES PRIX | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1913 | 1938 | 1949 | 1956 (1) | 1956/1913 | 1956/1938 | 1956/1949 |
| Blé (les 100 kg) (2) | 27,73 | 189 | 2.383 | 3.550 | 128 | 18,8 | 1,5 |
| Bœuf sur pied, Villette 1re qualité (le kilogramme net) | 1,42 | 10,30 | 210 | 305 | 214,8 | 29,6 | 1,5 |
| Lait (le litre) (3) | 0,24 | 1,65 | 33,8 | 40 | 166,7 | 24,2 | 1,2 |
| Porc, 1re qualité (le kilogramme vif) | 1,75 | 9 | 148 | 197 | 112,6 | 21,9 | 1,3 |
| Beurre laitier (le kilogramme) (4) | 3,55 | 22,98 | 508 | 646 | 182 | 28,1 | 1,3 |
| Sucre blanc n° 3 (les 100 kg) | 30,80 | 419 | 6.679 | 7.461 | 242,2 | 17,8 | 1,1 |
| Vin 9° (l'hectolitre) (5) | 28,50 | 144,30 | 3.193 | 3.026 | 106,2 | 21 | 0,9 |
| Charbon tout-venant Flénus (la tonne) (6) | 20,50 | 164,80 | 3.739 | 5.188 | 253,1 | 31,5 | 1,4 |
| Coke métallurgique (la tonne) (7) | 27 | 206 | 5.106 | 7.602 | 281,6 | 36,9 | 1,5 |
| Fonte phosphoreuse P. L. 3 (la tonne) (8) | 82 | 641,30 | 15.456 | 25.216 | 307,5 | 39,3 | 1,6 |
| Aluminium en lingots 99 p. 100 (les 100 kg) (9) | 210 | 1.333 | 16.617 | 21.648 | 103,1 | 16,2 | 1,3 |
| Peaux de bœufs moyens (les 100 kg) (10) | 157 | 566 | 14.200 | 9.200 | 58,6 | 16,3 | 0,6 |
| Caoutchouc (le kilogramme) (11) | 9,78 | 11,03 | 133 | 309 | 31,6 | 28 | 2,3 |
| Laine peignée (le kilogramme) (12) | 6,29 | 36,70 | 1.047 | 1.476 | 234,7 | 40,2 | 1,4 |
| Coton américain (le kilogramme) (13) | 1,67 | 8,42 | 248 | 308 | 184,4 | 36,6 | 1,2 |
| Nitrate de soude nu, 16 p. 100 (les 100 kg) (14) | 26,27 | 119,70 | 1.864 | 2.204 | 83,9 | 18,4 | 1,2 |
| Sulfate d'ammoniaque 20,6 p. 100 de N (les 100 kilogrammes) (15) | 34,29 | 110,50 | 1.881 | 2.032 | 59,3 | 18,4 | 1,1 |
| Papier journal (16) | 29 | 240 | 3.600 | 5.635 | 194,3 | 23,5 | 1,6 |
| Pour mémoire: niveau général des prix de gros. | » | » | » | » | 180 à 200 | 27 | 1,41 |

(1) Moyennes mensuelles calculées sur neuf ou dix mois.
(2) En 1913, prix de la bourse de commerce, depuis, prix de base de l'O. N. I. C.
(3) Prix de gros aux détaillants de Paris, lait entier 34 grammes de matière grasse.
(4) Prix moyen en fin de mois aux Halles centrales de Paris.
(5) Prix moyen d'un vin rouge 9° à Béziers, droits de circulation non compris.
(6) Wagon départ mines du Nord, taxes comprises.
(7) Taxes comprises.
(8) Fonte de moulage, peau lisse n° 3, sur wagon départ usine région Est, taxes comprises.
(9) Wagon départ usine, cotation bourse de commerce de Paris.
(10) Premier choix, taxes non comprises.
(11) Le prix de 1913 (para fin au Havre) n'est pas comparable avec les autres (feuilles fumées standard).
(12) Trame 100/105, origine Australie, taxes non comprises.
(13) 1913 et 1918: Good middling Louisiane, depuis, strict middling 15/16, rendu port d'importation, taxe sur les transactions comprise.
(14) Pour 1913 et 1938, logé départ région Nord; pour 1949 et 1956, marchandises en vrac, franco gare destinataire S. N. C. F., taxes non comprises.
(15) Pour 1913 et 1938, logé départ région Nord; pour 1949 et 1956, en vrac par wagon de 20 tonnes, franco gare S. N. C. F., taxes non comprises.
(16) Papier journal Afnor 1/1 50/52 grammes. — Teneur en cendres de 2 à 5 p. 100. Départ usine par 5 tonnes, en exonération de la taxe à la production ou à la valeur ajoutée.

Source: I. N. S. E. E.

## B. — Indices des prix de détail.

### Observations préalables sur la composition et l'utilisation des indices

Deux indices des prix de détail sont publiés par l'Institut national de la statistique et des études économiques, l'un pour Paris, l'autre pour dix-sept villes de province.

1. L'indice *pour Paris* est un indice *des prix à la consommation familiale pour une famille de quatre personnes de condition modeste*, dont deux enfants à charge de moins de seize ans et dont le chef de famille salarié a une qualification professionnelle inférieure à celle de contremaître pour l'industrie et de comptable pour le commerce ou l'administration.

Les articles de référence se répartissent en cinq groupes:

*Alimentation* (41 articles, à l'exclusion des légumes et des fruits frais).

*Chauffage et éclairage* (7 articles: trois variétés de charbon, gaz de ville et trois tarifs d'électricité).

*Produits manufacturés* (115 articles: ménage, entretien, outillage, mobiliers, lingerie, habillement et chaussures).

*Services* (47 articles ou tarifs: loyers, transports, P. T. T., ressemelages, blanchissage, coiffeur, bains, instruction, soins médicaux, distractions...).

*Divers* (3 articles: tabac, cigarettes, journaux).

Au total, 213 articles, avec les pondérations suivantes, par groupes:

| | |
|---|---|
| Alimentation | 68 p. 100. |
| Chauffage et éclairage | 4 — |
| Produits manufacturés | 10 — |
| Services | 15 — |
| Divers | 3 — |
| | 100 p. 100. |

Les prix des denrées alimentaires, des produits manufacturés et de certains services sont relevés périodiquement par des enquêteurs de l'I. N. S. E. E.; les prix et tarifs officiels ou imposés (transports, P. T. T., eau, gaz, électricité, tabac, etc.) sont constatés par les publications officielles.

Les prix de base correspondent à l'année 1949.

Les fruits et légumes frais étant exclus de l'indice d'ensemble, en raison des variations saisonnières importantes de leurs prix et des conditions très particulières de ce marché, un indice particulier est calculé et publié isolément.

2. L'indice pour *dix-sept villes de province* est établi dans des conditions analogues, pour l'ensemble des villes sièges des directions régionales de l'I. N. S. E. E., soit Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Orléans, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Il comprend un nombre moyen de 183 articles dont:

*Trente-six produits alimentaires.*
*Cinq articles de chauffage et éclairage.*
*Cent onze produits manufacturés.*
*Vingt-huit « services » et trois « divers ».*

La spécification exacte des articles varie en fonction des habitudes et des disponibilités locales et n'est donc pas celle adoptée pour Paris.

Les relevés de prix sont effectués par des enquêteurs de l'I. N. S. E. E.

Les pondérations par groupes sont les mêmes que celles retenues pour l'indice parisien.

Ces deux indices ne sont *pas des indices de dépenses*. Ils sont en effet calculés à partir des budgets-types invariables correspondant à des habitudes de consommation à une époque donnée: ils mesurent les variations du pouvoir d'achat de la monnaie pour la catégorie de consommateurs considérée dont les besoins sont supposés constants pendant toute la période de calcul de l'indice.

1. Indices des prix de détail

a) *Paris.*

Indice des 213 articles. — Base 100 en 1949.

| DÉSIGNATION | 1956 | | | | 1957 | | ANNÉES | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | I (mars) | II (juin) | III (sept.) | IV (déc.) | I (mars) | II (juin) (2) | 1950 | 1952 | 1954 | 1955 | 1956 (Moyenne mensuelle.) |
| 1. Indice d'ensemble des prix à la consommation familiale (213 articles) (1949 = 100) | 148,1 | 147,1 | 148,3 | 148,1 | 147,3 | (149) | 111,2 | 145,4 | 143,3 | 144,9 | 147,7 |
| 2. Indice du prix des denrées alimentaires (41 articles) | 139,6 | 138 | 138,3 | 138 | 135,6 | (137,2) | 110,6 | 140,7 | 135 | 135,9 | 138,2 |
| 3. Indice des prix des objets manufacturés (115 articles) | 127,6 | 128,2 | 129,1 | 130,2 | 132,5 | (134,2) | 102 | 131 | 126,3 | 126,5 | 128,5 |
| 4. Indice du prix du chauffage et de l'éclairage (7 articles) | 171,2 | 153,9 | 161,1 | 163,4 | 163,4 | (170,5) | 109,8 | 172,5 | 171,8 | 170,2 | 164,5 |
| 5. Indice du prix des services (47 articles) | 203 | 205 | 207 | 205 | 206 | (207) | 121 | 176 | 190 | 198 | 205 |
| 6. Indice « Fruits et légumes » frais (1) | 197,7 | 255,6 | 168,1 | 159,2 | 146,1 | (187,6) | 103,3 | 136,1 | 144,6 | 144,7 | 195,2 |

(1) Cet indice résulte de la comparaison du coût d'achat de paniers dont la composition varie chaque mois, au prix de ces mêmes paniers le mois correspondant de l'année 1949. Il ne donne que des valeurs moyennes, alors que les cours des fruits et légumes frais sont très variables les uns par rapport aux autres.

(2) Cet indice n'est plus calculé depuis le mois de juillet, date à partir de laquelle il a été remplacé par l'indice des 250 articles (voir tableau suivant).

Source: I. N. S. E. E.

Indice des 250 articles

(Nouvel indice d'ensemble des prix de détail dans l'agglomération parisienne.)

(Base 100 pour la période du 1er juillet 1956 au 30 juin 1957.)

| DÉSIGNATION | 1956 | | | | | | 1957 | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Juillet. | Août. | Sept. | Octobre. | Nov. | Déc. | Janvier. | Mars. | Juillet. | Août. | Sept. | Octobre | Nov. | Déc. |
| Indice d'ensemble | 98,8 | 98,9 | 99,6 | 99,5 | 99,7 | 100,2 | 100,8 | 100,4 | 102,2 | 103,4 | 104,7 | 106,3 | 108,3 | • |
| Dont: | | | | | | | | | | | | | | |
| Alimentation et boissons | 99,2 | 99,1 | 100,3 | 100 | 100,1 | 100,9 | 101,9 | 99,9 | 100,9 | 102,2 | 104 | 106,2 | 109,1 | • |
| Habitation | 97,2 | 97,3 | 97,6 | 98,1 | 99,6 | 100 | 100,6 | 101,5 | 104,6 | 106 | 107,2 | 107,6 | 109,9 | • |
| Hygiène et soins | 99,3 | 99,3 | 99,5 | 99,6 | 99,6 | 100 | 100,1 | 100,4 | 100,8 | 100,9 | 101,4 | 101,5 | 101,6 | • |
| Transports | 98,4 | 98,9 | 99 | 99 | 99,2 | 99,3 | 100,3 | 101 | 103,6 | 104,3 | 104,5 | 104,9 | 105,1 | • |
| Habillement et linge | 98,1 | 98,2 | 98,7 | 98,9 | 99,1 | 99,4 | 99,3 | 101,4 | 102,5 | 102,8 | 103,8 | 104,7 | 104,3 | • |
| Distraction et divers | 99,6 | 99,6 | 99,9 | 100,1 | 100,6 | 99,9 | 99,7 | 100 | 102,6 | 102,6 | 102,6 | 106,5 | 106,9 | • |

*N. B.* — Indice des 179 articles (indice des prix de détail servant de référence à l'indexation du salaire minimum national interprofessionnel garanti).

Seuls les résultats globaux de l'indice des 179 articles sont publiés. Sur la base 100 en juillet 1957, cet indice s'établissait à: 101 en août; 101,96 en septembre et 103,2 en octobre.

b) *Province.*

(1949 = 100)

| DÉSIGNATION | ANNÉES (Moyenne mensuelle.) | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 1950 | 1952 | 1954 | 1955 (2) |
| 1. Indice d'ensemble des prix à la consommation familiale (213 articles) : ensemble 17 villes importantes | 107,2 | 145,4 | 143,8 | 145,9 |
| 2. Indice du prix des denrées alimentaires (41 articles) | 105,9 | 138,3 | 134,5 | 135,6 |
| 3. Indice du prix des objets manufacturés (115 articles) | 100,9 | 136,5 | 128,4 | 128,2 |
| 4. Indice du prix du chauffage et de l'éclairage (1949 = 100) (7 articles) | 108,5 | 172,6 | 173,6 | 172,7 |
| 5. Indice du prix des services (47 articles) | 196,4 | 174,9 | 189,3 | 199,9 |
| 6. Indice « fruits et légumes frais » (1) | 101,9 | 132,6 | 141,3 | 140,2 |

(1) Cet indice résulte de la comparaison du coût d'achat de paniers dont la composition varie chaque mois, au prix de ces mêmes paniers le mois correspondant de l'année 1949. Il ne donne que des valeurs moyennes, alors que les cours des fruits et légumes frais sont très variables les uns par rapport aux autres.

(2) La publication de ces indices est suspendue depuis décembre 1955.

Source : I. N. S. E. E.

## 2. Indices des prix des véhicules a moteur

(Base 100 en 1949.)

Ces indices se rapportent aux ventes sur le marché intérieur des produits de l'industrie française des automobiles et des motocycles, vélomoteurs et cyclomoteurs pour les principaux modèles des grandes firmes.

Les coefficients de pondération sont établis d'après la valeur des différentes productions, calculée au tarif moyen de 1949 et compte tenu du nombre moyen annuel de véhicules livrés sur le marché français en 1949 et 1951 (l'année 1949 ne représentant pas une activité normale pour certains modèles nouveaux).

Ces tarifs adoptés correspondent aux prix-client départ usine. Ils ne comprennent ni les frais de sortie d'usine, ni le montant de la taxe locale. Des accords de prix ont été effectués pour tenir compte du prix de revient des modifications apportées à certains modèles.

| DÉSIGNATION | MOYENNE MENSUELLE | | | | | | MOYENNE TRIMESTRIELLE | | | 1957 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Pondération | 1950 | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | Nouvelle pondération | 1955 | 1956 | Mars. | Juin. | Septemb. |
| Voitures particulières | 54 | 103,8 | 126,8 | 146,4 | 143,3 | 143,3 | 53 | 140,3 | 142,6 | 144,1 | 147,1 | 147,1 |
| Véhicules utilitaires | 33 | 101,2 | 131,2 | 155,6 | 154,5 | 154,5 | 29 | 154,5 | 160,7 | 162,9 | 169,1 | 169,7 |
| Motocycles | 13 | 106,1 | 124,9 | 145,5 | 143,6 | 143,6 | 18 | 135,8 | 137,7 | 138,3 | 138,7 | 138,7 |
| Ensemble | 100 | 104,2 | 129 | 149,3 | 147 | 147 | 100 | 143,7 | 147,3 | 148,8 | 152,5 | 152,5 |

Source : I. N. S. E. E.

### 3. Indices des prix de détail a Paris des appareils d'équipement ménager

Ces indices ont pour objet de représenter, de façon plus complète, les variations des cours des appareils ménagers, qui constituent une part importante de la construction mécanique et électrique, et ne sont compris que pour une petite fraction dans l'indice d'ensemble des prix à la consommation familiale (213 articles), établi pour suivre l'évolution des prix des denrées et services communément utilisés par les familles de condition modeste.

L'indice exclut les installations de chauffage central et les éléments constituant les salles de bains, mis généralement par le propriétaire à la disposition des occupants. Il comprend huit groupes distincts d'appareils, comprenant au total 191 modèles différents. Les indices de groupe sont des moyennes arithmétiques simples des indices établis pour chaque modèle de référence. L'indice d'ensemble est une moyenne arithmétique pondérée des indices de groupes. Les coefficients de pondération attribués aux groupes ont été déterminés compte tenu des chiffres d'affaires des producteurs français en 1950 et de la valeur des importations à la même date. Les appareils ménagers étant soumis à de fréquentes modifications de construction et de présentation, de nombreux raccords ont dû être effectués entre séries de prix légèrement différentes. Les prix retenus sont ceux affichés par les concessionnaires ou ceux découlant des barèmes établis par les fabricants majorés du montant des taxes applicables à la vente au détail.

Ces indices sont donnés avec une marge d'erreur qui n'est pas négligeable.

| DÉSIGNATION | PONDÉRATION | MOYENNE MENSUELLE | | | | | MOYENNE trimestrielle | | 1957 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 1950 | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 | Mars. | Juin | Septemb. |
| Appareils de chauffage (38) | 17 | 104,4 | 136,6 | 160,5 | 157,4 | 154,2 | 155,7 | 158,7 | 163,2 | 164,6 | 168 |
| Cuisinières (35) | 27 | 105,3 | 139 | 167,3 | 163,1 | 161 | 162,9 | 165,7 | 170,1 | 172,2 | 175,9 |
| Réfrigérateurs (18) | 6 | 102,9 | 116,3 | 120,9 | 116,4 | 109,2 | 103,6 | 102,8 | 103,3 | 103,5 | 106,2 |
| Aspirateurs et cireuses (21) | 5 | 105,4 | 124,8 | 144,7 | 142,2 | 141,7 | 142 | 143,4 | 143,7 | 141,7 | 140,4 |
| Machines à laver (15) | 4 | 108,5 | 135,5 | 153,8 | 153,3 | 152,7 | 153,1 | 153,9 | 154 | 152,3 | 153,7 |
| Petits appareils électriques (29) | 6 | 105,7 | 130,2 | 151,6 | 148,4 | 147,2 | 146,8 | 147,4 | 148,4 | 149,9 | 147,7 |
| Machines à coudre (10) | 9 | 110,7 | 127,1 | 142,4 | 141,1 | 143,2 | 145,3 | 147,2 | 151,7 | 152,9 | 153,9 |
| Récepteurs radio (25) | 26 | 102,1 | 124 | 143,6 | 141,4 | 138,1 | 136,2 | 136,9 | 140,1 | 140 | 139,1 |
| Ensemble (191) | 100 | 104,8 | 130,9 | 152,2 | 149,4 | 147,1 | 147,2 | 148,5 | 151 | 151,6 | 153,4 |

Source : I. N. S. E. E.

### 4. Indices des prix des produits industriels nécessaires aux exploitants agricoles

(1949 = 100.)

| PONDÉRATION | DÉSIGNATION | 1950 | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | Mars. | Juin | Septemb. |
| 192 | Energie | 102,9 | 113,1 | 115,2 | 113,5 | 114 | 113 | 112,6 | 120,2 | 121,1 | 120,4 |
| 140 | Entretien et renouvellement des bâtiments | 102,8 | 135,2 | 152,4 | 142,9 | 139,7 | 142 | 148,7 | 148,9 | 154 | 157,2 |
| 310 | Engrais et antiparasitaires | 103,1 | 124,8 | 147,1 | 137,8 | 132,7 | 125 | 125,3 | 128,6 | 118,1 | 122 |
| 255 | Machines et outils | 101,6 | 130,3 | 151,1 | 150,4 | 138,5 | 136,3 | 139,5 | 141 | 143,1 | 145,4 |
| 103 | Divers | 106,3 | 160 | 171,6 | 154,5 | 147,6 | 144 | 146,2 | 142,1 | 140,7 | 144 |
| | Ensemble | 103 | 129,1 | 145,3 | 138,8 | 133,1 | 129,9 | 131,9 | 134,4 | 132,4 | 134,9 |

Source : I. N. S. E. E.

5. Indices des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques

*N. B.* — L'indice est établi d'après les articles réellement en vente chaque année à Paris par les pharmaciens au mois de février.

*Indices des prix de 100 spécialités remboursées par la sécurité sociale.*

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1949 | 100 | 1954 | 161 |
| 1950 | 115 | 1955 | 161 |
| 1951 | 132 | 1956 | 161 |
| 1952 | 164 | 1957 | 161 |
| 1953 | 161 | | |

*Indice des prix des produits antibiotiques.*

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1949 | 100 | 1954 | 46 |
| 1950 | 78 | 1955 | 45 |
| 1951 | 64 | 1956 | 42 |
| 1952 | 62 | 1957 | 41 |
| 1953 | 51 | | |

Source: I. N. S. E. E.

6. Indices des prix de détail des objets manufacturés

L'indice des prix à la consommation familiale ne comprenant que 115 objets manufacturés, échantillon insuffisamment représentatif, l'I. N. S. E. E. a calculé un indice annuel portant sur 1.173 articles témoins, d'après le dépouillement du catalogue publié chaque année entre mai et juillet par une maison de commerce spécialisée dans la vente par correspondance.

*Indices annuels des prix de détail de certains objets manufacturés.*

(Base 100 en 1949.)

| NUMÉRO du groupe | GROUPES | NOMBRE d'articles | INDICES 1950 | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Articles de cuisine, chauffage | 107 | 94,4 | 118,9 | 142,9 | 135,4 | 135,1 | 134,8 | 137,5 | 142,3 |
| 2 | Articles de ménage et d'équipement ménager | 51 | 98,9 | 118,2 | 139,7 | 131,1 | 131,4 | 130 | 133 | 135,9 |
| 3 | Mobilier et literie, y compris tapis | 31 | 90,5 | 126,5 | 139,0 | 130,1 | 132,4 | 132,8 | 134,7 | 141,3 |
| 4 | Produits d'entretien et de toilette, y compris parfumerie | 62 | 105,5 | 134,1 | 153,7 | 151,2 | 148,8 | 147,6 | 153,1 | 161,3 |
| 5 | Papeterie, articles de bureau | 97 | 106,4 | 143,0 | 165,5 | 155,4 | 150,9 | 151,8 | 153 | 157,7 |
| 6 | Librairie (ouvrages techniques) | 56 | 123,0 | 142,3 | 177,5 | 183,1 | 191,1 | 194,8 | 198,1 | 206,4 |
| 7 | Maroquinerie et articles de voyage | 50 | 97,6 | 122,3 | 134,1 | 127,6 | 126,8 | 127 | 130,4 | 129,1 |
| 8 | Petit outillage, quincaillerie, éclairage | 153 | 107,9 | 136,6 | 168,6 | 155,4 | 154,6 | 155 | 162,3 | 166,3 |
| 9 | Petit outillage agricole, jardinage | 61 | 107,1 | 135,4 | 173,2 | 166,0 | 161,2 | 159,6 | 163,3 | 172,2 |
| 10 | Armes, munitions, accessoires de chasse | 98 | 113,4 | 137,1 | 166,4 | 162,4 | 157,6 | 157,2 | 166,6 | 171,3 |
| 11 | Cycles, sports, camping | 102 | 105,8 | 135,7 | 156,8 | 150,5 | 146,7 | 143 | 146,3 | 149,1 |
| 12 | Jeux et jouets | 50 | 105,7 | 137,5 | 171,0 | 162,2 | 161,3 | 157,8 | 153,5 | 158,6 |
| 13 | Articles et engins de pêche, bateaux | 66 | 110,6 | 143,2 | 169,8 | 164,3 | 160,6 | 160,1 | 165,6 | 172,4 |
| 14 | Photographie, optique, instruments de mesure | 67 | 113,8 | 141,2 | 171,8 | 161,9 | 161,9 | 164,9 | 170 | 170,7 |
| 15 | Lingerie, bonneterie, mercerie | 75 | 98,5 | 131,3 | 125,9 | 111,3 | 111,8 | 110,4 | 110,3 | 115,2 |
| 16 | Habillement, chaussures | 53 | 95,4 | 127,1 | 126,0 | 118,2 | 114,6 | 115 | 114,4 | 116,9 |
| | Ensemble | 1.173 | 105,4 | 133,9 | 157,0 | 149,3 | 147,6 | 147,3 | 151 | 155,5 |

Source: I. N. S. E. E.

7. Indices des prix des chambres d'hôtel

(1949 = 100.)

| DÉSIGNATION | PONDÉRATION | NOMBRE moyen d'hôtels suivis | 1950 | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| France entière: | | | | | | | | | | |
| Catégorie luxe | 28 | 130 | 126 | 141 | 166 | 188 | 195 | 199 | 205 | 216 |
| Catégorie grand confort | 58 | 716 | 124 | 141 | 171 | 196 | 204 | 209 | 215 | 226 |
| Catégorie confort moyen | 14 | 658 | 127 | 148 | 179 | 209 | 222 | 231 | 240 | 254 |
| Ensemble | 100 | 1.504 | 125 | 142 | 171 | 196 | 204 | 209 | 216 | 227 |

Source: I. N. S. E. E.

8. Indices annuels des prix des repas dans les établissements de tourisme

(1949 = 100.)

| DÉSIGNATION | PONDÉRATION | NOMBRES moyens d'établiss. suivis. | 1950 | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| France entière | 100 | 239 | 112 | 121 | 140 | 151 | 157 | 159 | 161 | 169 |
| I. Indices par catégories d'établissements: | | | | | | | | | | |
| Catégorie luxe | 28 | 26 | 114 | 124 | 143 | 155 | 161 | 162 | 165 | 169 |
| Catégorie grand confort | 58 | 109 | 112 | 121 | 140 | 150 | 155 | 157 | 160 | 169 |
| Catégorie confort moyen | 14 | 104 | 109 | 115 | 136 | 147 | 154 | 158 | 160 | 167 |
| II. Indices par groupes d'agglomérations: | | | | | | | | | | |
| Paris | 30 | 28 | 107 | 115 | 135 | 140 | 142 | 141 | 140 | 147 |
| Villes de plus de 100.000 habitants. | 17 | 42 | 144 | 126 | 146 | 154 | 161 | 164 | 168 | 177 |
| Villes touristiques de moins de de 100.000 habitants | 53 | 169 | 115 | 122 | 142 | 156 | 164 | 166 | 171 | 178 |

Source: I. N. S. E. E.

9. Indice du coût de la construction

*Immeubles à usage d'habitation.*

(IVe trimestre) (1953 = 100.)

| ANNÉES | MOYENNE TRIMESTRIELLE | | | | ANNÉE |
|---|---|---|---|---|---|
| | I | II | III | IV | |
| 1954 | 99 | 100 | 98 | 98 | 99 |
| 1956 | 101 | 102 | 104 | 105 | 103 |
| 1955 | 111 | 115 | 119 | 120 | 116 |
| 1957 | 122 | | | | |

*N. B.* — Si 1914 = 1; 1938 = 9,78; 1954 = 237 (soit base IVe trimestre 1953 = 239).
Sources: M. R. L., I. N. S E. E.

## II. — COUT DE LA VIE

### A. — Indices de l'I. N. S. E. E.

*Prix à la consommation familiale* (rappel).

*N. B.* — La composition et les conditions d'utilisation de ces indices sont exposées plus haut. (Il est recommandé de se reporter à ces observations.)

1. Indice d'ensemble des prix a la consommation familiale a Paris

(1949 = 100.)

| ANNÉES | I (mars) | II (juin) | III (sept.) | IV (déc.) | ANNÉE |
|---|---|---|---|---|---|
| 1950 | 107,5 | 106,9 | 113,7 | 117,4 | 111,2 |
| 1951 | 123,6 | 129,2 | 133 | 142,9 | 130,1 |
| 1952 | 148,1 | 143,1 | 145,7 | 145,4 | 145,4 |
| 1953 | 145,2 | 145,4 | 141 | 142,1 | 143,7 |
| 1954 | 141,6 | 143,8 | 142,6 | 144,9 | 143,3 |
| 1955 | 144,9 | 144,7 | 145,5 | 146,3 | 144,8 |
| 1956 | 148,1 | 147 | 148,3 | 148 | (1) 147,7 |
| 1957 | 147,3 | 149 | (1) 153,7 | (2) 159,7 | (2) 158 |

(1) Indice calculé d'après l'indice des 250 articles à l'aide du coefficient de raccord sur juillet 1957 = soit multiplié par 1,468.
(2) Octobre.

2. Indice d'ensemble des prix a la consommation familiale en province (17 villes importantes) (1).

(1949 = 100.)

| ANNÉES | I (mars) | II (juin) | III (sept.) | IV (déc.) | ANNÉE |
|---|---|---|---|---|---|
| 1950 | 104,7 | 103,2 | 108,2 | 112,7 | 107,2 |
| 1951 | 118,7 | 126,4 | 131,3 | 141 | 129,3 |
| 1952 | 146,6 | 142,6 | 145,9 | 146,4 | 145,4 |
| 1953 | 144,8 | 144,5 | 141 | 142,2 | 143,1 |
| 1954 | 143,3 | 143,9 | 143,1 | 144,9 | 143,8 |
| 1955 | 144,8 | 145,2 | 145,1 | 148,3 | 145,9 |

(1) La publication de l'indice est suspendue depuis décembre 1955.

B. — **Budgets types établis par les organisations syndicales et l'institut d'observation économique.**

1. BUDGET TYPE D'UN CÉLIBATAIRE A PARIS
(Montant en francs.)

| DÉSIGNATION | I (Mars.) | II (Juin.) | III (Septembre.) | IV (Décembre.) |
|---|---|---|---|---|
| **1952** | | | | |
| C. G. T. (3) | » | » | » | » |
| C. G. T.-F. O. (1) | 24.157 | 23.939 | 24.354,5 | 24.161,4 |
| Commission supérieure des conventions collectives | 20.233 | 19.770 | » | » |
| I. O. E. (3) | 22.436 | 21.912 | 22.170 | 21.833 |
| C. F. T. C. (1) (5) | (151,2) | (148,5) | (150,3) | (153,3) |
| **1953** | | | | |
| C. G. T. (3) | » | » | » | 25.166 |
| C. G. T.-F. O. (1) | 24.546 | 24.679 | 24.338 | 24.452 |
| I. O. E. (3) | 22.066 | 22.354 | 21.511 | 21.628 |
| Commission supérieure des conventions collectives | » | » | » | (2) 25.166 |
| C. F. T. C. (1) (5) | (156,9) | (156,8) | (151,9) | (151,6) |
| **1954** | | | | |
| C. G. T. (3) | » | » | » | » |
| C. G. T.-F. O. (1) | 25.453,1 | 26.180 | 25.599 | 25.270 |
| I. O. E. (3) | 22.081 | 22.556 | 21.882 | 22.266 |
| C. F. T. C. (1) (5) | (157,8) | (158,1) | (153,3) | (154,5) |
| **1955** | | | | |
| C. G. T. (3) | » | » | » | 26.087 |
| C. G. T.-F. O. | 25.775 | 26.475 | 25.537 | 26.236 |
| I. O. E. (3) | 22.521 | 23.419 | 22.577 | 23.191 |
| C. F. T. C. (1) (5) | (158,5) | (160,1) | (155,9) | (158,9) |
| **1956** | | | | |
| C. G. T. (3) | 26.744 (15 avril). | 28.150 | 27.874 (15 août). | 28.733 |
| C. G. T.-F. O. (1) | 28.976 | 29.264 | 28.329 | 28.514,7 |
| I. O. E. (3) (4) | 27.962 | 26.967 | 26.988 | 27.127 |
| C. F. T. C. (1) (5) | (172,3) | (175,9) | (169) | (168,8) |
| **1957** | | | | |
| C. G. T. (3) | » | 29.780 (15 juillet). | 30.278 | 31.193 (Novembre.) |
| C. G. T.-F. O. (1) | 28.534 | 29.479 | 31.296 | 32.283 |
| I. O. E. (3) (4) | 27.445 | 29.034 | 28.963 | » |
| C. F. T. C. (1) (5) | (171,1) | (175,2) | (176,6) | (187,2) |

(1) Premier jour du mois.
(2) Budget type adopté le 29 décembre 1953 à la majorité des membres présents (chef d'entreprise n'ayant pas participé à la séance), soit: 9.665 F pour le budget alimentaire; 15.501 F pour le budget non alimentaire.
(3) 15 du mois.
(4) L'institut d'observation économique a publié un budget établi sur des bases nouvelles depuis 1956.
(5) Indice base 100 en 1949.

2. BUDGET TYPE D'UNE FAMILLE

*Evaluation de l'U. N. A. F.* (Union nationale des associations familiales.)

(Famille type de quatre personnes, dont deux enfants entre six et dix ans.) (Montant en francs.) (1er jour du mois.)

| ANNÉES | I (Mars.) | II (Juin.) | III (Septembre.) | IV (Décembre.) |
|---|---|---|---|---|
| 1950 | 40.785 | 40.972 | 41.702 | 42.111 |
| 1951 | 45.323 | 50.503 | 51.184 | 55.460 |
| 1952 | 62.585 | 61.550 | 61.849 | 60.618 |
| 1953 | 60.538 | 62.134 | 59.691 | 59.130 |
| 1954 | 64.496 | 67.320 | 63.543 | 63.967 |
| 1955 | 64.620 | 67.834 | 63.858 | 65.136 |
| 1956 | 70.092 | 73.324 | 67.953 | 69.922 |
| 1957 | 70.144 | 74.901 | » | 79.034 (Novembre.) |

*N. B.* — Le budget a été calculé depuis le 1er janvier 1952, sur des bases nouvelles correspondant à une définition plus large des besoins, mieux adaptée à la disparition totale des mesures de restriction de la consommation. Les chiffres publiés depuis cette date ne sont donc pas exactement comparables à ceux des années antérieures.

En 1954, les bases ont de nouveau été modifiées pour tenir compte des travaux de la commission supérieure des conventions collectives.

# V. — SALAIRES. — REVENUS

## I. — SALAIRES

### A. — Résultats de l'enquête du ministère du travail sur les taux des salaires horaires (1).

1. Indices moyens annuels depuis 1946

(1er janvier 1946 = 100.)

| ANNÉES | HOMMES | FEMMES | ENSEMBLE (dont industries de transformation, bâtiment exclu) (1). |
|---|---|---|---|
| 1946 | 121 | 125 | 122 |
| 1947 | 165 | 180 | 169 |
| 1948 | 251 | 278 | 259 |
| 1949 | 283 | 312 | 292 |
| 1950 | 311 | 343 | 321 |
| 1951 | 396 | 441 | 410 |
| 1952 | 464 | 510 | 478 |
| 1953 | 477 | 518 | 489 |
| 1954 | 506 | 559 | 522 |
| 1955 | 543 | 605 | 562 |
| 1956 | 592 | 648 | 609 |

(1) L'enquête sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre est menée trimestriellement par la division statistique du secrétariat d'Etat au travail et à la sécurité sociale.

Effectuée par voie de questionnaires adressés aux employeurs, elle a porté sur 30.000 établissements de plus de dix salariés occupant plus de 4.200.000 personnes, y compris les houillères, les mines de fer, la Société nationale des chemins de fer français, la Régie autonome des transports parisiens, le Gaz de France, l'Electricité de France, soit approximativement 80 p. 100 de l'effectif du personnel travaillant dans les établissements de plus de dix salariés qui relèvent des secteurs professionnels considérés. Toutefois, en ce qui concerne les secteurs nationalisés cités ci-dessus, les renseignements sur les taux de salaires ne sont pas recueillis.

L'enquête couvre l'ensemble des activités, à l'exclusion de l'agriculture et des services publics. Elle ne touche ni les travailleurs isolés, ni le personnel domestique.

Source: Ministère du travail.

2. Evolution trimestrielle de l'indice général du taux des salaires horaires depuis 1951.

(1er janvier 1946 = 100.)

| ANNÉES | 1er JANVIER | 1er AVRIL | 1er JUILLET | 1er OCTOBRE | MOYENNE annuelle. |
|---|---|---|---|---|---|
| 1951 | 354 | 374 | 407 | 458 | 410 |
| 1952 | 470 | 475 | 479 | 481 | 478 |
| 1953 | 481 | 486 | 488 | 493 | 489 |
| 1954 | 500 | 516 | 521 | 522 | 522 |
| 1955 | 539 | 543 | 560 | 574 | 582 |
| 1956 | 589 | 597 | 610 | 620 | 609 |
| 1957 | 629 | 639 | 656 | 675 | » |

Source: Ministère du travail.

3. Evolution trimestrielle des indices des taux de salaires horaires masculins et féminins depuis 1951

(1er janvier 1946 = 100.)

| DATES | SALAIRES HORAIRES masculins. | SALAIRES HORAIRES féminins. |
|---|---|---|
| 1951. — 1er janvier | 342 | 332 |
| 1er avril | 361 | 403 |
| 1er juillet | 393 | 438 |
| 1er octobre | 443 | 493 |
| 1952. — 1er janvier | 456 | 504 |
| 1er avril | 461 | 508 |
| 1er juillet | 465 | 510 |
| 1er octobre | 468 | 512 |
| 1953. — 1er janvier | 469 | 512 |
| 1er avril | 474 | 515 |
| 1er juillet | 476 | 516 |
| 1er octobre | 480 | 522 |
| 1954. — 1er janvier | 487 | 529 |
| 1er avril | 501 | 553 |
| 1er juillet | 505 | 558 |
| 1er octobre | 507 | 559 |
| 1955. — 1er janvier | 521 | 582 |
| 1er avril | 523 | 585 |
| 1er juillet | 541 | 604 |
| 1er octobre | 555 | 619 |
| 1956. — 1er janvier | 570 | 633 |
| 1er avril | 579 | 639 |
| 1er juillet | 592 | 648 |
| 1er octobre | 603 | 655 |
| 1957. — 1er janvier | 612 | 665 |
| 1er avril | 623 | 672 |
| 1er juillet | 640 | 687 |
| 1er octobre | 658 | 709 |

Source: Ministère du travail.

4. INDICES PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS COLLECTIVES
(1er janvier 1956 = 100.)

| DÉSIGNATION | 1er JANVIER | 1er AVRIL | 1er JUILLET | 1er OCTOBRE | ANNÉE (Moyenne.) |
|---|---|---|---|---|---|
| *Indices par secteurs.* | | | | | |
| Production des métaux (1949 = 301) : | | | | | |
| 1955 | 519 | 519 | 541 | 571 | 547 |
| 1956 | 584 | 588 | 604 | 605 | 599 |
| 1957 | 613 | 630 | 657 | 663 | • |
| Cuirs et peaux (1949 = 286) : | | | | | |
| 1955 | 517 | 520 | 539 | 550 | 539 |
| 1956 | 564 | 570 | 576 | 588 | 579 |
| 1957 | 597 | 607 | 613 | 639 | • |
| Industries chimiques (1949 = 294) : | | | | | |
| 1955 | 559 | 569 | 590 | 607 | 591 |
| 1956 | 621 | 629 | 637 | 649 | 638 |
| 1957 | 655 | 667 | 683 | 705 | • |
| Bâtiment et travaux publics (1949 = 265) : | | | | | |
| 1955 | 486 | 489 | 503 | 514 | 505 |
| 1956 | 531 | 543 | 557 | 570 | 556 |
| 1957 | 576 | 589 | 606 | 621 | • |
| Industrie textile (1949 = 314) : | | | | | |
| 1955 | 573 | 576 | 592 | 614 | 596 |
| 1956 | 627 | 631 | 635 | 644 | 638 |
| 1957 | 657 | 661 | 683 | 693 | • |
| Transports (1949 = 287) : | | | | | |
| 1955 | 529 | 531 | 545 | 559 | 547 |
| 1956 | 571 | 580 | 594 | 606 | 594 |
| 1957 | 619 | 625 | 638 | 659 | • |
| Papier, carton (1949 = 295) : | | | | | |
| 1955 | 566 | 570 | 591 | 606 | 592 |
| 1956 | 624 | 633 | 643 | 651 | 643 |
| 1957 | 662 | 671 | 687 | 703 | • |
| Commerces alimentaires (1949 = 300) : | | | | | |
| 1955 | 576 | 580 | 600 | 611 | 600 |
| 1956 | 626 | 633 | 648 | 658 | 647 |
| 1957 | 668 | 667 | 690 | 718 | • |

Source : Ministère du travail.

5. INDICES DES SALAIRES HORAIRES PAR SEXE ET QUALIFICATION
(1er janvier 1956 = 100.)

| DÉSIGNATION | 1er JANVIER | 1er AVRIL | 1er JUILLET | 1er OCTOBRE | ANNÉE (Moyenne.) |
|---|---|---|---|---|---|
| A. — *Hommes.* | | | | | |
| Manœuvre ordinaire : | | | | | |
| 1955 | 576 | 580 | 601 | 612 | 600 |
| 1956 | 624 | 633 | 615 | 655 | 644 |
| 1957 | 663 | 673 | 687 | 711 | • |
| Manœuvre spécialisé : | | | | | |
| 1955 | 544 | 548 | 566 | 580 | 568 |
| 1956 | 594 | 602 | 615 | 626 | 614 |
| 1957 | 634 | 644 | 661 | 680 | • |
| Ouvrier spécialisé : | | | | | |
| 1955 | 512 | 517 | 532 | 547 | 535 |
| 1956 | 562 | 570 | 583 | 594 | 582 |
| 1957 | 603 | 613 | 631 | 647 | • |
| Ouvrier qualifié : | | | | | |
| 1955 | 492 | 497 | 510 | 524 | 514 |
| 1956 | 542 | 552 | 565 | 576 | 564 |
| 1957 | 585 | 596 | 613 | 630 | • |
| B. — *Femmes.* | | | | | |
| Manœuvre ordinaire : | | | | | |
| 1955 | 654 | 656 | 684 | 695 | 681 |
| 1956 | 708 | 714 | 725 | 732 | 724 |
| 1957 | 738 | 746 | 756 | 784 | • |
| Manœuvre spécialisée : | | | | | |
| 1955 | 611 | 614 | 640 | 653 | 638 |
| 1956 | 667 | 672 | 683 | 690 | 692 |
| 1957 | 698 | 706 | 720 | 743 | • |
| Ouvrière spécialisée : | | | | | |
| 1955 | 559 | 562 | 580 | 595 | 582 |
| 1956 | 610 | 615 | 623 | 632 | 624 |
| 1957 | 642 | 648 | 667 | 685 | • |
| Ouvrière qualifiée : | | | | | |
| 1955 | 537 | 539 | 549 | 565 | 555 |
| 1956 | 579 | 587 | 595 | 605 | 596 |
| 1957 | 618 | 624 | 637 | 659 | • |

Source : Ministère du travail.

6. Ecart moyen, a qualification égale, des salaires des femmes par rapport a ceux des hommes (écart en pourcentage des salaires masculins)

| DATES | ECART MOYEN en pourcentage des salaires des hommes. |
|---|---|
| 1er janvier 1946 | 15,0 |
| 1er janvier 1947 | 8,8 |
| 15 février 1948 | 6,3 |
| 1er janvier 1949 | 7,2 |
| 1er janvier 1950 | 7,8 |
| 1er janvier 1951 | 7,2 |
| 1er janvier 1952 | 7,3 |
| 1er janvier 1953 | 8,0 |
| 1er janvier 1954 | 8,4 |
| 1er janvier 1955 | 6,2 |
| 1er janvier 1956 | 6,4 |
| *Nouvelle série.* | |
| 1er janvier 1956 | 6,8 |
| 1er avril 1956 | 7,0 |
| 1er juillet 1956 | 7,3 |
| 1er octobre 1956 | 7,6 |
| 1er janvier 1957 | 7,8 |
| 1er avril 1957 | 8,1 |
| 1er juillet 1957 | 8,4 |
| 1er octobre 1957 | 8,6 |

Source: Ministère du travail.

7. Variations des taux des salaires moyens observés pour chaque catégorie professionnelle par rapport aux taux moyens des salaires des manœuvres ordinaires (salaires masculins)

(Nouvelle série.)

| DÉSIGNATION | 1er JANVIER | 1er AVRIL | 1er JUILLET | 1er OCTOBRE |
|---|---|---|---|---|
| 1956 | | | | |
| Manœuvre ordinaire | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Manœuvre spécialisé | 105 | 105 | 106 | 106 |
| Ouvrier spécialisé | 114 | 114 | 114 | 114 |
| Ouvrier qualifié | 128 | 128 | 129 | 129 |
| Ouvrier hautement qualifié | 147 | 148 | 148 | 149 |
| 1957 | | | | |
| Manœuvre ordinaire | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Manœuvre spécialisé | 106 | 106 | 107 | 106 |
| Ouvrier spécialisé | 115 | 115 | 115 | 115 |
| Ouvrier qualifié | 130 | 130 | 131 | 131 |
| Ouvrier hautement qualifié | 150 | 150 | 152 | 151 |

Source: Ministère du travail.

8. Abattements moyens des salaires de province par rapport a ceux de Paris depuis le 1er janvier 1952

| ABATTEMENTS LÉGAUX à appliquer au salaire minimum interprofessionnel garanti (à partir du 1er avril 1956). | 1er JANVIER 1952 | 1er JANVIER 1953. | 1er JANVIER 1954 | 1er JANVIER 1955. | 1er JANVIER 1956. | NOUVELLE SÉRIE | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | 1er janv 1956. | 1er avril 1956. | 1er juil 1956. | 1er oct. 1956. | 1er janv 1957. | 1er avril 1957. | 1er juillet 1957. | 1er octobre 1957. |
| 2,22 p. 100 | 9,7 | 11,7 | 13,3 | 13,1 | 12,7 | 12,9 | 13,3 | 14,4 | 15,3 | 15,6 | 15,8 | 15,7 | 16,5 |
| 4,44 p. 100 | 15,6 | 17,8 | 18,4 | 16,8 | 16,0 | 16,4 | 16,6 | 17,6 | 18,0 | 18,4 | 18,6 | 19,2 | 19,1 |
| 6,67 p. 100 | 20,3 | 21,7 | 22,8 | 20,6 | 20,1 | 20,5 | 20,5 | 21,0 | 21,9 | 22,4 | 22,9 | 23,3 | 23,2 |
| 8 p. 100 | 23,5 | 25,0 | 25,6 | 22,3 | 22,3 | 22,6 | 22,2 | 22,9 | 23,8 | 24,3 | 24,6 | 25,1 | 25,2 |

Source: Ministère du travail.

## B. — Indices des salaires horaires établis par les syndicats professionnels.

1. Indices des salaires horaires par activité collective

France entière (1). — (1949 = 100).

| DÉSIGNATION | MOIS: 1956 | | | | MOIS: 1957 | | | | ANNÉES (moyennes mensuelles). | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | I (Janv.). | II (Avril). | III (Juillet) | IV (Oct.). | I (Janv.). | II (Avril). | III (Juillet) | IV (Oct.). | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
| Construction électrique et mécanique (région parisienne): | | | | | | | | | | | | | |
| 1956 | 211 | 214 | 218 | 223 | 225 | 230 | 235 | 236 | 168,5 | 173,4 | 183 | 197 | 217 |
| Fonderie: | | | | | | | | | | | | | |
| 1956 | 200 | 205 | 208 | 214 | 217 | 224 | 232 | 234 | 161,1 | 163,7 | 171 | 187 | 207 |
| Grosse forge: | | | | | | | | | | | | | |
| 1956 | 205 | 207 | 210 | 216 | 220 | 221 | » | 231 | 175 | 171,9 | 174 | 197 | 211 |
| Industrie de la laine: | | | | | | | | | | | | | |
| 1956 | 197 | 201 | 200 | 203 | 212 | 210 | 217 | » | 156 | 168,1 | 176 | 189 | 203 |
| Industrie du coton: | | | | | | | | | | | | | |
| 1956 | 229 | 229 | 232 | 235 | 239 | 242 | 254 | » | 189,2 | 196,8 | 206 | 215 | » |

(1) Salaires réellement payés, y compris heures supplémentaires et primes diverses permanentes.

Sources: Syndicats professionnels, I. N. S. E. E.

**2. Indices des salaires horaires par profession (1)**

(Métaux, région parisienne.)

T = temps, R = rendement.

| DÉSIGNATION | MOIS 1956 | | | | | | | | MOIS 1957 | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | I Janvier. | | II Avril. | | III Juillet. | | IV Octobre. | | I Janvier. | | II Avril. | | III Juillet. | | IV Septembre. | |
| | T | R | T | R | T | R | T | R | T | R | T | R | T | R | T | R |
| Ajusteur. — 1956 | 220 | 215 | 224 | 219 | 227 | 222 | 234 | 229 | 237 | 233 | 244 | 238 | 250 | 243 | 254 | 245 |
| Modeleur-mécanicien. — 1956 | 210 | 219 | 212 | 223 | 214 | 226 | 218 | 230 | 223 | 232 | 225 | 233 | 230 | 238 | 232 | 241 |
| Mouleur à main. — 1956 | 203 | 203 | 211 | 207 | 215 | 209 | 219 | 218 | 226 | 221 | 232 | 226 | 240 | 233 | 246 | 237 |
| Lamineur à froid — 1956 | » | 214 | » | 220 | » | 225 | » | 231 | » | 232 | » | 240 | » | 248 | » | 256 |

| DÉSIGNATION | ANNÉES (Moyennes mensuelles.) | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1951 | | 1952 | | 1953 | | 1954 | | 1955 | | 1956 | |
| | T | R | T | R | T | R | T | R | T | R | T | R |
| Ajusteur. — 1956 | 146 | 140 | 174 | 169 | 180 | 175 | 193 | 184 | 210 | 201 | 227 | 223 |
| Modeleur-mécanicien. — 1956 | 140 | 141 | 171 | 172 | 175,6 | 177,3 | 181 | 190 | 195 | 209 | 214 | 225 |
| Mouleur à main. — 1956 | 139 | 137 | 166 | 165 | 173,6 | 167,6 | 181 | 176 | 191 | 191 | 214 | 211 |
| Lamineur à froid — 1956 | » | 144 | » | 167 | » | 181,6 | » | 190 | » | 200 | » | 223 |

(1) Salaires ouvriers masculins y compris indemnités, mais majorations pour heures supplémentaires et prime de transport exclues.

Sources: Syndicats professionnels, I. N. S. E. E.

**3. Indices des salaires horaires par qualification individuelle (1)**

Métaux (région parisienne) (1949 = 100).

| DÉSIGNATION | 1956 | | | | 1957 | | | | ANNÉES | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | I Janvier. | II Avril | III Juillet. | IV Octobre. | I Janvier. | II Avril. | III Juillet. | IV Octobre. | 1952 | 1955 | 1956 |
| Manœuvre ordinaire: | | | | | | | | | | | |
| Temps | 209 | 214 | 217 | 223 | 227 | 231 | 236 | » | 171 | 198 | 217 |
| Rendement | 214 | 218 | 222 | 230 | 236 | 240 | 246 | » | 172 | 205 | 223 |
| | 236 | | | | | | | | | | |
| | Février. | Mai. | Août. | Novembre. | Février. | Mai | Août. | Novembre. | | | |
| Ouvrier spécialisé: temps et rendement | 211 | 217 | 219 | 226 | 228 | 233 | » | » | 198 | 198 | 218 |
| Professionnel: temps et rendement. | 216 | 221 | 224 | 231 | 234 | 240 | » | » | » | 202 | 223 |
| Ensemble des ouvriers: temps et rendement | 213 | 218 | 221 | 228 | 230 | 236 | » | » | » | 199 | 220 |

(1) Salaires ouvriers masculins y compris indemnités mais majorations pour heures supplémentaires et primes de transport exclues.

Sources: Syndicats professionnels, I. N. S. E. E.

4. Charges sociales

*Taux des salaires dans la construction mécanique et électrique.*

Ce coefficient est établi par le syndicat de la construction mécanique et électrique de la région parisienne et il est utilisé dans le calcul de l'indice total des salaires horaires majorés au titre des heures supplémentaires, du travail de nuit ou du dimanche et des jours fériés.

(1949 = 38,21.)

(Moyennes mensuelles.)

| DÉSIGNATION | MOIS : 1956 | | | | MOIS : 1957 | | | | ANNÉES (moyennes mensuelles) | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | I Janvier. | II Avril. | III Juillet. | IV Octob. | I Janvier. | II Avril. | III Juillet. | IV Octob. | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
| Pourcentage des salaires | 40,88 | 41,48 | 40,16 | 43,14 | 42,69 | 43,14 | 42,57 | 43,20 | 38,92 | 39,94 | 39,53 | 40,56 | 41.47 |

Sources: Syndicats professionnels, I. N. S. E. E.

C. — **Indices totaux des salaires établis par la direction des prix.**

Cet indice est déterminé par la commission des indices des salaires à la direction des prix. Il est calculé à partir des salaires horaires réels moyens et des charges sociales obligatoires (constatés dans un certain nombre d'établissements témoins, heures supplémentaires incluses).

(Janvier 1947 = 100.)

| DÉSIGNATION | MOIS : 1956 | | | | MOIS : 1957 | | | | ANNÉES | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | I Janvier. | II Avril. | III Juillet. | IV Octob. | I Janvier. | II Avril. | III Juillet. | IV Sept. | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
| 1. Constructions électriques et mécaniques | 460 | 469 | 471 | 494 | 498 | 509 | 517 | 523 | 365 | 378,1 | 397 | 429 | 475 |
| 2. Fonderie | 431 | 443 | 449 | 468 | 476 | 490 | 505 | 512 | 350 | 355,7 | 370 | 402 | 451 |
| 3. Grosse forge | 487 | 494 | 495 | 518 | 525 | 533 | 536 | 551 | 405 | 411 | 416 | 451 | 502 |

Sources: Ministère du travail, I. N. S. E. E.

D. — **Revenus mensuels nets des salariés.**

1. Indice des salaires mensuels nets

(Ensemble professionnels et manœuvres) (1).

Cet indice tient compte des taux de salaire horaire, de la durée du travail, des retenues de sécurité sociale, de la surtaxe progressive, des primes de transport et prestations familiales.

1° *Evolution annuelle* (moyenne).

| DÉSIGNATION | COEFFICIENT de raccordement pour base 100 en 1938. | 1950 | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| (1949 = 100.) | | | | | | | |
| Zone 0 p. 100: | | | | | | | |
| Célibataire | (10,12) | 116 | 145 | 169 | 175 | 192 | 204 |
| Père de deux enfants | (13,72) | 112 | 140 | 162 | 167 | 176 | 186 |
| Père de cinq enfants (2) | (16,74) | 108 | 136 | 155 | 159 | 168 | 179 |
| Zone 7,50 p. 100: | | | | | | | |
| Célibataire | (12,80) | 112 | 143 | 164 | 168 | 182 | 195 |
| Père de deux enfants | (17,67) | 108 | 137 | 158 | 161 | 169 | 180 |
| Père de cinq enfants (2) | (23,24) | 106 | 134 | 152 | 154 | 163 | 175 |

(1) Pondération: Manœuvre = 1. — Professionnel = 3.
(2) Dont deux enfants âgés de plus de dix ans.

2° *Evolution trimestrielle.*

| DÉSIGNATION | 1955 | | | | 1956 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | I Janvier. | II Avril. | III Juillet. | IV Octobre. | I Janvier. | II Avril. | III Juillet. | IV Octobre. |
| Zone 0 p. 100: | | | | | | | | |
| Célibataire | 195 | 197 | 203 | 209 | 213 | 219 | 228 | 233 |
| Père de deux enfants | 180 | 182 | 186 | 190 | 195 | 198 | 205 | 209 |
| Père de cinq enfants | 175 | 175 | 178 | 181 | 183 | 186 | 190 | 193 |
| Zone 4,44 p. 100: | | | | | | | | |
| Célibataire | 187 | 188 | 194 | 202 | 207 | 212 | 219 | 224 |
| Père de deux enfants | 173 | 175 | 179 | 185 | 189 | 193 | 198 | 202 |
| Père de cinq enfants | 170 | 172 | 175 | 178 | 181 | 185 | 188 | 191 |

3° *Nouvelle série.*

(Bases et pondérations modifiées.) (Janvier 1956 = 100.)

| DÉSIGNATION | 1957 | | | | DÉSIGNATION | 1957 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | I Janvier. | II Avril. | III Juillet. | IV Octobre. | | I Janvier. | II Avril. | III Juillet. | IV Octobre. |
| Zone 0 p. 100: | | | | | Zone 4,44 p. 100: | | | | |
| Célibataire | 111,8 | 114 | 118,5 | 123 | Célibataire | 109,1 | 111,1 | 114,6 | 118,7 |
| Père de deux enfants | 108,7 | 111,2 | 114,1 | 117,2 | Père de deux enfants | 107,2 | 109,1 | 111,6 | 114,6 |
| Père de cinq enfants | 105,7 | 107,3 | 109,5 | 112,9 | Père de cinq enfants | 105,3 | 106,5 | 108,1 | 111,3 |

Sources: Ministère du travail, I. N. S. E. E.

## E. — Salaires agricoles.

### 1. Nombre de salariés

*a*) Répartition des permanents par catégories professionnelles (enquête par sondage de l'I. N. S. E. E.).

| DÉSIGNATION | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|
| Personnel de direction | 2,7 | 2,5 | 1,7 | 1 (2) |
| Ouvriers qualifiés (1) | 29 | 28,5 | 30,5 | 28,5 |
| Domestiques, ouvriers agricoles | 47,1 | 47,1 | 49 | 51,5 |
| Servantes de ferme | 11,1 | 11,1 | 10,9 | 10,2 |
| Ouvriers à capacité réduite et jeunes gens | 10,1 | 10,8 | 8,7 | 9 |
| | 100 | 100 | 100 | 100 |

(1) Maîtres, valets, fermiers, ouvriers et ouvrières spécialisés.

(2) Nombres absolus pour 1956 (1.000)

| | |
|---|---|
| Personnel de direction | 7 |
| Ouvriers qualifiés | 187 |
| Domestiques, ouvriers agricoles | 311 |
| Servantes de ferme | 67 |
| Ouvriers à capacité réduite et jeunes gens | 662 |

b) *Répartition selon le mode de rémunération.*

(En pourcentage.)

| DÉSIGNATION | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|
| Personnel logé et nourri | 58,8 | 59,4 | 57,7 | 51 |
| Personnel logé | 17,5 | 18,4 | 21,1 | 23,1 |
| Personnel nourri | 8,2 | 7,5 | 7,3 | 10 |
| Personnel ni logé, ni nourri | 15,5 | 14,7 | 15,9 | 15,9 |
| Ensemble | 100 | 100 | 100 | 100 |

2. Revenu global des salariés agricoles

1° 1952-1953.

| DÉSIGNATION | MILLIARDS de francs. |
|---|---|
| *Salaires en espèces.* | |
| Salariés nourris et logés: 694.000 à 111.600 F par an | 77 |
| Salariés nourris seulement: 147.500 à 192.000 F par an | 28 |
| Salariés logés seulement: 111.000 à 131.000 F par an | 14 |
| Salariés ni logés, ni nourris: 147.500 à 216.000 F par an | 32 |
| Total | 150 |
| *Avantages en nature.* | |
| Autoconsommation | 30 |
| Achats complémentaires de nourriture | 35 |
| Total | 65 |
| Total général | 215 |

*N. B.* — A défaut d'autres données, on a pris pour les avantages en nature les chiffres de la campagne 1951-1952. Ces chiffres sont peut-être un peu faibles car si, considérant que les avantages en nature compensent *grosso modo* les espèces qui ne sont pas versées aux salariés, on refait le calcul en supposant qu'aucun salarié n'est nourri, ni logé, on obtient entre 225 et 235 milliards.

Si l'on s'en tenait au salaire minimum garanti moyen de 14.000 F par mois, on obtiendrait 185 milliards.

Comme il est peu probable que les salaires soient inférieurs au minimum garanti ou très supérieurs aux salaires donnés par l'enquête, on peut estimer que le revenu global des salariés agricoles est compris entre 175 et 245 milliards de francs.

2° 1953-1954.

| DÉSIGNATION | MILLIARDS de francs. |
|---|---|
| Salariés nourris: | |
| Hommes: 530.000 à 125.000 F | 66 |
| Femmes: 145.000 à 100.000 F | 15 |
| Total | 81 |
| Salariés non nourris: | |
| Hommes: 290.000 à 225.000 F | 68 |
| Femmes: 95.000 à 185.000 F | 18 |
| Total | 86 |
| Ensemble | 167 |
| Avantages en nature: | |
| Autoconsommation | 30 |
| Achats complémentaires de nourriture | 30 |
| Total | 60 |
| Total général | 227 |

3° 1954-1955. (Salaire moyen.)

| CATÉGORIE professionnelle. | LOGÉ et nourri | LOGÉ seulement | NOURRI seulement | NI NOURRI ni logé. |
|---|---|---|---|---|
| Personnel de direction. | (*) 20.140 | (*) 34.820 | » | (*) 53.650 |
| Maîtres valets et ouvriers spécialisés | 16.650 | 22.790 | (*) 17.360 | 25.500 |
| Domestiques, ouvriers agricoles | 12.360 | 19.480 | 14.450 | 21.660 |
| Servantes de ferme et ouvrières spécialisées | 9.860 | 15.570 | (*) 13.080 | (*) 23.450 |
| Jeunes gens et ouvriers à capacité réduite | 5.940 | (*) 12.630 | (*) 8.050 | (*) 13.950 |
| Ensemble | 11.720 | 20.970 | 14.450 | 24.030 |

(*) Les salaires moyens marqués d'un astérisque, se rapportant à des effectifs faibles (inférieurs à une centaine dans l'échantillon), peuvent être entachés d'une forte erreur aléatoire, et ne sont donnés qu'à titre indicatif.

## II. — AUTRES REVENUS

### A. — Evolution du revenu de l'agriculture.

#### 1. Evolution globale

a) *Estimation grossière* (milliards de francs) (1).

| DESIGNATION | 1937-1939 | 1948-1949 | 1949-1950 | 1950-1951 | 1951-1952 | 1952-1953 | 1953-1954 | 1954-1955 | 1955-1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Recettes | 87 | 1.405 | 1.500 | 1.650 | 1.910 | 2.100 | (1) 2.155 | 2.305 | (2) 2.450 |
| (Indices) | (100) | (1.735) | (1.852) | (2.037) | (2.395) | (2.580) | (2.660) | (2.720) | (3.025) |
| Dépenses | 18,5 | 355 | 390 | 450 | 570 | 590 | (1) 610 | 650 | 725 |
| (Indices) | (100) | (1.868) | (1.842) | (2.368) | (3.000) | (3.105) | (3.210) | (3.420) | (3.816) |
| Revenu net | 68,3 | 1.050 | 1.110 | 1.200 | 1.370 | 1.510 | 1.545 | 1.615 | 1.725 |
| (Indices) | (100) | (1.694) | (1.790) | (1.935) | (2.210) | (2.419) | (2.490) | (2.520) | (2.782) |

(= ordre de grandeur de la production nette au coût des facteurs.)

**Définitions**

Recettes = valeur des ventes de l'agriculture aux autres secteurs économiques + valeur des produits récoltés et consommés à la ferme.
Dépenses = valeur des achats de matières, services et biens d'équipement par l'agriculture aux autres secteurs de l'économie.
Revenu net ou balance de trésorerie = recettes — dépenses.

*N. B.* — Autoconsommation:

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 1937-1939 | 18,5 | 1950-1951 | 335 | 1953-1954 | 405 |
| 1948-1949 | 315 | 1951-1952 | 385 | 1954-1955 | 400 |
| 1949-1950 | 325 | 1952-1953 | 415 | 1955-1956 | 440 |

Part du revenu net (pourcentage):

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 1937-1939 | 28,8 | 1950-1951 | 27,9 | 1953-1954 | 26,2 |
| 1948-1949 | 30 | 1951-1952 | 28,1 | 1954-1955 | 25,7 |
| 1949-1950 | 29,3 | 1952-1953 | 27,7 | 1955-1956 | 25,5 |

(1) La marge d'erreur est importante. Ainsi, pour 1953-1954, les recettes réelles peuvent se situer entre 2.000 et 2.500 milliards, avec toutefois probabilité que les évaluations pèchent plutôt par défaut. Pour les dépenses, la marge d'erreur est d'un ordre de grandeur voisin. Le chiffre réel pourrait s'inscrire entre 500 et 725 milliards de francs. Pour 1954-1955, les recettes peuvent se situer, de même qu'en 1953-1954, entre 2.000 et 2.500 milliards.

(2) 2.200 à 2.700.

Source: I. N. S. E. E.

b) *Répartition du revenu net.*

(En ordre de grandeur, avec une marge d'erreur importante.)

| DESIGNATION | 1937-1939 | 1948-1949 | 1949-1950 | 1950-1951 | 1951-1952 | 1952-1953 | 1953-1954 | 1954-1955 | 1955-1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Propriétaires | 7 | 110 | 110 | 120 | 155 | (1) 160 | (2) 150 | (3) 130 | (5) 125 |
| Salariés | 10,5 | 150 | 160 | 175 | 205 | 215 | 225 | 240 | 245 |
| Exploitants | 44,5 | 790 | 840 | 965 | 1.010 | 1.240 | 1.265 | 1.285 | (4) 1.355 |
| Ensemble | 62 | 1.050 | 1.110 | 1.200 | 1.370 | 1.615 | 1.640 | 1.655 | 1.725 |

(1) Impôt foncier: 20 milliards.
(2) Impôt foncier: 22 milliards.
(3) Impôt foncier: 23 milliards.
(4) Compte non tenu de la sécurité sociale.
(5) Impôt foncier: 25 milliards.
Source: I. N. S. E. E.

2. Recettes de l'agriculture

(En milliards de francs.)

a) *Evolution du montant des recettes de l'agriculture.*

| PRODUITS | 1952-1953 | 1953-1954 | 1954-1955 | 1955-1956 |
|---|---|---|---|---|
| *Produits végétaux.* | | | | |
| Blé | 230 | 255 | 280 | 250 |
| Betteraves industrielles | 50 | 60 | 53 | 52 |
| Pommes de terre | 80 | 58 | 36 | 57 |
| Légumes frais | 160 | 155 | 165 | 210 |
| Légumes secs | 10 | 10 | 10 | 10 |
| Fruits | 75 | 70 | 75 | 70 |
| Vin | (1) 165 | 200 | (1) 185 | 200 |
| Autres produits végétaux | 105 | 90 | 90 | 100 |
| Total produits végétaux | 875 | 900 | (1) 895 | 950 |
| *Produits animaux.* | | | | |
| Viande | 615 | 625 | 700 | 740 |
| Produits laitiers | (1) 440 | (1) 460 | (1) 430 | 455 |
| Volailles et lapins | 150 | 145 | 150 | 165 |
| Œufs | 115 | 110 | 120 | 130 |
| Autres produits animaux | 10 | 10 | 10 | 10 |
| Total produits animaux | (1) 1.330 | (1) 1.350 | (1) 1.410 | 1.500 |
| Total général | 2.205 | 2.250 | (1) 2.305 (2.200 à 2.700) | 2.450 |

(1) Evaluation rectifiée.

Source : I. N. S. E. E.

b) *Part des principales productions dans les recettes de l'agriculture.*

| MOYENNE DE 1937-1938 ET 1938-1939 | | 1953-1954 | | 1954-1955 | | 1955-1956 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Viande | 22,5 | Viande | 22 | Viande | 30,5 | Viande | 30 |
| Blé | 17 | Lait | 20,5 | Lait | 18,5 | Lait | 18,5 |
| Lait | 13,5 | Blé | 11,5 | Blé | 12 | Volailles et œufs | 12 |
| Vin | 11,5 | Volailles et œufs | 11,5 | Volailles et œufs | 11,5 | Blé | 10 |
| Volailles et œufs | 11,5 | Vin | 9 | Vin | 8 | Légumes | 9 |
| Légumes | 9,5 | Légumes | 7,5 | Légumes | 7,5 | Vin | 8 |
| Pommes de terre | 4 | Fruits | 3,5 | Fruits | 3,5 | Fruits | 3,5 |
| Fruits | 3,5 | Betteraves industrielles | 2,5 | Betteraves industrielles | 2,5 | Pommes de terre | 2,5 |
| Betteraves industrielles | 2,5 | Pommes de terre | 2,5 | Pommes de terre | 1,5 | Betteraves industrielles | 2,5 |

Source : I. N. S. E. E.

### 3. Dépenses de l'agriculture

a) *Analyse détaillée des dépenses de* 1937-1938 *à* 1952-1953. (En milliards de francs.)

*N. B.* — Erreur possible en plus ou en moins de l'ordre d'au moins 20 p. 100 (évaluations).

| DÉSIGNATION | 1937-1938 | 1938-1939 | MOYENNE 1937-1938 et 1938-1939 | 1948-1949 | 1949-1950 | 1950-1951 | 1951-1952 | 1952-1953 | 1953-1954 | 1954-1955 | 1955-1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1° *Matières.* | | | | | | | | | | | |
| Semences | 0,35 | 0,35 | 0,35 | 9 | 8 | 9 | 13 | 15 | 15 | » | 20 |
| Alimentation du bétail | 4,0 | 3,8 | 3,9 | 40 | 55 | 60 | 80 | 82 | 70 | » | 90 |
| Engrais | 2,7 | 3,15 | 2,9 | 55 | 60 | 70 | 90 | 90 | 110 | 125 | (145) |
| Antiparasitaires | 0,5 | 0,45 | 0,5 | 5 | 8 | 10 | 18 | 16 | 18 | 17 | 45 à 50 |
| Carburants | 0,35 | 0,45 | 0,4 | 19 | 30 | 28 | 30 | 30 | 35 | » | » |
| Electricité | 0,15 | 0,15 | 0,15 | 5 | 6 | 7 | 10 | 15 | 15 | » | » |
| Ficelle-lieuse | 0,15 | 0,15 | 0,15 | 6 | 6 | 7 | 11 | 11 | 5 | » | » |
| Divers | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 5 | 7 | 8 | 10 | 10 | 10 | » | » |
| Total (environ) | 8,5 | 8,8 | 8,65 | 145 | 180 | 200 | 260 | 270 | 280 | » | 320 |
| 2° *Travaux et services.* | | | | | | | | | | | |
| Battages | 0,5 | 0,85 | 0,7 | 10 | 11 | 13 | 15 | 17 | 19 | » | (20) |
| Entretien | 3,8 | 4,25 | 4,0 | 70 | 70 | 85 | 100 | 105 | 105 | » | (30) |
| Assurances | 0,8 | 0,9 | 0,9 | 12 | 18 | 20 | 25 | 25 | 27 | » | (35) |
| Echanges bétail | 0,7 | 0,7 | 0,7 | 20 | 15 | 20 | 25 | 30 | 25 | » | » |
| Vétérinaires | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 6 | 8 | 10 | 13 | 15 | 15 | » | » |
| Frais généraux et divers | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 6 | 8 | 10 | 10 | 10 | 10 | » | » |
| Total (environ) | 6,5 | 7,4 | 7,0 | 125 | 130 | 160 | 190 | 200 | 200 | » | 230 |
| 3° *Renouvellement* (1). | | | | | | | | | | | |
| Bâtiments et capital d'exploitation (1) | 3,5 | 3,1 | 3,3 | 85 | 80 | 90 | 120 | 120 | 130 | 140 | 175 |
| Total général (environ) | 18,5 | 19,3 | 18,9 | 355 | 390 | 450 | 570 | 590 | 610 | 650 | 725 |

(1) Les dépenses relatives aux bâtiments, véhicules, etc., ont été grossièrement réparties avec l'entretien et le renouvellement.
Source : I. N. S. E. E.

b) *Répartition des dépenses.*

1° Répartition des dépenses (en pourcentage).

| DÉSIGNATION | 1937-1938 | 1938-1939 | MOYENNE avant guerre | 1948-1949 | 1949-1950 | 1950-1951 | 1951-1952 | 1952-1953 | 1953-1954 | 1954-1955 | 1955-1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Matières | 46 | 46 | 46 | 41 | 46 | 44 | 46 | 46 | 46 | » | 44 |
| Travaux et services | 35 | 38 | 37 | 35 | 33 | 36 | 33 | 34 | 33 | » | 32 |
| Renouvellement (bâtiments et capital d'exploitation) | 19 | 16 | 17 | 24 | 21 | 20 | 21 | 20 | 19 | 21 | 24 |

On ne note pas de changement important par rapport à l'avant-guerre dans la répartition des dépenses de l'agriculture, abstraction faite des campagnes 1945-1946 à 1947-1948, période de pénurie des produits industriels nécessaires à l'agriculture.
Source : I. N. S. E. E.

2° Proportions des principaux postes dans le total des dépenses (en pourcentage).

| DÉSIGNATION | 1937-1938 | 1938-1939 | MOYENNE avant guerre | 1948-1949 | 1949-1950 | 1950-1951 | 1951-1952 | 1952-1953 | 1953-1954 | 1954-1955 | 1955-1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Alimentation du bétail | 22 | 20 | 21 | 11 | 14 | 13 | 14 | 14 | 11,5 | » | 12,5 |
| Engrais | 15 | 16 | 15 | 16 | 15 | 16 | 16 | 15 | 18 | 19 | 20 |
| Carburants | 2 | 2 | 2 | 5 | 8 | 6 | 5 | 5 | 5,5 | » | » |
| Machines agricoles et tracteurs | 10 | 8 | 9 | 17 | 14 | 13 | 14 | 14 | 14,5 | 14,5 | » |

Source : I. N. S. E. E.

**B. — Bénéfices industriels et commerciaux.**

| DÉSIGNATION | EXERCICES CLOS EN 1954 | | | RAPPEL DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Exercices clos en 1953 | | | Exercices clos en 1952 | | | Exercices clos en 1951 |
| | Régime de l'imposition d'après le bénéfice réel. | Régime de l'imposition d'après le bénéfice forfaitaire. | Ensemble des deux régimes. | Régime de l'imposition d'après le bénéfice réel | Régime de l'imposition d'après le bénéfice forfaitaire. | Ensemble des deux régimes. | Régime de l'imposition d'après le bénéfice réel | Régime de l'imposition d'après le bénéfice forfaitaire. | Ensemble des deux régimes. | Ensemble des deux régimes. |
| 1. Nombre d'entreprises dont les déclarations ont été exploitées | 461.610 | 1.258.571 | 1.723.181 | 455.054 | 1.281.590 | 1.736.594 | 443.897 | 1.271.966 | 1.715.863 | 1.679.716 |
| 2. Répartition des entreprises ci-dessus selon: | | | | | | | | | | |
| a) Nature de l'impôt dont elles sont passibles: | | | | | | | | | | |
| Entreprises passibles de l'impôt sur les sociétés. | 164.990 | » | 164.990 | 166.303 | » | 166.303 | 166.712 | » | 166.712 | 167.214 |
| Entreprises individuelles ou sociétés de personnes passibles de la taxe proportionnelle... | 299.620 | 1.258.571 | 1.558.191 | 288.701 | 1.281.590 | 1.570.291 | 277.185 | 1.271.966 | 1.549.151 | 1.512.502 |
| b) Les résultats de l'exercice : | | | | | | | | | | |
| Entreprises bénéficiaires. | 392.869 | 1.258.571 | 1.651.440 | 385.776 | 1.281.590 | 1.667.316 | 380.760 | 1.271.966 | 1.652.726 | 1.621.665 |
| Entreprises déficitaires... | 71.741 | » | 71.741 | 69.228 | » | 69.228 | 63.137 | » | 63.137 | 58.051 |
| c) La nature du bilan: | | | | | | | | | | |
| Entreprises ayant réévalué tout ou partie de leur bilan..... | 45.401 | » | 45.401 | 44.659 | » | 44.659 | 43.422 | » | 43.422 | 40.743 |
| Entreprises n'ayant pas réévalué leur bilan.... | 419.209 | 1.258.571 | 1.677.780 | 410.345 | 1.281.590 | 1.691.935 | 400.475 | 1.271.966 | 1.672.441 | 1.638.973 |
| 3. Chiffre d'affaires réalisé (en milliards) ..... | 24.044 | 2.224 | 26.268 | 22.113 | 2.131 | 24.244 | 21.609 | 2.041 | 23.650 | 20.710 |
| 4. Résultats constatés (en millions de francs)..... | | | | | | | | | | |
| a) Bénéfice net total des entreprises bénéficiaires... | 1.054.140 | 509.251 | 1.563.391 | 995.367 | 502.375 | 1.497.742 | 968.422 | 465.936 | 1.434.358 | 1.244.928 |
| b) Déficit net total des entreprises déficitaires..... | 182.638 | » | 182.638 | 172.658 | » | 172.658 | 123.577 | » | 123.577 | 67.197 |
| c) Excédent du bénéfice sur le déficit..... | 871.502 | 509.251 | 1.380.753 | 822.709 | 502.375 | 1.325.084 | 844.845 | 465.936 | 1.310.781 | 1.177.731 |

Source: Ministère des finances.

## VI. — COMPTABILITE NATIONALE

1. — **Produit national.** (En milliards de francs courants.)

| DÉSIGNATION | 1938 | 1949 | 1950 | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | (1) 1955 | (1) 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Production nationale | » | 7.530 | 8.600 | 10.590 | 12.640 | 12.950 | 13.750 | 14.990 | 16.220 |
| Services rendus par les domestiques | » | 100 | 100 | 140 | 160 | 170 | 190 | 200 | 220 |
| Services rendus par les salariés des administrations | » | 750 | 900 | 1.130 | 1.350 | 1.420 | 1.510 | 1.590 | 1.740 |
| Autres éléments du produit national | » | 20 | 10 | » | — 10 | — 10 | — 10 | 10 | 20 |
| = Produit national brut aux prix du marché | 444 | 8.400 | 9.610 | 11.860 | 14.140 | 14.530 | 15.440 | 16.790 | 18.200 |
| — Amortissements | — 47 | — 880 | — 950 | — 1.240 | — 1.470 | — 1.480 | — 1.500 | — 1.530 | — 1.570 |
| = Produit national net aux prix du marché | 397 | 7.520 | 8.660 | 10.620 | 12.670 | 13.050 | 13.940 | 15.260 | 16.630 |
| — Impôts indirects nets des subventions d'exploitation | — 41 | — 1.090 | — 1.380 | — 1.800 | — 2.170 | — 2.260 | — 2.440 | — 2.460 | — 2.640 |
| = Produit national net au coût des facteurs ou revenu national | 356 | 6.430 | 7.280 | 8.820 | 10.500 | 10.790 | 11.500 | 12.800 | 13.990 |

(1) Chiffres provisoires.

2. — **Produit national** (en francs constants).

| DÉSIGNATION | AUX PRIX DE 1952 | | | | | | AUX PRIX DE 1954 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1938 | 1949 | 1950 | 1951 | 1952 | 1953 | (1) 1954 | 1954 | 1955 | (1) 1956 |
| Production nationale | » | 10.930 | 11.800 | 12.280 | 12.640 | 13.000 | 13.770 | 13.750 | 14.820 | 15.450 |
| + Services rendus par les domestiques | » | 160 | 160 | 160 | 160 | 160 | 160 | 190 | 190 | 190 |
| + Services rendus par les salariés des administrations | » | 1.220 | 1.260 | 1.270 | 1.350 | 1.350 | 1.330 | 1.510 | 1.480 | 1.520 |
| + Autres éléments du produit national | » | 20 | » | » | — 10 | — 10 | — 10 | — 10 | 10 | 20 |
| Produit national net aux prix du marché | 11.080 | 12.330 | 13.220 | 13.710 | 14.140 | 14.500 | 15.250 | 15.440 | 16.500 | 17.180 |
| — Amortissements | — 1.170 | — 1.380 | — 1.410 | — 1.440 | — 1.470 | — 1.490 | — 1.510 | — 1.500 | — 1.530 | — 1.570 |
| = Produit national brut aux prix du marché | 9.910 | 10.950 | 11.810 | 12.270 | 12.670 | 13.010 | 13.740 | 13.940 | 14.970 | 15.610 |

(1) Chiffres provisoires.

### 3. — Revenu national et revenu disponible.

(En milliards de francs constants.)

| DÉSIGNATION | 1938 | 1949 | 1950 | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | (1) 1955 | (1) 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Rémunération des salariés | 184 | 3.580 | 4.020 | 5.090 | 6.110 | 6.370 | 6.900 | 7.610 | 8.460 |
| Revenus nets de la propriété | (2) 170 | 2.620 | 3.020 | 3.410 | 4.000 | 3.970 | 4.170 | 4.590 | 4.880 |
| Revenus nets de la propriété et de l'entreprise allant aux sociétés | (2) 14 | 270 | 310 | 360 | 470 | 510 | 520 | 690 | 750 |
| Revenus nets de la propriété et de l'entreprise allant aux administrations | (3) 12 | — 60 | — 80 | — 70 | — 110 | — 90 | — 110 | — 120 | — 140 |
| Transferts divers | » | 20 | 20 | 30 | 30 | 30 | 20 | 30 | 40 |
| Revenu national net | = 356 | = 6.430 | = 7.290 | = 8.820 | =10.500 | =10.790 | =11.500 | =12.800 | =13.990 |
| Impôts directs | » | — 410 | — 540 | — 600 | — 670 | — 810 | — 790 | — 810 | — 1.000 |
| Revenu national net disponible après impôts | » | = 6.020 | = 6.750 | = 8.220 | = 9.830 | = 9.980 | =10.710 | =11.990 | =12.990 |
| + Impôts allant aux administrations | » | + 1.500 | + 1.920 | + 2.400 | + 2.840 | + 3.070 | + 3.250 | + 3.270 | + 3.640 |
| Ou — solde des transferts et prêts du reste du monde | » | + 170 | + 50 | + 200 | + 270 | + 130 | — 10 | — 50 | + 370 |
| Disponibilités nationales nettes ou dépense nationale nette | » | = 7.690 | = 8.720 | =10.820 | =12.940 | =13.180 | =13.930 | =15.210 | =17.000 |
| Amortissements | » | + 880 | + 950 | + 1.240 | + 1.470 | + 1.480 | + 1.500 | + 1.530 | + 1.570 |
| Disponibilités nationales brutes ou dépense nationale brute | » | = 8.570 | = 9.670 | =12.060 | =14.410 | =14.660 | =15.430 | =16.740 | =18.750 |

(1) Chiffres provisoires.
(2) Après payement des impôts directs sur les entreprises.
(3) Y compris les impôts directs versés par les entreprises.

### 4. — Dépense nationale.

| DÉSIGNATION | 1938 | 1949 | 1950 | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1954 | 1955 | 1956 (1) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| a) *En francs courants* (milliards). | | | | | | | | | | |
| Consommation des ménages | 328 | 5.670 | 6.430 | 8.090 | 9.440 | 9.750 | 10.310 | 10.320 | 11.280 | 12.320 |
| Consommation des administrations | 58 | 1.140 | 1.370 | 1.760 | 2,290 | 2.400 | 2.410 | 2.390 | 2.410 | 2.780 |
| Formation brute de capital | 59 | 1.760 | 1.870 | 2.210 | 2.680 | 2.510 | 2.720 | 2.720 | 3.050 | 3.470 |
| = Dépense nationale brute | 445 | + 8.570 | = 9.670 | =12.060 | =14.410 | =14.660 | =15.440 | =15.430 | =16.740 | =18.570 |
| + ou — cessions nettes des biens et services au reste du monde | — 1 | — 170 | — 60 | — 200 | — 270 | — 130 | — 50 | + 10 | + 50 | — 370 |
| = Produit national brut aux prix du marché | = 444 | = 8.400 | = 9.610 | =11.860 | =14.140 | =14.530 | =15.390 | =15.400 | =16.790 | =18.200 |
| b) *En francs constants.* | Au prix de 1952. | | | | | | | | Au prix de 1954. | |
| Consommation des ménages | 8.320 | 8.120 | 8.670 | 9.130 | 9.440 | 9.810 | 10.260 | 10.320 | 11.160 | 11.710 |
| Consommation des administrations | 1.370 | 1.830 | 1.930 | 2.010 | 2.290 | 2.320 | 2.280 | 2.390 | 2.290 | 2.530 |
| Formation brute de capital | 1.470 | 2.720 | 2.720 | 2.630 | 2.680 | 2.530 | 2.750 | 2.720 | 3.020 | 2.300 |
| = Dépense nationale brute | =11.160 | =12.670 | =13.320 | =13.770 | =11.410 | =14.660 | =15.290 | =15.430 | =16.470 | =17.540 |

(1) Chiffres provisoires.

### 5. — Evolution du revenu national de 1901 à 1953.

M. A. Sauvy a présenté, dans son rapport au Conseil économique de mars 1954, une évaluation en francs constants 1938 des chiffres du revenu national estimés pour les années 1901 à 1913:

« Pour les années 1938 et 1948 à 1952, ont été utilisés les chiffres du produit national net malgré les critiques que soulèvent ces chiffres. Pour les années 1921 à 1947, les chiffres calculés par le commissariat au plan, il s'agit cette fois de la production nette au coût des facteurs, il aurait mieux valu suivre la même série qu'après 1949, les éléments n'en ont pas été retrouvés. Les chiffres ont été raccordés en tout cas de façon à assurer une bonne comparabilité. Mais il est possible que de 1921 à 1938, une légère distorsion ait résulté de la non-identité des définitions.

« Enfin pour 1901 à 1913, il s'agit de calculs personnels correspondant à la notion de production brute. Le raccord a été fait d'après les données directes de 1913 à 1938.

« Telle qu'elle est, la série n'est donc pas absolument homogène. Elle donne cependant une idée du développement de la richesse française depuis le début du siècle. »

*Evolution du revenu national de 1901 à 1953.*

| ANNÉES | EN milliards de francs 1936. | BASE 100 en 1913. | BASE 100 en 1929. | BASE 100 en 1938. | REVENU par tête (en milliers de francs 1938). | ANNÉES | EN milliards de francs 1936. | BASE 100 en 1913. | BASE 100 en 1929. | BASE 100 en 1938. | REVENU par tête (en milliers de francs 1938). |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1901..... | 242 | 73 | » | » | 5,5 | 1931..... | 428 | 130,5 | 91,5 | » | 10,2 |
| 1902..... | 240 | 73,1 | » | » | 5,8 | 1932..... | 398 | 121,3 | 87,8 | » | 9,5 |
| 1903..... | 247 | 75,3 | » | » | 6 | 1933..... | 400 | 121,9 | 88,2 | » | 9,5 |
| 1904..... | 267 | 81,4 | » | » | 6,5 | 1934..... | 392 | 119,5 | 86,5 | » | 9,3 |
| 1905..... | 264 | 80,5 | » | » | 6,4 | 1935..... | 375 | 114,3 | 82.7 | » | 8,9 |
| 1906..... | 270 | 82,3 | » | » | 6,5 | 1936..... | 371 | 113,1 | 81,8 | » | 8,8 |
| 1907..... | 277 | 84,5 | » | » | 6,7 | 1937..... | 384 | 117 | 85 | » | 9,1 |
| 1908..... | 279 | 85,1 | » | » | 6,7 | 1938..... | 380 | 115.8 | 83,9 | 100 | 9 |
| 1909..... | 288 | 87,8 | » | » | 6,9 | 1939..... | 407 | 124,1 | 89,8 | 107 | 9,7 |
| 1910..... | 288 | 87.8 | » | » | 6,9 | 1940..... | 336 | 102,4 | 74,2 | 88,4 | 8,2 |
| 1911..... | 300 | 91,5 | » | » | 7,2 | 1941..... | 266 | 81 | 58,7 | 70 | 6,7 |
| 1912..... | 328 | 100 | » | » | 7,8 | 1942..... | 238 | 72,6 | 52,5 | 62,6 | 6 |
| 1913..... | 328 | 100 | » | » | 7,8 | 1943..... | 226 | 68,9 | 49,9 | 59,5 | 5,8 |
| 1920..... | 270 | 82,3 | » | » | 6,9 | 1944..... | 191 | 58,2 | 42,1 | 50,3 | 4,9 |
| 1921..... | 250 | 76,2 | » | » | 6,3 | 1945..... | 207 | 63,1 | 45,7 | 54.4 | 5,2 |
| 1922..... | 304 | 92,7 | » | » | 7,7 | 1946..... | 315 | 96 | 69,5 | 82,9 | 7,8 |
| 1923..... | 329 | 100,3 | » | » | 8,2 | 1947..... | 341 | 104 | 75,2 | 89,7 | 8,4 |
| 1924..... | 381 | 116,1 | » | » | 9,4 | 1948..... | 366 | 111,6 | 80,7 | 96,2 | 8,8 |
| 1925..... | 384 | 117,1 | » | » | 9,5 | 1949..... | 414 | 126,2 | 91,4 | 109 | 9,9 |
| 1926..... | 401 | 122,2 | » | » | 9,8 | 1950..... | 447 | 136,2 | 98,7 | 117,6 | 10,6 |
| 1927..... | 387 | 118 | » | » | 9,4 | 1951..... | 462 | 140,8 | 102 | 121,6 | 10.9 |
| 1928..... | 410 | 125 | » | » | 9,9 | 1952..... | 470 | 143,3 | 103,8 | 123,7 | 11 |
| 1929..... | 453 | 138,1 | 100 | » | 10,9 | 1953..... | 475 | 144,8 | 104,8 | 125 | 11,1 |
| 1930..... | 447 | 136,3 | 98,7 | » | 10.7 | | | | | | |

Source: C. E., rapport M. A. Sauvy, mars 1953.

## B. — DONNEES ETRANGERES COMPARATIVES

### CADRE DE PRESENTATION

*N. B.* — Les chiffres entre parenthèses ont un caractère provisoire.


Pages

1° *Population:*
- a) Taux de natalité et de mortalité dans quelques pays. 136
- b) Estimation de la population totale pour quelques pays ..... 136

2° *Production:*
- a) Résultats agricoles..... 136
- b) Production industrielle..... 137

3° *Activité de la main-d'œuvre:*
- a) Indice de l'emploi..... 146
- b) Durée hebdomadaire du travail..... 146
- c) Chômage ..... 146

4° *Commerce extérieur:*
- a) Indices du quantum..... 147
- b) Indices de valeur unitaire..... 147
- c) Pourcentage de couverture des importations par les exportations ..... 148
- d) Union européenne des paiements:
  - 1° Déficits ou excédents nets de chaque pays membre ..... 148
  - 2° Situation pour le mois de septembre 1957..... 149

5° *Transports:*
- a) Transports ferroviaires..... 150
- b) Flotte marchande mondiale..... 150
- c) Transports aériens..... 151
- d) Parc automobile..... 151

6° *Prix et coût de la vie:*
- a) Indices des prix de gros..... 151
- b) Indices du coût de la vie..... 151
- c) Prix agricoles et prix généraux..... 152
- d) Indices des matières premières..... 153
- e) Indices mondiaux de frets..... 153
- f) Rapport prix reçus/prix payés par les agriculteurs... 153

Pages

7° *Salaires et revenus:*
- a) Gains dans les industries manufacturières..... 153
- b) Salaires versés par rapport au produit national brut par habitant..... 154

8° *Consommation et commerce intérieur:*
- a) Laine (consommation mondiale)..... 154
- b) Coton (consommation)..... 154
- c) Fibres textiles habillement..... 155
- d) Acier ..... 155
- e) Consommation d'énergie par habitant..... 155
- f) Produits pétroliers..... 155
- g) Engrais ..... 155
- h) Sucre..... 156
- i) Commerce intérieur..... 156

9° *Données monétaires et financières:*
- a) Cours des changes..... 157
- b) Balance des payements..... 157
- c) Réserves or-devises..... 158
- d) Cours des actions industrielles..... 158
- e) Comptes budgétaires et dette publique dans quelques pays ..... 159

10° *Revenu national:*
- a) Estimation du revenu national de 1948 à 1956..... 159
- b) Répartition du revenu national..... 160
- c) Origine par branche d'activité du produit intérieur net..... 161

11° *Logement et construction:*
- a) Evolution de la construction de logements dans quelques pays..... 162
- b) Indices des prix de gros des matériaux de construction..... 162

12° *Investissements* ..... 163

## 1° POPULATION

### a) Taux de natalité et de mortalité dans quelques pays. (P. 1.000.)

| PAYS | 1938 | | 1954 | | 1955 | | 1956 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | N | M | N | M | N | M | N | M |
| Allemagne occidentale | 19,7 | 11,4 | 15,7 | 10,4 | 15,7 | 10,8 | 16,2 | 11 |
| Australie | 17,5 | 9,6 | 22,5 | 9,1 | 22,6 | 8,9 | 22,3 | 9,1 |
| Autriche | 13,9 | 14 | 14,9 | 12,1 | 15,6 | 12,2 | 16,4 | 12,3 |
| Belgique | 16 | 13,2 | 16,7 | 11,9 | 16,8 | 12,3 | 16,8 | 12,1 |
| Canada | 20,7 | 9,7 | 28,7 | 8,2 | 28,4 | 8,2 | 28,1 | 8,2 |
| Espagne | 20,1 | 19,3 | 20 | 9,1 | 20,6 | 9,4 | 20,7 | 9,9 |
| France | 14,9 | 15,8 | 18,8 | 12 | 18,6 | 12,2 | 18,5 | 12,5 |
| Italie | (1) 23,8 | 14,1 | 17,8 | 9,1 | 18,1 | 9,3 | 18,1 | 10,3 |
| Pays-Bas | 20,5 | 8,5 | 21,6 | 7,5 | 21,4 | 7,6 | 21,2 | 7,8 |
| Royaume-Uni | 15,5 | 11,8 | 15,6 | 11,4 | 15,4 | 11,7 | 16,1 | 11,7 |
| Suède | 14,9 | 11,5 | 14,6 | 9,6 | 14,8 | 9,5 | 14,8 | 9,6 |
| U. S. A. | 17,6 | 10,6 | 24,9 | 9,2 | 24,6 | 9,3 | 24,9 | 9,4 |

(1) Territoire d'avant guerre.
Source: O. N. U.

### b) Estimation de la population totale pour quelques pays.
(En millions.)

| PAYS | ANNÉES | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | 1938 | 1946 | 1949 | 1953 | 1956 |
| Allemagne occidentale | (3) | 44,56 | 47,70 | 50,99 | 51,60 |
| Allemagne orientale | (3) | 16,69 | 17,60 | 16,79 | 16,59 |
| Argentine | 13,72 | 15,65 | 16,74 | 19,12 | 19,49 |
| Australie | 6,90 | 7,46 | 7,90 | 9,20 | 9,43 |
| Autriche | 6,76 | 7 | 6,94 | 6,97 | 6,98 |
| Belgique | 8,37 | 8,36 | 8,61 | 8,87 | 8,92 |
| Brésil | 39,48 | 47,31 | 50,77 | 58,46 | 59,85 |
| Bulgarie | 6,25 | 7 | 7,2 | 7,55 | 7,63 |
| Canada | 11,45 | 12,62 | 13,45 | 15,70 | 16,08 |
| Chili | 4,91 | 5,64 | 5,96 | 6,76 | 6,94 |
| Chine | (5) | 455,59 | (4) | » | » |
| Egypte | 16,29 | 18,79 | 19,89 | 22,93 | 23,41 |
| Espagne | 25,28 | 27,01 | 27,65 | 28,98 | 29,20 |
| Grèce | 7,12 | » | 7,18 | 7,97 | 8,03 |
| France | 41,10 | 40,28 | 41,40 | 43,28 | 43,65 |
| Hongrie | 9,17 | 9 | 9,25 | 9,80 | 9,90 |
| Inde | 307,69 | 340,80 | 353,83 | 381,17 | 38,7 |
| Indonésie | 68,41 | » | 74,80 | 82,6 | 84 |
| Iran | » | 17,41 | 18,47 | 21,8 | 22,31 |
| Italie | 42,98 | 45,29 | 46,31 | 48,06 | 48,28 |
| Japon | 70,53 | 75,80 | 81,78 | 89,10 | 90 |
| Mexique | 19,07 | 23,18 | 25,13 | 29,68 | 30,54 |
| Pays-Bas | 8,68 | 9,42 | 9,96 | 10,75 | 10,89 |
| Pakistan | (6) | » | 74,25 | 82,44 | 83,60 |
| Pologne | » | 23,96 | 24,41 | 27,29 | 27,82 |
| Portugal | 7,50 | 8,11 | 8,33 | 8,76 | 8,84 |
| Roumanie | 15,75 | 16,47 | 16,05 | 17,33 | 17,58 |
| Suède | 6,30 | 6,72 | 6,95 | 7,26 | 7,32 |
| Suisse | 4,19 | 4,47 | 4,64 | 4,98 | 5,04 |
| Thaïlande | 14,75 | 17,04 | 18,14 | 20,30 | 20,69 |
| Turquie | (1) 17,02 | 19,20 | 20,48 | 24,12 | 24,80 |
| Royaume-Uni | 47,49 | 49,22 | 50,36 | 50,97 | 51,21 |
| U. R. S. S. | (6) | » | » | » | (2) 200,20 |
| U. S. A. | 129,97 | 141,39 | 149,18 | 165,27 | 168,17 |
| Yougoslavie | 15,38 | » | 16,03 | 17,64 | 17,89 |
| Monde | 2.560 | 2.603 | 2.647 | 2.691 | » |

*N. B.* — On a retenu les principaux pays dont la population était dans l'ensemble égale à au moins 5 millions d'habitants.
(1) Estimation au 1er octobre 1937-1938; non compris le Habay (environ 204.000 habitants au moment du transfert).
(2) Estimations au 1er avril.
(3) Population totale de l'ensemble de l'Allemagne en 1939: 59.657 millions d'habitants.
(4) Population de la Chine en 1937: 452,5 millions d'habitants, et en 1948: 463,5
(5) Population du Pakistan en 1951: 70,9 millions d'habitants.
(6) Population de l'U. R. S. S. en 1939: 170,5 millions d'habitants.
Source: O. N. U.

## 2° PRODUCTION
(En ordre de grandeur.)

### a) Résultats agricoles.

1. Indices du volume de la production brute par grandes régions

*Production totale.* (1934-1938 = 100.)

| RÉGIONS | 1948-49 1950-51 | 1952-53 | 1953-54 | 1954-55 | 1955-56 | 1956-57 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Europe occidentale | 103 | 107 | 123 | 124 | 125 | 126 |
| Amérique du Nord | 135 | 138 | 148 | 142 | 149 | 154 |
| Amérique latine | 123 | 121 | 131 | 137 | 141 | 144 |
| Extrême-Orient (Chine exclue) | 99 | 104 | 113 | 115 | 120 | 124 |
| Proche-Orient | 116 | 121 | 143 | 141 | 146 | 151 |
| Afrique | 124 | 128 | 145 | 147 | 150 | 155 |
| Océanie | 112 | 113 | 123 | 125 | 130 | 129 |
| Ensemble | 114 | 118 | 130 | 131 | 135 | 138 |
| Total mondial (estimation pour Europe orientale, Chine, U. R. S. S.) | 108 | 113 | 117 | 119 | » | » |

Source: O. N. U. (F. A. O.).

*Production alimentaire.* (Avant guerre = 100.)

| RÉGIONS | 1948-1949 1950-1951 | 1952-1953 | 1955-1956 | 1956-1957 |
|---|---|---|---|---|
| Europe de l'Ouest | 103 | 114 | 125 | 126 |
| Amérique du Nord | 138 | 152 | 153 | 160 |
| Amérique latine | 128 | 136 | 144 | 150 |
| Extrême-Orient | 99 | 105 | 121 | 122 |
| Proche-Orient | 114 | 135 | 146 | 150 |
| Afrique | 123 | 134 | 145 | 151 |
| Océanie | 111 | 117 | 126 | 121 |

*Production par tête.* (Avant guerre = 100.)

| RÉGIONS | 1948-1949 1950-1951 | 1952-1953 | 1955-1956 | 1956-1957 |
|---|---|---|---|---|
| Europe de l'Ouest | 94 | 102 | 110 | 110 |
| Amérique du Nord | 118 | 123 | 117 | 120 |
| Amérique latine | 98 | 97 | 95 | 97 |
| Extrême-Orient | 84 | 85 | 93 | 93 |
| Proche-Orient | 95 | 104 | 107 | 108 |
| Afrique | 102 | 106 | 109 | 111 |
| Océanie | 96 | 93 | 92 | 88 |

Source: O. N. U. (F. A. O.).

2. Indices de la production agricole pour quelques pays

(Avant guerre = 100.)

| PAYS | PRODUITS ALIMENTAIRES | | | | | TOUS PRODUITS | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1951-1952 | 1952-1953 | 1953-1954 | 1954-1955 | 1955-1956 | 1951-1952 | 1952-1953 | 1953-1954 | 1954-1955 | 1955-1956 |
| Allemagne occidentale .. | 110 | 113 | 119 | 119 | 118 | 110 | 113 | 118 | 119 | 118 |
| Australie ..... | 99 | 116 | 120 | 118 | 125 | 104 | 119 | 121 | 124 | 129 |
| Autriche ..... | 92 | 100 | 109 | 105 | 115 | 92 | 100 | 110 | 105 | 115 |
| Belgique-Luxembourg .... | 118 | 124 | 125 | 133 | 136 | 118 | 123 | 124 | 132 | 136 |
| Canada ..... | 147 | 179 | 165 | 118 | 152 | 149 | 180 | 166 | 124 | 154 |
| Danemark ..... | 122 | 129 | 135 | 134 | 132 | 122 | 129 | 135 | 134 | 132 |
| Espagne ..... | 104 | 101 | 98 | 102 | 97 | 105 | 103 | 100 | 104 | 101 |
| France ..... | 101 | 108 | 116 | 125 | 126 | 102 | 108 | 117 | 125 | 126 |
| Italie ..... | 119 | 119 | 134 | 127 | 135 | 118 | 118 | 133 | 125 | 133 |
| Pays-Bas ..... | 127 | 130 | 129 | 136 | 137 | 128 | 132 | 130 | 137 | 139 |
| Royaume-Uni ..... | 123 | 127 | 135 | 137 | 130 | 122 | 127 | 134 | 136 | 130 |
| Suède ..... | 110 | 114 | 115 | 112 | 103 | 110 | 114 | 115 | 112 | 104 |
| Suisse ..... | 110 | 118 | 117 | 119 | 116 | 110 | 118 | 117 | 119 | 116 |
| U. S. A..... | 136 | 146 | 147 | 147 | 150 | 134 | 142 | 144 | 143 | 146 |

Source: O. N. U. (F. A. O.).

3. Blé

(1.000 tonnes.)

| PAYS | 1934-1938 | 1949 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne occidentale. | 2.505 | 2.471 | 2.893 | 3.378 | 3.487 | » |
| Australie ..... | 4.200 | 5.939 | 4.589 | 5.319 | 3.666 | » |
| Autriche ..... | 417 | 350 | 452 | 549 | 552 | » |
| Belgique ..... | 450 | 596 | 589 | 731 | 603 | 820 |
| Canada ..... | 7.170 | 9.999 | 8.407 | 13.449 | 14.636 | » |
| Espagne ..... | (1) 4.364 | 2.580 | 4.798 | 4.003 | 4.215 | 3.510 |
| France ..... | 8.143 | 8.082 | 10.566 | 10.365 | 5.665 | 10.300 |
| Italie ..... | 7.254 | 7.029 | 7.283 | 9.505 | 8.681 | 8.500 |
| Pays-Bas ..... | 430 | 425 | 397 | 350 | 309 | » |
| Royaume-Uni ..... | 1.743 | 2.239 | 2.828 | 2.641 | 2.891 | » |
| Suède ..... | 696 | 698 | 1.021 | 716 | 945 | 907 |
| U. S. A..... | 19.476 | 31.262 | 26.778 | 25.440 | 27.140 | 25.586 |
| U. R. S. S..... | 38.090 | » | » | » | » | » |
| Europe ..... | 42.300 | » | 45.980 | 48.380 | 42.360 | » |
| Monde (U. R. S. S. exclue) ..... | 128.600 | 139.200 | 152.200 | 157.800 | 157.400 | » |

(1) 1931-1935 = 100.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

4. Avoine

*Production* (1.000 tonnes).

| PAYS | 1948-1952 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 |
|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne occidentale. | 2.500 | 2.473 | 2.477 | 2.451 | » |
| Australie ..... | 560 | 596 | 1.025 | 771 | » |
| Autriche ..... | 275 | 334 | 364 | 371 | » |
| Belgique ..... | 483 | 452 | 481 | 484 | » |
| Canada ..... | 6.328 | 4.731 | 6.289 | 8.232 | » |
| Espagne ..... | 519 | 526 | 506 | 450 | » |
| France ..... | 3.393 | 3.574 | 3.640 | 4.604 | 3.055 |
| Italie ..... | 495 | 546 | 523 | 506 | 567 |
| Pays-Bas ..... | 419 | 465 | 582 | 483 | » |
| Royaume-Uni ..... | 2.852 | 2.479 | 2.752 | 2.526 | » |
| Suède ..... | 804 | 863 | 597 | 1.148 | 936 |
| U. S. A..... | 18.970 | 20.460 | 21.817 | 16.731 | 19.948 |
| U. R. S. S..... | » | » | » | » | » |
| Europe ..... | 20.070 | 19.440 | 19.790 | 20.620 | » |
| Monde (U. R. S. S. exclue) ..... | 50.100 | 50.100 | 53.900 | 51.800 | » |

Source: O. N. U. (F. A. O.).

### 5. Orge

*Production* (1.000 tonnes).

| PAYS | ANNÉES | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | 1948-1952 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 |
| Allemagne occidentale | 1.397 | 1.920 | 2.079 | 2.310 | » |
| Australie | 532 | 667 | 945 | 1.143 | » |
| Autriche | 210 | 312 | 346 | 385 | » |
| Belgique | 244 | 247 | 280 | 288 | » |
| Canada | 4.282 | 3.821 | 5.495 | 6.045 | » |
| Espagne | 1.909 | 2.205 | 1.718 | 1.550 | » |
| France | 1.534 | 2.525 | 2.671 | 6.407 | 3.542 |
| Italie | 258 | 278 | 292 | 275 | 292 |
| Pays-Bas | 202 | 207 | 264 | 273 | » |
| Royaume-Uni | 2.060 | 2.280 | 2.985 | 2.845 | » |
| Suède | 231 | 361 | 408 | 698 | 576 |
| U. S. A. | 5.843 | 8.257 | 8.735 | 8.110 | 9.567 |
| U. R. S. S. | » | » | » | » | » |
| Europe | 15.340 | 18.030 | 19.220 | 23.370 | » |
| Monde (U. R. S. S. exclue) | 54.600 | 67.200 | 69.200 | 75.200 | » |

Source: O. N. U. (F. A. O.).

### 6. Maïs

(En millions de tonnes.)

| PAYS | 1934-38 (moyenne) | 1949 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|
| Argentine | 7,9 | 8,4 | 2,5 | 3,8 | 2,7 |
| Brésil | 5,68 | 6,16 | 6,7 | 7,3 | » |
| France | 0,54 | 0,19 | 0,9 | 1 | 1,7 |
| Italie | 3 | 2,21 | 2,96 | 3,2 | 3,4 |
| Roumanie | 4,03 | » | » | » | » |
| U. R. S. S. | 4,65 | » | » | » | » |
| U. S. A. | 53,7 | 85,8 | 77,6 | 82,03 | 87,6 |
| Yougoslavie | 4,71 | 3,72 | 3 | | 3,3 |
| Europe | 17,4 | 15,4 | 15,8 | 3,9 | 17,6 |
| Monde (U. R. S. S. exclue) | 110,4 | 137,8 | 149,8 | 158,7 | 162,5 |

Source: O. N. U. (F. A. O.).

### 7. Riz

(En millions de tonnes.)

| PAYS | 1934-1938 (moyenne). | 1949 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|
| Afrique | 2,18 | 3,3 | 3,8 | 4,2 | » |
| Chine (22 provinces) | (1) 50,06 | 44,5 | 70,8 | 75,8 | » |
| Inde | 31,2 | 34,7 | 37,3 | 41 | 42,6 |
| Indochine | 6,5 | 4,6 | » | » | » |
| Japon | 11,5 | (3) 12,22 | 11,4 | 14,8 | 13 |
| Pakistan | (2) 11,1 | 12,4 | 12,8 | 11 | 13,8 |
| U. S. A. | 0,95 | 1,85 | 2,9 | 2,5 | 2,15 |
| Europe | 1,14 | 1,07 | 1,7 | 1,7 | 1,5 |
| Monde (U. R. S. S. exclue) | 151,2 | 151,2 | 189,4 | 202,5 | 209,7 |

(1) Moyenne 1931-1937.
(2) Moyenne 1936-1938.
(3) Iles Ryu-Kyû exclues.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

### 8. Pommes de terre

(En millions de tonnes.)

| PAYS | 1934-38 (moyenne) | 1949 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne occidentale | 19,6 | 20,87 | 26,8 | 22,8 | 26,7 |
| Australie | 0,34 | 0,48 | 0,47 | 0,41 | 0,45 |
| Autriche | 2,84 | 2,01 | 2,8 | 3 | 3,1 |
| Belgique | 3,17 | 2,05 | 2,6 | 2,2 | 2 |
| Canada (1) | 1,91 | 2,43 | 1,4 | 1,8 | 1,8 |
| Espagne | (3) 4,87 | 2,56 | 4 | 4,1 | 3,6 |
| France (2) | 17,16 | 10,98 | 17 | 15,1 | 18,3 |
| Italie | 2,63 | 2,61 | 3,2 | 3,4 | 3,4 |
| Pays-Bas | 2,72 | 4,60 | 4,1 | 4,1 | 3,4 |
| Royaume-Uni | 5,01 | 9,18 | 7,4 | 6,4 | 7,6 |
| Suède | 1,85 | 1,72 | 1,42 | 1,3 | 2,04 |
| U. S. A. | 10,02 | 11,20 | 9,9 | 10,13 | 11 |
| U. R. S. S. | 74 | » | » | 3 | » |
| Europe | 135 | 116 | 143,3 | 122,7 | 130,7 |
| Monde (U. R. S. S. exclue) | 159 | 146 | 173 | 153 | 171,2 |

(1) Terre-Neuve exclue.
(2) Production des jardins incluse.
(3) Moyenne 1931-1935.
Source: O N. U. (F. A. O.).

### 9. Arachides

(En millions de tonnes.)

| PAYS | 1934-38 (moyenne) | 1949 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|
| A. O. F. | (1) 0,71 | 0,85 | 0,79 | 0,94 | 1,1 |
| Chine | (2) 2,74 | 2,98 | 2,83 | 3 | » |
| Inde | (3) 3,19 | 3,43 | 3,88 | 3,92 | 4,15 |
| U. S. A. | 0,54 | 0,85 | 0,46 | 0,70 | 0,73 |
| Monde (U. R. S. S. exclue) | 8,9 | 10,3 | 10,6 | 12,2 | 12,6 |

(1) 1937. — (2) Moyenne 1931-1937. — (3) Moyenne 1936-1938.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

10. Produits laitiers

(Moyennes mensuelles.)

*Lait* (lait de vache) (millions de tonnes).

| PAYS | 1938 | 1949 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | I | II | III | IV |
| Allemagne occidentale | » | 0,9 | 1,42 | 1,41 | 1,41 | 1,25 | 1,64 | » | » |
| Australie | 0,45 | 0,46 | 0,50 | 0,53 | 0,54 | 0,56 | » | » | » |
| Autriche (1) | 0,2 | 0,14 | 0,2 | 0,2 | 0,20 | 0,21 | 0,23 | » | » |
| Canada | 0,6 | 0,62 | 0,63 | 0,65 | 0,65 | 0,44 | 0,78 | » | » |
| France | 11,5 | 11 | (2) | » | » | » | » | » | » |
| Pays-Bas (3) | » | 0,36 | 0,41 | 0,40 | 0,42 | 0,29 | 0,57 | » | » |
| Royaume-Uni (3) | 0,49 | 0,66 | 0,77 | 0,76 | 0,83 | 0,79 | 1 | » | » |
| Suède (3) | 0,25 | 0,3 | 0,3 | 0,28 | 0,28 | 0,24 | 0,34 | » | » |
| U. S. A. | 4 | 4,3 | 4,6 | 4,7 | 4,7 | 4,5 | 5,6 | » | » |

(1) 1934-1938.
(2) 180 millions d'hectolitres environ.
(3) Lait livré par les fermiers
Source : O. N. U. (F. A. O.).

*Beurre* (laitier) (1.000 tonnes). (Moyennes mensuelles.)

| PAYS | 1938 | 1949 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | I | II | III | IV |
| Allemagne occidentale | » | 19,7 | 25,3 | 24,2 | 25,1 | 20,3 | 29,7 | » | » |
| Australie | (1) 14 | 13,6 | 15,0 | 16 | 17,4 | 17,8 | 8,2 | » | » |
| Autriche | (2) 2,2 | 2,08 | 1,9 | 1,8 | 2 | 2,3 | 2,6 | » | » |
| Canada | 9,3 | 10,6 | 11,8 | 12 | 11,5 | 4,4 | 14,4 | » | » |
| Danemark | 15,3 | 13 | 15 | 13,7 | 13,8 | 12,6 | 17,4 | » | » |
| France (3) | (18,7) | (17,5) | » | » | » | » | » | » | » |
| Nouvelle-Zélande | (1) 15 | 14 | 15,7 | 16 | 17,2 | 19,9 | 6,7 | » | » |
| Pays-Bas | 8,4 | 7 | 6,8 | 6,1 | 6,4 | 7,2 | 8,1 | » | » |
| Royaume-Uni | 1,6 | 0,9 | 1,9 | 1,3 | 2,1 | 1,1 | 4,9 | » | » |
| Suède | 6,1 | 8,17 | 7,7 | 7 | 6,9 | 5,5 | 8,8 | » | » |
| U. S. A. | 61,4 | 53,4 | 54,8 | 52,4 | 53,3 | 53 | 66,6 | » | » |

(1) Moyenne pour une période de 12 mois finissant le 30 juin.
(2) 1934-1938.
(3) Très approximatif (production fermière incluse).
Source : O. N. U. (F. A. O.).

*Fromages* (1.000 tonnes). (Moyennes mensuelles.)

| PAYS | 1938 | 1949 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | I | II | III | IV |
| Allemagne occidentale | » | 12,5 | 24,4 | 13,2 | 13,1 | 11,9 | 13,5 | » | » |
| Australie | (1) 1,7 | 3,65 | 5 | 3,8 | 3,3 | 3,5 | 1,7 | » | » |
| Canada | 4,9 | 4,3 | 4,2 | 3 | 3,2 | 1 | 4,6 | » | » |
| Danemark | (2) 2,6 | 5,3 | 8,1 | 7,2 | 7 | 6,5 | 10 | » | » |
| France | (22) | (21,2) | 32,4 | 35 | » | » | » | » | » |
| Nouvelle-Zélande | (1) 7,7 | 8,4 | 10,5 | 8,6 | 8,2 | 9,7 | 3,3 | » | » |
| Pays-Bas | 10,4 | 11,7 | 16,4 | 13 | 12,7 | 7,2 | 16,6 | » | » |
| Royaume-Uni | 3,2 | 2,8 | 8,5 | 5,3 | 8,5 | 8,3 | 12,5 | » | » |
| Suède | 3 | 5,5 | 5,5 | 4,5 | 4,2 | 3,5 | 4,7 | » | » |
| Suisse | 4,4 | 4,5 | 5,4 | 4,7 | 4,7 | 2,7 | 6,2 | » | » |
| U. S. A. | 24,5 | 45,3 | 62,7 | 51,5 | 52,7 | 47,5 | 68,6 | » | » |

(1) Moyenne pour une période de 12 mois finissant le 30 juin.
(2) Moyenne pour une période de 12 mois finissant le 30 septembre.
Source : O. N. U. (F. A. O.).

11. Indications sur le cheptel mondial

*Effectifs.*

(Millions de têtes.)

| PAYS | 1939 (1) | | | | 1954-1955 | | | | 1955-1956 | | | | 1956-1957 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Bovins. | Porcs. | Ovins. | Chevaux | Bovins. | Porcs. | Ovins. | Chevaux | Bovins. | Porcs. | Ovins. | Chevaux | Bovins. | Porcs. | Ovins. | Chevaux |
| Allemagne occidentale. | 12,2 | 5,7 | 1,8 | 2,4 | 11,5 | 14,5 | 1,2 | 1,1 | 11,5 | 14,6 | 112 | 1 | 11,8 | » | » | » |
| Australie (2)..... | 12,8 | 1,15 | 111 | 1,7 | 15,8 | 1,3 | 130,8 | 0,8 | 16,4 | 1,2 | 139 | 0,7 | » | » | » | » |
| Argentine ..... | 33 | 4 | 44 | 8,3 | » | » | » | » | 49 | » | 147,4 | 5,8 | » | » | » | » |
| Brésil ..... | 40,7 | 21,7 | 10,7 | 6,6 | 61,4 | 35,5 | » | 7,2 | 63,6 | 36,6 | » | 7,5 | » | » | » | » |
| Canada (fermes)..... | 8.2 | 4,8 | 2,7 | 2,8 | 9,5 | 5,4 | 1,2 | 0,9 | 9,6 | 6 | 1,2 | 0,8 | 3,8 | » | » | » |
| France ..... | 15,6 | 7,1 | 9,9 | 2,7 | 17,3 | 7,6 | 8 | 2,2 | 17,6 | 7,7 | 8,2 | 2,16 | 17,8 | » | » | » |
| Inde ..... | 138 | 2,7 | » | 1,8 | » | 4,7 | » | » | 158,8 | » | 38,7 | 1,5 | » | » | » | » |
| Nouvelle-Zélande .... | 4,5 | » | 32 | » | 6 | 0,6 | 39,1 | 0,16 | » | » | 40 | 0,16 | » | » | » | » |
| Royaume-Uni ..... | 8,9 | 4,7 | 20,8 | 1,1 | 10,6 | 5,8 | 22,9 | 0,3 | 11 | 5,5 | 23,6 | 0,3 | » | » | » | » |
| Turquie ..... | 9,3 | » | 25,2 | 0,96 | 10,8 | » | » | 1,2 | 11 | » | » | 1,2 | 11,5 | » | » | » |
| Uruguay ..... | 8,3 | » | 17,9 | 0,6 | » | » | » | » | 7,3 | » | 22,9 | » | » | » | » | » |
| U. R. S. S..... | 163 | 30 | 57 | 17,5 | 65 | 51 | 117 | » | 67 | 52,1 | 124,9 | » | 70,4 | » | » | » |
| U. S. A. (fermes)..... | 66 | 50 | 52 | 10,6 | 96,5 | 50,4 | 31,6 | 3 | 96,8 | » | 31,1 | 2,7 | 95,1 | » | » | » |
| Monde (U. R. S. S. exclue) ..... | 626 | 262 | 660 | 74 | 791 | » | 769 | 60 | 97,4 | 55 | 786 | » | » | » | » | » |
| Europe (U. R. S. S. exclue) ..... | 102 | 79 | 126 | 5 | 107 | 95,6 | 129 | 15,3 | 109 | 98,1 | 134 | » | » | » | » | » |
| Amérique du Nord et centrale ..... | 95 | 64 | 60 | » | 134 | 72,4 | 39 | 8,7 | 134 | 78,4 | 39 | » | » | » | » | » |
| Amérique du Sud..... | 106 | 30 | 97 | » | 147 | 47 | 121 | 18,4 | 152 | 48 | 122 | » | » | » | » | » |
| Asie ..... | 227 | 85 | 130 | » | 280 | 112,2 | 177 | 13,6 | » | » | 178 | » | » | » | » | » |
| Afrique ..... | 78 | 3 | 107 | » | 101 | 4,2 | 133 | 3 | » | » | 134 | » | » | » | » | » |
| Océanie ..... | 18 | 2 | 143 | » | 22 | 2,3 | 170 | 1,1 | 23 | 2,2 | 179 | » | » | » | » | » |

(1) Dernières estimations avant le 31 décembre 1939.
(2) Quelques Etats seulement.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

12. Production totale de viande

(Milliers de tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

| PAYS | 1948-1952 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | I | II | III | IV |
| Argentine..... | 95,2 | 97,8 | 119,8 | » | » | » | » | » |
| Australie..... | 85,3 | 101,3 | 104,4 | 99,6 | 98,4 | 99,3 | » | » |
| Canada..... | 51,4 | 57,6 | 61,2 | 65,9 | 63,4 | 62,6 | » | » |
| Danemark..... | 38 | 57,8 | 63,2 | 61,5 | 63,7 | 68,3 | » | » |
| Allemagne occidentale..... | 95,3 (1) | 144,2 | 156,6 | 160,8 | 156,4 | » | » | » |
| Italie..... | 38,2 | 45,6 | 47,3 | 52,5 | » | » | » | » |
| Royaume-Uni..... | 85,6 | 138,2 | 130,8 | 138,9 | 136,1 | 124,5 | » | » |
| Etats-Unis..... | 764,3 | 899,8 | 964,4 | 1.007,5 | 930,8 | 925 | » | » |

(1) Moyenne de quatre années.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

13. Moyens de production

*Tracteurs agricoles* (répartition par groupes continentaux) (1.000).

| PAYS | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|
| Amérique du Nord et Amérique centrale | 4.550 | 4.705 | 4.885 | 5.000 | » |
| Europe | 1.265 | 1.445 | 1.710 | 1.960 | » |
| Océanie | 200 | 215 | 250 | 270 | » |
| Afrique | 125 | 135 | 145 | 152 | » |
| Amérique du Sud | 115 | » | 65 | 70 | » |
| Asie (1) | 50 | » | 7.200 | 7.610 | » |
| Monde (2) | 6.300 | 6.690 | » | » | » |

(1) Non compris la Chine continentale.
(2) Non compris l'U. R. S. S.

Source: F. A. O.

**b) Production industrielle.**

1. Indices de la production industrielle pour quelques pays (1)

(1953 = 100.)

| PAYS | 1948 | 1954 | 1955 | 1956 | PAYS | 1948 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne occidentale | 40 | 112 | 129 | 138 | Japon | 38 | 108 | 117 | 142 |
| Autriche | 54 | 114 | 133 | 138 | Pays-Bas | 70 | 110 | 118 | 124 |
| Belgique | 87 | 106 | 116 | 122 | Royaume-Uni | 83 | 107 | 113 | 112 |
| Canada | 79 | 98 | 107 | 114 | U. S. A. (2) | 78 | 93 | 104 | 107 |
| Espagne (3) | 72 | 104 | 108 | 119 | U. R. S. S. | 45 | 113 | 127 | 141 |
| France | 79 | 109 | 120 | 133 | Europe | 68 | 110 | 120 | 126 |
| Italie | 62 | 109 | 118 | 128 | Monde (U. R. S. S incluse) | 73 | 100 | 110 | 115 |

(1) Bâtiment exclu, sauf pour le Royaume-Uni.
(2) Electricité et gaz d'usine exclus.
(3) Mines.

Source: O N. U.

2. Production mondiale de matières premières et électricité (1)

(En volume.)

| PRODUITS | UNITÉS | MONDE (U. S. A. compris.) | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Moyennes trimestrielles | | | | 1957 | | |
| | | 1938 | 1954 | 1955 | 1956 | 1er trimestre. | 2e trimestre. | 3e trimestre. |
| Houille et lignite (2) | Millions de tonnes. | 287 | 322 | 346 | 359 | 369 | 361 | » |
| Pétrole brut | — | 61 | 158 | 177 | 189 | 190 | 200 | » |
| Electricité (2) | $10^9$ kWh. | 106 | 306 | 342 | 367 | 388 | 379 | » |
| Fonte (2) (3) | Millions de tonnes. | 17 | 32 | 39 | 40 | 43 | 43 | » |
| Acier (2) (4) | — | 23 | 45 | 55 | 57 | 62 | 60 | » |
| Cuivre (5) | Milliers de tonnes. | 476 | 620 | 683 | 745 | 741 | 753 | » |
| Plomb (5) | — | 393 | 436 | 438 | 460 | 471 | 472 | » |
| Zinc (6) | — | 373 | 538 | 624 | 619 | 631 | 649 | » |
| Etain (6) | — | 41 | 47 | 46 | 45 | 41 | 42 | » |
| Caoutchouc (7) | — | 231 | 458 | 486 | 480 | 452 | 434 | » |
| Ciment (2) | Millions de tonnes. | 20 | 42 | 47 | 50 | 44 | 54 | » |

(1) Chacune des séries figurant au tableau exclut l'U. R. S. S. dont les données ne sont pas disponibles.
(2) Non compris la Chine.
(3) Y compris les ferro-alliages.
(4) Lingots et moulages bruts.
(5) Production de fonderies.
(6) Contenu en métal du minerai d'étain ou des concentrés d'étain.
(7) Caoutchouc naturel.

Sources: O. N. U., I. N. S. E. E.

3. Charbon (houille)

(Moyennes mensuelles.) (Millions de tonnes.)

| PAYS | 1938 | 1949 | 1954 | 1956 |
|---|---|---|---|---|
| Allemagne occidentale. | 11,4 | 8,6 | 10,68 | 11,20 |
| Belgique ..... | 2,46 | 2,32 | 2,44 | 2,46 |
| Canada ..... | 1 | 1,3 | 0,97 | 0,95 |
| Espagne ..... | 0,47 | 0,89 | 1,03 | 1,07 |
| France ..... | 3,87 | 4,3 | 4,53 | 4,59 |
| Italie ..... | (1) 0,12 | 0,92 | 0,089 | 0,090 |
| Japon ..... | 4,05 | 3,2 | 3,56 | 3,88 |
| Pays-Bas ..... | 1,12 | 0,97 | 1 | 0,99 |
| Royaume-Uni (2)..... | 19,2 | 18,2 | 18,9 | 18,8 |
| Suède ..... | 0,036 | 0,026 | 0,022 | 0,024 |
| U. S. A. (3)..... | 29,8 | 36,3 | 31,6 | 39,8 |
| U. R. S. S..... | 11,1 | » | 20,31 | 25,31 |

(1) Vénétie julienne incluse.
(2) Irlande du Nord exclue.
(3) Lignite incluse.

Source: O. N. U.

4. Electricité (1)

(Moyennes mensuelles.) (Millions de kilowatts-heure.)

| PAYS | 1938 | 1949 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne occidentale. | » | » | 5 656 | 6.315 | 7.022 |
| Autriche ..... | 158 | 350 | 643 | 701 | 775 |
| Belgique ..... | 440 | 680 | 862 | 912 | 987 |
| Canada ..... | 2.180 | 3.889 | 5.761 | 6.358 | 6.807 |
| Espagne ..... | 229 | 469 | 819 | 1.007 | 1.160 |
| France ..... | 1.548 | 2.380 | 3.564 | 3.894 | 4.229 |
| Italie ..... | 1.295 | 1.732 | 2.965 | 3.177 | 3.313 |
| Japon (3)..... | 2.723 | 3.006 | 4.967 | 5.433 | 6.130 |
| Pays-Bas (3)..... | 307 | 390 | 882 | 932 | 1.037 |
| Royaume-Uni (2)..... | 2.031 | 4.050 | 6.075 | 6.679 | 7.263 |
| Suède (3)..... | 680 | 1.337 | 1.996 | 2.083 | 2.246 |
| U. S. A..... | 9.484 | 24.258 | 39.307 | 45.586 | 50.049 |
| U. R. S. S..... | 3.300 | » | 12.558 | 14.185 | 16.000 |

(1) Centrales et autres productions en général.
(2) Irlande du Nord exclue.
(3) Importation plus production.

Source: O. N. U.

5. Pétrole

1° *Production de pétrole brut.*

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

| PAYS | 1938 | 1949 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne occidentale. | 46 | 70 | 222 | 262 | 292 |
| Arabie séoudite..... | 6 | 1.995 | 3.871 | 3.920 | 4.017 |
| Bahreïn ..... | 94 | 125 | 125 | 125 | 126 |
| Canada ..... | 73 | 228 | 1.082 | 1.458 | 1.921 |
| Colombie ..... | 248 | 349 | 461 | 458 | 509 |
| France ..... | 6 | 4,8 | 42,3 | 72,9 | 105,4 |
| Indonésie..... | 616 | 494 | 898 | 982 | 1.061 |
| Irak ..... | 358 | 339 | 2.507 | 2.767 | 2.591 |
| Iran ..... | 863 | 2.270 | 292 | 1.422 | 2.180 |
| Koweït ..... | » | 1.032 | 3.977 | 4.563 | 4.582 |
| Mexique ..... | 459 | 652 | 997 | 1.066 | 1.087 |
| Pérou ..... | 175 | 165 | 190 | 191 | 204 |
| Qatar..... | » | 8 | 398 | 453 | 6.983 |
| U. S. A..... | 13.676 | » | 26.070 | 27.979 | 490 |
| U. R. S. S..... | 2.520 | » | 4.940 | 5.899 | 29.476 |
| Venezuela ..... | 2.292 | 5.751 | 8.432 | 9.597 | 10.960 |

Source: O. N. U.

2° *Production nette des raffineries.*

(En milliers de tonnes.) (Tous produits pétroliers.)

| PAYS | 1948 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|
| Royaume-Uni ..... | 4.701 | 25.910 | 25.236 | 26.210 |
| France ..... | 7.580 | 21.847 | 22.952 | 24.680 |
| Italie ..... | 2.170 | 15.041 | 16.072 | 17.708 |
| Pays-Bas ..... | 1.557 | 10.422 | 11.888 | 13.434 |
| République fédérale... | 646 | 7.857 | 9.259 | 10.307 |
| Belgique ..... | 170 | 3.507 | 4.382 | 5.113 |
| Suède ..... | 505 | 1.803 | 1.919 | 1.934 |
| Autriche ..... | 338 | 1.293 | 2.165 | 2.065 |
| Portugal ..... | 284 | 697 | 828 | 890 |
| Canada..... | » | 20.100 | 22.200 | 27.300 |
| U. S. A..... | » | 330.500 | 355.300 | 378.100 |

Source: O. E. C. E.

6. Acier brut

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

| PAYS | 1938 | 1949 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne occidentale. | 1.492 | 763 | 1.453 | 1.778 | 1.932 |
| Belgique | 190 | 321 | 414 | 492 | 532 |
| Canada | 98 | 241 | 241 | 342 | 401 |
| France | 518 | 763 | 886 | 1.049 | 1.116 |
| Italie | 194 | 171 | 351 | 450 | 492 |
| Japon | 539 | 259 | 646 | 784 | 926 |
| Luxembourg | 120 | 189 | 236 | 269 | 288 |
| Royaume-Uni | 880 | 1.317 | 1.568 | 1.676 | 1.749 |
| Suède | 82 | 114 | 155 | 179 | 202 |
| U. S. A. | 2.400 | 5.895 | 6.676 | 8.848 | 8.710 |
| U. R. S. S. | 1.500 | 1.942 | 3.453 | 3.773 | 4.050 |
| Monde (U. R. S. S. et Chine exclues) | 7.625 | 11.300 | 15.000 | 19.200 | 19.950 |

Source: O. N. U.

7. Aluminium (1)

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

| PAYS | 1938 | 1949 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne occidentale (1re fusion) | 6,72 | 2,42 | 10,77 | 11,43 | 12,28 |
| Autriche | (2) 0,37 | 1,23 | 4,77 | 5,65 | 5,90 |
| Canada | 5,4 | 28 | 42,2 | 46,3 | 46,5 |
| France | 3,78 | 4,51 | 10,02 | 10,77 | 12,48 |
| Italie | 2,15 | 2,14 | 4,79 | 5,14 | 5,28 |
| Japon | 1,20 | 1,77 | 4,43 | 4,79 | 5,50 |
| Norvège | 2,42 | 2,98 | 5,34 | 6,49 | 7,93 |
| Royaume-Uni | 1,95 | 2,57 | 2,62 | 2,07 | 2,34 |
| Suisse | 2,2 | 1,8 | 2,2 | 2,5 | 2,5 |
| U. S. A. | 10,8 | 45,6 | 110,4 | 118,4 | 126,9 |
| Monde (U. R. S. S. exclue) | 45 | 96 | 182 | 221 | 242 |

(1) Aluminium (production des fonderies).
(2) 1937.
Source: O. N. U.

8. Cuivre (1)

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

| PAYS | 1938 | 1949 | 1954 | 1955. | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne occidentale (2) | 11,48 | 8,59 | 13,74 | 14,86 | 15 |
| Belgique | » | » | 12,8 | 12,08 | 14,07 |
| Canada (2) | 17,2 | 17,3 | 19,1 | 22 | 25 |
| Chili | 28,1 | 29,3 | 28,2 | 33,8 | 38,5 |
| Congo belge | 10,33 | 11,78 | 18,40 | 19,59 | 20,83 |
| France (3) | 0,52 | 0,41 | 0,80 | 0,68 | 0,55 |
| Japon (2) | » | 3,21 | 5,74 | 6,76 | 7,71 |
| Mexique | 3,49 | 4,77 | 4,57 | 4,56 | 4,57 |
| Rhodésie du Nord (4) | 18 | 21,9 | 32,1 | 29 | 32,1 |
| Royaume-Uni (2) | » | » | 11,6 | 10,5 | 9,6 |
| U. S. A. | 43,8 | 58,4 | 65,3 | 78,4 | 85,7 |
| U. R. S. S. | 9,6 | » | » | » | » |
| Monde (U. R. S. S. exclue) | 160 | 173 | 207 | 227 | 247 |

(1) Cuivre neuf (production de fonderie). — (2) Cuivre raffiné, 1re fusion. — (3) Récupération. — (4) Cuivre raffiné inclus.
Source: O. N. U.

9. Caoutchouc

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

| PAYS | 1938 | 1949 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|
| Canada (1) | » | 3,95 | 7,33 | 8,80 | 10,22 |
| Ceylan | 4 | 8 | 8 | 7,9 | 8,1 |
| Indochine (1) (3) | 5,10 | 3,64 | 6,61 | 7,85 | 8,53 |
| Indonésie | 27 | 36,6 | 62,5 | 62,1 | 58,1 |
| Malaisie | 30,4 | 57 | 49,5 | 54,1 | 53,1 |
| Thaïlande (2) | 3,52 | 7,98 | 9,88 | 11,02 | 11,31 |
| U. S. A. (1) | » | 33,3 | 52,7 | 82,2 | 91,4 |
| Monde (caoutchouc naturel) | 77 | 126 | 153 | 170 | 160 |

(1) Synthétique. — (2) Exportation nette. — (3) Cambodge et Viet-Nam.
Source: O. N. U.

10. Laine (filés de laine).

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

| PAYS | 1938 | 1949 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne occidentale. | 3,94 | 5,42 | 8,77 | 9,55 | 9,82 |
| Belgique | 2,15 | 2,97 | 3,23 | 3,47 | 3,78 |
| France (1) | 9,8 | 10,2 | 10,7 | 10,7 | 11,8 |
| Japon (1) | 4,48 | 1,37 | 6,38 | 6,98 | 8,78 |
| Royaume-Uni (1) (2) | 21,4 | 20 | 20,4 | 20,4 | 20 |
| U. S. A. (1) | 21,8 | 26 | 23,2 | 26,4 | 27,8 |

(1) Purs ou mélangés. — (2) 1937.
Source: O. N. U.

11. Coton (production de filés).

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

| PAYS | 1938 | 1949 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne occidentale | 22,18 | 19 | 30,77 | 31,07 | 33,02 |
| Argentine | 2,03 | 5,83 | 7,05 | 7,87 | 8,44 |
| Belgique (1) | » | » | 9,38 | 8,96 | 9 |
| Canada | 4,51 | 6,75 | 5,18 | 5,61 | 5,57 |
| Espagne | » | 4,96 | 4,44 | 4,42 | 4,62 |
| France (1) | 20,8 | 19 | 24,6 | 22,1 | 23,4 |
| Inde | (2) 49,3 | 50,3 | 59 | 61,8 | 63,2 |
| Italie | 11,6 | 15,2 | 14,1 | 12,3 | 12,8 |
| Japon | 46,2 | 13,1 | 38,7 | 34,9 | 41,1 |
| Pays Bas (1) | 4,3 | 4,67 | 5,72 | 5,82 | 5,82 |
| Royaume-Uni | 39,7 | » | 31,8 | 28,3 | 26,5 |
| U. S. A. | (3) 119 | » | » | » | » |
| U. R. S. S. | » | » | 0,75 | 0,81 | 0,87 |

(1) Purs ou mélangés. — (2) Inde britannique et Etats indiens. — (3) 1939.

Source: O. N. U.

12. Ciment

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

| PAYS | 1938 | 1949 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne occidentale (1) | 711 | 705 | 1.357 | 1.567 | 1.638 |
| Argentine | 103 | 121 | 140 | 154 | 170 |
| Autriche | 54 | 91,5 | 135,2 | 154,6 | 161,4 |
| Belgique | 250 | 244 | 365 | 391 | 389 |
| Brésil | 51,5 | 107 | 206,4 | 230,9 | 274,2 |
| Canada | 73 | 211 | 299 | 333 | 386 |
| Espagne | » | 155 | 277 | 313 | 333 |
| France | 343 | 556 | 796 | 897 | 949 |
| Inde | (2) 119 | 221 | 372 | 380 | 417 |
| Italie (3) | 384 | 336 | 730 | 882 | 899 |
| Japon | 494 | 273 | 890 | 880 | 1.085 |
| Royaume-Uni | 653 | 780 | 1.013 | 1.060 | 1.081 |
| U. S. A. | 1.497 | 2.952 | 3.804 | 4.159 | 4.438 |
| U. R. S. S. (1) | 487 | (4) 849 | 1.583 | 1.874 | 2.072 |
| Monde (Chine et U. R. S. S. exclues) | 6.683 | 9.000 | 14.000 | 15.700 | 17.700 |

(1) 1936.
(2) Inde britannique et Etats indiens.
(3) Depuis 1950, les chiffres représentent 97,98 p. 100 de la production totale.
(4) 1950.

Source: O. N. U.

13. Automobiles

1° *Production de véhicules automobiles* (1).

(En milliers d'unités.)

*a*) Voitures de tourisme.

| PAYS | 1938 | 1948 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|
| Etats-Unis | 2.001,0 | 3.909,3 | 5.558,9 | 7.920 | 5.816,4 |
| Canada | 123,8 | 166,8 | 282 | 375 | 375 |
| Royaume-Uni | 341,0 | 328,5 | 769,2 | 897,6 | 707,6 |
| Allemagne occidentale | (2) 274,9 | 29,9 | 518,2 | 705,4 | 847,8 |
| France | 182,4 | 100,1 | 437,1 | 553,3 | 149,3 |
| Italie | 59,0 | 43,1 | 180,7 | 230,9 | 279,7 |
| U. R. S. S. | » | (3) | 94,7 | 107,8 | 98,04 |
| Monde | 2.987,7 | 4.582,1 | 7.816,4 | 782,3 | » |

(1) Non compris l'U. R. S. S., l'Europe orientale et la Chine continentale.
(2) Allemagne d'avant guerre.
(3) 1950 = 64,6.

*b*) Véhicules utilitaires.

| PAYS | 1938 | 1948 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|
| Etats-Unis | 488,1 | 1.376,3 | 1.042,1 | 1.249,2 | 1.104 |
| Canada | 42,3 | 96,9 | 75,7 | 78,6 | 99,2 |
| Royaume-Uni | 104,0 | 170,0 | 268,7 | 339,5 | 297 |
| Allemagne occidentale | (1) 63,5 | 29,6 | 162,2 | 203,2 | 227,3 |
| France | 45,0 | 98,3 | 153,3 | 171,7 | 178,6 |
| Italie | 11,8 | 16,3 | 36,2 | 38,5 | 36,2 |
| U. R. S. S. | » | (2) | 300,8 | 329 | 357,6 |
| Monde | 783,4 | 1.819,1 | 1.827,5 | 2.179,4 | » |

(1) Allemagne d'avant guerre.
(2) 1950 = 294,4.

Source: O. N. U.

## 14. C. E. C. A.

### 1° *Fer, fonte et acier.*

| DÉSIGNATION | ALLEMAGNE (République fédérale) sans la Sarre. | SARRE | BELGIQUE | FRANCE | ITALIE | PAYS-BAS | COMMUNAUTÉ (5) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *a*) Extraction brute du minerai de fer (1.000 tonnes) : | | | | | | | |
| 1952 | 15.408 | » | 132 | 41.184 | 1.320 | » | 65.292 |
| 1955 | 15.683 | » | 106 | 50.885 | 2.151 | » | 76.028 |
| 1956 | 16.927 | » | 144 | 53.359 | 2.646 | » | (6) 80.670 |
| *b*) Fonte brute (1) (1.000 tonnes) : | | | | | | | |
| 1952 | 12.877 | 2.550 | 4.775 | 9.772 | 1.143 | 539 | 31.732 |
| 1955 | 16.365 | 2.879 | 5.320 | 10.739 | 1.638 | 668 | 40.657 |
| 1956 (p.) | 17.384 | 3.018 | 5.658 | 11.177 | 1.893 | 664 | 43.066 |
| *c*) Acier brut (1.000 tonnes) : | | | | | | | |
| 1952 | 15.806 | 2.823 | 5.098 | 10.867 | 3.535 | 685 | 41.816 |
| 1955 | 21.335 | 3.165 | 5.894 | 12.631 | 5.395 | 979 | 52.625 |
| 1956 | 23.189 | 3.373 | 6.376 | 13.447 | 5.911 | 1.049 | 56.792 |
| *d*) Nombre d'ouvriers dans l'industrie sidérurgique (2) (1.000) fin de période : | | | | | | | |
| 1955 (3) | 152.518 | 26.131 | 49.401 | 122.355 | 51.002 | 6.984 | 428.888 |
| 1956 (3) | 158.387 | 26.959 | 52.213 | 125.942 | 55.318 | 7.250 | 444.334 |
| 1957 (4) | 168.426 | 27.065 | 53.077 | 126.057 | 56.430 | 7.424 | 456.988 |

(1) Y compris ferro-manganèse carburé, la production de fonte, de spiegel et de ferro-manganèse des fours électriques à fonte et pour l'Allemagne (République fédérale), ferro-silicium au haut fourneau.
(2) Au sens du traité.
(3) En décembre.
(4) Juin.
(5) Dont Luxembourg : 1955 = 7.204 ; 1956 = 7.594.
(6) Dont Luxembourg : 1955 = 3.048 ; 1956 = 3.272.

Source : C. E. C. A

### 2° *Houille.*

| DÉSIGNATION | ALLEMAGNE (République fédérale) sans la Sarre. | SARRE | BELGIQUE | FRANCE | ITALIE | PAYS-BAS LUXEMBOURG | COMMUNAUTÉ |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *a*) Production de la houille (1.000 tonnes) : | | | | | | | |
| 1952 | 123.278 | 16.235 | 30.384 | 55.365 | 1.089 | 12.532 | 238.883 |
| 1955 | 130.728 | 17.329 | 29 978 | 55.335 | 1.136 | 11.895 | 246.401 |
| 1956 | 134.407 | 17.090 | 29.555 | 55.129 | 1.076 | 11.836 | 249.092 |
| *b*) Ouvriers inscrits au fond dans les mines de houille (1.000 fin de mois) : | | | | | | | |
| 1952 | 322,1 | 38,4 | 119,4 | 165,9 | 7,9 | 29,6 | 683,5 |
| 1955 | 328,8 | 37,2 | 101,9 | 144,5 | 5,7 | 30,6 | 648,7 |
| 1956 | 333,6 | 36,9 | 102,1 | 140,2 | 5,1 | 30,7 | 648,3 |
| *c*) Stocks totaux de houille (en fin de période) (1.000 tonnes) : | | | | | | | |
| 1952 | 465 | 462 | 1.673 | 4.213 | 53 | 237 | 7.103 |
| 1955 | 572 | 228 | 371 | 5.983 | 65 | 292 | 7.511 |
| 1956 | 700 | 102 | 179 | 4.524 | 29 | 259 | 5.793 |

Source : C. E. C. A.

## 3° ACTIVITE DE LA MAIN-D'ŒUVRE

*a)* **Indice de l'emploi** (agriculture exclue).

(1953 = 100.)

| PAYS | 1948 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|
| Allemagne occidentale. | 82 | 105 | 113 | 121 |
| Australie (1)..... | 92 | 105 | 108 | 109 |
| Autriche ..... | 98 | 104 | 111 | 114 |
| Canada ..... | 85 | 98 | 103 | 108 |
| France (2)..... | 96 | 101 | 102 | 103 |
| Japon ..... | 83 | 105 | 110 | 119 |
| Royaume-Uni (3)..... | 96 | 102 | 104 | 104 |
| U. S. A. (4)..... | 92 | 98 | 102 | 105 |

(1) Sylviculture et pêche comprises.
(2) Certains semis exclus.
(3) Irlande du Nord exclue.
(4) Compris employeurs, sylviculture, pêche, piégeage.
Source: O. N. U.

*b)* **Durée hebdomadaire du travail** (industries manufacturières).

(Heures.)

| PAYS | 1938 | 1949 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne occidentale. | 49,6 | 46,5 | 48,6 | 48,8 | 48 |
| Canada ..... | » | 42,3 | 40,6 | 41 | 41,1 |
| France ..... | 38,8 | 43,8 | 44,5 | 44,7 | 45,4 |
| Japon ..... | » | (1) 47,9 | 48,5 | 48,4 | 50,2 |
| Royaume-Uni ..... | 46,3 | 45 | 46,3 | 46,4 | 46 |
| Suisse ..... | 46,3 | 47,4 | 47,7 | 47,7 | 47,7 |
| U. S. A..... | 35,6 | 39,2 | 39,7 | 40,7 | 40,4 |

(1) 1950.
Source: B. I. T.

*c)* **Chômage.**

*Nombre de chômeurs enregistrés, secourus ou assurés* (1).

Moyennes mensuelles (1.000).

| PAYS | 1938 | 1949 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne occidentale..... | » | 1.230 | 1.221 | 928 | 761 |
| Belgique ..... | » | 174 | 224,8 | 172,4 | 144,8 |
| Espagne ..... | » | 160 | 122,6 | 112,1 | 105,9 |
| France (chômeurs secourus)..... | 373,6 | 39,7 | 62,4 | 52 | 31,6 |
| Italie ..... | 810 | 1.673 | 1.959 | 1.913 | 1.937 |
| Pays-Bas ..... | 324 (1937) | 42 | 60,2 | 41,4 | 30,3 |
| Suède ..... | 67 | 26 | 25,4 | 24,5 | 19,1 |
| Suisse ..... | 52,6 | 8,1 | 4,3 | 2,7 | 3 |
| Royaume-Uni ..... | 1.786,5 | 338 | 317,8 | 264,5 | 287,1 |
| U. S. A..... | 10.390 | 3.395 | 3.578 | 2.904 | 2.822 |

(1) Tableau valable pour suivre l'évolution d'un même pays.
Source: B. I. T.

## 4° COMMERCE EXTERIEUR

### a) Indices du quantum.

Ces indices reflètent les variations dans le volume des marchandises importées et exportées après élimination de l'effet des variations des prix (commerce spécial).

(1953 = 100.)

| PAYS | 1948 | | 1950 | | 1954 | | 1955 | | 1956 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | I | E | I | E | I | E | I | E | I | E |
| Allemagne occidentale (1) | » | » | 75 | 55 | 125 | 124 | 152 | 142 | 170 | 165 |
| Australie | 97 | 82 | 135 | 91 | 136 | 98 | 166 | 100 | 157 | 111 |
| Belgique-Luxembourg | 86 | 69 | 92 | 83 | 110 | 109 | 122 | 127 | 136 | 136 |
| Canada (2) | 66 | 88 | 72 | 83 | 93 | 97 | 106 | 105 | 126 | 113 |
| France | 84 | 48 | 89 | 95 | 108 | 116 | 122 | 134 | 142 | 120 |
| Italie | 57 | 66 | 73 | 92 | 104 | 107 | 112 | 123 | 125 | 147 |
| Pays-Bas | 64 | 34 | 92 | 69 | 125 | 113 | 140 | 124 | 158 | 130 |
| Royaume-Uni (2) | » | » | 90 | 106 | 101 | 104 | 113 | 112 | 112 | 119 |
| Suède | 85 | 69 | 92 | 99 | 115 | 110 | 128 | 115 | 135 | 127 |
| Suisse | 92 | 66 | 101 | 77 | 115 | 105 | 131 | 115 | 154 | 128 |
| U. S. A. | 78 | 81 | 92 | 73 | 93 | 97 | 103 | 99 | 111 | 116 |

(1) Or inclus.
(2) Importations spéciales, exportations nationales.
Source : O. N. U.

### b) Indices de valeur unitaire.

Ces indices reflètent les variations des prix moyens des marchandises importées et exportées, compte tenu des variations de volume des importations et des exportations.

(Commerce spécial.) (1953 = 100.)

| PAYS | 1948 | | 1950 | | 1954 | | 1955 | | 1956 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | I | E | I | E | I | E | I | E | I | E |
| Allemagne occidentale | » | » | 95 | 81 | 96 | 96 | 100 | 98 | 103 | 101 |
| Australie (1) | 68 | 59 | 78 | 79 | 98 | 98 | 100 | 89 | 102 | 82 |
| Belgique-Luxembourg | 84 | 95 | 87 | 89 | 96 | 94 | 96 | 97 | 99 | 103 |
| Canada (2) | 91 | 85 | 101 | 92 | 100 | 97 | 101 | 99 | 103 | 103 |
| France | 59 | 68 | 87 | 85 | 99 | 94 | 98 | 95 | 102 | 99 |
| Italie | 98 | 103 | 88 | 94 | 98 | 99 | 100 | 98 | 105 | 104 |
| Pays-Bas | 85 | 96 | 93 | 95 | 95 | 100 | 97 | 101 | 100 | 103 |
| Royaume-Uni (2) | » | » | 84 | 84 | 99 | 99 | 102 | 101 | 104 | 105 |
| Suède | 72 | 76 | 82 | 75 | 99 | 98 | 99 | 102 | 104 | 103 |
| Suisse | 112 | 101 | 91 | 93 | 99 | 99 | 98 | 97 | 101 | 96 |
| U. S. A. (3) | 85 | 98 | 88 | 88 | 103 | 99 | 102 | 100 | 105 | 103 |

(1) Commerce général.
(2) Importations générales, exportations nationales.
(3) Importations spéciales, exportations nationales.
N. B. — En principe, évaluation C. I. F. des importations et F. O. B. des exportations.
Source : O. N. U.

**c) Pourcentage de couverture des importations (c. i. f.) par les exportations (f. o. b.).**

| PAYS | 1952 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|
| Allemagne occidentale | 105 | 105 | 110 |
| Belgique | 100 | 97 | 97 |
| Canada (1) | 108 | 105 | 84 |
| Danemark | 89 | 89 | 84 |
| France (2) | 68 | 93 | 72 |
| Italie | 59 | 69 | 69 |
| Pays-Bas | 95 | 84 | 64 |
| Royaume-Uni | 82 | 75 | 81 |
| Suède | 91 | 87 | 88 |
| Suisse | 91 | 88 | 70 |
| U. S. A. (1) | 112 | 135 | 145 |

(1) Importation f. o. b
(2) Commerce avec l'étranger.
Source: I. N. S. E. E.

**d) Union européenne des paiements.**

1. *Déficits ou excédents nets de chaque pays membre* (1). — 1950-1956.

(En millions d'unités de compte) (2).

| PAYS | 1950-1951 | 1951-1952 (3) | 1952-1953 | 1953-1954 | 1954-1955 | 1955-1956 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Autriche | — 104 | — 38 | + 42 | + 106 | — 103 | — 6 |
| U. E. B. L. (4) | + 236 | + 509 | — 33 | — 55 | + 80 | + 222 |
| Danemark | — 68 | + 46 | — 17 | — 92 | — 94 | + 4 |
| France | + 194 | — 602 | — 417 | — 149 | + 115 | — 180 |
| Allemagne | — 281 | + 584 | — 260 | + 518 | + 296 | + 584 |
| Grèce | — 140 | — 83 | — 28 | — 40 | — 27 | + 40 |
| Islande | — 7 | — 6 | — 4 | — 5 | — 2 | — 4 |
| Italie | — 30 | + 194 | — 223 | — 210 | — 225 | — 125 |
| Pays-Bas | — 270 | + 477 | + 139 | — 42 | + 84 | — 62 |
| Norvège | — 80 | + 21 | — 59 | — 61 | — 70 | — 27 |
| Portugal | + 59 | + 28 | — 23 | — 19 | — 59 | — 33 |
| Suède | — 59 | + 284 | — 44 | — 37 | — 104 | + 6 |
| Suisse | + 11 | + 158 | + 85 | + 73 | + 10 | — 66 |
| Turquie | — 64 | — 96 | — 50 | — 94 | — 38 | — 27 |
| Royaume-Uni | + 604 | — 1.476 | + 371 | + 107 | + 136 | — 327 |
| Total | ± 1.104 | ± 2.301 | ± 897 | ± 802 | ± 722 | ± 856 |

(1) Les positions nettes ne tiennent pas compte des versements au titre des intérêts et des « remboursements spéciaux de crédit » qui, en revanche, sont reflétés par les « positions comptables ».
(2) Les comptes de l'Union sont tenus et les calculs et opérations sont effectués dans une unité de compte (u/c) qui équivaut à un dollar des Etats-Unis, au cours de 35 dollars l'once d'or fin.
(3) Après déduction d'un montant de 50 millions d'u/c dans le cas de l'U. E. B. L., et de 25 millions d'u/c dans le cas de la France et dans celui du Royaume-Uni (au titre des ajustements effectués au 1er juillet 1952).
(4) L'Union économique belgo-luxembourgeoise.

2. *Situation pour le mois de septembre* 1957.

(En millions d'unités de compte.)

| PAYS MEMBRES et leurs zones monétaires. | EXCÉDENT (+) ou déficit (—) net pour le mois. | RÉGLÉ PAR (1) (ou remboursement) d'or. Versement: Par le pays membre. | Versement: Au pays membre. | Octroi (ou remboursement) de crédit: Au pays membre. | Octroi: Par le pays membre. | CRÉDIT REMBOURSÉ au cours du mois par le pays membre (+) ou au pays membre (—) en vertu d'accords bilatéraux d'amortissement. | POSITION au 30 septembre 1957. — Créance du pays membre (+) ou dette du pays membre (—) vis-à-vis de l'Union. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Autriche | — 5,4 | 4,1 | » | 1,4 | » | — 0,9 | + 10,0 |
| Belgique-Luxembourg | — 17,8 | 13,3 | » | 4,4 | » | — 3,7 | + 124,9 |
| Danemark | — 15,6 | 11,7 | » | 3,9 | » | + 1,1 | — 90,4 |
| France | — 29,6 | (a) 21,4<br>6,1 | » | 2,0 | » | + 2,0 | — 384,8 |
| Allemagne | + 236,6 | » | 177,4 | » | 59,1 | — 4,7 | + 1.013,4 |
| Grèce | — 5,3 | 4,0 | » | 1,3 | » | » | — 2,4 |
| Islande | — 0,2 | 0,1 | » | 0,0 | » | + 0,1 | — 5,2 |
| Italie | + 15,5 | » | 11,6 | » | 3,9 | + 6,1 | — 117,5 |
| Pays-Bas | + 21,7 | » | 16,2 | » | 5,4 | — 2,6 | + 64,4 |
| Norvège | + 1,1 | » | 0,8 | » | 0,3 | + 1,1 | (2) — 79,3 |
| Portugal | — 3,3 | (b) 3,3 | » | » | » | » | (3) Néant. |
| Suède | — 12,9 | 9,7 | » | 3,2 | » | — 0,7 | + 15,4 |
| Suisse | — 6,5 | 4,9 | » | 1,6 | » | — 2,0 | + 37,5 |
| Turquie | — 5,6 | (c) 5,6 | » | » | » | » | (2) — 30,0 |
| Royaume-Uni | — 172,6 | 129,5 | » | 43,2 | » | + 4,0 | — 393,3 |
| Totaux | ± 274,8 | 213,7 | 206,1 | 61,1 | 68,7 | ± 14,5 | + 1.275,7<br>— 1.102,8 |

(1) Les règlements sont effectués pour 75 p. 100 en or (ou en dollars) et pour 25 p. 100 en crédit, à l'exception des cas suivants: *a*) France: réglé par un versement d'or (ou de dollars) effectué à l'Union, conformément à l'article 10 *bis*; *b*) Portugal: le quart de ce montant correspond à la fraction de son déficit dont le Portugal aurait eu le droit d'obtenir le règlement sous forme de crédit, mais qu'il a préféré régler temporairement en or (ou en dollars) conformément à l'article 11 (*d*); *c*) Turquie: réglé intégralement par un versement d'or (ou de dollars) effectué à l'Union, conformément à l'article 13 (*a*).

(2) Les chiffres des dettes vis-à-vis de l'Union indiqués ci-dessus ne comprennent pas les soldes initiaux attribués à titre de prêt à la Norvège et à la Turquie, soit 10 millions et 25 millions d'u/c respectivement.

(3) Ce chiffre ne comprend pas le montant correspondant à la fraction de ses déficits dont le Portugal aurait eu le droit d'obtenir le règlement sous forme de crédit, mais qu'il a préféré régler temporairement en or (ou en dollars), conformément à l'article 11 (*d*) et (*e*). Après exécution des opérations pour septembre, ce montant s'élève à 32,4 millions d'u/c.

A la suite des opérations relatives au mois de septembre 1957, les avoirs en or et les avoirs convertibles de l'Union, qui s'élevaient à 403,1 millions d'u/c après les opérations pour août 1957, ont été portés à 411,0 millions d'u/c.

## 5° TRANSPORTS

### a) Transports ferroviaires.

INDICES DU TONNAGE-KILOMÈTRIQUE POUR QUELQUES PAYS

(Moyenne mensuelle: 1938 = 100.)

| PAYS | 1949 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|
| Allemagne occidentale (1) | » | 113 | 126 | 134 |
| Autriche | 162 | 171 | 199 | 206 |
| Belgique | 110 | 110 | 128 | 134 |
| Canada | 209 | 217 | 245 | E |
| Danemark | 135 | 153 | 149 | » |
| France | 155 | 157 | 177 | 190 |
| Italie | » | 115 | 131 | 135 |
| Pays-Bas | » | 164 | 168 | 174 |
| Suède | 191 | 242 | 271 | 291 |
| U. S. A. | 176 | 179 | 203 | 210 |

(1) 1936 = 100.
Sources: O. N. U., I. N. S. E. E.

### b) Flotte marchande mondiale.

(D'après l'American Bureau of Shipping au 30 juin 1955.)

1. NAVIRES DE 1.000 TONNEAUX DE JAUGE BRUTE ET AU-DESSUS

(En milliers de tonnes de port en lourd.)

| PAYS | 1955 | | 1954 | |
|---|---|---|---|---|
| | Flotte totale. | Pétroliers. | Flotte totale. | Pétroliers. |
| Total | 127.203 | 39.054 | 121.863 | 36.011 |
| Etats-Unis | 35.746 | 6.802 | 36.863 | 6.941 |
| Commonwealth britannique | 25.763 | 7.725 | 25.369 | 7.394 |
| Norvège | 10.332 | 6.305 | 9.565 | 5.693 |
| Libéria | 6.297 | 3.656 | 3.651 | 2.609 |
| Panama | 5.854 | 3.356 | 6.038 | 3.578 |
| Italie | 4.994 | 1.795 | 4.750 | 1.642 |
| Japon | 4.884 | 1.036 | 4.552 | 922 |
| France | 4.449 | 1.765 | 4.283 | 1.442 |
| Pays-Bas | 4.228 | 1.172 | 3.961 | 941 |
| Suède | 3.797 | 1.264 | 3.644 | 1.166 |
| Allemagne | 3.341 | 357 | 2.799 | 303 |
| U. R. S. S. | 2.372 | 360 | 2.181 | 274 |
| Danemark | 2.181 | 771 | 2.096 | 653 |
| Espagne | 1.426 | 265 | 1.408 | 249 |
| Grèce | 1.736 | 247 | 1.646 | 193 |
| Argentine | 1.163 | 451 | 1.179 | 454 |

2. PRINCIPALES FLOTTES MARCHANDES EN CONSTRUCTION A LA FIN DE JANVIER 1957

*Tonnage marchand en construction ou en commande dans le monde au 30 juin 1957.*

(Navires de 1.000 tonneaux de jauge brute et au-dessus.)

| PAYS | NAVIRES | TONNEAUX de jauge brute. — Totaux. | TANKERS |
|---|---|---|---|
| Grande-Bretagne | 508 | 5.312.292 | 2.171.119 |
| Allemagne occidentale | 536 | 5.175.710 | 2.896.110 |
| Japon | 323 | 5.079.400 | 1.290.800 |
| Suède | 252 | 3.550.670 | 725.050 |
| France | 171 | 2.548.300 | 755.400 |
| Etats-Unis | 102 | 2.341.332 | 77.800 |
| Pays-Bas | 186 | 2.234.385 | 658.785 |
| Italie | 145 | 2.100.940 | 540.390 |
| Norvège | 145 | 1.612.280 | 310.400 |
| Danemark | 88 | 792.396 | 306.246 |
| Belgique | 56 | 664.400 | 259.400 |
| Yougoslavie | 69 | 491.010 | 389.500 |
| Espagne | 54 | 365.066 | 161.950 |
| Canada | 12 | 130.500 | 74.500 |
| Finlande | 20 | 97.480 | 94.280 |
| Australie | 11 | 79.200 | 79.200 |
| Allemagne orientale | 9 | 44.000 | 44.000 |
| Inde | 8 | 36.920 | 30.920 |
| Autres pays | 22 | 94.900 | 47.900 |
| Total | 2.716 | 32.751.171 | 10.913.750 |

Source: Statistiques du Shipbuilders Council of America, recueillies dans le *Journal de la marine marchande* du 4 juillet 1957.

3. PÉTROLIERS

1° *Flotte mondiale des pétroliers de 500 tonneaux de port en lourd et au-dessus au 1er juillet 1957.*

(En milliers de tonneaux de jauge brute.)

| PAVILLON | 1er JANVIER 1957 | 1er JUILLET 1957 |
|---|---|---|
| Britannique | 8.517 | 8.818 |
| Libérien | 6.324 | 7.873 |
| Norvégien | 7.067 | 7.324 |
| Etats-Unis | 6.175 | 5.909 |
| Panaménien | 3.446 | 3.468 |
| Français | 2.036 | 2.123 |
| Italien | 1.992 | 2.115 |
| Suédois | 1.641 | 1.723 |
| Hollandais | 1.671 | 1.718 |
| Japonais | 1.184 | 1.254 |
| Danois | 876 | 948 |
| Russe | 654 | 710 |
| Allemand | 619 | 625 |
| Argentin | 445 | 445 |
| Espagnol | 361 | 384 |
| Grec | 281 | 304 |
| Brésilien | 255 | 245 |
| Finlandais | 216 | 217 |
| Hondurien | 213 | 198 |
| Vénézuélien | 194 | 185 |
| Mexicain | 185 | 176 |
| Belge | 164 | 164 |
| Portugais | 120 | 122 |
| Autres | 618 | 623 |
| Total | 42.254 | 47.701 |

Source: Davies and Newman Ltd., à Londres, Daily Freight Register du 11 juillet 1957.

2° *Pétroliers en construction ou en commande dans le monde en tonnage de port en lourd.*

(A la fin de 1956.)

| PAYS | TONNAGE | PAYS | TONNAGE |
|---|---|---|---|
| Norvège | 4.909.250 | Allemagne | 616.400 |
| Grande-Bretagne | 4.794.500 | Pays-Bas | 5-2.000 |
| Suède | 1.265.100 | Danemark | 488.830 |
| Etats-Unis | 1.175.500 | Japon | 347.500 |
| France | 1.078.500 | Autres pays | 10.242.500 |
| Italie | 855.000 | Total | 26.355.080 |

Source: Davies et Newman, courtiers à Londres.

*c)* **Transports aériens.**

*Trafic de l'aviation civile.*

Moyennes mensuelles (en millions).

| PAYS | VOYAGEURS-KILOMETRE | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 1938 | 1954 | 1955 | 1956 |
| Australie | 5,8 | 129,8 | 143,7 | 162,8 |
| Belgique | 1,5 | 41 | 48,2 | 56,6 |
| Canada | 1,5 | 135,4 | 155,4 | 196,2 |
| France | 6,1 | 226 | 261,6 | 301,4 |
| Pays-Bas | 5 | 113,5 | 123,7 | 143,8 |
| Suède | 1,15 | 32 | 39,5 | 47,3 |
| Suisse | 1,13 | 37,3 | 43 | 50,3 |
| Royaume-Uni | 7,1 | 203,3 | 241,6 | 278,01 |
| U. S. A. | 72 | 2.764,05 | 3.265,7 | 3.704,5 |

| PAYS | FRET TONNES-KILOMETRE | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 1938 | 1954 | 1955 | 1956 |
| Australie | » | 6,5 | 6,8 | 6,9 |
| Belgique | 0,07 | 1,9 | 2,2 | 2,5 |
| Canada | 0,18 | 2,6 | 3,1 | 3,7 |
| France (Air France) | 0,2 | 7,6 | 8,2 | 8,7 |
| Pays-Bas | 0,25 | 4,4 | 5 | 5,9 |
| Suède | 0,065 | 0,93 | 1 | 1,1 |
| Suisse | 0,022 | 0,75 | 1 | 1,2 |
| Royaume-Uni | 1,3 | 6,7 | 8,5 | 9,1 |
| U. S. A. | » | 61,4 | 71,6 | 85,2 |

Source: O. N. U.

*d)* **Parc automobile.**

1. VOITURES DE TOURISME

(8 passagers maximum.)

(1.000)

| PAYS | 1938 | 1953 | 1955 (2) |
|---|---|---|---|
| Etats-Unis | 25.000 | 46.000 | 50.000 |
| Royaume-Uni | 1.830 | 2.800 | 3.170 |
| Canada | 1.160 | 2.510 | 2.560 |
| France | 2.000 | 2.020 | 2.100 |
| Allemagne occidentale | (1) 1.270 | » | 1.500 |
| Australie | 535 | 1.170 | 1.270 |

(1) Allemagne entière.

(2) American Automobile pour 1955.

Source: O. N. U.

2. VÉHICULES UTILITAIRES

(Camions, autobus, cars, tracteurs, remorques et semi-remorques.)

(1.000)

| PAYS | 1938 | 1953 | 1955 |
|---|---|---|---|
| Etats-Unis | 4.200 | 9.300 | » |
| Royaume-Uni | 280 | 1.250 | » |
| Canada | 540 | 1.070 | » |
| France | 220 | 680 | » |
| Allemagne occidentale | (1) 420 | » | » |
| Australie | 240 | 580 | » |

(1) Allemagne entière.

Source: O. N. U.

6° **PRIX ET COUT DE LA VIE**

*a)* **Indices des prix de gros.**

Indice général (1953 = 100).

| PAYS | 1948 | 1950 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne occidentale | (1) 90 | 85 | 98 | 101 | 103 |
| Belgique | 94 | 93 | 99 | 101 | 104 |
| Canada | 88 | 96 | 98 | 99 | 102 |
| France | 65 | 78 | 98 | 98 | 102 |
| Espagne | 57 | 72 | 100 | 104 | 104 |
| Grèce | » | 71 | 112 | 120 | 129 |
| Italie | 104 | 93 | 101 | 101 | 102 |
| Japon | 36 | 70 | 99 | 98 | 102 |
| Pays-Bas | 75 | 87 | 101 | 102 | 104 |
| Royaume-Uni (2) | 67 | 80 | 101 | 104 | 108 |
| Suède | 72 | 76 | 100 | 104 | 108 |
| Suisse | 102 | 95 | 101 | 101 | 103 |
| U. S. A. | 95 | 94 | 100 | 101 | 104 |

(1) Juillet-décembre.

(2) Produits finis.

*N. B.* — Ces notices ne sont pas exactement comparables: leur évolution doit donc être observée en ordre de grandeur.

Source: O. N. U.

*b)* **Indices du coût de la vie.**

(Indices des prix de biens et services achetés en général par les familles des travailleurs résidant dans les agglomérations urbaines.)

(1953 = 100.)

| PAYS | 1948 | 1950 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne occidentale | 93 | 93 | 100 | 102 | 105 |
| Autriche (Vienne) | 50 | 70 | 103 | 105 | 108 |
| Belgique (1) | 95 | 91 | 101 | 101 | 104 |
| Canada | 84 | 89 | 101 | 101 | 102 |
| Espagne | 79 | 92 | 101 | 105 | 111 |
| France (Paris) | 60 | 77 | 100 | 101 | 103 |
| Grèce | 63 | 78 | 115 | 122 | 126 |
| Italie | 86 | 86 | 103 | 106 | 111 |
| Japon | 62 | 77 | 106 | 105 | 106 |
| Pays-Bas | 77 | 91 | 104 | 106 | 108 |
| Royaume-Uni | 77 | 81 | 102 | 106 | (2) 112 |
| Suède | 77 | 79 | 101 | 104 | 109 |
| Suisse | 96 | 94 | 101 | 102 | 103 |
| U. S. A. | 90 | 90 | 100 | 100 | 102 |

(1) Loyer exclu.

(2) Raccordé à janvier 1956.

Source: O. N. U.

**c) Prix agricoles et prix généraux: évolution comparée.**

(1953 = 100.)

| PAYS | PREMIERE PERIODE | | DEUXIEME PERIODE | | | | | 1957 (dernier mois connu). |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1948 | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 | |
| **I. — Nombres indices des prix des produits agricoles** | | | | | | | | |
| *A. — Grands exportateurs de produits agricoles.* | | | | | | | | |
| Canada | 105 | 121 | 113 | 100 | 96 | 95 | 95 | 94 (juin) |
| Etats-Unis | 111 | 117 | 110 | 100 | 99 | 92 | 91 | 96 (juillet) |
| *B. — Pays importateurs.* | | | | | | | | |
| Belgique | 106 | 105 | 103 | 100 | 98 | 94 | 97 | 98 (mai) |
| Finlande | 81 | 93 | 101 | 100 | 100 | 102 | 111 | 121 (juillet) |
| Norvège | 71 | 98 | 103 | 100 | 108 | 108 | . | . |
| Pays-Bas (1949 = 100) | 81 | 99 | 105 | 100 | 101 | 96 | 101 | 98 (mai) |
| Suisse | . | . | . | . | . | . | . | . |
| *C. — Autres pays.* | | | | | | | | |
| Italie | 93 | 101 | 100 | 100 | 99 | 100 | 106 | 99 (juin) |
| Suède | 71 | 86 | 97 | 100 | 99 | 104 | 113 | 104 (juin) |
| France | 80 | 96 | 105 | 100 | 99 | 98 | 103 | 103 (juin) |
| **II. — Prix de gros** | | | | | | | | |
| *A. — Grands exportateurs de produits agricoles.* | | | | | | | | |
| Canada | 88 | 109 | 102 | 100 | 98 | 99 | 102 | 103 (juin) |
| Etats-Unis | 95 | 104 | 101 | 100 | 100 | 101 | 104 | 107 (juin) |
| *B. — Pays importateurs.* | | | | | | | | |
| Belgique | 94 | 113 | 107 | 100 | 99 | 101 | 104 | 108 (juin) |
| Finlande | 63 | 105 | 104 | 100 | 100 | 99 | 103 | 111 (juillet) |
| Norvège | 66 | 94 | 101 | 100 | 102 | 104 | 109 | 112 (juillet) |
| Suisse | 75 | 107 | 104 | 100 | 101 | 102 | 107 | . |
| *C. — Autres pays.* | | | | | | | | |
| Italie | 104 | 106 | 100 | 100 | 101 | 101 | 102 | 123 (juin) |
| Suède | 72 | 100 | 106 | 100 | 100 | 104 | 109 | 104 (juin) |
| France | 65 | 100 | 105 | 100 | 98 | 98 | 102 | 106 (juin) |

Sources: F. A. O., Bulletin mensuel: *Economie et statistiques agricoles.*

### d) Indices des matières premières.

#### 1. U. S. A.

*Indice « Moody's » des prix de gros à New-York.*

Cet indice, publié quotidiennement par Moody's, société privée spécialisée dans les études financières, est une moyenne pondérée des prix des quinze principales marchandises pour lesquelles il y a un commerce actif et qui présentent un intérêt spéculatif.

Les marchandises prises en considération ont les coefficients de pondération suivants:

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Blé | 13 | Laine | 7 | Maïs | 4 |
| Coton | 13 | Cuirs | 5 | Soie | 4 |
| Porcs | 13 | Cuivre | 5 | Argent | 3 |
| Ferraille | 10 | Café | 4 | Plomb | 3 |
| Sucre | 10 | Caoutchouc | 4 | Cacao | 2 |

31 décembre 1931 = 100. (Moyennes mensuelles.)

| | MOIS | | | | ANNEE |
|---|---|---|---|---|---|
| | I | II | III | IV | |
| 1950..... | 355 | 380,3 | 455,6 | 481,1 | 418 |
| 1951..... | 526,8 | 504 | 463,5 | 460,2 | 488,6 |
| 1952..... | 445,5 | 434 | 434 | 410,3 | 431 |
| 1953..... | 411,4 | 416,6 | 418,7 | 400,3 | 411,8 |
| 1954..... | 423 | 437 | 421 | 407,9 | 422 |
| 1955..... | 407,1 | 404,3 | 404,1 | 402,8 | 405 |
| 1956..... | 400,5 | 418,4 | 421,1 | 428,5 | 418,5 |
| 1957..... | 421 | 414,2 | 418,5 | 388,6 (oct.) | » |

Source: I. N. S. E. E.

#### 2. Grande-Bretagne

*Indice « Reuter » des prix de gros à l'importation en Grande-Bretagne.*

Cet indice, publié quotidiennement par l'agence d'information Reuter, est basé sur la moyenne géométrique pondérée des prix de vingt et un articles, avec les coefficients de pondération suivants:

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Blé | 17 | Laine | 5 | Cacao | 2 |
| Coton | 14 | Etain | 5 | Coprah | 2 |
| Sucre | 9 | Argent | 4 | Plomb | 2 |
| Or | 8 | Graines de lin | 4 | Zinc | 1 |
| Cuivre | 6 | Arachides | 3 | Poivre | 1 |
| Riz | 6 | Jute | 2 | Chanvre | 1 |
| Maïs | 5 | Graine de soja | 2 | Shellac | 1 |

La pondération a été établie en fonction de l'importance des diverses marchandises intervenant dans le commerce mondial. La base de l'indice est le 18 septembre 1931 = 100, dernier jour ouvrable avant que le Royaume-Uni ait abandonné l'étalon-or.

(Moyennes mensuelles.)

| | MOIS | | | | ANNEE |
|---|---|---|---|---|---|
| | I | II | III | IV | |
| 1950..... | 471,2 | 487,7 | 530,5 | 562,6 | 513 |
| 1951..... | (1) 609,8 | 612,2 | 597,9 | 593,6 | 605,6 |
| 1952..... | 579,2 | 544,5 | 541,3 | 517,6 | 545,7 |
| 1953..... | 510,9 | 498,1 | 488,7 | 480,2 | 494,5 |
| 1954..... | 487 | 489 | 488 | 492,7 | 488 |
| 1955..... | 505,1 | 496,9 | 486 | 485,7 | 493,2 |
| 1956..... | 485 | 486,1 | 479 | 490,1 | 485 |
| 1957..... | 491 | 472,7 | 448,8 | 429,5 (oct.) | » |

Source: I. N. S. E. E.

### e) Indices mondiaux de frets.

(Moyennes annuelles des indices.)

| ANNEES | NORWEGIAN SHIPPING NEWS | | | | CHAMBER of Shipping. Indices généraux (3). | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Cargaisons sèches (1). | | Produits pétroliers (2). | | | |
| | Au voyage. | A temps. | £ Tarif Scale. | $ Tarif U. S. M. C. | Indice normal. | Indices des affrètements. |
| 1947..... | 110,0 | 102,1 | » | » | » | » |
| 1948..... | 90,4 | 96,3 | » | » | » | » |
| 1949..... | 81,7 | 78,7 | 103,8 | 68,9 | » | » |
| 1950..... | 89,4 | 76,1 | 152,7 | 100,9 | » | » |
| 1951..... | 176,7 | 210,7 | 300,8 | 206,0 | » | » |
| 1952..... | 112,7 | 115,3 | 227,0 | 160,8 | 119,2 | 100,0 |
| 1953..... | 87,8 | 68,4 | 89,8 | 66,6 | 77,5 | 60,6 |
| 1954..... | 93,5 | 79,9 | 81,2 | 62,5 | 86,1 | 71,7 |
| 1955..... | 129,3 | 140,0 | 118,6 | 92,0 | 127,7 | 129,8 |
| 1956..... | 152,7 | 196,8 | 223,4 | 162,5 | 157,0 | 172,9 |
| 1957 (Sept.). | 99 | 87,4 | 52,5 | 48,1 | 81,6 | 83,7 |

(1) Base: juillet-décembre 1947 = 100.
(2) Base: Tarif Scale = 100; tarif U. S. M. C. = 100.
(3) Base 1952 = 100.

Source: I. N. S. E. E.

### f) Rapport prix reçus/prix payés par les agriculteurs.

(Avant guerre = 100.)

| PAYS | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|
| Norvège (1938-1939 = 100).... | 119 | 116 | 126 | 133 | 114 |
| Canada (1935-1939 = 100)..... | 119 | 111 | 106 | 103 | 99 |
| Etats-Unis (1935-1939 = 100).. | 117 | 108 | 100 | 98 | 96 |
| Allemagne occidentale (1950-1951 = 100)..... | 99 | 97 | 100 | 105 | » |
| Belgique (1951-1952 = 100).... | 97 | 93 | 91 | 83 | 82 |
| Autriche (1937 = 100)..... | 88 | 86 | 87 | 83 | » |

Source: O. N. U. (F. A. O.).

## 7° SALAIRES ET REVENUS

### a) Gains dans les industries manufacturières.

#### 1. Gains horaires, journaliers, hebdomadaires ou mensuels

*Taux horaires.*

| PAYS | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne occidentale (marks) (1) ..... | 1,56 | 1,63 | 1,67 | 1,78 | 1,94 |
| Canada (cents) (2)... | 129,2 | 135,8 | 140,8 | 144,5 | 151,5 |
| France (francs) (3).. | 120,7 | 124,2 | 131,5 | 141,6 | 152,4 |
| Italie (lires) ..... | 165 | 169 | 175 | 185 | 198 |
| Suède (couronnes) (4). | 3,63 | 3,79 | 3,94 | 4,26 | » |
| Royaume-Uni (pence) (5) | 39,6 | 41,7 | 44,3 | 48 | 51,8 |
| U. S. A. (cents) (6).. | 167 | 177 | 181 | 188 | 198 |

(1) Construction et carrières comprises.
(2) Non compris payement en nature.
(3) A partir de 1956, série revisée.
(4) Y compris les mines (Irlande avant 1953).
(5) Données annuelles (octobre).
(6) Non compris payements en nature et certains payements en espèces.

Source: O. N. U.

*b*) **Salaires versés par rapport au produit national brut par habitant.**

A. — De 1950 à 1952.

(Base 1950 = 100.)

| PAYS | 1951 | 1952 |
|---|---|---|
| Danemark | 106 | 113 |
| Pays-Bas | 103 | 110 |
| Suède | 104 | 108 |
| France | 106 | 106 |
| Belgique | 101 | 103 |
| Royaume-Uni | 95 | 100 |
| Norvège | 98 | 95,5 |
| Allemagne | 93 | 93,5 |
| Italie | 95 | 92 |
| Canada | 97 | 103 |
| Etats-Unis | 96,5 | 96,5 |

B. — De 1952 à 1954 (et 1955).

(Base 1952 = 100.)

| PAYS | 1953 | 1954 | 1955 |
|---|---|---|---|
| France | 101 | 101,5 | |
| Suède | 102 | 101,5 | |
| Norvège | 99,5 | 99 | |
| Royaume-Uni | 98,5 | 98,5 | (1) (98) |
| Belgique | 98 | 98 | |
| Allemagne | 99,5 | 96 | |
| Danemark | 97 | 94 | |
| Pays-Bas | 96 | 94 | |
| Italie | 94,5 | 93,5 | |
| Canada | 101 | 109 | (1) (114) |
| Etats-Unis | 102 | 108 | (2) (104) |

(1) 1er trimestre. — (2) 2e trimestre.

## 8° CONSOMMATION

*a*) **Laine (consommation mondiale).**

1. Estimation de la consommation mondiale

(En millions de lbs, base lavée.)

| PRINCIPAUX consommateurs | 1934-1938 | 1949 | 1953 |
|---|---|---|---|
| France | 432 | » | 251 |
| Allemagne occidentale | 119 | 91 | 156 |
| Australie | 35 | 70 | 58 |
| Belgique | 60 | 59 | 75 |
| Canada | 20 | 34 | 25 |
| Italie | 57 | 119 | 143 |
| Japon | 109 | 16 | 126 |
| Pays-Bas | 12 | 40 | 25 |
| Suède | 11 | 29 | 13 |
| Royaume-Uni | 436 | 492 | 488 |
| U. S. A. | 344 | 511 | 489 |
| Autres pays | 572 | 708 | 750 |
| Total | 2.063 | 2.431 | 2.599 |

Données provisoires. — *N. B.* — Pound lb = 453 g.
Source: Secrétariat international de la laine.

*b*) **Coton (consommation).**

(En millions de balles.)

| RÉGIONS | 1955-1956 | 1956-1957 (1) | POURCENTAGE en plus ou en moins. |
|---|---|---|---|
| Etats-Unis | 9,2 | 9,0 | — 2 |
| Europe occidentale | 7,0 | 7,3 | + 4 |
| Reste du monde occidental | 12,3 | 13,0 | + 6 |
| Total monde occidental | 28,5 | 29,3 | + 3 |
| U. R. S. S. | 4,4 | 4,7 | + 7 |
| Chine | 3,5 | 3,7 | + 6 |
| Europe orientale | 1,5 | 1,5 | » |
| Total | 9,4 | 9,9 | + 5 |
| Total mondial | 37,9 | 39,2 | + 3,5 |

(1) Préliminaire.

Sources: « Coton » (janvier 1957), I. N. S. E. E.

### c) Fibres textiles d'habillement.

*Consommation mondiale.*

| DESIGNATION | 1955 | 1956 (1) | + % |
|---|---|---|---|
| **Coton:** | | | |
| Consommation totale (millions de tonnes). | 8,04 | 8,45 | + 5 |
| Consommation par habitant (kilogrammes). | 3,02 | 3,14 | + 4 |
| Pourcentage de la consommation toutes fibres. | 68 | 68 | |
| **Laine:** | | | |
| Consommation totale (millions de tonnes). | 1,19 | 1,30 | + 9 |
| Consommation par habitant (kilogrammes). | 0,46 | 0,48 | + 2 |
| Pourcentage de la consommation toutes fibres. | 10 | 10 | |
| **Rayonne et acétate:** | | | |
| Consommation totale (millions de tonnes). | 2,28 | 2,37 | + 4 |
| Consommation par habitant (kilogrammes). | 0,83 | 0,88 | + 6 |
| Pourcentage de la consommation toutes fibres. | 20 | 19 | |
| **Autres fibres artificielles:** | | | |
| Consommation totale (millions de tonnes). | 0,25 | 0,30 | + 20 |
| Consommation par habitant (kilogrammes). | 0,09 | 0,11 | + 22 |
| Pourcentage de la consommation toutes fibres. | 2 | 3 | |
| **Total:** | | | |
| Consommation totale (millions de tonnes). | 11,76 | 12,42 | + 6 |
| Consommation par habitant (kilogrammes) | 4,40 | 4,61 | + 5 |

(1) Préliminaires.

Source: « Coton » (Janvier 1957).

### d) Acier.

(Consommation apparente exprimée en équivalent d'acier brut.)
(1.000 tonnes.)

| PAYS | MOYENNE 1936-1938. | MOYENNE 1950-1952. | ANNÉE 1955 |
|---|---|---|---|
| Allemagne occidentale | » | 11.933 | 21.397 |
| Belgique - Luxembourg | 1.555 | 2.290 | 2.683 |
| Canada | 1.702 | 4.808 | 5.021 |
| Chine (1) | 1.504 | 1.242 | 3.479 |
| France | 5.457 | 8.426 | 10.397 |
| Espagne | 377 | 887 | 1.458 |
| Italie | 2.280 | 3.479 | 3.660 |
| Japon | 5.590 | 4.837 | 7.282 |
| Pays-Bas | 1.167 | 1.768 | 2.522 |
| Royaume-Uni | 10.921 | 14.661 | 18.684 |
| Suède | 1.367 | 2.282 | 2.921 |
| Suisse | 436 | 838 | 1.140 |
| U. S. A. | 40.999 | 87.211 | 102.456 |

(1) Chine continentale.

Source: O. N. U.

### e) Consommation d'énergie par habitant.

*Consommation totale, en tonnes d'équivalence, houille.*

| PAYS | 1937 | 1949 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|
| Autriche | 1,04 | 1,47 | 2,20 | » |
| Belgique-Luxembourg | 4,02 | 3,45 | 4,10 | » |
| France | 2,12 | 2,11 | 2,44 | » |
| Allemagne | (1) 3,02 | 2,35 | 3,35 | » |
| Italie | 0,66 | 0,58 | 1,05 | » |
| Pays-Bas | 1,79 | 1,83 | 2,22 | » |
| Norvège | 3,44 | 3,97 | 5,34 | » |
| Espagne | 0,40 | 0,56 | 0,80 | » |
| Suède | (1935) 2,5 | 2,82 | 4,15 | » |
| Suisse | 1,81 | 1,89 | 2,87 | » |
| Royaume-Uni | 4,28 | 4,30 | 4,87 | » |
| Europe (U. R. S. S. exclue) | 2,16 | » | 2,52 | » |
| Afrique | 0,15 | 0,20 | 0,26 | » |
| Canada (2) | 4,91 | 6,4 | 7,57 | » |
| U. S. A. | 5,89 | 6,92 | 8,25 | » |
| Amérique du Sud | 0,25 | 0,33 | 0,56 | » |
| Asie | 0,18 | 0,16 | 0,22 | » |
| Monde (U. R. S. S. et Chine exclues) | 1,14 | » | 1,59 | » |

(1) Allemagne entière y compris Sarre.
(2) Y compris Terre-Neuve.

Source: O. N. U.

### f) Consommation de produits pétroliers.

(1.000 tonnes) (*).

| PAYS | TOUS PRODUITS | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 1947 | 1954 | 1955 | 1956 |
| Royaume-Uni | 11.972 | 19.427 | 21.513 | 23.435 |
| France (et Sarre) | 5.019 | 14.188 | 15.896 | 17.733 |
| Italie | 2.877 | 8.314 | 9.313 | 10.972 |
| République fédérale | 1.623 | 8.145 | 10.184 | 13.048 |
| Suède | 3.228 | 6.493 | 8.078 | 9.167 |
| Pays-Bas | 2.049 | 3.630 | 4.583 | 5.371 |
| Belgique-Luxembourg | 1.258 | 3.436 | 3.903 | 4.916 |
| Danemark | 1 .065 | 2.183 | 2.749 | 3.649 |
| Norvège | 751 | 1.979 | 2.436 | 2.716 |
| Suisse | 884 | 1.756 | 2.050 | 2.683 |
| Autriche | 350 | 1.316 | 1.645 | 2.057 |
| Grèce | 507 | 1.172 | 1.194 | 1.379 |
| Turquie | 310 | 1.068 | 1.198 | 1.255 |
| Portugal | 603 | 847 | 919 | 1.018 |
| Irlande | 435 | 810 | 948 | 1.240 |
| Ensemble des pays de l'O. E. C. E. | 33.031 | 74.993 | 86.709 | » |

(*) Sans la consommation des raffineries et le fuel de soute.

Source: O. E. C. E.

### g) Engrais (1).

*Consommation en 1955-1956.*

(En tonnes.)

| GROUPES CONTINENTAUX | PAYS Européens. | PAYS Extra-européens. | PAR 1.000 hectares de terre arable. |
|---|---|---|---|
| | | Nouvelle-Zélande. | 473 |
| | Pays-Bas | | 440 |
| | Belgique | | 322 |
| | | Hawaï | 309 |
| | | Japon | 248 |
| | Allemagne fédérale | | 205 |
| | Suisse | | 170 |
| | Norvège | | 146 |
| | Royaume-Uni | | 141 |
| Europe de l'Ouest | | | 128 |
| | Danemark | | 127 |
| Europe du Nord | | | 91 |
| | Irlande | | 84 |
| | France | | 75 |
| | Suède | | 72 |
| | Autriche | | 71 |
| | Finlande | | 65 |
| Europe occidentale totale | | | 62 |
| | Italie | | 45 |
| | Portugal | | 40 |
| | | Pérou | 34 |
| | | Etats-Unis | 34 |
| Océanie | | | 34 |
| Europe méridionale | | | 30 |
| | Grèce | | 29 |
| Amérique du Nord et du Centre | | | 26 |
| | Espagne | | 26 |
| | | Australie | 23 |
| | | Union sud-africaine | 19 |
| Monde entier (2) | | | 18,8 |
| | | Chili | 11 |
| | Yougoslavie | | 10 |
| | | Canada | 6,4 |
| Asie (sauf Chine) | | | 6,1 |
| | | Brésil | 5 |
| Amérique du Sud | | | 4,9 |
| Afrique | | | 1,9 |
| | | Indes | 1,1 |
| | | Egypte | 0,2 |

(1) $N + P^2O^5 + K^2O$.
(2) Sauf U. R. S. S. et Chine.

Sources: F. A. O., Economie et statistiques agricoles (janvier 1957).

### h) Sucre.

*Production et consommation mondiales.*

(En millions de tonnes de sucre centrifugé, en équivalent de sucre brut.)

Les groupes continentaux classés suivant l'ordre dégressif de la consommation globale.

| GROUPES CONTINENTAUX | AVANT GUERRE | 1955-1956 | 1956-1957 (prélimin.). |
|---|---|---|---|
| Europe Ouest: | | | |
| P (production) | 4,1 | 7,0 | 6,5 |
| C (consommation) | 6,9 | 9,2 | 9,6 |
| Rapport P/C | 0,60 | 0,75 | 0,70 |
| Kg par habitant (consommation) | 25,2 | 29,5 | 30,4 |
| Amérique du Nord: | | | |
| P (production) | 1,9 | 2,2 | 2,3 |
| C (consommation) | 6,5 | 8,1 | 8,8 |
| Rapport P/C | 0,30 | 0,20 | 0,20 |
| Kg par habitant (consommation) | 46,4 | 46,6 | 47,6 |
| U. R. S. S., Europe orientale et Chine: | | | |
| P (production) | 5,2 | 7,4 | 7,6 |
| C (consommation) | 4,4 | 6,8 | 7,4 |
| Rapport P/C | 1,05 | 1,10 | 1,05 |
| Asie: | | | |
| P (production) | 4,3 | 5,5 | 5,7 |
| C (consommation) | 3,2 | 5,9 | 6,2 |
| Rapport P/C | 1,35 | 0,95 | 0,95 |
| Kg par habitant (consommation) | 4,6 | 6,2 | 6,6 |
| Amérique du Sud: | | | |
| P (production) | 1,8 | 4,2 | 4,7 |
| C (consommation) | 1,4 | 3,6 | 3,8 |
| Rapport P/C | 1,30 | 1,15 | 1,25 |
| Kg par habitant (consommation) | 16,8 | 29,1 | 30,1 |
| Afrique: | | | |
| P (production) | 1,1 | 2,2 | 2,2 |
| C (consommation) | 0,8 | 2,2 | 2,3 |
| Rapport P/C | 1,35 | 1,0 | 0,95 |
| Kg par habitant (consommation) | 5,2 | 10,1 | 10,4 |
| Amérique centrale: | | | |
| P (production) | 5,1 | 8,5 | 9,2 |
| C (consommation) | 0,6 | 1,5 | 1,6 |
| Rapport P/C | 8,5 | 5,70 | 5,75 |
| Kg par habitant (consommation) | 16,8 | 26,5 | 27,3 |
| Océanie: | | | |
| P (production) | 1,8 | 2,4 | 2,4 |
| C (consommation) | 0,5 | 0,7 | 0,7 |
| Rapport P/C | 3,5 | 3,5 | 3,5 |
| Kg par habitant (consommation) | 45,1 | 47,3 | 48,3 |
| Monde entier: | | | |
| P (production) | 25,3 | 39,4 | 40,6 |
| C (consommation) | 24,3 | 38,3 | 40,4 |
| Kg par habitant (consommation) (1) | 14,3 | 17,7 | 18,3 |

(1) Moyenne non compris U. R. S. S., Europe orientale et Chine.
Source: d'après les données de la F. A. O. (Bulletin mensuel: *Economie et Statistiques agricoles*) mars 1957.

### i) Commerce intérieur.

(Indices de la valeur.)

(1953 = 100.)

| DÉSIGNATION | 1948 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|
| 1. *Gros.* | | | | |
| Allemagne occidentale (1) | » | 107 | 116 | 130 |
| Australie | 50 | 114 | 130 | 140 |
| Belgique (2) | 89 | 107 | 111 | 132 |
| Canada | 78 | 97 | 108 | 124 |
| Pays-Bas (2) | 56 | 112 | 119 | 136 |
| Royaume-Uni (3) | 88 | 100 | 103 | 106 |
| Etats-Unis | 85 | 99 | 108 | 115 |
| 2. *Détail.* | | | | |
| Allemagne occidentale | » | 107 | 119 | 132 |
| Australie | 42 | 110 | 122 | 132 |
| Belgique | 71 | 106 | 114 | 124 |
| Canada | 65 | 100 | 108 | 116 |
| France (2) | 77 | 111 | 125 | 143 |
| Norvège | 66 | 107 | 112 | 100 |
| Pays-Bas | 80 | 110 | 120 | 133 |
| Suisse | 88 | 105 | 111 | 120 |
| Royaume-Uni (4) | » | 106 | 100 | 106 |
| Etats-Unis | » | 100 | 109 | 112 |

(1) Alimention. — (2) Grandes épiceries. — (3) Textiles. — (4) 1955 = 100.
Source: O. N. U.

## 9° DONNEES MONETAIRES ET FINANCIERES

### a) Cours des changes.

*Bourse de Zurich.*

(Moyenne achats et ventes en fin de mois ou d'année.)

(Valeur en francs suisses pour 100 unités nationales.)

| PAYS | 1949 | 1951 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 (octobre). |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne occidentale (deutschmark) | 73,50 | 85,50 | 99 | 101,50 | 100,75 | 101,5 |
| Belgique (franc belge) | 8,59 | 8 | 8,50 | 8,55 | 8,40 | 8,75 |
| Canada (dollar canadien) | 375 | 428 | 4,42 | 4,28 | 4,45 | 4,46 |
| Etats-Unis (dollar) | 429 | 436 | 4,29 | 4,29 | 4,30 | 4,28 |
| France (franc français) | 1,10 | 1 | 1,14 | 1,09 | 1,05 | 1,04 |
| Pays-Bas (florin) | 101 | 105,5 | 112 | 112,50 | 111 | 1,15 |
| Italie (lire) | 0,66 | 0,64 | 0,67 | 0,68 | 0,68 | 0,70 |
| Royaume-Uni (livre) | 1.000 | 1.040 | 11,45 | 11,25 | 11,28 | 12,24 |

Sources: *New Zürcher Zeitung*, I. N. S. E. E.

### b) Balance des payements.

*Balance des règlements courants* (en millions d'unités monétaires nationales, sauf indications contraires).

| DÉSIGNATION | U. S. A. (1) | ROYAUME-UNI | FRANCE | ALLEMAGNE | ITALIE | PAYS-BAS | CANADA |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | (Milliards de francs.) | | | | |
| **Exportations de marchandises:** | | | | | | | |
| 1954 | 12.814 | 2.820 | 890,6 | 22.459 | 989,6 | 8.842 | 3.929 |
| 1955 | 14.264 | 3.070 | 1.102,5 | 26.296 | 1.124,7 | 9.860 | 4.332 |
| 1956 | 17.274 | 3.403 | 1.291 | (31.530) | 610,9 | 10.424 | 4.834 |
| **Importations de marchandises:** | | | | | | | |
| 1954 | — 10.354 | — 3.006 | — 953,4 | — 18.462 | — 1.395,4 | — 9.731 | — 3.916 |
| 1955 | — 11.516 | — 3.429 | — 1.072,3 | — 22.887 | — 1.545,4 | — 10.491 | — 4.540 |
| 1956 | — 12.763 | — 3.462 | — 1.617 | (— 25.349) | — 872,1 | — 12.284 | — 5.568 |
| **Soldes des règlements commerciaux:** | | | | | | | |
| 1954 | + 2.460 | — 186 | — 62,8 | + 3.997 | — 405,6 | — 889 | + 13 |
| 1955 | + 2.748 | — 359 | + 32,2 | + 3.409 | + 420,7 | — 631 | — 208 |
| 1956 | + 4.511 | — 59 | — 326 | (+ 6.181) | — 261,2 | — 1.860 | — 734 |
| **Services (net):** | | | | | | | |
| 1954 | — 739 | + 421 | + 150,5 | — 24 | + 555,5 | + 1.228 | + 386 |
| 1955 | — 897 | + 306 | + 176,5 | — 464 | + 556,1 | + 1.590 | — 396 |
| 1956 | — 1.088 | + 330 | + 14 | (— 683) | + 401,7 | + 1.212 | — 635 |
| **Solde des règlements courants de marchandises et services:** | | | | | | | |
| 1954 | + 1.721 | + 235 | + 87,7 | + 3.973 | — 149,9 | + 339 | — 373 |
| 1955 | + 1.851 | — 53 | + 208,8 | + 2.945 | — 135,4 | + 959 | — 604 |
| 1956 | + 3.423 | + 271 | — 312 | (+ 5.498) | — 140,5 | — 648 | — 1.369 |

(1) Aide étrangère exclue de la statistique pour biens et services. Dépenses militaires comprises dans les services, à l'exclusion de l'aide étrangère. Le chiffre des règlements commerciaux comprend l'or non monétaire.

*N. B.* — Les présentations ne sont pas exactement comparables, surtout pour les postes invisibles et l'or « non monétaire ».

Source: International Financial Statistics.

*c)* **Réserves or-devises** (officielles).

(Millions de dollars fin de période.)

| PAYS | 1929 | 1938 | 1949 | 1955 | 1956 | 1957 (août). |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1. Etats-Unis | 3.900 | (1) 1.459 | 24.560 | (3) 21.752 | (3) 22.058 | (3) 22.735 (août) |
| 2. Allemagne occidentale | » | » | 200 | 3.076 | 4.291 | 5.477 (août) |
| 3. Royaume-Uni | (2) 710 | (2) 2.875 | 1.690 | (3) 2.120 | (3) 2.133 | (3) 2.142 (août) |
| 4. Canada (5) | (3) 78 | 220 | 1.120 | 1.910 | 1.944 | 1.955 (août) |
| 5. Inde (6) | (3) 217 | 485 | 1.980 | 1.791 | 1.360 | 1.255 (août) |
| 6. France | (3) 1.633 | 2.790 | (4) 800 | (3) 2.120 | (3) 1.356 | (3) 1.249 (mars) |
| 7. Italie | » | » | » | 1.237 | 1.308 | 1.346 (juin) |
| 8. Belgique | (3) 169 | 736 | 900 | 1.146 | 1.177 | 1.078 (août) |
| 9. Pays-Bas | (2) 180 | 1.005 | 385 | 1.284 | 1.072 | 938 (août) |

(1) A partir de 1938, réserves en or du Trésor et de la partie active du fonds de stabilisation.
(2) Réserves or de la banque d'Angleterre (et du fonds d'égalisation en 1938) or et dollars en 1949, 1954...
(3) Or.
(4) Cotisations du fonds monétaire international.
(5) Devises presque entièrement en dollars des Etats-Unis.
(6) Devises presque entièrement en livres sterling, y compris quelques titres à long terme.

Sources: Fonds monétaire international, O. N. U.

*d)* **Cours des actions industrielles.**

(1953 = 100.)

| PAYS | 1948 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 (août). |
|---|---|---|---|---|---|
| Canada (1) | 67 | 114 | 150 | 177 | 170 |
| Etats-Unis (2) | 64 | 122 | 171 | 200 | 201 |
| France (6) | 68 | 140 | 206 | 218 | 342 |
| Pays-Bas (3) | 173 | 125 | 157 | 164 | 149 |
| Royaume-Uni (4) | 98 | 131 | 155 | 139 | 158 |
| Suisse (5) | 90 | 111 | 131 | 145 | 148 |

(1) Moyenne des cotations du jeudi. — (2) Moyenne des cotations du mercredi. — (3) Moyenne des cotations journalières. — (4) Cotations du dernier jeudi du mois. — (5) Moyenne des cotations du vendredi. — (6) Dernier vendredi du mois.

Sources: Fonds monétaire international, O. N. U.

**e) Comptes budgétaires et dette publique dans quelques pays.**

(En millions d'unités.)

| | ALLEMAGNE occidentale. (1) | BELGIQUE (4). | CANADA (2). | FRANCE (4). | INDE (2-3). | ITALIE (1). | JAPON (2). | PAYS-BAS (4). | ROYAUME-UNI (2). | U. S. A. (1). |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **1955** | | | | | | | | | | |
| Recettes | 23.692 | 81.543 | 4.000 | 3.239 | 4.841,9 | 2.207 | 1.007 | 6.752 | 4.929 | 60.390 |
| Dépenses | 21.123 | 102.350 | 4.151,7 | 3.464 | 6.740 | 2.489,4 | 1.052 | 6.940 | 4.997 | 64.570 |
| Solde | + 2.569 | — 20.807 | — 151,7 | — 225 | — 1.898,1 | — 282,4 | — 45 | — 188 | — 68 | — 4.180 |
| Dette intérieure | 10.699 | 287.300 | 17.551,7 | 4.829,2 | » | 4.257,4 | 411 | 17.676 | 25.103,4 | 274.418 |
| Dette extérieure | 9.432 | 24.298 | 399,8 | 1.027,3 | » | » | 96 | 2.043 | 2.130,4 | » |
| **1956** | | | | | | | | | | |
| Recettes | 26.111 | 81.772 | 4.258,9 | 3.531 | 5.380,1 | 2.431,6 | 1.024 | 6.498 | 5.112,9 | 68.141 |
| Dépenses | 22.596 | 95.017 | 4.310,6 | 4.127 | 9.153 | 2.782,6 | 1.033 | 7.274 | 5.253,5 | 66.386 |
| Solde | + 3.515 | — 10.245 | — 51,7 | — 596 | — 3.772,9 | — 351 | — 9 | — 776 | — 140,6 | + 1.755 |
| Dette intérieure | 10.347 | » | 18.703,1 | » | » | 4.512,8 | 426 | » | 5.082,6 | 272.825 |
| Dette extérieure | 3.539 | » | 351,8 | » | » | » | 89 | » | » | » |
| **1957 (P)** | | | | | | | | | | |
| Recettes | 27.429 | » | 4.642,9 | » | 5.538 | 2.658,3 | 1.018 | 6.711 | 5.423 | 69.800 |
| Dépenses | 32.157 | » | 4.396,1 | » | 9.999 | 2.982,9 | 1.068 | 6.885 | 5.766 | 69.093 |
| Solde | — 4.728 | » | + 246,8 | » | — 4.460,8 | — 324,6 | — 20 | — 174 | — 343 | — 707 |
| Dette intérieure | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 271.400 |
| Dette extérieure | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |

(1) Année finissant le 30 juin. — (2) Année finissant le 31 mars. — (3) Gouvernement central. — (4) Année civile.

Source: O. N. U.

## 10° REVENU NATIONAL

**a) Estimation du revenu national de 1948 à 1956.**

(= Somme des revenus échéant pendant l'année aux facteurs de production fournis par les résidents, avant déduction des impôts indirects; = rémunération du travail + revenu des entreprises individuelles + loyers; intérêts et dividendes + épargne et impôts directs des sociétés + revenu de l'Etat et des collectivités locales.)

Le classement par ordre décroissant est approximatif.

(N = Monnaie nationale).

| PAYS | REVENU GLOBAL (en millions). | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | 1948 | 1952 | 1954 | 1955 | 1956 |
| 1. Etats-Unis (dollar) | 221,6 | 290,2 | 299 | 324,1 | 343,6 |
| 2. Royaume-Uni (livre) | 9.472 | 12.639 | 14.479 | 15.235 | 16.267 |
| 3. France (franc) | » | 10.500 | 11.500 | 12.800 | 13.990 |
| 4. Allemagne occidentale (deutschmark) | » | 101,4 | 117 | 134,3 | 147 |
| 5. Canada (livre canadienne) | 12.560 | 18.326 | 18.794 | 20.740 | 23.049 |
| 6. Italie (lire) | 5.943 | 8.340 | 9.753 | 10.814 | 11.504 |
| 7. Australie | 1.907 | 3.554 | 4.048 | 4.326 | 4.539 |
| 8. Suède (couronne) (1) | 23.740 | 36.458 | 38.788 | 41.605 | 44.582 |
| 9. Belgique (franc belge) (1) | » | 323,9 | 348,9 | 368,3 | » |
| 10. Pays-Bas (guilder) | 12.900 | 17.890 | 21.420 | 23.800 | 25.400 |
| 11. Suisse (franc suisse) | 17.646 | 20.360 | 22.250 | 23.290 | 24.700 |
| 12. Danemark (kroner) | 15.434 | 21.356 | 23.410 | 24.035 | 25.485 |

(1) Produit national brut au coût des facteurs. Estimations officielles ajustées conformément aux définitions des Nations Unies.

Source: O. N. U.

*b*) **Répartition du revenu national.**

| PAYS | REVENUS des ménages et rémunération des travailleurs. | ENTREPRISES individuelles. | LOYERS et intérêts. | DIVIDENDES | ÉPARGNE sociétés. | IMPOTS directs sociétés. | REVENU NET ÉTAT Collectivités locales. | REVENU NET ÉTAT Moins intérêts de la dette publique et de la dette des consommateurs. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | P. 100. | P. 100. | P. 100. | P. 100. | P. 100. | P. 100. | P. 100. | P. 100. |
| **Australie:** | | | | | | | | |
| 1938 | 60 | 17 | 15 | 4 | 5 | 2 | 5 | (— 8) (1) |
| 1949 | 53 | 31 | 8 | 3 | 5 | 4 | 1 | (— 5) |
| 1952 | 58 | 28 | 5 | 3 | 3 | 5 | 1 | (— 2) |
| 1954 | 59 | 24 | 5 | 3 | 5 | 4 | 2 | (— 3) |
| 1955 | 61 | 22 | 5 | 3 | 5 | 4 | 2 | (— 3) |
| 1956 | 61 | 22 | 6 | 3 | 4 | 5 | 2 | (— 3) |
| **Belgique:** | | | | | | | | |
| 1938 | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 1949 | 55 | 30 | 10 | 3 | 2 | 2 | 1 | (— 3) |
| 1952 | 52 | 31 | 8 | 5 | 3 | 3 | 1 | (— 2) |
| 1954 | 53 | 31 | 11 | 3 | 2 | 2 | » | (— 3) |
| 1955 | 54 | 30 | 11 | 3 | 3 | 2 | » | (— 3) |
| 1956 | 54 | 29 | 11 | 3 | 4 | 2 | » | (— 3) |
| **Canada:** | | | | | | | | |
| 1938 | 62 | 20 | 15 | | 2 | 2 | 3 | (— 4) |
| 1949 | 60 | 22 | 9 | | 4 | 6 | 3 | (— 4) |
| 1952 | 61 | 19 | 9 | | 4 | 8 | 2 | (— 3) |
| 1954 | 65 | 15 | 10 | | 4 | 6 | 3 | (— 3) |
| 1955 | 65 | 15 | 10 | | 5 | 6 | 2 | (— 3 |
| 1956 | 65 | 16 | 9 | | 5 | 6 | 2 | (— 3) |
| **France:** | | | | | | | | |
| 1938 | 50 | | 45,3 | | 4 | 1 | 1 | (— 5) |
| 1949 | 53 | | 34 | | 6 | 6 | » | » |
| 1952 | 58 | | 38 | | 2 | 3 | 1 | (— 2) |
| 1954 | 50 | | 36 | | 2 | 3 | 1 | (— 2) |
| 1955 | 59 | | 36 | | 3 | 3 | 1 | (— 2) |
| 1956 | 59 | | 35 | | 3 | 3 | 1 | (— 2) |
| **Japon:** | | | | | | | | |
| 1938 | 39 | 31 | 16 | 5 | 3 | 4 | 2 | » |
| 1949 | 42 | 49 | 2 | 1 | 1 | 3 | 2 | » |
| 1952 | 47 | 44 | 3 | 1 | 3 | 4 | 1 | (— 1) |
| 1954 | 49 | 38 | 4 | 1 | 3 | 4 | 1 | (— 1) |
| 1955 | 49 | 39 | 4 | 1 | 3 | 4 | 1 | (— 1) |
| 1956 | 50 | 36 | 4 | 1 | 5 | 4 | 1 | (— 1) |
| **Pays-Bas:** | | | | | | | | |
| 1938 | 51 | | 44 | | 4 | 1 | 4 | (— 3) |
| 1949 | 54 | | 42 | | (2) | 5 | 2 | (— 2) |
| 1952 | 53 | | 42 | | (2) | 7 | 2 | (— 3) |
| 1954 | 54 | | 42 | | (2) | 4 | 2 | (— 2) |
| 1955 | 54 | | 42 | | (2) | 4 | 2 | (— 2) |
| 1956 | 56 | | 39 | | (2) | 5 | 2 | (— 2) |
| **Suisse:** | | | | | | | | |
| 1938 | 48 | 22 | 19 | 3 | 2 | 3 | 3 | » |
| 1949 | 60 | 21 | 10 | 2 | 3 | 2 | 2 | » |
| 1952 | 60 | 20 | 10 | 2 | 3 | 2 | 2 | » |
| 1954 | 58 | 20 | 10 | 2 | 4 | 3 | 3 | » |
| 1955 | 59 | 20 | 10 | 2 | 4 | 2 | 3 | » |
| 1956 | 60 | 19 | » | » | » | » | » | » |
| **Royaume-Uni:** | | | | | | | | |
| 1938 | 63 | » | | 22 | » | 2 | » | (— 6) |
| 1949 | 63 | 12 | | 11 | » | 6 | 1 | (— 5) |
| 1952 | 73 | 10 | | 11 | 4 | 7 | 1 | (— 5) |
| 1954 | 71 | 10 | | 10 | 6 | 6 | 1 | (— 4) |
| 1955 | 73 | 9 | | 11 | 5 | 6 | 1 | (— 5) |
| 1956 | 74 | 9 | | 11 | 5 | 5 | 1 | (— 5) |
| **Etats-Unis:** | | | | | | | | |
| 1938 | 67 | 16 | 12 | 5 | » | 2 | » | (— 2) |
| 1949 | 65 | 16 | 8 | 3 | 5 | 5 | » | (— 2) |
| 1952 | 67 | 14 | 8 | 3 | 3 | 7 | » | (— 2) |
| 1954 | 69 | 13 | 9 | 3 | 2 | 6 | » | (— 1) |
| 1955 | 69 | 12 | 8 | 3 | 3 | 7 | » | (— 2) |
| 1956 | 70 | 12 | 8 | 4 | 2 | 6 | 4 | (— 2) |

(1) Ensemble: loyers et intérêts, dividendes, épargne des sociétés, impôts directs des sociétés, revenu Etat et collectivités locales = 20.
(2) Inclus avec le revenu des entreprises individuelles.

Source: O. N. U.

*c)* **Origine par branche d'activité du produit intérieur net.**

| PAYS | PRODUIT intérieur net (*) | ORIGINE | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Agr. Sylv. Pêche. | Ind. extr | Ind manuf. | Constr | Transp. et communications. | Com gros, détail. | Admin publique et Défense (1). | Autres services (2). |
| | | P. 100. | P. 100. | P. 100. | P. 100. | P. 100. | P. 100. | P. 100. | P. 100. |
| Canada (millions de dollars) (3): | | | | | | | | | |
| 1938 | 4.259 | 13 | 6 | 24 | 4 | 11 | 13 | 10 | 19 |
| 1952 | 20.825 | 13 | 4 | 29 | 6 | 11 | 13 | 6 | 13 |
| 1954 | 21.826 | 10 | 4 | 28 | 6 | 12 | 13 | 7 | 20 |
| 1955 | 23.758 | 10 | 4 | 29 | 7 | 11 | 13 | 7 | 19 |
| Allemagne occidentale (millions de deutschmarks): | | | | | | | | | |
| 1952 | 92.024 | 12 | 49 | | 6 | 8 | 9 | 8 | 6 |
| 1954 | 113.200 | 11 | 49 | | 7 | 8 | 8 | 10 | 6 |
| 1955 | 126.988 | 10 | 49 | | 7 | 8 | 10 | 10 | 6 |
| Italie (milliards de lires): | | | | | | | | | |
| 1952 | 9.258 | 25 | 1 | 24 | 4 | 7 | 11 | 10 | 4 |
| 1954 | 10.755 | 24 | 1 | 32 | 6 | 9 | 9 | 10 | 9 |
| 1955 | 11.694 | 23 | 1 | 32 | 6 | 9 | 9 | 11 | 9 |
| Royaume-Uni (millions de livres sterling) (4): | | | | | | | | | |
| 1952 | 13.785 | 5 | 4 | 36 | 6 | 10 | 12 | 7 | 20 |
| 1954 | 15.762 | 5 | 4 | 37 | 6 | 10 | 12 | 6 | 20 |
| 1955 | 16.839 | 5 | 3 | 38 | 6 | 10 | 13 | 6 | 19 |
| Etats-Unis (milliards de dollars) (5): | | | | | | | | | |
| 1938 | 67,2 | 9 | 2 | 22 | 3 | 10 | 18 | 13 | 23 |
| 1952 | 288 | 6 | 2 | 31 | 5 | 9 | 17 | 12 | 18 |
| 1954 | 296,5 | 6 | 2 | 30 | 5 | 9 | 17 | 12 | 19 |
| 1955 | 322 | 5 | 2 | 32 | 5 | 8 | 17 | 12 | 19 |

(*) Produit intérieur brut au prix de marché.

(1) Administration, défense, justice, police (les entreprises publiques et autres services sont classés avec les industries correspondantes).

(2) Banques, assurances, affaires immobilières, services médicaux et domestiques, instruction...

(3) Produits intérieurs bruts aux prix de marché.

(4) Produit intérieur brut au coût des facteurs.

(5) Bénéfice des entreprises de l'Etat exclu.

Source: O. N. U.

## 11° LOGEMENT ET CONSTRUCTION

### a) Evolution de la construction de logements dans quelques pays.

(Moyenne mensuelle = 1.000.)

| PAYS | 1950 | 1952 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|
| Allemagne occidentale (1) | 25.164 | 36.500 | 45.100 | 44.387 |
| Belgique (2) | 2.984 | 2.232 | 2.808 | 2.697 |
| Canada | 7.418 | 6.091 | 10.661 | 11.308 |
| France (3) | 7.660 | 10.714 | 24.397 | 29.473 |
| Italie (4) | 6.119 | 9.677 | 17.992 | » |
| Japon (5) | 29.907 | 19.608 | 23.871 | 31.281 |
| Pays-Bas (6) | 3.942 | 4.550 | 5.068 | 5.690 |
| Suisse (7) | 1.111 | 1.190 | 1.395 | 1.377 |
| Royaume-Uni | 17.119 | 20.693 | 27.002 | 25.606 |
| U. S. A. (8) | 116,3 | 93,9 | 110,7 | 93,2 |

(1) Construction achevée y compris reconstruction et restauration.
(2) Construction achevée y compris reconstruction, transformation et extension.
(3) Autorisations de bâtir délivrée.
(4) Construction achevée. A partir de 1954, y compris les logements dans les bâtiments à usage autre que l'habitation.
(5) Construction commencée.
(6) Construction achevée y compris les habitations reconstruites.
(7) Construction achevée dans quarante-deux villes.
(8) Logements commencés (non compris les fermes). Depuis 1954, basé sur un échantillon revisé.

Source: O. N. U.

### b) Indices des prix de gros des matériaux de construction.

(1953 = 100.)

| PAYS | 1948 | 1954 | 1955 | 1956 |
|---|---|---|---|---|
| Suisse | 91 | 101 | 112 | 123 |
| U. S. A. | 87 | 100 | 105 | 109 |
| Italie | 85 | 101 | 100 | 98 |
| Canada (1) | 77 | 98 | 99 | 103 |
| Belgique | 81 | 104 | 105 | 107 |
| Royaume-Uni | 77 | 101 | 105 | 109 |
| France | 58 | 100 | 101 | 103 |

(1) Construction non résidentielle.
Source: O. N. U.

## 12° INVESTISSEMENTS

### 1. *Financement des investissements.*

| DÉSIGNATION | INVESTISSEMENTS Bruts. | INVESTISSEMENTS Nets. | FONDS publics en pourcentage du brut. | AIDE américaine en pourcentage du brut. | MARCHÉ financier en pourcentage du brut. | CAISSES d'épargne et établissements spéciaux en pourcentage du brut. | BANQUES commerciales en pourcentage du brut. | AUTRES RESSOURCES Brutes (1) en pourcentage du brut. | AUTRES RESSOURCES Nettes (2) en pourcentage du brut. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne (milliards de deutschmark): | | | | | | | | | |
| 1949 | 16.100 | 9.300 | 14,9 | 1,9 | 1,9 | » | 72,7 | 72,7 | 63,4 |
| 1950 | 18.300 | 11.800 | 15,9 | 9,7 | 1 | » | » | 57 | 34,2 |
| 1951 | 22.950 | 15.375 | 19 | 3,6 | 1,4 | 10 | (4) 3,7 | 63 | 44,7 |
| 1952 | 25.500 | 16.630 | 21,5 | 2,1 | 2,5 | 9,1 | (4) 3 | 60,7 | 39,9 |
| Angleterre (millions de livres sterling): | | | | | | | | | |
| 1949 | 1.599 | 875 | » | » | » | (3) 1,4 | » | » | » |
| 1950 | 1.697 | 881 | » | » | » | (3) 2,4 | » | » | » |
| 1951 | 1.862 | 960 | 31 | » | 10 | (3) 0,8 | » | 54 | » |
| 1952 | 2.000 | 1.178 | 34 | » | 15 | (3) 1,4 | » | 51 | » |
| Belgique (milliards de francs belges): | | | | | | | | | |
| 1949 | 42.444 | » | 19,2 | » | 12,9 | 23,8 | » | 45 | » |
| 1950 | 55.911 | » | 19,2 | » | 8,7 | 18,7 | » | 51 | » |
| 1951 | 54.213 | » | 21,3 | » | 8,3 | 16,2 | » | 55,3 | » |
| 1952 | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| France (milliards de francs): | | | | | | | | | |
| 1949 | 1.514 | 680 | (5) 46,9 | 15,8 | 3,3 | 2,1 | (6) 4,5 | 43,5 | 0 |
| 1950 | 1.606 | 636 | (5) 46,7 | 10,1 | 3,7 | 3,7 | (6) 1,4 | 44 | 0 |
| 1951 | 2.230 | 1.090 | (5) 30,3 | 4,1 | 4 | 3,7 | (6) 3 | 59,3 | 16 |
| 1952 | 2.322 | 1.122 | 29,7 | 3 | 4,1 | 3,4 | (6) 7 | 56,5 | 9,9 |

(1) Autofinancement, amortissements industriels, court terme, etc.

(2) Autofinancement net (moins amortissements industriels), court terme, etc.

(3) Evaluation.

(4) L'augmentation des dépôts d'épargne de ces banques a représenté: en 1951, 2,1 p. 100; en 1952, 3,9 p. 100 du montant des investissements bruts.

(5) Inclus dans les fonds publics.

(6) L'augmentation des dépôts à échéance de ces banques a représenté les pourcentages suivants du montant des investissements bruts: 1949, 1,3 p. 100; 1950, 1,4 p. 100; 1951, 1,1 p. 100; 1952, 0,8 p. 100.

Source: Rapport de la commission de financement du 2e plan. — Rapport du groupe de travail « Fonds privés ».

2. *Pourcentage de la formation brute de capital par rapport au produit national brut.*

| PAYS | UNITÉ MONÉTAIRE Pour les colonnes (1) et (2). | ANNÉE | (1) Produit national brut aux prix du marché. | (2) Formation brute de capital (a) | (3) Colonne (2) en pourcentage de colonne (1). |
|---|---|---|---|---|---|
| Allemagne occidentale | Millions de deutschmark | 1951 | 113.719 | 29.151 | 26 |
| | | 1952 | 126.120 | 30.953 | 25 |
| Belgique | Milliards de francs belges | 1951 | 353,5 | 55 | 16 |
| | | 1952 | 360,5 | 55,2 | 15 |
| France | Milliards de francs français | 1951 | 11.920 | 2.320 | 19 |
| | | 1952 | 13.650 | 2.220 | 16 |
| Italie | Milliards de lires | 1951 | 9.832 | 2.088 | 21 |
| | | 1952 | 10.394 | 2.315 | 22 |
| Luxembourg | Milliards de francs belges | 1951 | 13,6 | (b) | (b) |
| | | 1952 | 14,4 | (b) | (b) |
| Pays-Bas | Millions de guilders | 1951 | 21.960 | 5.350 | 24 |
| | | 1952 | 22.692 | 3.820 | 17 |
| C. E. C. A. (total) | Milliards de dollars | 1951 | 90,1 | 19,5 | 22 |
| | | 1952 | 99,1 | 19,6 | 20 |

(a) Comprend les variations de stocks, excepté pour la Belgique, où seule est comprise la formation fixe de capital.
(b) Non disponible.
(1) Statistics of National Product and Expenditure 1938, 1947 to 1952, O. E. C. E., Paris 1954.
(2) Pour 1953, les chiffres ne sont pas encore disponibles pour la plupart des pays sur une base permettant une présentation sous une forme comparable.
Source: Statistics of National Product and Expenditure 1938, 1947 to 1952. O. E. C. E., Paris 1954.

3. *Production par tête, capital par tête et rapport capital-production dans les industries de transformation* (a).

| ANNÉES | PRODUCTION PAR TÊTE | | | CAPITAL PAR TÊTE | | | RAPPORT CAPITAL-PRODUCTION | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Royaume-Uni (b). | Allemagne occidentale (b). | Etats-Unis (b). | Royaume-Uni (b). | Allemagne occidentale (b). | Etats-Unis (b). | Royaume-Uni. | Allemagne occidentale. | Etats-Unis. |
| 1929 | 1,3 | 1,7 | 3,8 | 1,3 | 1,9 | 4,9 | 1 | 1,1 | 1,3 |
| 1937-1938 | 1,7 | 1,9 | 3,8 | 1,3 | 1,8 | 4,2 | 0,8 | 0,9 | 1,1 |
| 1948 | 2,1 | [illegible] | 4,7 | 1,7 | 2 | 4,6 | 0,8 | [illegible] | 1 |
| 1956 | 2,3 | 2,2 | 5,9 | 2,2 | 2,3 | 5,2 | 1 | [illegible] | 0,9 |

(a) Production par tête et capital par tête en dollars à pouvoir d'achat de 1950.
(b) 1.000 dollars.
Source: The Banker, avril 1957.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.